



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°02 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Relations UE-Turquie
Intermittents du spectacle
Patrimoine archéologique

p. 55
p. 61
p. 63

Sommaire des séances publiques n°s 4 et 5
Sommaire des questions parlementaires

p. 67
p. Q10

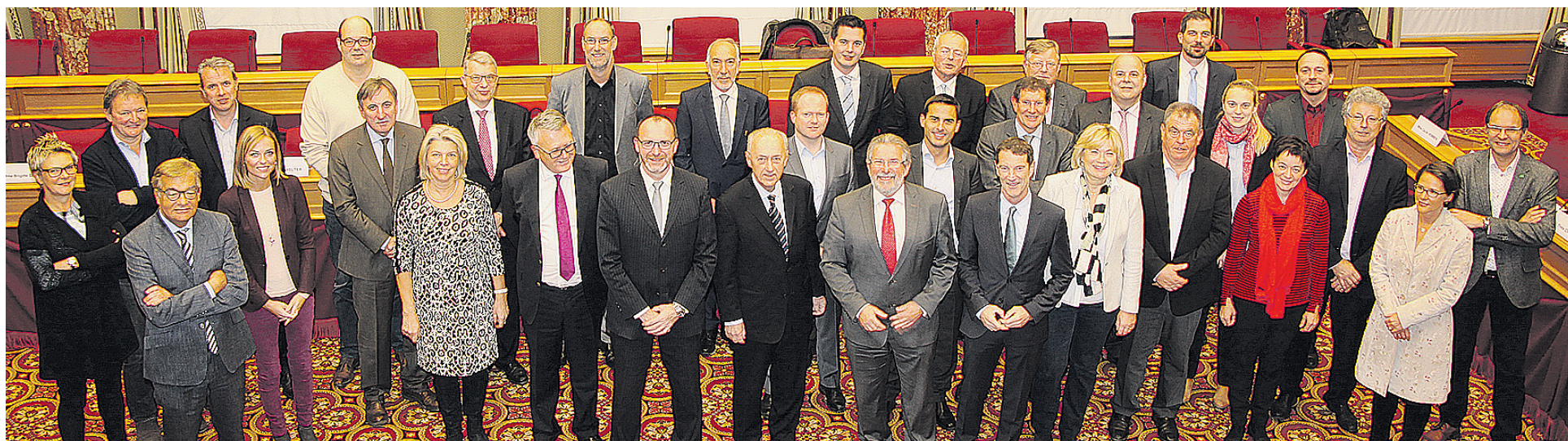
4^e séance
5^e séance

Mardi 15 novembre 2016
Mercredi 16 novembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Visite de M. Allan Larsson: «Les citoyens d'abord»



M. Allan Larsson entouré du Président de la Chambre, des membres de différentes commissions parlementaires, du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ainsi que de la chef de la représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

«Les citoyens d'abord», a annoncé le 15 novembre 2016 le conseiller spécial de la Commission européenne pour le pilier européen des droits sociaux, M. Allan Larsson, dans le cadre de son échange de vues avec les membres de plusieurs commissions parlementaires (Affaires étrangères et européennes, Éducation nationale, Famille, Travail) et le Ministre du Travail,

de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Nicolas Schmit.

La consultation sur un socle européen des droits sociaux était au centre des discussions entre M. Allan Larsson et les députés. Le résultat idéal de cette consultation, qui s'achève fin 2016 et sera présentée début 2017, serait de

parvenir à un pacte social, a constaté M. Allan Larsson. Une fois adopté, le socle devrait devenir un cadre de référence pour l'examen des performances des États membres en matière sociale et d'emploi et pour la réalisation de réformes à l'échelon national, a ajouté le conseiller spécial Larsson. Les députés ont exprimé leur inquiétude face à la tendance croissante

du nationalisme qui pourrait risquer de compromettre la réalisation de l'Europe sociale.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a conclu cet échange de vues en soulignant que «des systèmes sociaux forts ne sont pas le problème, mais font partie de la solution».

Remise du rapport 2016 de l'ORK

Le rapport 2016 de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) traite en détail des enfants à besoins spécifiques. Il analyse notamment les différentes bases légales, la scolarisation, la protection contre les maltraitances et les violences, le soutien à la famille, les troubles de l'apprentissage et de comportement, les centres thérapeutiques et les différents handicaps.

Les recommandations de cette année concernent entre autres la scolarité des enfants fréquentant l'éducation différenciée qui s'arrête en principe à 16 ans, le manque de places dans

des structures spécialisées et le nombre élevé d'enfants envoyés à l'étranger.

L'ORK a également présenté un avis au sujet de la nécessité d'inclure les droits de l'enfant dans la Constitution.

Entre le 1^{er} novembre 2015 et le 31 octobre 2016, 115 nouveaux dossiers ont été traités qui concernaient 183 enfants. 43 dossiers concernaient une séparation/divorce ou le droit de garde/droit de visite.

Le texte intégral du rapport peut être consulté sur www.ork.lu.



Le Président de l'ORK, M. René Schlechter, accompagné des membres du comité, remet le rapport 2016 au Président de la Chambre des Députés.

Convention des jeunes 2016: 130 jeunes à la Chambre



Environ 130 membres d'organisations de jeunesse luxembourgeoises ont été accueillis le 18 novembre 2016 à la Chambre des Députés pour une nouvelle édition de la Convention des jeunes. Ils ont eu des échanges de vues avec le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Claude Meisch, ainsi qu'avec les députés Anne Brasseur, Eugène Berger, Claude Adam et Laurent Zeimet sur des thèmes liés à l'intégration.

Les discussions avaient été préparées au préalable lors de cinq ateliers thématiques, à savoir:

- En Lëtzebuergesch, s'il vous plaît!
- Je ne suis pas raciste, mais...
- Médias: (dés)information?
- Migration: Outside in - inside out
- Tous égaux, tous différents!

Une délégation de parlementaires luxembourgeois à la COP22/CMP12/CMA1

Une délégation de la Chambre des Députés, composée de MM. Henri Kox et Marco Schank, a participé à la COP22/CMP12/CMA1 qui a eu lieu à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016. Il s'agissait de la 22^e session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la 12^e session de la Conférence des Parties agissant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto et de la première session de la Conférence des Parties agissant en tant que réunion des Parties à l'Accord de Paris.

Cette conférence a fait directement suite à la COP21, au cours de laquelle a été adopté en décembre 2015 l'Accord de Paris sur le climat. Entré en vigueur le 4 novembre 2016 et désormais ratifié par 113 parties dont le Luxembourg, cet Accord a pour objectif principal de maintenir la hausse de la température moyenne mondiale bien en-dessous de 2 degrés Celsius au cours de ce siècle et de mener des efforts visant à limiter l'augmentation de la température à 1,5 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels.

La délégation parlementaire s'est jointe à la délégation ministérielle luxembourgeoise. La pluridisciplinarité de cette délégation s'explique par le fait que la lutte contre le réchauffement climatique est, elle aussi, multidisciplinaire. Ainsi, par exemple, il convient d'insister sur l'importance de réunir des fonds pour financer l'adaptation au changement climatique. Dans ce contexte, rappelons l'engagement des pays riches à mobiliser 100 milliards de dollars d'ici 2020 pour soutenir les projets d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique dans les pays les plus pauvres. La contribution du Luxembourg à ce financement international global s'élève à 120 millions d'euros, ce qui fait du Grand-Duché, en termes relatifs, le plus grand contributeur du Fonds vert pour le climat (*Green Climate Fund*), cette contribution venant s'ajouter à l'aide publique au développement.

Le Luxembourg a par ailleurs accepté d'allouer 30 millions d'euros à la plate-forme du financement climatique Luxembourg - Banque européenne d'investissement (BEI). Cette nouvelle plate-forme a été présentée

aux représentants des pays, des institutions financières et des gestionnaires de fonds internationaux participant à la COP22, où elle a été saluée comme un modèle international pour le renforcement de l'investissement pour le climat.

Cette nouvelle initiative permettra aux fonds d'investissement axés sur le climat de financer des projets ayant de fortes retombées positives pour le climat dans le monde entier et favorisera la mobilisation de fonds supplémentaires auprès d'investisseurs privés.

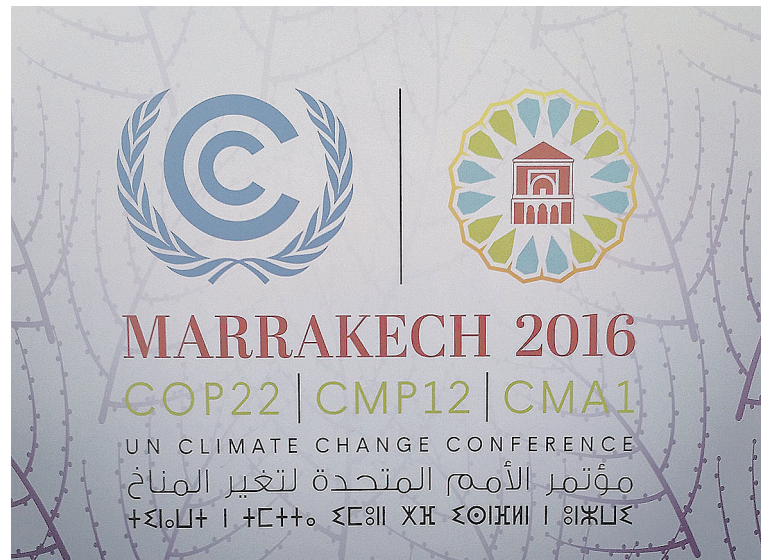
Résultats et initiatives

La COP22 a permis aux pays de faire preuve d'unité face à l'urgence d'agir et de mettre en œuvre l'Accord de Paris. Les dirigeants mondiaux ont publié une proclamation mettant en évidence l'irréversibilité de cet Accord, souhaitant vraisemblablement envoyer un message à M. Donald Trump, Président élu des États-Unis, qui avait proposé pendant sa campagne de quitter l'Accord de Paris.

Plusieurs mesures ont été annoncées pendant cette COP22 pour accélérer le processus de l'action contre le changement climatique dans un large éventail de domaines, pour faciliter les synergies et pour promouvoir des solutions aux défis les plus pressants. La COP22 a donc été une COP de l'action. Ainsi par exemple:

- Un des premiers résultats notables de cette COP est l'avancée de deux ans de la rédaction du règlement d'opérationnalisation de l'Accord de Paris, dont la date d'achèvement a été fixée à 2018 au lieu de 2020.

- Le *Climate Vulnerable Forum*, un groupe d'une quarantaine de pays les plus vulnérables au changement climatique, a publié une déclaration qui renforce l'appel à limiter la hausse de la température mondiale aussi près de 1,5 degrés Celsius que possible et s'est notamment engagé à renoncer complètement aux énergies fossiles et à atteindre 100% d'énergie renouvelable au plus tard en 2050.



Les entreprises, les investisseurs, les villes et les gouvernements locaux ont également formulé de nouveaux engagements en matière de changement climatique, entraînant des répercussions importantes en agissant localement et en formant des partenariats à l'échelle mondiale. Il s'agit de renforcer la participation des acteurs non étatiques qui sont des acteurs clés dans la lutte contre le changement climatique en encourageant une série d'initiatives, tant individuelles que coopératives. Cette nouvelle ère d'action pour le climat a été exprimée dans la Proclamation d'Action de Marrakech, permettant d'assurer la continuité de l'agenda de l'action au-delà de la COP22.

Parmi les nombreuses autres initiatives lancées pendant la COP22 figurent notamment des mesures de soutien aux technologies propres, des actions visant à renforcer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau dans les pays en développement, etc.

La nécessité de poursuivre les efforts

Il reste encore beaucoup d'efforts à faire pour aboutir à l'objectif de maintenir la hausse de la température moyenne mondiale à 2, voire à 1,5 degrés Celsius.

Afin de maintenir un niveau d'ambition élevé, le Luxembourg devra lui aussi mettre en place un plan d'adaptation et de réduction concret et ambitieux, en veillant à la cohérence des différentes politiques à mettre en œuvre et à y impliquer toute la société civile. Dans ce contexte, le troisième plan d'action national contre le changement climatique sera présenté en 2017.

Réunion interparlementaire

En marge de la COP22, les députés luxembourgeois ont participé, le 13 novembre 2016, à une conférence organisée par l'Union interparlementaire (UIP) et ont assisté à plusieurs réunions-débats. Au cours de l'une d'entre elles, Mme Jacqueline McGlade, directrice scientifique du PNUE, a exposé les défis actuels et futurs des migrations de population engendrées par les changements climatiques et a souligné l'importance d'une action rapide et coordonnée en la matière. Les parlementaires du monde entier ont pu, au cours de cette journée, échanger leurs expériences personnelles et réaffirmer le rôle important qui est le leur dans la transposition de décisions prises au niveau des grandes conférences onusiennes dans les législations nationales.



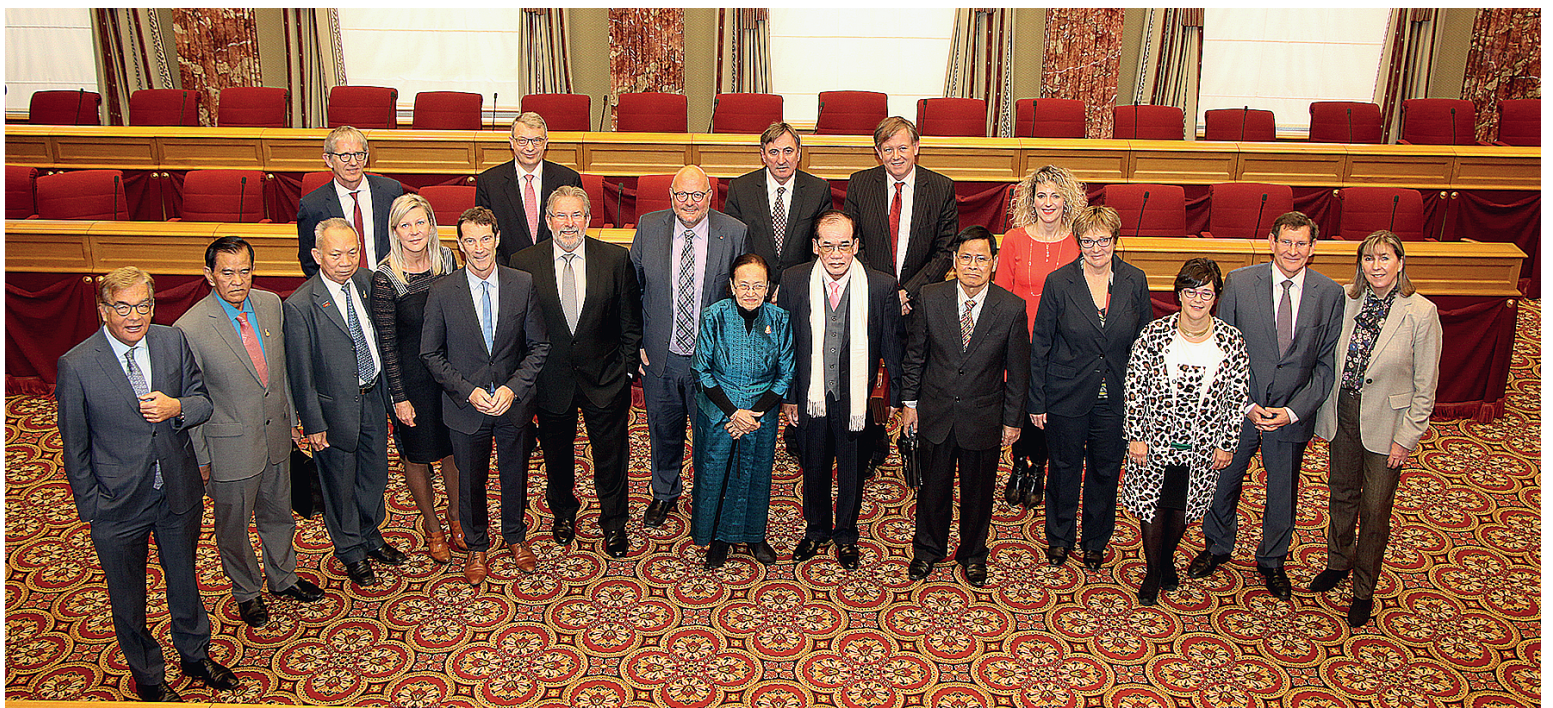
M. Henri Kox (à gauche) et M. Marco Schank

Le Cambodge à l'honneur

L'intégration régionale au niveau politique et parlementaire ainsi que la bonne croissance économique du pays étaient au cœur d'un échange de vues entre les députés luxembourgeois et les sénateurs cambodgiens, le 24 novembre 2016 à la Chambre des Députés.

Le Cambodge a réussi à diminuer fortement son taux de pauvreté qui est passé de 53% en 2004 à 13,5% en 2014, a annoncé la Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat cambodgien, Mme Ty Borasy. Les procès des Khmers rouges étaient également un thème évoqué lors des entretiens avec les députés.

La délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge a été reçue par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, par les membres de cette commission ainsi que ceux de la délégation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).



Une délégation sénatoriale du Cambodge reçue à la Chambre.

Des chances égales pour tous les enfants

La crèche «Escher Kannervilla» à Esch-sur-Alzette compte parmi les huit crèches qui participent à la phase pilote de la mise en place du programme d'éducation plurilingue de la petite enfance.

Ce programme fait l'objet d'un projet de loi (doc. parl. n°7064) que la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse va examiner prochainement.

Le 23 novembre 2016, les membres de ladite commission ont visité les locaux de la «Escher Kannervilla», afin de recevoir un aperçu sur la mise en pratique du programme d'éducation plurilingue de la petite enfance. La crèche accueille actuellement 58

enfants, âgés de 0 à 6 ans, de quelque dix nationalités différentes.

La responsable, Mme Ginette Libardi, a expliqué aux députés les raisons pour lesquelles la structure participe à la phase pilote du programme: «Nous voudrions porter les réalités du multilinguisme, telles qu'elles se présentent à nous, à la connaissance d'un plus grand public.» Mme Libardi estime qu'une familiarisation précoce avec une multitude de langues, dont le luxembourgeois en tant que langue véhiculaire, permet de mieux préparer les enfants à l'apprentissage des langues dans l'enseignement fondamental: «Il s'agit de créer des chances égales pour tous les enfants.»



Une crèche pilote à Esch-sur-Alzette visitée par des députés.

Valoriser le multilinguisme



«Promouvoir le multilinguisme, qui constitue un des points forts du pays»: telle est l'ambition de l'École internationale à Differdange, qui a ouvert ses portes à la rentrée scolaire 2016-2017.

Après avoir voté la création de cette école en novembre 2015, les membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se sont rendus le 10 novembre 2016 dans les locaux de

l'école pour un échange de vues avec les membres de la direction, des représentants des enseignants, des élèves et des parents d'élèves.

Les députés se sont notamment renseignés sur l'offre scolaire de l'École internationale et sur la mise en place d'un enseignement multilingue et multiculturel.

L'école accueille actuellement quelque 150 élèves de 31 nationalités différentes.

Visite de l'École internationale à Differdange

La Police a son musée

L'ancien centre technique de la Gendarmerie, situé à Luxembourg-Verlorenkost, héberge aujourd'hui le Musée de la Police grand-ducale.

Le musée contient une collection d'effets, d'instruments et d'accessoires divers ayant servi à des générations de gendarmes et de policiers et constitue à ce titre un témoin de l'histoire et du patrimoine des forces de l'ordre nationales. C'est ce que les membres de la

Commission de la Culture ont pu constater lors d'une visite sur place, début novembre.

L'association «Le Musée de la Police grand-ducale», s'engageant en faveur de cette collection, a initié des demandes auprès du Ministère de la Culture et de la Ville de Luxembourg visant à faire classer l'immeuble en question en tant que monument national, le cas échéant l'inscrire à l'in-

ventaire supplémentaire respectivement dans le PAG. Le bâtiment, qui date de 1954, fait partie du domaine de l'État et est placé sous la tutelle du Ministère de la Sécurité intérieure.

Les membres de la Commission de la Culture ont par ailleurs été informés que l'immeuble est confronté à des problèmes techniques.

Des parlementaires visitent le Musée de la Police grand-ducale.



Smart City Esch/Belval: gestion urbaine intelligente

Après deux conférences organisées précédemment par le Parlement Benelux au sujet des «villes intelligentes» à Deventer et Gand, le troisième volet du triptyque a eu lieu le 7 octobre 2016 à Esch/Belval, sous la dénomination «Smart Cities - Smart Grids».

Les participants ont découvert le bâtiment «massenoire» sur le site industriel comportant des hauts-fourneaux transformé par le Fonds Belval en un site à fonctions multiples doté d'un potentiel pour le 21^e siècle, dont l'Université du Luxembourg, des maisons passives, des entreprises et une zone commerciale.

Les membres du Parlement Benelux, parmi lesquels MM. Roger Negri, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Gast Gibéryen et Mme Diane Adehm, ont également rencontré à cette occasion M. Terji Nielsen, un expert en matière énergétique des Îles Féroé, lesquelles projettent de devenir totalement indépendantes



Les participants à la journée «Smart Cities - Smart Grids» du Parlement Benelux et du CPI

des combustibles fossiles en 2030 en investissant massivement dans les énergies renouvelables. Au cours de la journée, M. Dan Codello, échevin d'Esch-sur-Alzette, a accueilli les par-

ticipants au Fonds Belval, dont les activités ont été présentées par son directeur, M. Luc Dhamen. Des membres du Conseil parlementaire interrégional (CPI) se sont joints à

cette réunion destinée à mettre en exergue le site d'Esch/Belval comme un exemple de gestion urbaine intelligente créant davantage d'emplois, avec des espaces urbains plus effi-

cients notamment au niveau des transports, de l'énergie et de la protection de l'environnement.

«Nous devons trouver des solutions ensemble»



Dans un contexte de relations difficiles entre l'Union européenne et la Russie, la Vice-Première Ministre de la Fédération de Russie, Mme Olga Golodets, a été reçue le 24 novembre 2016 par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Lors de leur entretien, le Président de la Chambre des Députés a insisté sur les points qui unissent les deux pays et sur l'importance de coopérer. «Nous avons la volonté de trouver

ensemble des solutions aux drames humanitaires qui nous tracassent», a déclaré M. Di Bartolomeo, un constat qui vaut avant tout pour la crise des réfugiés. «Notre devoir commun est de faire cesser ces catastrophes intolérables», a-t-il précisé.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire: «Quand les relations entre deux pays s'avèrent difficiles, il devient d'autant plus important que les parlementaires puissent continuer à s'échanger librement et maintenir ainsi le dialogue». En effet, les députés

luxembourgeois entretiennent des relations étroites avec leurs homologues russes. Ainsi une délégation du Conseil de la Fédération de Russie avait été reçue en juin dernier, alors qu'une visite d'une délégation luxembourgeoise à la Douma est prévue dans les mois à venir.

Pour sa part, la Vice-Première Ministre russe a relevé l'importance des contacts humains pour rapprocher davantage les deux pays, que ce soit en encourageant les échanges entre élèves et étudiants ou par le biais d'événements culturels.

Mme Olga Golodets et M. Mars Di Bartolomeo

Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Une assemblée annuelle marquée par la situation politique en Turquie



Mme Nancy Arendt et M. Marc Angel

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN prône une riposte appropriée aux défis sécuritaires. Réunie à Istanbul du 18 au 21 novembre, l'AP-OTAN a préconisé une consolidation des défenses de l'Alliance grâce, entre autres, à des investissements supplé-

mentaires pour développer les capacités militaires, face aux menaces émanant de la Russie, du terrorisme et de l'instabilité au Moyen-Orient.

«Nous devons renforcer encore le dispositif de dissuasion de l'OTAN en augmentant l'effectif des troupes al-

liées présentes dans les pays baltes, en Pologne et en Roumanie, en déployant préalablement plus de matériel et en investissant dans les infrastructures qui permettront et accéléreront l'acheminement de renforts», a dit le Président de l'Assemblée, M. Michael R. Turner (États-Unis).

Plus de 230 parlementaires venus des 28 pays membres de l'OTAN, parmi lesquels M. Marc Angel et Mme Nancy Arendt, et une bonne vingtaine de délégations de pays associés, partenaires ou invités ont assisté à la session d'automne de l'AP-OTAN.

L'Assemblée a adopté diverses résolutions invitant instamment les gouvernements des pays alliés à consolider les défenses de l'OTAN, à riposter fermement au comportement de la Russie et à coopérer plus étroitement dans le domaine de la lutte antiterroriste. Elle a également élu l'un de ses vice-présidents, M. Paolo Alli, en tant que successeur de M. Turner, dont le mandat de deux ans est venu à son terme. Le Président de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, et le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, ont pris la parole lors de la séance plénière.

Dans son intervention, M. Erdoğan a fait observer que la Turquie, «membre indispensable de l'Alliance», se trouvait sur la ligne de front des défis du 21^e siècle et a réaffirmé son engagement vis-à-vis de l'OTAN.

Au cours de la séance annuelle, à l'occasion de rencontres avec le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Justice et des députés turcs, les représentants des parlements des pays alliés ont maintes fois réitéré que la Turquie met actuellement à risque le respect des normes élémentaires de l'État de droit.

Les parlementaires de l'OTAN ont été unanimes à condamner la tentative de putsch du 15 juillet 2016. Tout au long de la session, un grand nombre d'entre eux ont cependant aussi fait part de leur préoccupation devant la vague de licenciements, d'arrestations et d'incarcérations - y compris de parlementaires de l'opposition et de journalistes - qui a suivi la tentative de putsch. Pendant la session, les membres ont répété avec inquiétude que les procédures judiciaires doivent se fonder sur des preuves irréfutables et rendues publiques.

L'OTAN est une alliance qui se rassemble autour de valeurs communes au cœur desquelles se trouvent la démocratie, le respect des minorités et le respect de l'État de droit.

La délégation luxembourgeoise s'est jointe à ce concert de critiques. Ainsi, M. Marc Angel, qui occupe le poste de trésorier au sein de l'AP-OTAN, a plaidé pour le respect de l'État de droit en Turquie dans une réunion avec le Ministre de la Justice turc. «S'il convient de faire preuve de solidarité avec la Turquie après la tentative de coup d'État», a-t-il déclaré, «le Gouvernement turc doit respecter les droits de l'homme, les droits de l'opposition, de la liberté académique et de la presse». Une réaction proportionnée aurait été nécessaire après le putsch, alors que le gouvernement a mis en place une ambiance de suspicion générale à l'égard de tout un pan de la société.

À côté de ses rencontres avec les élus turcs, y compris avec des membres de l'opposition, M. Angel a également visité la rédaction du quotidien d'opposition turc Cumhuriyet, dont plusieurs membres de la rédaction ont été arrêtés.

Réunion plénière de la LVI COSAC

Dialogue renforcé entre la Commission européenne et les parlements nationaux

Le dialogue entre la Commission européenne et les parlements nationaux s'est renforcé, ont constaté le Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, et les participants à un groupe de discussion sur le renforcement du rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne au cours de la réunion plénière de la LVI COSAC qui s'est tenue du 13 au 15 novembre 2016 à Bratislava.

D'un côté, le nombre de visites et entretiens avec les membres de la Commission européenne au sein des parlements nationaux a sensiblement augmenté. En plus, la Commission européenne répond désormais de façon extensive aux avis motivés lui adressés par les parlements de l'Union européenne.

Or, les parlementaires sont d'avis que la coopération entre les parlements nationaux et le fonctionnement de la COSAC peuvent encore être améliorés. 70% des avis poli-

tiques adressés à la Commission européenne proviennent de 10% des parlements nationaux. Ceci est dû, en partie, au fait que les procédures des parlements nationaux concernant les affaires européennes divergent fortement.

Le Premier Ministre de la République slovaque, M. Robert Fico, a présenté l'état d'avancement de la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne. Les trois priorités fixées par la présidence slovaque étaient de renforcer économiquement l'Union européenne, de stabiliser la politique migratoire et d'asile et de promouvoir de bonnes relations économiques avec les partenaires dans le monde.

Des progrès ont notamment été réalisés dans les domaines suivants: sous la présidence slovaque, deux nouveaux chapitres ont été ouverts dans les négociations d'adhésion avec la Serbie; l'accord de libre-échange avec le Canada (CETA) a

été signé; dans le domaine de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, un paquet de propositions législatives sur la transparence a été adopté ainsi qu'un projet de directive sur la coopération administrative dans l'Union européenne. Le budget 2017 de l'Union européenne a trouvé un accord au Conseil seulement 18 jours après sa publication. Par ailleurs, des accords importants ont été conclus sous présidence slovaque dans les domaines de l'échange de quotas d'émission, de la lutte contre le changement climatique, de la pêche et des questions énergétiques.

L'état d'avancement des négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis (TTIP) a été présenté par le négociateur en chef de l'Union européenne du TTIP et Directeur de la DG Commerce, M. Hiddo Houben. Après un dernier tour de négociations en 2016 et suite aux élections présidentielles aux États-



(de gauche à droite) M. Gast Gibéryen, Mme Diane Adehm et M. Marc Angel

Unis, une reprise des négociations ne se fera guère avant l'été 2017.

L'Union de l'énergie et la sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne dans le contexte de la migration irrégulière étaient d'autres sujets discutés entre les

membres des parlements des 28 États membres de l'Union européenne.

La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, président de la délégation, Mme Diane Adehm et M. Gast Gibéryen.



Contre la violence

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, accueille des représentants d'UNICEF Luxembourg dans le cadre d'une «chaîne humaine contre la violence», organisée le 18 novembre 2016 entre la Place Guillaume II et la Chambre des Députés.

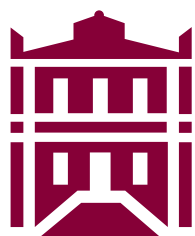
Le Président de la Chambre a reçu...



...S.E. M. Lilian Zamfiroiu, Ambassadeur de Roumanie



...M. Sandro Gozi, Secrétaire d'État aux Affaires européennes de l'Italie



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°02 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Convention de sécurité sociale Luxembourg-Philippines

6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015

La Convention en matière de sécurité sociale entre la République des Philippines et le Grand-Duché de Luxembourg a été signée le 15 mai 2015 à Luxembourg par les autorités compétentes des deux pays. C'est la première fois que les relations en matière de sécurité sociale entre les Philippines et le Luxembourg sont réglées par un instrument international.

L'objectif principal de cette convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Philippines est de sécuriser les droits et obligations en la matière et de parvenir à un instrument juridique international moderne et adéquat.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement (CE) 883/2014 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale dans l'Union européenne.

f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

L'objectif principal du présent projet de loi consiste à transposer en droit luxembourgeois la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n°1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur («règlement IML») (ci-après: «la directive de 2013»). La directive de 2013 a comme but de réduire les charges administratives liées à la reconnaissance des qualifications professionnelles au niveau des États membres de l'Union européenne, ceci en vue de renforcer la libre circulation des travailleurs au sein du marché unique.

Une grande partie de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles fut transposée en droit luxembourgeois par différentes lois, ce qui ne contribue pas à la lisibilité de l'ensemble de la législation concernant les qualifications professionnelles. Partant, il est proposé de codifier dans un texte unique les principales dispositions de la directive modifiée 2005/36/CE.

Hormis la transposition fidèle de la directive de 2013, le présent projet de loi se propose de préciser la législation nationale existante relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ainsi que les procédures afférentes. Ces mesures et dispositions sont les suivantes:

- création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;
- dispense de la procédure d'homologation;
- ouverture de la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles aux détenteurs de certains titres de formation obtenus dans un pays tiers;
- amélioration légistique: harmonisation des procédures et introduction de formulaires standardisés.

Les principales modifications et innovations introduites par la directive de 2013 et fidèlement transposées par le présent texte sont les suivantes:

- reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre État membre dans les cas où l'accès à une profession réglementée dans l'État membre d'origine est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, pour

autant qu'ils soient conformes aux lignes directrices afférentes établies par l'État membre d'origine;

- prévoir la possibilité d'exprimer la durée d'un programme d'enseignement et de formation en crédits du système européen de transfert et d'accumulation d'unités de cours capitalisables (ECTS);

- possibilité d'accéder à plein temps à une profession réglementée dans l'État d'accueil si le professionnel a exercé cette profession pendant une année au cours des dix années précédentes dans un État membre qui ne réglemente pas cette profession;

- obligation d'accorder un accès partiel aux activités qui relèvent d'une profession dont le champ d'activités est plus grand que dans l'État membre d'origine avec possibilité de refuser cet accès pour les professions de santé si elles ont des implications en matière de santé publique ou de sécurité des patients;

- précision des dispositions en matière de connaissances linguistiques des professionnels. Elle limite explicitement le contrôle des connaissances linguistiques à la connaissance d'une langue officielle ou administrative de l'État membre d'accueil;

- possibilité de mettre en place des cadres communs de formation par la Commission européenne pour des professions données. Il s'agit de promouvoir ainsi une plus grande automatisation de la reconnaissance des qualifications professionnelles pour les professions qui n'en bénéficient pas actuellement;

- remplacement des points de contact nationaux par des centres d'assistance dont l'activité principale consiste à conseiller et à assister les citoyens;

- possibilité d'introduire, au niveau européen et pour des professions déterminées, une carte professionnelle européenne. Celle-ci est appelée à faciliter la mobilité temporaire et la reconnaissance du titre dans le cadre du système de reconnaissance automatique ainsi qu'à promouvoir un processus simplifié de reconnaissance dans le cadre du système général;

- instauration d'un mécanisme d'alerte pouvant signaler aux autorités compétentes des autres États membres les professionnels qui ne sont plus autorisés à exercer leur profession. L'obligation d'envoyer une alerte s'applique uniquement aux États membres où de telles professions sont réglementées.

Reconnaissance des qualifications professionnelles

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;
3. modifiant
 - a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
 - b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 dé-

- terminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
- c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
- d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,
- e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 14.09.2015

Rapporteuse: Mme Taina Boffending

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président: M. Georges Engel):

10.10.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

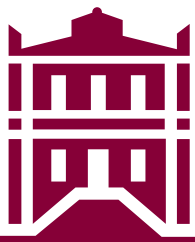
Examen de l'avis du Conseil d'État

19.10.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.11.2016

Loi du 29 novembre 2016

Mémorial A: 2016, N° 241, page 4464



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°02 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.10.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l’Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

13.06.2016 Désignation d’un rapporteur

16.06.2016 Présentation du projet de loi
Examen de l’avis du Conseil d’État

22.06.2016 Suite de l’examen de l’avis du Conseil d’État

24.06.2016 Suite de l’examen de l’avis du Conseil d’État

19.09.2016 Examen de l’avis complémentaire du Conseil d’État

13.10.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d’État

18.10.2016 Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.10.2016

Droit de la concurrence

6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

Ce projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2014/104/UE qui a pour ambition d’instaurer un ensemble de règles communes aux États membres pour les actions en responsabilité fondées sur une pratique anticoncurrentielle afin de faciliter ces actions et d’inciter ainsi les victimes de telles pratiques à faire valoir leurs droits à réparation.

À l’heure actuelle, la réparation d’un dommage découlant d’une pratique anticoncurrentielle est possible sur base du droit commun de la

responsabilité, mais rare en pratique en raison de la complexité des procédures nationales et de la difficulté pour les demandeurs de rapporter la preuve de leur préjudice.

De plus, le projet de loi a pour objet de faciliter la mise en œuvre de telles actions en adaptant certains éléments de procédure y relatives et de fixer les règles coordonnant la mise en œuvre de l’action publique et privée dans le domaine du droit de la concurrence.

Les dispositions de la future loi s’appliqueront en sus du droit commun applicable aux actions en dommages et intérêts. En cas de conflit avec le droit commun, les dispositions de cette future loi priment.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l’application est susceptible de grever le budget de l’État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie, le 18.03.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l’Économie

(Président: M. Franz Fayot):

02.06.2016 Présentation du projet de loi

Désignation d’un rapporteur

Examen de l’avis du Conseil d’État

Examen de l’avis du Conseil de la concurrence

13.10.2016 Examen de l’avis complémentaire du Conseil d’État

27.10.2016 Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2016

Intermittents du spectacle

6979 - Projet de loi portant modification I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et II. du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de mettre notre législation en conformité par rapport à un arrêt de la Cour de justice de l’Union européenne (CJUE) du 26 février 2015 (C-238/14) ayant jugé que le Grand-Duché de Luxembourg ne prévenait pas suffisamment l’utilisation abusive des contrats de travail à durée déterminée pour les intermittents du spectacle.

En effet, dans son arrêt, la CJUE a constaté, d’un côté, que le Luxembourg n’a pas expliqué en quoi la réglementation nationale exige que les intermittents du spectacle exercent des activités de nature temporaire et a regretté que la définition légale de l’intermittent du spectacle contienne comme seul critère une référence au type de relation contractuelle sans prise en

compte de la nature réelle des activités exercées. D’un autre côté, la CJUE a relevé que l’énoncé de l’article L.122-1 du Code du travail et surtout du paragraphe 3 dudit article, ainsi que les articles suivants dudit Code permettent la conclusion de contrats à durée déterminée avec des intermittents du spectacle pour l’exécution de tâches plus générales et/ou durables ou permanentes sans restriction aucune en termes de délai et du nombre de renouvellements.

Pour cette raison, le présent projet de loi a pour objet d’ajouter des précisions à la définition de l’intermittent du spectacle dans la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle et 2. à la promotion de la création artistique pour établir une relation plus claire entre cette définition et la nature temporaire de l’activité des intermittents ainsi que l’alternance de périodes d’activité et d’inactivité auxquelles ces derniers sont toujours confrontés et de prévoir une durée maximale totale pour les contrats de travail à durée déterminée successifs qui peuvent être conclus avec des intermittents.

14.09.2016 Désignation d’un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l’avis du Conseil d’État

19.10.2016 Examen de l’avis de la Commission de la Culture

Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.11.2016

Patrimoine archéologique

6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette (ci-après la «Convention»). Cette Convention a été signée par le Luxembourg le 16 janvier 1992, mais n’a jamais été ratifiée depuis lors. Le Luxembourg figure en effet parmi les derniers pays membres du Conseil de l’Europe à ne pas avoir ratifié cette Convention.

Ladite Convention vise à mieux concilier les besoins respectifs de l’archéologie et de l’aménagement du territoire en veillant à ce que les archéologues participent aux politiques de planification et à ce qu’il y ait une consultation systématique entre les communes, les archéologues, les urbanistes et les spécialistes de l’aménagement du territoire. De fait, cette Convention met en avant le principe novateur de conservation intégrée, basée sur la notion d’archéologie préventive.

La Convention constitue un instrument juridique essentiel eu égard, d’une part, à la richesse archéologique du sous-sol luxembourgeois - comme en témoignent les découvertes récentes - et, d’autre part, à l’importance et au nombre croissants de projets de construction en cours.

Les travaux d’aménagement du territoire se multiplient tandis que les sites archéologiques voués à disparaître sont plus nombreux chaque année. En l’absence des méthodes de l’archéologie préventive, des dizaines de sites archéologiques uniques risquent d’être détruits chaque

année sans contrôle ni documentation, faute d’obligation systématique de conservation et d’effectifs spécialisés suffisants.

Si la législation actuelle prévoit déjà certaines dispositions concernant la protection du patrimoine archéologique, elle est néanmoins lacunaire puisqu’elle ne prend pas en compte tous les standards internationaux et européens. L’approbation de la Convention apparaît dès lors souhaitable et nécessaire pour le Luxembourg en ce qu’elle introduit une définition de la notion de patrimoine archéologique ainsi que d’autres notions qui font actuellement défaut. Tel est le cas par exemple de l’obligation d’établissement et de mise à jour d’un inventaire du patrimoine archéologique (article 2 de la Convention), de l’application du principe de la conservation intégrée (article 5 de la Convention), de l’interdiction expresse de l’utilisation de détecteurs de métaux (article 3 iii) de la Convention), ou encore du principe du soutien financier et matériel des pouvoirs publics aux opérations de recherche archéologique (article 6 de la Convention). La Convention contient par ailleurs des dispositions relatives à la diffusion de l’information, à la sensibilisation du public et à la prévention de la circulation illicite d’éléments du patrimoine archéologique.

L’application de l’archéologie préventive - par opposition à l’archéologie de «sauvetage» ou d’«urgence» actuellement pratiquée -, relevant de la conservation intégrée prévue par l’article 5 de la Convention, devrait inciter le Luxembourg à intégrer les préoccupations archéologiques dès la phase de planification des politiques d’aménagement du territoire. Une telle approche garantit à toutes les parties prenantes (communes, aménageurs, urbanistes, archéologues) tant l’efficacité dans la réalisation de projets que la sécurité juridique, qui font actuellement défaut.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 20.05.2016

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture (Président: M. André Bauler):

04.10.2016 Désignation d’un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l’avis du Conseil d’État

17.10.2016 Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.11.2016

Personnel de l'enseignement fondamental

7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Afin d’investir durablement dans la qualité scolaire, le projet de loi sous rubrique vise à aug-

menter le nombre d’heures de formation continue à prester annuellement par le personnel enseignant. Il est notamment proposé de doubler ce volume et de passer, en conséquence, de huit à 16 heures de formation continue annuelles.

Dans un souci de parallélisme, la tâche des chargés de cours, membres de la réserve des suppléants, est également adaptée.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse, le 08.06.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

28.09.2016 Désignation d’un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l’avis du Conseil d’État

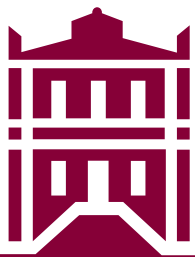
19.10.2016 Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2016

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire, le 01.04.2016

Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale (Président: M. Georges Engel):



SÉANCE 4

MARDI,
15 NOVEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Dépôt d'une résolution et d'une proposition de loi par M. David Wagner

- M. David Wagner

- M. Alex Bodry

5. Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen

- Mme Martine Hansen

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°225 du 14 novembre 2016 de M. André Bauler relative à l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Erpeldange/Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. André Bauler - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°226 du 15 novembre 2016 de M. Gilles Roth relative à la fugue d'un prisonnier lors d'une visite médicale au CHL, adressée à M. le Ministre de la Justice

- M. Gilles Roth - M. Félix Braz, Ministre de la Justice

Question n°227 du 15 novembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la présentation d'une nouvelle stratégie économique plus durable pour notre pays, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Gérard Anzia - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°228 du 15 novembre 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la circulaire n°3407 - Refonte du plan d'aménagement général - évaluation environnementale dite «SUP», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- M. Laurent Zeimet - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

Question n°229 du 15 novembre 2016 de M. Max Hahn relative à la promotion du car-pooling, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Max Hahn - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°230 du 15 novembre 2016 de Mme Martine Hansen relative à la fermeture, aux heures de pointe, d'une voie du tunnel «Stafelter» en direction de Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°231 du 15 novembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Mme Taina Bofferding - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

7. Désignation de deux membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

8. 6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Gérard Anzia

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. François Bausch, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froe wéi gewinnt d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre.- Neen, dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci, Här Vizepremier.

2. Communications

Da kënnen mer direkt zu deenen normale Punkten iwwergoen, déi iwwerleech Kommunikatiounen, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, entweder hei um Büro leien oder un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt gi sinn.

Da wollt ech lech informéieren, dass op Ufro vun der Regierung duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 15. Oktober 2016 de Projet de loi 6381 iwwert d'Reform vun der Ausféierung vun de Strofen den 19. Oktober 2016 vum Rôle gestrach ginn ass.

Och op Ufro vun der Regierung hin ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 15. Oktober 2016 de Projet de loi 6382 iwwert d'Reform vun der Administration pénitentiaire vum Rôle gestrach ginn.

Dann: D'Lëscht vun de Petitiounen, déi zënter eiser leschter Sëtzung deponéiert goufen, gouf un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt.

Communications du Président - séance publique du 15 novembre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7080 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 27 février 2011 fixant les critères de durabilité pour les biocarburants et bioliquides

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.10.2016

7081 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 5 juillet 2016 relatif à la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA)

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.10.2016

7082 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 24.10.2016

7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.10.2016

7084 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015

Dépôt: Commission des Comptes, le 28.10.2016

7085 - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.10.2016

7086 - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.10.2016

7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.11.2016

7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.11.2016

7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 08.11.2016

7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 09.11.2016

7091 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 09.11.2016

7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 10.11.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 15 octobre 2016, le projet de loi n°6381 portant réforme de l'exécution des peines et modifiant: - le Code d'instruction criminelle; - le Code pénal; - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti a été retiré du rôle en date du 19 octobre 2016.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 15 octobre 2016, le projet de loi n°6382 Projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et 1) modification: - du Code pénal; - du Code d'instruction criminelle; - de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich; - de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; - de la loi modifiée du 10

août 1992 relative à la protection de la jeunesse; - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, ainsi que: 2) abrogation: - de certaines dispositions du Code de la sécurité sociale; - des articles 11, 12 et 15 de la loi du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale, et - de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiller le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de la police générale a été retiré du rôle en date du 19 octobre 2016.

4) Les demandes de pétition publique et la pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

731 - Demande de pétition publique: Aarichten a Promotioun vun engem effentlechen Täterpräventiounsdeingscht

Dépôt: M. Ronald Kwiatkowski, le 22.10.2016

732 - Demande de pétition publique: Cimetière Saint-Joseph d'Esch-sur-Alzette

Dépôt: Mme Marceline Kremer, le 24.10.2016

733 - Demande de pétition publique: Limitation des indemnités en cas de remboursement anticipé d'un emprunt immobilier à taux fixe aussi pour les anciens prêts

Dépôt: Mme Annick Raes, le 24.10.2016

734 - Demande de pétition publique: D'Auer dréien am Fréijoer

Dépôt: Mme Sophie Theis, le 29.10.2016

735 - Demande de pétition publique: Quelle place pour les Luxembourgeois de l'étranger?

Dépôt: M. Johan Domas, le 31.10.2016

736 - Pétition ordinaire: PROJET SEBES - Investir dans de nouvelles installations d'approvisionnement en eau décentralisées et indépendantes au lieu de dépenser 166.000.000 € pour un renouvellement avec agrandissement des installations du SEBES à Esch-sur-Sûre et Eschdorf

Dépôt: M. Joseph Kiefer, le 04.11.2016



(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da wollt ech lech den Ordre du jour presentéieren, esou wéi e vun der Presidentekonferenz - dës Kéier net ouni e bësse méi Méi wéi soss - virgeschloe ginn ass, an ech wollt lech froen, ob Der mat deem Ordre du jour d'accord sidd.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Ech si virun der Sëtzung informéiert ginn, dass zwee Deputéiert wëllen en Dépôt maache vun enger Resolutioun respektiv zwou Resolutiounen?

Voilà, den Här David Wagner war deen Éischten, dee gefrot huet. Da versuerge mer eis d'Madamm Martine Hansen fir duerno. Här Wagner, wann ech gelift.

(Hilarité et interruptions diverses)

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- ...Ladies first...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, et ass d'Chronologie, déi hei zielt, Här Halsdorf.

4. Dépôt d'une résolution et d'une proposition de loi par M. David Wagner

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Jo, mir hunn d'Chronologie e bëssen duerjernergehäit. Et ass jo esou, datt ech eng Proposition de loi déposéieren an eng Resolutioun. Ech ginn dovunner aus, datt mer dat elo maachen direkt?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Also d'Proposition de loi, déi mer jo och schonn ëffentlech presentéiert haten, déi ech haut gären deposéieren: Et geet ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 21. September 2006 vum Bail à loyer, wou mer zwou Modifikatioune proposéieren, zwee Artikelen. Deen ee concernéiert d'Frais d'agence immobilière. Wéi Der wësst, ass et zurzäit zu Lëtzebuerg net geregelt, wien dofir opkomme soll, de Bailleur oder de Locataire. A mir proposéieren dofir, datt de Commanditaire vun deem Service dofir soll opkommen - dat heescht, am Prinzip ass dat meeschtens och de Propriétaire -, well mer der Meinung sinn, datt souwiso am Kader vun der Wunnengsnout a vun der Wunnengsproblematik hei zu Lëtzebuerg d'Problemer relativ grouss sinn, zemoos fir Locataire, well déi meeschtens jo och am mannste Moyenen hunn.

Wann een alles zesumme berechent, da kënnst een deemno wéi schonn op 6.000 oder 7.000 Euro fir e Locataire, nodeems hien d'Frais d'agence plus TVA bezuelt huet an och nach eng Garantie locative, déi dräi Méint Loyer, spréch heiansdo souguer méi, och wann d'Gesetz dat net esou erlaabt. An dat heescht, do kann een op eng relativ héich Zomm kommen, déi vill Locataire och net esou einfach kënnen débourséieren.

Dofir si mer der Meinung, datt eben éischstens d'Frais d'agence mussen bei de Commanditaire leien, wat jo och normal ass - et ass sozial an et ass normal, well et jo och deen ass, deen de Service fret, deen dofir misst opkommen -, an zweetens, datt och d'Garantie locative misst op ee Loyer pro Mount plafonéiert ginn. Ech mengen, dat wier eng konkret Propos, fir d'Leit direkt ze entlaaschten. Ech hoffen, datt mer och kënnen doriwwer diskutéieren an der Kommissioun. An ech maache mer och Hoffnungen, datt mer vläicht, wahrscheinlech souguer, zu engem Konsens kommen.

7094 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006

Dat Zweet maachen ech dann och ganz schnell: Mir hunn eng Resolutioun deposéiert, wëllen eng Resolutioun deposéieren iwwert d'Tierkei.

Résolution

La Chambre des Députés,

constatant

- qu'au mois de mai 2016, la Grande Assemblée nationale de Turquie a décidé de suspendre l'immunité parlementaire de 138 députés, vote rendu effectif par promulgation du Président de la République de Turquie le 7 juin 2016;

- que cette suspension de l'immunité parlemen-

taire a été dénoncée par le Parlement européen, en date du 9 juin 2016, comme un déni de droit et une atteinte à la liberté d'expression;

- qu'en date du 20 mai 2016, la Commission européenne a exprimé de sérieuses préoccupations à l'égard de cette décision;

- que la Commission de Venise recommande la réinstauration de l'inviolabilité des députés dans son rapport du 14 octobre 2016;

- que suite au coup d'État manqué des 15 et 16 juillet, le Gouvernement de la République de Turquie a mis en branle une vaste opération de suspensions ou d'arrestations de fonctionnaires ou de citoyens;

- que plus de 90 journalistes, dont le rédacteur en chef d'un des principaux quotidiens du pays, Cumhuriyet, ont été placés en état de détention ou d'arrestation, suscitant ainsi la protestation au niveau international des organisations et syndicats de journalistes;

- qu'en date du 3 novembre 2016, le Procureur d'État a ordonné l'arrestation de 11 députés issus du parti HDP, dont les deux coprésidents du parti,

condamné

- les arrestations des députés du Parlement de la République de Turquie, lesquelles constituent des violations graves des droits démocratiques incompatibles avec les principes d'un État de droit,

- les atteintes répétées à l'encontre de la liberté de la presse perpétrées en République de Turquie qu'aucune mesure de sécurité intérieure ne saurait justifier,

exprime

- sa solidarité avec les députés du Parlement de la République de Turquie et les journalistes arrêtés,

appelle

- les autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie en cessant les poursuites envers des députés élus par le suffrage universel et des journalistes.

(s.) David Wagner.

Wéi Der wësst - ech brauch elo net dorobber anzegeen -, wat an der Türkei viru sech geet, ass méi wéi besorgniserregend: Also, Journaliste gi verfollegt!

Nom Putsch, deen net erfollegt ass an der Tierkei, stelle mer fest, datt u sech den Här Erdogan amgaangen ass, e Putsch ze vollzéie géint e groussen Deel vun der Zivillgesellschaft, géint d'Journalisten, an neierdénks och géint d'Parlamentarier selwer vun der Grande Assemblée de la République de Turquie, wou och eelef Deputéierter elo wierklech, nodeems schonn d'Immunité parlementaire opgehewe gouf, eelef Deputéierter festgeholl gi si vun der... et gëtt ëmmer gesot: vun der „Kurdescher Partei“. Et ass u sech net eng reng kurdesch Partei, et ass eng fortschrëttlech Partei, d'HDP; déi sinn elo festgeholl ginn.

A mir sinn der Meinung, datt een als Chamber hei zu Lëtzebuerg da misst awer dwer reagéieren. Esou eppes kann een net duerchgoe loosse, dofir deposéiere mer hei eng Resolutioun, dat heescht, wou d'Chamber sech kéint expriméieren iwwert dat, wat deene Kolleegen aus der Tierkei geschitt ass, a woura mer och u sech d'Tierkei opruffen, domadder opzehalen, well mer der Meinung sinn, datt et wierklech an eng ganz schlëmm Richtung amgaangen ass ze goen.

Ech ginn dovunner aus, datt mer och nach an der Kommissioun wäerten driwwer diskutéieren. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Wagner. D'Proposition de loi geet jo deen normale Wee. Bei der Resolutioun ass virgesinn, dass se an d'Kommissioun geet?

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Jo, Här President, ech géif proposéieren, dass deen doten Text soll an der aussepolitichescher Kommissioun diskutéiert ginn, déi de toute façon muer de Moien eng Reunion och huet, wou och den Ausseminister dobäi ass. An da kann do eng Propos gemaach ginn, wéi soll weider verfuer gi mat deem Text.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Wa jiddwereen do dermat d'accord ass, da maache mer dat esou.

An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Martine Hansen fir den Dépôt vun enger Resolutioun. Madamm Hansen, wann ech gelift.

5. Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Marco Schank an ech - hie kann haut leider net hei sinn, en ass nach zu Marrakesch - virun e puer Wochen an der Schleef op der Aweigung vun der neier Fabrëck vum „Téi vum Séi“ wa-

ren, hu mer eis gefrot, firwat mer hei an der Chamber zwar Téi hätten, mä keen „Téi vum Séi“. Déiselwecht Fro kann ee sech och fir verschidden aner Produkter stellen. Dëst ass ëmsou méi aktuell, well d'Petitioun 668, wou et drëm geet, fir méi Lëtzebuerger Produkter an der Restauration collective anzesetzen, de Seuil vun den noutwendige 4.500 Ënnerschrëfte wäit iwwerschrott huet a mer am Januar en Débat hei an der Chamber wäerten hunn.

Elo kënnen mer zwar soen, datt mer hei an der Chamber net allze vill consommeieren an ob mer elo lokal Produkter huelen oder net, datt dat d'Bëtschel net fett mécht. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, wa jiddwereen esou denkt, da gëtt d'Bëtschel ni fett!

Duerfir fuerdere mer d'Chamber op, fir mam gudde Beispill virzegoen a fir nieft de Fair-Trade-Produkter souwäit wéi méiglech op lokal Produkter zrëckzegraifen. Domadder ënnerstëtze mer net nëmmen eis lokal Landwirtschaft, déi dat absolut noutwendeg huet, mä och eis Vermaartungs- a Veraarbechtungsbetriber souwéi indirekt och eis Ëmwelt.

Ech hoffe wierklech op eng breet Ënnerstëtzung hei an duerfir deposéieren ech och dës Resolutioun. Wann ech gelift.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant que

- la pétition n°668 «Priorité pour les produits luxembourgeois dans la restauration collective!», déclarée recevable par la Conférence des Présidents le 6 juin 2016 suite à l'avis positif de la Commission des Pétitions, a été approuvée par 7.758 signatures valables et a donc largement dépassé le seuil requis pour faire l'objet d'un débat parlementaire prochainement;

- un recours accru aux produits du terroir favorise non seulement le secteur agricole dans son ensemble, mais également l'artisanat et les entreprises de transformation nationales, la préservation de notre paysage, la réduction des distances parcourues pour l'approvisionnement et donc de la pollution;

- la Chambre des Députés recourt également aux produits dits du commerce équitable tels que «Fairtrade» pour les besoins de la vie parlementaire;

- la première institution se doit de servir de modèle en l'espèce et d'inciter d'autres acteurs, administrations et services à suivre la même voie, décide

- de s'engager, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire.

(s.) Martine Hansen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madamm Hansen. Wat eis nëmme kann encouragéieren, mat deenen Efforte weiderzufueren, déi mer elo souwisou schonn amgaang sinn ze ënnerhuelen. Merci gesot!

An da géife mer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Mir hunn haut de Mëtten eng Froestonn un d'Regierung programmiert. An Dir kennt d'Regelen: zwou Minutte fir de Froesteller a véier Minutte fir de Regierungsmember, deen drop äntwert. D'Fro kommen ofwiessend vu Majoritéit an Opposition. An déi éischt Fro kënnst vun Här André Bauler un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Erweiterung vun der B7.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°225 du 14 novembre 2016 de M. André Bauler relative à l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Erpeldange/Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. André Bauler** (DP).- Esou ass et, Här President, Merci! Vill Leit ware virun e puer Wochen erféiert iwwert dee beandrockende Stau, deen effektiv Enn Oktober duerch en dach awer harmlose Chantier op der Ëmgeungsbrëck vun der B7 provoziert gouf. Jo,relaang gëtt scho vun engem Ausbau vun der B7 op véier Spure geschwat, fir datt zum Beispill e kleng Chantier net direkt derzou féiert, datt dee ganzen Trafic ronderëm Ettelbrëck an lerpeldeng/Sauer zesummebrécht.

D'B7 ass an der Nordstad d'Hauptverbindungsstéck tëscht A7 an N27A beziéungsweis N7. Schliisslech stelle sech hei och sécherheitstechnesch Froen, déi scho virun engem Jor-zéngt hätte missen ugepaakt ginn.

Här Minister, Dir hat schonn eemol matgedeelt, datt Dir kloer gewëllt sidd, fir e véier-spuregen Ausbau vun der B7 ëmzesetzen. Dat

freet d'Leit aus der Regioun, well bis ewell goufe si ëmmer op Mokuchsdag verträischt. Et war och gutt, datt RTL d'Situatioun op der Tëlee gewisen huet. Domat gouf de Leit den Handlungsbedarf op dësem Tracé nach eemol virun Ae gefouert. Ob elo Neel mat Käpp gemaach ginn an d'B7 endlech an Ugrëff geholl gëtt, bleift dann ofzewaarden.

Ech erlabe mer nach eng Kéier dofir nozefroen, ob Dir, Här Minister, gewëllt sidd, dës Chantier séier virunzedreien an eng véiert Spur bannent den nächsten zwee Joer bauen ze loosse am Intérêt vun der Nordstad an am Intérêt vum Éislek a senge Leit.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Bauler. D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech hunn de Januar dëst Joer, précisément de 6. Januar, eng Question parlementaire beäntwert un déi honorabel Deputéiert Hansen, Schank, Kaes an Eicher. An do stoung dran an der Äntwert: «Le Gouvernement a décidé de prioriser la sécurisation de la B7 avec mise à deux fois...», zwee, also véier Gleiser op dem Tronçon Colmer-Bierg-Ettelbrëck.

(Brouhaha)

Duerno hunn ech den 10. Februar, dat heescht e Mount duerno, e gudde Mount duerno, op eng Question parlementaire vum honorabelen Här Bauler geäntwert, datt ech nach eng Kéier wëllt renvoyéieren op déi Äntwert, déi ech ginn hunn op déi Fro vum honorabelen CSV-Deputéierte vu virdrun, datt d'Regierung dat wëllt maachen.

Duerno hunn ech de 25. Abrëll 2016 nach eng Kéier op eng Fro hi vun der Madamm Hansen an dem Här Kaes, wou méi generell zwar och Saachen nach derzougefrot gi waren, mä et och erëm eng Kéier ëm d'B7 gaangen ass, geäntwert, datt d'Mise vun zweemol zwou Voies op dem Tronçon B7 tëscht Colmer-Bierg an Ettelbrëck eng absolut Prioritéit wär.

Duerno hunn ech dann..., oder haut äntwerten ech dann dem Här Bauler nach eng Kéier, datt dat eng Prioritéit bleift! Dat heescht, datt zënter deene leschte sechs Méint meng Meinung sech net, oder der Regierung hir Meinung sech net geännert huet. A well se sech net geännert huet, hu mer natierlech och geschafft un deem Projet. Mä nach mussen mer en APD ausschaffen. Ech kann deen net einfach esou zauberen, erbäizauberen! An deen APD ass bal fäerdeg. E wäert Ufank 2017 fäerdeg ginn. Da wäert ech en ënnerschreien. An da gi mer duerno an d'Ausschreibungen an dann hoffen ech, datt mer et fäerdegbrénge bis Enn 2017, Ufank 2018, mat deem Ganzen unzefänken!

Ech soen lech awer direkt derbäi: Do muss e Viaduc gebaut ginn, do brauche mer vill Empriisen. An wann ech soen „mir brauchen Empriisen“, da wësst Der, wat dat heescht: Da mussen mer hoffen, datt mer och all déi Terrainen do kréien, déi mer brauchen, fir datt mer déi Véierspuregkeet do kënnen bauen. Dat heescht, deen Szenario, deen ech lech hei beschreien, deen ass en optimisteschen, datt mer déi Empriisen och alleguerte kréien, datt heescht, datt mer net mussen an eng Enttegnung goen. Well soss brauch ech lech jo net ze molen, datt et dann natierlech selbstverständlech méi laang wäert daueren!

Also elo nach eng Kéier: Et ass eng Prioritéit. Si ass an der Aarbecht. Den APD ass esou gutt wéi fäerdeg. A mir hoffen, datt mer dann deen Timing vum Bau, dee virgesinn ass fir zwee an en halleft Joer, datt mer deen nach duerno agehale kréien.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. A mir freeën eis da schonn op d'Fro vun Ufank 2017, Enn 2017 respektiv uganks 2018! Merci gesot.

A mir géifen dann zur nächsten Fro iwwergoen. Déi kënnst vum Här Gilles Roth, dréit ronderëm dee Prisonnéier, deen aus dem CHL fortgelaf ass, a riicht sech un de Justizminister.

- Question n°226 du 15 novembre 2016 de M. Gilles Roth relative à la fugue d'un prisonnier lors d'une visite médicale au CHL, adressée à M. le Ministre de la Justice

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, laut Pressebericht soll gëschter Mëtteg e Prisonnéier mat Handschelle gefesselt an ëmgi vu gläich zwee Agenten am Kader vun enger medezinnescher Untersuchung am Centre Hospitalier hei an der Stad geflücht sinn. Trotz grouss ugeluechter Polzeisuchaktioun schénkt de Flüchtigen nach net agefaange ginn ze sinn.



Dozou eng Rei Froen un den Här Justizminister:

Kann de Minister dësen Tatbestand confirméieren? Wa jo, ass déi betrafte Persoun elo nach ëmmer op der Flucht?

Handelt et sech ëm en Untersuchungsstäffling oder ëm eng Persoun, déi eng definitiv Prisongsstrof ofsëtz?

Wat fir eng Strofdot respektiv présuméiert Strofdot gëtt dem Flüchtge reprochéiert?

Handelt et sech ëm e Lëtzebuerger Résident oder net?

Wéi konnt et zu deem Tëschefall kommen, dass eng mat Handschelle gefesselt Persoun sech aus der Opsicht vu gläich zwee Agente konnt befreien? Waren do Drëttpersonen am Spill oder net?

Ginn et Sécherheetsvirschrëften, wa Prisonnéier sech ausserhalb vun dem Prisong enger medezinnescher Untersuchung ënnerzéien? Goufen déi an dësem Fall agehalen?

Ass an deem Kontext eng intern Enquête ordonnéiert ginn?

A schliisslech: Wat fir Moossname gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir esou potenziell Risike fir d'Sécherheet vun de Bierger an dem Klinikpersonal am Spezielle besser ze encadréieren?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Roth. D'Wuert huet direkt de Justizminister, den Här Félix Braz.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President.

► **Une voix.**- A lass!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci och dem Här Roth fir d'Fro, déi mer erlaabt, de Point ze maachen.

Ech kann dem Här Roth seng éischt Fro mat Jo beäntwerten. Et handelt sech dobäi ëm zwee Agents pénitentiaires, Agenten also vum Schraasseger Prisong, déi bei em waren, zwee erfueren Agenten, ee vu 40 Joer an dee schonn zënter zéng Joer Eskort vun Détenuë mécht. En huet iwwer 300 där Transporter scho gemaach an e war a Begleedung vun engem zweeten Agent vu 47 Joer, deen och schonn zënter laange Joren ëmmer nees aspréngt bei deenen Eskorttransporter, déi gemaach ginn. An déi zwee gëllen als routinéiert am Kader vum Prisong.

Déi betrafte Persoun ass nach ëmmer op der Flucht. Et handelt sech och dobäi net ëm en Untersuchungsstäffling, mä ëm eng Persoun, déi eng definitiv Prisongsstrof huet.

D'Strofdoten, opgrond vun deene se condamnéiert ginn ass, sinn, fir et genoe ze soen, Endommagement volontaire de propriété mobilière d'autrui, Vol à l'aide de violence, Coups et blessures volontaires, Usage illicite et détention de stupéfiants an och Recel.

Et handelt sech dobäi ëm e Résident. Et ass also kee vun de villen, déi am Prisong sinn, déi Net-résident sinn.

Et ass zum Zwëschefall komm: Bei där Persoun handelt et sech ëm en definitiv Condamnéierten, wéi gesot. Et ass also en Transport, wou dann ofgewie gëtt a Funktioun vun der ageschater Dangersitéit vum Détenu. Déi méi geféierlech ageschaten, do ginn d'Transporter ëmmer vun der Polizei gemaach. Bei deenen, wou déi Aschätzung méi positiv, méi favorabel ass, ginn déi Transporter vun den Agente vum Centre pénitentiaire assuréiert.

Hei ass een, deem eng méi geréng Dangersitéit bescheint ginn ass, an dofir hunn déi zwee Beamte vun der Prisongsverwaltung de Prisonnéier begleet, an net Agente vun der Polizei.

No der medezinnescher Behandlung am Centre hospitalier, esou géint 14.25 Auer, hunn déi zwee Agenten den Détenu zréck bei den Auto begleet. A just an deem Moment, wou deen een Agent den Auto wollt opspären an deen aneren Agent hanner em stoung, huet en d'Gonscht vun der Sekonn genotzt an ass fortgelaf. D'Beamten hunn natierlech probéiert, de Prisonnéier erëmzekréien, wat hinnen awer net gelongen ass. Souwuel de CPL wéi och d'Polizei sinn direkt a Kenntnis gesat ginn a ganz séier hannendrun ass d'Sichaktioun gestart ginn.

Drëttpersonen, och déi Fro hutt Der gestallt, waren hei net mat involvéiert.

D'Sécherheetsvirschrëften: Selbstverständlech gëtt et déi. D'Haaptregul ass eben déi, dass de Prisonnéier vun der Eskortéquipe vum Prisong Handschelle muss ugedoe kréie während dem ganzen Transport, wat och hei geschitt ass. Si sinn also agehale ginn. D'Beamten hu sech, no den Informatiounen, déi mer haut zur Verfügung leien, un all d'Virschrëfte gehalen. Et

konnt bis elo kee Feelverhale festgestallt ginn. Duerfir schéngt och den Direkter vum CPL net d'Intentioun ze hunn, à ce stade eng disziplinaresch Enquête ze ordonnéieren.

Moossnamen, déi mer wëllen huelen: Ech muss soen, et handelt sech hei wierklech - glécklecherweis! - ëm eng ganz exceptionnell Situation. Där Gefaangenentransporter do gi ronn 1.000 pro Joer gemaach: Eng ronn 600 ginn assuréiert vun den Agents pénitentiaires, eng ronn 400 ginn assuréiert vun der Polizei, an dat schonn zënter Joren. Esou e Fall wéi deen heiten ass wierklech ganz rar.

Op meng Nofro hi konnt mer just ee Fall gezielt ginn, deen ass ongeféier dräi Joer al. Méi wäit zréck ass kengem esou e Fall weider agefall. Do hat een eng Sortie kritt, well en op e Begräfnis sollt goen, an huet am Éislek vun där Sortie profitéiert. An en ass och nach deeselwechten Dag owes erëm agefaange ginn. Dat ass deen eenzege Fall, dee mir soss nach bekannt ass. Et ass also e System, deen ee grondsätzlech net kann als staark feelerhaft duerstellen.

Ech wëll awer trotzdem soen, dass déi Situation, wéi mer se haut hunn, dass en Deel vun der Polizei gemaach gëtt an en Deel vun den Agents pénitentiaires gemaach gëtt, eng Situation ass, déi mech net zefriddestellt. Dofir steet och schonn am Projet de loi iwwert d'Exécution des peines an och an deem vun der Polizeireform, dass an Zukunft - nom Vott vun deem Projet de loi - sämtlech Gefaangenentransporter, ob et a Richtung Spidol ass oder a Richtung Cité judiciaire, dass déi an Zukunft all vun der Polizei wäerten assuréiert ginn. Déi ass och anescht équipéiert, anescht outilléiert.

Déi Décisioun hu mer scho geholl, déi ass nozeliesen an deene Projeten. Mir sinn also haut an enger Iwwergangssituation, eng Situation, déi sech grondsätzlech bewäert huet, mä wou leider dësen Zwëschefall geschitt ass. An ech hoffen, dass mer selbstverständlech dee Flüchtgen, deen e Résident ass, ganz séier nees wäerte kennen op Schraasseg zréckbréngen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. Och wann déi Fro wichtig war, wann ech gelift: d'Bitt fir op d'Zäit opzepassen.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Gérard Anzia a riicht sech un de Wirtschaftsminister. Si dréit ëm déi nei wirtschaftlech Strategie, déi geschter mat dem Här Rifkin presentéiert ginn ass. An den Här Anzia huet direkt d'Wuert.

- **Question n°227 du 15 novembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la présentation d'une nouvelle stratégie économique plus durable pour notre pays, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **M. Gérard Anzia (déli gréng).**- Merci, Här President. Geschter hat ech, wéi aner Kollegen och, hei d'Chance, an der Luxexpo dobäi ze sinn, wéi déi Etüd virgestallt ginn ass, dee Rapport zur drëtter...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, Kollegen!

► **M. Gérard Anzia (déli gréng).**- Merci.

...de Rapport also zur drëtter industrieller Revolution. A fir déi Initiativ wëll ech nach eng Kéier där ganzer Regierung félicitéieren, dass se op dee Wee gaange sinn.

Iwwer 300 Akteuren hunn u sech aus der Zivilgesellschaft, der Économie, och vun der Uni, de Gewerkschaften an och aus den Administratiounen iwwer ee Joer zesumme geschafft, an dat op néng verschiddenen Themeberäicher. An zwar an de Vektoren Energie, Gebaier, Mobilitéit, Liewensmëttel, Industrie a Finanzen, Smart Economy an och Économie circulaire an och „de Konsument gëtt zum Produzent“ ass och do an engem Aarbechtsgrupp bearbecht ginn.

Meng Fro geet elo ëm Folgendes: Wéi wëllt d'Regierung elo dëse Prozess weiterféieren a méi breet maachen, fir déi Iwwerleeunge vun deenen 300 Akteure ganz Lëtzebuerg zougänglich ze maachen?

Wéi wëllt d'Regierung dat voluminéist Dokument, am Moment op Englesch, mat de villen Aktiounspunkten elo an enger méi einfacher Form ënnert d'Leit bréngen?

A wéi sollen déi besteeënd Aarbechtsgruppen eventuell nei opgestallt ginn a wéi sollen déi koordinéiert elo weider virgoen, fir op dësen Themeberäicher ze schaffen?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem honorabelen Här Anzia Merci fir déi Froen, déi ech ganz kuerz wäert beäntweren.

Effektiv, et hunn iwwer ee Joer elo 300 Akteuren aus alle Secteuren zesumme geschafft, zesumme mam Här Rifkin a sengem Team, fir eben ze kucken, wéi mer eng Strategie kënnen ausschaffen als éischt Land an der Europäescher Unioun, fir eis Économie op eng nohalteg Économie ëmzebauen, an dat integral, andeem mer an Zukunft ënner anerem op fossill Energieträger kënnen verzichten. Mir hu jo zënter enger Zäit eng Diskussioun am Land iwwert de Wuesstum an an där Diskussioun ass d'Regierung vun Ufank un amgaang, eng Rei Saachen ze preparéieren, do och eben an deem Kontext déi Etüd Rifkin.

Nodeem de François Bausch déi lescht Woch zwou Table-ronden animéiert huet, fir iwwert deen dote Sujet mat der Zivilgesellschaft ze schwätzen, ass et de Méinden zu där Etüd komm, der Virstellung vun der Etüd Rifkin, déi awer elo net eng Etüd ass, déi top-down vum Här Rifkin geschriwwen ginn ass iwwer Lëtzebuerg, mä hei sinn effektiv 300 Akteure vu Lëtzebuerg während engem Joer zesummekomm, fir Modeller ze dévéléppéieren.

Déi sinn dévéléppéiert ginn elo iwwer 475 Säiten an engem Rapport, wou eng ganz Rei Iddien eben opgestallt gi sinn, wéi mer Lëtzebuerg virubréngen, wéi mer de Wuesstum weider kennen assuréieren, awer esou, dass en nohalteg ass, esou dass en net zu enger weiderer Verschlechterung vun der Liewensqualitéit bäidréit, mä au contraire, dass en d'Liewensqualitéit verbessert. An esou, dass mer eis Économie vill méi opbauen op engem Gain vu Produktivitéit, wéi elo einfach nëmmen op engem Zouwuess vun Aarbechtsplazen an engem Zouwuess domat natierlech och vun Trafic, Umweltbelaachtungen an natierlech och Belaachtungen à long terme vun eise Sozialsystemer, et cetera.

Fir elo op d'Froen konkret ze äntworten: Et ass esou, dass um Regierungsniveau e Comité ministériel agefouert ginn ass, fir all déi Ministeren, déi zu deene verschiddene Punkte vun der Etüd responsabel sinn, zesummenzebréngen, dat heescht, e Comité de suivi, dee wäert regelméisseg dem Regierungsrat Rechenschaft ofleeën iwwert dat, wat elo geschitt ass. Well d'Etüd, déi ass elo ofgeschloss an deem Sënn, dass emol éischt Iddien um Dësch leien, mä eigentlech geet se weider.

Well dat ass deen zweete Punkt: Et ass näamlech d'Abanne vun der Zivilgesellschaft, d'Abanne vun enger ganzer Rei Organer, déi sech och mat deenen dote Sujete scho laang beschäftegen. Ënner anerem wäert dat de Conseil économique et social sinn, de Conseil supérieur pour un développement durable.

Eis ass et als Regierung awer och extrem wichtig, déi jonk Leit matanzebannen, well mir sinn amgaang, d'Zukunft vun deene jonke Leit hei ze preparéieren. An et wär net akzeptabel, wa mer dat géife wëlle maachen, ouni déi jonk Leit anzebannen. Dofir wäerte mer och d'Jugendparlament hei abannen, mir wäerten d'Studenten abannen, d'Studentenorganisatiounen, mir wäerten d'Schüler abannen.

Dat heescht, mir probéiere wierklech, e ganz laren Débat ze hunn elo um Niveau vun der Populatioun. A mir wäerten natierlech och d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg“ hei abannen, déi mer virun enger Zäitche gegrënnt hunn a wou mer jo gesinn, dass an deem Prozess, an där Transformatioun vun der Lëtzebuurger Économie ganz viles ebe wäert berouen op deenen digitale Kompetenzen, déi d'Land huet, op deenen digitalen Infrastrukturen. Dofir wäert déi Initiativ mat Sécherheet och elo hei an d'Initiativ Rifkin mat afléissen.

Mir ass et einfach wichtig, dass mer e laren Débat um Niveau vun der gesamter Populatioun kréien an dass mer herno Projekte kréien a Konklusione kréien, déi och large gedroe sinn an der Populatioun. A finalement, wa mer deen Tour do gedréit hunn, wäerte mer hei e gréisseren Débat an der Chamber organiséieren, fir dann och schlussendlech, oder ech soen elo emol „als finaalt Wuert“ der Chamber d'Wuert ze ginn, fir ze décidéieren, wat an Zukunft hei am Land soll geschéien a wat eventuell net méi soll geschéien.

Voilà, ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Laurent Zeimet a riicht sech un den Innenminister, dréit ëm déi sougenannt SUP am Rame vum Plan d'aménagement général.

- **Question n°228 du 15 novembre 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la circulaire n°3407 - Refonte du plan d'aménagement général - évaluation environnementale dite «SUP», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Merci, Här President. Et ass esou, bis ewell si mer jo an de Gemengen dovunner ausgaangen, op Basis vun de Gesetzer an och op Basis vun de Circulären, déi mer bis ewell virleien haten, dat mer, wa mer de PAG géifen iwwerschaffen, esou sollte virgoen, dat mer en Ëmweltbericht, d'SUP, géifen ausschaffen, de PAG géife preparéieren, da virun de Gemengerot goen an de Gemengerot géif dann op Basis vun deenen zwee Dokumenter d'Prozedur lancéiere fir den neie PAG. Duerno géifen d'Leit da geruff ginn, gefrot ginn, kéinten hir Reklamatiounen eraginn.

Allerdéngs ass et esou, dass am Juni dëst Joer en Uerteel koom vum Tribunal administratif, vun der éischter Instanz, wat dovunner ausgeet awer, oder wat seet, dass u sech déi SUP, deen Ëmweltbericht misst de Leit schonn am Virfeld zougänglich gemaach ginn, fir dat se dann do scho kéinte Kenntnis dovun huelen an eventuell dann dorop reagéieren, also ier et an de Gemengerot geet, dass also net déi zwou Prozedure kéinte parallel lafen.

Ech hat doropshin och schrëfflech eng Fro un de Minister gericht. Mir kruten elo als Gemenge geschter eng Circulaire vum Minister, wou e bëssen op déi Problematik agaange gëtt a wou ech denken, dass e wollt eng Klosterrstellung erreechen, well e bezitt sech och op dat Uerteel vum Juni. An där Circulaire steet elo, dass d'Gemengen u sech scho sollten, ier se de Conseil, de Gemengerot an d'Bild setzen, souwuel d'SUP wéi och de PAG de Leit virstellen.

An ech muss elo soen, dat huet bei eis elo méi Konfusioun bruecht wéi Kloeerheet, déi Circulaire. Dofir wollt ech de Minister froen, ob en eis hei an der Chamber vläicht kéint erklären, wéi seng Circulaire ze verstoe wier: Ob et wierklech dann elo esou ass, dass d'SUP an de PAG - oder Deeler vum PAG, well dat geet och aus der Circulaire net esou kloer ervir - sollen am Virfeld, ier also de Conseil d'Prozedur lancéiert, de Leit virgestallt ginn, mat alle Konsequenzen, déi dat natierlech kéint mat sech bréngen.

Hu mer dat also esou richtig verstanen oder ass de Minister dann och der Meinung, dass den Tribunal administratif an éischter Instanz eng richtig Interpretatioun, oder eng Interpretatioun vun de Gesetzer vun 2004 an 2008 ginn huet, déi hien an deene Moossen deelt? Also ass dat elo déi nei Interpretatioun vun deenen Artikelen a vun der Prozedur?

Ass de Minister net och vläicht der Meinung, dass et awer ubruecht wier, elo eng Klärung ze bréngen an ze légiféréieren?

A schliisslech: Wéi sollen déi Gemenge reagéieren, déi hir Prozedur elo scho lancéiert hunn, op Basis natierlech vun de fréieren Interpretatiounen vum Gesetz?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Zeimet. An d'Wuert huet elo den Innenminister, den Här Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Merci, Här President. Sou wéi den Här Zeimet et elo grad gesot huet, hunn ech jo och schonn eng schrëfflech Question kritt, fir op déi Problematik hei anzegoen, déi eis effektiv am Moment e bësse Kappzerbrieches mécht. Ech mengen, d'Problematik ass och net nei. Si ass schonn 2010 diskutéiert ginn. 2011 huet d'Chamber och reagéiert opgrond vun engem Uerteel vun der Cour administrative an huet d'Gesetz iwwert d'Kommunalplanung an deem Sënn ugepasst, soudass mer konnten dovun ausgoen, dass elo Kloeerheet dra besteet, zu wéi engem Zäitpunkt d'SUP misst ofgeschloss si par rapport zu der Prozedur vum PAG.

(**M. Dan Kersch montre une documentation.**)

Deemools ass och dee berühmte Formulaire hei erausgaangen, deen un d'Gemenge gaangen ass, wou dat eben als Theorie ugeschwat ginn ass, fir kënnen déi zwou Prozeduren u sech parallel lafen ze loossen, wat aus Grënn vun der Simplification administrative och ubruecht war a wat a mengen Aen och d'Liesart war vun der Direktiv vu Bréssel, an déi a mengen Aen och esou an eist Gesetz ëmgesat ginn ass.

Mir sinn och vun 2011 u relativ gutt mat där doter Virgeewis gefuer, bis mer, sou wéi Der et richtig gesot hutt, dat faméist Uerteel kritt hu vum 19. Juni 2016, wou et ëm de PAG vu Reisdurf och konkret gaangen ass a wou



d'Gericht - a mam Niewesaz praktesch - drop hiweist, dass et riskéiert, dass d'Gesetz vum Aménagement communal am Fong net kompatibel ass mat dem Gesetz iwwert déi strategesch Ëmweltprüfungen. Dat ass a kuerze Wierder dat erëmbrecht, wat an engem Niewesaz zu deem Uerteel dann ervirbruecht ass vum Tribunal administratif.

Elo war et esou, dass de Stat an d'Gemeng dee Prozess, deen do gefouert ginn ass, um Tribunal administratif gewonnen haten. Mir konnten also vun eis aus hier net an Appell goen, well mer nach wie vor der Meinung sinn, dass déi Liesaart, déi mer zënter 2011 haten, déi richtig ass. Mä vu dass mer de Prozess gewonnen haten, ware mer an der Situatioun, dass mer net konnte selwer Appell géint dat Uerteel maachen.

Elo huet eis awer de Gégner am Prozess de Gefale gemaach, dass hie selwer Appell gemaach huet. Dat erkläert sech dann och duercher, dass de Stat an d'Gemeng dee Prozess gewonnen haten, an dat gëtt eis elo Geleeënheet, dat doten och nach eng Kéier op der Cour administrative dann nopräiwen ze loosse, ob déi nei Liesaart, déi den Tribunal administratif dann do geholl huet, och an der zweeter Instanz géif bestätegt ginn.

Mir hoffen, dass dat net de Fall ass. Mir mengen och, dass mer ganz gutt Argumenter hunn, fir ze weisen, dass déi Liesaart vum Tribunal administratif net déi richtig ass, am Géigendeel! Mir hunn och an der Tëschenzäit Kontakt opgehollet mat der Europäescher Kommissioun, fir hir déi Problematik, wéi se sech elo opgrond vun deem Uerteel vu Reisduerf hei zu Lëtzebuerg presentéiert, eng Kéier duerzelleen. A si gëtt eis am Fong recht, dass déi Liesaart, déi mer zënter jeehier haten, u sech déi richtig ass, dass déi zwou Saache kéinte parallel lafen.

Elo bleift natierlech d'Situatioun: Wat maache mer an der Tëschenzäit, bis mer en Uerteel vun der Cour d'appel hunn? Dat kéint enner Ëmstänn sechs Méint daueren. Mir sinn also do an enger gewëssener Insécurité juridique. An duerfir hunn ech och déi ganz Problematik ugeschwat an enger Sitzung mam Syvicol, fir op zwou Saachen opmierksam ze maachen: engersäits ze soen, d'Problematik esou duerzelleen, wéi Dir, Här Zeimet, et gemaach hutt, an dann awer och ze soen, wéi mer hei gemeinsam virginn.

An et war eise gemeinsame Wonsch, fir am Fong d'Gemengen drop hinzewisen, dass déi Problematik do besteet an dass déi Gemengen, déi nach net an der Prozedur sinn, am Fong besser hätten, en attendant, dass mer dann elo en endgültegt Uerteel hunn, dat doten nom Prinzip vun der Précautioun esou ze handhaben, dass se hir SUP am Fong ganz ofschléissen, ier se an den éischte Vott gi vun der Prozedur vum PAG.

A gläichzäiteg, an dat wëll ech awer och soen, denke mer natierlech drun, fir och nach eng Kéier méi kloer ze léigiféieren am Kader vum SUP-Gesetz, net onbedéngt am Gesetz vum Aménagement communal, mä am Kader vum Gesetz iwwert déi strategesch Ëmweltprüfungen, well dat Uerteel, wann et da par impossible géif bestätegt gi vun der Cour d'appel, natierlech och Répercussionen hätt net nëmme vun d'PAGe vun de Gemengen, mä op allequerten déi POSen, déi mer gemaach hunn. Duerfir menge mer, dass den Usaz muss geholl ginn am Gesetz iwwert déi strategesch Ëmweltprüfungen. Dat, wat mer bis elo vu Bréissel héieren hunn, ass éischter positiv: dass also déi Liesaart, déi mer ëmmer hei zu Lëtzebuerg haten, dass déi richtig ass, soudass ech also dovun ausginn, dass mer dat dote kuerzfristeg kennen hikréien.

En attendant, wéi gesot, fir d'Gemengen: par principe de précaution d'SUP ofschléissen an dann eréischt den éischte Vott vum Gemengrot huelen, an der Hoffnung awer, dass mer dat heite kuerzfristeg wäerte gekläert kréien.

Ech ginn alt dann dovun aus och, dass Är Question écrite dann heimadder och beäntwert ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dat kënnen déi zwee Kollege vläicht herno matenee klären. A mir géifen zu der nächster Fro iwwergoen, d'Fro vum Här Max Hahn un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Promotioun vum Carpooling.

- **Question n°229 du 15 novembre 2016 de M. Max Hahn relative à la promotion du carpooling, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, den däitsche Komiker Otto Waalkes géif vläicht a senger Rubrik „English for insiders“, „Englisch für Reingefallene“ den „Carpooling“ als „Schwämm fir Autoen“ iwwersetzen. Dat ass net de Fall. Gemengt ass de Covoiturage respektiv d'Fahrgemeinschaft.

(**Brouhaha**)

Am Kader vun der Wuesstumsdebatte konnt een nach eng Kéier ganz kloer feststellen, dass d'Leit dobaussen e grouse Malaise gesinn an dass grouss Retarden opzehuele sinn am Logement, an der Integratioun, awer och am Verkéier. Wann een da weess, dass am Duerchschnitt 1,1 Persounen an den Autoe setzen, dann ass sécherlech de Covoiturage een Outil, mat deem ee sech ganz konkret sollt beschäftegen.

Ech hat viru bal genoe zwee Joer eng Question parlementaire écrite un den zoustännegen Minister gestallt, fir ze froen, ob dat eppes wier, woumat se sech géifen am Ministère beschäftegen. An do krut ech als Äntwert, dass se eng Etüd géife lancéieren. An ech géif dann de Minister hei vläicht gäre froen, ob et do scho méi konkret Piste ginn. Ech denken do zum Beispill un eng méiglech App, déi do kéint agefouert ginn, respektiv reservéiert Parkplazen, e Belounungssystem oder och reservéiert Spuren, déi dann en fonction vun der Unzuel u Passagéier an den Autoe kéinte benotzt ginn, jee, wéi mer dat eben am Ausland kennen. Dat gesinn ech als flott Pist, déi mer och hei zu Lëtzebuerg sollten attaquéieren.

An ech wollt de Minister François Bausch da froen, wéi wäit en do mat där Etüd ass an ob en eis vläicht hei kéint scho konkret Resultater virstellen, wat do ugeduecht ass, fir eben dee Chiffer vun 1,1 Persounen am Gefier an d'Luucht ze schrauwen an domat eben och eise Verkéiersproblem, dee mer manifestement hei zu Lëtzebuerg hunn, ze verbessern.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Hahn. Vlächicht och als Belounung e Fräibilljee fir an d'Schwämm?

(**Hilarité et interruptions**)

Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, Merci och fir déi Fro. Dir wësst, datt der Regierung hir an donc och meng Strategie drop baséiert, fir d'Multimodalitéit staark ze féederen, dat heescht net nëmme vun ee Verkéismëttel ze setzen, mä ze soen: Mir mussen déi ganz Mobilitéetsketten aschalten, fir d'Verkéiersproblemer ze léisen. Dozou gehéiert natierlech dann och deementspreechend den Auto. Dofir baue mer Park & Riden an esou weider.

Mä mir brauchen och aner nei Méiglechkeeten, déi haaptsächlech déi digital Technologien eis liwweren, fir datt, wann Autoe fueren, se besser gefällt sinn effektiv, wéi dat haut de Fall ass. An effektiv hat ech dat ugekënnegt. A wéi Der mech entre-temps kennt: Wann ech eppes ukënnegen, da kennt och eppes no!

Déi Etüd ass laang ofgeschloss a mir sinn amgaangen, d'Ausschreiwung virzebereeden. Déi ass och eigentlech fäerdeg. Déi wäert elo an deenen nächsten Deeg, kann ech soen, lancéiert ginn. De Projet ass kloer définéiert. Et geet an d'Richtung vun enger Aart Service-Plattform, déi op Basis vun enger App herno géréiert gëtt, e bëssen am Genre wéi dat, wat Der kennt vun Uber. Dat heescht, datt herno kënne Leit sech op där Plattform aloggen, déi entweder wëllen ubidden, fir Leit matzehuelen an och dann uginne, wivill si u Frais de participation froen, fir wa se da Leit mathuele vun A no B, an dann natierlech zweetens, datt och Leit sech kënnen aloggen, déi sichen no enger Matfuergeleeënheet vun do, wou se hierkommen, also och vun A no B, vun do, wou se hierkommen, fir op hir Aarbechtsplaz oder wuer och ëmmer.

An da wëlle mer parallel dozou - dat ware mer eis an Holland ukucken - esou e Belounungssystem aféiere fir Leit, déi dat maachen. Dat ass e kleng finanziellen Incentive. Mir wëllen dat finanzéieren - dat hunn ech mam Camille Gira zesumme gekuckt a mat der Madamm Dieschbourg - iwwert de Klimafong, no dem Motto: Amplaz datt mer Saachen am Ausland finanzéieren iwwert de Klimafong, fir eis CO₂-emissiounsméissig fräizekafen iwwer Certificaten, wëlle mer léiwer déi Suen heiheem investéieren an dann heiheem eppes maachen, fir d'CO₂-Emissiounen ze reduzéieren, an da kann eis Ekonomie an och eis Gesellschaft heiheem dovunner direkt profitéieren. Dat heescht, iwwert de Klimafong wëlle mer do dee kleng finanziellen Incentive herno ubidden.

Dee ganze Projet gëtt elo finaliséiert. Ech ginn dovun aus, datt mer e bis Abrëll/Mee d'nächst Joer fäerdeg hunn. Da soll am Juni eng Test-

phas lancéiert ginn. Firwat dränge mer esou drop fir am Juni? Mä dat huet dermat ze dinne, well Der herno natierlech déi Applikatioun jo musst op Ärem Handy kucken a lancéieren. Dat heescht, dat ass haut nach verbonnen, à la limite zum Beispill fir Frontalieren, mat Roamingskäschten. Déi fale jo ewech, wéi Der wësst, de Juni duerch déi Reform, déi gemaach gëtt op EU-Niveau, soudatt dat kee Problem méi käscheméissig fir d'Leit duerstellt. Duerfir wëlle mer am Juni dann en Test maachen.

Mir hunn eng Rei Entreprisé mat an d'Boot geholl, also gréisser Entreprises un Gebitt vun der Stad, déi ganz staark natierlech drun interesséiert sinn, déi och haut gréisser Problemer hu fir hirt Personal a puncto Transport respektiv och Parkraum, dee se net méi genuch zur Verfügung hunn an och net méi wëllen hire Leit an deem Mooss zur Verfügung stellen. Dat heescht, mir wäerten dann, ech géif soen am Juni mat enger Rei Entreprises dat Ganz testen an da soll et am September definitiv ulafen.

Mir versprechen eis dovunner extrem vill, well dat Beispill, wat mer eis, wéi gesot, an Holland ugekuckt hunn - dat ass bei Rotterdam -, dat ass e Risesuccès gewiescht. A wa mer dat effektiv hei fäerdegbréngen niewent deem, wat mer maachen an den Investissementer am öffentlichen Transport a respektiv fir d'Mobilité douce, fir d'Leit op aner Weeër ze kréien, wa se sech déplacéieren vun A no B, wa mer och nach derfir suerge kënnen an Zukunft, datt mer net nëmme an all Auto 1,1 oder 1,2 Leit drasetzen hunn, mä e bësse méi, dann huet dat en immensen Impakt ganz sécherlech op de Verkéier, op d'Fluiditéit vum Verkéier. Dat heescht, da wäerten natierlech e gudde Koup Autoe manner am Berufsverkéier moies sinn an dat ass jo dat, wat mer gären hätten!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. An déi nächst Fro kennt vun der Madamm Martine Hansen, erëm eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister - deen net brauch esou wäit ze goen -, iwwert d'Schléissung vun enger Bunn am Stafelter Tunnel zu den Haaptverkéierszäiten.

Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°230 du 15 novembre 2016 de Mme Martine Hansen relative à la fermeture, aux heures de pointe, d'une voie du tunnel «Stafelter» en direction de Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Enn Oktober ass décidéiert ginn, fir eng Spur am Tunnel Stafelter an den Haaptverkéierszäiten zouzemaachen, an dëst laut der Press aus Sécherheetsgrënn a fir de Verkéier duerno méi fléissend ze gestalten.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fueren déi do Streck zimlech all Dag, a wann ech virun Enn Oktober am Enn vum Tunnel Stafelter am Stau stoung, esou stinn ech elo vun der Mëtt vum Tunnel Grouft, dat heescht vu Luerenzweiler un - sou wéi zum Beispill de Moien - schonns am Stau. A leider ass nom Tunnel Stafelter de Verkéier meeschtens och net méi fléissend gi wéi virun.

Ech wëll einfach gäre wësse vum Här Minister, ob dës Décisioun eppes bruecht huet respektiv ob eng Analys doriwwer gemaach ginn ass, an dat net nëmme déi éischt Deeg. Ass gekuckt ginn, ob heiduerjer och elo de Verkéier op den Niewestroossen erëm méi zougehollet huet? Et wier definitiv wahrscheinlech nach ëmmer dat Séierst, zu Luerenzweiler erofzufueren an dann erëm iwwer Blaaschent ze fueren.

Ass gekuckt ginn, ob d'Leit elo wierklech méi séier an der Stad si wéi virun, sief dat iwwert de Kierchbiereg oder iwwer Dummeldeng, wann een nom Tunnel Stafelter eroffiert?

Wann dës Décisioun eppes bruecht huet, gëtt se dann och op anere Plazen ugewannt? A wann dës Décisioun näischt bruecht huet, gëtt se dann och erëm réckgängeg gemaach?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An den Här Nohaltegkeetsminister ass ennerwee.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi Fro. Mä ech muss soen, Här President, et ass jo bal d'Ironie vun der Geschicht, datt grad ech muss hei an dëser Legislaturperiod hei erkläre kommen, datt d'Nordstrooss, esou wéi se gebaut ginn ass, net d'Léisung ass vum Verkéiersproblem an de Spëttestonnen!

Dat ass d'Ironie vun der Geschicht, mä domadder muss ech liewen!

(**Interruption**)

Ech sinn awer och duerfir frou, datt ech déi Froen ëmmer erëm gestallt kréien, well si beleet jo just nëmme dat, wat ech och gesot hunn, wéi d'Ouverture war vun der Nordstrooss, wou ech gesot hunn: „Och wa mer frou sinn, wann dat Kapitel ofgeschloss ass, an och wa mer vlächicht frou sinn doriwwer, datt d'Leit aus dem Norden eng besser Verbindung hunn tëschent dem Norden an der Stad, esou heescht dat net, datt mer d'Verkéiersproblemer an de Spëttestonne mat där Strooss do wäerte léisen.“ Dat war ëmmer meng Iwwerzeugung an et bestätegt sech am Alldag ëmmer méi!

An hei hu mer e klassesche Fall: Dir hutt de Problem, datt mer zwee laang Tunnelen hunn, déi och no unene leien. An Dir wësst, datt international Sécherheetsstandarden, sougutt wat de Risiko ass vu Verkéiersaccidenter wéi awer och vun Ofgasen, et maachen, datt et absolut net ze akzeptéieren ass, dat heescht, datt mer den Tunnel mussen zoumaachen, wann e Stau am Tunnel riskéiert ze kommen oder geschitt.

Dat heescht, mir hunn natierlech de Problem, datt duerch dee Verkéier, deen entre-temps, zënter datt d'Strooss op ass, vun der Brëttel an der Jonction Grünwald och eropkënn, datt dat natierlech alles Implikatiounen op d'ganz Fluiditéit eriwuer och op d'Nordstrooss selwer huet. An ech soen Iech just, datt mer scho villes probéiert hunn. Et ass villes am Test gemaach ginn. An ech kann Iech och direkt drop äntweren: Natierlech, wann eppes näischt bréngt, gëtt et erëm réckgängeg gemaach. Mä et ass net einfach, do Léisungen ze fannen!

Dat Eenzege, wat kloer ass: D'Administratioun, also Stroossebauverwaltung muss derfir suergen, datt an den Tunnelen keng Staue sinn. Jo, mä duerfir ass probéiert ginn, zum Beispill ze kucken, ob een dann net mat enger Spur fiert baussent dem Tunnel a probéiert, de Stau oder den net esou fluiden Trafic ze verleeën tëschent d'Tunnelen, datt mindestens an den Tunnelen d'Situatioun mat Réckstauen net besteet. Mä alles dat ass bis elo nach net mat engem grésere Succès gekréint ginn, fir et emol esou ze soen. Mä et gëtt nach weider probéiert.

Et sinn eng Rei licht Verbesserungen duerch verschide Mesurë festgestallt ginn. Et sinn eng Rei Saachen, déi och nach wäerte probéiert ginn. De primäre But ass eben, wéi gesot, d'Stauen an den Tunnelen an domadder d'Noutwendegmaache vun der Schléissung vun den Tunnelen - well Dir wësst jo, dat hate mer och schon, där Situatiounen, da waren d'Leit nach manner ameséiert, wa mer ganz hu mussen zoumaachen -, datt mer dat verhënnert kréien. A wéi gesot, do lafen nach ëmmer Tester.

Duerfir, et gëtt keng Wonnerléisung hei! Ech soen Iech, den Haaptproblem, dee mer hunn, dat ass, datt am Berufsverkéier einfach ze vill Autoen op der Strooss sinn! A mir kënnen hei den Hochstand nach zéngmol maachen a mengen, dee Problem géif sech vum selwe léisen! Dee léist sech nëmme deen Dag, wou mer verstinn, datt mer mussen massiv op aner Verkéiersmëttelen ëmklammen, haaptsächlech an de Spëttestonnen am Berufsverkéier, well soss, soen ech Iech, geet deen dote Problem weider.

An dat, wat d'Leit dobausse spieren de Moment, dat ass net nëmme, well se et esou spieren, mä well et esou ass: Dat ass, datt et vu Joer zu Joer schlimmer gëtt am Verkéier an datt mer eigentlech der Situatioun am Moment hannendrun lafen.

Dat huet och dermat ze dinne - dat hunn ech och scho méi wéi eng Kéier gesot -, datt mer an enger Rei Beräicher an Investissementsréckstand hunn. Firwat deen elo ass, ech wëll dat elo hei net diskutéieren, mä et ass eng Realitéit, datt en do ass! Iwwer vill Projeten hu mer vill ze laang diskutéiert amplaz ze handelen! An ech mengen, mir mussen awer elo endlich verstehen, datt et elo un der Zäit ass, datt mer eng Rei Saache konsequent ëmsetzen. Well ech soen Iech: Egal wat mir nach wäerten experimentéieren op der Nordstrooss moies virun den Tunnelen, hannert den Tunnelen, wa mer et net fäerdegbréngen, en Deel vum Berufsverkéier vun der Strooss erofzekréien, léise mer de Problem ni!

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. A mir kommen zu der leschter Fro vun de Mëtten. Déi kennt vun der Madamm Taina Bofferding, riicht sech un den Aarbechtsminister an dreit ronderëm d'Stagen an de Betriber.

► **Une voix.** - Très bien!

- **Question n°231 du 15 novembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise, adressée à M. le Ministre du Tra-**

**vail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

► **Mme Taina Bofferding** (*LSAP*).- Jo genau, Här President. Déi berufflech Qualifikatioun a Weiderbildung si wichteg Aspekter vun der Aarbechtswelt. E Stage kann an deem Sënn eng interessant Beräicherung fir e jonke Mënsch sinn. E kritt professionellt a praktescht Wësse vermëttelt, ka seng Erfahrungne maachen a kënnt domadder och an de Kontakt mat Entrepreneuren. Et kann och eng Noutléisung sinn, fir no sengem Studium als e Stagiëre esou an d'Beruffswelt eranzeklammen, wann een direkt kee regulären Job fënnt.

Absolutt net gutt ass awer, wann d'Stagiären, also jonk Leit, als bëlleg Aarbechtskräften ausgenutzt ginn. Offiziell gi se jo net als Aarbechter unerkannt, well se jo keen Aarbechtskontrakt hunn. An awer stelle sech ëmmer erëm Fäll, wou eben d'Stagiären déi Aarbechte maachen, déi eigentlech engem normale Salaré zoustinn, an dat oft iwwer Méint an ouni Bezuelung. Et ass och net gutt, wa si mat esou enger Joboffer ugelackelt ginn. Och dat gesäit een ëmmer erëm, dass se Saache versprach kréien, déi herno net ageleist ginn.

Et ass also bedauerlech, dass mer Jonker hei an enger Prekaritéit hunn an déi eben och net seelen engem Abus ausgesetzt sinn. Duerfir plädéieren ech perséinlech fir e Kader, e Kader, dee garantéiert, dass déi jonk ebe kënnen héichwärtig Aarbechtserfahrungen sammelen an dass se och fair Konditiounen fannen an domadder hir Chancen op eng gutt Aarbecht kënnen erhéien.

Duerfir elo meng Froen un de Minister: Ass et net un der Zäit, dass mer eis och ëm déi jonk Beschäftegt këmmen? Wäre et net ubruecht, e bessere Schutz anzeféieren oder vläicht souguer e Verbuert fir Betriber, dass se Stagiären net als Ersatz fir hir regulär Aarbechtskräfte kënnen asetzen? Wäre et net och ubruecht, vläicht e legale Kader eben ze schafen? Et ass jo och am Koalitionsaccord schonn doriwwer diskutéiert ginn, also et huet Néierschlag am Koalitionsaccord fonnt.

Iwwregens huet och d'Europäesch Kommission virun dräi Joer eng Recommandatioun, fir esou e Cadre de qualité auszeschaffen, weiderginn. Duerfir och hei meng Fro: Wäre et vläicht interessant, sech hei un deene Leitinnen ze orientéieren? A virun allem: Wéi kënnen mer eben derfir suergen, dass mer déi jonk Stagiäre besser encadréieren an dass se eben net zu bëllegen Aarbechtskräfte kënnen ausgenutzt ginn?

Wann ech och virunner gesot hunn, mir missten eis ëm si këmmen, dat heescht net, dass mer eis bis elo net ëm se gekëmmert hunn. Mä ech mengen domadder, dass mer eis nach besser ëm si solle këmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madamm Bofferding, mat der Bitt, e Bléck op d'Auer ze werfen. Merci. Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Voilà, Merci. Ech mengen, déi Fro, déi d'Madamm Bofferding opgeworf huet, ass eng ganz wichteg Fro, well iwwerall gesi mer dat, wat een nennt d'Generatioun Praktika vu jonke Leit, déi vun engem Stage an deen anere ginn, net rémunéréiert, schlecht rémunéréiert, mat all deene Promessen, déi ni agehale ginn. An et ass scho wichteg, dass mer do effektiv deenen Abusen en Enn maachen.

Op där anerer Säit, wéi Der richteg gesot hutt, ass de Stage en ëmmer méi wichtegt Instrument, fir d'Transitioun tëschent Schoul an Emploi ze facilitéieren, well dat ass dee komplizéiertste Moment: aus der Schoul eraus an en Emploi. Well ganz oft hu jonk Leit net onbedéngt déi Erfahrung a se gi geblockt eben, well se déi Erfahrung net hunn. An de Stage ass oft de Moyen, fir déi Erfahrung ze sammelen.

Par ailleurs hu mer och d'Situatioun ëmmer méi, an ech begreissen dat och, dass vill Schoulen eigentlech Stagen als en Deel vum normale Kursus virgesinn, fir eben herno och dee Passage Schoul an Emploi ze facilitéieren.

Mä mir hu momentan an onser Legislatioun eigentlech keng prezis Dispositioun iwwert de Stage. Mir wëssen net genau, wat d'Rechter si vum Stagiaire, wat d'Obligatiounen si vum Employeur, deen e Stagiaire astellt. An duerfir begreissen ech och, dass déi dote Fro gestallt gëtt.

Mir haten awer mat de Sozialpartner ugefaangen, am Joer 2015 iwwert deen doten Aspekt ze diskutéieren, well mer jo alleguer wëssen, dass d'Formatioun, d'Qualifikatioun, mä awer och den Apprentissage, an net den Apprentissage just fir déi, déi en Handwierk léieren, mä vill méi breet fir jiddwereen, deen an d'Beruffswelt erakënn, dass mer dat musse förderen. An do ass de Stage e gutt Instrument.

Duerfir géif ech soen, no deenen éischten Échangen, déi mer am Februar an am Mäerz 2015 haten, wäerte mer d'nächst Joer déi Diskussiounen mat de Sozialpartner erëm ophuelen.

Zwou Saache si wichteg: Éischtens, déi Abusen, déi Der ugeschwat hutt, déi mussen évitéiert ginn. Zweetens dierfe mer awer och net esou Barrière schafen, dass eigentlech all Employeur seet: „Ma mech interesséiert dat net méi onbedéngt, e Stagiaire ze huelen.“ Do musse mer dee richtegen Équiliber fannen.

Deen Équiliber kann ee fannen, andeem ee kloermécht, éischstens, dass e Stage net eng régulière Aarbecht ass. Et kann net sinn, dass e Stagiaire schafft, wéi wann en eigentlech e Member vum Staff wier. E Stage huet eng pädagogesch Apprentissagefunktoun an déi muss och ënnerstëtzt ginn. Duerfir ass et och wichteg, dass all Stagiaire eng Convention de stage muss maachen, all Employeur mat engem Stagiaire, wou kloer festgeluecht gëtt, wat d'Rechter sinn, wat d'Obligatiounen sinn vun deem engen a vun deem aneren.

Deen zweete Punkt ass d'Zäit. Et kann net e Stage vun zwéi Joer ginn oder vun engem Joer. Bon, ganz exceptionnel, ech hu mer notament déi franséisch Legislatioun ugekuckt, do ass de Stage limitéiert op sechs Méint, a ganz exceptionnelle Situatiounen, well Schoulen dat esou verlaangen, bis ee Joer. Mä da muss déi Exceptionen och kloer fixéiert ginn.

Dat anert ass, et dierf een och net ee Stagiaire nom aneren eranhuelen, well dann ass deen Abus ganz oft esou: Ech loosse déi Aarbecht do vun engem Stagiaire maachen, an da kënnt deen nächste Stagiaire, dee mécht weider, an da kënnt nach en drëtten hannendrun, dee firt weider. Dat geet och net. De Stage huet eben eng prezis Functioun.

An, en huet eng Functioun, dat wëll ech awer soen, natierlech fir déi jonk, wéi ech gesot hunn, fir se méi no an den Aarbechtsmaart, an en Emploi ze bréngen. Mä en huet awer och eng Functioun fir d'Entrepreneuren! D'Entrepreneuren hunn en Intérêt, fir Stagiären ze huelen, well ganz oft bei de Stagiäre wäerte se déi Leit fannen, déi herno hir gutt Collaborateuren ginn. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass, mir schwätze ganz vill vun „social responsibility“, responsabilité sociale vun den Entrepreneuren. Eh bien, Leit, jonke Leit ze hëllefen, an den Emploi ze kommen, gehéiert menger Meinung no absolutt zu der „social responsibility“ vun den Entrepreneuren.

A mäi leschte Punkt ass d'Période d'essai. Wann een e Stage gemaach huet an et gëtt een embauchéiert, da muss de Stage och schonn ugerechent ginn als Période d'essai.

Dat do sinn Elementer, déi komplizéiertsten hunn ech net genannt, an dat sinn d'Suen, wéi ëmmer. Ech menge schonn, dass ee muss do eppes virgesinn ab engem gewëssenen Niveau vu Stage. Wéi mer dat elo nennen, Indemnité, Gratification, d'Fransouse schwätze vu Gratification, do ass eben deen Équiliber ze fannen, fir net et onméiglech ze maachen, dass jonk Leit e Stage fannen, mä awer och kloer unzëerkennen, dass deen, deen e Stage mécht, der Entreprise eppes ka bréngen. Well déi Leit, déi komme jo vun enger Schoul, déi hunn e Wëssen an déi si jo och bereet, mat der Entreprise dat Wëssen ze deelen, andeem se natierlech och d'Erfahrung aus der Entreprise kréien.

An duerfir wäerte mer op dee Wee goen, mat de Sozialpartner zesummen e Kader ze schafen, wou mer och Elementer vun där Recommandatioun, déi d'Kommissioun virun zwéi Joer gemaach huet, oder virun dräi Joer, viru véier Joer gemaach huet, doranner fléisse loosse.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Déiselwecht Remarque wéi virun.

(*Hilarité*)

Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen.

7. Désignation de deux membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

Et geet ëm d'Designatioun vun zwéi Membere fir den Evaluatiounscomité vum Geheimdéngscht. Do sinn zwéi Deputéiertkollegen ze nennen. Wéi den Artikel vun eisem Chambersreglement 153.(2) et virgesäit, ginn déi zwéi Membere vun der Chamber op Propos vun der Presidentekonferenz designéiert.

D'Presidentekonferenz proposéiert folgend zwéi Kandidaten: den Här Gusty Graas an den Här Serge Wilmes. Wann elo net méi wéi zwou Kandidaturen um Dësch leien an net nach eng zousätzlech Kandidatur abruucht gëtt, kënnen mer den Artikel 4.(5) applizéieren an doriwwer direkt per Handophiewen ofstëmmen.

Duerfir froen ech d'Chamber: Si keng weider Kandidaturen do?

(*Négation*)

Da ginn ech dovun aus, dass den Artikel 4.(5) spillt.

Vote à main levée

An ech géif lech d'Fro stellen, ob Der mat deenen zwéi Kollegen, dem Här Serge Wilmes an dem Här Gusty Graas, d'accord sidd. An ech géif lech dann ëm en Zeeche bidden.

Géigeprouf!

(*Assentiment*)

Unanime. Dat ass eng ganz grouss Responsabilitéit, déi Der op Are Schëlleren drot!

Voilà, dat gesot, géif ech da confirméieren, dass déi vun eis designéiert Membere fir dee Comité d'évaluation den Här Gusty Graas an den Här Serge Wilmes sinn.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà. Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do handelt et sech ëm de Projet de loi 6968 iwwert d'Konkurrenzrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den honorablen Här Alex Bodry, deen de Rapport fir den honorablen Här Claude Haagen iwwerhëlt, de Rapporteur, deen awer en bonne et due forme entschëllegt ass weinst engem Stierfall.

8. 6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*), *en remplacement de M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur*.-Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt mir dann zou, fir am Numm vum Rapporteur Claude Haagen säi schrëffleche Rapport hei virun der Chamber ze presentéieren.

De Projet de loi 6968 gesäit d'Modifikatioun vum modifizéierte Gesetz vum 23. Oktober 2011 iwwert d'Schuedenersatzkloe fir d'Verletzung vum Konkurrenzrecht vir. De Projet de loi ass virun aacht Méint, den 18. Mäerz 2016, vum Wirtschaftsminister, dem Etienne Schneider, an der Chamber déposéiert ginn. Eng ganz Rëtsch vun Avis si gemaach ginn. Den éischten Avis ass komm de 27. Abrëll 2016 vun der Union luxembourgeoise des consommateurs. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 23. Mee agereecht an den Avis complémentaire den 20. Juli 2016.

Dem Statsrot säin Avis ass zwéi Deeg drop komm, de 25. Mee, an den Avis complémentaire den 12. Oktober 2016. De Conseil de la concurrence huet den éischten Avis de 6. Juni eraginn an den Avis complémentaire de 6. September. D'Association luxembourgeoise pour l'étude du droit de la concurrence huet en Avis eraginn, an dat de 25. Juli 2016. D'Ékonomieskommissioun vun der Chamber huet eng Rei vun Amendementen ugeholl, dës de 5. Juli 2016.

Komme mer elo zum Fong vun dësem Projet de loi! An dësem Ament ass d'Reparatioun vun engem Schued, duerch eng anticoncurrentiel Praxis ervirgeruff, duerch den Droit commun vun der Responsabilité civile méiglech. Dës Prozedur ass awer an der Praxis rar, opgrond vun de komplexen nationale Prozeduren an duerch d'Schwieregkeet vun den Demanduren, fir hire Schued ze beweisen.

An engem Livre blanc vun der Kommission vum 2008 huet déi Europäesch Kommission de Montant vun de Schied an hiren Intérëten, déi d'Affer vun den anticoncurrentielle Praktiken entzu kritt hunn, op e puer Milliarden Euro beziffert.

Den Objet vun der europäescher Direktiv vum 2014, déi bis de 27. Dezember 2016 soll an d'Nationalrecht transposéiert ginn, besteet doranner, en Ensemble vu gemeinsame Regele fir d'Memberstate fir d'Aktiounen an d'Responsabilitéiten, déi op enger anticoncurrentieller Praxis baséieren, ze schafen. Heimat sollen dës Aktiounen méi einfach gemaach ginn. An en plus sollen d'Affer vu solche Praktiken incitéiert ginn, hir Reparatiounsrechter och geltend ze maachen.

D'Verbesserung vun den Entscheedungskonditiounen vun de Victimmen huet och als indirekt Zil, fir déi positiv Auswirkungen op de Respekt vun de Konkurrenzregele vun de Wirtschaftsakteuren ze stäerken. Dës soll doerch erreecht ginn, dass d'Effektivitéit an d'Effektivitéit vun der Regulatioun vum Marché duerch privat Aktiounen gestärkt ginn.

Weider huet d'Gesetz als Objet, fir d'Ausféierung vun esou Aktiounen méi einfach ze maachen, dës duerch d'Adaptéiere vu verschiddenen Elementer vun der dozougehéiereger Prozedur an duerch d'Fixéiere vu Regelen, déi d'Mise en œuvre vun effentlechen a private Moossnamen am Domän vum Konkurrenzrecht koordinéieren.

De Règlement, den europäesche Règlement N°1 vum 2003 vertraut der Europäescher Kommission an den nationalen Autoritéiten vun der Konkurrenz d'Kompetenz un, fir d'Artikelen 101 an 102 vum Traité ze applizéieren. D'Applikatioun vun de Konkurrenzregele vun der Europäescher Unioun duerch d'Europäesch Kommission a vun den nationale Konkurrenzautoritéiten soll „Mise en œuvre du droit de la concurrence de l'Union européenne par la sphère publique“ genannt ginn.

Allerdéngs stellt de private Beräich den aneren Aspekt vun der Mise en œuvre vum Konkurrenzrecht duer, notament duerch d'Schuedenersatzkloe. Duerch déi virgesinnene Interdiktiounen an den Artikelen 101 an 102 vum Traité huet all Persoun d'Recht, eng Entscheedung ze froen, dës awer just, wann e kausalen Zusammenhang tëschent där Schiedegung an enger Violatioun vun den europäeschen Konkurrenzregele besteet. Déi benodelegt Säite mussen net nëmmen d'Reparatioun vun de Verloschter, mä och de Gewinn, dee se net maache konnten, souwéi d'Zëse froe kënnen.

Bis elo bestoung en Haaptproblem vum Ausübe vun dem Indemnisationsrecht am Accès zu de Beweiser. Fir recht ze kréien, muss een dat och kënnen beweisen, dass een e Schued huet an dass e kausalen Effekt besteet tëschent sengem Schued an dem Handele vun engem Drëtten.

Schuedenersatzkloe hu bis elo d'Examinatioun vun enger grousser Zuel vu fakteschen Donnéeën vorausgesat. Den Haaptproblem vun der Verständegung besteet doranner, dass pertinent Beweiser nëmme schwéier accessibel sinn, well se vun där Partei, déi den Origin vum Fehlverhalten duerstellt, zréckgehalde ginn.

Anerersäits besteet de Risiko, dass Informatiounen zu enger Demande de clémence bekannt gemaach kënnen ginn. Dës kreéiert eng Ongewëssheet opsäite vun den Entrepreneuren a kann hir Décisioun, fir mat den Autoritéiten am Kader vun Zeieschutzprogrammer ze kooperéieren, beaflossen. Esou Zeieschutzprogrammer ginn am Kader vu groussen Affäre vun Entente-illicites tatsächlech opgestallt.

An Ofwiesenheet vun all juristeschen zwängender Initiativ op EU-Niveau kann d'Effektivitéit vun den Zeieschutzprogrammer, déi eng dreiwend Kraaft vun der Mise en œuvre vun de Konkurrenzregelen duerch den effentlechen Beräich sinn, a Gefor sinn, dës duerch d'Verbreedung vu verschiddenen Dokumenter, wéi am Kader zum Beispill vu Schuedenersatzkloe, virun nationale Gerichter.

Dës Projet de loi gesäit also vir, d'Interaktioun tëschent der Mise en œuvre vun de Konkurrenzregelen duerch den effentlechen Beräich an hir Mise en œuvre vun dem private Beräich ze optimiséieren. Dat wichtegst Uleies ass, fir eng kohärent Politik vun der Mise en œuvre vum Konkurrenzrecht duerch d'Effentlechkeet weider ze maachen, dës am Sënn, fir den Affer vu Violatiounen vum Konkurrenzrecht hir Reparatiounen méiglech ze maache respektiv méi einfach ze maachen.

Obwuel d'Recht op vollstänneg Entscheedung fest am Lëtzeburger Droit vun der Responsabilité civile verankert ass, ass et méiglech, dass et schwéier ka sinn, dës Recht an der Praxis ze exercéieren, wat den Domän vun de Violatiounen vum Konkurrenzrecht ugeet.

Déi aner Suerg vum Gesetzesprojet besteet doranner, dass d'Affer vun der Violatioun vun de Konkurrenzregelen Zougang zu effikasse Mechanismen hunn, déi hinnen et erlaben, eng komplett Entscheedung vun hire Verloschter ze kréien. Fir den Entrepreneuren, déi am Bannemaart aktiv sinn, ze erlaben, vu gerechte Konkurrenzkonditiounen ze profitéieren, a fir deene geschiedegte Parteien ze erlaben, déi Rechter ze exercéieren, déi hinnen de Bannemaart bitt, wëllt den europäesche Legislatuer d'Rechtssecherheet stäerken. D'Differenzen tëschent de



Memberlänner, wat déi national Regelunge vun de Schuedenersatzkloen uginn, solle verklengert ginn.

De Rapprochement vun den nationale Regele, wéi et d'Direktiv 2014/104/UE virgesäit, limitéiert sech net eleng also op d'Violatioune vun europäesche Konkurrenzregelen, mä couvréiert och d'Violatioun vun nationale Konkurrenzregelen. Dëse Gesetzesprojet verbessert also d'Konditiounen, andeem et méiglech ass, fir eng Reparatioun vum Schued, dee verursaacht ginn ass duerch d'Violatioun vun europäeschen an nationale Konkurrenzregelen, ze erhalen.

Wann dat europäescht an nationaalt Recht parallel ugewannt gëtt, regelt de Règlement N°1 vun 2003 vun der EU de Rapport vun den Artikelen 101 an 102 vum Traité an den nationale Konkurrenzrechter.

Am Beräich vun der Konkurrenz sinn déi pertinent Preuen, déi en Demandeur brauch, fir seng Demande gutt ze begrënnen, an der Regel vum Défendeur oder vun Drëtten zréckgehalen. Dës Situatioun gëtt och als „Asymétrie de l'information“ beschriwwen. Déi Schwiegerkeet, déi d'Demandeuren erlieden, fir all Elementer fir d'Preuen ze kréien, ass eng vun den zentrale Barrière vu Schuedenersatzkloe respektiv a Konkurrenzaffären.

Wann hien den Destinataire vun enger Unuerdung fir den Noweis vu Beweiser vun engem Riichter ass, fällt d'Beweislaascht op den Défendeur. Dëse muss och Accès op Beweiselementer vun den Demandeurs oder Drëtten hunn. Also béid Parteie mussen jeeeweils kënnen Accès hunn zu Informatiounen, déi déi aner Säit eigentlech huet an net fräiwëlleg erausgëtt. Déi béid Parteie vun der Prozedur hunn also d'Méiglechkeet, fir de Riichter ze froen, dass dësen d'Verbredung vu gewëssenen noutwendegen Informatiounen verlaangt.

Änlech wéi bei der Approche vun der Direktiv 2004/48/CE, bezunn op de Respekt vun de Rechter vum geeschtegen Eigentum, ass d'Zil, fir ze garantéieren, dass all Prozessparteien en effektiven, minimalen Accès op Beweiselementer hunn.

Am Hibleck op d'Demandeure wäerten d'Beweiselementer dozou déngen, d'Stéckhaltegkeet vun hirer Demande fir Schuedenersatz ze begrënnen. Wat d'Défendeuren ugeet, esou sollen dës en zoutreffende Moyaen zur Défense erméiglechen kréien. Fir dës minimalistesche Charakter ze garantéieren, kann nëmmen ee Riichter d'Verbredung vu Beweiselementer, déi vun der Partie adverse oder vun Drëtten zréckgehalen ginn, ordonnéieren. D'Nécessitéit, den Empfang an d'Proportionalitéit vun dëser Verbredung ënnerleien engem strikte Contrôle vum Geriicht.

Fir ze verhënnern, dass d'Verbredung vu Beweiselementer der Mise en œuvre vu Konkurrenzregele vum effentleche Beräich schuet, si Limite virgesinn. Dës Limite protegéieren de confidentielle Charakter vun de Beweiser, déi vum Dossier vun enger Konkurrenzautoritéit kommen. Hei handelt et sech konkret ëm Deklaratiounen, déi vun Entreprisén gemaach ginn, besonnesch wat eng Demande op d'Uwendung vun enger Krounzeieregelung an d'„propositions de transaction“ ugeet. D'Verbredung vun esou Dokumenter kann esou ni am Kader vun enger Schuedenersatzklo ordonnéiert ginn, also och net vum Riichter.

Dergéint kënnen awer aner Kategorie vun Dokumenter, déi vun de Konkurrenzautoritéiten zréckgehalen ginn, verbreet ginn, mä nëmmen, wann d'Konkurrenzautoritéit hir Procédure à huis clos gemaach huet, an dëst sous peine d'irrecevabilité. Et handelt sech hei ëm Kategorie vun Informatiounen, déi keng Restriktiounen, wat hir Verbredung ugeet, kennen. Dës kënnen nëmmen als Beweismëttel an enger Schuedenersatzklo vun där Persoun oder hirem Successeur benotzt ginn, déi Accès zum Dossier kritt huet.

Fir den Affere vu Violatioune vu Konkurrenz eng rasonabel Méiglechkeet fir eng Schuedenersatzklo an en héijen Niveau vu Rechtssécherheet fir all betraffe Parteien ze garantéieren, sinn déi applikabel Verjährungsfristen déi vum Droit commun, an dëst ass an der Applikatioun vun den Equivalenz- an Effikasitéitsprinzipien ze betruenen.

Dëse Gesetzesprojet stellt déi néideg Mëttel zur Verfügung, déi et de betraffene Parteien erlaben, hire Rechtssträit op konsensuell Aart a Weis ze klären, dëst ouni dass dës Fäegkeet en Afloss op hir Rechter wäert hunn, e Gerichtsverfahren am Fall vun engem Échec anzeféieren.

Schlussendlech muss nach gesot ginn, dass dëse Gesetzesprojet keng Auswierkungen op de Statsbudget wäert hunn.

All weider technesch Detailer fannt Der am schréffleche Rapport vum Här Claude Haagen. Dat gesot, géif ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text abréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt wëllt ech dem Rapporteur, dem Claude Haagen, Merci soe fir säi schréffleche Rapport, an dem Rapporteur ff., dem Kolleeg Alex Bodry, fir säi mëndleche Rapport. Et ass eng interessant Matière, eng komplex, technesch Matière. Et wier vill ze soen, mä mat fënnf Minutten ass dat elo hei am Plenum mer net méiglech.

Ech wëllt drop hiweisen an och aktéiere loosse, datt, wéi 2008 d'Kommissioun de Livre blanc erausginn huet, ech mat engem Confrère fir Lëtzebuerg d'Etüd hei iwwert d'Jurisdiction luxembourgeoise gemaach hunn, wéi ee kéint d'Konkurrenzrecht méi effektiv am Kader vu Kloe vun Dommages-intérêts ëmsetzen.

De Rapporteur, beziungsweis säi Stellvertreeder, ass hei op déi verschidden technesch Detailer agaangen. De Meritt vun dësem Gesetz, wou mer d'europäesch Direktiv zum Deel ëmsetzen, ass, datt et homogen Regeln an all EU-Juriditioun ginn. Dat heescht, souwuel de Consommateur wéi d'Entreprise weess, op wat se sech aloossen a wat fir eng Regeln ze befollegen sinn. Ech ënnersträichen och, datt mir eng Optioun vun der Direktiv net ëmgesat hunn. Dat heescht, déi Optioun, fir kollektiv am Droit de la concurrence kënnen ze kloen, also d'kollektiv Kloen, hu mer net ëmgesat.

D'Mediatioun ass och virgesinn. D'Mediatioun ass och e wichtige Facteur. Net nëmmen am Kader vun der normaler Procédure civile, mä besonnesch an esou engem Domän wéi dem Konkurrenzrecht kann d'Mediatioun eng reell Plus-value si fir béid Parteien. Vergiesse mer net, datt mer awer hei oft an engem sensibele Beräich sinn, well d'Entreprises dann no deenen neie Prozeduren eng Rei Donnéeën musse fräiginn!

Ech profitéieren awer vun deene puer Minuten, déi mer nach bleiwen, fir op eng Problematik hinzewiesen. D'Association luxembourgeoise pour l'étude du droit de la concurrence huet se ugeschnitten an engem vun hire Rapporten, an de Conseil de la concurrence huet den 31. Oktober e Rapport vun engem Groupe de travail publizéiert, ob ee soll hei zu Lëtzebuerg e Contrôle a priori vun de Concentratiounen aféieren oder net.

Här President, Lëtzebuerg ass dat eenzeg Land, wat esou e Contrôle a priori net kennt. All déi aner EU-Juriditiounen hunn een. Esou e Contrôle a priori kléngt prima facie gutt, well e géif eng juristesche Sécherheet bréngen. Et muss een, éier datt esou eng Operatioun zustane kënnt, de Conseil de la concurrence saiséieren, an dee seet dann entweder jo oder neen.

Elo ass natierlech hei zu Lëtzebuerg, mir sinn e kleng Marché. Wann een elo all kleng Fusioun, Concentratioun muss notifiéieren, da maache mer am Fong dat, wat mer net sollt maachen, näämlech da maache mer en Alourdissement vun der Procédure administrative.

An deem Rapport seet de Groupe de travail, et sollt ee fir d'Éischt op e Wee vun enger Notification volontaire goen an dann duerno an enger zweeter Phas op eng Notification obligatoire. Ech mengen, et misst een eng Richtung aschloen, wann een dat wëllt, well wann een et volontaire mécht, weess een, datt sech net dorunner gehale gëtt.

De Marché hei zu Lëtzebuerg ass awer kleng. Wann een dat wëllt, stellt sech d'Fro: Wat fir eng Kritären hëlt een a Considératioun? Ass et de Chiffre d'affaires oder d'Part de marché? Dee Groupe de travail schléit de Chiffre d'affaires vir.

Wat fir een Test hëlt een, zemoos an engem Marché wéi Lëtzebuerg, well do ee ganz schnell zum Beispill kann och eng grouss Part vum Marché occupéieren? Hei schléit de Groupe de travail de sougenannten Test vun „significant impediment to effective competition“ vir. Wann een dee Contrôle a priori wëllt, muss ee sech och bewusst sinn, datt de Conseil de la concurrence muss massiv - an ech betone massiv! - opgestockt ginn, well do dann Honnerte vun Dossierer erakommen.

Et ass eng Debatt, Här President, déi ee soll féieren. Et ass eng Debatt, déi ee soll an aller

Serenitéit féieren. Et muss ee wierklech hei ganz genau Pro a Kontra ofweien, éier mer esou e Contrôle a priori hei zu Lëtzebuerg géifen aféieren.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der CSV zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gloden. An nächste Riedner ass den Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Den Alex Bodry hat elo just scho gesot, ech hat mer dat awer och hei preparéiert, am Wäissbuch vun 2008 iwwert d'Schuedenersatzaktiounen huet d'Europäesch Kommissioun d'Schied, déi d'Affere vun anticoncurrentielle Praktiken erliden, op e puer Milliarden Euro geschätzt. Ech hunn zwar effektiv laang nogsicht. Ech hunn de geneeë Montant net fonnt. Mä wéi gesot, et ass eng héich Zomm.

Zu dëse Praktike gehéiere virun allem déi illicite Ententen, also d'Accorden tëschent Entreprises, Décisiounen tëschent Associatiounen vun Entreprises an déi concertéiert Praktiken, also virun allem déi präislech Ofsproochen. Vergiesse mer awer net och d'Mëssbräich, déi aus enger marktbeherrschender Positioun kommen, déi sougenannt Abus de position dominante!

D'Kommissioun huet an engem Communiqué am Summer 2009 Folgendes geschriwwen: «Toute personne ou entreprise lésée par des pratiques anticoncurrentielles telles que celles décrites ci-dessus peut porter l'affaire devant les tribunaux des États membres pour obtenir des dommages et intérêts. (...) dans les affaires portées devant les juridictions nationales, une décision de la Commission constitue une preuve contraignante de l'existence et du caractère illicite des pratiques en cause. Même si la Commission a infligé des amendes aux entreprises concernées, des dommages et intérêts peuvent être accordés sans que le montant en soit réduit au titre de l'amende infligée par la Commission.»

Dat si kloer Wierder vun der Kommissioun an eng Warnung un all déi Betriber, déi mengen, si këimen ongeschuer duerch d'Liewen a si bräichte sech net un d'Regele vum fräie Markt, vum fräie Bannemaart ze halen, andeems se aner Betriber, dacks méi kleng Betriber, duerch illegal Praktike versichen an d'Knéien ze zwéngen.

Här President, d'Wirtschaftswelt ass zu engem groussen Deel geprägt vu Muechtspiller, déi sech op d'Käschte vun der fräier Konkurrenz an domat op d'Käschte vun de Konsumente maachen.

«Le monde industriel est celui d'une pluralité irréductible de préférences et de pouvoirs», schreift de Professer Alexis Jacquemin a sengem Buch «Sélection et pouvoir dans la nouvelle économie industrielle», dat 1985 erauskoum. «Une saisie de cette réalité, dans sa diversité et sa mouvance, est un objectif important à la fois pour le scientifique et le politique.» Jo, grad d'Politik dierf d'Aen net zoumaache virun dëse Muechtspiller a Konzentratiounsbestriewungen, duerch déi vill Schued kann ugeriicht ginn. Duerfir brauch et deen néidegen Dispositif juridique.

Mat dësem Gesetzesprojet sollen deemno d'Rechter vun all deene gestärkt ginn, Konsumenten a Betriber, déi duerch Aktiounen, déi manifestement géint d'Konkurrenzrecht verstoussen, geschiedegt goufen. Doriwwer eraus sollen d'Konsumenten an d'Betriber, déi duerch Karteller e Schued erliden hunn, dëse Schued méi séier a virun allem méi einfach viru Geriicht akloe kënnen an ersat kréien.

Eise Konkurrenzrot huet jo a sengem Avis preziséiert, dass nëmmen weening Affere vu Praktiken, déi anticoncurrentiel sinn, hire Schued reparéiert kréien. Dat huet och domat ze dinn, dass am europäesche Bannemaart déi administrativ Sanktiounen par rapport zu den zivilen Sanktiounen bevirzucht ginn. Dat huet och domat ze dinn, dass bis ewell den Zougang op Dokumenter an d'Elementer, déi noutwendeg sinn, fir de Schued ze beweisen, sech als schwierereg erweisen huet.

Dëse Gesetzesprojet huet als Zil, den Zougang zur Justiz ze vereinfachen an derfir ze suergen, dass eben d'Affere eng zefriddestellend Entscheedung fir de Schued, deen hinnen zum Beispill duerch e Präiskartell zougefüügt gouf, kréien. Well d'Konditiounen, fir d'Affere ze entschuedegen, iwwert dëse Wee verbessert ginn, hëlleft dat natierlech och, de Respekt vun de Konkurrenzregelen ze verstärken.

Här President, mir brauchen e gutt funktionéierende Markt, wou déi bestrooft kënnen ginn, déi sech net un d'Spillregelen halen an aneren domadder Schued zoufugen. De Bannemaart soll jo och a grad e fräie Markt sinn. All Verdréiung vun der Konkurrenz soll ënnerbonnen a gegebenenfalls sanktionéiert ginn.

Dëst gesot, wëll ech nach un en Zitat vum Mark Twain erënneren, deen eemol gemengt huet: „Eng gutt Ried huet en Ufank an en Enn. A béid sollten zimlech no beienee leien.“ Ech hoffen, dass ech deem Wonsch gerecht gi sinn. An ech schléissen duerfir direkt, ouni awer ze vergiessen, deem zurzäit dach vill geplote Rapporteur fir säin exhaustive Bericht ze félicitéieren an den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Bei mir wäerten dann den Ufank an d'Enn vun der Ried ganz kuerz beienee sinn.

(Hilarité)

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi a géif natierlech och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Anzia. An nächste Riedner... Wou ass en? Ech hat den Här Roy Reding hei stoen.

► **Une voix.** - Deen ass net hei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Majo dann!

(Interruptions)

► **Une autre voix.** - Nächsten!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann ass et deen Nächsten. An dat ass keen anere wéi den Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci villmools, Här President. Ech wäert dann och ganz kuerz sinn an dem Rapporteur an och der Kommissioun villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach hu fir deen exzellente Rapport.

Ech wëll vläicht just op ee Punkt agoen, deen den Här Gloden nach ugeschwat huet, näämlech dee vum Contrôle a priori vu Concentratiounen zu Lëtzebuerg. Ech mengen, hien huet eng Analys gemaach, déi richtig ass, näämlech déi, dass, wa mer vu Simplification administrative schwätzen, mer och net kënnen dat soen an op där anerer Säit ëmmer erëm nei Regeln an nei Konditiounen aféieren.

Duerfir sinn ech och skeptesch, fir dat ze maachen, speziell och, wann ech mer ukucken, wat dat effektiv vun zousätzlech Personal géif bedeuten, vu Personalkäschte géif bedeuten, a virun allem am Kontext dovunner, dass mer eigentlech jo bis elo nach keng Problemer mat deem dote Sujet haten. Duerfir sinn ech och éischter skeptesch, fir dat sollen anzeféieren.

Pour le reste, wéi gesot, mengen ech, ass dat heiten e wichtige Projet. An ech soen alle Fraktiounen Merci fir hir Zoustëmmung dozou.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da si mer elo prett, fir iwwert de Projet ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6968 et dispense du second vote constitutionnel

Et ass de Projet de loi 6968. An ech géif d'Ofstëmmung da lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass...

(Interruption par Mme Martine Mergen)

Ech ginn lech eng Chance, Madamm Mergen. ...ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6968 ass mat 57 Stëmmen, 0 Neen an Abstentiounen domat eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6968 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Boffending, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle



Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass de Projet de loi 7001 iwwert d'Personal am Enseignement fondamental. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Lex Delles.

9. 7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles** (DP), rapporteur.- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, et geet bei dësem klengen Projet de loi ëm d'Ëmsetze vun engem Accord, deen den 22. Februar vum Éducationnsminister Claude Meisch zesumme mam Syndicat national des enseignants, dem SNE, ënnerschiwweg gouf.

An dësem Accord hunn déi zwou Parteie festgehale, wéi se am Fondamental laangfristeg wëllen an d'Qualitéit vun der Schoul investéieren, fir all de Kanner déi beschtméiglech Chancen ze ginn, an der Schoul ze réusséieren an hinne soumat besser Zukunftsperspektiven ze bidden.

Nieft dem Schafe vun engem onofhängegen Observatoire national de la qualité scolaire, enger besserer Betreuung vun de Schüler mat Verhalensopfällegekten oder Léierschwieregkeeten, der neier Orientéierungsprozedur oder den neie Bilanen, war och d'Tâche vun den Enseignanten ee Punkt, op dee sech de Ministère konnt, no engem éierlechen an oppenen Dialog mam SNE, eenegen.

Esou gëtt, mindestens bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod, net un der Tâche vun den Enseignanten direkt gefréckelt an och bleift de System vun den Altersdéchargen deen nämlechen.

Mä, Här President, wat sech allerdéngs mat dësem Projet de loi ännert, ass d'Unzuel u Stonnen, déi am Kader vun der Formation continue mussen vun den Enseignanten aus dem Fondamental gelescht ginn. Esou gesäit dëse Projet de loi vir, déi Stonnen ze verduebelen, also vun elo aacht op dann duerno 16 Stonnen d'Joer ze erhéien. D'Schoulpersonal huet nämlech haut méi wéi jee eng grouss Verantwortung ze droen. Nieft dem reng Schouleschen hu si och e wichtige Rôle, fir d'Kanner mat ganz ënnerschiddlecher Hierkonft, Kulturen an Talenter zesummenzeféieren. Dës Heterogenitéit ass ouni Zweifel eng grouss Chance fir eis Gesellschaft, ma si bréngt op schouleschem Plang och esou munch Erausforderung mat sech, mat där ee sech muss intensiv ausereesetzen.

Eng Formation continue soll een net als Cours d'appui fir d'Enseignanten ugesinn. Eng Formation continue soll hëllefen, aus den Erfahrungen vun aneren Enseignanten ze léieren, nei pädagogesch an didaktesch Methode kënne ze léieren oder fir allgemeng d'Schoul un d'Erkenntnisser vun haut unzepassen.

Aus deenen nämlechte Grënn ass et ze begrëssen, dass och d'Chargés de cours an Zukunft solle 16 Stonnen d'Joer an d'Formation continue goen. Si si feste Bestanddeel vun eise Schoulen an et ass domat logesch, dass och si sech sollen duerch d'Formationen weiderbilden kënnen.

Här President, zu dësem Projet de loi sinn och Avisen erakomm. Ee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, an deem si keng Bedenke geäussert hunn. A sengem Avis vum 5. Juli huet de Statsrot sech allerdéngs dru gestouss, dass dëse Projet de loi scho sollt um Dag vu senger Publikatioun am Mémorial a Kraaft trieden. Deem gouf dunn och an der Kommissioun Rechnung gedroen, soudass d'Gesetz eréischt dräi Deeg no der Publikatioun a Kraaft triede wäert.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kollegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och direkt den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci dem Här Rapporteur. Dann huet d'Wuert d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen** (CSV). - Merci, Här President. Also mir sinn net ëmmer averstane mat all den Accorden, déi den Här Minister mat de Gewerkschaften mécht, mä mat dësem Accord si mer averstanen. Duerfir ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci der Madamm Hansen. Den Här Engel huet d'Wuert.

► **M. Georges Engel** (LSAP). - Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. E klengen Projet de loi, sot de Rapporteur. Dann och eng kleng Ried: Mir sinn d'accord a mir ginn heimadde den Accord vun eiser Fraktioun, der sozialistescher Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci dem Här Engel. Dann huet d'Wuert den Här Adam.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*). - Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och fir de Rapport. Ech mengen, de Rapporteur war esou ausféierlech, datt en engersäits gesot huet, wat mer hei stëmmen. Dat heescht, et ass eng Verduebelung vun der Dauer vun der Formation continue fir d'Léierpersonal. An anerersäits huet en awer och gesot, wat mer net stëmmen a wat mer och net wäerte stëmmen an dëser Legislatur, dat heescht, eng aner Ännerung vun der Tâche.

An ech wollt am Fong geholl just kuerz hei d'Wuert ergräifen, well ech och en Artikel gelies hunn. Mir hunn en Accord mat enger Gewerkschaft. Mir hunn awer an der Éducation och zwou Gewerkschaften, an do war eben och eng engagéiert Léierin, déi vum Numm hier mir ganz nosteet, déi en Artikel geschriwwen huet mat der Iwwerschrëft «La goutte qui fait déborder le vase». Ech kann och novollzéien hir Argumentatioun, awer net hir Iwwerschrëft.

Wéi gesot, mir stëmmen hei eng Verduebelung vun der Formation continue a mir hunn och eng Erklärung. An ech soen nach derbäi, datt och 16 Stonnen Formation continue an eisen Aen net e Maximum ass, mä et ass e Minimum. An ech mengen och, datt ganz vill Enseignanten iwwert déi 16 Stonnen ginn.

Just eng kuerz Fro un den Här Minister: Mir hate jo an der Vergaangenheet am Règlement grand-ducal ëmmer stoën, datt een déi Formation continue an Zäit vun dräi Joer kéint maachen. Dat heescht, et kann ee se beienee maachen an et kann ee se awer verdeelen. An do kann een och een, zwee Joer Retard kréien. Ech ginn dervun aus, datt dat och mat där neier Regelung genau d'selwecht ass?

An eng zweet Fro, dat ass och, wat déi Gewerkschaftlerin hei opwerft. Et gëtt effektivt och eng ganz Rei Diskussiounen an de Schoulen, déi, ech mengen, ganz wichteg sinn a wäertvoll sinn. An et gëtt och eppes, an dat hu mer schonn, ëmmer wa mer Diskussiounen gefouert hunn, deemools ass den Här Peping, wéi en nach net Direkter vum IFEN war, och schonn an der Schoulkommissioun gewiescht an huet ëmmer gesot: D'Hospitalioun an anere Klassen, dat wier mat eng vun deene wäertvollste Weiderbildungen.

An duerfir meng Fro un den Här Minister: Gëtt et och ewell mëttlerweil eng Méiglechkeet, fir esou flott Initiative vun der Hospitalioun an anere Klassen, fir dat och ze honoréieren an unerkennen ze loossen am Kader vun der Formation continue?

A selbstverständlech bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Rapporteur, dem Här Delles, villmools Merci fir déi Presentatioun. D'ADR stëmmt dëst Gesetz och mat, huet awer eng Rei Bemierkungen.

Dat Éischt ass, et steet am Gesetzestext, et wär keen Impact financier. Wat eis gewonnen huet. Well wann d'Stonnenzuel bei der Formation continue eropgeet, dann ass wahrscheinlech awer en Impact financier domadder verbonnen. En ass vläicht net ganz grouss, mä en existéiert awer.

Dat Zweet ass, datt mer awer och wëllen drop opmierksam maachen, datt et ganz wichteg ass, fir ze kucken, datt d'Qualitéit vun der Formation continue och an d'Luucht geet. Et sinn heiansdo Coursen, déi ugebuede ginn, déi déi

beträffe Leit net zefriddestellen, sief et, datt se net méi op Lëtzebuergesch ugebuede ginn, mä ganz dacks nëmmen op Franséisch oder an enger anerer Sprooch, sief et, datt einfach den Inhalt vun deene Coursen net deene Besoinen entsprécht, déi awer d'Enseignantë gären hätten. Dat sinn emol zwou Considérationen, déi mir wëlle mathuelen.

Den Accord, dee mer hei ëmsetzen - och dat ass interessant -, weist eng nei Schwächt vun der Regierung an der Unterrechtspolitik. Et ass schonn net normal an net banal, datt d'Regierung d'Lignes directrices vun hirer Politik mat enger Gewerkschaft verhandelt. Dat ass dann anscheinend net méi elo d'Regierung selwer, déi déi festleet, net méi d'Chamber, déi se determinéiert, mä si ginn a Verhandlungen tëschent der Regierung an der Gewerkschaft da festgeluecht, d'Lignes directrices vun der Erziungspolitik bis d'Enn vun der Legislaturperiod. U sech eng remarkabel Bezeechnung vun deem, wat do geschitt!

An et weist och, wéi schwaach d'Regierung eigentlech elo ginn ass, well a ville vun hire Fuerderungen huet se sech net duerchgesat! Si wollt nei Schoulhorairen a méi Schoulzäiten; eng Fuerderung, déi net erfëllt ginn ass. Si huet sech awer beschränkt op eng Rei vun terminologeschen Ëmbenennungen. Bon, et ass vläicht e bësse méi wéi Terminologie, mä u sech ass net vill geschitt.

Regional Direktiounen ersetzen d'Inspektorat. An da gëtt et och nach eng Mediation tëschent Direkter an dem Personal, wat och u sech aussergewöhnlech ass. An da gëtt en Institutur spécialisé en développement scolaire agefouert an dofir den Instituteur-ressources ofgeschafft. Och dat ass u sech keng revolutionär Neierung.

Ech wëllt awer hei net nëmme Kritik maachen. Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, datt d'ADR och hei am Wiese vun der Primärschoul eng grondleeënd aner Politik verfolge, wéi déi vun der Regierung. Fir eis ass et net Zil an Zweck vun der Schoulpolitik, fir Instituteurs spécialisés en développement scolaire anzeféieren. Eis geet et ëm eppes anescht. An ech wëll dat hei just an dräi Punkten ukënnegen, ganz kloer, wou et bei eis higeet.

Éischtens: Den Niveau an der Schoul muss erëm dättelech eropgesat ginn. Den Nivellement vers le bas gëtt gestoppt an de Leeschtungsprinzip erëm agefouert, och an de Primärschoulen.

Dat Zweet ass: De Lëtzeburger Schoulsystem, deen ass do, fir eis national Identitéit ze erhalen, eis traditionell Dräisproochegkeet ze erhalen an un déi nächst Generatiounen virunzeginn.

An drëtzens: Lëtzebuergesch ass Schoul-sprooch, Ëmgangssprooch an Integratiouns-sprooch an all Lëtzeburger Schoul.

Dat sinn déi dräi Grondfeiler vun deem, wat mir wäerten de Leit an de Primärschoulen, am Wiese vun de Primärschoulen an eise Wahlprogramm versprochen. Et ass eppes ganz anescht, wéi dës Regierung et mécht. An et ass eng Politik, déi ganz kloer drop hiweist, aus eise Primärschoulen erëm gutt Schoulen ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Roy Reding** (ADR). - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och dem Här Kartheiser. Dann den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Merci, Här President. Et ass gesot ginn, d'Schoulpersonal huet hautzudaags nach méi Verantwortung oder ëmmer méi Verantwortungen doduerch, datt d'Gesellschaft ëmmer méi kompliziéiert gëtt an heterogen gëtt. An dat stëmmt och!

Mir wëssen och, datt d'Schoulpersonal am Fondamental - awer net nëmmen am Fondamental, mä och haaptsächlech am Fondamental - u sech net onbedéngt e ganz einfachen Oflaf, Dagesoflaf, Wochenoflaf oder Joresoflaf huet. Et ass och net onbedéngt e Beruff, deen een ageet, wann een dovunner ausheet, datt een net vill ze dinn hätt. Am Géigendeel! Ech mengen, wann een elo mam Schoulpersonal schwätzt, och méi Jonker, da mierkt een oft - dat weess een an dat gëtt och duerch d'Gewerkschaften relayéiert -, datt se staark, ëmmer méi staark iwwerfuert sinn.

D'autant plus, datt jo, duerch déi lescht Reformen, notamment 2009, d'Tâche modifizéiert gouf, an doriwwer misst ee jo och eng kéier erëm diskutéieren, och mat den Interesséierten, well et kann een awer dovunner ausgoen, datt eng Tâche, iwwert déi ee muss diskutéieren, awer net onbedéngt eng besser Tâche ass, net onbedéngt eng Tâche, wou een ëmmer méi ze dinn huet an déi ëmmer méi bürokratesch a formal organiséiert gëtt.

Dat heiten ass eng kleng Gesetzesännerung. Et gëtt vu Formation continue geschwat, well een dovunner ausheet, datt d'Schoulpersonal Formation continue brauch. Ech gi souwiso dovunner aus, an dat wësse mer jo och all, datt déi meescht souwiso informell eng Formation continue maachen. An et gouf och gesot, et ass jo mat enger Gewerkschaft ofgeschloss ginn, mä net mat där anerer Gewerkschaft, dem SEW, ofgeschloss ginn. Ech weess net, ob dat eng gutt Method ass, mä et ass awer de Fakt.

A grad eng Gewerkschaft, déi awer relativ bekannt ass derfir, fir eng Memberschaft ze hunn, déi ganz engagéiert ass an déi och selwer Formationen mécht! An et kann een net dovunner ausgoen, datt esou eng Gewerkschaft der Meenung ass, datt Formationen continue net wichteg wier. Mä et gëtt einfach dohinnergesat, datt déi Leit einfach erëm eng kéier aacht Stonnen méi mussen schaffen, pro Joer zwar, dat klénkt net vill, mä si hu scho souwiso Augmentatiounen gehat an der Tâche an deene leschte Joren, datt dat einfach esou eng Verbesserung wier.

Mir mengen net, datt dat eng Verbesserung ass. Mir mengen, dat ass éischer eng bürokratesch Mesure, déi geholl gëtt. A mir sinn der Meenung, datt, wann iwwert d'Verbesserung vum Enseignement an engem komplexen Environnement am Fondamental diskutéiert gëtt, een awer erëm eng kéier misst fundamental mat den éischten Interesséierten - déi hu vill ze soen! - diskutéieren, fir iwwert déi Tâche ze diskutéieren.

Aus deene Grënn wäerte mer deem Projet de loi eis Zoustëmmung net ginn. Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet den Éducationnsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*. - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och dem Rapporteur Merci gesot fir seng Explikatiounen. Woubäi esou vill jo och net ze explizéiere war.

Ech wëll nach eng kéier preziséieren, datt et schonn eng Ligne directrice hei ass vun der Politik vun der Regierung, fir Schoulqualitéit ze assuréieren, andeems mer an d'Qualitéit vun den Enseignanten investéieren. Dat maache mer am Beräich vun der Initialausbildung. Dat maache mer am Beräich vun der Berufsaufklärung. Dat maache mer och elo am Beräich, méi staark nach wéi bis ewell, vun der Formation continue. Och duerfir hu mer jo viru gutt engem Joer den Institut de formation de l'éducation nationale gegrënnt, deen eben heimadde derchargéiert ass.

Ech sinn d'accord mat all deenen, déi soen, d'Stonnenzuel eleng, dat ass dat eent, mä d'Qualitéit vun där Formation ass natierlech och dat aner. Mä do hunn ech awer absolut Vertrauen an den IFEN, datt en do op där Schinn weiderfiert, wéi en am Laf vum leschte Joer sech och voll entwéckelt huet, an nach méi och u Qualitéitsentwécklung do ënnerrhëlt.

Et sinn eng Rei vu präzise Froen gestallt ginn.

Et bleift derbäi, datt mer eng Moyenne wäerten huelen hei iwwer dräi Joer, datt een also net déi 16 Stonnen an engem Joer muss absolvéieren hunn, mä datt et der dann 48 an dräi Joer sinn. Et ass d'ailleurs och esou, datt dee Schrëtt hei an der Realitéit net onbedéngt eng Verduebelung aus par rapport zur Realitéit, déi mer haut hunn.

Mir hunn emol eng kéier gekuckt, wat an der Moyenne da vu Formation continue vun den Enseignanten aus dem Fondamental gemaach ginn ass déi lescht Joren. An obscho mer eigentlech elo iwwert d'Gesetz jo aacht Stonnen obligatoresch virgeschriwwen hunn, sinn der schonn zwielf gemaach ginn, wat awer och emol eng kéier soll gesot ginn. Do ass méi Engagement vun der Säit vun den Enseignantë gelescht ginn, fir a sech selwer, also an eng Professionalisierung ze investéieren, wéi dat vun eiser Säit aus virgeschriwwen ginn ass.

Eng aner Fro vum Claude Adam war déi, ob mer Hospitaliounen - wou een also als Enseignant bei en aneren Enseignant an eng Klass kucke geet, fir ze gesinn, wéi deen eng Method an der Praxis ëmsetzt -, ob mer déi och considéieren. Als Formation continue: Jo, ënnert der Bedéngung, datt dat mam Inspekter ofgeschwat ass an datt deen dat dann och fir sënnavoll fënn, fir grad dohinner ze goen, an datt een och dovunner eppes ka léiere fir seng eege professionell Entwécklung. Dann ass do eng



Stonn och gläichbedeitend mat enger Stonn Formation continue vum IFEN oder soss enzwousch.

Ech wëll fir déi breet Zoustëmmung hei Merci soen. Wéi gesot: Et ass e ganz einfachen Text, e ganz kuerzen Text, mä trotzdeem stécht ganz villes derhannert, well mer awer wierklech nëmmen eng gutt Schoul behalen duerch gutt Enseignanten. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7001 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7001 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 58-mol Jo an 2-mol Neen. Domat ass de Projet 7001 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent

Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par

M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

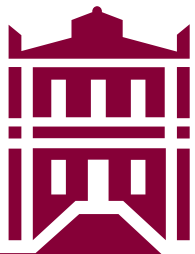
Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm a gesinn eis muer de Mëtten um zwou Auer erëm. Merci a bis muer.

(Fin de la séance publique à 16.18 heures)



SÉANCE 5

MERCREDI,
16 NOVEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Dépôt d'une résolution par M. Marc Angel

- M. Marc Angel

4. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

- M. Laurent Mosar

5. Dépôt d'une motion par M. Kartheiser

- M. Fernand Kartheiser

6. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

7. Question élargie n°20 de M. Fernand Kartheiser au sujet des relations avec la Turquie et sur d'éventuelles sanctions

Résolution de M. Marc Angel relative à un appel aux autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie, à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi avec les régions à majorité kurde et à s'opposer à la réintroduction de la peine de mort

Résolution de M. Laurent Mosar relative à un gel des négociations d'adhésion à l'UE avec la République de Turquie, à la continuation du dialogue géopolitique et de coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense, à l'approfondissement des relations commerciales, à la modernisation de l'union douanière et à la poursuite de la coopération au niveau de la politique migratoire

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect des valeurs européennes, des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la liberté de presse, de la liberté de l'opposition politique, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Grèce, de l'intégrité territoriale de la Chypre et à la reconnaissance du génocide arménien

- M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel (interventions de M. Laurent Mosar et M. Claude Wiseler), Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam (intervention de M. Fernand Kartheiser), M. David Wagner (intervention de M. Gast Gibéryen)

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- M. Fernand Kartheiser, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur la résolution de M. Marc Angel (adoptée)

- Vote sur la résolution de M. Laurent Mosar (rejetée)

- Vote sur la motion de M. Fernand Kartheiser (rejetée)

8. 6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding

- Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Edy Mertens, M. Gérard Anzia

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6979 - Projet de loi portant modification

I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et

II. du Code du travail

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum

- Prises de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette

- Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler

- Discussion générale: Mme Martine Mergen (dépot d'une motion), M. Franz Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture

- M. Michel Wolter, M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Eugène Berger

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Nicolas Schmit et M. Romain Schneider, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Neen, Här Président.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci, Här Ausseminister.

2. Ordre du jour

Ech ginn dovun aus, wa meng lescht Informatioun richteg sinn, dass elo direkt eng Rei vu Resolutiounen respektiv Motiounen deponéiert ginn. Ass dat esou?

(Assentiment)

Den Här Angel huet d'Wuert.

3. Dépôt d'une résolution par M. Marc Angel

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Jo, Merci, Här Président. Ech wollt am Numm vun ons alleguer, vun alle Parteien hei an der Chamber, eng Resolutioun zur Situatioun an der Türkei hei areechen. Den 11. November ass eis per Courrier électronique eng Propos vun engem Text vun déi Lénk zoukomm. Déi hu mer ganz iwwerholl a mir hunn an der Kommissioun op meng Suggestiounen hin déi nach erweidert. Duerfir wollt ech déi elo ofginn. Zum Contenu wäert ech dann herno schwätzen.

Ech wëll just ënnersträichen: Si ass vun alle Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn, gedroen. Wann ech gelift!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés, constatant

- qu'au mois de mai 2016, la Grande Assemblée nationale de Turquie a décidé de suspendre l'immunité parlementaire de 138 députés, vote rendu effectif par promulgation du Président de la République de Turquie le 7 juin 2016;

- que cette suspension de l'immunité parlementaire a été dénoncée par le Parlement européen, en date du 9 juin 2016, comme un déni de droit et une atteinte à la liberté d'expression;

- qu'en date du 20 mai 2016, la Commission européenne a exprimé de sérieuses préoccupations à l'égard de cette décision;

- que la Commission de Venise recommande la réinstauration de l'inviolabilité des députés dans son avis du 14 octobre 2016;

- que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dans sa résolution du 22 juin 2016, s'est montrée très inquiète par la détérioration du fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie;

- que suite au coup d'État manqué du 15 juillet 2016, le Gouvernement de la République de Turquie a mis en branle une vaste opération de suspensions ou d'arrestations de fonctionnaires ou de citoyens;

- que plus de 140 journalistes, dont le rédacteur en chef du principal quotidien d'opposition du pays, Cumhuriyet, ont été placés en état de détention ou d'arrestation et que près de 200 organes de presse ont été fermés suscitant ainsi la protestation au niveau international des organisations et syndicats de journalistes;

- qu'en date du 3 novembre 2016, le Procureur d'État a ordonné l'arrestation de dix députés issus du parti HDP, dont les deux coprésidents du parti;

- que depuis ce coup d'État manqué, le Président de la Turquie et un nombre de politiciens turcs se sont montrés favorables à plusieurs reprises à la réintroduction de la peine de mort;

- que la Commission européenne a constaté, dans son rapport sur la Turquie du 9 novembre 2016, une détérioration de la situation concernant l'indépendance de la justice et de la liberté d'expression;



- qu'en date du 11 novembre 2016, près de 370 ONG ont été suspendues par décret gouvernemental,

condamne

- les arrestations des députés du Parlement de la République de Turquie, lesquelles constituent des violations graves des droits démocratiques incompatibles avec les principes d'un État de droit;

- la suspension systématique de fonctionnaires et de chercheurs;

- les atteintes répétées à l'encontre de la liberté de la presse perpétrées en République de Turquie qu'aucune mesure de sécurité intérieure ne saurait justifier;

- les répressions contre la société civile;

- la discussion concernant la réintroduction de la peine de mort qui signifierait l'abandon des valeurs fondamentales de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe,

exprime

- sa ferme condamnation de la tentative de coup d'État du 15 juillet, en déplore les nombreuses victimes, et reconnaît la nécessité d'y apporter une réponse proportionnée;

- son soutien à la population de la République de Turquie désireuse de défendre les valeurs de la démocratie et de l'État de droit;

- sa solidarité avec les députés du Parlement de la République de Turquie et les chercheurs, fonctionnaires et journalistes arrêtés pour des raisons politiques;

- sa ferme condamnation des attaques terroristes en Turquie et sa solidarité avec les victimes et leurs proches;

- sa conviction qu'il doit être mis fin à toute violence et à toutes les attaques terroristes et que les armes doivent être rendues,

appelle

- les autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie en cessant les poursuites envers des députés élus par le suffrage universel, de ses propres fonctionnaires, des chercheurs et des journalistes pour des raisons politiques;

- le Gouvernement de la République de Turquie à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi qui est essentiel pour mettre fin aux violences dans les régions à majorité kurde et pour y garantir la démocratie et la stabilité;

- les autorités de la République de Turquie à s'opposer clairement à la réintroduction de la peine de mort et à coopérer pleinement avec tous les organes du Conseil de l'Europe.

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Anne Brasseur, Fernand Kartheiser, Laurent Mosar, David Wagner.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Den Här Mosar huet d'Wuert.

4. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, ech déposéieren am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Resolution zum selwechte Sujet.

Résolution

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'adhésion de la République de Turquie à l'Union européenne et à ses prédécesseurs est un objectif formulé par les autorités turques depuis la fin des années 1950;

- rappelant que la procédure d'adhésion de la République de Turquie à l'Union européenne a été déclenchée le 3 octobre 2005 avec l'ouverture de six chapitres de l'acquis communautaire;

- condamnant avec fermeté les récentes arrestations de députés et de comaires kurdes ainsi que de journalistes d'opposition;

- condamnant d'une manière générale les purges politiques de ces derniers mois avec l'emprisonnement de dizaines de milliers de juges, de magistrats, de policiers, de militaires et de fonctionnaires;

- s'inquiétant tout autant des engagements du Président Erdoğan relatifs à un rétablissement de la peine de mort par le Parlement turc;

- considérant que la Commission européenne dénonce également le retour en arrière de la République de Turquie dans le respect des critères d'adhésion;

- rappelant les critères d'adhésion de l'Union européenne, définis lors du Conseil européen de Copenhague de 1993, imposant aux pays candidats des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, le respect des droits de l'homme ainsi que le respect des minorités et leur protection;

- constatant que le Gouvernement de la République de Turquie ne respecte à l'heure actuelle ni

l'État de droit, ni les droits de l'homme, ni les minorités kurdes et leur protection;

- considérant que la République de Turquie est un allié au sein de l'OTAN et joue un rôle géostratégique particulièrement important;

- considérant que l'Union européenne est liée à la République de Turquie par des accords commerciaux et que les relations bilatérales se sont toujours développées dans un cadre propice au commerce;

- considérant que les accords commerciaux précités revêtent aujourd'hui une importance encore plus accrue au vu de l'actualité politique afin de maintenir le lien avec le Gouvernement et la population turcs dans l'espoir d'un rapide retour à la normale,

1. constate que la République de Turquie ne respecte plus les principes de l'État de droit ainsi que les critères politiques de Copenhague et se met dès lors elle-même hors de la procédure d'adhésion à l'Union européenne,

2. se prononce par conséquent pour un gel des négociations avec la République de Turquie au moins jusqu'à ce que le Gouvernement turc ait retrouvé le chemin de l'État de droit et des droits de l'homme,

3. se prononce parallèlement pour une continuation du dialogue géopolitique ainsi que de la coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense avec la République de Turquie,

4. est d'avis qu'un approfondissement des relations commerciales ainsi que la continuation de la modernisation de l'union douanière avec la première puissance économique du Moyen-Orient s'imposent,

5. rappelle enfin la nécessité de la poursuite de la coopération avec la République de Turquie au niveau de la politique migratoire dans la région du Moyen-Orient.

(s.) Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par M. Kartheiser

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här Präsident, am Numm vun der ADR ass et mer eng Eier, fir eng Motioun ze déposieren, déi och d'Relatioun mat der Tierkei betrëfft. An zwar ass d'Zil dovunner ënner anerem, fir ze froen, datt d'Bäitërtsverhandlung solle ofgebrach ginn.

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Chamber,

- an déiwer Suerg iwwert d'Entwécklungen an der Tierkei, besonnesch zënter den Evenementer vum 15. an dem 16. Juli 2016,

- besonnesch schockéiert iwwert déi massiv a gravéierend Mënscherechtsverletzungen, déi an deem Land an ëmmer méi grousser Zuel geschéien, d'Verfolgung vun der politescher Oppositioun an d'Aschränkung vum der Fräiheet vun der Press,

- rëfft an Erënnerung, datt d'Tierkei un d'Anhale vun enger ganzer Rei vun internationale Verpflichtungen am Beräich vun de Mënscherechter gebonnen ass, besonnesch och am Kader vun de Vereenten Natiounen an dem Europarat, an datt si vill dovun net méi respektéiert,

- stellt fest, datt d'Tierkei d'Kopenhagener Kritären, déi d'Basis fir en eventuelle Bäitëtt an d'Europäesch Unioun duerstellen, net erfëllt, well si keng stabel Institutiounen méi huet, déi de Rechtsstat, d'Demokratie, d'Mënscherechter an de Schutz vun den nationale Minoritéiten op eng glafwierdeg Manéier kéinte garantéieren,

- ernënnert drun, datt d'Tierkei deen nördlechen Deel vun der Republik Zypern zënter 1974 a Violatioun vun internationalen, effentleche Recht militäresch okkupéiert an datt si, ënner anerem, hir Obligatiounen géintwärt der Republik Zypern am Bezuch op EU-Recht nach ëmmer net anhält,

- ass besuergt iwwer eng Rei vun Aktiounen an Deklaratiounen, déi drop hindeiten, datt d'Tierkei déi territorial Integritéit vun hire Nopeschstaten, dorënner besonnesch dem Irak, Syrien a Griichenland, net méi wëllt respektéieren,

- am Wëssen ëm déi Kriticken, déi a leschter Zäit vun enger Rei vun internationalen Organisatiounen an Netregierungsorganisatiounen géint d'Tierkei virbruecht goufen, dorënner och déi aus dem leschte Fortschrittsrapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Bäitërtsverhandlung mat der Tierkei,

fuerdert d'Regierung op,

- ëmmer op eng glafwierdeg Manéier fir de Respekt an d'Anhale vun den europäesche Wäerter

anzestoen, och am Kader vun de Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an der Tierkei,

- géintwärt der Tierkei op dem Anhale vun de Mënscherechter, dem Schutz vun de Minoritéiten, besonnesch och vun de Kurden, an der Rechtsstaatlechkeet ze bestoen,

- besonnesch och drop ze halen, datt d'Demokratie an d'Fräiheet vun der Press nees hiergestallt a respektéiert ginn, d'Rechter vun der Oppositioun nees a vollem Émfank

respektéiert ginn an d'Justiz nees onofhängeg ka funktionnéieren,

- vun der Tierkei ze verlaangen, datt si endlech de Genozid un den Armenier an anerem aus der Zäit vum Eischte Weltkrich unerkennt,

- an der NATO an an der EU d'Sécherheet an déi territorial Integritéit vu Griichenland ze thematiséieren,

- an der UNO op déi territorial Integritéit vum Irak a vu Syrien ze insistéieren an an deem Sënn den UNO-Sécherheetsrot ze invitéieren, d'Aktiounen vun der Tierkei ze iwwerwaachen,

- all Initiativen am Kader vun der UNO aktiv ze ënnerstëtzen, déi eng friddlech Léisung vum Zypern-Konflikt favoriséieren,

- an den EU-Gremien dofir anzetrieden, datt d'Bäitërtsverhandlung vum der Tierkei mat der EU ofgebrach ginn,

- dorop hinczewierken, datt d'Tierkei kann e wichtige politeschen an ekonomesche Partner vu Lëtzebuerg an der EU am Kader vun enger enker Partnerschaft sinn, wann d'Konditiounen dofir erfëllt sinn,

- op d'Afféierung vun enger Visafräiheet fir d'Tierkei ze verzichten,

- eng aner Migratiounspolitik ze bedreiwen, fir datt d'EU an deem Kontext net weider an engem Ofhängegkeetsverhältnis zu der Tierkei steet.

(s.) Fernand Kartheiser.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Déi geet dann direkt weider.

6. Ordre du jour (suite)

Mir sinn dann haut mat e bësse méi enger aussergewöhnlecher Situatioun konfrontéiert: Mir hunn zu deemselwechte Sujet eng Question élargie, déi kloer geregelt ass an eise Reglement, mir hunn zwou Resolutiounen, wou mer selbstverständlech och eng kloer Regelung an eise Reglement hunn, a mir hunn eng Motioun, nach eng Kéier datselwecht.

Vu dass mer no enger gudder Diskussioun an der aussepolitescher Kommissioun an enger gudder Diskussioun an der Presidentekonferenz zur Konkusioun komm sinn, dass et eigentlech kee Sënn géif erginn, fir elo véiermol déiselwecht Diskussioun ze féieren, wollte mer Iech proposéieren, dass mer déi Diskussiounen géifen zesumme féieren, dat heescht, d'Riedezäit och cumuléieren, sou wéi se virgesinn ass an eise Reglement, an dem Froesteller, dem Här Kartheiser, d'Méiglechkeet géife ginn, als Eischten d'Fro ze stellen an zu deene verschiddenen Texter Stellung ze bezéien. An da géifen déi aner Kollegen noeneen d'Wuert kréien, fir zu de Resolutiounen an der Motioun Stellung ze bezéien.

Selbstverständlech, vu dass mer dann eng nei Form vun Débat hei erfionnt hunn, géif den Här Kartheiser zum Schluss och nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien, fir eng Zousatzfro ze stellen, sou wéi dat bei der Question élargie de Fall ass.

Dat dote gëtt et nach net, déi dote Form vun Débat gëtt et nach net an eise Reglement. Mä wann ee mat méi exceptionnelle Situatioun konfrontéiert ass, ass et gutt, wa sech e puer Käpp zesummesetzen. An ech ginn och dovun aus, dass mer hei net riskéieren, Präzedenzfäll ze kréien.

Also nach eng Kéier kloer ausgedréckt: Als éischten Orateur géif de Froesteller kommen, deen awer och déi verschidden aner Texter géif matbehandelen, dann noeneen déi aner Kollegen, déi och zu deem Ganze géife Stellung huelen, ausser zu der Question élargie, well do ass net virgesinn, dass ee se kommentéiert. Mä wéi mer et verënnern, dat ass eng aner Saach! An da géifen d'Riedezäite kënne cumuléiert gi vu Motiounen a Resolutiounen. Dat heescht am Kloertext, dass jiddwereen eng Véierelstonn zur Verfügung hätt, ausser dem Froesteller.

Ass d'Chamber...?

Ah, den Här Ausseminister hat ech elo bal vergiess: Dee géif dann eng Kéier intervenéieren an, esou wéi dat da bei deenen anerem ass, kann da selbstverständlech och d'Riedezäit vun deene verschiddenen Texter cumuléieren. Ech mengen, dat misst largement duergoen.

Ass d'Chamber mat där doter méi ongewéinlecher Proposition d'accord?

(Assentiment)

Ech huelen dat dann zur Kenntnis mat enger grousser Satisfaktioun, dass mer och nach kënne méi aussergewöhnlech Situatiounen ganz schnell regelen. An ech ginn dann dem Froesteller, dem Auteur vun der Question élargie a vun enger Motioun, direkt d'Wuert. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

7. Question élargie n°20 de M. Fernand Kartheiser au sujet des relations avec la Turquie et sur d'éventuelles sanctions

Résolution de M. Marc Angel relative à un appel aux autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie, à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi avec les régions à majorité kurde et à s'opposer à la réintroduction de la peine de mort

Résolution de M. Laurent Mosar relative à un gel des négociations d'adhésion à l'UE avec la République de Turquie, à la continuation du dialogue géopolitique et de coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense, à l'approfondissement des relations commerciales, à la modernisation de l'union douanière et à la poursuite de la coopération au niveau de la politique migratoire

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect des valeurs européennes, des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la liberté de presse, de la liberté de l'opposition politique, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Grèce, de l'intégrité territoriale de la Chypre et à la reconnaissance du génocide arménien

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut konfrontéiert mat enger extrem seriöser Fro vun der Aktualitéit, nämlech mat deem, wat an der Tierkei geschitt. Wéi solle mir dorobber reagéieren? Wéi solle mir als Lëtzebuerg reagéieren? A wéi sollen Europa, d'Europäesch Unioun an aner europäesch Institutiounen sech zur Tierkei stellen?

D'Tierkei ass e ganz wichteg Land fir Europa. Ech mengen, et huet iwwer Jorhonnerten ëmmer eng ganz wichteg Roll gespillt, heiansdo op méi eng aggressiv Manéier, heiansdo op méi eng kulturell Manéier. Mä d'Tierkei war fir Europa ëmmer e wichtige Noper. Awer d'Fro, déi sech am Abléck stellt an zënter Jorzéngte stellt, ass: Soll déi Tierkei dann och Member an der Europäescher Unioun ginn?

Mir hunn als ADR eis ëmmer dergéint ausgeschwat, datt déi Tierkei sollt enges Daags kënne Member ginn. An ech mengen, et muss ee sech wirklech bewusst sinn, wann een do derfir ass, datt d'Tierkei ka Member ginn, wat d'Konsequenze vun esou engem Bäitëtt da wären.

D'Tierkei ass demografesch elo scho vläicht, oder geschwënn, dat demografesch gréisste Land..., oder dat wär et dann an der Europäescher Unioun. Et ass elo schonn u sech nientw Russland dat zweetgréisst - demografesch - an Europa. Et ass, wann ee vun der nuklearer Komponent ofgesäit, déi gréisst militäresch Muecht an Europa. Et huet eng Kultur, eng Geschicht, déi sech awer ënnerscheede vum Rescht vun Europa.

An d'Fro stellt sech - an zemools déi Leit, déi schonn dacks mat der Tierkei ze dinn haten, och op diplomateschem Plang, mussen sech kënne d'Fro stellen -, wéi dat da wär, wann esou eng grouss Tierkei, esou e Land mat esou vill Afloss Member wär an der Europäescher Unioun, zemools elo, wou aner Länner wéi dat Vereenegt Kinnekräich d'Europäesch Unioun wëlle verlossen.

Wéi géif déi Europäesch Unioun ausgesinn, an där eng Tierkei Member wär, e Vereenegt Kinnekräich awer net méi?

Mir si fir gutt Relatiounen mat der Tierkei. D'ADR, wéi vill anerem, ass iwwerzeegt, datt d'Tierkei e wichtige Partner vun Europa muss sinn, datt mer en Dialog brauchen, fir politesch, ekonomesch, militäresch Bezéiungen mat der Tierkei ze fleggen an ze intensivéieren.



Awer wien Europa, d'Europäesch Unioun, gär huet an hir e Wäert zougestee, egal wéi déi elo soll ausgeformt sinn, egal wéi deen Integratiounsprozess soll konkret ausgesinn, mä dee muss realistesch sinn a wëssen, datt, wann een un där Europäescher Unioun hânt, un deem Projet, fir déi europäesch Natoune méi no zesummenzeféieren op der Basis vu gemeinsame Wäerter, datt dat vläicht méiglech ass mat grouss Problemer ouni d'Tierkei, mä datt dat mat enger Tierkei net méi méiglech ass!

Mir hunn haut eng Aktualitéit, déi beaflosst ass vun deene leschte Méint, wou mer gesinn hunn, datt d'Tierkei ëmmer méi an eng Richtung vun der Diktatur geet, déi schlémmst Diktatur haut schonn ass am gesamten europäesche Raum.

Mir hu virduen och schonn dacks Schwieregkeete mat der Tierkei gehat. Mir haten hei schonn Diskussiounen, well d'Tierkei bis haut net de Genozid un den Armenier an un aneren unerkennt, deen am Kader vum Éischte Weltkrich geschitt ass. Mir haten hei Problemer, wou d'Gaza flotilla war, aner Incidenten, ëmmer erëm Rapporten, déi kommen, Informatiounen, déi kommen, datt et vläicht Zesummenhäng gëtt tëschent der tierkescher Féierung, der tierkescher Politik an dem Finanzement oder der Ënnerstëtzung vun terroriste-sche Bewegungen am Noen Osten.

Et ass keen einfache Partner. An zënter den Evénementen vum Juli 2016, wéi déi och ëmmer am Eenzelnen ze bewäerte sinn, ass dat Land rapid a Richtung vun enger Diktatur ofgerëscht. Mir kennen alleguer déi dramatesch Zoustänn, wéi se elo do sinn: d'Ofschafung vum Rechtsstat, d'Verfolgung vun der Oppositoun, d'Ofschafung vun der Fräiheet vun der Press, d'Ofschafung vun der Onofhängegkeet vun der Justiz an nach vill aner Deelaspekter vun deem, wat mer eben haut kennen a kritiséieren.

Wéi reagéiert dann elo déi Lëtzebuurger Regierung? Dat Éischt ass: Den Här Asselborn ass aus engem Interview zitéiert ginn, als hätt e vun „Wirtschaftssanktiounen“ geschwat, vläicht wor et och „wirtschaftlechen Drock“, dat ass en Term; hie kann eis dat herno soen, wéi e sech genee ausgedréckt huet.

Dat schéngt also eng Optioun ze sinn, déi déi Lëtzebuurger Regierung envisagéiert, wou een awer muss soen: Bei Wirtschaftssanktiounen sinn et jo dacks déi Leit, déi am mannste fir eng Situatioun kënnen, déi einfach Leit an der Tierkei, déi géifen am meeschten drënner leiden.

Mir kennen och d'Ineffikassitéit vu Wirtschafts-sanktiounen a ganz vill Situatiounen. Heiansdo si se kontraproduktiv. An et ass also elo näischt, wou mir als ADR op jidde Fall géife soen, mir sollten an eise Relatiounen mat der Tierkei elo op de Wee vu wirtschaftleche Sanktiounen goen, well mir mengen, datt domadder déi falsch Leit getraff ginn.

D'Fro vun de Baitrëtsverhandlungen ass awer eng ganz substanzuell. Mir hate gesot, ech hat dat gesot an der Introduktioun, firwat mir als ADR mengen, datt d'Tierkei net soll Member ginn. Dat ass eng ganz generell politesch Considération iwwert dat Verhältnis zwëschen der Tierkei an der Europäescher Unioun.

Mä doriwwer eraus gëtt et rechtlech kloer Konditiounen, fir kënnen Member an der Europäescher Unioun ze ginn. Et gëtt déi Kopenhagener Kritären. An deen éischte vun deene Kritären ass eben, datt e Stat, dee wëllt der Europäescher Unioun bättrieden, muss iwwer Institutiounen verfügen, déi dauerhaft a gläwiedeg d'Rechtsstaatlechkeet vun engem Stat, de Respekt vun de Mënscherechter an all déi demokratesch Forme kënnen erfëllen a garantéieren an ëmmer respektéieren, fir iwwerhaapt kënnen Baitrëtsverhandlungen unzefänken.

Mä et ass jo kloer, wann een déi Konditiounen muss erfëllen, fir a Baitrëtsverhandlungen ze goen, datt dat och muss de Fall si während de Verhandlungen. A fir déi, déi bättrieden, muss dat och herno de Fall sinn. Wa mer eng Europäesch Unioun wëllen hunn, déi op gemeinsame Wäerter existéiert, kënnen mer jo net Abstraktioun maache vun der Rechtsstaatlechkeet, déi awer all Memberstat muss hunn.

Den Här Asselborn, an deemselwechten Interview, gouf zitéiert, als géif en envisagéieren, déi Baitrëtsverhandlungen ze suspendéieren. En huet geschwat, si wäeren och theoretesch suspendéiert. Et ka sinn, datt elo am Abléck do näischt geschitt. Mä et ass fir eis eng prinzipiell Fro. Eis geet eng Suspendéierung vun deene Verhandlungen net duer. Mir hätte gär en Ofbroch, en definitiven Ofbroch vun esou Verhandlungen.

Et ass och schwéier fir eis nozevollzéien, firwat d'Lëtzebuurger Regierung nëmmen dervu schwätzt, esou Verhandlungen ze suspendéieren. Den Här Asselborn hat an deem Interview déi Zoustänn an der Tierkei verglach mam Naziregimm. Wann een awer e Land huet, e Land, wat ee vergläicht mat engem Naziregimm, an et schwätzt ee vu rechtsstaatleche Kritären, fir kënnen Member an der Europäescher Unioun ze ginn: Wéi passt dat dann zesummen?

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Den Här Asselborn huet och viru Kuerzem nach gesot: „Ungarn soll aus der Europäescher Unioun ausgeschloss ginn.“ Ungarn ass net vergläichbar mat der Tierkei. Wéi kann een da wëllen Ungarn ausschléissen, d'Tierkei awer wëlle mat bättrieden iwwert de Wee vu Baitrëtsverhandlungen?

Mir haten dat a Polen, well Polen verschidde Modalitéiten am Verfassungsgericht geännert huet - doriwwer kann ee schwätzen, et ass net de Sujet vun haut -, mä dat ass eng Klenggeheet géintiwwer der Entloossung opgrond vu virverfaasste Lëschte vun Dausende vu Riichter an der Tierkei! Kee Verglach! An awer eng komplett aner Astellung vun der Lëtzebuurger Regierung géintiwwer Ungarn a Polen am Verglach mat deem, wat u Schrecklecham am Abléck an der Tierkei geschitt.

Mir denken, datt eng gläwiedeg Baussepolitik einfach och do muss eng Proportionalitéit weisen, datt eng Regierung och muss dru gemooss ginn, wéi genee se differenziéiere kann an ob se och nach e Gefill huet fir d'Gravitéit vun enger Situatioun an déi Konsequenzen, déi do dermadder verbonne sinn. Et ass dat eng Fro vun der Gläwiedegkeet vum Opdrëtt vun der Lëtzebuurger Diplomatie am Ausland.

Mir brauchen net drop ze waarden, datt d'Doudesstrof soll agefouert ginn an der Tierkei. Egal wéi schlémm dat ass! Dat Land, dat foltert! Dat Land, dat verfollegt! Dat Land erkläert Leit zu Netbieger, hält hinnen hir Existenz ewech, nëmme well se an Oppositoun zum Här Erdoğan stinn. Alles dat sinn Entwécklungen, déi esou grav sinn an all eis Prinzipien an Iwwerzeegungen, eis Wäerter esou violéieren, datt mer net nach müssen drop waarden, datt d'Doudesstrof agefouert gëtt, fir endlech Konsequenzen ze zéien, a gläwiedeg Konsequenzen!

Elo kann een driwwer diskutéieren, ob et richtig ass, datt d'Verhandlungen ofgebrach ginn, well vläicht vill Leit - sécher vill Leit - an der Tierkei Hoffnungen op d'Europäesch Unioun setzen an op dee Prozess. Mä et ass en Zeeche fir d'Tierkei, och fir eis éffentlech Meenung, déi dacks un Europa zweifelt, fir déi ganz Welt, wou Europa opdrëtt an ëmmer erëm op seng Wäerter hiweist, wann et seet: „Et gëtt einfach Grenzen an deem, wat mir maachen, an deem, wat fir eis akzeptabel ass. A mir wëllen net eng Partnerschaft mat der Tierkei ausschléissen - och net, fir d'Mënscherechter ze verbessern, och net, fir d'politesch Situatioun an deem Land ze verbessern -, awer mir wëlle weisen, datt déi Tierkei keng Plaz an enger Wäertege-meinschaft huet, déi sech Europäesch Unioun nennt.“

Do derniewent ass dat net déi eenzeg Suerg, déi d'Tierkei eis mécht. Si ass ëmmer méi zu enger Gefor fir den internationale Friden an d'Sécherheet ginn. Mir haten net nëmmen zënter '74 déi illegal militäresch Okkupatioun vum nördlechen Deel vun Zypern. Mir haten a leschter Zäit, an ëmmer erëm, Violatiounen vum griichesche Loftraum, vun der Agäis an esou weider. Mä a leschter Zäit hu mer Deklaratiounen an Aktiounen gesi vun der Tierkei, déi drop hiweisen, datt dee Stat net méi déi territorial Integritéit vu Syrien wëllt respektéieren, net méi déi vum Irak an och net déi vu Griichenland, wou d'Traitéen aus den 20er Jore vum leschte Jorhonnert op eemol a Fro gestallt ginn, mat allem, wat dat un eventuelle Konsequenzen kann hunn.

Mir géifen eis wënschen, wann een e Stat an Europa huet vun deem Pouvoir, wéi d'Tierkei en huet, datt déi lëtzebuergesch Regierung géif an de Gremien - wéi der EU, wéi der NATO, an, wat Syrien an den Irak ugeet, och an der UNO -, dat Verhale vun der Tierkei thematiséieren, fir all Aggressiounspolitik vu vireran ausschléissen, op jidde Fall hir entgéintzewierken.

Natierlech ass et net Griichenland oder Zypern, wat do an éischer Plaz kann aktiv ginn, well si jo direkt aner Interessen och an der Géigend hunn, op déi se musse Rücksicht huelen, wéi zum Beispill d'Situatioun an Nordzypern. Mä wat soll Lëtzebuerg drun hënneren, fir Drock auszeüben, fir gläwiedeg opzetrieden a fir ze soen, datt et einfach Verhalensweise gëtt, déi mir och am internationale Kontext net kënnen toleréieren? An dozou gehéieren territorial Uspréck ouni iergendeng Legitimation op d'Nopeschstaten.

Mir hunn eis ofhängeg gemaach, net mir als ADR, well mir hätten deen do Schratt ni gemaach, mä d'Lëtzebuurger Regierung huet sech ofhängeg gemaach vun der Tierkei duerch eng falsch Politik an de Froen vun der Migratioun. Mir hunn an de Joren, zwee Joer hu mer dat elo, datt mer eng Migratiounspolitik hei ënnerstëtzen als Lëtzebuerg - d'Lëtzebuurger Regierung mécht dat -, déi vun Däitschland initiéiert ginn ass a vun där mer awer alleguer wëssen, op jidde Fall déi meescht heibanne wëssen, wa se wierklech mat sech selwer an d'Gericht ginn, datt déi net ka laangfristeg gedroe ginn.

Mir kënnen net als Europa iwwer Joren an iwwer Jorzéngten oppe Grenzen hunn. Dat ass einfach eng Politik, déi ugefaange ginn ass, déi awer sech laangfristeg net kann droen. Mir kommen iergendwéini op de Punkt, wou mer endlech müssen eng méi vernünfteg, eng méi responsabel Immigratiounspolitik bedreiwen, wou Europa seng Grenze muss sécheren. Well et dat awer bis elo net konnt maachen, net wollt maachen - et hätt scho kënnen, mä et wollt net -, ass et elo esou, datt mer higange sinn, datt d'Regierung higangen ass, datt Däitschland higangen ass, a mat Däitschland d'Europäesch Unioun an en Deal mat der Tierkei gemaach huet, datt d'Tierkei soll d'Grenze vun Europa an engem gewëssene Mooss dann ebe sécheren.

Mir hunn eis doduerch an eng Ofhängegkeet bruecht. Eng falsch Migratiounspolitik huet zu engem zweete Feeler gefouert: enger Ofhängegkeet géintiwwer der Tierkei, déi haut natierlech Konsequenzen huet op déi Marge de manoeuvre, déi mer hunn, fir déi Exzesser, déi an der Tierkei geschéien, ze kritiséieren an ze bekämpfen.

Mir hunn eis selwer, selwer verschëllt, verschidden Handlungsoptionen geholl. Dat ass en duebeln diplomatesche Feeler, deen des Regierung gemaach huet, des Regierung net alleng, mä och anerer an Europa. Mir bezuelen de Präis fir eng falsch Migratiounspolitik. Mir bezuelen de Präis, datt mir eis géintiwwer engem Verhandlungspartner an eng esäiteng Ofhängegkeet bruecht hunn.

Dat sinn natierlech Entwécklungen, déi mir als ADR kritiséieren. Mir hunn duerfir eng Motioun haut presentéiert, Här President, déi mer lech virleeën, an där mer d'Regierung opfuederen, eng aner Politik ze verfolge, an där mer d'Regierung opfuederen, fir ze soen, datt mer d'Verhandlungen, d'Baitrëtsverhandlungen mat der Tierkei ofbriechen an awer eng aner gutt a sennvoll Partnerschaft mat deem Land sichen, a wou mer soen, datt déi Aggressiounspolitik vun der Tierkei muss an deenen adequate Fora bekämpft ginn, a wou mer soen, datt mer eng aner Migratiounspolitik brauchen, fir eis domadder och aus der Ofhängegkeet vun der Tierkei erauszebewegen.

Dat gesot, soen ech lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi äusserst ugespaante Situatioun an der Tierkei ass de Sujet vun eiser Debatt vun haut de Mëtten. Ech géif duerfir och am Numm vu menger Fraktioun deenen zwee Kolleegen, déi d'Initiativ eigentlech vun där Debatt geholl hunn, dem Här Kartheiser respektiv dem Här Wagner, Merci soen, datt se eis et duerch hir Interventiounen erméiglechen, de Mëtten iwwert deen dach esou wesentleche Sujet ze diskutéieren.

Säit dem gescheiterte Putschversuch vum leschte 15. Juli versicht den Erdoğan-Stat mat alle Mëtten, d'Kritiker vu senger Politik mondout ze maachen. D'Meenungs- an d'Pressefräiheet, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et just nach um Pabeier, gradesou wéi iwwregens de Rechtsstat. D'Verhaftung vu ville Journalisten ass dann och dat opfällegst Aschüchterungsinstrument, fir d'Meenungsfräiheet an der Tierkei ze ënnerdrécken.

Niewent dëser massiver Aschüchterung iwwert d'Verhaftung vu kritesche Journalisten setzt den Erdoğan-Stat awer nach en anert Instrument an, wat nach vill méi effektiv ass, näamlech de wirtschaftlechen Drock, deen op d'türkesch Medien ausgeübt gëtt.

Et muss een näamlech wëssen, datt déi meescht Medien an der Tierkei Konzern gehéieren, déi selwer vu Regierungsoptrag liewen an déi dowéinst op eng gutt Relatioun mam Erdoğan ugewise sinn. Doduerch ass den türkesche Stat emol guer net méi op d'Drockmëttel vu Verhaftungen ugewisen, fir eng regierungsfreundlech Berichterstattung ze erzwingen. Dat erleedeg leider Gottes entre-tmps déi verschidde Cheffe vun deene Konzern an déi vun hinnen agesate Chefredaktere selwer.

D'Situatioun ass méi wéi dramatesch, well hei fënnt u sech emol guer keng Zensur méi statt, mä des Zensur gëtt duerch eng Selbstzensur ersat.

Här President, d'Verhaftungen vu Journalisten sinn u sech allerdéngs nëmmen den trauregen Héichpunkt vun enger méintelaanger Hetzjuegd géint jiddwereen, dee verdächtig ass an der Tierkei, der Oppositioun nozestoen.

Entre-tmps, an et ass jo och virduen ugeklongen, sinn Zéngdausende vu Journalisten, Wëssenschaftler, Proffen a Richtere verhaft an an de Prisong gesat ginn an hiert Verméigen ass zum Deel saisiert ginn, dëst zu engem Deel ausserhalb vu rechtsstaatleche Prozeduren an ënnert dem offizielle Virwand, fir géint Putschisten an Terroriste virzegoen.

Dobäi, Här President, geet et eigentlech dem Här Erdoğan ëm eppes ganz aneres, näamlech ëm dee vu laanger Hand geplangten Embau vun der Tierkei an e Stat, deen den Allmuechtfantasië vu sengem President entsprécht. D'Türkei ass net um Wee an eng Diktatur, mä si ass schonn esou gutt wéi do ukomm. An näischt wäert de President Erdoğan a säi Muechtapparat dovunner ofhalen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- An der Zwëschenzäit huet de President Erdoğan ugekënnegt, datt hien eng Proposition fir d'Erëmféierung vun der Doudesstrof dem türkesche Parlament géif virleeën. Zur Erënnung, an ech mengen, et ass interessant: Déi lescht Hirichtung an der Tierkei war 1984 an d'Doudesstrof ass 2006, ënner anere mënnert dem Drock vun der Europäescher Unioun, ofgeschafft ginn. Géif d'Parlament der Demande vum President Erdoğan noginn, fir déi Doudesstrof also erëm anzeféieren, wär dann d'Ironie vun der Geschicht, datt déiselwech Kräften, déi deemools d'Doudesstrof ofgeschafft hunn, se erëm zéng Joer duerno géifen aféieren.

Här President, net nëmmen d'Ugrëff op d'Meenungs- a Pressefräiheet müssen eis alleguer ze denke ginn, mä och d'Situatioun vun de Kurden an der Tierkei gëtt ëmmer méi dramatesch. A verschidden Observateure schwätzen entre-tmps souguer vun enger Situatioun, déi engem Génocide relativ no kënn.

An der Zwëschenzäit, an dat ass och schonn ugeklongen, huet d'Regierung zu Ankara 28 Buergermeeschteren einfach ofgesat, 24 dovunner wéinst angeebleche Kontakter zu der PKK an déi véier aner wéinst angeebleche Verbindungen zur Gülen-Bewegung.

Dës Verhaftungswell vu kurdesche Buergermeeschteren huet hiren Héichpunkt an der Zwëschenzäit erreecht, wéi en türkescht Geriicht d'Untersuchungshaft vun zwee demokratesch gewielte Buergermeeschtere vun der Kuerdemetropol Diyarbakir am Südoste vun der Tierkei ordonnéiert huet.

Här President, niewent all dësen Ugrëff op d'Meenungsfräiheet, op d'Mënscherechter, nieft der Erëmféierung vun der Doudesstrof, der Verfolgung vun de Kurde wëllt de President Erdoğan dann och nach den Afloss vun der haiteger Tierkei wäit iwwert d'türkesch Grenzen ausdeenen, sou wéi en dat viru e puer Deeg bei der Geleeënheet vum Doudesdag vum Statsgrënner Atatürk ugekënnegt huet. En huet anscheinend do d'Ausso gemaach, datt e Land wéi d'Türkei net kéint gefaange bleiwen op 780.000 km², an huet domadder offen déi haiteg Grenze vun der Tierkei a Fro gestallt.

All dës Aussoen, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, müssen eis och hei an der Chamber interpelléieren a mir müssen eis froen, wéi eng Europäesch Unioun respektiv eng lëtzebuergesch Regierung an och eng lëtzebuergesch Chamber op all dës Provokatiounen soll a ka reagéieren.

Här President, den Här Ausseminister huet an de leschten Deeg an engem Interview, an dat ass och scho virdu gesot ginn, vun „Nazimethoden“ geschwat. Dëst, Här President, si staark Wieder. Nach menge mir, datt se berechtigt sinn, well an der Tierkei d'Mënscherechter an d'Meenungsfräiheet am Moment mat Féiss getrëppelt ginn.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer ass et duerfir kloer, datt, esou wéi d'Türkei haut vum President Erdoğan regéiert gëtt, se weder an d'Europäesch Unioun gehéiert nach en Deel ass vun enger Wäertegemeinschaft, déi sech iwwer Mënscherechter, Wäertepluralismus a Fräiheet vum Individuum definéiert.

Dat ass batter! Och well déi grouss Visioun vum Statsgrënner Kemal Atatürk doranner justement bestanen huet, dat Land opzemaachen, fir sech dem Westen unzenäheren a fir deemools d'Despotie, déi geherrscht huet, zur Demokratie ze entwéckelen. Ëm d'Jordausend-wend war d'Türkei nach ni esou no bei der EU (veuillez lire: esou no bei der EU wéi nach ni) an et konnt een déi berechtigt Hoffnung hunn,



datt d'EU mat der Türkei eng wichteg Erweiderung kéint erliewen, geografesch, intellektuell an historesch.

Här President, dës Hoffnung ass leider verluer, zumindest op ofseebar Zäit. De Statspräsident Erdoğan ass amgaang, seng Demokratie Schrëtt fir Schrëtt an eng islamistesche Autokratie, wann net souguer an eng Diktatur ze verwandelen.

Mir hunn de Moien an der zoustänneger Kommissioun, hunn ech fonnt, eng ganz gutt Debatt gehat a mir sinn eis iwwer all Fraktiounen eens, wat d'Analys ubetrëfft. Duerfir begrësse mir och déi Motioun, déi de Kollege Marc Angel am Numm vun alle Fraktiounen hei déposéiert huet, a mir wäerten déi och stëmmen, well se fir eis eigentlech eng exzellente Beschreiwung vun der aktueller Ist-Situatioun vun der Türkei gëtt.

Wou allerdéngs d'Meenungen auserneeginn, dat ass, wat fir eng Konklusioun mir allegueren hei an deem Haus aus där doter Situatioun zéien. An ech wëll elo net alles widderhuelen, wat mer de Moien diskutéiert hunn. Ech kommen awer trotzdem net derlaanscht, nach eng kéier drop hinzeweisen, datt d'Europäesche Unioun wéi déi allermeescht Memberlänner, wéi iwwerengs och déi lëtzebuergesch Regierung, iwwer Méint, wann net iwwer Joren, nogekuckt hunn, wat an der Türkei esou geschitt ass, wéi d'Evolutioun war, ganz besonnesch nom Putsch. A mir waren eis eigentlech allegueren eens, datt mer gesot hunn, et wär elo net gutt, vun engem Moment op deen aneren déi Verhandlungen ofzebriechen, mä: „Kommt, mir ginn dem Här Erdoğan a senger Regierung eng Chance; kommt, mir kucken, ob mer net awer a Gespréicher, a Verhandlungen, déi mer féieren, erëm zu enger Situatioun an zu enger Léisung kommen, déi akzeptabel ass!“

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'CSV-Fraktioun ubetrëfft, si mir zur Konklusioun komm, datt et elo mat Appelle leider Gottes net méi duergeet. Den „naming“ an den „bashing“, wéi oft gesot ginn ass, geet manifestement net duer. Well mir hu gesinn, datt trotz deenen enormen Efforten, déi vu ganz ville Politiker, inklusiv eisem Ausseminister Jean Asselborn, gemaach gi sinn, d'Situatioun sech kee Millimeter verbessert huet! Au contraire, et huet een d'Gefill, et gëtt ëmmer méi schlëmm!

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, muss ee sech awer eng kéier froen, bis wouhin mer müssen akzeptéieren, datt eng Türkei op e Wee geet, dee fir eis net méi matzegoen ass.

An ech weess net, wéi et lech gaangen ass. Ech hu gëschter op der Tëlee déi Visitt vum Här Steinmeier gesinn. Den Här Steinmeier, wat e formidabelen Ausseminister ass, och wann en net där Parteiefamill ugehéiert, an där ech sinn,...

(Interruption)

...deen den zukünftege Bundespräsident soll ginn, e Mann, deen eng Erfahrung huet wéi kaum en zweeten, wéi ech gesinn hunn, wéi dee Mann sech do huet missen erniddregen, fir mat engem Här Erdoğan a mat engem Premierminister do ze diskutéieren: Deen huet sech misse Virwërf gefale loosse, datt Däitschland, datt dat en Nascht vun Terroriste wär...!

Ech muss lech soen: Wéi wäit musse mir eis dann nach als Europäesche Unioun erniddregen, fir mat der Türkei weider am Gespréich ze bleiwen?!

► **Une voix.**- Très bien!

(Brouhaha)

Mir wëllen duerfir, Här President, datt mer mat deene Liewensgen ofhalen, datt d'Türkei an deenen nächste Joren e vollen EU-Member ka ginn. Well ech soen lech: Dat wäert net haut, net muer an och nach net iwwermuer de Fall sinn!

D'ailleurs seet jiddwereen dat, net nëmmen hei am Land! Ech hunn den Här Bettel héieren, dee vun 20 Joer geschwat huet. Den Här Asselborn huet och vu 15 Joer geschwat. D'Madamm Merkel schwätzt vun 20 Joer. Et seet eigentlech jiddwereen datselwecht: Et gëtt am Moment iwwerhaupt keng Chance, datt déi Türkei iwwerhaupt jee an deenen nächste Joren eng kéier ka Member vun der Europäescher Unioun ginn. An duerfir plädéiere mir derfir, datt déi Baitrëtsverhandlungen sollen op Äis geluecht ginn, well mir derfir plädéieren, datt endlech och eng kéier d'Politik muss kloer Kant weisen.

An erlaabt mer do trotzdem, e bëssen op d'Evolutioun vun deene leschten Deeg a Wochen anzegoen!

De Brexit, den Här Trump, d'Opkomme vum Populismus an Europa an iwwer Europa eras. Firwat ass dat dann esou? Well d'Mënschen dobaussen net méi kennen novollzéien, wat fir eng Politik datt do gemaach gëtt!

A bei allem Respekt fir eisen Ausseminister, den Här Asselborn, mat deem ech meeschtens ëmmer averstane sinn:...

► **Une voix.**- Wat hues de elo gemach?

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Et kann een net op där enger Säit vun Nazimethoden an der Türkei schwätzen, et kann een och net, an et ass virdrun och schonn ugeklongen, wëllen - zu Recht - dem Här Orbán soen, dat géif net méi esou goen - an den Här Asselborn wollt nach méi wäit goen, e wollt den Här Orbán carrément erausgeheien -, et kann een net och permanent op den Här Putin fachen, permanent ëmmer erëm vu Sanktiounen an neie Sanktiounen a Russland schwätzen, an dann awer am selwechte Moment potzmonter mat EU-Baitrëtsverhandlungen mat der Türkei virufueren.

Keen dobaussen, kee Mënsch, kee Bierger versteet dat doten nach! Do ass, et deet mer leed, fir dat esou klipp a kloer ze soen, keng Kohärenz méi, net nëmme bei eis, mä bei deene meeschten europäesche Politiker.

Här President, ech déposéieren am Numm vu menger Fraktioun eng Resolutioun, an där all déi vu mir virbruecht Iwwerleeunge sech erëmfannen an an där mir constatéieren, datt d'Türkei sech duerch hiet Verhalen aus der Baitrëtsprozedur ausgeklickt huet an mir duerfir der Meenung wäeren, d'Baitrëtsverhandlungen sollten direkt op Äis geluecht ginn.

Ech hat déi Fuerderung och schonn de Moien an der zoustänneger Kommissioun virbruecht. Do ass mer awer gesot ginn, d'Majoritéit kéint net mat op de Wee vun eiser Resolutioun goen.

An do huet den Här Ausseminister eppes gesot, wat ech esou awer net ka stoe loosse. Den Här Ausseminister huet näamlech e bëssen der CSV reprochéiert an der ADR, mir wäere quasiment déi Eenzeg, déi esou Fuerderunge géifen an Europa erhiewen, a soss wär keen, deen eigentlech dat dote géif verlaangen. An dat, Här Ausseminister, wollt ech awer net op mer sëtze loosse an ech wollt elo just e puer Politiker vun alle Faarwen, vun alle Faarwen awer zitieren...

(Interruption)

Jo, mä mir sinn och eng Partei, mir sinn eng Fraktioun. Ech schwätzen hei am Numm vun der CSV-Fraktioun, Här Ausseminister.

An ech soen lech zum Beispill, wat de Manfred Weber, EVP-Fraktionsvirsätzenden, gesot huet: „Wir sollten jetzt dazu kommen, die Partnerschaft zwischen Europa und der Türkei auf eine neue Grundlage zu stellen, die Beitrittsverhandlungen jetzt zu beenden und pragmatisch zusammenzuarbeiten bei Themen...“, an esou virun, dat seet de Manfred Weber.

Ech géif dann, fir jiddwereen hei ze zitieren, fir déi Lénk, wou ech erstaunt war, datt se eis Resolutioun net géife matdroen - ech hätt do och kënne den Här Mélenchon aus Frankräich zitieren -, do géif ech awer elo emol d'Madamm Sahra Wagenknecht zitieren, hires Zeechens Fraktiouns...

► **Une voix.**- Ooh!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, dat kënnt mer selte vir, gesitt Der.

„Mit dem geplanten Abkommen zwischen der EU und der Türkei werden sämtliche europäischen Werte verraten und verkauft. Solange Präsident Erdoğan einen schmutzigen Krieg gegen Teile der eigenen Bevölkerung führt und die Presse- und Versammlungsfreiheit mit Füßen tritt, müssen die EU-Beitrittsverhandlungen gestoppt statt beschleunigt werden.“

An dann eis gréng Kollegeen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Här Mosar, Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, et ass awer eng wichteg...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Jo, da muss ee sech besser andeelen!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech sinn direkt fäerdeg. Ech wollt lech awer och nach soen, wäeren den Här Cem Özdemir seet:...

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- „Die EU sollte die Verhandlungen unabhängig von der Todesstrafe jetzt auf Eis legen.“

Här President, ech kommen domadder elo ganz schnell zum Schluss. Mir müssen eis alleguer agestoen, datt leider den EU-Baitrëtsprozess keen Hiewel méi ass, mat deem mer iergendwéi nach d'Evenementer an der Türkei kënne beaflossen. Dëst stellt d'Glafwierdegkeet an d'Autoritéit vun der Europäescher Unioun eng kéier méi op d'Prouf.

Här President, et geet hei ëm net méi a net manner wéi d'Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioun nom Brexit, awer och an deenen zukünftegen Diskussiounen mam gewielte Präsident Trump. Mir müssen endlech erëm déi Wäerter, fir déi d'Europäesche Unioun steet, bannen a bausse vun der Unioun verteidegen.

Leider Gottes verletzt d'Türkei permanent dës EU-Standarden. An duerfir huet dës Türkei zumindest am Moment näischt méi an der Europäescher Unioun verluer.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Nächste Riedner ass de Marc Angel fir d'LSAP.

► **Une voix.**- Merci, Marc!

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech constatéieren, dass den Här Mosar mat deem, wat e seet, an deem nämlechte Boot sëtzt, wéi dat, wat vun der ADR gesot gëtt, mä dass um Pabeier an deenen zwee Texter awer nach déi eng oder aner Nuancen entstinn.

An ech wonnere mech, firwat en, wann en esou hefteg deen Discours hei féiert, dann net och de Courage huet, ze soen: „Mir wëllen net, dass d'Türkei an d'EU kënnt.“

(Interruption)

Dat sot Der net, Här Mosar. Dir sot just, d'Verhandlungen sollten agefruer ginn. Dorënner verstinn ech - déi Fro wollt ech lech stellen, ech krut d'Geleeënheet net -, dat heescht, dass, wann d'Türkei d'Kopenhagener Kritäre géif erfëllen an eng aner Situatioun an der Türkei wär, dann ass d'CSV derfir, dass d'Türkei Member vun der Europäescher Unioun gëtt. Hunn ech lech do richtig verstanen?

(Interruptions)

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Voilà. Ech wollt dat awer hei och ënnersträichen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dat hutt Der ganz richtig gesot. Leider Gottes - mä ech verstinn awer de President -, ech hat meng Zäit iwwerschrott a wann ech nach e bësselche méi Zäit gehat hätt, wär ech nach eng kéier ganz intensiv op eis Resolutioun agaangen. Ech wollt dat soen, da brauch ech et herno net méi ze soen, Här President, och par rapport zu der Motioun vun der ADR gëtt et e fundamentalen Ennerscheid.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Här Mosar!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Dir hutt Är Riedezäit erschëpft.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Den Här Angel huet mer awer eng Fro gestallt!

(Brouhaha et hilarité)

Da muss ech jo awer drop äntweren.

Ech wëll lech soen, dass contrairement, contrairement...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Majo, dann äntwert, mä Dir hutt lech d'Wuert net gefrot. Dir hat just vergiess, lech d'Wuert ze froen, Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, da froen ech d'Wuert, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- An: Mäi Virgänger, deen hätt lech net emol zwou Minutten zousätzlech schwätze gelooss.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dee war méi streng.

(Hilarité générale et interruptions)

► **Une voix.**- Ganz richtig, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Sou, da faasst lech elo, wann ech gelift, ganz kuerz.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, den Här Angel huet mer jo eng Fro gestallt. Ech sinn elo net hei opgestanen einfach esou. Den Här Angel huet mer eng Fro gestallt. Ech äntweren him nach eng kéier, datt dee groussen Ennerscheid zwëschen der CSV an der ADR op deem dote Punkt ass: D'ADR wëllt iwwerhaupt ni eng Türkei als EU-Member.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Mir soe ganz kloer, datt, wann d'Situatioun sech an der Türkei erëm berouegt an d'Türkei erëm de Wee vun de Kritäre vu Kopenhagen fënnt, da kënne mir eis virstellen, datt d'Baitrëtsverhandlungen viruginn.

► **Une voix.**- Voilà, dat ass e wesentlechen Ennerscheid.

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Merci. Ech stelle fest, dass d'CSV derfir ass, dass eng demokratesch Türkei Member gëtt vun der Europäescher Unioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Brouhaha général)

...mat deenen Nuancen...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Loosst eis d'Konklusioun selwer zéien, Dir braucht se net an eisem Numm ze zéien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Här Angel, fuert elo virun!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Schwätzt Dir iwwer Är Positiounen!

(Interruption)

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Näischt ze soen zu där besuergniserreegender Situatioun an der Türkei, dat géif heeschen, dass mer all Complice wäeren. An dofir sinn ech frou, an ech soen och deene Merci, déi déi Diskussioun hei ugereegt hunn, dass mer déi Diskussioun haut hei an der Chamber féieren.

D'Analys iwwert déi besuergniserreegend Situatioun, déi deele mer all. Et ass bei de Konklusiounen, wou mer eis ennerscheeden.

Déi Situatioun an der Türkei ass an de Medie vill beschriwwen ginn. Si ass och heibanne vu menge Virriedner scho beschriwwen ginn, a Wieder beschriwwen ginn. Ech wëll se emol ganz plakativ nach eng kéier just an Zuelen erwänen, esou wéi d'„Süddeutsche Zeitung“ se dese Weekend publizéiert huet: Et lafen an der Türkei am Kontext vun den Evenementer dëst Joer 70.050 Verfahre géint Bierger, 56.520 Fonctionnaire sinn entlooss ginn, 58.862 Mënsche si festgeholl ginn. Et koum zu 31.048 Verhaftungen...

► **Une voix.**- Wéi vill?

► **M. Marc Angel** (LSAP).- 31.048 Verhaftungen, dorënner 7.016 Militär, 6.488 Polizisten, 2.385 Riichter an 142 Journalisten, an, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen et all, mir gesinn et: Et geet weider. An der Türkei vergeet kaum en Dag, wou et net zu weidere Festname kënnt.

Erlaabt mer dofir, fir d'Éischt mat e puer Wuert och op d'Resolutioun anzegoen. D'Kollegee vun déi Lénk hunn eng Resolutioun abruecht, déi am Fong d'Situatioun an der Türkei ganz gutt zesummegefaasst huet, virun allem am Fokus, wat d'Ophiewe vun der Immunitéit vun den Deputéierten ugeet an och d'Verfolgung vun de Journalisten, a schlussendlech dann och säit ufanks November d'Verhaftung vu prokurdeschen Deputéierten.

Mir haten de Moien eng Diskussioun an der Kommissioun mam Minister, an ech hat mer erlaabt, och mam Averständnis vun déi Lénk, déi Resolutioun op e puer Punkten ze erweiden. An ech wëll dat hei kuerz soen, well dat eis och wichteg geschéngt huet.

Et huet mir wichteg geschéngt, d'Tentative vun deem Coup d'État de 15. Juli, deen zum Gléck net gelongen ass, ze condemnéieren an och op déi vill Victimmen hinzeweisen. Et huet eis wichteg geschéngt, och déi terroristesch Attacken, déi um türkesche Buedem stattfonnt hunn an deene leschte Joren, ze condemnéieren an och d'Solidaritéit vis-à-vis vun deene Victimmen auszedrécken.

Et huet eis awer och wichteg geschéngt, eppes zur Doudesstrof ze soen. Mir wëssen, dass et en europäesche Konsensus ass, dass d'Doudesstrof keng Plaz an engem ziviliséierte Rechtsstat huet. Dat ennerscheet eis iwwerengs vum Rescht vun der Welt an och vun anere gudde Partner vun eis. An d'Ofschafung vun der Doudesstrof ass e klore Kritär fir en eventuelle Baitrëtt an d'EU. A wann d'Türkei décidéiert, déi Doudesstrof erëm anzeféieren, dann ass et d'Türkei selwer, déi d'Dier zu der EU zoomécht.

Dann ass et eis awer och wichteg, op déi systematesch Suspendéierungen aus politesche Grënn anzegoen, déi net baséieren op bewiesener Schold an déi engem Rechtsstat net wierdeg sinn. Ech hunn an deen Text dofir och d'Suspendéierung vun deene villen türkesche Beamten an och Wëssenschaftler agesat, fir déi Punkten, déi schonn dra ware vun den Deputéierten an de Journalisten, ze vervollstännegen.

Och d'Kurden, sou huet et mer geschéngt, wär et wichteg, an deser Resolutioun ze ernimmen, well et geet jo schlussendlech och ëm d'Festhuele vun Deputéierte vun der prokurdescher Partei. Mä mir gesinn, dass dee Konflikt ëmmer méi eskaléiert am Südoste vun der Türkei - d'Festhuele vu kurdesche Buergermeeschteren a lokale Politiker -, an dofir ass et och wichteg, dorobber hinzeweisen.

An et war mer awer och wichteg, en Tired derbäizesetzen, dee seet, dass mer d'türkesch Populatioun ennerstëtzen, déi sech de 15. Juli géint dee Putschversuch do agesat huet. Dofir musse mer och bereet sinn, déi türkesch Regierung



rung ze kritiséieren, an dofir maache mer jo deen Appell, fir dass d'Türkei erëm op den demokratesche Wee soll goen. Si soll mat de Poursuite géint déi gewielt Deputéiert ophalen; dat nämlech géllt fir d'Fonctionnaires, d'Journalisten an all déi Leit, déi ech virdrun opgezielt hunn. A mir appelléieren och u si - an ech mengen, dat ass och wichteg -, erëm e kredibele Friddensprozess an en Dialog ze relancéiere mat de Kurden a maachen en Appell un all politesch Responsabel vun der Türkei, sech ganz, ganz kloer géint d'Erëmaféiere vun der Doudesstrof auszeschwätzen.

Elo gëtt vill vun de Baitrëtsverhandlung gschwät. Do muss een natierlech nuancéieren. An de Minister huet et haut gesot: E war um Conseil vun den Ausseministeren zu Bréssel dëse Weekend an de Méindeg an en huet eis drun erënnert, dass kee Land d'Afréieren oder d'Ophiewe vun de Baitrëtsverhandlung gëfuerdert huet. Mir hunn eng laang Diskussioun doriwwer gehat.

An ech wollt dofir soen: Den 9. November huet d'Kommissioun och hire Bericht wéi all Joers iwwert d'Türkei erausbruecht an huet natierlech alles dat, wat mir hei dénoncéiert hunn, och dénoncéiert. A si huet awer och geschräwen, dass all d'Dokumente fäerdeg sinn, fir endlech déi wichteg Kapitelen an deene Verhandlungen unzegoen. An et soll een an Zukunft - an dat ass och d'Ausso vum Kommissär Hahn gewiescht iwwert d'Erweiterung - wa mer mat Länner diskutéieren, mat deene wichtigste Kapitelen ufänken. An dat sinn d'Kapitelen 23 a 24, wou et ëm déi fundamental Rechter geet, wou et ëm d'Grundfräiheete geet, wou et ëm d'Menscherechter geet, wou et ëm den Appareil judiciaire geet a wou et ëm d'Sécherheet geet. Do soll een usetzen an déi Chance dierfe mer eis net entgoe loosse; deen Hiewel dierfe mer eis net entgoe loosse.

Duerch de Fait, dass d'Türkei e Baitrëtskandidat ass - a mir wëssen, dass dee Baitrëtt net fir haut, net fir muer an net fir iwwermuer ass, well do muss d'Türkei nach ganz vill Hürden huelen an am Moment gesäit et jo net duerno aus -, mä duerch de Fait, dass et e Kandidateland ass, fënn et intensive Monitoring duerch déi Europäesch Kommissioun statt, an dee kënne mer all als Memberstaten mat poursüvéieren.

Ech wëll och nach drun erënneren, dass et schlecht wär, wann den Dialog mat der Türkei net méi géif stattfannen an dëse Monitoring agestallt géif ginn. Well an der Türkei gëtt et eng ganz Rei Bierger, déi no Europa kucken, Milliounen vu Bierger, fir déi ons Wäerter, ons demokratesch Wäerter, ons Virstellung vu Rechtsstaatlechkeet déi lescht Hoffnung sinn, „dee leschte Fuedem“, wéi d'Madamm Loschetter de Moien an der Kommissioun gesot huet, un deem déi Leit sech nach festhalen. An dee Fuedem solle mir net zerschneiden; dee Fuedem muss den Här Erdoğan selwer futschneiden. Déi Dier muss den Här Erdoğan selwer zoumaachen an dat solle mir net maachen, well dat wär kee gutt Zeechen.

Als Konklusioun wëll ech awer och nach soen, dass dat, wat an der Türkei geschitt ass, dee Putsch, dass d'international Communautéit dat veruerteelt huet. Mä wat ass geschitt? Säitdeem gëtt et ëmmer méi schlëmm an der Türkei. D'Virgoe vun der Regierung huet mat Demokratie a Rechtsstaatlechkeet näischt méi ze dinn. Den Här Erdoğan ass amgaangen, déi grouss Divisiounen, déi et schonn an der Türkei ginn, nach méi ze verdéiwen. En dividéiert säi Land auserneen. Hien ass et, deen d'Türkei isoléiert, a mir wëssen aus der Geschicht, dass Isolatioun ni eppes Guddes ass. Et ass de President Erdoğan, dee sech d'Dier selwer zoumécht duerch seng autokratesch Manéier, wéi hien dat Land féiert, a mir sollen hien déi Dier zoumaache loosse an net ons. Wéi gesot: Dat ass d'Positioun vun der LSAP.

Zu de Motiounen a Resolutiounen:

Zu der CSV-Resolutioun wollt ech soen, dass ech eppes ganz hypocrite dra fannen: Et gëtt drop higewisen, dass et ganz wichteg ass, mat der Türkei déi „accords commerciaux“ ze hunn; d'„relations bilatérales“, déi geschäftlech Relatiounen, déi si ganz wichteg. An da gëtt och nach gesot, si wäeren der Meenung, dass mer déi kommerziell Relatiounen nach verdéiwe missten, an dass et wichteg wär, zu enger Moderniséierung ze komme vun der Union douanière, déi mer mat der Türkei hunn, well d'Türkei jo awer schlisslech déi gréisst „puissance économique du Moyen-Orient“ wär.

Dat: jo, Business maache mat hinnen: jo. Awer politesch diskutéiere mat hinnen, hinne mam Fanger op d'Wonne weisen, hinne soen: „Dir

sidd antidemokratesch, Dir sidd autokratesch“, dat dierfe mer net als EU! Mä mat hinne verhandelen iwwer wirtschaftlech Froen, dat dierfe mer; an dat ass eng Positioun, déi mir als LSAP net deelen!

Dann zum ADR senger Motioun.

(Interruptions diverses)

Zum ADR senger Motioun...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Wat hu mer dann elo gemaach?

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Zu „der“ ADR hirer Motioun, pardon! Gender, pardon!

Zu der ADR hirer Motioun wëll ech soen, dass mer déi natierlech komplett ofleenen. Mä ech wëll just soen, wat d'Aféierung vun der Visafräiheet ugeet an dass een dorop soll verzichten: Natierlech wäerte mer dorop verzichten, wann d'Türkei d'Kritären net erfëllt. Do ginn et och Kritären, déi mer festgesat hunn. An do ginn et och Kritären, déi aner Länner anhalen, fir déi Visafräiheet ze kréien, déi net Kandidateland sinn. Dat huet mam Statut vum Baitrëtt net vill ze dinn.

Mä ech mengen, wann d'Türkei déi Kritären erfëllt, da gesinn ech net an, firwat een déi Bierger géif aspären, déi wëlle reesen, déi wëllen an eis Länner reesen, a firwat dass een déi an deem autokratesche Regimm, wéi et elo de Fall ass, géif loosse an hinnen net d'Chance ginn, e Visa ze kréien, fir an d'Europäesch Unioun ze kommen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschten. Wéi gesot, ech freeë mech, dass déi éischt Resolutioun esou e grouse Konsens huet. An am Numm vun der LSAP kann ech lech elo scho soen, dass mer d'Resolutioun vun der CSV net wäerte stëmme an och d'Motioun vun dem ADR - vun „der“ ADRI! - och net wäerte stëmme. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Angel. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Brasseur fir d'DP.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt eng Virbemierkung: Et ass gutt, dass mer als Parlament eng Unanimitéit op engem Text hunn - dat ass déi Resolutioun, déi de Moien an der aussepolitesser Kommissioun diskutéiert ginn ass - an dass mer ons do an engem Text alleguer erëmfannen. Well mir mussen oppassen, dass mer ons net dividéiere loosse, an ech mengen, mir sollen och deen Débat hei an aller Serenitéit féieren. Well hei geet et net ëm ons. Et geet och net ëm d'Glawierdegkeet vun der EU. Et geet ëm d'individuell Fräiheete vun all Bierger aus der Türkei. An et ass dat, wat dat Wichtigst ass, an dat muss mer ons an onsen Diskussiounen virun Aen halen.

Mir mussen och, wa mer déi Diskussioun hei féieren, déi Tentative vu Putsch schäerfstens condemnéieren a wierklech un all déi Victimmen an un hir Familjen denken, geneesou wéi un déi vun deenen terroristeschen Akten, déi mer op kee Fall, egal vu wem se virgeholl ginn, kënne acceptéieren.

Mä dat dierf awer net justifiéieren, dass eng Regierung oder e Statschef hiegeet an all Prinzipie vun engem Rechtsstat aushiewelt. Mir verstinn, dass d'Türkei zudéifst getraff ginn ass an dass se muss reagéiere géint terroristesch Akten, géint déi Tentative vu Putsch, mä dat muss se maachen am Kader vum Rechtsstat.

Mä et ass jo net esou, dass all déi Mesuren, déi elo ëmgesat gi vun der tierkescher Regierung, dass déi nei woren. Dat wor scho virum Putsch de Fall. Do wore schonn eng ganz, ganz Rei vu Punkten, wou de Rechtsstat mat Feiss getrëppelt ginn ass, an dat am verstärkte Mooss säit dem Juni d'lescht Joer, wéi dem Erdoğan seng Partei net d'absolut Majoritéit kritt huet, well d'HDP-Partei, déi Partei, déi net nëmme d'Kurden, mä och aner Minoritéite verteidegt, iwwert d'10%-Hürd ewechkoum an domat d'AK-Partei net d'absolut Majoritéit kruz.

Deemools scho gouf et e Couvre-feu a Partië vun der Tierkei ouni legal Basis. Et sinn och du scho Journaliste massiv verhaft ginn. Den Can Dündar ass condemnéiert ginn, well e Fotoe gewisen huet vu Waffen, déi un der syrescher Grenz hin- an hiergaange sinn. D'Immunité parlementaire ass opgehewe ginn; dat wor scho virum Putsch, an do si Leit derbäi, déi ech perséinlech kennen.

Här President, dat si Kolleegen am Conseil de l'Europe, déi wierklech verstänneg sinn, Kolleegen vun der Kemalisteipartei oder vun der HDP-Partei, déi einfach un de Pranger gestallt ginn, well se gewot hunn, als politesch Deklaratioun de Regimm ze kritiséieren. D'Commission de Venise iwwregens huet e vernichtenden Avis ofginn iwwert déi Geschicht vun der Levée vun der Immunité parlementaire.

Da gouf et Attacke vum Erdoğan vis-à-vis vun Däitschland. Wéi Däitschland déi Resolutioun iwwert de Génocide an Armenien gestëmmt huet, eng Resolutioun, déi mir och hei als Parlament geholl hunn, huet den Erdoğan jo déi tierkeschstämmeg Deputéiert aus Däitschland perséinlech ugegraff a gesot, et misst een déi engem Bluttest ënnerzéien. Och dat ass ganz grav an och dat ass virum Putsch geschitt. Honnerte Riichter a Poliziste goufen och déizäit schonn déplacéiert. Dat wor och während deem Korruptiounsvirwurf vis-à-vis vum Fils vum Erdoğan.

Dann huet den Här Erdoğan och zum Beispill Deklaratiounen gemaach, d'Frae sollten op d'Contraceptioun verzichten. Also all dës Virzeechen, déi gouf et scho virum Putsch, sou dass et sech säit dem Putsch wierklech verschlëmmert huet.

Säithier - an den Här Angel huet d'Zuele rapeléiert - sinn entre-temps vill Leit verhaft ginn an hunn hiren Job verluer. Wat och ganz schlëmm ass, dat ass, dass déi Leit, déi hiren Job verluer hunn oder déplacéiert gi sinn, dass deenen hir Nimm am offiziellen Avis, enger Publikatioun vun der tierkescher Regierung, stinn. Dat heescht, si ginn der Effentlechkeet dohinnergestallt, wéi wa si d'Verréider wieren um tierkesche Stat. An domat hu si an hir Familjen iwwerhaapt keng Chancë méi, nach jee erëm en Job ze fannen.

Dann ass den 11. November en Dekret vun der Regierung erauskomm, no deem d'Aktivitéite vun 370 ONGe verbuede gi sinn. An do sinn ONGen dobäi, déi Minoritéite verteidegen, déi Fraerechter verteidegen. Alles dat ass inacceptabel. Net ze schwätze vun de Journalisten, an dat ass och vu menge Virriedner scho gesot ginn.

Ee Wuert zu der Aféierung vun der Doudesstrof. Ech muss lech soen, Här President, ech wor erfëiert, wéi ech den Ausseminister aus der Tierkei, den Här Çavuşoğlu héieren hunn, relativ fréi no dem Putsch, wéi e gesot huet, et misst een driwwer nodenken, e Referendum ze maachen, ob d'Doudesstrof net sollt ageféiert ginn. An net hie géif dat soen, mä et wier d'Populatioun, déi dat géif soen.

Ech wor besonnesch erfëiert, well den tierkeschen Ausseminister, den Här Çavuşoğlu, mäi Virvirgänger ass an der parlamentarescher Versammlung vum Conseil de l'Europe als President, dat heescht, een, deen nach 2010 eng Publikatioun mat ënnerschriwwen huet géint d'Doudesstrof weltwäit, deen op eemol déi Froe stellt. Natierlech huet en dat gemaach - an ech huelen dat un -, well e wëllt dem Erdoğan gefalen, fir kënnen um Posten ze bleiwen, well aner Ministeren, déi net eng kloer Sprooch geschwat hunn, déi fënn et net méi erëm. Den Här Davutoğlu, Premierminister, mat deem een awer nach konnt diskutéieren a verhandelen, ass net méi do; en ass remplacéiert ginn. Den Europaminister ass remplacéiert ginn, an et kéint een déi Lëscht nach viruféieren.

Een Argument, wat den Här Çavuşoğlu gebraucht huet, wor, dass e gesot huet: „Jo, wa mer dat net maachen, dee Referendum, da verléiere mer Stëmmen.“ Ech fannen et inacceptabel, léif Kolleegen, dass een esou e Sujet mat Elektoralismus verbënnt, an dat muss op d'Schäerfst condemnéiert ginn!

Wat sech da gëschter ofgespillt huet, an den Här Mosar huet dat ugeschnidden, wou den Här Çavuşoğlu an enger Pressekonferenz regelrecht den Här Steinmeier attackéiert huet, dat schléit dem Faass de Buedem aus. An der Diplomatie ginn et awer... (veuillez lire: ginn et awer Verhalensregelen), an den Här Asselborn weess, wéi ee sech um Parkett vun der Diplomatie behëlt, och wann en heiansdo da méi schaarf Wieder gebraucht; och dat gehéiert, mengen ech, dozou, well et muss een um Bam rëselen, fir dass verschidde Leit waakreg ginn. Mä wat gëschter den Här Çavuşoğlu do viru lafender Kamera vis-à-vis vum Här Steinmeier, ee vun deene respektéiertsten Ausseministern op der Welt, gesot huet, ass einfach net ze acceptéieren.

Den Här Çavuşoğlu huet jo gesot: „Wie sidd Dir Europäer, fir ons ze soen, mir missten aus der NATO goen, fir ons ze soen, mir missten aus der EU goen?“ Mä et sinn net mir, déi dat solle soen - an do muss mer oppassen, dass mer net de Feeler maachen -, et si si, déi sech da selwer disqualifiéieren, well se d'Konditiounen vun der Stee net erfëllen.

D'Tierkei: Et gëtt ëmmer vun der EU geschwat, mä ech wëll hei rappeléieren, dass d'Tierkei säit 1949 Member ass vum Conseil de l'Europe, bal Grënnungsmitglied ass. Fënnf Méint no der Grënnung vum Conseil de l'Europe ass d'Tierkei zesumme mat Griichenland Member vum Conseil de l'Europe ginn. Domat hu se duerno d'Convention européenne des droits de l'homme ugeholl, an do sinn d'Libertés fondamentales festgehalten. Och den État d'urgence,

dee se elo ausgeruff hunn, deen erlaabt net, dass déi fundamental Rechter ausgehiewelt ginn. Besonnesch d'Aféierung vun der Doudesstrof ass ganz kloer dovun ausgeholl, an dat ass e Schrëtt, dee se op kee Fall dierfe maachen.

Wa mir déi Debatt hei féieren, da geet dat jo net géint d'Tierkei, a besonnesch net géint d'Tierken. Well mir mussen hëllefen, d'Tierken ze protégéiere géint de Regimm, deen awer elo tentaculaire probéiert, all d'Méiglechkeeten, déi d'Justiz bitt an déi d'Garantie gi fir d'individuell Fräiheeten, ze erdrosselen. Dofir muss mer den Tierken et erméiglechen, nach Member vum Conseil de l'Europe ze bleiwen, well deen eenzelne Bierger an der Tierkei huet dann d'Méiglechkeet, virum d'Gericht vu Stroossbuerg ze goen, also d'Cour européenne des droits de l'homme.

Wa mer do net oppassen an d'Tierkei wier net méi Member vum Conseil de l'Europe, da géife mer domat d'tierkesch Awunner strofen. An déi hunn dat net verdéngt. Ech mengen, mir mussen hinnen hëllefen, mir mussen der Tierkei hëllefen, op de Wee ze komme vun der Rechtsstaatlechkeet, wat awer am Moment schwéier ass.

Wellech Mëttelen hu mer? Do si jo Divergenzen an onsen Diskussiounen hei.

Et kann ee soen: „Jo, si erfëllen d'Konditiounen net méi, weder fir am Conseil de l'Europe ze sinn nach fir Baitrëtsverhandlung mat der EU ze féieren.“ Wa mer dat maachen, da schneide mer effektiv all Brécken of. Ech ginn awer d'Hoffnung net op, dass mer alles mussen drusetzen, fir viru mat hinnen ze verhandelen, a wéi den Här Angel gesot huet, net nëmme um kommerzielle Plang, mä och nom rechtsstaatleche Prinzip, an dass mer si dofir mat abannen an d'Gesprécher.

Ech sinn awer natierlech och net ganz optimistes, well wann ech d'Stellungnam liese vum Justizminister aus der Tierkei iwwert den EU-Rapport, deen den 9. November elo erauskoum, da stëmmt dat mech net optimistes. Mä mir mussen all Efforte maachen, fir dass mer awer nach kënne mat hinne schwätzen.

D'nächst Woch, Här President, ginn ech mat enger klenger Delegation vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe an d'Tierkei. Ech weess, dass d'Tierke soen, an dat huet een a ganz villen Discoursen héieren: „Jo, mir haten dee Coup d'État an d'Demokratie huet gewonnen.“ An do muss een awer virsiichteg sinn: Fir d'Demokratie, do geet et net duer, Wahlen ze gewannen an eng absolut Majoritéit ze hunn, fir ze soen, dass een eng Demokratie ass! D'Demokratie kann nëmme fonctionnéieren, wann d'Menscherechter beuecht ginn a wann de Rechtsstat och respektéiert gëtt.

Dofir wäerte mir, Här President, déi Resolutioun, déi abruecht ginn ass am Numm vun der aussepolitesser Kommissioun, selbstverständlech ënnerstëtzen a matstëmme. D'Resolutioun awer vun der CSV wäerte mer net stëmme. An déi Motioun vun der ADR och net.

Ech soen lech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech hoffen, dass mer et an Zukunft erreechen, dass d'Tierken erëm kënne stolz sinn iwwer hiert Land, well si hunn e fantastesch Land a si hunn eppes Besseres verdéngt wéi dat, wat am Moment do de Fall ass.

Merci villmools!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madamm Brasseur. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, datt et bedauerlech a geféierlech ass, datt d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei op engem Déifpunkt sinn. Ech maache keen Historique iwwert déi johonnertenal a mouvementéiert Relatiounen tëschent der Tierkei a verschiddenen EU-Memberen. Ech wëll awer kuerz un e puer Faiten erënneren.

D'Madamm Brasseur huet et scho gesot: Zënter 1950 ass d'Tierkei Member vum Conseil de l'Europe. Erënnert huet si awer och drun, datt d'Tierkei zënter dem Februar 1952 NATO-Member ass. D'NATO seet jo ëmmer vu sech selwer, datt d'Demokratie ee vun de Grondfeiler vun dem Militärbündnis wier. 1996 war d'Tierkei an eng Zollunioun mat Europa gaangen. Am Dezember 1999 ass der Tierkei um Sommet vun Helsinki de Statut vun engem offizielle Baitrëtskandidat an der EU zougestane ginn an den 3. Oktober 2005 sinn dunn offiziell d'Baitrëtsverhandlungen opgeholl ginn.

Dës Verhandlung sinn net ëmmer dynamesch a gradlinneg verlaf. Et sinn ëmmer erëm politesch Stréimunge gewiescht, dat huet sech och



de Mëtteg erëm gewisen, déi sech géint eng EU-Memberschaft vun der Tierkei ausgeschwat hunn, wou d'Argument vun der net chrëschtlicher Relioun zumindest ënnerschwelleg ëmmer eng Roll gespillt huet.

Fir déi gréng war et vun Ufank u kloer: Weder d'Relioun nach déi geografesch Lag vun der Tierkei sollte bestëmmend sinn, ob d'Tierkei Member oder net vun der EU sollt ginn. Mir waren ëmmer fir fair an éierlech Gespréicher mat der Tierkei a mir hunn awer och ëmmer gesot, datt fir d'Tierkei misst gëllen, wat fir all anere Bäitrëtskandidat gëllt.

An der Kopenhagener Konventioun vun 1993 ass de Wee, deen e Bäitrëtskandidat muss suivieren a mat Succès duerchlafen, genee festgehalen. 35 Kapitele mussen verhandelt ginn. Eng ganz Rei betreffe d'Wirtschaft, mä awer och eng ganz Rei befaasse sech mam Rechtsstat, zum Beispill d'Kapitel 23 iwwert d'Justiz an d'Grondrecht souwéi d'Kapitel 24 iwwer Sécherheet, Fräiheet a Recht. Dës zwee lescht Kapitele sinn nach net zur Diskussioun op a wäerten och nach esou bal net diskutéiert ginn.

D'Verhandlung mat der Tierkei waren ni einfach, zum Beispill och scho wéinst der Zypernfro, mä zumindest am Ufank sinn et eng ganz Rei Fortschrétt ginn. D'Doudesstrof, et ass schonn ernimmt ginn, ass 2004 ofgeschafft ginn. Dat war eng Konditioun vun der EU, fir datt iwwerhaapt kéinte Verhandlungen opgeholl ginn. An et sinn och eng Rei Fortschrétt komm, wat d'Justiz an d'Institutionen betrëfft.

Wa mir haut eng Resolutioun hei debattéieren, dann ass dat, well mer wëssen, datt mer en neien Déifpunkt vun de Relatiounen erreecht hunn. Ech wëll iwwerens dann och deenen zwee Kollege Merci soe fir déi Initiativ, déi se ergraff hunn. Dat sinn allerdéngs déi zwee Kollege vun déi Lénk. Si hunn eng Resolutioun hei agereecht. Mir hunn eis ganz wäit op hirer Resolutioun baséiert. Mir hunn eigentlech näischt erausgehait, mir hu se ergänzt, wat ech och positiv fannen, soudatt et eng Resolutioun vun der Kommissioun ginn ass. Mä d'Initiativ louch bei de Kollege vun déi Lénk.

Den Här Kartheiser huet, och dat soll en éieren, einfach eng Question élargie gestallt, mä en huet eigentlech näischt mat der ursprénglecher Resolutioun ze dinn.

Déi Entwécklung, déi eis Suerge mécht, ass net eng rezent. A wann een allerdéngs besonnesch no dem probéierten, mësslongene Coup d'État vum 15. Juli 2016 d'Entwécklung kuckt, dann ass déi negativ Entwécklung, déi mir scho laang festgestallt hunn an der Tierkei, quasi eskaliert.

Villes ass onkloer, wat da genee de 15. Juli 2016 geschitt ass. Bedauere mussen mir awer absolutt de Fait, datt et zu engem arméierten Opstand komm ass, wou bal 300 Mënschen hiert Liewe gelooss hunn. Dat muss een net nëmme bedauern, dat muss een och ganz kloer condemnéieren. D'Reaktioun allerdéngs vum President Erdoğan op dee Coup d'État, déi ass an eisen Aen net am Verhältnis an och, eiseem Ermoossen no, net mat de Prinzipie vun engem Rechtsstat vereinbar. Dat steet zum Deel an der Resolutioun. Et ass och schonn zum Deel gesot ginn.

138 Deputéierter hate schonn de 7. Juni 2016, also scho virum Putschversuch, hir politesch Immunitéit verluer. 40.000 Leit, oder vläicht nach méi, sinn ouni Prozess condemnéiert ginn. 150.000 Leit hunn hir Aarbecht, hir Zivill-rechter verluer. 350 ONGe si verbuede ginn. Méi wéi 150 Journaliste sinn agespaart ginn. Et kann ee weder vu Pressefräiheet nach vu Versammlungsfräiheet nach vun enger klorer Trennung vu Stat a Justiz an der Tierkei schwätzen.

De President selwer huet d'Erëmafëiere vun der Doudesstrof a sengem Land verlaangt. An duerfir ënnerstëtze mir als Gréng och déi Resolutioun, an där mir eis dann haut mat eisen Deputéierte-Kollegen, mat de Journalisten, Fonctionnaires, Intellektuellen, mat de Leit, déi an de Géigenden, wou d'Kurden d'Majoritéit hunn, hir Aarbecht, hir Liewensgrondlag, hir Fräiheet verluer hunn, an där mir eis mat deene Leit solidariséieren.

Duerfir droe mir och déi Resolutioun mat, déi de Moien unanime duerch d'Kommissioun gaangen ass, a mir sinn och frou, datt mer do déi Unanimitéit haten. Mir droen allerdéngs net déi Resolutioun vun der CSV an och net déi Motioun vun der ADR mat. An ech wëll dann och zum Schluss e puer Wuert zu deene Bäiträg vu menge Kollegen aus deenen zwou Parteien soen.

D'Madamm Brasseur hat virdrun opgezielt, datt et effektiv scho méi laang virauszegesi war, datt an der Tierkei duerch den „staarke Mann“ Erdoğan en neie Wand bléist. Si hat d'Beispill hei vun der Contraceptioun gesot, déi kritiséiert ginn ass a wou eigentlech och de Leit nogeluecht ginn ass, keng Contraceptioun ze benotzen. Ech erënneren un en anert Beispill, wat mir

an der Zäit ganz vill Suerge gemaach huet: Dat ass déi Schoulreform, déi d'Tierkei ënnert dem Erdoğan gemaach huet, wou mir erëm „back to the roots“ komm sinn. Déi Reform hätt vläicht deem engen oder aneren heibanne gutt gefall. Do sinn op alle Fall keng Kritikke komm.

D'ADR ass an engem Sënn sech konsequent. Dat ass och haut gesot ginn. Dat maachen ech hir jo och net falsch. Si huet gesot: „Mir waren nach ëmmer géint e Bäitrëtt vun der Tierkei“, an da fille se sech och elo mat där Entwécklung bestätegt, datt se richteglouchen.

Bon, mir zéien do ganz aner Konsequenzen draus.

Ech war och nach ni esou no beim Här Kartheiser, wéi wéi e gesot huet: „D'Tierkei ass e Land, wat am nooste Richtung Diktatur geet an Europa.“ En huet gesot: „Wirtschaftssanktiounen sinn net dee gléckleche Wee, well do ëmmer och aner Leit getraff ginn.“ Mir soen dat och. Mir soe schonn, datt een eventuell muss op Wirtschaftssanktiounen eng Kéier zrëckgräifen, mä mir mengen, datt soll ëmmer eng vun deene leschte Méiglechkeete sinn.

An da muss ech awer och drun erënneren, datt d'ADR sech vläicht awer net esou konsequent ass, wéi se dat ëmmer hei seet, well d'ADR ass an enger Allianz. An an där Allianz vu Konservativen a Reformisten an Europa, do sinn och nach zwou aner Parteien, déi hir Memberschaft do hunn. Dat eent ass Law and Justice vun de Kaczynski-Bridder an dat anert ass nun emol einfach och d'AKP vum Här Erdoğan. A wann een dann esou Aussoe mécht, dann ass dat awer delikat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.**- Här Adam,...

► **M. Claude Adam (*déi gréng*).**- Jo, den Här Kartheiser dierf mer gär eng Fro stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.**- Dir adresséiert lech un d'ADR. Duerfir.

► **M. Fernand Kartheiser (*ADR*).**- Jo, Här President, ech si ganz frou, datt den Här Adam dat do seet. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, dat vläicht richtegstellen. En huet recht: Mir sinn an der Associatioun vun den europäesche konservative Parteien. Do ass d'AKP och dran.

D'ADR huet jo och do hir Konklusiounen gezunn a mir hunn als éischt Partei, déi Member ass an där Vereenegung, offiziell den Ausschluss gefrot vun der AKP aus der Vereenegung vun den europäesche konservative Parteien. Den 31. Januar ass elo zu Bréissel eng extra Reunioun vun den europäesche konservative Parteien. Déi ass aberuff ginn op eise Wonsch hin, fir iwwert d'AKP ze schwätzen.

A mir sinn eis do esou konsequent wéi och hei. Mir si fir gutt Relatiounen mat der Tierkei, awer mir kënnen net erlaben, datt d'AKP als politesch Partei, déi eng Diktatur ënnerstëtzt an eisen Aen, Member ass an enger Associatioun, an där mir Member sinn. Mir wäeren do gär ëmgi vun demokratesche Parteien. Merci!

► **M. Claude Adam (*déi gréng*).**- Merci, Här Kartheiser. Et freet mech, datt Der dat doten dann elo konnt richtegstellen. Ech muss allerdéngs soen, datt Der awer och net eréischt zënter haut a gëschter do sidd an datt Der och laang Zäit lech do gutt matenee verdroen hutt. An da mussen mer kucken och, wat de PiS aus Polen dann zu Ärer Proposition seet.

Zu der Proposition vum Här Mosar, dee jo och seet, et wier heiansdo schwéier, datt d'Leit géife verstoen, wéi Politik fonctionnéiert. Bon, et ass natierlech och schwéier, och bei lech ass et schwéier ze verstoen, Här Mosar, wann Der engersäits sot, wat mer alleguerte soen. Et ass jo keen heibannen, dee gesot huet, mir sollen net méi mat der Tierkei schwätzen. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Mir sinn alleguerten eis eens, datt mer solle mat der Tierkei zesummeschaffen. An awer ass et komesch, wa mer engersäits wëllen der Tierkei d'Dier zur EU zoumaachen a mir wëllen op där anerer Säit an darselwechter Motioun se opfuere, fir eis wirtschaftlech Relatiounen ze verdeiwen. Dat ass a mengen Aen awer trotzdem schwéier nozevollzéien.

An déi Positioun vun deene Gréngen ass folgend: Mir sinn Der Meenung, datt mer déi Bäitrëtsverhandlung virleefeg nach net sollen op Äis leeën, fir dem Erdoğan an keng ideal Virlag ze liwweren, fir der EU nach méi de Réck ze dréien a sech gläichzäitig als Affär an als eenzeg Hoffnung fir d'Tierkei duerstustellen. Et ass jo esou, datt staark Männer an der Politik oft d'Tendenz hunn, fir sech selwer als Märtyrer duerstustellen. Et ass och haut gesot ginn, zum Beispill deem Optrëtt, dee gëschter den däitschen Ausseminister huet missen erliewen an der Tierkei, dat ass eigentlech net tolerabel.

Ech mengen, datt d'Tierkei praktesch alles mécht, fir de facto déi Verhandlungen op Äis ze leeën. An ech fannen, datt mir sollen als Europäesch Unioun weider e berechenbare Partner

bleiwen, dee seng Démarche geet. Mir solle keng Konzessiounen maachen, mä mir sollen net dee sinn, deen d'Dier zoumécht. Au contraire, d'Perspektiv vun der EU-Memberschaft ass fir vill Leit an der Tierkei déi eenzeg Hoffnung, an déi solle mir hinnen net huelen!

A wann dann ee wëllt d'Dier zouknuppen, da muss et den Erdoğan an-Regimm sinn, an der Hoffnung, an do sinn ech net gradesou pessimistes, datt mer och eng Kéier eng Ära No-Erdogan kréien an datt mer erëm op e Wee zrëckkommen. Ech mengen, d'Situatioun war virun zéng Joer eng aner, wéi et haut eng ass. An ech wënsche mer, datt et net zéng Joer dauert, bis datt mer erëm eng aner Situatioun an der Tierkei hu wéi haut.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit. déi gréng wäerten d'Resolutioun vun der Kommissioun matstëmmen, d'Resolutioun vun der CSV net an d'Motioun vun der ADR och net.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.**- Merci dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (*déi Lénk*).**- Merci, Här President. Wéi mer déi éischt Fassung vun dëser Resolutioun verfaasst hunn, ass et eis jo drëms gaangen, Opmierksamkeit ze erreechen. Ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg, déi dat och hei wëllen, well et geet ëm d'Bierger an der Tierkei, et geet ëm Journalisten an der Tierkei, et geet ëm politesch Opponenten an der Tierkei, et geet ëm Aktivisten an der Tierkei, fir deenen ze hëllefen a fir eis Solidaritéit ze weisen, an datt se net eleng sinn!

Mir kënnen natierlech net eng Regierung vun engem anere Land zwéngen, iergendepes ze maachen. Oder ech weess och net, a wat fir eng Richtung dat kéint goen. Mä op jidde Fall muss een all déi Kräfte vum Fortschritt an der Tierkei ënnerstëtzen, déi oft vergiess gi sinn an déi oft net déi Ennerstëtzung kritt hunn, déi se verdéngt hunn!

Den Här Adam huet et scho virdru gesot: De Regimm vum Här Erdoğan ass net éiweg. D'Tyrannen dierfen ni vergiessen, datt hir Tyrannie iergendeng Kéier en Enn kritt, an heiansdo net onbedéngt e schéint Enn. Ech hoffen, datt se sech däers zu Ankara bewosst sinn, deemno wéi. Well den Ennerdrécker, dee wäert souwiso och ëmmer iergendeng Kéier eng Reaktioun erviruffen.

Ëmsou méi ass et natierlech geféierlech, datt den Ennerdrécker sech däers bewosst ass, datt vläicht eng Kéier seng Zäit och zu Enn kéint goen. Mä wéi och d'Partei vun der Solidaritéit a vum Fortschritt an der Tierkei, d'ÖDP, eng aner Lénk Partei, seet: „Mir wäerte schonn duerch déi Däischtert kommen, mir wäerte schonn déi Däischtert iwwerstoën.“ A mir hoffen natierlech, datt dat wäert de Fall sinn.

Dorëms geet et eis wierklech an dëser Resolutioun. A mir mengen, datt déi Resolutioun mat den Zousätz, déi komm sinn, och haapt-sächlech vum President vun der Kommissioun, dem Här Angel, an duerno nach duerch d'Diskussioun, déi mer haten, wierklech eng ganz gutt Resolutioun ass. Also mir waren net esou optimistes. Mir hate se e bësse méi limitéiert op d'Fro vun de Parlamentarier. Also mir freeën eis natierlech eendeiteg, datt se u sech nach vill méi wäit geet. Ech mengen, déi Resolutioun ka wierklech an déi richteg Richtung goen.

Well et muss ee sech ëmmer d'Fro stellen: Wiem déngt et? An et dierf een net vergiessen, et muss ee sech jo grad déi Fro stellen, déi Leit an der Tierkei, déi fortschrëttlech Kräften an der Tierkei, déi elo grad mat der Ennerdréckung vum Erdoğan-Regimm konfrontéiert sinn, wat déi wëllen, wat déi sech erwaarden! Wëllen déi en Ofbroch vun Négociatiounen? Oder wëlle se nach e bëssen dee Lichtschimmer hunn um Enn vum Tunnel? Et muss een och ëmmer op d'Meenung vun de Leit lauschten, déi op der Plaz sinn. An ech mengen, dat ass wichteg.

Ob d'Tierkei eng Kéier EU-Member gëtt oder net, dat ass a mengen Aen den Tierken iwwerlooss. Dat ass dem tierkesche Vollek iwwerlooss, ob si dat wierklech wëllen. Mä op jidde Fall, mir lauschten ëmmer op déi demokratesch a fortschrëttlech Kräften. An déi, souwäit mer matkritt hunn, wëlle keen Ofbroch! A well et ëm déi Leit geet, mussen mer och deenen nolauschten. Dofir muss een Drock ausüben op de Regimm. Et muss ee sech solidaresch weise mat deene Leit. Mä den Ofbroch ass vläicht net grad dat beschten Zeeche vu Solidaritéit.

An da wëllt ech awer och drun erënneren, datt viru Joren d'Tierkei u sech jo grad Fortschrétt gemaach hat, et gouf jo esou eng Period! Et gouf scho gesot, datt d'Doudesstrof ofgeschafft gouf. An dat war jo och eng Konsequenz vun der Adhäsion, méiglecher Adhäsion un d'EU, datt och d'Pressefräiheet besser

garantéiert gouf an datt och d'Fro vun de Kurden amgaange war, eng schwéier zwar, mä trotzdem éischter amgaange war, eng Léisung vläicht ze fannen. Dat war e Prozess, deen amgaange war!

An et goufen awer nach deemools Stëmmen, déi awer trotzdem der Meenung waren, datt een d'Dier misst zouhalen! An aus deene falschen Ursachen - aus reliéisen oder ethneschen Ursachen - war dat richteg. Elo hu mer d'Resultat! Well iergendeng Kéier huet dee Regimm sech och gedréit. An elo gesi mer, wat dat fir e Resultat bruecht huet!

Mir hunn och ganz laang nogekuckt an näischt gemaach, wéi d'Kurde versicht hunn, fir hir Emanzipatioun a fir demokratesch a sozial Rechter ze këmpfen, net just fir d'Kurden, mä fir d'ganz Tierkei. Dat dierf een ni vergiessen! Well déi meescht - oder ech kennen emol keng reaktionär Organisatiounen ënnert de Kurden, déi a ganz komplizéierte Verhältnisse mussen politesch aktiv sinn, heiansdo och kämpfe géint eng ganz staark Oppressioun, déi net nei ass an der Tierkei -, déi sinn oft fale gelooss gi vun der sougenannter internationaler Communautéit!

An dat si grad déi hautdesdaags och, déi de Bluttzoll bezuele géint d'ISIS. An dat si grad déi och ganz oft, déi bekämpft gi vum Erdoğan-Regimm an déi als Terroristen duergestallt ginn, a wou verschidde Gruppéierungen nach ëmmer weiderhin, a mengen Ae fälschlecherweis, als Terroristen ugesi ginn. An un déi hu mer laang net geduecht! An ech mengen, et ass Zäit, déi Leit, ganz oft Fraen d'ailleurs och, ze rehabilitéieren, well déi maachen déi Aarbecht, déi anerer misste maachen.

De Regimm vum Här Erdoğan ass e reaktionäre Regimm. A mir hu gesinn elo bei de Parlamentarier - well et geet jo och dorëms, et si Parlamentarier vun der HDP festgeholl ginn, et gëtt gesot: d'„prokurdesch“ Partei, et ass net falsch, et ass eng Lénk Partei, eng fortschrëttlech Partei -, dass grad déi Partei, déi sech géint Neoliberalismus och wiert, géint Austeritéit wiert, géint all Form vun Ennerdréckung, net nëmme vun de Kurden oder vun anere Minoritéiten, och vu Fraen a vun Homosexuellen an esou weider an esou virun, dass grad déi - grad déi! - am Éischte bekämpft gëtt!

Grad déi gi bekämpft vun der AKP! Vun der AKP, vun enger konservativer, stramm konservativer Regierung. Dat ass och kee Wonner! Dat dierf een och net vergiessen. An et sinn eis Komoroden, déi do mussen kämpfen an déi do wierklech erëm eng Kéier müssen d'Stir bidden.

Jo, et ass u sech och gutt, datt d'ADR déi Initiativ ergraff huet, fir hir Schwësterpartei zu Ankara aus deem Verbond erauszehuelen.

(*Hilarité*)

Wann et net geschitt, wa se awer trotzdem drableiwen, da ginn ech dovunner aus, datt Dir dann dee Verbond musst verloossen? Ech weess et net.

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

► **M. Gast Gibéryen (*ADR*).**- Leet Äre Kapp a Rou! Mir wësse schonn dat Richteg ze maachen.

(*Interruption*)

► **M. David Wagner (*déi Lénk*).**- Voilà. Mä et ass awer signifikativ, datt et eng Wäertege-meinschaft gëtt! Well ech sinn dovunner fest iwwerzeegt: Wa gewësse Membere vun der ADR, déi anscheinend oder selwer ernannt Chrëschte sinn, wann déi zum Beispill an engem islamesch geprägte Land gebuer wieren, da wiere se genauso, just datt se..., da wiere se wahrscheinlech keng chrëschtlech Fundamentalisten, mä dann hätte se eng aner Approche, eng aner Relioun, well se grad do gebuer sinn an deem Land, wou dat normal ass. Ech mengen, ech ginn dat och ze bedenken. Dir kënnt laachen, mä ech mengen wierklech, datt dat eppes domadder ze dinn huet.

(*Interruption par M. Gast Gibéryen*)

Neen, ben, wann ech an der Tierkei op d'Welt komm wier,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.**- Här Wagner, adresséiert lech un d'Chamber a loosst lech net ofenken!

► **M. David Wagner (*déi Lénk*).**- Här President, wa mir an der Tierkei op d'Welt komm wieren, den Här Baum an ech an nach anerer, den Här Hoffmann, den Här Urbany, den Här Turpel, da wiere mer vläicht am Prisong! Da wiere mer wahrscheinlech am Prisong!

(*Interruptions*)

An dat hätt vläicht eppes mat Ärer Schwësterpartei ze dinn.



► **Une voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Aus all deenen Ursaache wäerte mer d'Resolutioun natierlech ënnerstëtzen, déi mer zesummen diskutéiert hunn, an d'Motioun vun der ADR natierlech net ënnerstëtzen an d'Resolutioun vun der CSV och net ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lëtzebuerger Regierung huet, wéi Der wësst, an deene leschten dräi Regierunge konsequent d'Zil verfolgegt, fir eng europäesch Türkei ze ënnerstëtzen. Et ass hei ugeklongen: D'Türkei ass fir eis e grousst Land, e grousst Vollek. Mir hunn dat an internationalen Débäte gemaach, mir hunn et an nationalen Débäte gemaach. D'Lëtzebuerger Regierung huet an der Présidence 2005 - an ech ka mech gutt erënneren - an och 2015 selbstverständlech elo ni en daaft Ouer gehat fir d'Türkei, well et eben e grousst Land ass an e grousst Vollek.

Nun, et wier natierlech vermessen, Här President, ze soen, an och falsch, dass d'Problemer mat der Türkei um Plang vun de Mënscherechter eréischt nom Coup d'État de 15. Juli ugaange wieren. D'Madamm Brasseur huet dat och kloer hei ervirgestrach.

An der Analys - an dat sot den Här Mosar, do sinn ech total mat em d'accord, wat mer och de Muere konnte feststellen -, do hu mer keng grouss Differenzen, mengen ech, op kenge Bänken heibannen.

Ech wëll vläicht e weéneig mä perséinlech Empfangen hei kuerz erabréngen.

Nom Coup d'État ass et mer gaange wéi mengen ech deene meeschte Leit, dass een akzeptéiert huet, dass d'Türkei, dass hiert Vollek un éischer Stell traumatiséiert war. A mir hu jo och eis Solidaritéit ausgedréckt. Et war och ze verstoen, dass, äänlech wéi a Frankräich zum Beispill, mat Dekreter am État d'urgence géif operéiert ginn.

Uganks September 2016 war ech du mat e puer aneren Ausseministerkolleegen aus der Europäescher Unioun um Conseil de l'Europe zu Stroossbuerg zesumme mam türkeschen Ausseminister Mevlüt Çavuşoğlu. An dat war fir mech eng Sitzung, wou ech wirklech geduecht hunn: „Et waren Onkloerheeten do nom 15. Juli, mä d'Türkei ass erëm op engem Wee, fir zrëckzekommen zu engem Rechtsstat.“

An effektiv, den Ausseminister vun der Türkei huet gesot: „Ech wëll grad wéi Dir an engem Rechtsstat liewen.“ An den Ausseminister vun der Türkei war och dee Moment d'accord, dass d'Experte vum Conseil de l'Europe géifen eng Analys maache vun den Dekreter, déi geholl gi sinn nom 15. Juli, fir ze kucken, ob se konform sinn oder net zu der Convention des droits de l'homme vum Conseil de l'Europe. All dat war erfrëschend, an déi mannst vun eis hu geduecht, dass dat erëm eng Kéier kéint komplett ëmkippen.

Och dee Moment war d'Doudesstrofdebatt praktesch ofgewiergt uganks September. Et war eigentlech keen Thema méi, well och de Premierminister vun der Türkei gesot hat, dat wier keng Prioritéit fir d'Türkei, jiddefalls net dee Moment.

Nun, wat dunn awer Enn Oktober geschitt ass, ouni elo ze vill an d'Déift ze goen, huet, mengen ech, eis alleguerten als Bierger vun der Europäescher Unioun, an natierlech och als politesch Autoritéiten, staark irritéiert a souguer geschockt, a selbstverständlech och eis Regierung.

D'Türkei ass net op der Linn bliwwen, déi am Conseil de l'Europe vun hinne selwer mat fixéiert ginn ass. De Projet, d'Neesaféiere vun der Doudesstrof, Dir wësst et, ass erëm opgefërcht, e krut souguer konkret Zich. An et geet effektiv net, dass een dausend Leit järe léisst: „Mir wellen d'Doudesstrof!“, an da seet de President vun deem Land: „D'Volek hätt gären d'Doudesstrof, da kritt Der se.“ Esou geet et net! An der Geschicht gesi mer, dass et do Momenter gi sinn, viru 70, 80 Joer, wou dat dat nämlecht war.

D'Dekreter sinn och net ofgeschafft ginn, au contraire, si si verschäerft ginn. Et ass am Fong wirklech e Klima vun Angscht an der ganzer Türkei opgebaut ginn, ob een elo Kurd ass oder Netkurd. Ech mengen, d'ganz Bevëlke-

rung ass an Angscht. An Dir hutt matkritt, dass souguer Leit vun der AKP och ënnert de Verdächtege sinn. Verdächtege, aléatoire Festnamen; Pressefräiheet, Expressiounsfräiheet sinn all mat Féiss gerannt ginn. Et gëtt de Moment geschat, dass 150.000 Leit e Status vun enger Mort civile eigentlech erdroe mussen. Wat heescht dat?

An der Türkei, wann ee verdächtegt gëtt, kann een zu all Moment festgehall ginn. Fënnf Deeg gëtt ee festgehalen, ouni en Affekot ze gesinn. An dee Moment ass et souguer net abwegeeg, dass d'Tortur erëm benotzt gëtt. Duerno, wann ee Pech huet, gëtt een effektiv ugeklot, et verléiert ee seng Aarbecht, et verléiert ee säin Heem, et kritt ee säi Pass ewechgehall, d'Certificate vun Diplomer, déi ee gemaach huet, ginn zerstiért, et huet ee keng Mëttele méi fir seng Famill an et ass een zivill doud.

Mir hu Leit, och als Ausseministeren, wou mer ugeschriwwen ginn, och an Europa, déi finanziell Mëttele froen, fir iwwerhaapt kënnen ze iwwerliewen.

Nun, mir hunn direkt den 2. November, wéi dat dote kloer war a wéi mer och d'Berichter kritt hunn am Ausseministère vun den Ëmweltorganisatiounen aus der Türkei, den Ambassadeur geruff a mir hunn him dat gesot. Mir hunn eis Bedenken an eis Besuegnis ouni Ëmweeër virgedroen.

Nun, als Member vun dëser Regierung condamnieren ech selbstverständlech, wéi praktesch all meng Kolleegen an der Europäescher Unioun, déi Methoden, wéi géint Verdächtege virgaange gëtt. Dat ass engem autoritäre Regime wierdeg! An dat kann een an der däitscher Sprooch nach e weéneig méi staark ausdrécken.

Ech stinn och dozou, dass een net einfach kann um Plang vun der Economie nokucken. 60% vun den Investissementer eran an d'Türkei kommen aus der Europäescher Unioun, 50% vun den Exporter aus der Türkei ginn an d'Europäesch Unioun, 2% ginn a Russland. Do gesitt Der, wat fir eng Roll dass mer spillen. An ech hunn och gesot, an dozou stinn ech, dass déi finanziell, déi ekonomesch Relatioun, déi mer hunn, dass een déi an engem gewëssene Moment muss asetzen, Drock maachen, fir och ze weisen, dass een net indifferent ass vis-à-vis vun der mënscherechtlecher Situatioun an deem Land.

Nun, ech wëll och soen, dass keen an der Europäescher Unioun einfach esou wëllt der Türkei an de Réck falen. Allerdéngs wëllt awer keen, a selbstverständlech och d'Lëtzebuerger Regierung net, dass d'Türkei eis an de Réck fällt!

Ech war de Moien an der Kommissioun an effektiv - Här President, Dir waart do -, mir haten, a mengen Aen op jidde Fall, eng gutt Debatt an ech konnt och do Rapport maachen iwwert d'Sitzung vun den Ausseministeren de Méindeg zu Bréissel.

Ech géif dat vläicht an e puer Wieder résumieren. Dat Éischt, dat ass: Et ass eng kloer Sprooch, déi bal unanime war, an der Europäescher Unioun geschwat ginn - wat net ëmmer virkënn!

D'Affär vun der Doudesstrof brauch ech net ze widerhuelen. Do gëtt et net méi vill ze decidieren. Wann déi agefouert gëtt, dat ass automatesch, dann ass d'Türkei ausserhalb vum Status vun engem Pays candidat.

Dat Zweet, dat sinn d'Kopenhagener Kriterien. Vläch wëssen d'Leit net alleguerten, wat dat ass, mä dat sinn d'Regele vum Spill. Do geet et ëm Mënscherechter. Et geet ëm Demokratie, et geet ëm Rechtsstaatlechkeet. Dat steet kloer am Kontrakt dran, 2004 an 2005. An ob dat d'Türkei ass oder ob et en aner Land ass, wat wëllt Member gi vun der Europäescher Unioun: Dat ass anzehalen!

Mir müssen och wëssen, an dat ass och an eiser Debatt erëmkomm, dass jo net d'Europäesch Unioun d'Türkei gefrot huet, fir Member ze gi vun der Europäescher Unioun; et ass d'Türkei, déi d'Europäesch Unioun gefrot huet, fir Member ze ginn.

Fazit: Et ass, Här President, un der Türkei - un der Türkei! -, net nëmme ze soen, mä och ze weisen, dass se de Lien als Pays candidat wëllt oprechterhalen. Si mécht dat futti, ech hunn et gesot, mat der Aféierung vun der Doudesstrof. Dat weess se och. A wann dat Gespills weidergeet, dann, leider, si mer geschwënn do. Si mécht dat awer och, an do si mer eis och an der Europäescher Unioun als Ausseministeren eens, wa se mat Determinatioun virufiert, d'Kopenhagener Kritären ze verkennen. D'Fro, déi sech stellt a bei där mer jo hei eng kleng Differenz hunn, ass: Ass dee Moment komm?

Nun, d'Lëtzebuerger Regierung, Här President, steet am Fong zu den Argumenter vu praktesch alle Länner an der Europäescher Unioun, mat vläch enger oder enger hallwer Ausnam. Wat sinn déi?

Dat Éischt, dat ass, a verschidde Kolleegen hunn dat jo och ugeschwat: Milliounen Leit, Milliounen Leit an der Türkei gesinn eis Europäesch Unioun als eenzegt Gelänner, fir aus deem Morast vun der Netrechtsstaatlechkeet eng Kéier erauszekommen. An eng Suspensioun, decidéiert vun eis elo, wier an den Ae vu praktesch alle Länner an der Europäescher Unioun en haarde Coup géint dës Hoffnung. Et géif och net verstane gi vu ville Mënschen an der Türkei, déi sech asetze fir d'Demokratie.

Zweetens, Oppositionsleader, och souguer Kurden, déi agespaart sinn, deelen eis a Bréiwer an iwwert d'Medien mat, dass mer dat net solle maachen, dass dat nach vläch déi eenzeg Brems ass op der Autobunn zu engem autoritäre Regime.

An drëtts - gleef mer dat! -, de President vun der Türkei ass a Saache Mënscherechter net vun dëser Welt, op jidde Fall aus europäescher Siicht gesinn. An et ass e Spezialist am Provocerieren. Duerfir, fale mer net dorobber eran! Hie wëllt, dass d'Europäesch Unioun brécht, wat him, mengen ech, géif e Gefale maachen. Bleiwe mer also intelligent!

E véierte Punkt, deen och net ze ënnerschätzen ass, ass dee vun der Zypern-Fro. Mir sinn an der Zypern-Fro an eng ganz, ganz waarmen Phas. Esou no un enger Regelung ware mer nach ni. An en Ofbroch elo vun eiser Sait géif dat Ganzt a Fro stellen.

Fazit, Här President: Mir gewannen näischt mat suspendieren, näischt wat am Advantage wier fir Milliounen vu Leit an der Türkei, déi un eis gleewen. An duerfir ass eis Regierung och op der Sait vun der Europäescher Kommissioun als Institutioun, op der Sait vum Europaparlament als Institutioun. Ech kenne keng relevant Partei am Europaparlament, déi d'Suspensioun freet. Eenzel Membere kënnen dat maachen, mä et ass keng politesch Famill, déi dat freet, nach am Conseil des ministres freet een dat, gesäit also een eng Suspensioun, en Ofbroch - wéi Der dat wëllt - elo als Initiativ ubruecht.

An duerfir géif ech, Här President, schlicht an einfach d'Chamber froen, déi Argumentatioun och mat ze deelen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Ausseminister. An esou wéi dat d'Regel ass, huet den Auteur vun der Question élargie nach eng Kéier d'Méiglechkeet, fir nozehaken.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Ech waarde vläch, bis den Här Minister op senger Platz ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, kee Problem.

(Interruption)

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Här President, ech soen Iech Merci, datt Der, wéi eist Reglement et virgesäit, mer d'Geleeënheet nach eng Kéier gitt, fir eng oder zwou Froen nozeschécken.

Ech soen dem Här Minister Merci, wéi och all deenen anere Kolleegen, déi hei Stellung geholl hunn, déi sech och ausgeschwat hunn iwwert d'Motioun vun der ADR an déi Saachen, déi mir doranner proposéiert hunn.

Ech hunn en éischte Problem, also eng éischt Fro och un den Här Minister mat der Logik vu sengem Rasonnement, eng Logik, déi och vu verschiddenen anere Parteien hei opgegraff ginn ass.

Hie seet u sech: Wann d'Doudesstrof ageféiert ass, dann ass dat d'Enn vun dem Dialog, d'Enn vum Baitrëtsstatus. Mä all déi aner Leit heibannen, déi an déi do Richtung argumentéiert hunn, hunn eis jo gewisen, datt d'Iddi vum kontinuierleche Prozess - déi Kapiteln 23, 24 - jo de Rétablissement vum Rechtsstat wär. An ausgerechent, wann de Rechtsstat nach eng Kéier an engem grouse Mooss verletzt gëtt duerch d'Aféierung vun der Doudesstrof, dann, an där Logik, misste mer ophalen, mat der Tierkei ze schwätzen, dann, wann d'Leit et nach méi néideg hätten, wéi elo?!

Do ass déi éischt Fro: Wéi léisst sech dat logesch erklären?

Wann een higeet an et seet een, mir missten, egal wéi, och elo schon, wou den Här Minister seet, dat wäert jo praktesch Nazimethoden, mir misste weiderverhandelen, firwat muss een dann net och weiderverhandelen, weiderschwätzen, wann d'Doudesstrof ageféiert gëtt?

Do ass eis Positioun, a mengen Aen op jidde Fall, méi logesch, fir ze soen: Mir ginn op en anere Wee mat der Tierkei. Well Dir hutt, weinstens ass dat mä Gefill, an deem do Rasonnement e logesche Widersproch. Wann d'Leit Iech brauche fir e Mënscherechtsdialog, da brauche se Iech och, wann d'Doudesstrof ageféiert ass!

Déi zweet Fro, déi ech hunn, den Här Minister an aner...

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Dierf ech dorobber äntworten?

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, ech hunn der zwou. Wéi Der wëllt, Dir kënn och elo. Ech wollt Iech déi zwou Froen mateneen stellen, Här Minister.

► **Plusieurs voix.** - Mateneen, mateneen.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Dann déi zweet Fro. Dir hutt gesot: „Institutiounen froen net, am Abléck weinstens nach net, den Ofbroch vun de Verhandlungen mat der Tierkei.“ Dir hutt awer gesinn, hei am Parlament sinn elo am Abléck schon zwou Parteien - bis elo wor et eng, elo sinn et der schon zwou -, déi den Ofbroch verlaangen: d'CSV am Abléck elo emol, bis sech d'Situatioun verbessert, a mir aus Prinzip allgemeng. An esou wéi mir heibanne gëtt et ganz vill Stëmme an Europa - politesch Parteien, Autoritéiten an e groussen Deel vun der Opinion publique -, déi awer mengen, datt d'Zäit komm wär, fir mat der Tierkei en anert Verhältnis ze sichen.

Mir hunn als ADR zum Beispill gesot, datt, wann et sollt zu engem Baitrëtt kommen, mir sécher eng Proposition de loi wäerte maachen, fir e Referendum iwwert déi Fro ze lancéieren, well mer der Meenung sinn, datt e groussen Deel vun der Opinion publique net géif mat op dee Wee goen.

Meng zweet Fro ass dowéinst: Wat ass dann Aert Gefill, politesch an Europa, och wann am Abléck d'Institutiounen nach dat ënnerstëtzen, wat Dir eis hei als Politik proposéiert? Mä sidd Dir der Iwwerzeugung, datt eng Majoritéit vun den Europäer an eise Memberstaten, vun der Bevëlkerung an eise Memberstaten nach bereet ass, eng Tierkei an d'Europäesch Unioun opzehuelen?

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Dat ass e ganze Brevéier! Also, fir d'Alleréisch, bei där zweeter Fro, Här Kartheiser, indirekt därerf ech soen: Bei der CSV hunn ech nach Hoffnung, dass och no deem Vott, deen dann haut stattfënn, awer eng Méiglechkeet do ass, fir dass mer zesummen hei an där kapitaler Fro och nach en Terrain d'entente an der Zukunft fannen. Well et ass e wichtige Punkt. Et geet net nëmme ëm d'Türkei. Et geet ëm: Wéi geet d'Europäesch Unioun ëm mat de Mënscherechter a wat fir en Drock kënnen mer opbauen, fir dass d'Mënscherechter respektéiert ginn?

Bei där éischter Fro... Bon, also bei Iech, der ADR, do mengen ech, ass dat méi schwéier!

Déi éischt Fro, déi Der stellt, do ass et: Wa mer effektiv konfrontéiert si mat engem Fait, dee rationell bewisen ass, wat als Konditioun an de Kritären drasteet, wann ee wëllt Member gi vun der Europäescher Unioun - well, ech mengen, den Här Mosar huet gesot: „Si ass 2006 ofgeschafft ginn“, 2004 hat d'Türkei sech engagéiert, fir d'Doudesstrof ofzeschaffen, bon, soss wier et ni zum Ufank vun de Verhandlungen komm -, wann dat also geschitt, ech mengen, da setzt net d'Europäesch Unioun d'Türkei ausserhalb vum Kandidatstatus, mä si sech selwer.

An dann, ech hunn dat och beäntwert virun der europäescher Press zu Bréissel, ech hunn et och de Muere gesot: Da besteet nach ëmmer d'Türkei! An da besteet nach ëmmer Europa. An dann hu mer nach ëmmer de Problem am Irak a mir hunn de Problem a Syrien. Da mussen mer eben als Drëttland mat der Türkei kucken, wéi mer zupaasskommen. Allerdéngs hu mer dann awer vill manner Moyenen, fir anzegräifen.

Ech hunn dat net hei évoquéiert. Et ass och vläch schwéier ze explizéieren. Mä Dir wësst, dass et esou eppes gëtt wéi d'Finanze vun der Préadhésioun. An Dir wësst jo och, dass mer d'accord waren - all Parteien, och hei an der Chamber gëtt et jo awer Famillje vun deene Parteien, déi d'accord waren -, dass gekuckt gëtt, mat der Tierkei e Wee ze fanne bei der Migratioun. An do si bis elo 670 Milliounen gefloss. Et si jo 3 Milliarden, déi eigentlech d'Enveloppe duerstellen. Et sinn der 2,2 engagéiert.

Déi Sue gi virun allem un ONGen, awer och vill un d'UNO, fir dass déi syresch Flüchtlingen an de Campe genuch z'iesse kréien. Si ginn och un zwee Ministären an der Türkei, un den Éducatiounsministère, fir de Leit, déi aus Syrien kommen, d'Sprooch bäizebréngen, an och un d'Santé, fir eben déi gesondheetlech Infrastrukturen ze hunn.





méi am Wee, dass mer déi flott Konventioun dann och stëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6881 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58 Participatiounen, 58-mol Jo. Domat ass d'Konventioun eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6881 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Alex Bodry), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Marc Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 6979. Et handelt sech ëm de Projet, dee weider sozial Mesurë fir professionell Artisten betrëfft. An d'Wuert huet elo direkt deeselvecht Madamm Rapportrice wéi virdrun, d'Madamm Taina Bofferding.

9. 6979 - Projet de loi portant modification

I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et

II. du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem heite Gesetz gi mir den Intermittents du spectacle, also den Deelzäitbeschäftegten an der Lëtzebuurger Kulturzeen, méi Sécherheeten, dat doduerch, dass mer verhënneren, dass si iwwer eng onlimitéiert Zäit vun engem CDD an deen nächste wiesselen, an doduerch, dass mer hinnen d'Recht op sozial Mesurë garantéieren.

Fir dëst Gesetz auszeschaffen, hat de Ministère am Virfeld Leit um Terrain consultéiert. Niewent der Travaillskommissioun huet sech och d'Kulturkommissioun hei aus der Chamber mam Dossier beschäftigt. Eis ass et drëms gaangen, eng beschtméiglech Antwort ze fannen, fir op där enger Säit dem Besoin u Flexibilitéit, deen an dese Beruffer nun eemol üüblech ass, Rechnung ze droen, an op där anerer Säit ze verhënneren, dass déi Leit der Prekaritéit ausgesat sinn.

D'Beruffsgrupp vun de Kulturschaffenden zeechent sech duerch Fräiheet, Selbstständegkeet an Individualitéit aus, verbonnen awer oft mat enger gewëssener Onsécherheet an oft gerénge Verdéngschtaussichten. Flexibel Beschäftigungsforme si fir vill Kënschtler per se net als negativ ze bewäerten. D'Konsequenze vun der zouhuelender Flexibilitéit dergéint kënnen awer duerchaus als problematesch erlieft ginn, besonnesch dann, wann ee Moment keng Opträg ustinn. An dofir ginn et jo déi sozial Mesuren, fir deene Leit besonnesch ënnert d'Aerm

ze gräifen, déi ee Moment net esou gutt - finanziell gesinn - iwwert d'Ronne kommen.

Virun zwee Joer hate mer jo och schonn heibannen am Haus e Gesetz gestëmmt, fir d'Konditiounen ze verbesseren a méi en einfachen a gerechten Accès op déi sozial Protektioun fir déi Kulturschaffend ze garantéieren, baséierend op dem Gesetz vun '99. Sou gouf ënner anerem agefouert, dass et duergeet, dass ee sechs Méint sozialverséichert ass, d'Wunnkonditioun hu mer opgehewen an et muss een en Engagement an der nationaler Kënschtlerzeen opweisen, fir kënnen en Urecht op déi sozial Mesuren ze kréien.

Mat dësem Projet de loi elo wëlle mer Modifikatiounen am Gesetz iwwert déi sozial Mesuren, verbonne mat Ännerungen am Code du travail, virhuelen. D'Zilsetzung ass eng méi prezis Definitioun vun den Intermittenten an eng Limitatioun vun der maximaler Dauer vun den CDDen, déi si kënnen ofschléissen.

Firwat mer dës Ännerungen och musse maachen, geet op en Arrêt vum Europäesche Gerichtshaff zrëck. A sengem Gerichtsuerteel gouf festgehalten, dass eng onlimitéiert successiv Erneuerung vun CDDen bei den Intermittenten net justifiéiert ass. Net objektiv genuch erkläert ass, firwat esou permanent Erneuerunge vu befristeten Aarbechtskontrakter erlaabt solle sinn. Den Droit commun a Saachen CDD, wéi en am Aarbechtsrecht festgeschriwwen ass, hält fest, dass en CDD maximal zweemol däerf erneiert ginn. D'Durée vun engem CDD fir deeselvechte Salarié däerf insgesamt net iwwer 24 Méint erausgoen, d'Erneuerung vum Kontrakt mat abegraff.

Fir d'Intermittenten allerdéngs gëtt et eng Ausnam par rapport zu deene virgenannten Dispositionen. Hir befristet Aarbechtskontrakter dierfe méi wéi zweemol erneiert ginn, och wann et iwwert déi 24 Méint erausgeet, ouni dass dann den CDD muss an en CDI ëmgewandelt ginn. D'Begrënnung ass, dass d'Intermittenten un individuelle Projete schaffen, déi nun eemol an der Zäit begrenzt sinn.

D'EU-Kommissioun gesäit dat awer liicht anescht. Hir ass d'Definitioun en Dar am A. Déi ass hir net kloer genuch. An dowéinst musse mir eis Legislatioun elo upassen.

Mam Projet de loi ass virgesinn, dass d'Intermittenten nach ëmmer iwwer CDD kënnen agestellt ginn, awer mat der Ännerung, dass och hei déi Zäitspann vu 24 Méint muss respektéiert ginn, a mat der Ännerung, dass an Zukunft deeselvechten CDD awer méi wéi zweemol däerf erneiert ginn. Mat deem Gesetz gëtt also och versicht, d'Gefor vum Recours abusif, duerch eng successiv Erneuerung vun CDDen, wäitméiglechst ze ënnerbannen.

Här President, dass eng Partie Artisten an Intermittentë mussen eng zweet Aktivitéit niewent hirer kënschtlerescher Aktivitéit ausüben, ass bal evident. Allerdéngs huet sech hei d'Fro gestallt, wéi d'Konditiounen si fir en Intermittent, fir dierfen eng Aktivitéit secondaire auszeüben, respektiv wéi een Impakt déi op d'Gesamtbeschäftigungssituatioun vun den Intermittenten dierf hunn. D'Definitioun vun der Aktivitéit secondaire vun den Intermittentë gouf deemools zesumme mat där vun den Artisten agefouert. Allerdéngs war déi vun den Intermittenten net wierklech reglementéiert. Déi zoustänneg Commission consultative, déi mam Gesetz virun zwee Joer geschafe gouf, hat Problemer, a verschidde Fäll eng Activitéit secondaire ze ervaassen.

D'Kulturkommissioun weist dofir an hirem Avis drop hin, dass de Commentaire des articles méi prezis misst sinn, wat de Calcul, also d'Erfaassung vun der zweeter Aktivitéit betrëfft. Et geet hei ëm déi 80 Deeg, déi iwwer eng Period vun 365 Deeg gekuckt ginn. Et muss also kloer sinn, dass en Intermittent säi Statut ka behalen an domadder och d'Recht op déi sozial Mesurë kritt, wa seng Beschäftegung als Intermittent déi vun der Aktivitéit secondaire priméiert. Dat heescht, déi net artistesch Aktivitéit däerf net méi Deeg an Usproch huele wéi déi als Intermittent. An effektiv muss een agestoen, dass de Commentaire des articles hei irreführend ass, wou eng Aktivitéit secondaire als ganzen Dag ugerechent géif ginn, egal wéi vill Stonnen déi am Endeffekt eigentlech ausmécht.

Dorausser ergëtt sech also, dass elo d'Commission consultative cas par cas d'Activité principale an d'Activité secondaire analyséiert. Dat heescht, wann zum Beispill déi zwou Aktivitéiten deeselvechten Dag stattfannen, ass et un der zoustänneger Kommissioun ze präwien, wéi eng Aktivitéit dann elo priméiert. Domadder ass hinnen dann och eng gewësse Flexibilitéit ginn, fir den Intermittenten do gerecht ze ginn.

Déi Prezisiounen dozou sinn op Wunsch vun de Membere vun deenen zoustännegge Chamberskommissiounen a mengem schrëftleche Rapport opgefouert, fir dee Punkt nach eng Kéier genau ze erklären. Weider a mengem Rapport sinn och de genaue legislative Verlaf zesumme mat deenen eenzelen Avisen zu dësem Projet de loi beschriwwen.

Op dëser Plaz wëll ech dann och nach ganz besonnesch zwou Damme Merci soe fir hir Mat-aarbecht, der Madamm Entringer an der Madamm Sonnetti, an natierlech och nach deenen anere Memberen aus deenen zwou Kommissiounen an de Leit vun Ministère, déi mat um Dossier geschafft hunn.

Ofschlëssend wëll ech drop hiweisen, dass et hei am Land ongeféier 13.000 Kulturschaffend ginn. An déi maaache 5,2% vun der Beschäftegung aus. D'Kultur ass e Fundament, op deem eis Gesellschaft steet an op deem si baut. D'Kultur gëtt d'Geleeënheet fir eng Gesellschaft, fir sech mat sech selwer, mat hire Valeuren a Widderspréch auserneezenesetzen, sech kritischesch ze reflektéieren a sech ze entwëckelen. Dofir ass et wichteg, dass mer Konditiounen schafen, fir dass d'Kultur an déi Kulturschaffend kënnen onofhängeg a kritischesch schaffen. Si waren a si sinn oft déi Éischt, déi géint de Stroom schwammen, déi onbequem a kritischesch sinn an deemno och eng Gesellschaft virbréngen. D'Kultur ass derniewent e wichtige Facteur vun der Imageentwëcklung vun eisem Land.

An elo an der Diskussioun, oder soll ech soen an där grousser Zukunftsdebat, déi mer féieren, wëll ech nach drun erënneren, dass d'Kultur an d'Kreativwirtschaft eng Branche sinn, déi wiisst an domadder gutt Chance bitt, fir wirtschaftleche Wuesstum, Innovatioun a weider Aarbechtsplazen ze schafen. An dëst gëllt et ze sécheren an ze stäerken, d'Kreativitéit vun de Kulturschaffenden ze féieren a si, wann et dann erwünscht ass, och sozial ze encadréieren.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill zu mengem mëndleche Rapport. Ech ginn direkt dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Bofferding. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes, dee scho prett ass.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Merci, Här President. Merci villmools der Rapportrice, déi, wéi ech fonnt hunn, e ganz gudde Rapport gemaach huet. En ass ganz komplett gewiescht. Si huet u sech am Detail erkläert, ëm wat et hei geet, wat u sech eis géif erspueren, fir nach villen hei driwwer ze soen. Ech hunn och net wëlles, elo laang driwwer ze schwätzen, mä ech mengen awer, datt dese Projet de loi, an dat huet d'Rapportrice hei kloer duergestallt, e gutt Beispill ass, wéi ee muss heiansdo och als Législateur natierlech probéieren, e Mëttelwee ze fannen, e Spagat ze fannen.

Op där enger Säit hu mer jo u sech en Aarbechtsrecht, wat ganz strikt ass, wou mer d'Regel, d'Philosophie hunn, datt d'CDle solle jo dat sinn, wat d'Regel soll sinn. Mä op där anerer Säit hu mer awer Beräicher, wéi d'Rapportrice et duergestallt huet, mat enger gewëssener Flexibilitéit oder Fräiheet, wéi se dat och ausgedréckt huet, a wou d'Natur vun der Aktivitéit awer nun eemol net direkt dat ka virussetzen, eng fest Ustellung ka virussetzen. An dofir muss een do kucken, eppes ze fannen, wat deenen zwee Aspekter gerecht gëtt.

Dat ass och dunne '99 de Fall gewiescht, wéi hei d'Debatten an der Chamber waren, déi éischte Kéier wou esou e Gesetzesprojekt diskutéiert an och een ugeholl ginn ass vun den Artistes indépendants a vun den Intermittenten.

Et ass och interessant, déi Diskussiounen nach eng Kéier nozeliesen, déi déizäit waren, well dat war net esou evident. Do sinn d'Meenungen och wäit auserneeegaangen. Op där enger Säit war eben de Wëlle vun där deemoleger Kulturministesch, dem Erna Hennicot-Schoepges, fir ze soen, mir misste kucken, e Mëttelwee, e Kompromëss ze fannen, fir awer eng gewësse sozial Sécherheet deene Leit och kënnen ze ginn, ouni awer hir Fräiheet an d'Natur vun der Aarbecht, déi se maachen, ze verkennen. Op där anerer Säit sinn och Argumenter komm, déi gefaart hunn, do kéint eng gewëssen Zort Statskënschtler domadder geschafe gi respektiv dat kéint zur Mëttelméissegkeet féieren an der Kënschtlerzeen.

(Madame Simone Beissel prend la présidence.)

Also et war net evident, fir deemools sech do eens ze ginn. Et ass sech dunne awer am Endeffekt op e Gesetzestext géeenegt ginn an deen ass awer ugepasst ginn iwwer all déi Joren, well et e ganz spezifischen Domän ass, deen déi mannste vun eis och wierklech um Terrain jo kennen. Et ginn awer Kolleegen heibannen, déi dat maachen an déi sécherlech och wäerten do nach kënnen méi dozou soe wéi mir. Mä vum rechtleche Standpunkt aus sinn natierlech erëm eng Partie Froen am Laf vun der Zäit derbäikomm, Prezisiounen.

Elo huet hei d'EU-Kommissioun sech där Fro saiséiert, well se strikt wullt kucken, wéi et ass mat den CDlen, a fonnt huet, datt hei e gewëssenen Abus kéint geschéien an deem heite Beräich; wat

op där enger Säit komesch ass. An do fannen ech schonn, datt d'Remarque oder den Interview, deen den Här Aarbechtsminister ginn hat no dem Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff, interessant war, wou e fonnt hat, op där enger Säit géif d'EU-Kommissioun dacks derfir plädéieren, d'Aarbechtsrecht misst an Europa méi flexibilitéiert ginn, an op där anerer Säit, wann een awer emol e Beräich hätt, wou u sech Flexibilitéit awer verlaangt wier, well dat d'Natur ass - ouni elo natierlech do all d'Sozialrechter iwwer Bord ze geheien -, da géif do vläicht e Risk bestoen an hiren Ae vun Abusen.

Bon, den Europäesche Gerichtshaff, mengen ech, huet sech reng rechtlech ausgeschwat, well e sech gestouss huet un der Definitioun vun dem Intermittent, déi méi misst preziséiert ginn, déi soss kéint a sengen Aen dozou féieren, datt een déi Leit kéint méi abusiv astellen.

Ech mengen, datt elo awer déi Léisung no deenen Diskussiounen an de Kommissiounen, déi mer haten, déi um Dësch läit, eng gutt Léisung ass. Mir ënnerstëtzen se op jidde Fall. Ech ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Wilmes. Als nächste ageschriwwene Riedner hunn ech den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Madamm Presidentin, villmools Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat versteet een ënner „intermittents du spectacle“? Et ass jo virdrun ugeklongen, a wat fir enge Beräicher se täteg sinn. Et sinn effektiv dës Leit, déi am Beräich vun der Kultur täteg sinn an ëmmer nëmme fir kuerz a ganz begrenzten Zäit an en Aarbechtsverhältnis erakommen, well se vu Produktiounen ofhängeg sinn, während deenen hir Aarbecht nëmme fir eng limitéiert Dauer gebraucht gëtt.

Beispiller vun esou Realisatiounen sinn Theaterstécker, Filmer, Danzopféierungen, Concerten, literaresch oder kënschtleresch Expositiounen. Betraff kënnen si souwuel Akteuren, Museker, Auteuren, awer och zum Beispill Bünentechniker, a loosse mer och d'Maquilleusen net vergiessen.

Och zu Lëtzebuerg gëtt et eng Partie Leit, déi ënnert dem Statut vum Intermittent du spectacle schaffen. Et ass also net vu Muttwëll, wa mer elo dese Projet de loi haut stëmmen, well mer heimat de betraffene Leit hir aarbechtsrechtlech Situatioun verbesseren. Effektiv ass et elo kloer, wat bis elo net de Fall war, datt den CDD fir dës Personnen onbegrenzt erneiert ka ginn, à condition datt déi maximal Gesamtdauer sech op en Zäitraum vu 24 Méint beleeft.

Erlaabt mer, der Rapportrice Taina Bofferding Merci ze soe fir hiren exzellente Rapport. Si ass hei wierklech op all klitzeklengen Detail agaangen, wéi sech dat och gehéiert. Am Numm vu menger Fraktioun begriessen ech, datt mat dësem Projet de loi dem Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff vum 26. Februar 2015 Rechnung gedroe gëtt an d'Konformitéit vun eiser Gesetzgebung am Beräich vun den zäitlech limitéierten Aarbechtsverträge fir sougenannten Intermittents du spectacle mam europäesche Recht erëm hiergestallt gëtt.

D'Rapportrice huet dat, wéi gesot, inhaltlech ganz detailléiert behandelt. Ech wëllt awer nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir der zoustänneger Aarbechtskommissioun am Numm vun der Kulturkommissioun Merci ze soen, datt d'Kulturkommissioun - déi ech jo d'Éier hunn, dierfen ze presidéieren - an dësem dach fir de Kultursecteur a fir déi concernéiert Leit wichtegen Dossier ëm hir Meinung gefrot gouf an en Avis huet dierfe verfaassen.

Ech ginn dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).**- Merci, Madamm Presidentin. Ech wäert mech hei ganz kuerz faassen. Bei dësem Projet de loi, deen ëm d'Intermittents du spectacle geet, also déi Kulturschaffend hei zu Lëtzebuerg, ass et jo drëm gaangen, eng Mise en conformité ze maachen no engem Arrêt vum Europäesche Gerichtshaff. An d'Detailer, déi sinn alleguerter schonn hei vu menger Virriednerin, der Rapportrice, genannt ginn. Hir e grouse Merci u sech fir deen detailléierte schrëftlechen a mëndlechen Rapport.

Wat awer extra ass un dësem Projet de loi, dat ass, dass awer am Virfeld op Initiativ vun dem Kulturminister - Kulturministesch zu deem Moment - an dem Aarbechtsminister am Kulturministère u sech déi concernéiert Leit zesummege-ruff gi sinn. Déi Leit, déi si gelauschert ginn, et ass op deenen hir Besoinen agaange ginn. An duerno sinn déi lwwerleeungen och an dese Projet de loi aflësse gelooss ginn.



An duerfir géif ech dann och am Numm vun eiser Fraktioun eisen Accord zu dësem Projet de loi hei ginn an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Anzia. Nächste Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - Merci, Madamm Presidentin. Dir erlaabt mer, datt ech vläicht, an de Limite vun der Riedezäit, e bësse méi ausféierlech versichen, op dee Gesetzesprojet anzegoen, mat deem mer et hei ze dinn hunn.

Wéi am Dezember 2014 dat neit Gesetz iwwert de Statut vum Artist an dee vum Intermittent du spectacle gestëmmt gouf, hu mir als Lénk eis dozou enthalen, mat der Begrënnung, datt - och wann et Fortschrëttler gi sinn, déi indéniable sinn, zu deem Gesetz, wat initial virlouch - et awer esou ass, datt a wesentleche Punkten dat Gesetz net wierklech der sozialer Realitéit an de Besoine vun den Artisten an den Intermittenten entsprécht.

An déi Fro misst ee sech eigentlech bei engem Gesetz oder bei der Gesetzesännerung, well dorëmmer handelt et sech jo eigentlech, och stellen: Ass et e Fortschrëtt par rapport zur besteeënder Situatioun, oder net?

Ausléiser vun där Gesetzesännerung, mat där mer et ze dinn hunn, ass net eng objektiv Evaluatioun, déi mer 2014 bei der Debatte hei an der Chamber vun der deemoleger Ministesch Maggy Nagel versprach kruten, mä Ausléiser vun där Gesetzesännerung ass en Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff. Deen Arrêt beseet nämlech, datt déi Lëtzeburgeresch Legislatioun vun den Intermittenten net dee soziale Schutz bitt, zu deem mer eis an der EU verflücht hunn. Effektiv ass et esou, datt d'Direktiv vun 1999 virgesäit, datt de Gebrauch vun Zäitverträge, CDDen, soll begrenzt sinn, entweder zäitlech oder an hirer Heefegkeet, respektiv datt et objektiv Grënn mussen ginn, déi de begrenzte Charakter vun deem Aarbechtsvertrag ënnermaueren.

Mat der Gesetzesännerung hei geschéien elo zwou Saache fir d'Intermittenten: Éischtens, d'Definitioun vun den Intermittentë gëtt dohigend geännert, datt d'zäitlech Begrenzung vun der Aktivitéit vum Intermittent an d'Gesetz nach eng Kéier méi kloer drakënn. A parallel dozou gëtt kloer verankert, datt et méiglech ass, eng sekundär Aarbecht kënnen unzuhuelen. An zweetens, dat ass déi zweet nei Ännerung, gëtt den CDD op 24 Méint begrenzt.

Ass dat elo e Fortschrëtt? Zum éischte Punkt, der Definitioun vum Intermittent: Do ännert sech eigentlech an der Praxis näischt, well et elo scho méiglech war, eng Nieweschäftegung ze hunn. Et gëtt just méi kloer am Gesetz nach eng Kéier beschriwwen.

Fir Diskussiounen an der parlamentarescher Kommissioun huet awer effektiv de Commentaire des articles gesuergt, deen a senger Ursprüngelecher Fassung virgesinn hat, datt en Intermittent sech keen Dag urrechne loosse kéint, während deem en och nëmmen eng Stonn en aneren Job gemaach hätt. Wuelverstanen net fir indémiséiert ze ginn, mä fir op déi 80 Aarbechtsdeeg ze kommen, déi e brauch, fir sech iwwerhaapt kënnen Intermittent ze nennen.

Dat war, an där ursprüngelecher Fassung, e Réckschrëtt zur aktueller Handhabung gewiescht, well eng sëllege Leit, déi scho säit Joren als Intermittent unerkannt sinn, riskéiert hätten, do-duerjer hire Statut ze verléieren an domadder och d'Aussicht op déi sozial Mesuren, déi am Gesetz virgesi sinn.

Op eis Initiativ an no ganz gudden inhaltlechen Diskussiounen an der Kultur- an der Aarbechtskommissioun ware sech d'Membere vu béide Kommissiounen awer unanime eens, datt dat net de Sënn vun där Ännerung soll sinn.

Och de Kulturministère huet an der Kommissioun d'Formuléierung selwer als onglécklech bezeecht an assuréiert, datt et net d'Intentioun war, fir d'Konditiounen weider ze verschäerfen. Duerfir ass am parlamentaresche Commentaire kloergestallt, datt weiderhin d'Commission consultative, déi mam Gesetz vun 2014 agefouert gouf, eng Interpretatiounsmarge huet, fir ebe feststellen, ob et eng kënschtlersch Aktivitéit ass, déi priméiert, esou wéi dat eigentlech och soll sinn.

Dës Kloeerstellung ass wichteg, well vill Intermittenten drop ugewise sinn, nieft hirer professioneller kënschtlersch Aktivitéit nach niewelaanscht ze jobben, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Mir sollten eis bewusst sinn, datt Intermittent du spectacle net nëmmen e Beruff ass, deen eng extrem Flexibilitéit virussetzt, mä ganz dacks och e prekären ass, souwuel wat d'Rémunéiratioun ugeet, mä och wat d'Zukunftssécherheet, d'Planungssécherheet vun deene Leit ugeet. Vill Leit decidéieren duerfir, no Joren Erfahrung mat niddrege Léin an Insécuritéiten, wat d'Planung ugeet, en Niewenjob unzuhuelen. Vill Intermittent

tenté gi stonneweis Coursen a Conservatoires, Musekschoulen, anerer ginn niewelaanscht an d'Gastronomie jobben, fir datt et um Enn vum Mount duergeet. Wuelverstanen och alles Leit - an ëmmer méi Leit - mat enger ofgeschlossener akademescher Ausbildung!

Et kéint een also dës kleng Episod einfach ad acta leeën, wann do hannendrun net awer fir vill Leit de batteren Nogeschmaach léich vun enger generaliséierter Méfiance vis-à-vis vun Intermittenten. Eppes, wat - den Här Wilmes huet et ugeschwat - eigentlech zënter dem Ufank vun den Diskussiounen ronderëm d'Afféierung vum Kënschtlersstatut an deem vum Intermittent déi Diskussiounen begleet huet.

Well d'Zuele weisen eigentlech de Géigendeel! D'Zuel vun de Bénéficiaire vun deene soziale Mesuren ass net explodéiert, wéi dat ëmmer erëm gefaart gouf, mä entsprécht héchstens a bescheidenem Mooss der Entwécklung an der Entfaltung vun de kulturellen Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg.

Am Joer 2015, esou steet et am Rapport vum Ministère, waren et insgesamt 230 Leit, déi - cumuléiert, also Artisten an Intermittenten - Bénéficiaire ware vun deenen Hëlfe. Dogéint steet déi Zuel, déi d'Rapportrice, d'Madamm Bofferding, gesot huet vun 13.000 Leit, déi kënschtlersch aktiv sinn, eng Zuel, déi ech spontan e bëssen héich gegräff fannen. Mä op jidde Fall gesäit een dorunner, datt een an dësem Fall op jidde Fall net vun Abuse ka schwätzen, wann ee weess, datt et 230 Leit sinn, déi kënnen an de Genoss vun Hëlfe, sozialen Hëlfe kommen. An och, wann een dann d'Montantë kuckt, gesäit een, datt sech dat alles an engem ganz iwwerschaubare Beräich usidelt a sécherlech keen dovunner räich gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Den zweete Punkt vun der Gesetzesännerung, also d'Begrenzung vum CDD op 24 Méint, do ännert sech alt och erëm eng Kéier fir déi allermeeschten Intermittentë bal näischt, well déi mannsten iwwerhaapt en CDD hunn! A vun deenen, déi een hunn, ass kaum een, deem säi méi laang wéi 24 Méint geet, oder bis elo gaangen ass.

Déi allermeeschten Intermittentë schaffen nämlech op Basis vun engem Contrat d'entreprise oder engem Contrat de prestation de services, déi meeschtens relativ schwammeg formuléiert sinn an an deenen et kaum oder just minimal Standarde gëtt, zum Beispill wat d'Rémunéiratioun oder d'Aarbechtszäit ugeet. Dat kënn net vun näischt, well en Intermittent an der Regel eben net ënnert déi allgemeng Schutzbestëmmungen vum Aarbechtsrecht fält, wéi dat bei Salaréien, also den CDDen de Fall ass.

Also, nieft enger maximaler Flexibilitéit, wat d'Horairen, d'Cacheten ugeet, huet de Patron, hunn d'Entreprises - well eigentlech handelt et sech och bei Intermittenten ëm Patronen, déi se astellen - en anere gewaltege Virdeel: Si müssen nämlech keng Sozialofgabe bezuelen, doduerch datt d'Intermittentë Selbststänneger sinn. D'Cotisations ginn ausschliesslech vun den Intermittenten iwwerholl, also och d'Part-patronalen.

An Dir kënn lech jo sécher virstellen, datt ënner esou Bedéngungen déi allermannste Patronen, Entreprises a Kulturinstitutionen op normal Aarbechtsverträge, CDI oder CDD, zrëckgräifen. Well fir si ass et méi interessant, Leit ënner Prestation-de-services-Kontrakter anzustellen. An dat ass och de Fall, dorun ännert och dëst Gesetz näischt, leider näischt!

Anescht gesot: Jo, dëst Gesetz wäert den abusive Recours op CDDen bei Intermittentë begrenzen, mä et hëlleft awer och net allze vill, well déi allermannsten Intermittenten iwwerhaapt en CDD hunn. Eng wierklech aarbechtsrechtlech Reform misst de Statut vum Intermittent vill méi no bei dee vum Salaréi réckelen, mat deene Schutzbestëmmungen an och mat Rechter, déi domadder verbonne sinn. Dat géif och der Realitéit um Terrain wesentlech méi entsprechen, well oft ass den Intermittent an enger Situatioun vun enger Schäinselbststännegkeet.

Dëst huet och, zu Recht, menge mer, d'Salariatskummer kritiséiert, souwuel am Avis vun 2014 iwwert d'Gesetz, wéi och elo nach eng Kéier iwwert dee Projet, déi Gesetzesännerung, mat där mer et hei ze dinn hunn.

En Ufank vun esou engem Rapprochement vum Intermittentstatut un dee vum Salaréi wier, datt d'Entreprises, d'Kulturbetribler d'Patronatscotisations vun der Sécurité sociale bezuelen, wat dem eigentlechen Aarbechtsrecht vill méi no wier, wéi och minimal Norme wat d'Aarbechtszäit, d'Nuetsaarbecht an de Minimallooun ugeet.

Am Géigenzuch gëtt et vun deene Patronatsorganisationen natierlech d'Fuerderung - an déi een och ënnerstëtzt kéint - vun enger Reduzéierung vun der TVA op 3%, wat de Kulturhaier an -institutionen, Entreprises entgéint géif kommen.

Här President, mir stëmmen dës Kéier dës Gesetzesännerung mat, och wa mer wëssen, datt et

just e ganz minimalen a beschränkte Fortschrëtt ass. Mä mir stëmmen se och mat, well mer mengen, datt d'Chamber an déi zwou Kommissiounen, d'Kulturkommissioun an d'Aarbechtskommissioun, hir Aarbecht gemaach hunn an datt mer e Feeler, deen an enger ursprüngelecher Fassung dra war, e Mëssverständnis, wéi een et och ëmmer nenne wëllt, datt d'Chamberskommissiounen et fäerdegbruecht hunn, dat ze änneren an domadder et op jidde Fall kee Réckschrëtt ass. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci dem Här Baum. An d'Wuert huet direkt den Här Statssekretär fir d'Affaires culturelles, den Här...

(Interruption)

Ah, den Här Aarbechtsminister, jo, kee Problem!

Prises de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Villmools Merci emol fir d'Éischt der Madamm Rapporteur fir hire Rapport an och alle Riedner, déi jo e ganz konstruktive Bäitrag geleescht hunn. Ech mengen, Dir hutt rappéléiert, datt d'Originn e Recours en manquement vun der Kommissioun ass. An ech brauch net op dat zrëckzekommen, wat den Här Wilmes scho gesot huet, wou e mech zitéiert huet.

Mir hu probéiert, hei emol fir d'Éischt mat dem Secteur selwer, zesumme mat dem Ministère de la Culture, Léisungen ze fannen an engem komplexen Dossier effektiv, wéi dat och elo vum Här Baum beschriwwen ginn ass. Ech mengen, do war en enken Dialog och mat de Kulturschaffende selwer. Mir sinn ons alleguer bewosst, datt et keng räich, innovativ, kreativ Kulturzeen gëtt ouni Intermittents du spectacle. Dat ass en absolute Must an enger Kulturzeen!

An dat Zweet ass, mir wëssen alleguerten, datt dat e ganz speziellen Job ass, dee vun engem Projet op deen anere geet, an duerfir ass natierlech déi Bedroung vun enger Prekaritéit ëmmer ganz präsent. Ech mengen trotz allem duerfir, datt initialement d'Iddi war, e Salaristatut ze kreéieren iwwer en CDD, wou d'Leit Sozialrechter hunn, wou Cotisations bezuelt ginn, wou och herno Rechter am Chômage opginn. Well d'Alternativ, Dir hutt et gesot, ass déi vum Selbststännegen. An de Selbststännegen huet eng manner grouss Protektioun, besonnesch muss e fir sech selwer opkommen, wat déi sozial Cotisations ubelaangt. A besonnesch huet en e Problem dann, wann e kee Kontrakt huet, well da fält en zum Deel an e Vide.

Hei ass also ons Iddi, fir eben den CDD als eng gewësse Garantie duerstellen. Bon, datt d'Kommissioun dat net esou gesinn huet, dat iwwerloossen ech lech selwer, fir dat ze jugéieren.

Mir hunn elo eng Léisung fonnt, déi eigentlech jo kompatibel ass mat deem Uerteel, dat mer müssen ëmsetzen - do hu mer kee Choix, mir müssen dat Uerteel respektéieren -, an dat ass eben, den CDD ze halen, als Alternativ, soen ech nach eemol, zur Selbststännegkeet, déi oft eng Schäinselbststännegkeet ass. Awer mir soen, datt bannent deem CDD vu 24 Méint een zwar kann eng Rei Erneuerung bréngen, mä datt no 24 Méint mat deem Kontrakt dann definitiv Schluss ass an een net ëmmer erëm nei CDDen kann opbauen; dat, wat d'Kommissioun ons jo gefrot huet.

Mä ech wëll, wat de Statut selwer ugeet - ech mengen, dat ass eng essenziell Fro -, duerfir mengem Kolleeg aus der Regierung d'Méiglechkeet ginn, och do ze soen, wat mer do geännert hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci dem Här Aarbechtsminister. Da maache mer dat esou, wéi hien dat proposéiert. Dann huet den Här Statssekretär an der Kultur d'Wuert.

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture.* - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt op alle Fall direkt der Rapportrice e grouse Merci ausdrécken. Hire Rapport war extrem komplett, et hätt ee bal näischt méi derbäizefügen, och alles, wat d'Intervenanté gesot hunn, an och, wat de Kolleeg aus der Regierung, den Nicolas Schmit, gesot huet.

Jo, et ass eben esou, mir hunn eis misse konforméieren zu deem Uerteel vun dem Europäesche Gerichtshaff. Mir hunn also d'Definitioun vun dem Intermittent du spectacle wierklech méi prezis gemaach, andeems mer soen, dass een haapt-sächlech temporaire an individuelle Projeten, an zäitlech begrenzte Projekte kann, wéi gesot, Aktivitéiten hunn.

Wat natierlech och wichteg ass, dat ass, dass mer och mat aféieren, dass eng Annex, eng accessoire Aktivitéit ka stattfanne säitens vun dem Intermittent du spectacle. Natierlech dāerf déi accessoire Aktivitéit net méi grouss a méi laang si wéi déi eigentlech artistesch Aktivitéit. Dat ass dat Eenzegt, wou ee muss, wéi gesot, drop oppassen.

Wat fir mech och wichteg ass, dat ass, dass mer de ganze Secteur consultéiert hunn a mam Secteur zesummen dee Gesetzesprojet ausgeschafft hunn.

Ech géif mengen, et wär schonn eng Verbesserung fir d'Intermittents du spectacle. Den Här Baum huet suggeréiert, dass een dat nach eng Kéier kéint aneschtens ugoen. Ech huelen dat op alle Fall mat. Mir wäerten dat och analyséieren. Mä ech mengen, fir de Moment géife mer den Intermittents du spectacle hei eng gewësse Stabilitéit ginn. A mir brauche se, dofir ass et och wichteg, datt se am Aarbechtsrecht och propper dostinn. An ech wier wierklech frou, wann d'Chamber kéint dee Projet hei unhuelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Statssekretär. An da kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6979 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6979 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Jo-Stëmmen, domat ass de Projet de loi unanime ugehall.

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture.* - Dat ass jo schéin.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6993, eng Konventioun iwwert den archeologesche Patrimoine. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Bauler.

10. 6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette

Rapport de la Commission de la Culture

► **M. André Bauler** (DP), *rapporteur.* - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eise Lëtzeburger Buedem ass räich un archeologesche Fëllementer, Iwwerreschter a Schätz. Dat geet vu Mënzten, Spéngelen a Poterien iwwer Skeletter bis hin zu Fresken a gutt erhalene Grondmaueren. Si sinn Zeien aus enger Zäit, déi wäit vun eis ewech läit, Zeien aus der fréier Neizäit, aus dem Mëttelalter a virun allem aus der Period vun de Franken, de Merowinger, de Réimer a souguer, fir nach méi déif an d'Geschicht erfrozegeen, de Kelten.

Nach viru Kuerzem goufen zu Housen 15 Griewer aus der Réimerzäit entdeckt, dem éischten an zweete Jorhonnert no Christus, dëst op enger Plaz, wou keen et eigentlech direkt geduecht hat.

Vestigen aus der Antiquitéit, dem Mëttelalter an der Neizäit sinn deemno ëmmer nees fir eng Iwwerraschung gutt. Denke mer un d'Kierchen um Knuedeler an un d'Kapell um Glacis, un d'Villaen vun lechternach, Bartreng, Dikrech oder Viichten mat hire bekannte Mosaicken oder un de réimeschen a spéider fränkesche Site zu Kierchen, also Basbellain - op Laténgesch: Belsonancum -, an der landschaftlech schéiner an ofwiess-



lungsräicher Gemeng Elwen, wou op réimesche Fëllementer...

(Brouhaha général)

...e merowingesche Stützpunkt am sechste Jorhonnert entstanden ass, op deem sech de Kinnek Childebit II., en direkten Nokomme vum legendäre Chlodwig, mat senger Mamm Brunichild, iwwregens déi éischt Kinnigin vu Frankräich, Ufank Oktober 585 sollen opgehale hunn an do zu Gericht souzen, wéi aus der Chronik vum Gregor vun Tours ervirgeet. De Site ronderëm de Kierchener Kierfent an d'Kierch aus dem 19. Jorhonnert berouen op dese Fëllementer aus fréichreschtlecher a merowingescher Zäit.

D'Villa zu Schieren ass elo a rezenter Zäit d'Resultat vu bedeitenden Ausgruewungen hei am Land, sinn dach zu Schieren souwuel d'Villa u sech, déi sougenannt „pars urbana“, wéi och déi landwirtschaftlech Partie, „pars rustica“, erhalen. Och ass d'Schierener Villa besser erhalen wéi déi vun lechternach an huet grouss Fresken opzeweisen. Alleng um Territoire vun der Géigend ronderëm Dikrech wieren nach eppes méi wéi 100 archeologesch Sitte vum staatlechen Archeologiezentrum repertoriéiert ginn.

Här President, mat dem virleiende Gesetzesprojekt gëtt déi europäesch Konvention iwwert de Schutz vum archeologesche Patrimoine guttgeheescht, déi zanter dem 16. Januar 1992 zu La Valette läit, fir ënnerschrivven ze ginn. Si gouf och op deem Dag vu Lëtzebuerg ënnerschrivven, mä si ass bis haut net ratifizéiert ginn.

Déi aktuell Gesetzgebung gesäit bestëmmten Dispositionen, déi de Schutz vum archeologesche Patrimoine uginn, vir, virun allem d'Verpflichtung, fir ze informéieren, wann eng archeologesch Entdeckung gemaach gëtt, wéi awer och d'Méiglechkeet vun der juristescher Protektioun iwwert de Wee vun enger Klasséierung.

Si gesäit och e System vun Autorisatiounen vir, wann et ëm Ausgruewungen an ëm d'Exportatioun vun Objete geet. Dese Kader ass awer ongenügend, well en net déi international an europäesch Standarde berücksichtegt.

D'Konvention vu La Valette dréit der Entwécklung vun de landesplanerische Politicken an den europäesche Länner Rechnung, fir soumat e passende Schutz vum archeologesche Patrimoine ze garantéieren. Dësen ass e wesentlecht Element, wann et ëm d'Wëssen iwwer vergaangen Zivilisatiounen geet.

Déi wichteg Ajoutte vun der Konvention si folgend:

1. D'Konvention féiert eng Definitiou an eis Gesetzgebung an, wat ee genee ënner archeologeschem Patrimoine ze verstoen huet. Och aner Notiounen ginn agefouert, wéi zum Beispill d'Verwaltung vum Inventar vum archeologesche Patrimoine, d'Noutwendegkeet vun enger prealabeller Geneemegung, déi ee muss hunn, fir Metall-detektieren anzusetzen. Och gëtt de Prinzip vun der finanzieller Ënnerstëtzung duerch d'ëffentlech Hand am Kontext vun der archeologescher Fuerschung verankert.

2. D'Konzept vun der integréierter Konservéierung steet am Artikel 5 vun der Konvention an dierft wuel dee Prinzip sinn, deem am innovativsten ass. Et geet drëm, déi respektiv Bedürfnisser vun der Archeologie an déi vun der Landesplanung mateneen an Aklang ze bréngen, dëst andeem drop opgepasst gëtt, datt d'Archeologie sech un de Landesplanungspoliticke bedeelegen, soudatt et och zu enger systematescher Konsultéierung tëscht Archeologen, Urbanisten an ebe Landesplaner kënn. Nëmmen esou kann een Ännerunge vun de Pläng virhuelen, déi den archeologesche Patrimoine kéinte beschiedegen.

3. Fir d'Studien an d'Verbreedung vum Wëssen iwwer archeologesch Entdeckungen ze vereinfachen, huet d'Konvention eng Rei Dispositionen, déi d'Verbreedung vun der Informatioun an d'Sensibiliséierung vum grand Public, vun der Ëffentlechkeet, uginn. Lëtzebuerg engagéiert sech, fir Enquëten, Inventairen an d'Kartografie vun den archeologesche Sitten ze verwierklechen an ze aktualiséieren, an awer och den Zougang vum grouss Public zum archeologesche Patrimoine vum Land ze féieren.

Doriwwer eraus gesäit d'Konvention Regele vir, déi der illegaler Zirkulatioun vun Elementer aus dem archeologesche Patrimoine virbeugen. Dëst ënner anerem duerch den Austausch vun Informatiounen iwwer illegal Ausgruewungen, en Austausch, dee sech tëscht de kompetente Verwaltungen an de wëssenschaftlechen Institutiounen maache soll.

Här President, andeem Lëtzebuerg dës Konvention ratifizéiert, erkennt eist Parlament un, datt den archeologesche Patrimoine vun Europa, dee jo e wichtegen Zeie vun eiser Kulturgeschichte, jo, eiser Zivilisatioun ass, bedrot ass an datt e ris-

kiéiert, sech ze degradéieren. Eist Land engagéiert sech soumat, fir all Moossnamen an d'Wee ze leeden, déi derzou bäidroen, eisen archeologesche Patrimonium ze schützen.

D'Konvention vu Valletta dréit derzou bäi, datt och déi nächst Generatiounen d'Vergaangenheet besser verstinn, datt d'Bierger fir eisen archeologesche Patrimoine sensibiliséiert ginn an dësen net d'Affer vu rengem Profitdenken an illegalem Handel gëtt.

Ech soen dem Statssekretär an alle Kolleegen aus der Kommissioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech vernäipe mech virun de Leeschtungen an dem Engagement vun de Spezialiste vum Centre national de recherche archéologique ronderëm den Här Foni Le Brun a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a fir Är Opmierksamkeet zu dësem dach, denken ech, awer ganz wichtegen Dossier am Kulturberäich. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Mergen.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Sinn ech awer agedroen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Hei schéngt en Iertum geschitt ze sinn. Hei steet „Martine Hansen“.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Ah, nee!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mä Dir sidd awer ganz kloer d'Martine Mergen.

(Hilarité)

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Jo. Villmools Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun onser Fraktioun wéilt ech fir d'Éischt dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausfierleche schrëftlechen a mündleche Rapport. Dat entbennt mech dovunner, am Detail op den Text vum Gesetz anzugeen. En huet och schonn all déi vill schéi Beispiller bruecht, déi ech mer dann elo ka spueren.

Erlaabt mer awer, a mengem éischten Deel op d'Suite vum Gesetz anzugeen an an engem zweeten Deel d'Gesetz an en allgemenge Kontext vum Schutz vun den Zeien aus der Vergaangenheet hei am Land ze setzen. Déi eng vun dësen Zeie gesi mer all Dag. An deem Zesummenhang hu mer virun enger Rei Méint d'Konvention vu Granada ratifizéiert. Dat Gesetz ass zoustänneg fir den Denkmalschutz iwwert dem Buedem. Elo behandle mer d'Archeologie, also den Denkmalschutz ënnert dem Buedem. Dës Vestigé gesi mer also net, a fir se ze fannen, mussen mer se sichen.

D'Konvention vu Valletta war vu Lëtzebuerg als ee vun deenen éischte Signataire 1992 ënnerschrivwe ginn an no véier Ratifikatiounen ass se 1995 a Kraaft getrueden. Elo ass et un ons, fir se och ze ratifizéieren.

Onst Land verfuegt, situéiert am Mëttelpunkt vun Europa, iwwer eng Onmass Zeien aus verschiddenen Epochen, iwwer Vestigen aus deene verschiddensten historesche Perioden. Verschiddener hu mer scho fonnt. Et gëtt der sécher awer nach ganz vill; et gëtt geschat, dass bis elo 20% vun deene Vestigé bekannt sinn.

Dat hu mer ëmmer erëm missen an der Vergaangenheet feststellen, wann ee bei Bauprojekten iwwerraschend op eppes gestouss ass, wat et derwäert geschéngt huet, ënnersicht, repertoriéiert an inventoriéiert ze ginn. Dat ass op d'mannst an deene Fäll gewiescht, wou e Bauhär sech fir esou Saachen interesséiert huet, a souwiso bei ëffentleche Projekten. Dat huet awer och oft derzou gefouert, dass wichteg Projekte fir onst Land retardéiert goufen.

Mir nennen dat dann elo „archéologie de sauvetage“. An ech wëll net op d'Fro agoen, wann een de Landschaftsverbrauch an de leschte Jore kuckt, ob mer net och eng Rei Saache mat ëmgebagert hunn, ouni et ze wëssen.

Mir mussen feststellen, dass onsen Outillage juridique am Moment nach net duergeet; dat huet de Rapporteur scho gesot. Et gëtt eng Obligation d'information, d'Méiglechkeet, fir Objeten ze klasséieren, an et gëtt eng Prozedur, fir Fouillen unzefroen an Immobilier (veuillez lire: an Objets mobiliers) ze exportéieren. Dat ass awer net komplett, sou wéi de Rapporteur et schonn duergeluecht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass elo eriwuer! Vu muer u gëtt an onsem Land Archéologie préventive gemaach. Nei ass an dësem Projet, dass mer emol eng Definitiou kreien. Et geet net nëmme ëm d'Objete selwer, mä och ëm Zeien, déi op déi eng oder aner Manéier eng Ausso amstand sinn ze maachen iwwer ons Vergaangenheet. Dat kënnen dann och den Entourage an de Kontext sinn, an deenen dës Objete fonnt ginn.

Dësem Gesetz no si mer obligéiert, en Inventaire vun onsem Patrimoine ze maachen, an zwar um ganzen Territoire, wou mer bis elo nëmme een hunn, wou dat agedroen ass, wat méi oder wéin negier zoufälleg fonnt ginn ass.

Mir entdecken och hei de Begrëff vun der „integréierter Konservatioun“ vum archeologesche Patrimoine. An elo gëtt et da richtig spannend:

- Mir engagéieren ons éischstens, d'Besoinen vun der Archeologie mat deene vun der territorialer Planifikatioun ze conciliéieren; domadder gëtt d'Archeologie quasi op een Niveau gesat mam Ëmweltschutz.

- Mir engagéieren ons och fir e systemateschen Dialog tëscht Archeologen a Landschaftsplaner, dass eventuell widderstécklech Pläng kënnen am Interessé vum Patrimoine ugepasst ginn,

- an dréttens, dass schlussendlech, wa machbar, eng Erhaltung op der Fondplaz selwer garantéiert gëtt.

Och wann een am Exposé des motifs verschidde Beispiller fir eng Approche vu preventiver Archeologie fënnt, déi elo scho plazeweis applizéiert gëtt - de Rapporteur huet schonn déi Chantieren, déi de Moment hei an der Stad lafen, genannt -, bedeit dat Gesetz hei, dass an onsem Land an Zukunft näischt méi gebaut gëtt, wann net virdrun diagnostesch Sondagë gemaach gi sinn.

Dës Sondagë sollen op eng technesch Manéier, sou steet et am Commentaire des articles, ongeféier 10% vun engem ze bebauenden Terrain ënnersichen, fir eventuell präsent Vestigen ze fannen an ze evaluéieren. D'Sondagë sollen am Virfeld vun enger Bebauung gemaach ginn an domadder ebe verhënnere, dass herno en catastrophe musse Rettungsaktiounen gemaach ginn, déi net nëmme heiansdo e groussen Zäitverloscht - dat hunn ech scho gesot - bedeiten, mä déi och vill Käschten no sech zéien.

De Projet an d'Commentaire sinn heiriwwer ganz optimistesche. Dës Mesurë sollen - oder sollten - Zäit a Käschte spueren. „Die Botschaft hör ich wohl, allein mir fehlt der Glaube.“ Mir vergläiche jo hei eng Istsituatioun, wou op eng „opportunistic“ - am englesche Sënn vum Wuert -, op eng opportunistesch Aart a Weis hei an do emol eppes fonnt gëtt, mat enger neier Situatioun, wou dëst Gesetz muss iwwerall ëmgesat ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dann hei emol drun erënneren, dass ons Regierung déi lescht Wochen eng Debatt iwwer e qualitativen Wuesstum fir onst Land entaméiert huet. Dëst Gesetz wäert sécher missen an d'Considératiounen vun onse Stied- a Landschaftsplaner integréiert ginn.

Ech erënneren och nach eemol drun, mat welleche Problemer d'Gemengen elo scho kämpfen, fir hir PAGen an hir SUPen - strategesch Ëmweltprüfungen; Dir kennt de Begrëff alleguer - ënnerdaach ze kréien.

An ech ginn dann emol dovunner aus, dass den archeologesche Package sech wäert hei dropprafen. Domat si mer bis zu engem gewëssenen Deel net d'accord, well mir gär géife wëssen, aus wellechem Déppen déi Moyene kommen, déi am Artikel 6, deen de Rapporteur zitéiert huet, ugeschwat ginn. Wie muss fir dës zousätzlech Käschten opkommen? Den Artikel 6 seet nämlech lapidar, dass de Stat - „les États parties“ - déi finanziell a materiell Moyene muss virgesinn, déi hei gebraucht ginn.

Am Kloertext: Zuzäit besteet e Flou, wien ënner wat fir enge Konditiounen an Délaien dës Fouille mécht. Fir d'CSV ass de Prinzip vun de Fouille selbstverständlech okay, wann de Stat d'Planifikatioun, d'Realisatioun an de Finanzement iwwerhëlt.

Elo hu mer ons e bëssen de Budget vum nächste Joer ugekuckt - an der Kulturkommissioun hate mer en nach net duerchgeholl - a mir gesinn, dass de Posten «Recherches historiques et travaux de caractère archéologique» fir 2017 sensiblement déi nämlech Montanten opweist wéi d'Konten 2015. Et ass jo dann och normal, well hei geet et jo ëm d'Fouilles d'urgence - där wäerte mer jo da keng méi brauchen -, dass de Posten «Recherches et travaux de caractère archéologique» ëm ongeféier 17% an d'Luucht geet an d'Frais de fonctionnement vum CNRA sech verduebele vum Joer 2016 op d'Joer 2017.

Ech froen Iech awer, Kolleeginnen a Kolleegen: „Soll dat wierklech duergoen, fir dëst Gesetz och an d'Praxis ëmzesetzen?“ Mir stelle fest, dass dëst Gesetz Gefor leeft, wéi verschidde vu sengen äänleche Virgänger, zwar gestëmmt ze sinn, dass et awer jiddefalls mat dëse puer Euroen net wäert ëmgesat kënnen ginn. D'CSV ass awer der Meenung, dass d'Ëmsetze vun esou enger Konvention essenziell ass. Ratifizéiere geet net duer!

Doraus ergi sech e puer méi prinzipiell Froen:

1. D'Regierung verspricht säit Joren eng nei Administration du patrimoine culturel, déi sech souwuel sollt mam Schutz vum Patrimoine wéi och mat der Archeologie befaassen. Si sollt also

d'Kompetenze vum jëtzege Service des sites et monuments an déi vum CNRA ënner engem Daach vereenegen. Dat géif d'Archeologie ganz kloer daitlech opwäerten. Et ass awer bis elo näischt geschitt. Ausser dësen Numm, dee mer kennen, wësse mer soss näischt iwwert dëse Projet.

„Ass d'Regierung dann elo der Meenung, dass déi Organisationsform, sou wéi se bis elo war, besser ass“, froe mer ons - déi ass vu fréiere Regierungen ënner CSV-Lead entstanden -, „oder wéini mécht se aus dësen Absichtserklärungen Neel mat Käpp?“

2. Den „ceterum censeo“ an der Kulturkommissioun ass säit Joren d'Gesetz iwwert d'Protektioun an d'Erhale vum kulturelle Patrimoine. Dee Projet ass de 17. Oktober am Joer 2000 vun der deemoleger Kulturministerin Erna Hennicot deponéiert ginn, fir déi, déi sech däre net erënneren; souguer ech war dunn nach net an der Chamber. Ech war nom Fred Sunnen 2009 neie Rapporteur genannt ginn a stinn och haut nach op dem Rôle.

Et ass vun der Oppositioun an der Vergaangenheet ëmmer bemängelt ginn, dass mer dat Gesetz esou laang schleefe gelooss hunn. Dunn huet d'Madamm Nagel 2015 ëffentlech eng Neifaassung vum Projet versprochen: fir de Juli, duerno fir de September, du fir de leschte Wanner a schlisslech nach eemol kuerz ier se zrëckgetrueden ass.

Den Här Arendt huet dëst Gesetz seng „wichtigst Prioritéit“ genannt, zesumme mam Gesetz iwwert den Archivage. Dëst Fréijoer sot en, et géif intensiv dru geschafft ginn. Mir froen ons also, Här President: Wou ass et dann? Et geet net nëmme Zäit verluer, mä an dësem Fall och Kulturierwen.

3. Et gouf, fir dat Gesetz ze erschaffen, am Joer 2014 eng Aarbechtsgrupp gegrënt. Doranner ware Vertrieber aus Ministère, dem Syicol, der Uni Lëtzebuerg a vun Denkmalschutzorganisationen. Dës Kommissioun war 15-mol zesummen an et soll do vill geschafft gi sinn. Et gëtt och Rapporten iwwert dës Sätzungen. D'Virgängerin vum jëtzege Kulturminister huet sech selwer vill gelueft iwwert d'Transparenz an d'Participationsprinzipien, déi hei an d'Praxis ëmgesat sollte ginn. Säithier ass awer Funkstille an et gëtt keen Abschlussbericht vun där Aarbechtsgrupp.

Et ass also vill Energie an Zäit opgewannt ginn, fir zu wellechem Resultat ze kommen? Mir wëssen et net. Mir géifen awer den Här Kulturminister gären eemol an der Kommissioun zu dësem Sujet héieren; mir géife gär d'Konklusiounen aus dësem Aarbechtsgrupp kennen!

Et geet drëm, Äntwerten op folgend Froen ze kréien: Wéini kritt dëst Land en Inventaire vu sämtleche Kulturgidder? Wéi gesinn d'Prozeduren aus fir d'Protektioun? Wéi soll d'Zesummenaarbecht mat deenen anere concernéierte Ministère ausgesinn?

4. De CNRA huet bis elo keen Zougang zu de relevanten Kommissiounen am Ministère de l'Intérieur. Wéi soll een also deen Échange, deen hei préconiséiert gëtt, realiséieren, wann de Kontakt net do ass? „Ass den Innenministère mat dësem Problem befaasst?“, froe mer ons.

5. Och am Här Bausch sengem MDDL, deen zoustänneg ass fir den Aménagement du territoire, wier et eminent wichtig, dass de CNRA géif matabezu ginn. Wéi soss soll en exhaustive Repertoire vun den archeologesche Sitten entstoen?

6. Mir gesinn also: Et kënn eng ganz schéi Mass Aarbecht op de CNRA duer. An dofir froe mer ons, ob dëse Service, souguer wann de Budget fir d'nächst Joer verduebelt gëtt, personalméisseg genuch étofféiert ass, fir dës Aufgaben ze erfüllen. Mir mengen net. Mir menge villméi, dass mer elo hei dës Konvention ratifizéieren, mä dass d'Ëmsetzung vum Gesetz esou net wäert méiglech sinn.

Aus dëser Ursaach géif ech hei wëllen eng Motioun presentéieren, Här President, wou mer an de Prämissen dat soen, wat ech elo grad gesot hunn a wou mer d'Regierung invitéieren:

«- à s'assurer que les moyens matériels et humains nécessaires soient mis à disposition afin que la mise en pratique de ladite Convention puisse être à la hauteur de sa mission de protection du patrimoine archéologique;

- à s'assurer de même que la mise en pratique n'alourdisse pas les procédures dans le cadre de projets d'aménagements».

Ech ginn Iech heimadder dës Motioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Motion 1

concernant l'application de la Convention européenne pour la protection archéologique

La Chambre des Députés,

- considérant la richesse archéologique présente dans le sous-sol du Grand-Duché de Luxembourg,



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

témoin des différentes époques historiques et préhistoriques de notre pays;

- rappelant que le Grand-Duché de Luxembourg a signé la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique à La Valette le 16 janvier 1992;

- considérant que, d'après l'exposé des motifs du projet de loi (n° 6993) portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette, notre législation actuelle prévoit d'ores et déjà un grand nombre de dispositions concernant la protection du patrimoine archéologique, avec notamment l'obligation d'information en cas de découverte archéologique et la possibilité de protection juridique par voie de classement, de même qu'un système d'autorisation de fouilles et d'exportation d'objets mobiliers;

- considérant que, d'après l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique, le nouveau concept de conservation intégrée apporte non seulement une sécurité juridique mais également un gain de temps et d'énergie non négligeable alors que l'élément «archéologie» est pris en compte dès le début du projet d'aménagement;

- considérant que ladite Convention confère de nouvelles missions au Centre national de recherche archéologique dans le cadre de la planification dans les politiques d'aménagement du territoire;

- considérant que le Centre national de recherche archéologique compte actuellement 15 personnes, dont 12 archéologues;

- considérant que l'article 6 du projet de loi sous rubrique portant sur le financement de la recherche et la conservation archéologique prévoit que chaque partie s'engage à prévoir un soutien financier à la recherche archéologique par les pouvoirs publics (...) et à accroître les moyens matériels de l'archéologie préventive (...);

- saluant finalement les principes et les objectifs de ladite Convention, tout en rappelant qu'une mise en pratique efficace et réussie de celle-ci n'est cependant guère envisageable par les moyens prévus actuellement dans le projet de budget de l'exercice 2017;

invite le Gouvernement

- à s'assurer que les moyens matériels et humains nécessaires soient mis à disposition afin que la mise en pratique de ladite Convention puisse être à la hauteur de sa mission de protection du patrimoine archéologique;

- à s'assurer de même que la mise en pratique n'alourdisse pas les procédures dans le cadre de projets d'aménagement.

(s.) Mme Martine Mergen, Mme Diane Adehm, M. Marc Lies, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler.

► **Mme Martine Mergen** (CSV).- Mir hunn dofir laang diskutéiert, ob mer esou eng eidel Hüls kéinte matdroen. Här President, Dir Damen an Härën Deputéiert, mir sinn der Mee-nung, dass d'Konventioun vu Valletta eng gutt Saach ass, soss hätte mer se deemools och net ënnerschiwwen. Dofir, an nëmmen dofir ginn ech haut am Numm vun onser Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Da sidd lech konsequent!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot, deen och scho prett ass.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kollegeinnen, léif Kollegen, de Kolleeg André Bauler huet a sengem gudden - an dëser Matière kann ee roueg soen: fouilléierten an éruditen - Rapport scho munches gesot, soudass ech mech kann op e puer Punkten a menger Interventioun konzentréieren.

Ech géif gären ufänke mat engem kuerzen Zitat; et staamt vum Här Le Brun, dem Direkter vum CNRA, an et kënn aus engem Artikel vum Josée Hansen am „Land“ vum 8. Juli dëst Joer. Hie seet do Folgendes iwwert d'Archeologie: «C'est un enjeu de société, c'est notre patrimoine collectif. En une génération un cinquième de la surface du pays est aménagée - entraînant, si on ne fait rien, des destructions irrémediabiles du patrimoine.»

De Patrimoine huet dat ëmmer esou u sech - och de Patrimoine bâti -, wann e bis zerstéiert ass, wann e bis fort ass, dass en da verluer ass fir kommend Generatiounen.

Wéi räich eise Buedem un archeologesche Schätz ass, dorun ass och scho vu viregte Riedner hei erënnert ginn an dat ass och an der Kulturkommissioun diskutéiert ginn. Et ass de Chiffer genannt gi vu 6.000 erfaasste Sitten an am Ganze gétt geschat, dass ronn 25.000 archeologesch Sitten an eisem Sous-sol sinn. Dat si ronn 20% vun eisem Territoire, déi concernéiert si vun der Archeologie.

Dat ass wäit méi wéi d'europäesch Moyenne, an et ass dofir schonn e bëssen an enger gewëssener Schimmegkeet, wou ee muss feststellen, dass mer esou laang gebraucht hunn, fir dës Konventioun vu La Valette vun 1992 bei eis ze ratifizéieren. Et ass ëmsou méi schued, well mer an engem Land sinn, wat schnell wisst, wat iwwer Joren, Jorzéngte gewuess ass an nach ëmmer wisst. Mir sinn effektiv mëtten an enger Wuess-tumsdebat dran a mir sinn, wéi gesot, e Land, wat weiderhi wisst. An dofir ass déi Archeologie esou e wichtige Sujet, well et effektiv jo wichtig ass, dat ze erfaassen, wat verschwennt a wat fir kommend Generatiounen net méi do ass, wa mer et net uerdentlech erfaassen a valoriséieren.

De Constat vum Här Le Brun ënnerschreiw mer als LSAP also mat zwou Hänn. Et ass héich Zäit, dass mer handelen an och den Archeologen déi néideg Moyenen an Instrumenter ginn, fir eng effikass Bestandsopnam a Valoriséierung vun eisem archeologesche Räichtum ze maachen, déi esou wichtig ass fir d'Verständnis vun eiser Geschicht.

Mir freeën eis also doriwwer, dass mer haut am Beräich vum Denkmalschutz fir d'zweete Kéier an engem Joer eng wichtig international Konventioun hei ratifizéieren. An ech géif gären dem Kulturminister, dem Statsekretär an och senger Equipe e grouse Merci soen an e grouse Luef ausschwätzen, well dës Regierung huet dat gemaach, wat viregt Regierungen net gemaach hunn: Si huet 25 Joer no der Ënnerschrëft dës Konventioun vu La Valette bei eis ratifizéiert an domat de Grondsteen geluecht fir eng méi modern an eng besser Legislatioun am Beräich vun der Archeologie.

Här President, wéi de Statsrot huet och de François Dessailles a sengem Rapport vun 2013 op dee Retard bei der Ëmsetzung vun internationale Konventiounen higewisen. En huet d'Fro opgeworf, ob dëse Retard net och vläicht mat engem Manktem u Wëlle vum Stat ze dinn hätt, fir sech international ze engagéieren. Dat huet sécher och matgespillt an der Vergaangenheet als ee vun de Grënn, firwat d'ratifizéierung vun dëser Konventioun wéi och vun där vu Granada esou laang op sech waarde gelooss huet.

Mir begrëissen dofir och, dass d'Kulturkommissioun beschloss huet ze froen, fir eng Lëscht opstellen ze loosse vun all den internationale Konventiounen am Beräich vun der Kultur, déi Lëtzebuerg nach net ratifizéiert huet, a mir hoffen, dass mer dës Lëscht esou schnell wéi méiglech kréien. Mat der Konventioun vu La Valette gi mer eis e Kader, fir d'Entdeckung vun eisem vasten archeologesche Patrimoine a beschtméigleche Konditiounen ze maachen, souwuel juristeschesch wéi och konform mat internationale Standards.

E ganz wichtegt Instrument vun dëser Konventioun, dat ass och scho gesot gi vum Martine

Mergen, ass an deem Sënn den Artikel 5, dee fuerdert, dass d'Länner de Schutz vum Patrimoine archéologique an hir urbanisteschesch a landesplaneresch Politik matabannen, dat virun allem andeem all déi concernéiert Akteure sech consultéieren an andeem si archeologesch Inventairen opstellen. Esou fërdere mer déi preventiv Archeologie, déi virun engem Chantier stattfënn, contrairement zu der sougenannter Archéologie de sauvetage, wann de Bau schonn amgang ass an Deeler vun deenen entdeckte Vestigen oft schonn zerstéiert sinn.

Dës Archéologie de sauvetage, wou de CNRA Pompjee spillt, ass eng dépasséiert Archeologie, an et ass justement déi, déi am Gesetz vun 1966 virgesinn ass, vun där mer wëssen, dass se net fonctionnéiert an, au contraire, eng deier Archeologie ass an e Facteur ass vu Retard an der Realisatioun vun de Projeten.

Ech wëllt och op dëser Plaz, wéi verschidde vu menge Virriedner, dovunner profitéieren, fir dem CNRA e Luef auszuschwätzen an ze félicitéieren, well de Centre net op d'ratifizéierung vun der Convention de La Valette gewaart huet, fir dës preventiv Archeologie ze praktikéieren, a scho säit enger Partie Jore preventiv schafft, zum Beispill um Site vum Ban de Gasperich.

Wéi vill besser a méi präiswäert dës preventiv Archeologie ass, konnte mer och diskutéieren an der Kulturkommissioun. Déi Fouilles de sondage, op deenen dës Method baséiert, kaschten een Euro de Meter carré a si sinn eng Method, déi et erlaabt, duerch ebe Sondagë festzustellen, ob eppes do ass, an dat dann och uerdentlech ze erfaassen.

Et ass effektiv och eng Fro vu Finanzéierung hei: Finanzéierung duerch de Secteur public oder duerch de Secteur privé? An dat ass vläicht e Punkt, op deen de Statsekretär kann agoen a senger Interventioun, a wat fir enger Mesure mer do virukomm sinn. Et ass gewosst, dass dat eng Mesure ass, déi am Zukunftspak war, ënnert der Nummer 41 mengen ech, fir eng Kofinanzéierung vun dëse Mesuren duerch de Secteur privé, duerch also d'Promoteuren, wa se bauen, fir d'Bauhäre matzekréien. An ech wollt froen, ob dat eng Mesure ass, déi schonn ëmgasat ass, oder ob déi en passe ass ëmgasat ze ginn.

D'Konventioun gesäit do dernieft och nach eng ganz Rei aner wichteg Moossname vir, wéi zum Beispill den Accès vum Public zu de Sitten, souwäit e méiglech ass, an och d'Sensibiliséierung vun de Leit. Ech hat dat scho bei der Adoptioun vum Granada-Gesetz gesot am Februar dëst Joer: An eisen Aen ass d'Sensibiliséierung an d'Éducation an dësem Beräich ganz wichtig a mir begrëissen dat, dass dat an dëser Convention de La Valette och en Thema ass. A mir hoffen, dass dat am Partenariat - do ginn ech dovunner aus - mam Éducatiounsministère vläicht och nach an Zukunft méi ausgebaut gétt. Et gi jo scho munch Efforte gemaach an dësem Beräich, mä ech mengen, hei kann ee sécher nach méi maachen.

Eng weider wichtig Moossnam ass d'Preventioun vun net autoriséierte Fouillen an den Détournement vun Objeten. An deem Beräich schreift d'Konventioun eng besser a méi strukturiéiert Zesummenaarbecht mat auslänneschen Autoritéite vir.

Här President, wéi de Statsrot ganz richtig schreift a sengem Avis iwwert dëse Gesetzesprojet - an och dat ass scho gesot gi vu viregte Riedner -, mussen d'Instrumenter, déi dës Konventioun virschreift, a Lëtzebuurger Recht ëmgasat ginn. Déi Ëmsetzung soll am Kader vun der Reform vum Denkmalschutz geschéien, der Loi sur le patrimoine culturel.

An deem Kontext ass et eis wichtig, dass mer, wéi säin Direkter dat et virschléit, dem CNRA méi Autonomie a méi Moyene ginn, fir seng Aarbecht ze maachen. An enger Dageszeitung vun haut, dem „Quotidien“, ass ze liesen, dass de CNRA - an ech mengen, dat ass och gesot ginn an der Kulturkommissioun - Fouillen op engen 30 Sitte pro Joer duerchféiert, duerchféiere ka mat sengem Budget a mat senger Moyene vun haut, wou dat der eigentlech idealerweis 50 sollt sinn.

De CNRA kéint dann och nach vun europäesche Subventiounen profitéieren, wann en onofhängeg wier an net méi am Kader vum Musée national d'histoire et d'art agebonne wier. Mir mussen natierlech och an deem Kontext iwwert de Finanzement vum CNRA nodenken an den néidege Budget virgesinn, fir de Schutz vun eisem archeologesche Patrimoine ze garantéieren.

Här President, ech hunn dat och schonn am Kader vun der Granada-Konventioun gesot: Et ass wesentlech, dass mer dat neit Denkmalschutzgesetz op den Instanzewee bréngen. Ech weess, an dat ass och elo vum Martine Mergen nach eng Kéier gesot ginn an dorun erënnert ginn, d'Virgeschicht vun deem Projet. Et ass jo scho vill dru geschafft ginn. An ech mengen, och dat ass eppes, wat dem Kulturministère heich unzerechnen ass, dass en déi Aarbecht gemaach huet!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et ass eng Viraarbecht gemaach ginn. Et sinn Assises du patrimoine gemaach ginn. Et ass e Groupe de travail gemaach gi fir dësen dach awer zimlech mëssgléckte Chantier, wou déi viregt Regierung et net fäerdegbuecht huet, dee Projet de loi vun 2000 op en Enn ze bréngen, och sécher ënner munchen Pressiounen, a wirtschaftleche Pressiounen. Den Denkmalschutz ass och dowéinst, mengen ech, bei eis am Land ni esou seriö geholl ginn, well en eben och géint eng Rei wirtschaftlech Intérète geet!

An ech mengen, dass de Kulturministère an dëser Regierung dëse Projet seriö geholl huet, dass d'Viraarbecht geleescht ginn ass. An ech géif mer wënschen an ech si sécher, dass de Statsekretär elo a senger Ried dorobber ageet, dass dëse Projet deemnächst déposéiert gétt an dass mer dee sécher nach virun Enn vun der Legislatur kënnen verabschiden.

Fir d'LSAP ass dëst e ganz wichtige Projet de loi, deen de Patrimoine culturel a sengem Ensemble ëmfaasst, net nëmmen de Patrimoine construit, mä och d'Archeologie an de Patrimoine immatériel. Mir géifen, wéi gesot, et begrëissen, wann dat géif ganz schnell elo kommen.

Dat gesot, begrëisse mir als LSAP-Fraktioun dëse Projet de loi, mir begrëissen et, dass dës Convention de La Valette elo endlech bei eis ratifizéiert gétt. An ech géif dofir gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Fayot. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci, Madamm Presidentin. De 16. Januar 1992 ass déi europäesch Konventioun iwwert de Schutz vum Patrimoine archéologique vu La Valette vum Conseil de l'Europe vu Lëtzebuerg ënnerschiwwen ginn. Haut, de 16. November 2016, also bal 25 Joer duerno, gétt se dann och ratifizéiert.

Bis haut ware mir eent vun deenen dräi Länner, niewent Montenegro an Island, déi déi Konventioun nach net ratifizéiert haten. Dat wëllt natierlech net heeschen, dass an all deene leschte Joren näischt zu Lëtzebuerg geschitt ass, fir de Patrimoine archéologique ze schützen respektiv ze retten; ech wäert nach kuerz dorop zrëckkommen. Dat léist allerdingens duerchblécken, esou wéi et och am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi steet, datt Lëtzebuerg sech net extra concernéiert fillt, wann et ëm d'Ëmsetzung vun internationale Konventiounen an dësem Beräich, also am Schutz vum Patrimoine, geet.

Mir haten, dat ass och schonn erwäant ginn, eréischt de 25. Februar 2016 d'Convention de Grenade ratifizéiert. Do ass et ëm d'Protection du patrimoine architectural gaangen. Déi ass vun 1985. Do hate mer 31 Joer gebraucht, fir ze ratifizéieren. Mir ginn also lues a lues méi schnell.

(Hilarité)

Den deemolege Rapporteur, also vun der Convention de Grenade, wat deeselwechten ass wéi dee vun haut, deen hat och eng méiglech Erklärung fir dee Retard vun der Ratifizéierung vun der Convention de Grenade. Deen huet deemools festgehalen, datt déi Convention de Grenade kuerz no deem Gesetz, wat mer zu Lëtzebuerg votéiert haten iwwert de Schutz vun dem Patrimoine architectural - dat war kuerz duerno, dat war vun 1983 -, gestëmmt ginn ass. Dunn hate mer vläicht '85 gemengt, mir missten net direkt reagéieren.

Zu deem Gesetz iwwert d'Protection du patrimoine, zu deem Monumentsgesetz ass scho vun der Verriederin vun der CSV gesot ginn, an dat fannen ech awer relativ couragéiert, datt d'CSV monéiert, datt dat Gesetz zwar 2000 déposéiert ginn ass, nach ëmmer um Rôle ass an datt do, trotz verschidden Ukënnegungen, nach näischt geschitt ass! D'Madamm Mergen huet och gesot, si wier nom Här Fred Sunnen Rapporteur gewiescht. An da muss ech awer och froen: Wie war da vun 2000 bis 2013 de Minister vun der Kultur?! A vun 2000 bis 2013 ass awer méi laang wéi vun 2013 bis 2016!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Duerfir hunn ech dat awer couragéiert fonnt. An ech mengen, Dir hutt och gesot, Dir géift déi Convention de La Valette gutt fannen, duerfir hätt Der se deemools ënnerschiwwen. Mä et waren awer och vun 19... - wat hate mer gesot? - '92 bis dann eben, kommt, mer soen ëm 2013, et waren awer och vill Joren, wou och Dir se net ëmgasat hutt! Ech hat dat net geplangt a menger Ried, Ma-



damm Mergen, mä ech hunn awer gemengt, och dierften esou op Är Äusserungen ze reagéieren.

(Interruption)

Schonn am Abrëll 1993 hat zum Beispill den Historiker Michel Pauly op d'Noutwendegkeet higewisen an engem Artikel vun der Zäitschrëft „Forum“ - déi iwwregens de Freideg hire 40. Anniversaire feiert, och dat ass en histoiresche Fait -, fir d'Konventioun vu La Valette ze ratifizéieren. Hien huet eng ganz Rëtsch Beispiller opgefouert, fir ze weisen, datt eis Nopeschlänner e gutt Stéck méi wäit wieren, wat den Denkmalschutz an d'Denkmalfleeg betrëfft. An en huet och op eng Rei Lücken an Defiziter bei eiser Gesetzgebung am Beräich vun der Protection du patrimoine higewisen.

Ënner anerem zwee Punkten hat hien a sengem Artikel als problematesch opgezielt: éischstens, den Usproch op Entschiedegung, deen de Propriétaire huet, bei deem d'Fouillen duerchgefouert ginn, oder eventuell besser d'Angscht virun dësen Ufuorderungen, déi, esou hat hien den Androck, géifen derzou féieren, datt esou munches net klassifizéiert géif gi respektiv kee Baustopp géif verhaange ginn.

An zweetens, d'Konventioun vu Malta gesäit an hirem Artikel 6 vir, datt d'Finanzéierung - an och dat war jo eng Fro - nom Verursaacherprinzip sollt geschéien. Wien also onbedéngt wëllt op engem archeologesch interessanten Terrain bauen, soll och d'Käschte fir dë noutwendeg Fouillen am Virfeld selwer bezuelen.

D'Konventioun vu Valletta hat also der Mesure 41 vum Zukunftspak wäit virgegraff. D'Mesure 41 vum Zukunftspak, ech liesen lech se eng Kéier vir: «Développement d'un nouveau concept de financement des fouilles d'urgence à réaliser par le Centre national de recherche archéologique en ayant recours à une contribution participative privée dans le secteur de l'aménagement du territoire.» Ech mengen, den Här Fayot hat déi Froe gestallt. Déi kann ech just ënnersträichen, déi stinn am Raum, déi sinn interessant. Wou sti mer do?

D'Konventioun vu Valletta ass wichteg, fir eng Rei vu Lücken an eiser Legislatioun ze schléissen, wat europäesch an international Standarden ugeet. Den honorabele Rapporteur André Bauler ass souwuel a sengem schréftleche wéi och mëndleche Rapport op de Surplus agaangen, deen dës Konventioun bei eise Beméiungen, fir eise Patrimoine archéologique ze schützen, bréngt wäert.

Dat sinn engersäits eng Rei Prinzipien an Definitionen. Sou gëtt definéiert, wat alles ënner „Patrimoine archéologique“ fält. Et geet hei ëm all Iwwerreschter a Géigestänn a Spure vu Mënschen aus der Vergaangenheet, déi eis kënnen hëllefen, eis Geschicht an eis Relatiounen zur natierlecher Ëmwelt zréckzeverfollegen. Et geet also souwuel ëm Bauwierker, Gebäier, Ensembles, beweeglech Géigestänn, Denkmäler vun all Zort.

An ech hat och scho gesot, datt och bei eis zënter 1992 vill am Beräich Protection du patrimoine archéologique geschitt ass. An engem ganz interessanten Artikel, deen och den Här Fayot gelies huet an hei schonn ernimmt huet, an zwar en Artikel vum Josée Hansen den 8. Juli 2016 am „Lëtzeburger Land“ - dat ass da mäi klengen Nodeel, wann een als Zweetleschten oder als Drëttschlechte muss schwätzen -, trotzdem, do sinn eng ganz Rei interessant Ausféierungen och ugefouert ginn.

Zënter dem Enn vun den 90er Joren, wahrscheinlech als Konsequenz op d'Affär ronderëm de Viichtener Mosaik, si mir eis zu Lëtzebuerg méi bewosst ginn, datt mer d'Spüre vun eiser Vergaangenheet misste sécheren an och ënnersichen. Zënterhier hu sech déi preventiv Fouillë generaliséiert. Sou maachen d'Servicer vun de Ponts et chaussées systematesch Fouilles archéologiques. An hei ass de Landverbrauch an deene leschte Jorzéngte jo wierklech enorm: Collectrien, Nordstrooss an esou weider.

Haut schaffen eng 15 Leit am Centre national de recherche archéologique. A bis haut sinn eng 6.000 archeologesch Sitten am Land detektiéiert.

Et ass awer och op anerem Plang ganz vill geschitt zu Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer. 1981 hunn 365 Milliounen Leit zu Lëtzebuerg gewunnt, haut sinn et der 576 Milliounen. An den Drock op den...

(Interruptions diverses)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Et ass net Milliounen!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Pardon! Oh, entschëllegt!

(Interruptions)

Et war just en Test, ob Dir mer géift nolauschte- ren, Här Kartheiser. Dir hutt e bestanen.

Also 365.000 Leit hunn 1981 hei gewunnt. Haut sinn et der 576.000. An den Drock op den Aménagement du territoire ass net just am landwirtschaftlechen an am Ëmweltberäich spierbar. An am Projet de loi steet zum Beispill, datt mer haut an zéng Joer esou eng grouss Fläch aménagéieren, wéi fréier an 20 Jorhonnerten.

► Une voix.- Ouh?

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- An et steet do, datt, wann dat esou weidergeet, dann ass a 50 Joer e Véirel vum ganze Land aménagéiert, dat heescht verbaut. An duerfir ass eng nohalteg Landesplanung och gutt fir den Erhalt vun eise Patrimoine architectural.

Zum Schluss dann nach, fir datt mer och hei vu Plaze kommen, brauche mer natierlech e CNRA, deen och déi Moyenen huet, fir kënnen seng Aufgaben ze realiséieren, déi en och mat deem heite Gesetz kritt. An natierlech brauche mer eng Sensibiliséierung an eng Educatioun, och vun eise Jonken a vun all de Leit am Land, déi eben och drop hiweist, datt et wichteg ass, datt mer eis mat eiser eegener Vergaangenheet befaassen a se och schützen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech bréngen den Accord vun der grénge Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Villmools Merci, Madamm President. Ech hunn, a verschäerfter Form, dee Problem, deen och den Här Adam beschriwwen huet: Wann een als Fënneften iwwert dëse Sujet schwätzt, ass scho bal alles gesot, awer nach net vu jiddwerengem. Ech wäert mech also op e puer ganz wesentlech Saache just beschränken.

Dat Éischt ass natierlech e Merci un de Rapporteur, deen, wéi esou dacks, eng wonnerbar Aarbecht hei mécht.

Déi zweet Saach ass awer institutionell, eng Fro, déi ech der Regierung wëll stellen. Näämelech, ech mengen, den Här Fayot hat et och schonn ugeschwat: Wéi soll - institutionell - d'Archeologie hei an Zukunft organiséiert ginn?

Et ass esou, datt déi Servicer, déi mer am Abléck hunn, ganz modest sinn. Et ass och esou, datt déi Tatsaach vill jonk Leit dervun ofhält, Archeologie ze studéieren, well keng Débouchéen ze gesi sinn. Wann elo all puer Joer nëmmen eng Plaz fräi gëtt, ass dat natierlech näischt Attraktives, fir esou e Beruf ze ergräifen, wann een net weess, ob een eng Zukunft huet oder net. A wann dann en Archeolog oder e Spezialist gebraucht gëtt, da muss mer dann heiansdo an d'Ausland Leit sicke goen, well mir der net genuch hunn.

Wa mer awer hei wesentlech Aufgaben derbäi maachen - an um Volume wäert d'Aufgab jo wuesse fir déi Servicer -, da muss mer och higoen a kucken, fir d'Personaldecken an d'Méiglechkeete vun esou engem Service ze erhéien. Déi Méiglechkeet, fir en Institut du patrimoine culturel ze maachen, déi ass haut nach eng Kéier ernimmt ginn. Déi hätt de Virdeel vun der Onofhängegkeet an esou weider; all déi Argumenter si schonn ernimmt ginn. Ech wëll dat elo hei net widderhuelen.

Et ass eng zweet Fro, niewent der institutioneller Fro, natierlech déi vun de Prozeduren. D'CSV huet eng Motioun elo hei hannerluecht, an där se seet, als zweet Fuerderung, datt d'Prozeduren net sollen alourdisséiert ginn, net solle méi schwéier ginn. Dat ass inévitable! Ech mengen, wa mer elo hei eng ganz Rei Obligatiounen nach derbäikréien am Beräich vun der Archeologie, da ginn d'Prozedure méi schwéier.

De Problem ass, si dierfen d'Prozeduren net retardéieren! An ech mengen, wann ee genuch Leit huet a wann ee geschéckt higeet an der Verwaltung, fir déi Prozeduren direkt matanzebauen an engem fréie Stadium, op allen Niveaue vun der Landesplanung, och op Gemengenniveau, da muss et méiglech sinn, net aus enger zousätzlecher wichteger Aufgab e Retard entstoen ze loosse.

Hei goufe ganz vill Kommentaren och gemaach, et wär scho ganz vill preventiv Archeologie gemaach ginn an esou weider. Sécher, et sinn Efforte ginn, awer et geet net duer!

Ech wëll als Beispill hei vläicht d'Glaciskapell nennen. Ech weess net, wéi laang mer hei am Land wëssen, datt déi Glaciskapell do ass. Ech mengen, 200 Joer wäerte mer dat wëssen. Hei dacks ass dann duerno gegruewe ginn? Mir hu se elo fonnt, an als Archéologie de sauvetage alt erëm eng Kéier wor d'Approche, amplaz datt mer Fouillen en amont vun deene Chantiere gemaach hätten, déi elo do gemaach gi sinn. Dat hätt eis méi Zäit ginn. Et hätt och keng Chantiere

retardéiert herno. Mä ech mengen, dat Beispill vun der Glaciskapell weist eis, wivill Efforten nach an déi do Richtung musse gemaach ginn.

Et geet also haaptsächlech drëm, keng zousätzlech Délaien entstoen ze loosse. An dat ass eng Ustrengung! Eng Ustrengung, wat d'Personal ugeet, eng Ustrengung, wat d'Plangung ugeet souwuel um nationale wéi um kommunalen Niveau. Op jidde Fall ass et awer derwäert, dat ze maachen, well wann ee vu Sensibiliséierung schwätzt, da muss een einfach eng Mentalitéit kënnen erreeche bei alle Verantwortlechen, datt d'Découverte vun engem Héritage archéologique e Seegen ass a kee Fluch.

Well och op Gemengenniveau kann een dat valoriséieren! Et kann d'Attraktivitéit vun enger Gemeng wesentlech verbessern. Et kann een dat flott als Touristenattraktioun maachen haut mat elektronesche Mëttelen, déi et fréier net gi sinn, wou ee sech ka lieweg virstellen, wat do war. A wéi flott dat kann duergestallt ginn, alles dat sinn technesch Méiglechkeeten, en Investissement, well Tourismus heescht och e Revenu fir eng Plaz. An ech mengen, wann een d'Archeologie och an deem Geescht gesäit, dann ass dat eben éischter e Seege wéi e Fluch.

Et geet drëm, déi Sitten ze valoriséieren. An et gëtt och haut Entreprises, heiansdo och Verantwortlecher op Gemengenniveau, vun deenen een héiert, datt ee léiwer weidergrueft, wéi ze gesinn, wat doläit. Dat muss Saache sinn, déi der Vergaangenheet ugehéieren! Dat muss een einfach aus de Käpp erauskréien an dann awer och mat iwwerzeegenden Argumenter weisen, datt d'Découverte vun engem archeologesche Vestige, datt dat, wéi gesot, eppes ganz Positives ass. An dat ass e wichtige Punkt.

Wann awer hei vu Sensibilitéit geschwat gëtt vun deene Jonken, da muss een och vläicht kuerz eis Schoulprogrammer ernimmen. Mir mussen och emol erëm higoen an Heimatkunde maachen an och am Unterrecht an de Schoulen an de Geschichtsprogrammer och schonn um Niveau vun der Primärschoul erëm eng Chronologie do erakréien. Et geet net duer, thematesch d'Geschicht ze vermëttelen, wann een net weess, wéi d'Saachen der Rei no komm sinn: d'Kelten, d'Réimer... Well wann een déi Lëtzeburger Geschicht wëllt verstoen, da geet dat net ouni Chronologie!

An et muss een d'Kanner och erëm encouragéieren, fir Visitten an de Muséeen ze maachen an déi Saachen esou ze entdecken, der Rei no ze entdecken, wéi eben d'Geschicht se heihinnerbruecht huet.

An et ass och bedauerlech an deem Zesammenhang, datt ganz vill vun den Découvertes hei am Ausland - archeologesch, mä och herno an eiser Kulturgeschicht, ech denken do u verschidden Handschrëfte vun lechternach oder esou -, datt do wichteg Saachen, déi mer hei am Land fonnt hunn oder produziéiert hunn am Konschtberäich, an auslännesche Kollektiounen leien. An et wär ganz schéin, wa mer, wa mer net d'Originaler hei hunn, weinstens ganz gutt Kopien ëmmer hei hätten, fir datt mer awer e Gesamtiwwerbléck vun der Geschicht vun eise Land och an eise Kollektiounen hei am Land kéinten de Leit presentéieren.

Da muss een nach eng Kéier den Ënnerscheed maachen zwëschen de Fouilles de sauvetage, där mer der hei e puer ernimmt haten, an der preventiver Archeologie. Et ass nun eemol esou: Wann een eppes fënnt a séier dohigeet gruewe, ass dat eppes ënner Zäitdrock an ënner ganz villen anere Contrainten, ass dat nun eemol eppes ganz aneres wéi déi Philosophie vun der Konventioun vu La Valette, an där mer eis hei bewegen, wou ee sech d'Mëttelen an d'Zäit gëtt, fir wierklech dat ze entdecken, wat eist Land alles u Rächtum huet - an dat ass ganz vill!

Dat gesot, ënnerstëtze mir dëst Gesetz a mir hopen, datt mer eis och dann déi néideg Mëttelen ginn, fir dat heiten ëmzesetzen.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Den Här Adam hat sech virdrun doriwier beschwéiert, datt een als drëttschlechte Riedner eigentlech scho vill Argumenter virewechgeholl kritt. Als leschte Riedner ass dat natierlech nach eng Kéier eng aner Situatioun.

Duerfir wëll ech eigentlech och net op déi Saachen nach eng Kéier agoen, déi scho gesot gi sinn an déi richteg sinn an, ech mengen, fir déi et awer och engrouss Unanimitéit hei an der Chamber gëtt, och eng grouss Conscience, déi amgang ass ze wuessen an deene leschte Joren, wat déi dote Froen ugeet.

Dat, wouop et elo eigentlech ukënnt, dat ass, fir dat Ganzt a Musek ëmzesetzen, dat heescht, an d'national Gesetzgebung, an déi Instrumenter och ze applizéieren. Duerfir waarde mer mat Ongedold a mat Freed op dat neit Denkmalschutzgesetz, wat an der Maach ass, a ginn och eisen Accord zu dësem Gesetz.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci, Här Baum. Ech hunn elo kee méi op der Lëscht hei. Dann hunn ech elo de Pleséier, fir der Regierung d'Wuert ze ginn, an ech géif dat direkt maachen: dem Här Statssekretär Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Madamm Presidentin. Fir mech ass et nach méi schwéier, well ech sinn als Allerleschten do, fir e puer Wuert zu dem Projet hei ze soen.

Ech géif op alle Fall wëllen ufänken, andeem ech dem Här Bauler, dem Rapporteur, an all deenen Intervenanten e grouse Merci ausdrécken. Ech mengen, et war eng flott Debatt mat flotten Argumenter. An ech versichen, op déi eng oder déi aner Fro op alle Fall ze äntwerten.

Bon, et ass gesot ginn, ech soen et awer deelweis nach eng Kéier: '92 ass déi Konventioun zu La Valette ënnerschrifwe ginn. Mir sinn eent vun deenen zwee oder dräi leschte Länner, déi nach net ratifizéiert hunn. Dofir wëlle mer dat och elo nohuelen.

Ech mengen, et ass alles schéin a gutt, fir ze soen: „Et louch elo esou laang do, et ass näischt geschitt.“ Bon, mir hunn et, wéi den Här Fayot gesot huet, an de Grapp geholl a mir hunn et op de Wee bruecht an dës Sëtzung.

Bon, eis Legislatioun, dat huet de Rapporteur och scho gesot, ass eng vereelzten a si ass och net komplett. Mir hu wuel e Klassement vu verschiddene Sites archéologiques, mir hunn d'Verpflichtung, wann een eng Découverte mécht, fir déi ze signaliséieren, wat net ëmmer gemaach ginn ass. Ech wëll elo näischt, kee Site ernimmen, mä dat ass awer de Fall gewiescht. An, wéi gesot, et muss een och eng Autorisatioun hunn, fir verschidde Fouillen duerchzeéien. Dat sinn awer nëmmen e puer Punkten. A wann ech europäesch kucken, sinn awer nach eng ganz Partie Saachen, déi eis feelen.

D'Valletta-Konventioun huet op alle Fall véier Notiounen, déi mer hei aféieren. Dat ass d'Definition iwwerhaapt: Wat versti mer ënner Patrimoine archéologique? Zweetens ass d'Opstelle vun Inventairen eng Obligatioun, an d'Mise à jour natierlech och vun deenen Inventairen. Mir hunn d'Notioun vun der „conservation intégrée“ a mir hunn eng verstärkte Sensibilisatioun vum Public.

Ech fannen, dat geet - ee vun de Virriedner hat et och gesot - mat der Educatioun zesummen. Dat ass effektiv e Punkt, dee mer musse mat der Educatioun ugoen. Mir mussen definitiv d'Leit vill méi sensibiliséieren op de Patrimoine, sief et de Patrimoine construit, sief et de Patrimoine souterrain oder archéologique.

Leider ass dat net ëmmer an eiser Mentalitéit dran. An ech mengen, et gëtt Zäit, dass mer déi Mentalitéiten e bëssen ëmänneren, dass mer do e bëssen dru rësele ginn, fir de Leit erëm méi Sensibilitéit dofir ze ginn. Et ass gesot ginn: Et ass net e Fluch, et ass net eng Plo, mä et soll ee frou sinn, wann een där Témoine vu fréier nach fënnt, déi een do ka weinstens dokumentéieren, wann ee se net wëllt erhalen.

Kuerz géif ech nach wëllen op d'Conservation intégrée kommen. Et ass en Instrument, wat fir eis ganz wichteg ass. Firwat? Mä ganz einfach, well mir hunn en enorme Patrimoine ënnerierdesch leien, wéi eben eis Glaciskapell, déi ugeschnidde ginn ass, mä och aner Sitte si ganz wäertvoll. Mir hunn där Plazen nach vill, dofir wär et gutt, wa mer do géifen, wéi gesot, en Inventaire maachen.

Dann, op där anerer Säit, wéi gesot, sinn och vill Bauprojeten, siefen et Autobunnen, Parkhauser, awer och nei Logementer. An dofir ass, wéi gesot, déi Notioun vun der Conservation intégrée eng ganz wichteg.

Et geet drëm, fir déi verschidde Gremien un en Dësch ze kréien, sief et Urbanismus, sief et Aménagement du territoire, an dat an enger Planungsphas. Et ass virdrun deelweis bemängelt ginn: „Jo, mä, bon, dat gëtt Retarden, et kascht méi deier.“ Ech fannen, et gëtt méi deier, wann een eng Archéologie de sauvegarde mécht, wou een dann op eemol eppes entdeckt, an dann op eemol muss een alles stoppen an da fänkt een eréischt un. Dat gëtt Délaien, éischstens Zäit-délaien, mä awer och finanziell Délaien. All Délai, dee kascht jo awer och Suen!

Dobäi ass et da wichteg, a mengen Aen, dass mer déi Archéologie préventive aféieren, déi wierklech... An dat ass och schonn de Fall, ech mengen, de Fonj Le Brun mécht dat scho mat senger ganzer Equipe - iwwregens e grouse Merci och un de CNRA -, mä si maachen dat de Moment schonn, dass se wierklech versichen, souwäit wéi et nëmme geet, déi Akteuren un engem Projet esou schnell wéi méiglech un en Dësch ze kréien an dann, wéi gesot, eng Archéologie préventive ze maachen éischter wéi eng Archéologie de sauvetage.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)



Voilà. Ech mengen, et geet haaptsächlech drëm, fir déi Retarden, déi entstinn oder entstoe kënnen, ze minimiséieren. An, wéi gesot, vun Ufank un hu mer eng Rechtssécherheet an eng Previsibilitéit op deene verschiddene Chantieren.

E puer Commentairen nach oder Äntwerten op verschidde Punkten, déi opgeworf gi sinn. Zur Finanzementsmesure 41 kann ech soen: Do ass eng Etüd vun engem Cabinet gemaach ginn. Mir hunn déi Etüd virleien a mir sinn de Moment amgaangen ze analyséieren. Do sinn natierlech e puer Iddien opkomm, e puer Pisten opkomm, a mir sinn amgaangen ze kucken, wat do déi beschte Pist ass, fir kee bei der ganzer Saach ze strofen.

Zur Reorganisatioun vun der Administratioun Sites et monuments, CNRA kann ech lech soen, dass mer un där Iddi schaffen, fir eng Divisioun ze maachen, eng Division du patrimoine, wou mer géife kucken, fir de CNRA an de Service des sites et monuments ënner een Hutt ze kréien, fir dann eben och déi effikass kënnen ze schaffen. D'Aar-bechte sinn um Lafen. An et dierft net méi allze laang daueren, bis mer de Projet kéinten déposéieren.

D'Protection-du-patrimoine-Gesetz, et ass richtig gesot ginn, do läit scho laang eent am Tirang, mä dat ass ni ervirgeholl ginn. Meng Virgängerin huet déi Groupe-de-travaillen op d'Bee gesat an d'Assises du patrimoine aberuff, fir ze kucken, eben do d'Sensibilitéit vun deene verschiddene Secteuren erauszefannen, erauszeschielen. Déi Aarbechte gi selbstverständlech matabezunn an déi Aarbechten, déi elo de Moment stattfannen, a mir sinn dauernd a Consultatioun fir eben déi Texter iwwer sief et de Patrimoine architectural, sief et de Patrimoine archéologique, mä awer och de Patrimoine mobilier, fir doriwwer e Projet ze presentéieren.

Ech war, muss ech ganz éierlech soen, e bëssen Optimist, wéi ech ufanks des Joers gesot hunn, mer kéinten deen Enn des Joers déposéieren. Mea culpa! Ech ginn elo keng Zäit méi un, mä mir sinn op alle Fall ganz déck amgaangen drun ze schaffen. A mir missten dat och relativ schnell awer nach iwwert d'Bün kréien. Mä et ass net esou einfach, et ass vill Aarbecht, et ass net esou einfach, wéi ee sech dat virstellt, well et muss ee vill Punkte mat considéréieren.

Wat ech awer och nach wëll soen: D'Inventaire sinn ugeschwat ginn. Mir sinn de Moment an enger Testphas vun engem Inventaire an enger Gemeng. Deen Inventaire kréie mer vu Sites et monuments an deenen nächste 14 Deeg presentéiert an da wäerte mer decidéieren, a wat fir eng Richtung mer an där Inventorisatioun géifen da viruoen a wéi mer déi géife fäerdeg maachen.

Also, ech kann do nëmme soen: Mir schaffe ganz intensiv um Gesetz. Och um Inventaire gëtt ganz intensiv geschafft. Ech géif also mengen, mir wären um gudder Wee. An ech wär frou, wa mer deen heite Projet kéinte gutt iwwert d'Bün kréien.

Zu der Motioun vun der CSV: Si ass a mengen Ae superfétatoire. Mä ech mengen, ech hunn awer kee Problem, wann d'Deputéiert géifen doriwwer decidéieren.

Voilà! Dat wär et. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Jo? Den Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- ...ech hat gehofft, dass den Här Statssekretär vläicht déi eng oder déi aner méi prezis Äntwert géif ginn op déi Froen, déi d'Madamm Mergen gestallt huet, well wa mer och alleguerten d'accord sinn, dass Archéologie préventive eppes Wichteges ass, dann ass et awer net onwichtig, dass Der vläicht géift definéieren: Wat heescht Planungsphas?

Wéini fänkt eng Planungsphas un? Wéini hält eng Planungsphas op? Dann d'Délaie fixéieren, wou esou Interventiounen géife stattfannen, d'Kompetenz definéieren, a virun allem de Finanzement definéiere vun deem Ganzen! Well ech fannen, dass déi Aart a Weis, wéi dat elo zurzäit geschitt...

Ech hunn lech och e Bréif a menger Funktioun als Buergermeeschter op engem konkreten Dossier doriwwer geschriwwen: dass een e Bréif kritt vun deem Här Foni Le Brun - wou een déi éischte Kéier, wann een de Bréif kritt, net weess: Ass et e Mann, ass et eng Fra? Elo weess ech, dass et e Mann ass, den Här Foni Le Brun -, net vun lech, fir esou Saachen ze maachen, wou een dann opgefuerdert gëtt als Gemeng...

(Interruption)

Jo, et ass an der Reil! Mä wa gesot gëtt, et soll een d'Akteuren un en Dësch bréngen an et soll ee kucken, dass jiddweree matschafft, an et kritt een einfach e Bréif dohinnergetässelt, dat 14 Deeg, nodeem eng Sitzung war vun enger Commission d'aménagement, an da kritt ee gesot, et wär een elo gebieden, eng Fouille préventive ze maachen - et soll een déi selwer maachen an et soll ee kucken, déi selwer ze finanzéieren -, an et schreift een dann dem Statssekretär e Bréif, fir ze froen, op wat fir eng Disposition légale e sech baséiert, op wat e sech baséiert, fir esou eng Fuerderung ze stellen, an et kritt een da keng Äntwert, dann

ass dat net déi Aart a Weis (veuillez lire: déi richtig Aart a Weis), wann ee gären hätt, dass d'Gemen-gen an e Boot kommen, fir am Kader vun der Exekutioun vun de PAPen a vun de PAGe mat lech zesummenzeschaffen.

Well ech soen lech, wat d'Angscht ass: D'Angscht ass, dass mer amgaange sinn, hei eng zweet Flie-dermaus-Diskussioun ze kréien, wou ee vun ier-gendenger Säit en de hors vun all Kritär op eemol gesot kritt: „Elo sidd Der gebieden, dat doten an dat doten ze maachen!“, ouni Base légale - ouni Base légale! -, ouni dass een engem ka soen: „Den Artikel esou an esou vum Gesetz esou an esou, deen ass dat“, ouni dass et kloer ass, wéi de Finanzement vun där ganzer Geschicht ass a wéi d'Dé-laie sinn!

An et ass dat, wat ech lech, Här Statssekretär, eigentlech gäre mat op de Wee wëllt ginn. Eng Konventioun ratifizéieren ass dat eent. Kloer Kritäre schafen, no welche verschidde Saache geschéien, ass eppes anescht! An ech erënnere mech un déi Diskussioun, déi mer virun engem Joer hei haten iwwert d'Aart a Weis, wéi am Kader vun de PAGen Haiser op eemol op eng Lëscht kommen oder net op eng Lëscht kommen, wou Der gesot hutt, och duerno géift Der kucken.

Ech sinn en iwwerzeegte Verfechter vun deene Saachen. D'Geschicht ass eppes extrem Wichtige. An d'Geschicht muss erhale bleiwen a si muss och dokumentéiert ginn. Mä si muss erhale ginn, si muss dokumentéiert ginn a si muss sauvegar-déiert ginn - wéi och ëmmer Der et wëllt nennen - no Kritären, déi fir jiddwereen novollzéibar sinn, déi transparent sinn an déi sech och fir jiddwereen dee Moment applizéieren! An et ass dat, menger Meinung no, déi Hausaufgab, déi nach muss ge-maach ginn.

Fir et kloerstellen: Et ass a mengen Aen net lo-gesch, dass een e Bréif kritt aus engem Ministère, wou ee seet: „Elo sidd Der gebieden, eng Fouille ze maachen an Dir sidd gebieden, déi ze bezuelen.“ Ech fannen dat net logesch! Wann aner Buergermeeschteren der Meinung sinn, dass dat logesch ass, da soen ech lech: Ech fannen dat net logesch! Ech sinn der Meinung, dass, wann Dir als Stat gären hätt, dass dat dote geschitt - et ass eng staatlech Kompetenz -, da muss de Stat och derfir surgen, dass et geschitt, an de Stat muss och de Finanzement vun deem Ganzen droen! Merci.

► **Une voix.-** Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Här Statssekretär, wann ech gelift.

► **M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture.-** Här President, ganz kuerz: Ech huelen d'Hausaufgab mat a mir wäerte sécherlech op lech zrëckkommen. An ech kucken awer déi Saach vun deem Bréif do no, well dat ass net normal, dass Der keng Äntwert kritt hutt.

► **Plusieurs voix.-** Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet de loi ukomm a mir kënnen iwwert de Projet 6993 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6993 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Participatiounen um Vott, 60-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beisel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber domat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Sommaire des séances publiques n^{os} 4 et 5

4^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 47
Communications	p. 47-48
Ordre du jour	p. 48
Dépôt d'une résolution et d'une proposition de loi par M. David Wagner	p. 48
Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen	p. 48
Heure de questions au Gouvernement	

- Question n°225 du 14 novembre 2016 de M. André Bauler relative à l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Erpeldange/Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 48

- Question n°226 du 15 novembre 2016 de M. Gilles Roth relative à la fugue d'un prisonnier lors d'une visite médicale au CHL, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 48-49

- Question n°227 du 15 novembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la présentation d'une nouvelle stratégie économique plus durable pour notre pays, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 49

- Question n°228 du 15 novembre 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la circulaire n°3407 - Refonte du plan d'aménagement général - évaluation environnementale dite «SUP», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 49-50

- Question n°229 du 15 novembre 2016 de M. Max Hahn relative à la promotion du car-pooling, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 50

- Question n°230 du 15 novembre 2016 de Mme Martine Hansen relative à la fermeture, aux heures de pointe, d'une voie du tunnel «Stafelter» en direction de Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 50

- Question n°231 du 15 novembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 50-51

Désignation de deux membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État p. 51

6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence p. 51-53

7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental p. 53-54

5^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 54
Ordre du jour	p. 54
Dépôt d'une résolution par M. Marc Angel	p. 54-55
Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar	p. 55
Dépôt d'une motion par M. Kartheiser	p. 55
Ordre du jour (suite)	p. 55

Question élargie n°20 de M. Fernand Kartheiser au sujet des relations avec la Turquie et sur d'éventuelles sanctions,

Résolution de M. Marc Angel relative à un appel aux autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie, à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi avec les régions à majorité kurde et à s'opposer à la réintroduction de la peine de mort,

Résolution de M. Laurent Mosar relative à un gel des négociations d'adhésion à l'UE avec la République de Turquie, à la continuation du dialogue géopolitique et de coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense, à l'approfondissement des relations commerciales, à la modernisation de l'union douanière et à la poursuite de la coopération au niveau de la politique migratoire

et

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect des valeurs européennes, des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la liberté de presse, de la liberté de l'opposition politique, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Grèce, de l'intégrité territoriale de la Chypre et à la reconnaissance du génocide arménien p. 55-61

6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015 p. 61-62

6979 - Projet de loi portant modification

I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et

II. du Code du travail p. 62-63

6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette p. 63-67

An dann hu mer d'Motioun, déi vun der CSV abruecht ginn ass. Sinn dozou nach Wuertmel-dungen? Den Här Berger.

Motion 1

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här Pre-sident. De Statssekretär huet eigentlech och scho gesot, wéi d'Regierung zu där Motioun steet. Och fir eis wier se eigentlech am Prinzip superfétatoire, dat heescht iwwerflësseg, well ech mengen, mir ginn natierlech dovunner aus, datt d'Regierung sech wäert déi Moyene ginn, fir datt hei d'Ëmsetzung vun där Konven-tioun net eng eidel Hüls bleift. An ech sinn och iwwerzeegt, datt d'Regierung Suerg wäert droen, datt d'Prozeduren net méi komplizéiert ginn. Ech mengen, dat ass d'Suerg vun eis alle-guerten. Mä ech mengen, mir kënnen awer och déi Motioun hei matstëmmen. Dat ass kee Problem.

Merci.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Ech gesinn, dass hei eng wäitgeeënd Zoustëm-mung ass. Sidd Der domat d'accord, dass mer per Hand ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

► **Plusieurs voix.-** Aah!

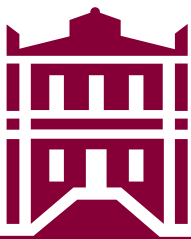
(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Hu mer Enthalung?

Mir hunn also eng Géigestëmm vum Här Alexander Krieps. Domat ass d'Motioun uge-holl.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Kolleeginnen a Kolleegen, net vergiessen: Muer ass Rendez-vous um hallwer zwou! Merci ge-sot. E schéinen Owend nach an d'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016		
2224	Martine Hansen	Simulations réalisées dans le cadre du règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle
2243 cf. 2283-2305	Gilles Roth, Diane Adehm	Exécution du «Zukunftspak»
2245	Roy Reding	Garanties d'achèvement dans le cadre de ventes immobilières «en état de futur achèvement»
2260	Françoise Hetto-Gaasch, Nancy Arendt	«Lënster Lycée»
2266	Laurent Mosar, Gilles Roth	Lettre du Procureur général d'État au Ministre de la Sécurité intérieure en relation avec la réforme de la police judiciaire
2267	David Wagner, Marc Baum	Application de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État à la Cour grand-ducale
2268	André Bauler, Gusty Graas	Nouvelle identité visuelle de la Police grand-ducale
2269	Martine Hansen	Déclarations du directeur de l'Administration de la gestion de l'eau relatives aux récentes intempéries
2270	Gilles Roth	«Rentnerausweis»
2271	Laurent Mosar	Sécurité des «couloirs humanitaires» à Alep en Syrie
2272	Marc Spautz	Université du Luxembourg
2273	Gilles Baum	Projet «Track 2»
2274	André Bauler, Edy Mertens	Service d'aide médicale urgente
2275	Marc Spautz	Allocation de vie chère
2276	Laurent Mosar	Évolution du nombre des demandes d'asile provenant de citoyens turcs au Luxembourg
2277	Gilles Roth, Diane Adehm	État des recettes restant à recouvrer des communes
2278	Serge Wilmes	Fonctions dirigeantes dans les administrations et les services de l'État
2279	Max Hahn, Claude Lamberty	Législation concernant la location d'appartements et de maisons
2280	Diane Adehm, Gilles Roth	Consultation des communes dans le cadre du projet de loi sur les fabriques d'église
2281	Max Hahn, Gusty Graas	Droits de trafic aérien
2282	Roy Reding	Différence des amendes pour des agriculteurs
2283-2305 cf. 2243	Gilles Roth, Diane Adehm	Exécution du «Zukunftspak»
2306	Diane Adehm, Gilles Roth	Transfert de données de clients de la BCEE par la Rhénanie-du-Nord-Westphalie
2307	Gilles Baum	«Lënster Lycée»
2308	Franz Fayot	Prévisions de croissance
2309	Franz Fayot	Égalité de traitement
2310	Laurent Zeimet	Échange de renseignements en matière fiscale
2311 cf. 2312	Jean-Marie Halsdorf	Effets néfastes du médicament antiépileptique «Dépakine»
2312 cf. 2311	Cécile Hemmen	Victimes du médicament antiépileptique «Dépakine»
2313	Alexander Krieps, Edy Mertens	Test prénatal NIFTY
2314	Gusty Graas	Redistribution de certaines armes à feu au sein de la Police grand-ducale
2315	André Bauler	État de certains sentiers pédestres proposés par les CFL
2316	Françoise Hetto-Gaasch	Qualité d'officier de police judiciaire dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale
2317	Léon Gloden	Vitesse maximale autorisée sur la route N10 entre Schengen et Remich
2318	Marc Spautz	Armes de service de la Police grand-ducale
2319	Laurent Mosar	Rapport confidentiel du Gouvernement allemand sur une plate-forme du terrorisme islamique en Turquie
2321	André Bauler	Agritourisme au Luxembourg
2322	Roy Reding	Site „Schëttermarjal“

2323	Octavie Modert, Martine Hansen	Transports illégaux d'animaux
2324	Alex Bodry	Maintien d'un commerce de proximité dans les centres-villes et consolidation d'une offre commerciale variée
2325	André Bauler	«Assises du Tourisme»
2326	Françoise Hetto-Gaasch	Familles d'accueil
2327	Laurent Mosar	Intégration des réfugiés sur le marché du travail
2328	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Étudiants en médecine dans une université francophone belge
2329	Roy Reding	Prix de l'essence et du diesel
2330	Martine Hansen	Concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement fondamental
2331	Martine Hansen	Remplacements temporaires de membres du personnel enseignant dans les écoles fondamentales
2332	Martine Hansen	Base nautique de Lultzhausen
2333	Claudia Dall'Agnol	Accueil des jeunes au pair
2334	Laurent Mosar	Reconnaissance de mariages impliquant des mineurs
2335	Marc Lies	Réalisation de logements locatifs sociaux au cours des dernières années
2336	Max Hahn	Système de localisation ITCS dans les autobus
2337	Max Hahn, Claude Lamberty	Service wi-fi dans les bus et les trains
2338	Jean-Marie Halsdorf	Conséquences d'une mise en vente des laboratoires d'analyses médicales Cerba
2339	Nancy Arendt	Teneur en sucre dans les boissons
2340	Gilles Baum	Visa du type «work & travel»
2341	Léon Gloden	Prêts hypothécaires pour des acquisitions d'objets immobiliers à l'étranger
2342	Fernand Kartheiser	Acte de vandalisme au Centre Héliar à Weilerbach
2343	Laurent Mosar	Négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne
2344	Marc Spautz	Prélèvement des contributions sociales sur les revenus du patrimoine des résidents français qui travaillent dans un autre État membre de l'Union européenne
2345	Franz Fayot	«White Paper» du Trésor américain sur les accords BEPS (Base Erosion Profit Shifting)
2346	Marc Spautz	Paiement de l'allocation familiale à l'égard de personnes handicapées
2347	Fernand Kartheiser	Paiement de l'allocation familiale au-delà de 25 ans pour raisons de santé
2348	Marc Spautz	Réforme des finances communales
2349	Martine Hansen, Marco Schank	Peste porcine africaine
2351	Léon Gloden	Congés collectifs
2352	Sylvie Andrich-Duval, Léon Gloden	Services des urgences médicales
2353	Cécile Hemmen	Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé
2354	André Bauler	Rénovation du Monument national de la grève du 31 août 1942
2355	Martine Hansen, Aly Kaes, Marco Schank, Emile Eicher	Ligne ferroviaire Liège-Gouvy
2356	Octavie Modert, Marco Schank	Installation de la Maison du Parc naturel Möllerdall dans le Château Renaissance de Beaufort
2357	Gilles Baum	Dépassement à droite
2358	Alexander Krieps, Edy Mertens	Médecines dites «parallèles»
2359	Léon Gloden	Soutien des vignerons
2360	Cécile Hemmen	Coavionnage
2361	Joëlle Elvinger, Max Hahn	Rébellion au Centre pénitentiaire à Schrassig
2362	Cécile Hemmen	Pictogramme d'avertissement pour femmes enceintes
2363	Max Hahn, Claude Lamberty	Capacité d'accueil des refuges d'animaux



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2364	Gusty Graas, André Bauler	Perturbations causées par le nouveau bassin canoë-kayak à Diekirch	2395	Roy Reding	Déchets de verdure
2365 cf. 2366	Gusty Graas	Concours de pêche	2397	Martine Hansen, Marco Schank	Déchets de verdure
2366 cf. 2365	Claudia Dall'Agnol	Concours de pêche	2398	David Wagner, Marc Baum	Présence annoncée des «Hells Angels» comme invités d'honneur lors d'un événement sous le haut patronage du Gouvernement
2367	Alexander Krieps, Claude Lamberty	Trafic routier au niveau du rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»	2400	Joëlle Elvinger	Trafic journalier sur l'A7 et dans la vallée de l'Alzette
2369	Martine Hansen	Surface agricole	2401	Marco Schank	Statut de centre de développement et d'attraction (CDA) d'ordre moyen des six communes de la «Nordstad»
2370	Laurent Mosar, Françoise Hetto-Gaasch	Droit de superficie	2402	Fernand Kartheiser	Master en langues, cultures et médias - Lëtzebuerger Studien
2371	Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser	Taux d'intérêt des emprunts de l'État	2403	Yves Cruchten	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans le secteur de la santé et des soins
2372	Fernand Kartheiser	Détournement de millions d'euros au profit du Hamas	2405	Yves Cruchten	Langue luxembourgeoise dans la fonction publique
2373	Gilles Roth, Diane ADEHM	Réception des bagages à l'Aéroport de Luxembourg	2408	Martine Hansen	«Luxembourg Medical School»
2374	Françoise Hetto-Gaasch	Budget de la Société nationale de crédit et d'investissement	2409	Roger Negri	Araignée venimeuse chiracanthé ponctuée
2375	Gilles Roth, Diane ADEHM	Remboursement des soins de médecine dentaire	2410	Martine Hansen	Suppression de la durée du contrat d'apprentissage
2377	Laurent Mosar	Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs	2411	Henri Kox, Gérard Anzia	Abattoirs mobiles
2378	Gilles Roth, Diane ADEHM	Permis à points	2414	Laurent Mosar, Gilles Roth	Récente visite de M. le Vice-Premier Ministre turc à Luxembourg
2379	Marc Spautz	Drone «ambulance» équipé d'un défibrillateur	2418	Fernand Kartheiser	Enseignement de la langue luxembourgeoise dans l'École européenne
2380	Diane ADEHM, Gilles Roth	Radicalisation des femmes	2420	Martine Hansen	Projet intégré intermédiaire
2383	André Bauler, Gusty Graas	Signalisation d'interdiction de baignade dans le Lac de la Haute-Sûre	2424	Fernand Kartheiser	Accès de Taïwan à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
2385	Roger Negri	Semaine de la sécurité au travail	2427	Marc Angel	Commissariat de police Gare-Hollerich
2386	Martine Hansen	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH)	2429	Aly Kaes	Construction d'un nouveau rond-point sur la N14 à la hauteur du chemin Kréiwenkel à l'entrée de Diekirch
2387	David Wagner	Déversement du liquide AdBlue à l'aire de Berchem et pollution de l'Alzette	2442	Diane ADEHM, Gilles Roth	Éventuelle amende à payer par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE)
2389	Fernand Kartheiser	Droits de l'homme et liberté de religion en Iran	2444	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Fermeture et interdiction de chaînes de télévision et de radiodiffusion kurdes en Turquie
2391	Diane ADEHM, Gilles Roth	Mesures compensatoires environnementales	2446	Fernand Kartheiser	Cours à option en langues
2393	Gusty Graas	Collaboration entre l'ITM et l'Administration des douanes et accises			
2394	Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps	Bureau de recrutement pour l'Armée, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises			

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

Question 2224 (13.07.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **simulations réalisées dans le cadre du règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle**:

Lors du vote du projet de loi n°6986 portant réforme de la formation professionnelle le 12 juillet, Monsieur le Ministre a précisé concernant la réalisation de simulations que:

«Et ass gefrot ginn, ob mir Simulatiounen gemaach hunn. Jo, mir hunn der gemaach, mir hu bei eenzelne Schoule gefrot, fir eenzel Formatiounen gefrot. [...]»

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre pourrait-il me faire parvenir le(s) rapport(s) de ces simulations ainsi que tous les documents y relatifs réalisés?

Réponse (07.09.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 déterminant:

1) l'évaluation et la promotion des élèves des classes de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale auxquelles les dispositions nouvelles de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle s'appliquent;

2) les conditions d'attribution des certificats et diplômes sur la base des modules acquis et mis en compte pour l'apprentissage tout au long de la vie

stipule qu'un élève avance au module subséquent en cas de réussite et de non-réussite du module précédent. La disposition actuelle arête que l'élève doit rattraper les modules ratés ce qui amène des situations où des élèves accumulent des rattrapages à l'envie, et/ou se retrouvent en classe de 13^e avec des modules de la classe de 10^e à rattraper.

Je me suis décidé de revoir la progression de l'élève. Il est introduit un bilan intermédiaire pour toute formation d'au moins trois ans. Si l'élève réussit ce bilan intermédiaire, à des conditions qui sont définies par le règlement, il n'a plus besoin de rattraper les modules non réussis par la suite.

Lors d'un bilan intermédiaire ou final, les modules non réussis ne doivent plus être rattrapés; parmi eux, il ne peut y avoir de module fondamental. Une disposition spéciale concerne le module fondamental non réussi au dernier semestre afin que l'élève ait la chance de le rattraper.

Le bilan final réussi donne accès au projet intégré final (PIF). Il y a une disposition spéciale pour les stages qui, dans certains cas, ont lieu après le PIF à l'instar des formations hôtelière et touristique ainsi que d'aide-soignant.

Afin de déterminer les taux de pourcentage définissant la réussite d'un bilan, mes services ainsi que les partenaires de la formation professionnelle se sont basés sur les tableaux de simulation suivants:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Mes services et les partenaires de la formation professionnelle se sont mis d'accord sur les taux suivants: le nombre de modules obliga-

toires qui doivent être réussis est égal à 90% de tous les modules obligatoires sur une période de deux années; si la période du bilan couvre une seule année, cette condition est de 85%. Pour le CCP, le taux imposé est toujours de 80%.

Il va sans dire que des simulations sur le terrain avec les taux de pourcentage définis plus haut ont eu lieu.

Les résultats des simulations du bilan intermédiaire sur le terrain sont les suivants:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2243 (22.07.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane ADEHM** (CSV) concernant l'**exécution du «Zukunftspak»**:

Monsieur le Vice-Premier Ministre Etienne Schneider a récemment qualifié le «Zukunftspak», ficelé par son propre Gouvernement, d'erreur. Il n'a pourtant soufflé mot de l'exécution concrète du «Zukunftspak». Rappelons dans ce contexte qu'une note de l'Inspection générale des finances (IGF) datée au 15 septembre 2015 et comparant les prévisions de juin 2015 aux prévisions budgétaires de décembre 2014 avait déjà mis en lumière un certain décalage entre les économies annoncées et les économies effectivement réalisées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de la note de l'IGF avec les prévisions de juin 2016?

Question 2283 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane ADEHM** (CSV) concernant l'**exécution du «Zukunftspak»**:

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2284 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane ADEHM** (CSV) concernant l'**exécution du «Zukunftspak»**:

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une



(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2301 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant l'**exécution du «Zukunftspak»**:

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2302 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant l'**exécution du «Zukunftspak»**:

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2303 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant l'**exécution du «Zukunftspak»**:

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2304 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant l'**exécution du «Zukunftspak»**:

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2305 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant l'**exécution du «Zukunftspak»**:

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous limitons dans la suite à son ressort ministériel:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Réponse commune (09.09.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre, de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice, de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, de **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale, de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances, de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé, de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur, de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration, de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, et de **M. Marc Hansen**, Ministre du Logement:

En réponse à la question parlementaire n°2243, la note de l'Inspection générale des finances datée au 15 septembre 2015, mise à jour avec les prévisions de juin 2016, se trouve en annexe.

Ceci répond également à la première partie des 23 questions parlementaires n°2283 à 2305.

En réponse à la deuxième partie des 23 questions parlementaires n°2283 à 2305, le détail des mesures en relation avec les comptes provisoires pour l'année 2015 se trouve également en annexe.

D'une manière générale, il convient de rappeler que selon les projections du Comité de prévision au moment de l'entrée en fonction du Gouvernement, la dette publique brute allait atteindre, à politique inchangée, 29,2% du PIB à l'horizon 2016. C'est dans ce contexte et au regard de la perte anticipée des recettes de la TVA sur le commerce électronique que le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre le Paquet d'avenir, avec l'objectif de maintenir la dette publique en tout moment en dessous de 30% du PIB. Force est de constater que ce taux s'établit actuellement à 19,6%. Cette évolution positive est le résultat cumulé de la mise en œuvre du Paquet d'avenir et de la reprise de la croissance.

Les chiffres relatifs à l'exécution du Paquet d'avenir tiennent compte de l'évolution du contexte économique et social ainsi que des réformes mises au point depuis sa mise en œuvre. Pour ce qui concerne 2015, on peut noter une exécution des mesures au-delà des prévisions. Dans les nouvelles prévisions d'août 2016, on trouve le reflet par exemple de la suppression de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire dans le cadre de la réforme fiscale, de la réforme des finances communales ou du maintien dans le domaine de l'État des logements de service aux fins de leur affectation à l'hébergement de réfugiés. Par ailleurs, la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures a été décalée dans le temps, dans l'intérêt notamment de la poursuite des discussions avec les partenaires sociaux. Le résultat escompté sera ainsi atteint en 2020.

Au-delà de l'analyse des mesures individuelles, on peut constater que l'élaboration et la mise en œuvre du Paquet d'avenir ont engendré une prise de conscience et un infléchissement correspondant de la croissance des dépenses de l'État. Les projections jusqu'à 2020 soulignent l'impact structurel des mesures du Paquet d'avenir sur les années à venir.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2245 (22.07.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **garanties d'achèvement dans le cadre de ventes immobilières «en état de futur achèvement»**:

Dans le cadre de ventes immobilières «en état futur d'achèvement» le Code civil (article 1601) prévoit une série de garanties destinées à protéger le consommateur acquéreur.

Dans le cadre de la garantie d'achèvement obligatoire (article 1601-5 f), un règlement grand-ducal du 24 février 1977 limite la possibilité d'émettre de telles garanties aux seuls «établissements bancaire et d'épargne».

Or, tant dans les autres pays de l'Union européenne qu'au Grand-Duché, bon nombre de telles garanties sont émises par des compagnies d'assurances.

Il ne fait nul doute que ces garanties lient valablement les parties et ne sont en tant que telles pas entachées d'illégalité. Se posent cependant les questions suivantes:

1. Est-ce que ces garanties remplissent les conditions légales ou non?

2. Les notaires sont-ils autorisés ou non à passer des actes de ventes immobilières «en état futur d'achèvement» lorsque la garantie d'achèvement a été émise par une compagnie d'assurance luxembourgeoise/de l'Union européenne?

3. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que cette problématique a déjà fait l'objet de circulaires de la part du Commissariat aux assurances, de l'ABBL et de la Chambre des Notaires?

4. N'est-il pas d'avis que le Gouvernement devrait réagir rapidement et de façon proactive lorsque de telles difficultés d'interprétation surgissent et ce dans l'intérêt de la sécurité juridique pour tous les concernés?

5. Eu égard à cette insécurité juridique, est-il envisagé d'amender le règlement grand-ducal de 1977?

Réponse (29.09.2016) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

Il est en premier lieu demandé si une garantie d'achèvement délivrée par une compagnie d'assurance remplit les conditions légales.

Dans la mesure où l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil (ci-après le «règlement grand-ducal de 1977») prévoit que:

«La garantie d'achèvement de l'immeuble ou de remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat, prévue à l'article 1601-5, alinéa 2, sub f du Code civil doit être donnée par un établissement bancaire et d'épargne au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 19 juin 1965 concernant les opérations de banque et de crédit, ainsi que les valeurs mobilières, autorisé à exercer son activité dans le pays ou tout autre établissement bancaire établi dans un État membre des communautés européennes et y autorisé à exercer son activité dans la mesure où la réalisation de la garantie n'est pas entravée par des restrictions en matière de mouvements de capitaux.»

La réponse coule de source. Il convient toutefois de préciser que l'article 1601-5 stipule par ailleurs dans son dernier alinéa que l'inobservation des dispositions de l'article 1601-5 entraîne la nullité du contrat, mais que celle-ci ne peut être invoquée que par l'acquéreur et avant l'achèvement des travaux.

Quant à la 2^e question, il est à relever que l'article 3 alinéa 3 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat énonce que les notaires ne peuvent refuser leur ministère que dans les cas prévus par les articles 21 et 24 de la même loi, de l'article 5 (3) de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ainsi que dans tous les cas où, en vertu de dispositions légales spéciales, ils ont, avant de prêter leur ministère, une mission de vérification légale de l'existence ou de l'accomplissement de certaines dispositions et formalités et qu'ils constatent que ces conditions ou formalités ne sont pas remplies.

L'article 21 de la loi vise les actes dont les dispositions seraient contraires à une loi pénale, ce qui n'est pas le cas dans la situation visée, l'article 1601-5 ne comportant pas de dispositions pénales. Il est toutefois précisé à l'article 22 que lorsque l'acte à recevoir contient des dispositions qui, sans être contraires à la loi pénale, sont néanmoins prohibées par d'autres lois et règlements, il est du devoir du notaire d'en instruire les parties. Pour le cas où celles-ci persévèrent dans leur résolution, le notaire doit

faire mention dans l'acte, que dès lors il doit dresser, de l'avertissement qu'il leur a donné ainsi que de leur déclaration. Au cas contraire le notaire peut être rendu responsable du dommage envers les parties intéressées. Dans la mesure où les autres hypothèses de l'article 3 alinéa 2 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 précitée ne sont pas pertinentes pour le cas d'espèce, la réponse à la question posée découle clairement de la loi.

Question 2260 (29.07.2016) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Nancy Arendt** (CSV) concernant le **«Lënster Lycée»**:

Après quatre années de travaux, le «Lënster Lycée» a ouvert ses portes à la rentrée 2014-2015 pour 1.500 élèves. D'un côté, le «Lënster Lycée» permet aux élèves de la région d'éviter les allers-retours quotidiens vers d'autres établissements plus lointains. Pour d'autres élèves ayant interrompu leur parcours scolaire, le lycée constitue une deuxième chance, grâce à son concept pédagogique innovateur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire parvenir un premier bilan du lycée de Junglinster?

- Selon nos informations, plusieurs classes vont être fermées à cause d'un effectif de classe trop bas. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cet effectif des classes à faible niveau?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas cette manière de procéder comme contraire aux intérêts des élèves dont beaucoup ont voulu effectuer leur carrière scolaire entière au «Lënster Lycée», ou pour lesquels le lycée constitue une deuxième chance?

- Est-ce que d'autres classes dans d'autres lycées ont dû être fermées à cause d'un effectif de classe trop bas?

- Comment le Ministre envisage-t-il d'éviter à l'avenir des problèmes similaires?

Réponse (06.10.2016) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Avant d'aborder les questions des honorables Députés, je vous transmets les données statistiques brutes concernant l'évolution de la population scolaire du «Lënster Lycée».

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Au courant de l'année scolaire 2015-2016, 27 élèves ont rejoint le «Lënster Lycée».

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pendant l'année scolaire à venir, les classes suivantes ne pourront pas être organisées à Junglinster, faute d'inscriptions suffisantes:

10CM: 5 inscriptions

11PS: 5 inscriptions

T2IF: 7 inscriptions

10TG: 5 inscriptions

12CG: 7 inscriptions

Tous les élèves transférés se sont vus proposer, par le Ministère, un autre lycée offrant la classe demandée.

L'instruction ministérielle concernant l'organisation scolaire prévoit un effectif minimal de 18 élèves pour ces classes. Pour les nouveaux lycées ou les nouvelles formations, on autorise des classes avec des effectifs réduits pour rendre visible la nouvelle offre.

Les effectifs en dessous de dix demeurent injustifiables aussi bien d'un point de vue pédagogique que d'un point de vue économique sachant qu'on octroie au LLJ un contingent de leçons plus élevé par rapport aux autres lycées, ceci pour faciliter son démarrage et soutenir, au début de son existence, le développement des concepts pédagogiques.

Le transfert d'un élève dans un autre lycée n'est pas agréable pour celui-ci dans un premier temps. Mais un transfert peut être dans



l'intérêt de l'élève. Ainsi permet-on aux concernés d'évoluer dans un contexte scolaire normal qui les incite à développer leurs compétences sociales et leurs interactions d'apprentissage. Ceci est d'autant plus important que les élèves sont plus âgés.

Il est à noter que parmi les pays de l'OCDE, le Luxembourg est un des pays avec les plus faibles effectifs des classes. La grande majorité des élèves transférés se trouvait à la fin d'un cycle où un changement de lycée peut s'opérer sans influencer négativement la scolarité des élèves concernés.

À l'échelle nationale, deux classes dans deux autres lycées n'ont pas été autorisées. En général, les directions anticipent cette situation et préparent le terrain avant de présenter leur projet pour l'année scolaire à venir au ministère. Ce fut le cas également pour le «Lënster Lycée».

Pour l'année prochaine, les 47 élèves de la 9TE promettent une amélioration au LLJ, mais suffisent au maximum pour démarrer avec deux classes de 10^e.

Les difficultés de recrutement sont la conséquence de la situation géographique du lycée et de l'offre qui ne se différencie pas par rapport à l'offre des lycées avoisinants. L'offre planifiée du LLJ s'est basée sur des formations en électrotechnique. Depuis des années, les demandes pour ces formations sont en baisse. Dans un premier temps, la direction a réagi avec d'autres offres (commerce et professions de santé), sans connaître le succès escompté. Voilà pourquoi j'ai demandé aux responsables du lycée de se concerter avec mon département.

Les projets de réforme de l'enseignement secondaire misent sur une diversification accrue de l'offre scolaire. Le degré d'autonomie dans la conception des formations (classes supérieures) sera considérablement élargi. Mon département incite les directions des lycées d'une même région à coordonner leurs offres entre eux. Pour ce qui est du «Lënster Lycée» en particulier, il est veillé à ce qu'il se procure un profil lui permettant d'évoluer, ceci dans l'intérêt de la communauté scolaire et des enfants de la région de Junglinster. Dans cet exercice, qui sera mené avec les enseignants et la direction du lycée ainsi qu'avec les forces vives de la région, le lycée connaîtra un soutien important de mon Ministère dans le courant de l'année scolaire à venir.

Question 2266 (03.08.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant la **lettre du Procureur général d'État au Ministre de la Sécurité intérieure en relation avec la réforme de la police judiciaire**:

D'après l'article 9 du Code d'instruction criminelle, «La police judiciaire est exercée, sous la direction du Procureur d'État, par les officiers, fonctionnaires et agents désignés au présent titre.» De même, l'article 15-2 du Code d'instruction criminelle dispose: «Tous les officiers de police judiciaire et tous les fonctionnaires et agents investis de par la loi de la qualité d'officiers de police judiciaire, pris en cette qualité, sont soumis à la surveillance du Procureur général d'État.»

Au vu de ces dispositions, il semble tout à fait normal d'associer le parquet aux travaux de réforme de la police judiciaire.

Or, dans un article paru aujourd'hui dans le «Luxemburger Wort», Madame le Procureur général d'État se dit consternée par le projet de réforme de la police judiciaire. Le groupe de travail en charge de ce volet de la réforme plus générale de la police aurait passé des heures et des heures à formuler des propositions de réforme ensemble d'ailleurs avec le directeur de la police judiciaire actuellement démissionnaire. Les propositions du groupe de travail auraient pourtant toutes été supprimées dans le projet de réforme adopté par le Conseil de Gouvernement le 29 juillet dernier.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre a-t-il été au courant de la lettre du 27 juillet 2016 de Madame le Procureur général d'État à l'attention de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure?

- Monsieur le Ministre partage-t-il le fait que Madame le Procureur général d'État s'est montrée consternée au vu de la réforme projetée de la police judiciaire? Monsieur le Ministre partage-t-il quant au fond les critiques de Madame le Procureur général d'État?

- Monsieur le Ministre a-t-il donné son accord aux projets de loi réformant la Police grand-ducale, le statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale et de l'Inspection générale de la Police et aux projets de règlements grand-ducaux accompagnant ces lois? Dans l'affirmative et au vu de la lettre de Madame le Procureur général d'État, pour quelles raisons?

Réponse (04.08.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Par la voie officielle le Procureur général d'État a envoyé sa lettre adressée à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure datée du 27 juillet 2016, au Ministre de la Justice, qui l'a transmise sans délai à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.

La lettre du Procureur général d'État a fait l'objet le jour même de sa réception, c'est-à-dire le mercredi 27 juillet 2016, d'un entretien entre le Ministre de la Sécurité intérieure et le Ministre de la Justice. L'avant-projet de loi du Ministre de la Sécurité intérieure, modifié suite à cet entretien, a été approuvé par le Conseil de Gouvernement du 29 juillet 2016 et couvre l'ensemble des critiques et attentes formulées par le Procureur général d'État.

Question 2267 (03.08.2016) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant l'**application de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État à la Cour grand-ducale**:

Suite à la réponse du 22 juillet 2016 de Monsieur le Premier Ministre à notre question parlementaire n°2164 relative à la gestion financière de la Cour grand-ducale (*cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2015-2016*), nous entendons poser à Messieurs le Premier Ministre et Ministre des Finances la question parlementaire suivante relative à l'application à la Cour grand-ducale de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Monsieur le Premier Ministre assimile dans sa réponse la Cour grand-ducale à un organisme qui bénéficie de la participation financière de l'État. Par conséquent, le Premier Ministre estime que la Cour grand-ducale ne doit pas disposer d'un contrôleur financier contrôlant ses dépenses, mais que c'est le contrôleur financier du Ministère d'État qui examine uniquement les versements effectués au profit de la Cour.

Or, selon l'article 1^{er} de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, celle-ci «s'applique aux organes, administrations et services de l'État». Cette formulation avait été introduite dans le projet de loi suite à l'avis du Conseil d'État.

Ce dernier avait insisté sur le fait que la loi devait s'appliquer aux organes constitutionnels de l'État, à savoir le Grand-Duc, la Chambre des Députés, le Gouvernement, le Conseil d'État et les cours et tribunaux, en se référant à l'alinéa 2 de l'article 104 de la Constitution et aux règles de l'unité et de l'universalité du budget (document parlementaire 4100², page 6). La Commission des Finances et du Budget et son président-rapporteur Monsieur Lucien Weiler avaient partagé cette approche.

Nous demandons des réponses précises aux questions suivantes:

1. Messieurs le Premier Ministre et Ministre des Finances estiment-ils, à l'instar du Conseil d'État et de la Chambre des Députés, que la Cour grand-ducale est un organe constitutionnel de l'État et non pas un organisme tiers?

2. Messieurs le Premier Ministre et Ministre des Finances entendent-ils faire respecter par la Cour grand-ducale la législation sur la comptabilité de l'État?

3. Messieurs le Premier Ministre et Ministre des Finances entendent-ils nommer un contrôleur financier contrôlant a priori les dépenses de la Cour grand-ducale?

Réponse commune (18.08.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En réponse à cette question parlementaire, il y a lieu de rappeler tout d'abord à l'attention de Messieurs les Députés David Wagner et Marc Baum que d'après l'article 33 de notre Constitution «le Grand-Duc est le chef de l'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale. Il exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays.»

Dès lors, il est clairement établi que le Grand-Duc, en sa qualité de chef de l'État, fait partie des organes constitutionnels du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ce qui est du financement des missions de la Cour grand-ducale, l'article 43 de la Constitution retient notamment que «la loi budgétaire peut allouer chaque année à la Maison Souveraine les sommes nécessaires pour couvrir les frais de représentation».

Aux termes de cette disposition constitutionnelle, la Cour grand-ducale reçoit donc des allocations ou des dotations à charge du budget de l'État en vue de couvrir ses dépenses. Ces dotations sont inscrites à la section 00.0: Maison du Grand-Duc du budget des dépenses du Ministère d'État.

À noter que les mêmes modalités sont en vigueur pour les autres organes de l'État.

C'est ainsi notamment que la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État dispose en son article 32 que «le budget des recettes et des dépenses de l'État arrête annuellement la dotation au profit du Conseil d'État au vu de l'état prévisionnel établi par ce dernier».

C'est ainsi également que l'article 11 de loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes dispose que «le budget des recettes et des dépenses de l'État arrête annuellement la dotation au profit de la Cour des Comptes au vu de l'état prévisionnel établi par cette dernière».

Ce même régime est d'ailleurs également d'application pour les versements au profit de la Chambre des Députés.

Pour ce qui est du respect de la législation sur la comptabilité de l'État, il y a lieu de rappeler¹ que la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État dispose en son article 81 que «tous les concours financiers de l'État, que ce soit sous forme de participation en capital, de mise à disposition de terrains ou de bâtiments, de subvention, de prêt, d'avance, de garantie ou sous toute autre forme doivent être utilisés aux fins desquelles ils ont été accordés» et ajoute que «les bénéficiaires de ces concours financiers doivent justifier de l'utilisation du concours reçu».

En exécution de cette disposition, les dotations au profit de la Maison grand-ducale sont analysées et discutées annuellement dans le cadre de la procédure budgétaire et font l'objet de décomptes qui sont présentés par la Cour grand-ducale après la clôture des exercices budgétaires.

Dès lors, il est permis de constater qu'à l'instar notamment de la Chambre des Députés, de la Cour des Comptes et du Conseil d'État, la Cour grand-ducale respecte les règles de la législation sur la comptabilité de l'État.

Quant à la fonction du contrôle financier, il s'impose de rappeler une fois de plus que cette fonction a été introduite dans le droit budgétaire luxembourgeois par l'article 24 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Aux termes de cet article, le contrôleur financier est chargé notamment du contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses qui sont imputées au budget de l'État. À ce titre, il est chargé du contrôle des dotations qui sont versées à la Maison grand-ducale ou encore à la Chambre des Députés et à la Cour des Comptes à charge du budget de l'État. Il n'a pas pour mission de contrôler les dépenses propres qui sont faites par les organismes (institutions, établissements publics, entreprises, etc.) qui bénéficient de participations financières de l'État.

Question 2268 (04.08.2016) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** (*DP*) concernant la **nouvelle identité visuelle de la Police grand-ducale**:

Il nous revient que la Police grand-ducale se verra doter prochainement d'une nouvelle identité visuelle incorporant éventuellement, comme tel est d'ailleurs le cas à l'heure qu'il est, des emblèmes du Grand-Duché de Luxembourg, à savoir les «Petites armoiries».

Or, l'actuelle identité ne se présente pas conformément aux règles légales puisque les «Petites armoiries» ne correspondent pas au modèle authentique. En effet, la loi du 27 juillet 1993 règle l'utilisation des emblèmes nationaux. De plus, dans son article 8, elle stipule que les nouvelles armoiries à créer par des autorités publiques et la modification des armoiries existantes doivent être agréées au préalable par le Premier Ministre, Ministre d'État.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. La nouvelle identité visuelle intégrera-t-elle de nouveau des emblèmes nationaux? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre veillera-t-il à ce que la nouvelle identité visuelle soit conforme aux dispositions de la loi du 27 juillet 1993 modifiant et complétant la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux?

2. Monsieur le Ministre est-il disposé à soumettre la nouvelle identité visuelle à la commission spéciale de l'État, appelée à conseiller le Premier Ministre, Ministre d'État, en toutes matières concernant l'héraldique, tout en émettant son avis sur l'ensemble des questions y relatives lui soumises par le Premier Ministre, Ministre d'État, afin qu'elle puisse formuler un avis?

Réponse (29.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

J'ignore si l'emblème actuel de la Police grand-ducale avait été soumis à l'agrément du Premier Ministre, Ministre d'État.

La police étant actuellement en train de préparer le marché public relatif à la nouvelle identité visuelle, il est impossible de dire à ce stade quelle sera la future identité visuelle. Cependant, il est certain que si cette identité visuelle implique la création de nouvelles armoiries ou la modification des armoiries existantes, l'agrément du Premier Ministre, Ministre d'État, sera sollicité conformément à ce qui est prévu à l'article 8 de la loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux.

Question 2269 (04.08.2016) de **Mme Martine Hansen** (*CSV*) concernant les **déclarations du directeur de l'Administration de la gestion de l'eau relatives aux récentes intempéries**:

Ainsi qu'il ressort d'un article du «Luxemburger Wort» du 29 juillet 2016, le directeur de l'Administration de la gestion de l'eau rend l'agriculture pour une partie responsable des récentes intempéries survenues dans la vallée de l'Ernz, ayant causé des dégâts considérables. En effet, selon ses dires, le directeur met en cause la pratique de «monocultures» ainsi que le poids trop important des machines agricoles, rendant la terre trop compacte et ne permettant ainsi plus l'infiltration des eaux pluviales.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Madame et Monsieur les Ministres partagent-ils les critiques formulées par le directeur de l'Administration de la gestion de l'eau à l'égard de l'agriculture luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que les récentes intempéries auraient pu être évitées et peuvent-ils le cas échéant justifier ces affirmations par des faits concrets?

Réponse commune (11.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

D'emblée il y a lieu de noter que l'article dans lequel Monsieur le directeur de l'Administration de la gestion de l'eau a fourni des explications concernant les causes des inondations du 22 juillet 2016 dans l'aval du bassin versant de l'Ernz blanche au nord-est de Luxembourg est paru dans le quotidien «Luxemburger Wort» en date du 26 juillet 2016. L'article du 29 juillet 2016 auquel se réfère l'honorable Députée est une suite de l'article initial tout en se limitant aux pratiques agricoles.

Dans la soirée du 22 juillet 2016, des pluies diluviennes, associées localement à de la grêle, ont touché la région d'Ermsdorf, de Medernach, de Larochette, de Schondweiler et de Cruchten provoquant des écoulements superficiels extrêmes associés à des coulées boueuses et des inondations violentes de l'Ernz blanche et de la Schondweilerbach. Les dégâts matériels et environnementaux furent considérables dans la région.

La station météorologique la plus proche, celle de Christnach, a enregistré 69 l/m² ce jour-là avec un pic de 51 l/m² entre 18h00 et 19h00. Aux dires des habitants concernés, l'intensité à Cruchten ou à Ermsdorf était même supérieure (80-120 l/m²). Ces précipitations, de l'ordre de 10% de la pluviométrie annuelle, qui se sont déversées pendant seulement une heure sur les territoires des communes de Larochette, Nommern, Reisdorf et Vallée de l'Ernz, étaient à

¹ Note: voir la réponse à la question parlementaire n°2164 des honorables Députés David Wagner et Marc Baum du 20 juin 2016 concernant la gestion financière de la Cour grand-ducale



l'origine d'inondations dévastatrices. Dans ce contexte, il est important de noter que les conditions météorologiques sont des phénomènes naturels non prévisibles et de toute façon non évitables. Les experts climatologues du LIST ont estimé provisoirement le temps de retour statistique de ces quantités enregistrées à Christnach supérieur à 90 ans pour la région. Conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 30 décembre 2010 concernant les aspects techniques du programme directeur de gestion des risques d'inondation, l'évènement pluvial peut donc être considéré comme crue de probabilité moyenne. Force est également de constater que suite au changement climatique, l'intensité de ces phénomènes est en train de croître que ce soit en termes de sécheresse ou de pluviosité, situation qu'on a rencontrée ce 22 juillet 2016.

Il est tout aussi évident que les causes des inondations du 22 juillet 2016 dans certaines parties du bassin versant de l'Ernz blanche sont multiples ce qui a par ailleurs été expliqué par Monsieur le Directeur de l'Administration de la gestion de l'eau dans le cadre des différentes interviews qu'il a données à la presse luxembourgeoise dans le contexte des événements précités.

Les inondations qui ont résulté des précipitations torrentielles sont le résultat d'un processus multifactoriel qui trouve son origine dans l'anthropisation de nos paysages. Ainsi toute mesure rendant la capacité d'infiltration du sol plus faible entraîne incontestablement des répercussions sur le régime hydrologique et le débit des cours d'eau. Dans ce contexte, il y a lieu de citer outre certaines pratiques agricoles, notamment les monocultures et le compactage des sols, l'érosion des sols agricoles, mais aussi l'urbanisation qui mène à l'augmentation significative de l'imperméabilisation des sols.

Même si les facteurs qui conduisent à des inondations sont multifactorielles, le moteur déterminant est toujours l'incapacité des eaux de pluies de pouvoir s'infiltrer complètement dans les sols. Dès que l'intensité dépasse cette capacité naturelle, on ne peut éviter le ruissellement superficiel qui conflue en ruissellement concentré vers le réseau hydrographique et peut créer des inondations plus ou moins fortes.

Quant à la question de savoir si les écoulements superficiels auraient pu être amortis respectivement ont été renforcés par l'occupation agricole des sols, il y a lieu de retenir plusieurs grandeurs naturelles et réalités physiques de la région.

Les sols sableux de la région de Larochette se situent sur l'assise du Grès de Luxembourg et figurent parmi les plus filtrants du Gutland. Compte tenu de l'intensité pluviométrique excessive, la pluie n'a à peine pu s'infiltrer, indépendamment de l'occupation des sols.

Rappelons également qu'à cette époque de l'année, le recouvrement des sols est maximal. Seule l'orge d'hiver avait été récoltée à cette époque. Toutes les autres surfaces, forêt incluse, étaient à leur interception maximale de la pluie côté recouvrement des sols par la végétation. Notons également que suite au printemps extrêmement humide, les sols argileux, vertiques, de la région de Schronndweiler et de Cruchten notamment, ne présentaient que très peu de fissures de rétrécissement en surface, naturellement présentes en été sec, des fissures qui sont capables d'engloutir les eaux de ruissellement superficiel en temps normal.

Quant à l'occupation biophysique des sols en général, il y a lieu de rappeler les chiffres clés du contexte luxembourgeois. La surface agricole utile occupe seulement la moitié de territoire national, le restant étant couvert par des forêts ou occupé par des zones bâties et des infrastructures de transport. Les prairies permanentes et temporaires représentent 56,1% de la surface agricole utile (SAU), soit 26,5% du territoire. En 2015, la culture du maïs représentait 11,2% de la SAU, soit 5,3% du territoire. Le retour triennal (2013-2015) de la culture de maïs représentait 2,7%, soit 1,3% du territoire. Le restant revient en rotation pluriannuelle avec 20 autres cultures. La surface imperméabilisée par l'urbanisation représente entre-temps 9,5% du territoire national.

Afin de faire face à ces phénomènes météorologiques extrêmes et de réduire les risques d'inondations y afférents, il y a lieu de s'adapter à ces phénomènes du changement climatique permettant d'augmenter la résilience.

Ainsi, dans la mesure où les aléas climatiques ne dépassent les capacités intrinsèques et naturelles de rétention des sols, des pratiques agricoles permettant de préserver cette rétention, de rencontrer le risque d'érosion et de la vulnérabilité de certains sols, l'augmentation du pouvoir de rétention des cours d'eau et leur renaturation et la mise en place de rétentions d'eaux pluviales sont des mesures permettant de faire face à ces phénomènes et à réduire les risques y afférents.

Ces pratiques en rapport avec les sols agricoles sont activement soutenues par les dispositions de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

Dans le contexte de la gestion des risques d'inondation, il y a lieu de citer également le projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau adopté par le Gouvernement en conseil le 22 juillet 2016 (n°7047 du rôle) qui prévoit l'augmentation des taux des subventions étatiques moyennant le Fonds pour la gestion de l'eau pour les mesures de prévention des risques d'inondation et l'extension du périmètre des bénéficiaires des projets de restauration et de renaturation des cours d'eau. Ces mesures qui augmentent la capacité de rétention des cours d'eau notamment en situation de crues feront partie intégrante des mesures reprises au niveau du plan national d'adaptation aux changements climatiques qui est actuellement en cours d'élaboration conformément au programme gouvernemental.

Question 2270 (04.08.2016) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **«Rentnerausweis»:**

En Allemagne, la «Deutsche Rentenversicherung» envoie aux retraités une carte de légitimation, le «Rentnerausweis», permettant aux dites personnes de bénéficier de tarifs réduits notamment dans les transports publics ou lors de manifestations culturelles. Même si l'indication de l'âge suffit dans certains cas pour profiter de ces réductions, cette carte constitue le plus souvent une condition sine qua non pour bénéficier des tarifs réduits.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. À part la «Seniorekaart», abonnement annuel aux transports publics délivré aux personnes de 60 ans et plus au tarif de 100 euros, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il existe une carte de légitimation du statut de retraité au Luxembourg que les personnes concernées puissent se procurer?
2. À défaut, le Gouvernement envisage-t-il la création d'une telle carte?

Réponse commune (02.09.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1. À l'heure actuelle, il n'existe pas au Luxembourg de «carte de légitimation du statut de retraité» telle que celle qui existe en Allemagne et à laquelle l'honorable Député fait référence. En l'état actuel des choses, la création d'un tel titre n'est pas envisagée pour le moment.

ad 2. À toutes fins utiles, j'attire l'attention de l'honorable Député sur le fait que le RBS - Center fir Altersfroen asbl, organisme gestionnaire de services pour personnes âgées bénéficiant d'un agrément gouvernemental au sens de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, établit la «Carte aktiv60+», sur demande et contre paiement d'une modique cotisation annuelle de 12 euros par personne et de 15 euros par couple. Si cette carte offre des avantages auprès des 90 partenaires du RBS (voir à cet effet la liste exhaustive sur www.rbs.lu), elle vise avant tout à proposer aux abonnés des activités relevant du domaine de l'«active ageing». Les seniors se voient ainsi proposer des activités qui les invitent à participer activement à la vie sociale et culturelle, à étendre leurs connaissances, à se maintenir en bonne santé pour améliorer ainsi leur qualité de vie. Les abonnés à la «Carte aktiv60+» reçoivent quatre fois par an la revue «Aktiv am Liewen».

L'octroi de cette carte est fonction de l'âge de la personne et correspond de ce fait mieux aux usages au Luxembourg et dans beaucoup d'autres pays qui basent les réductions aux personnes âgées sur un âge défini et non pas sur le statut de retraité que chaque personne acquiert à un âge spécifique.

Question 2271 (05.08.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **sécurité des «couloirs humanitaires» à Alep en Syrie:**

En effet, pour l'opposition syrienne, les susdits «couloirs humanitaires», ouverts le 28 juillet par la Russie venant en aide au régime du Président Bachar al-Assad, seraient plutôt des «couloirs de la mort». En même temps, Damas reproche à l'opposition d'utiliser la population

civile comme «boucliers humains». Selon Monsieur Karim Bitar, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques français «IRIS», les habitants d'Alep n'auraient le choix qu'«entre risquer de mourir de faim ou risquer de mourir dans leur fuite», précisant que «la tragédie syrienne a souvent montré que l'humanitaire a été utilisé comme stratagème cynique servant des intérêts géopolitiques». À tel point que l'ONU vient de proposer le 29 juillet de prendre le contrôle desdits couloirs humanitaires, afin de permettre aux quelques 250.000 civils de fuir la «catastrophe sanitaire et humanitaire» (selon «L'Union des organisations de secours et soins médicaux») de la ville assiégée d'Alep.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la véracité de la mise en garde de l'opposition et de nombreux observateurs relative aux «couloirs de la mort» d'Alep?
2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter la pression sur Damas et Moscou?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre est-il également d'avis que la sécurité desdits couloirs devrait être garantie par l'ONU?

4. Enfin, Monsieur le Ministre peut-il confirmer les accusations de Damas et de Moscou relatives aux «boucliers humains» des rebelles à Alep?

Réponse (05.09.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. En ce qui concerne la première et la quatrième question, et vu la difficulté de disposer d'informations fiables sur la guerre en Syrie, en particulier sur la situation catastrophique à Alep, il est impossible de confirmer la véracité des mises en garde de l'opposition et des accusations du régime syrien et de ses alliés.

Ce qui est cependant sûr, c'est que près de 300.000 civils survivent assiégés et pilonnés par les forces du régime et ses alliés dans les quartiers orientaux d'Alep qui sont contrôlés par la rébellion depuis juillet 2012.

Les bombardements au-dessus de zones densément peuplées, causent un grand nombre de victimes civiles et ont touché des installations civiles, dont des hôpitaux.

Ces attaques odieuses contre les populations civiles doivent cesser. Elles sont en contradiction flagrante avec la résolution n°2286 par laquelle le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné, le 3 mai dernier, les violences contre les civils, les malades, personnels de santé et personnels humanitaires, en cas de conflits armés.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a évoqué à raison «une catastrophe humanitaire sans précédent», et le droit international humanitaire exige que l'aide humanitaire puisse être acheminée de toute urgence. Dans ce contexte, la mise en place d'un «couloir», qui consisterait à demander aux habitants d'Alep de quitter la ville, n'apporterait pas une réponse durable à la situation. Les habitants doivent pouvoir rester chez eux, en sécurité, et bénéficier de toute l'aide dont ils ont besoin. L'établissement de «couloirs» ne devrait servir qu'à des fins humanitaires et non militaires.

Il y a effectivement lieu de s'alarmer de la dégradation accélérée de la situation sécuritaire et humanitaire sur l'ensemble du territoire syrien.

ad 2. Le Luxembourg appelle de façon constante à un retour à la cessation des hostilités, à un accès sans entrave de l'aide humanitaire aux populations civiles et à la reprise des négociations inter-syriennes en vue d'une transition politique.

Dans l'immédiat, et soutenant les récents efforts russo-américains de Genève, il importe de restaurer rapidement le cessez-le-feu et de garantir l'accès humanitaire sur tout le territoire syrien afin d'atténuer les souffrances de la population civile. Cet accès humanitaire doit être conforme au droit international et aux principes humanitaires et permettre une pause humanitaire immédiate afin d'assurer des évacuations sanitaires et la livraison de vivres à Alep. Une responsabilité particulière incombe aux autorités syriennes, qui

continuent de faire obstacle de façon inacceptable à l'acheminement de l'aide, médicale notamment, aux populations dans le besoin.

La communauté internationale, y compris le Luxembourg, doit agir d'une manière collective et coordonnée et peser de tout son poids en faveur d'une solution politique du conflit en Syrie conforme au communiqué de Genève et à la résolution n°2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le Luxembourg soutient pleinement l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Monsieur Staffan de Mistura, dans ses efforts de médiation entre les parties belligérantes pour que la transition politique soit effectivement lancée.

ad 3. De façon générale, toute opération humanitaire, qu'elle implique la distribution d'aide ou l'évacuation de civils, doit être menée et surveillée par l'ONU et/ou la Croix-Rouge et d'autres partenaires humanitaires, en ligne avec les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. La sécurité d'une telle opération doit être garantie par les belligérants. L'ONU n'est pas outillée pour assurer cette sécurité sur le terrain en Syrie.

ad 4. Voir ad 1.

Question 2272 (05.08.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**Université du Luxembourg**:

L'article 23 de notre Constitution stipule que «Chacun est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur les conditions d'admission aux emplois et à l'exercice de certaines professions».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre, combien d'étudiants résidents et non résidents ont été admis à l'Université du Luxembourg pour l'année académique 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017?

- Combien d'étudiants résidents et non résidents se sont vus refuser leur admission à l'Université du Luxembourg pour l'année académique 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017?

- Sur quels critères de sélection l'Université se base-t-elle lorsque l'Université a reçu un même nombre de dossiers d'étudiants résidents et non résidents pour une section dont les places sont fort limitées?

- Dans le même ordre d'idées, en cas de compétences acquises similaires chez les étudiants, l'Université procède-t-elle par tirage au sort ou existe-t-il des quotas informels dans le recrutement d'étudiants résidents et non résidents?

Réponse (01.09.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Tout d'abord, je tiens à rappeler que l'enseignement de l'Université du Luxembourg est régi par le chapitre 1^{er} du titre II de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, étant entendu que les conditions et les modalités relatives à l'obtention des grades de bachelier, master et doctorat sont définies par les règlements grand-ducaux afférents du 22 mai 2006.

En ce qui concerne les deux premières questions de Monsieur le Député Marc Spautz, il convient de préciser que les inscriptions pour le semestre d'hiver 2016-2017 des étudiants et futurs étudiants de l'Université du Luxembourg sont actuellement en cours. Ainsi, il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de fournir des données consolidées pour le semestre d'hiver de l'année académique 2016-2017. Par conséquent, la suite de la réponse sera basée sur les données des semestres d'hiver des années académiques 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

Sur base des informations fournies par l'Université du Luxembourg, le tableau 1 ci-dessous renseigne sur le nombre d'étudiants résidents et non résidents dont l'inscription a été validée par l'Université du Luxembourg.

Tableau 1	Inscriptions validées		
	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Résidents LU	5.158	5.149	4.821
Non-résidents LU	1.282	1.375	1.351

Sur base des informations fournies par l'Université du Luxembourg, le tableau 2 ci-dessous renseigne sur le nombre d'étudiants résidents et non résidents dont l'inscription n'a pas été validée par l'Université du Luxembourg.



Tableau 2	Inscriptions non validées		
	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Résidents LU	2.681	2.726	3.196
Non-résidents LU	7.283	6.868	6.232

Il y a lieu de noter que les étudiants renouvellent chaque semestre leur inscription et peuvent à ce moment mettre à jour leur adresse postale. Selon les informations de l’Université du Luxembourg, les inscriptions non validées sont souvent dues à des dossiers incomplets ou qui ne répondent pas aux critères d’admission appliqués. La surreprésentation d’étudiants non résidents au niveau des dossiers d’inscription non validés s’explique principalement par le fait que certains étudiants procèdent à des préinscriptions auprès de plusieurs universités et choisissent, en fin de compte, de ne pas s’inscrire définitivement à l’Université du Luxembourg.

En ce qui concerne les deux dernières questions, je tiens à souligner qu’une procédure de sélection telle que prévue par le paragraphe 5 de l’article 12 de la loi modifiée précitée du 12 août 2003 a été mise en place pour toutes les formations pour lesquelles le nombre de candidats dépasse le nombre maximum d’étudiants qui peuvent être acceptés. Actuellement, cette procédure de sélection prévoit soit une admission sur base de la qualité académique du dossier soumis, étant entendu que l’évaluation du dossier peut être combinée avec un entretien avec le candidat, soit une admission sur base d’un examen organisé spécifiquement pour évaluer les connaissances requises pour la formation visée par les candidats. Un tel examen d’admission est par exemple organisé pour les candidats voulant s’inscrire au bachelor en Sciences de l’éducation.

En ce sens, les conditions d’admission sont publiées sur le site de l’Université du Luxembourg, et les précisions concernant une éventuelle sélection à l’admission sont communiquées de manière univoque. À titre d’exemple, pour le bachelor en Droit, les conditions d’accès sont précisées sous ce lien: http://wwwfr.uni.lu/formations/fdef/bachelor_en_droit_academique.

Finalement, il y a lieu de souligner qu’en vertu du paragraphe 1^{er} de l’article 10 de la loi modifiée précitée du 12 août 2003, le critère de résidence ou de nationalité ne constitue pas un critère de sélection et de validation des dossiers d’inscription à l’Université du Luxembourg. Seule la qualité du dossier est prise en compte au regard des critères de sélection retenus et publiés. Selon les informations de l’Université du Luxembourg, la procédure d’admission de l’Université du Luxembourg ne fait donc intervenir ni tirages au sort ni quotas, a fortiori informels.

Question 2273 (05.08.2016) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **projet «Track 2»**:

Selon mes informations, le projet «Track 2» permettrait à un certain nombre de chargés de cours de l’enseignement fondamental d’accéder, sous certaines conditions et en pouvant laisser prévaloir une expérience professionnelle, à la fonction d’enseignant. Des épreuves d’accès ont eu lieu fin juin et début juillet de cette année.

Partant, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse:

- Quel a été le nombre de candidats éligibles pour pouvoir se présenter à ces épreuves?
- Combien de candidats se sont réellement présentés?
- Combien de candidats ont réussi les épreuves?
- Quel a été le taux de réussite dans les différentes branches?
- Pour les candidats ayant réussi, quelle sera leur marche à suivre pour accéder à la fonction d’enseignant du fondamental?

Réponse (24.08.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse*:

En réponse à la question parlementaire de l’honorable Député concernant la seconde voie de formation proposée par l’Université du Luxembourg «Track 2» aux chargés de cours et aux

enseignants de religion de l’enseignement fondamental, je peux vous communiquer les informations suivantes:

- 73 demandes de participation ont été introduites avec les dossiers nécessaires (55 chargés de la réserve des suppléants + 18 enseignants en religion) auprès de l’Université du Luxembourg. Après analyse des dossiers, le jury d’admission a retenu 45 candidats qui pouvaient se présenter à l’examen d’admission (40 + 5).
- 42 candidats (37 + 5) se sont réellement présentés à l’examen d’admission le 12 juillet 2016.
- 21 candidats ont été admis (19 + 2). S’y ajoutent trois chargés de la réserve des suppléants qui peuvent entamer leurs études avec une admission conditionnelle. Ils devront se présenter une nouvelle fois à l’épreuve de français lors de l’examen d’admission 2017. Au total, 24 étudiants pourront se présenter au «Track 2» pour la rentrée académique 2016.
- Dans ses calculs des résultats, l’Université n’a pas séparé les taux de réussite des «Track 1 et 2» dans les différentes branches. Les critères de réussite étant les mêmes pour tous les candidats, cette information n’avait pas d’importance pour le jury d’admission.
- Ces candidats pourront accéder à la fonction d’enseignant selon les dispositions légales actuellement en vigueur. Aucune disposition spéciale n’est prévue sur ce point pour les chargés de cours ayant suivi la formation «Track 2».

Question 2274 (05.08.2016) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** (DP) concernant le **Service d’aide médicale urgente**:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°1759 (*cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*), Madame la Ministre de la Santé a fait savoir que, d’une part, le Service d’aide médicale urgente (SAMU) est un élément indispensable de la chaîne de secours qui trouvera sa place dans le cadre du futur „Corps grand-ducal d’incendie et de secours” (CGDIS), et que, d’autre part, le dispositif actuel du SAMU ne sera pas remis en cause.

Or, il nous revient qu’une dame, victime d’une piqûre d’hyménoptère vers 22h30 du soir en zone rurale, a dû attendre cinquante-cinq minutes avant l’administration de médicaments vitaux dans un hôpital de garde. Il convient encore de préciser que l’unique antenne mobile du SAMU Nord avait une autre intervention et que le vecteur aérien était aussi exclu en raison de l’appel de secours nocturne.

Suite à cet incident, certes particulier mais d’un intérêt général manifeste, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l’Intérieur:

1. Dans le cadre du nouveau CGDIS, est-il prévu d’intégrer au moins un «Rettungssanitäter» dans l’équipage ambulancier par intervention de secours?
2. Est-il aussi prévu d’intégrer des médecins urgentistes dans le dispositif du SAMU, en complément des médecins anesthésistes-réanimateurs actuels?
3. Les Ministres n’estiment-ils pas nécessaire d’élargir, en l’absence de médecin, les compétences d’intervention des «Rettungssanitäter», par exemple en cas de choc (mise en place de lignes intraveineuses; administration de médicaments vitaux)?
4. Plus généralement, est-ce que la nouvelle structure du SAMU restera attachée aux hôpitaux de garde ou sera-t-elle indépendante à l’intérieur du futur CGDIS? Les médecins, les «Rettungssanitäter» ainsi que les infirmiers, assureront-ils le nouveau service de secours à temps plein?
5. Finalement, les Ministres peuvent-ils nous expliquer pourquoi le SAMU ne peut pas recourir aux services des hélicoptères de sauvetage pendant la nuit?

Réponse commune (19.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l’Intérieur*:

Les honorables Députés André Bauler et Edy Mertens souhaitent obtenir des informations quant à l’organisation du Service d’aide médicale urgente (SAMU) dans le cadre du futur

Corps grand-ducal d’incendie et de secours (CGDIS) que le projet de loi n°6861 portant organisation de la sécurité civile et création d’un corps grand-ducal d’incendie et de secours se propose de créer.

Dans le cadre de la réforme des services de secours, la formation des futurs agents, élément-clé, est actuellement en train d’être réorganisée en vue de son amélioration et de sa modernisation afin d’atteindre la même importance que les missions et interventions.

Le futur pompier professionnel et volontaire sera confronté au quotidien à des situations à risque. Par conséquent, il est très important de savoir que la formation, professionnelle et polyvalente, permettra à chacun d’atteindre, à son rythme, le niveau de qualification souhaité.

Il est prévu qu’à terme, l’équipage de chaque ambulance du CGDIS comporte au moins un pompier professionnel ou volontaire ayant suivi avec succès le niveau de qualification le plus avancé de la formation du domaine «secours à personne - SAP», similaire aux formations allemandes.

Il appartiendra au conseil d’administration du futur CGDIS de déterminer les conditions d’admission et de compétences des médecins pour la participation au Service d’aide médicale urgente dans le cadre d’un référentiel de ressources et d’organisation. Il est admis que le recours à des médecins anesthésistes-réanimateurs garantit le niveau le plus élevé de prise en charge des patients.

Le projet de loi n°6861 précité prévoit que le SAMU est un vecteur de secours du futur CGDIS, rattaché à un établissement hospitalier qui a comme mission la prise en charge médicale spécialisée du patient dont l’état requiert de façon urgente une expertise médicale pour des soins d’urgence ou de réanimation et pour l’orientation du patient.

Dans le souci d’améliorer la couverture du Grand-Duché de Luxembourg en services SAMU et de garantir des délais d’intervention acceptables, le futur CGDIS pourra conclure des conventions pour l’installation de services SAMU, au-delà des établissements hospitaliers, avec des organismes représentatifs du secteur des prestataires de soins, des associations et des organismes de secours ayant la sécurité civile dans leur objet social, et ce en relation avec l’organisation du SAMU et des établissements hospitaliers.

En ce qui concerne le recours aux hélicoptères de sauvetage pendant la nuit, il faut savoir que, si des vols de nuit sont techniquement possibles, il se posent d’évidentes questions de sécurité pour les atterrissages lors de missions primaires en dehors de zones sécurisées et préalablement reconnues. En partant de l’utilisation d’hélicoptères de sauvetage pendant la nuit à l’étranger, il faudra analyser le besoin et l’opportunité de vols de nuit pour le Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre d’une discussion globale concernant l’optimisation de l’organisation du SAMU.

Question 2275 (05.08.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **allocation de vie chère**:

Le Fonds national de solidarité (FNS) accorde, sur demande et sous certaines conditions, une allocation de vie chère aux ménages à revenu modeste. Le niveau de l’allocation est fonction de la composition de la communauté domestique et des revenus perçus par les personnes en faisant partie.

Ainsi, à titre d’exemple et suivant le barème publié par le FNS sur son site Internet, un ménage de deux personnes dont les revenus mensuels bruts ne dépassent pas la limite de 2.895,26 € pourra prétendre à une allocation annuelle de vie chère de 1.650 €, soit 137,50 €/mois. Si ce même ménage disposait de revenus ne dépassant pas la limite de 3.032,75 €, il pourrait bénéficier d’une allocation annuelle réduite. Si les revenus du ménage dépassaient les 3.032,75 €, le ménage n’aurait plus droit à rien.

Sont pris en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique entre autres les revenus provenant d’un travail régulier ou généralement d’une activité professionnelle quelconque, les revenus de remplacement, les revenus de biens mobiliers et immobiliers, diverses allocations ou prestations, de même que les pensions alimentaires, si applicable.

Je note également que, d’après le règlement du Gouvernement en Conseil du 16 décembre 2015 relatif à l’octroi d’une allocation de vie chère au titre de l’année 2016, «Ne peut prétendre à l’allocation de vie chère - la personne

qui bénéficie de l’aide financière de l’État pour études supérieures».

Au vu de ce qui précède, j’aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l’Intégration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire:

- Le Gouvernement peut-il m’indiquer (i) si le seul fait pour une personne bénéficiant de l’aide financière pour études supérieures (et peu importe le type de bourse concernée et le montant de cette aide) de faire partie d’une communauté domestique vaut exclusion du bénéfice de l’allocation de vie chère pour toute la communauté domestique ou (ii) si la personne bénéficiant de l’aide financière pour études supérieures sera considérée comme ne faisant pas partie de cette communauté domestique pour la détermination du niveau des revenus et de l’allocation à percevoir? Ou est-ce que cette disposition signifie que seul le bénéficiaire d’une aide financière de l’État pour études supérieures qui s’installe à son propre compte est exclu de l’allocation de vie chère?

- À noter que, d’après une brochure d’information du CEDIES (5 octobre 2015), les revenus provenant d’un travail étudiant limité à un maximum de dix heures par semaine ainsi que les jobs d’étudiants pendant les vacances scolaires ne sont pas pris en compte pour le calcul de la bourse sur critères sociaux allouée dans le cadre des aides financières pour études supérieures.

Le Gouvernement envisage-t-il d’appliquer ces mêmes paramètres à l’octroi d’une allocation de vie chère, i. e. de ne pas tenir des revenus d’étudiants et d’élèves, tels que relevés ci-dessus pour la détermination des limites de revenus mensuels bruts applicables en matière d’allocation de vie chère?

- Selon le programme gouvernemental, «Dans le but de donner la possibilité aux étudiants de contribuer davantage au financement de leurs études, le Gouvernement révisera les dispositions de l’article L.122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du Travail relatives à la durée de travail hebdomadaire maximale».

À quelle échéance le Gouvernement entend-il saisir la Chambre des Députés du projet de loi en question?

Réponse commune (17.08.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l’Intégration*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire*:

L’allocation de vie chère (AVC) est réservée aux ménages à revenus modestes; elle est accordée une fois par an et sur demande du ménage.

L’aide financière de l’État pour études supérieures quant à elle est destinée aux étudiants afin de leur permettre de suivre des études supérieures; elle est accordée annuellement, pour une période déterminée, et sur demande de l’étudiant. Le montant de la bourse sur critères sociaux, qui est un des éléments de cette aide financière pour études supérieures, dépend du revenu total annuel imposable du ménage dont fait partie l’étudiant.

Il s’agit donc de deux dispositifs différents qui s’adressent à des publics différents et qui répondent à des besoins spécifiques.

Un étudiant bénéficiaire de l’aide financière de l’État pour études supérieures, qui est installé à son propre compte et qui constitue donc à lui seul un ménage, ne peut pas bénéficier d’une AVC étant donné qu’il bénéficie déjà des avantages de l’aide financière pour études supérieures.

Un étudiant bénéficiaire de l’aide financière de l’État pour études supérieures qui fait partie d’un ménage bénéficiant d’une AVC n’est pas pris en compte pour la détermination de la composition du ménage et le montant de son aide financière n’est pas ajouté aux revenus considérés. Rappelons que cet étudiant bénéficie d’une bourse sur critères sociaux dans le contexte de l’aide financière pour études supérieures.

Étant donné que les étudiants bénéficiaires de l’aide financière pour études supérieures ne sont pas considérés lors du calcul de l’AVC, leurs éventuels revenus issus d’un travail étudiant ne sont pas pris en compte.

Pour ce qui est des dispositions relatives à la durée de travail hebdomadaire maximale des étudiants, il est envisagé d’engager à très court terme un projet de loi visant à modifier les dispositions de l’article L.122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du Travail dans la voie législative, néanmoins une concertation avec le Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche devra être engagée préalablement, notamment en ce qui concerne les conséquences d’une augmentation des heures de travail des étudiants sur le calcul des bourses sur critères sociaux. Une réunion avec les responsables de ce Ministère sera organisée dès la rentrée.



Question 2276 (05.08.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'évolution du nombre des demandes d'asile provenant de citoyens turcs au Luxembourg:

Selon la presse allemande, le nombre de demandes d'asile de citoyens turcs semble en effet augmenter de manière dramatique en Allemagne (cf. «Der Tagesspiegel» du 5 août: «Fluchtpunkt Deutschland: Mehr Asylanträge von Türken - vor allem Kurden»). Selon l'article précité, le nombre de demandes d'asile de citoyens turcs au premier semestre de l'année courante correspondrait déjà presque au nombre total des demandes d'asile turques de l'année 2015.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il également constater une tendance d'augmentation des demandes d'asile provenant de citoyens turcs au Luxembourg?
2. Dans l'affirmative, quelle est la stratégie du Gouvernement pour y répondre?
3. Eu égard à la situation actuelle en Turquie, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faille réévaluer la notion de «pays d'origine sûr» relative à la République de Turquie?
4. Enfin, Monsieur le Ministre juge-t-il la perspective de la libéralisation du régime des visas en faveur de la Turquie (cf. déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016) jusqu'au mois d'octobre encore réaliste?

Réponse (05.09.2016) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Contrairement à l'Allemagne, le Luxembourg ne connaît pas un tel phénomène. En effet, jusqu'au 15 août 2016, seulement six personnes d'origine turque ont introduit une demande de protection internationale. En 2014 et 2015, cinq respectivement 18 ressortissants turcs ont introduit une telle demande.

ad 2. Sans objet

ad 3. La République de Turquie ne figure pas sur la liste de pays d'origine sûrs, liste adoptée par règlement grand-ducal en date du 21 décembre 2007.

ad 4. Dans son troisième rapport de suivi, présenté le 4 mai dernier, la Commission européenne reconnaît qu'Ankara doit encore satisfaire cinq conditions sur 72, qui concernent notamment des questions liées à la protection des données ainsi que les législations antiterroristes. Le processus de libéralisation requiert l'accomplissement de tous ces critères. À ce stade, il est prématuré de vouloir se prononcer sur l'issue du processus. Il convient d'attendre la prochaine phase qui consiste dans la publication du quatrième rapport de suivi de la Commission européenne programmé pour le 28 septembre prochain et de suivre de près l'évolution du contexte politique en Turquie.

Question 2277 (05.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant l'état des recettes restant à recouvrer des communes:

D'après la loi communale, l'exercice financier des communes commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année. Toutefois, les opérations relatives au recouvrement des recettes se rapportant à cet exercice et au paiement des dépenses engagées jusqu'au 31 décembre peuvent se prolonger jusqu'au 30 avril de l'année suivante. À cette date, l'exercice est définitivement clos. C'est d'ailleurs également à cette date que le receveur porte les recettes non rentrées, par débiteur et par nature, sur un état des recettes restant à recouvrer (le «Restantenetat»).

Selon un article paru au «Luxemburger Wort», le «Restantenetat» de la commune de Schuttrange s'est élevé à 249.711,91 euros, dont 172.000 euros étaient à charge de l'État.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir un relevé des états des recettes restant à recouvrer par commune pour l'exercice 2015?
- Monsieur le Ministre peut-il également préciser à chaque fois la part de l'État dans les recettes non rentrées?

Réponse (16.09.2016) de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur:

Les honorables Députés se réfèrent aux informations parues dans un article de presse au sujet de l'état des recettes restant à recouvrer de la commune de Schuttrange, relatant un découvert de l'État au montant de 172.000 euros, pour s'enquérir, en premier lieu, des statistiques des états des recettes à recouvrer par commune pour l'exercice 2015 et, complémentarément, de la part de l'État dans ces recettes.

Il convient tout d'abord de signaler que l'inscription de cette créance envers l'État dans l'état des recettes restant à recouvrer de la commune de Schuttrange au montant, d'ailleurs, exact de 172.964,42 euros, ne concerne qu'une seule facture et s'explique par les règles strictes en matière d'exécution des dépenses publiques qui ne sont certainement pas un secret pour les honorables Députés.

Ceci étant, je joins en annexe un tableau indiquant les montants totaux des états des recettes restant à recouvrer tels qu'ils figurent dans les 90 comptes communaux de l'exercice 2015 transférés jusqu'à présent au Ministère de l'Intérieur. Ces chiffres comprennent les recettes restant à recouvrer et les recettes pour lesquelles le receveur a obtenu décharge de la part du collège des bourgmestre et échevins, voire du conseil communal.

Finalement, vu l'ampleur des données figurant dans les états des recettes restant à recouvrer, documents volumineux, transmis au Ministère de l'Intérieur par voie papier, et le fait que les services et administrations de l'État y figurent à titre individuel et non pas sous la dénomination «État», il s'avère matériellement impossible de déceler exactement la part du secteur étatique dans les recettes à recouvrer par commune.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2278 (08.08.2016) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les fonctions dirigeantes dans les administrations et les services de l'État:

La loi du 9 décembre 2015 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et les services de l'État définit en son article 1^{er} les postes rentrant dans cette définition.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me détailler par ministère, par administration et service le nombre et le titre des postes répondant à la définition des fonctions dirigeantes?
2. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer la dernière date de nomination à ces postes, et à chaque fois la durée de ces nominations?
3. Combien de nominations sont prématurément venues à échéance depuis le 1^{er} janvier 2014? Quelle «fonction dirigeante» (ministère, administration, service et intitulé du poste) était à chaque fois concernée?
4. Combien de personnes nommées à une fonction dirigeante avant 2014 et dont la nomination est venue à échéance après le 1^{er} janvier 2014 n'ont pas vu leur «mandat» renouvelé?

Réponse commune (06.10.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **M. Dan Kersch**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Pour des raisons de clarté et de lisibilité nous avons regroupé les informations demandées dans deux tableaux joints à la présente.

Le premier tableau répond aux questions 1 et 2 tandis que le deuxième tableau porte sur les questions 3 et 4.

Pour être complet, et concernant le 1^{er} tableau, il convient de signaler que la colonne à droite intitulée «type de mandat» contient soit la précision «indéterminé» soit la précision «7 ans».

Dans le premier cas de figure l'agent concerné a été nommé avant le 1^{er} janvier 2006, donc avant l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. La nomination à son mandat est donc à durée indéterminée.

Si le champ contient l'indication «7 ans», l'agent en question a été nommé après l'entrée

en vigueur de la loi du 9 décembre précitée et la durée de son mandat est limité à sept ans. Dans ce dernier cas de figure, la dernière colonne intitulée «renouvellement» précise, le cas échéant, si le mandat a été renouvelé à la suite d'une première période de sept ans.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2279 (08.08.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant la législation concernant la location d'appartements et de maisons:

La presse s'est récemment fait l'écho que la location d'appartements ou de maisons par le site «airbnb», de personne privée à personne privée, connaît un succès considérable à l'étranger mais également au Luxembourg. En effet, il existerait sur notre territoire un marché de 200 habitations à louer de cette manière.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- À l'heure actuelle il n'existerait pas de cadre légal clair pour ce type de locations. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'au vu des évolutions rapides dans ce domaine, il serait adéquat d'adapter notre législation?

- Étant donné que ces habitations ciblent une clientèle différente de celle des usagers d'hôtels, elles pourraient constituer une opportunité supplémentaire pour le tourisme au Grand-Duché. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire d'informer de manière plus poussée la population quant aux droits et obligations liés à la location de cette sorte?

Réponse (03.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

La location temporaire de logements de personne privée à personne privée à travers des plateformes Internet spécialisées comme «airbnb» s'est développée ces dernières années, tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Cette offre très diverse constitue un complément intéressant à l'offre d'hébergement touristique classique et peut attirer une nouvelle clientèle à la recherche d'un hébergement alternatif. Elle contribue ainsi à la diversité et à l'attractivité de l'offre touristique au Luxembourg.

Les relations entre les parties, qui sont en principe des particuliers, sont régies par le droit commun des contrats et de la responsabilité.

Bien que cette activité n'ait pas de législation spécifique, les personnes louant des logements à des touristes sont tenues par plusieurs obligations:

- elles doivent respecter les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements mis en location ou mis à disposition aux fins d'habitation (donc p. ex. une chambre meublée), lesquels sont fixés par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Si l'habitation sert en même temps d'habitation principale et permanente, le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 est également à respecter;
- elles doivent déclarer les revenus liés à cette activité;
- elles doivent remplir les fiches d'hébergement des voyageurs.

Il n'est pour le moment pas prévu de mettre en place une loi spéciale pour ce genre d'activité. En effet, il n'y a pas de raison a priori de limiter cette activité tant que les particuliers ne se comportent pas comme de véritables professionnels, sans être soumis aux mêmes contraintes. S'il s'avère qu'une adaptation de notre législation devient indispensable pour mieux encadrer cette activité, les mesures qui s'imposent seront mises en œuvre. À cet effet, nous observons de près les évolutions en ce sens dans nos pays voisins qui pourront être, le moment venu, une source précieuse de comparaison et d'inspiration.

Afin de faciliter l'accès à l'information quant aux droits et obligations liés à cette sorte de location, il est envisagé de regrouper les informations concernant la location de logements à des touristes, de personne privée à personne privée, sur la plateforme guichet.lu. En attendant, le Ministère de l'Économie ainsi que les départements, administrations et communes concernés par les aspects divers entrant en ligne de compte (droit d'établissement, tourisme, fiscalité, hygiène et sécurité etc.), se tiennent naturellement à disposition pour apporter les renseignements et informations souhaités concernant leur domaine de compétences.

Question 2280 (09.08.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la consultation des communes dans le cadre du projet de loi sur les fabriques d'église:

Suite à la présentation du projet de loi procédant à la dissolution des fabriques d'église par Monsieur le Ministre de l'Intérieur vendredi dernier, le premier vice-président du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises («Syvicol») a réagi sur les ondes de «RTL Radio» en affirmant que le Syvicol n'a pas pu se prononcer par rapport audit projet de loi parce qu'il n'a pas vu les textes y relatifs. «Villes hätten ee kënnen évitéieren oder froen, oder Problemer am Virfeld kënnen léisen, wa vun Ufank un de Syvicol un deene Verhandlungen, un deenen Diskussiounen do hätten kënnen deelhuelen (...).»

Selon l'article 4, point 6 de la Charte européenne de l'autonomie locale, signée en 1985 par l'ensemble des États membres du Conseil de l'Europe et entrée en vigueur en 1988, «Les collectivités locales doivent être consultées, autant qu'il est possible, en temps utile et de façon appropriée, au cours des processus de planification et de décision pour toutes les questions qui les concernent directement.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que le Syvicol a été demandé en son avis dans le contexte de l'avant-projet de loi sur les fabriques d'église?

- Dans l'affirmative, le Ministre peut-il nous renseigner sur la date de cette consultation?
- Dans la négative, le Ministre estime-t-il que la non-consultation des communes est conforme aux principes de la Charte européenne de l'autonomie locale, en particulier l'article 4, point 6 cité ci-dessus?

Réponse (23.08.2016) de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur:

Les honorables Députés se réfèrent aux déclarations du premier vice-président du Syvicol sur les ondes de «RTL Radio» en date du 8 août 2016 pour s'enquérir de la consultation des communes dans le cadre du projet de loi sur les fabriques d'église.

D'une manière générale, il y a tout d'abord lieu d'informer les honorables Députés que des réunions, à un rythme au moins biannuel, ont régulièrement lieu entre le bureau du Syvicol et le Ministre de l'Intérieur, d'ailleurs suivies d'une réunion avec le Premier Ministre et les autres ministres concernés par les matières à l'ordre du jour. Par ailleurs, des réunions spécifiques ont lieu dès que l'actualité des sujets l'impose respectivement sur simple demande du Syvicol. Il y a dès lors lieu de constater que le dialogue avec les communes, voire leur porte-parole le Syvicol, s'est sensiblement amélioré depuis l'entrée en fonction du Gouvernement actuel.

Pour ce qui est précisément de la future législation relative aux fabriques d'église, il y a lieu d'informer les honorables Députés que la convention concernant la nouvelle organisation des fabriques d'église, signée le 26 janvier 2015 par l'Archevêque de Luxembourg et le Ministre de l'Intérieur, a fait l'objet d'une réunion avec le bureau du Syvicol en date du 25 février 2015. Dans sa séance du 2 mars 2015, le comité du Syvicol a, d'ailleurs, thématisé ladite réunion tout en notant que «la convention peut constituer une solution pour régler la question de la propriété des édifices dédiés à l'exercice du culte - sous condition que les parties se mettent d'accord - ...».

Il y a également lieu d'ajouter que lors de la réunion précitée du 25 février 2015 a été notamment abordé le déroulement des quatre réunions régionales les 3 mars 2015, 5 mars 2015, 10 mars 2015 et 11 mars 2015 qui avaient pour but de présenter, aux collèges des bourgmestre et échevins, les tenants et aboutissants de ladite convention, d'échanger ses vues et d'évoquer les implications pour les communes. Précisons que les représentants des communes ont été invités auxdites réunions par la circulaire conjointe n°3236 du 11 février 2015, signée par le Ministre de l'Intérieur et par le président du Syvicol.

Finalement, et en y incorporant le fruit des discussions menées lors des réunions d'information, copie de la convention précitée avec des explications précises ont été transmises aux



communes par voie de la circulaire ministérielle n°3255 du 24 avril 2015 les informant notamment sur les démarches concrètes à entamer dans l’optique du remplacement de la législation relative aux fabriques d’église par une nouvelle réglementation en la matière dont notamment les négociations à mener avec les fabriques d’église.

Ajoutons que le Syvicol s’est adressé aux communes par sa circulaire n°6/2015 du 1^{er} juin 2015, «soucieux de jouer un rôle constructif dans la mise en œuvre de la convention entre l’État luxembourgeois et l’Église catholique concernant la nouvelle organisation des fabriques d’église» et espérant que les informations transmises aux communes leur seront utiles dans leurs négociations.

Le 29 juillet 2016, date de l’adoption de l’avant-projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique par le Conseil de Gouvernement, les communes ont été invitées par circulaire commune Ministère de l’Intérieur/Syvicol n°3394 à une réunion d’information le 5 août 2016 afin d’éclairer les élus communaux sur les modifications légales susceptibles d’intervenir en la matière et me permettant de répondre aux questions des représentants communaux.

Le résultat des discussions et d’autres renseignements utiles en la matière ont été communiqués aux communes par voie de la circulaire ministérielle n°3393 du 9 août 2016. Y étaient annexés, le texte du projet de loi portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, un modèle d’inventaire des édifices religieux et copie de la circulaire n°3255 du 24 avril 2015.

Sachant que le projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique a pour objet de régler les modalités légales de la mise en œuvre de la convention concernant la nouvelle organisation des fabriques d’église du 26 janvier 2015, il y a lieu de constater que les communes, voire le Syvicol, ont été consultées et informées aussi bien en amont de l’élaboration du projet de loi en question que par la suite.

Je tiens finalement à remercier les honorables Députés de m’avoir permis à illustrer que la consultation et l’information du secteur communal, voire du Syvicol, ont été exemplaires dans le cadre du projet de loi sur les fabriques d’église.



Question 2281 (09.08.2016) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** (DP) concernant les **droits de trafic aérien**:

Dans leur réponse à la question parlementaire n°2208 (*cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2015-2016*) sur la vente des actions Cargolux, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ont indiqué que «les négociations en matière de droits de trafic aérien se font entre gouvernements et relèvent d’accords interétatiques».

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quelles catégories de liberté de l’air existent au Luxembourg et quels principes sont appliqués lors des négociations en matière de droits de trafic aérien entre le Gouvernement luxembourgeois et les gouvernements d’autres États souhaitant profiter des libertés de l’air précitées?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir un relevé indiquant toutes les compagnies aériennes bénéficiant d’une liberté de l’air au Luxembourg et précisant de quelles catégories de liberté respectives il s’agit?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer également sur les droits de trafic aérien que le Luxembourg a négociés avec d’autres gouvernements au bénéfice des compagnies aériennes luxembourgeoises?

Réponse (20.09.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les accords aériens (ASA - air service agreements) constituent le cadre légal général pour formaliser les relations aériennes bilatérales entre deux États alors que les dispositions opérationnelles (fréquences de vol, droit de trafic,...) sont fixées dans des mémoires d’entente (MoU).

Les «libertés de l’air» sont définies en annexe de la Convention relative à l’aviation civile in-

ternationale de 1944, dite la Convention de Chicago, et correspondent à un standard international au niveau mondial. Le Luxembourg négocie principalement les droits de trafic de 3^e, 4^e, 5^e et 7^e liberté, à savoir, le droit de débarquer du trafic, le droit d’embarquer du trafic, le droit de transporter du trafic à destination/en provenance d’un État tiers ainsi que le droit de transporter du trafic d’un second État à destination/en provenance d’un État tiers.

La loi modifiée du 19 mai 1999² dispose que la négociation des accords de service aériens et la gestion des droits de trafic revient à la Direction de l’aviation civile (DAC), sous l’autorité du Ministre des Transports, en l’occurrence le Ministre du Développement durable et des Infrastructures. Comme les ASA prennent la forme de traités internationaux, la négociation des accords aériens entre le Luxembourg et des États tiers, ainsi que des droits de trafic en faveur des opérateurs luxembourgeois avec les différents pays, se font en coopération avec le Ministère des Affaires étrangères.

Les accords aériens négociés avec les États tiers sont des accords bilatéraux. Suite au principe de la réciprocité de ces accords, le Luxembourg dispose des mêmes droits et libertés dans l’État tiers avec lequel il a signé un accord. Cependant, la signature d’un accord aérien n’implique pas forcément que les droits et libertés accordés sont systématiquement utilisés par les deux parties du contrat. Il est également à noter que la DAC négocie chaque accord essentiellement sur la base de l’intérêt et des besoins spécifiques des opérateurs aériens luxembourgeois.

Tout État tiers obtenant des droits de trafic par le principe de la réciprocité suite à la signature d’un MoU est libre de désigner toute compagnie aérienne nationale qui lui convient sans obligation de devoir justifier ce choix. De telles désignations peuvent être modifiées à tout moment. Par conséquent, la création d’une liste exhaustive arrêtant les compagnies aériennes pouvant opérer vers/depuis le Luxembourg s’avère difficile à réaliser. Une grande partie des accords aériens ne prévoit d’ailleurs pas de restriction du nombre de compagnies aériennes pouvant être désignées dans le cadre des droits de trafic convenus.

Pour ce qui est du contenu des ASA, ceux-ci contiennent également un certain nombre de dispositions dites «européennes» relevant de la compétence exclusive de l’Union européenne et précisées dans un règlement européen³. Par ailleurs, chaque accord conclu avec un État tiers doit être notifié à la Commission qui vérifie sa conformité avec les dispositions communautaires en vigueur dans le domaine de l’aviation.

Tandis que la grande majorité des ASA conclus par le Luxembourg sont des accords bilatéraux au sens strict, certains pays tiers, dont les États-Unis d’Amérique, la Jordanie, Israël, la Moldavie ou encore le Canada, sont liés par un accord négocié au niveau européen par la Commission européenne, dûment mandatée par les États membres.

À noter enfin que la Commission européenne est actuellement mandatée par le Conseil de négocier avec le Brésil, les Émirats Arabes Unis, le Qatar et la Turquie.



Question 2282 (10.08.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **différence des amendes pour des agriculteurs**:

Laut eiser Constitution sinn d’Lëtzebuenger gläich virum Gesetz: „Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.“ Dëse Prinzip schéngt awer net ëmmer respektéiert ze ginn: Wann en Automobilist ze séier duerch eng Uertschaft fiert, dann ass eng Strof fälleg, déi gesetzlech fixéiert ass. Dës Strof ass fir jiddweree gläich, egal wéi héich säin Akommes ass.

Ganz anescht an der Landwirtschaft. Bekanntlech sinn d’Bauern am Kader vun der EU-Agrarpolitik enger Partie Contrainten ënnerworfen, déi si genee respektéiere mussen. Wann dobäi Feeler ënnerlafen, z. B. bei der Handhabung vun de Päss bei de Béischten, da gi Geldstrofen applizéiert, déi prozentual gerecht gi par rapport zu de Primmen (Bäihëllef), déi de Betrib zegutt huet.

An anere Wieder: Fir deeselwechte Feeler gi jee no der Gréisst vum Betrib respektiv der Héicht vun de Primmen, déi de Betrib zegutt huet, ënnerschiddlech Strofe verhaangen. Dat ass mat folgendem Zeenario ze vergläichen:

² Art. 17, 3, dernier tiret de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l’accès au marché de l’assistance en escale à l’aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l’aviation civile, et c) d’instituer une Direction de l’aviation civile

³ Règlement 847/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la négociation et la mise en œuvre d’accords relatifs à des services aériens entre les États membres et les pays tiers

Wann ee mat 60 duerch eng Uertschaft fiert, misst een entpriechend sengem Akommes eng niddreg oder eng héich Geldstrof bezuelen.

Duerfir meng Fro un den Här Justizminister:

- Ass an Ären Aen de Strofesystem, wéi en an der Landwirtschaft praktizéiert gëtt, kompatibel mat dem Gläichheetsprinzip, deen an der Constitution garantéiert ass? Wann neen, sidd Dir bereet, déi néideg Ännerungen am landwirtschaftleche Sektour duerchzesetzen?

Réponse (09.09.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

D’Bauere kënnen fräiwëlleg u verschidde Bäihëllefprogrammer deelhuelen.

Et ass effektiv esou, dass dës Bäihëllefprogrammer dozou bäidroen, fir de Baueren ee Minimum u Stabilitéit bei hirem Akommes ze garantéieren. Ausserdeem erlabe si de landwirtschaftleche Betriber eng laangfristeg Iwwerlieweschance, si maachen d’Betriber manner vulnerabel par rapport zu de Präisfluktuationen a si entschiedegen d’Bauere fir deen Deel vun hirer Aarbecht, dee respektiv vun de landwirtschaftleche Mäert net a Betruecht gezu gëtt oder am Interesse vun der Allgemengheet ass.

Dës direkt Bäihëllef gi bezuelt ënnert der Kondition, dass eng Rei vu Konditionnen, ënner anere d’Regele vun der Cross Compliance, agehale ginn.

De System vun der Cross Compliance schreift de Respekt vir vu verschidde Regele betreffend déi landwirtschaftlech Flächen, déi landwirtschaftlech Aktivitéit a Produktioun an de Beräicher Ëmwelt, Gesondheet vu Mënsch an Déier, Gesondheet vun de Planzen, Déierschutz an dem Erhalte vun engem gudde landwirtschaftlechen an ökologeschen Zoustand vun de Flächen.

Konkret bedeit dat, dass am Fall vun engem Verstouss géint des Regelen d’Primme ganz oder deelweis musse gekierzt ginn. Dës Kierzunge riichte sech no der Gravitéit vum Verstouss, no dem Ausmooss, no der Dauer an no der Repetitioun vum Verstouss.

De Kierzungssystem bei der Cross Compliance gëtt an de Bréisseler Texter definéiert a baséiert op dem Principe de proportionnalité, fir d’Kierzungen an d’Ausschëss ze pondéréieren, jee no der Gravitéit vum Verstouss. D’Anhale vun dësem Principe de proportionnalité ass besonnesch wichteg, notamment fir och eng Gläichbehandlung vun alle Baueren tëschent deene verschidde Memberlänner ze garantéieren. Bei dëse Bréisseler Texter handelt et sech ëm Reglementer, déi direkt an de Memberlänner applikabel sinn. Et sinn dat:

- règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et (CE) n°485/2008 du Conseil;

- règlement délégué (UE) n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

- règlement d’exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d’application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité.

De Kierzungssystem ka folgendermoosse resümeiert ginn:

- an der Regel gëtt fir ee Verstouss géint d’Cross Compliance duerch „Négligence“ eng Kierzung vun 3% vum Gesamtbetrag vun der Primm applizéiert;

- mä dëse Prozentsaz kann op 1% reduzéiert oder op 5% eropgesat ginn, jee no Gravitéit, Ausmooss, Dauer a Repetitioun vum Verstouss;

- déi verschidde Kierzungsprozentsätz ginn zesummegezielt bis zu enger Maximalkierzung vu 5% vum Gesamtbetrag vun der Primm;

- vun engem bestëmmten Zäitpunkt u gi widerhuelte Verstëss, nodeems de Bauer dorop higewise gouf, als versätzleche Verstouss betruecht, deen zu enger Kierzung bis zu 100% vun der Primm féiere kann.

Et kann een deemno een Automobilist, dee sech opgrond vun engem Verstouss géint de Code de la route strofbar mécht, net vergläiche mat engem Bauer, deen d’Regele vun der Cross Compliance net respektéiert.

Am éischte Fall handelt et sech ëm imperativ Normen, déi vu jiddfer Automobilist anzehale sinn, während beim zweete Fall de Bauer selwer entscheet huet, fir un deem engen oder anere Bäihëllefprogramm deelzehuelen an effentlech Bäihëlfelefen ze kréien, ënnert der Bedéngung, fir eng ganz Rei vu Konditionnen anzehalen.

Den Automobilist, deen de Code de la route net anhält, bezilt seng Strof aus sengem „eegene Verméigen“, während de Bauer seng Primm, déi aus effentleche Gelder besteet, reduzéiert kritt.

Et ass also logesch, dass déi landwirtschaftlech Betriber, déi duerch hir Gréisst méi héich Bäihëllef kréie wéi anerer, och verpflichtet sinn, méi héich Betrag zrëckbezuelen, well et eng prozentual Sanktioun gëtt.



Question 2306 (10.08.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **transfert de données de clients de la BCEE par la Rhénanie-du-Nord-Westphalie**:

En réponse à notre question parlementaire du 2 novembre 2015 (*cf. compte rendu n°3/session ordinaire 2015-2016 - question parlementaire n°1537*) en relation avec la prétendue vente de données de clients de la BCEE, Monsieur le Ministre a répondu de la manière suivante:

«Les informations parues dans différents articles de presse au sujet d’un CD ou stick USB prétendument acquis par le Land de la Rhénanie Westphalie du Nord ne sont pas concordantes. Force est de constater que la BCEE a émis un communiqué de presse en date du 31 octobre 2015, dans lequel elle indique déposer plainte contre inconnu, sur base de l’article paru dans le magazine „Der Spiegel“ du 31 octobre 2015. Elle n’y confirme nullement les dires dudit article.

À ce stade, les éléments mis en avant par les honorables Députés ne constituent donc que des spéculations journalistiques.

Il va de soi que la vente illégale de données couvertes par le secret professionnel constitue une infraction pénale au regard de la législation luxembourgeoise. Pour autant, les éléments disponibles ne permettent pas d’établir la véracité des allégations relatives à l’existence d’une opération correspondante en relation avec la BCEE.»

Samedi dernier, le «Luxemburger Wort» a relayé des informations diffusées par la presse étrangère indiquant que le Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie aurait transféré aux autorités compétentes de 19 pays européens des données portant sur 160.000 comptes bancaires de clients de la BCEE. Le Land allemand soupçonne en effet les clients concernés de fraude fiscale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement peut-il enfin confirmer ces informations?

- Le Gouvernement luxembourgeois entend-il manifester officiellement sa désapprobation face au transfert par le Land NRW de données de clients d’un établissement bancaire luxembourgeois? Si oui, sous quelle forme et dans quel délai?

- Face aux soupçons de fraude fiscale, le Gouvernement peut-il confirmer que la BCEE n’a pas aidé les clients à violer la loi? Quelle serait la responsabilité de l’État luxembourgeois, actionnaire à 100% de la BCEE, dans un tel cas de figure?

Réponse (12.09.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Ainsi qu’indiqué dans un communiqué de presse publié le 31 octobre 2015, la BCEE a porté plainte auprès des autorités judiciaires pour cause de soupçon de soustraction potentielle de données bancaires. Cette enquête est actuellement en cours.

Au regard des informations obtenues de la BCEE en préparation de la présente réponse, il ne peut pas être exclu que la soustraction de données confidentielles ait effectivement eu lieu. Pour autant, la BCEE n’est actuellement pas en mesure de confirmer ni infirmer les chiffres allégués dans différents médias.

D’une manière générale, il convient de rappeler qu’en vertu du droit européen, toute personne a le droit d’ouvrir un compte bancaire dans un autre État membre. En particulier, vu le nombre élevé de frontaliers travaillant au Luxembourg, il n’est pas anormal pour une grande banque de la Place de compter parmi ses clients un nombre élevé de personnes résidentes dans un des pays limitrophes.



En vertu des mécanismes d'échange automatique d'informations en vigueur, les autorités fiscales des pays participants disposent de plein droit des informations correspondantes. En particulier, en application de la loi du 18 décembre 2015 concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale, l'Administration des contributions directes communique à l'autorité compétente d'une juridiction soumise à déclaration, notamment le nom, l'adresse, le numéro d'identification fiscale, le numéro de compte et le solde de celui-ci.

Il convient de noter par ailleurs que, conformément aux standards internationaux applicables en la matière, la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ne prévoit pas de condition particulière en ce qui concerne l'origine des informations sur base desquelles des renseignements sont demandés. Partant, la loi ne s'oppose pas à l'usage par des autorités étrangères de données de clients d'une banque luxembourgeoise.

Dans le cadre de ses activités, la BCEE, qui est un établissement public autonome, a toujours agi, et continue d'agir, en pleine conformité avec les lois et les exigences de la réglementation bancaire luxembourgeoise et européenne applicable, et ce sous le contrôle des autorités de surveillance compétentes.

Question 2307 (12.08.2016) de M. Gilles Baum (DP) concernant le «Lënster Lycée»:

Il a été rapporté que pour l'année académique 2016-2017, quatre classes ne seront plus proposées au «Lënster Lycée». Il semble que cette décision soit fondée sur des critères objectifs et ait été prise selon les règles valables pour tous les lycées du Grand-Duché.

Par la suite, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quelles sont les classes qui fonctionneront au «Lënster Lycée» à partir de septembre 2016?

- Quels seront les effectifs des différentes classes?

- Quel a été le taux de réussite des différentes classes en 2015-2016?

- Combien d'élèves ont rejoint le «Lënster Lycée» au cours de l'année scolaire passée?

- Combien d'élèves ont quitté le lycée au cours de l'année respectivement à la fin de l'année scolaire écoulée?

- Quelles peuvent être les raisons de ces fluctuations?

- De quelles communes proviennent les élèves admis en 7^e et en quel nombre?

Réponse (06.10.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Classes fonctionnant au LLJ - Effectifs et historique (*Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Résultats et fluctuations sur les classes du LLJ

L'enseignement classique:

L'enseignement classique présente un nombre constant de +/- 30 élèves par année scolaire. Ce nombre justifie en effet d'offrir une division inférieure de l'enseignement secondaire classique. L'effectif est en ce moment trop faible pour pouvoir organiser des sections dans la division supérieure. Il est à noter que les résultats des élèves sont bons.

Le cycle inférieur de l'enseignement technique:

Les inscriptions en 7ST sont en légère hausse.

Pour la cohorte de 2014, on constate que 23 élèves des 89 inscrits initialement n'aboutissent pas en 9^e après deux ans. Ceci correspond à l'effectif d'une classe entière. Les causes sont le nombre élevé d'échecs (44), le changement d'établissement (9) et le décrochage (2).

Pour la cohorte de 2015-2016, 94 élèves étaient inscrits initialement. Cinq élèves n'ont pas terminé leur année au LLJ et 21 élèves ont échoué, ce qui correspond encore une fois à l'effectif d'une classe.

Le régime préparatoire:

Le LLJ a développé un projet promettant pour le régime préparatoire. Force est de noter que le ministère met des ressources importantes à disposition de ce projet. Pour l'année scolaire 2016-2017 le LLJ a fait une ouverture pour accueillir sept élèves en sus de l'effectif normal.

Le régime technique:

En 2014-2015, le LLJ a proposé deux formations au régime technique, à savoir la division

commerce et la division technique générale. En 2015-2016 la division des professions de santé a été ajoutée.

- Division Commerce

Cohorte 2014-2015:

10CM: 18 élèves inscrits, trois ont changé de formation et/ou ont quitté le LLJ et cinq ont échoué.

11CM: dix élèves inscrits, un échec, deux élèves quittent le LLJ pour le LTECG.

Suite à cette évolution et vu l'effectif de sept élèves, il a été décidé de ne pas offrir le cycle supérieur pour cette formation au LLJ.

Cohorte 2015-2016:

10CM: 15 élèves inscrits, trois ont changé de formation et/ou ont quitté le LLJ et deux ont échoué. Dès lors, il y aura seulement dix élèves inscrits en 11CM pour l'année 2016-2017.

On note cinq inscriptions pour la 10CM en 2016-2017. Par conséquent, les élèves ont été transférés vers d'autres établissements.

- Division technique générale

Cohorte 2014-2015:

10TG: 19 élèves inscrits, un élève a changé de formation et/ou a quitté le LLJ, huit ont échoué.

11TG: 13 élèves inscrits, six nouvelles inscriptions, un élève quitte le LLJ, un échec.

12TG: on prévoit d'ouvrir la classe de 12TG avec onze élèves pour 2016-2017.

Cohorte 2015-2016:

10TG: 24 élèves inscrits, sept redoublants, onze ont changé de formation et/ou ont quitté le LLJ et deux ont échoué.

11TG: on prévoit d'ouvrir la classe de 11TG avec dix élèves pour 2016-2017.

Comme pour la 10CM, on compte cinq inscriptions pour la 10TG en 2016-2017. Dès lors, ces élèves ont été orientés vers d'autres établissements.

- Division professions de santé

Cohorte 2015-2016:

10PS: 24 élèves inscrits, quatre redoublants, huit ont changé de formation et/ou ont quitté le LLJ et neuf ont échoué.

11PS: seulement cinq inscriptions pour la 11^e au LLJ, les cinq élèves ont été transférés vers d'autres lycées.

La formation du technicien:

- Division commerce

Cohorte 2014-2015:

10CM: 16 inscriptions, quatre élèves ont changé d'établissement.

11CM: 14 inscriptions.

12CM: 15 inscriptions.

Cohorte 2015-2016:

10CM: 20 inscriptions.

11CM: 20 inscriptions.

- Division informatique

Cohorte 2014-2015:

10IF: 22 inscriptions, 12 élèves ont quitté le lycée, deux ont changé de formation.

11IF: huit inscriptions.

12IF: huit élèves inscrits ont été transférés vers d'autres lycées.

Cohorte 2015-2016:

10IF: 25 inscriptions.

11IF: 23 inscriptions.

Pour l'année 2016-2017 la formation démarre en 10IF avec seulement 14 élèves.

- CCP électricien

2014-2015: sept élèves

2015-2016: quatre élèves

2016-2017: quatre élèves

La demande pour le CPP électricien reste très faible.

Au courant de l'année scolaire 2015-2016, 27 élèves ont rejoint le «Lënster Lycée».

Ventilation de recrutement d'élèves du LLJ suivant la région

(*Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Conclusions

Surtout pour les classes supérieures, le LLJ a des problèmes de recrutement ce qui est dû à la proximité de Luxembourg-ville et à une offre scolaire redondante dans la région.

Les projets de réforme de l'enseignement secondaire misent sur une diversification accrue de l'offre scolaire. Le degré d'autonomie dans la conception des formations (classes supérieures) sera considérablement élargi. Mon département incite les directions des lycées d'une même région à coordonner leurs offres entre eux.

Pour ce qui est du «Lënster Lycée» en particulier, il est veillé à ce qu'il se procure un profil lui permettant d'évoluer, ceci dans l'intérêt de la communauté scolaire et des enfants de la région de Junglinster. Dans cet exercice, qui sera mené avec les enseignants et la direction du lycée ainsi qu'avec les forces vives de la région, le lycée connaîtra un soutien important de mon ministère dans le courant de l'année scolaire à venir.

Question 2308 (11.08.2016) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant les prévisions de croissance:

Lors de l'échange de la Commission des Finances et du Budget le 17 juin 2016 avec le Conseil national des finances publiques (CNFP) à l'occasion de la présentation de l'évaluation du Programme de stabilité et de croissance pour la période 2016-2020, l'un des sujets de discussion était la difficulté persistante à établir des prévisions de croissance fiables de l'économie nationale luxembourgeoise. Les principales causes de ce phénomène sont la petite taille de notre économie et la très forte corrélation avec l'évolution des marchés financiers, élément volatile par excellence. Ainsi, l'établissement de prévisions de croissance à moyen et long terme est malaisé dans notre pays, comme en témoignent les fréquentes, et souvent importantes, révisions des prévisions par le Statec.

Lors du même échange de vues, l'avis a été exprimé qu'une modélisation de notre économie serait néanmoins réalisable, mais qu'elle impliquerait des moyens et efforts sans doute considérables. L'idée a été exprimée qu'on pourrait par exemple utilement réunir des économistes/statisticiens du Statec, des économistes de la Banque centrale du Luxembourg et de l'Université du Luxembourg au sein d'un groupe de travail chargé d'une mission d'élaboration d'un tel modèle de prévision économétrique. Au vu des discussions incessantes sur la fiabilité des prévisions dans les finances publiques luxembourgeoises, un tel exercice ferait sens.

1. Messieurs les Ministres ont-ils entamé des réflexions quant à une modélisation plus précise des prévisions de croissance luxembourgeoises?

2. Messieurs les Ministres envisagent-ils de constituer un groupe de réflexion composé de chercheurs de l'Université du Luxembourg, d'économistes du Statec et/ou de la Banque centrale du Luxembourg pour réfléchir à un tel modèle?

Réponse commune (14.09.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

L'honorable Député Franz Fayot, en s'appuyant sur un échange avec le Conseil national des finances publiques (CNFP) à la Commission des Finances et du Budget à l'occasion de la présentation de l'évaluation du programme de stabilité et de croissance en juin 2016, fait référence à la «difficulté persistante à établir des prévisions de croissance fiables de l'économie nationale luxembourgeoise» et affirme que «les principales causes de ce phénomène sont la petite taille de notre économie et la très forte corrélation avec l'évolution des marchés financiers, élément volatile par excellence».

En tant que petite économie ouverte et spécialisée dans le domaine des services financiers, le Luxembourg fait partie des centres financiers internationaux, qui, à l'instar de l'Irlande, de Hong Kong, de Singapour ou de la Suisse, sont caractérisés par une volatilité élevée de leurs conditions cycliques. La volatilité au niveau de l'économie et des marchés mondiaux a ainsi des répercussions sur l'évolution de la croissance au Luxembourg.

Cette volatilité élevée pose un certain nombre de défis spécifiques en matière de prévisions macroéconomiques et budgétaires. Si la volatilité intrinsèque du fait de la spécialisation de l'économie luxembourgeoise ne saurait être résolue par des solutions de nature technique uniquement, des mesures sont toutefois en cours d'implémentation pour améliorer les moyens et instruments budgétaires correspondants.

En ce qui concerne plus précisément la modélisation économique, celle-ci existe au Luxem-

bourg depuis les années 90, époque au cours de laquelle, avec l'aide de l'Université d'Amsterdam, le Statec a jeté les bases d'un modèle économétrique servant à la prévision macroéconomique. Depuis lors, un effort continu, nécessitant des ressources humaines et financières significatives, a été engagé pour améliorer cet outil. Le modèle économétrique issu de ces travaux, baptisé «MODUX», sert d'instrument pour la prévision macroéconomique à moyen terme. Il comprend un module de finances publiques, développé en vue de produire le scénario macroéconomique pour l'établissement du programme de stabilité communautaire.

Pour coller aux développements académiques en matière de modélisation, le Statec a entrepris également de diversifier ses outils en lançant la fabrication de deux nouveaux types de modèles complémentaires.

Le premier modèle, baptisé «LuxGEM», est un modèle d'équilibre général calculable, réalisé avec l'aide de l'équipe du professeur Bayar de l'ULB et d'autres experts. Ce modèle est utile dans le cadre d'un projet soutenu par le Fonds Kyoto et le MDDI et qui doit permettre de tenir compte également des aspects de consommation d'énergie et d'émissions à effets de serre.

Le deuxième modèle complémentaire, appelé «LSM» (Luxembourg structural model), a été développé avec l'aide des professeurs Massimiliano Marcellino (Université Bocconi) et Lionel Fontagné (Université de Paris Sorbonne). Ce modèle complexe relève de la famille des «dynamic stochastic general equilibrium» (DSGE) qui a été utilisé surtout pour simuler les politiques de type structurel, dans le cadre des travaux de l'Observatoire de la compétitivité (Ministère de l'Économie).

En plus des modèles précités, le Statec a développé avec l'aide de l'OFCE un modèle de court terme permettant de prévoir des variables clé sur horizon de quelques trimestres en se basant sur des indicateurs rapidement disponibles.

Ainsi, il ressort que le Statec, au fil des ans, a mis en place l'outillage nécessaire pour l'analyse et la prévision économique, en particulier pour les finances publiques. Dans le cadre de sa loi organique de 2012, le Statec a investi des ressources importantes dans la modélisation. Il lui importe de réexaminer périodiquement ces instruments afin de pouvoir les améliorer constamment, ainsi que de travailler régulièrement à l'amélioration des données statistiques qui lui servent de base.

En outre, au cours des dernières années, la gouvernance en matière des prévisions a beaucoup évolué, notamment sous l'effet des textes européens qui sont en train d'être mis en œuvre progressivement au niveau national. Il s'agit en particulier des textes suivants: la directive 2011/85/UE sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres, le règlement 473/2013 établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les États membres de la zone euro, le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance entré en vigueur en 2013. La loi du 12 juillet 2014 sur la coordination et la gouvernance des finances publiques transpose en droit national une grande partie de ces dispositions. Celles-ci ont été élaborées suite à la crise économique et financière de 2008, afin d'améliorer la qualité et la transparence de la gouvernance des prévisions et des données en matière macroéconomique et de finances publiques. En voici quelques illustrations concrètes:

- «Les plans budgétaires nationaux à moyen terme et les projets de budget visés aux paragraphes 1 et 2 sont basés sur des prévisions macroéconomiques indépendantes et précisent si les prévisions budgétaires ont été produites ou approuvées par un organisme indépendant» (article 4.4. du règlement 473/2013); au Luxembourg, le Statec remplit cette mission;

- «Dans le cadre d'une analyse de sensibilité, les prévisions macroéconomiques et budgétaires comportent une étude des trajectoires des principales variables budgétaires en fonction de différentes hypothèses relatives aux taux de croissance et d'intérêt. La performance des prévisions passées oriente la gamme des hypothèses alternatives utilisées dans les prévisions macroéconomiques et budgétaires, lesquelles s'efforcent de tenir compte des scénarios de risque pertinents» (article 4.4 de la directive 2011/85/UE): ces éléments sont en train d'être mis en œuvre progressivement;

- «Les prévisions macroéconomiques et budgétaires établies aux de programmation budgétaire sont soumises à une évaluation régulière,



non biaisée et globale, reposant sur des critères objectifs, y compris à une évaluation ex-post» (article 4.6 de la directive 2011/85/UE): cette mission a été confiée, par le biais de la loi du 12 juillet 2014, au CNFP.

Avant d'envisager des mécanismes complémentaires, il semble opportun de finaliser la mise en place des mesures prévues par les textes précités et d'en évaluer l'impact concret sur la gouvernance des prévisions. Ainsi, les réflexions sur une éventuelle création d'un groupe de travail d'experts en matière de modélisation pour améliorer le modèle de prévision macroéconométrique «MODUX» du Statec pourrait se faire, le cas échéant, sur base de l'évaluation des résultats correspondants.

D'une manière générale, il convient de rappeler que pour produire des prévisions fiables, tout modèle est basé sur un jeu d'hypothèses exogènes, comme par exemple l'évolution de l'environnement européen et international (cours du pétrole, cours des devises, conjoncture zone euro, dépenses publiques nationales...). Le Statec reprend les hypothèses exogènes fournies par les grandes organisations internationales (OCDE, FMI), de la Commission européenne ou d'instituts privés. Un changement de l'environnement international peut avoir des effets importants sur les prévisions établies par le Statec, qui ne sont attribuables ni à la modélisation, ni à la qualité des données. Cette incertitude intrinsèque fait partie de tout exercice de prévision, surtout à moyen ou long terme. Elle devrait inciter les utilisateurs à prendre une série de précautions d'usage dans l'interprétation des résultats.

Question 2309 (11.08.2016) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant l'égalité de traitement:

Le 9 août 2016, l'agence de l'État fédéral de l'Allemagne de la lutte contre la discrimination a présenté une évaluation indépendante de la mise en pratique de la loi pour l'égalité de traitement («Allgemeines Gleichbehandlungsgesetz») du 18 août 2006 en vue du 10^e anniversaire de cette loi. En se basant sur cette évaluation, l'agence formule également des revendications pour une réforme de la loi afin de mieux pouvoir protéger les gens contre les discriminations.

Au Luxembourg, la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement a créé la base légale pour la lutte contre la discrimination basée sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie et fut complétée par la loi du 13 mai 2008 sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes. Dans ce cadre, le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été créé afin d'exercer les missions stipulées par les deux lois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre prévoit-elle une évaluation de l'application de la loi du 28 novembre 2006, similaire à l'évaluation faite en Allemagne, afin de faire le bilan après dix années?

- Dans le cadre d'une telle évaluation éventuelle, ne pourrait-on pas également entamer une réflexion plus profonde sur la situation actuelle au Luxembourg et les cas de discrimination existants?

- Est-ce que le CET a formulé des revendications afin de pouvoir améliorer son propre travail dans le passé? Dans l'affirmative, est-ce qu'un changement législatif serait nécessaire?

En France, contrairement à la législation luxembourgeoise actuelle, la loi prévoit un total de 21 critères de discrimination. L'Assemblée nationale a en effet voté, mardi le 14 juin 2016, l'introduction d'un 21^e critère de discrimination, la discrimination à raison de la précarité sociale dans le Code pénal et le Code du travail, sur une proposition de loi socialiste. L'avis de la Commission nationale consultative des droits de l'homme en France énumère un nombre de cas où une telle discrimination se produit de manière systématique, mais échappe à la pénalisation:

«C'est, par exemple, le cas des refus de location immobilière à des personnes qui sont solvables, mais qui sont perçues comme des locataires qui poseraient problème, parce qu'elles appartiennent à une catégorie socialement défavorisée. [...] Les discriminations en matière de

refus de services échappent elles aussi à la sanction pénale. En sont victimes les habitants de certains quartiers qui, en raison de leur seule adresse, se heurtent à des refus de paiement par chèque, des refus de livraison de colis par la poste, des refus de visites à domicile de médecins ou de prise en charge de taxis. Les personnes peuvent aussi se voir refuser un prêt bancaire parce que leur lieu de résidence est pris en compte comme critère défavorable dans le „scoring“ bancaire.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre jugerait-elle opportun d'inclure des critères de discrimination supplémentaires dans la législation luxembourgeoise, afin d'élargir le nombre de cas dont le CET peut s'occuper?

- Quelle est la situation au Luxembourg concernant la discrimination basée sur la situation sociale, dans les cas décrits ci-dessus, et en général? Existe-t-il des chiffres précis sur ce genre de discriminations?

- Est-ce que l'inclusion d'un critère basé sur la situation sociale dans le champ d'application du CET ne serait pas souhaitable?

- Par quels autres moyens, le cas échéant, pourrait-on adresser ces cas de discrimination?

Réponse (16.09.2016) de Mme Corinne Cohen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Le Centre pour l'égalité de traitement (CET), institué par la loi modifiée du 28 novembre 2006 et placé sous l'autorité du Ministre de la Famille et de l'Intégration, a formulé la demande de rattachement à la Chambre des Députés. Le Gouvernement a donné son accord de principe à ce rattachement et les modalités sont en cours d'élaboration dans le contexte d'un avant-projet de loi. Cet avant-projet de loi s'inscrit pleinement dans la volonté du Gouvernement de créer une Maison des droits de l'homme telle que prévue dans l'actuel programme gouvernemental.

Cet avant-projet de loi inclut aussi la transposition de la directive 2014/54 du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs. Le motif de discrimination fondée sur la nationalité à l'encontre des travailleurs de l'Union et des membres de leur famille sera donc ajouté aux motifs de discrimination traités par le CET.

Il n'est, à l'heure actuelle, pas prévu d'effectuer une évaluation générale de la loi modifiée du 28 novembre 2006 relative à l'égalité de traitement, ni d'inclure d'autres motifs de discrimination tel que celui lié à la situation sociale, à l'instar de ce qui a été fait en France. Le Ministère ne dispose en effet pas de données où un tel motif de discrimination aurait pu être invoqué.

Question 2310 (11.08.2016) de M. Laurent Zeimet (CSV) concernant l'échange de renseignements en matière fiscale:

La loi du 14 juin 2013 portant approbation de conventions fiscales prévoit les modalités et la procédure à appliquer en matière d'échange de renseignements sur demande. Or, il me revient que certaines administrations fiscales étrangères se seraient directement adressées à des sociétés luxembourgeoises, dotées d'un certificat fiscal émis par les autorités luxembourgeoises, payant des impôts au Luxembourg et munies d'un répertoire composé exclusivement de personnes physiques résidentes luxembourgeoises. Néanmoins, les autorités étrangères semblent contester le lieu d'imposition pour se l'attribuer, et semblent s'adresser directement aux sociétés luxembourgeoises pour requérir de leur part la production d'informations fiscales afin de pouvoir les imposer dans leur propre pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre partage-t-il le constat que dans bon nombre de conventions fiscales tendant à éviter les doubles impositions, une procédure spécifique d'échange d'informations entre administrations nationales est prévue, et non pas entre administrations et contribuables d'un autre pays?

- Monsieur le Ministre approuve-t-il dans ce contexte la pratique de certaines administrations fiscales étrangères, consistant à contacter directement des contribuables luxembourgeois en court-circuitant les administrations luxembourgeoises?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il empêcher cette pêche aux informations?

- Monsieur le Ministre est-il au courant que des administrateurs résidents luxembourgeois de sociétés luxembourgeoises auraient été pénalement poursuivis et condamnés en première instance dans des pays étrangers pour ne pas avoir procédé à une déclaration fiscale spécifique de la société luxembourgeoise dans un pays s'attribuant la compétence fiscale?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé, sous réserve d'obtenir toutes informations jugées utiles, à saisir le Conseil ECOFIN de cette problématique pour y dénoncer ces pratiques, plaider la cause de l'intérêt national et de la souveraineté nationale en exigeant le respect des traités internationaux?

Réponse (13.09.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

L'échange d'informations sur demande tel que prévu dans la convention modèle de l'OCDE repose exclusivement sur une interaction entre administrations fiscales. Les conventions fiscales luxembourgeoises sont alignées sur ce standard.

D'après les informations dont dispose le Ministère des Finances, il semblerait que dans quelques rares cas, des sociétés luxembourgeoises aient été approchées directement par des administrations fiscales étrangères. Dès que l'administration fiscale luxembourgeoise a eu connaissance d'un tel cas, elle est intervenue auprès de l'administration étrangère concernée pour exiger le respect des voies d'échange prévues par les accords internationaux.

Le Ministère des Finances ne reçoit pas systématiquement copie des décisions rendues par les juridictions étrangères et n'a donc pas connaissance d'éventuels cas de poursuites pénales à l'étranger à l'encontre d'administrateurs résidents luxembourgeois.

Le sujet en question relevant des relations bilatérales entre le Luxembourg et les pays concernés le cas échéant, il n'est pas de nature à être porté devant le Conseil ECOFIN, mais pourra faire l'objet, en cas de besoin, de réunions bilatérales avec les autorités du pays en question.

Question 2311 (11.08.2016) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant les effets néfastes du médicament antiépileptique «Dépakine»:

Il ressort de la presse étrangère que le médicament antiépileptique sous le nom «Dépakine», commercialisé en France depuis 1967, est mis en cause depuis de nombreuses années. En effet, le principe actif de ce médicament, le «valproate de sodium», provoquerait des malformations du fœtus. Il est évoqué dans la presse que, selon une étude réalisée par l'Agence nationale de sécurité du médicament et de la Caisse nationale d'assurance maladie françaises, près de 10.000 femmes enceintes auraient recouru à ce médicament en France entre 2007 et 2014. La presse précise également qu'une première partie de l'étude en question aurait été communiquée au Ministère de la Santé français. Ce dernier étudierait un plan d'action qui pourrait être rendu public à partir de septembre.

Le médicament susmentionné étant également commercialisé au Grand-Duché, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'étude française démontrant les effets néfastes de la prise du médicament susmentionné par les personnes enceintes?

- Madame la Ministre est-elle à même de nous livrer des statistiques quant à l'utilisation de ce médicament?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre en œuvre un plan d'action à l'instar de la France et, dans l'affirmative, la Ministre peut-elle préciser des détails y relatifs?

Question 2312 (11.08.2016) de Mme Cé-cile Hemmen (LSAP) concernant les victimes du médicament antiépileptique «Dépakine»:

L'antiépileptique commercialisé par le laboratoire Sanofi sous la dénomination «Dépakine», et d'autres médicaments contenant du valproate, aussi utilisés pour traiter les troubles bipolaires voire des migraines, pris pendant la grossesse, serait à l'origine d'effets tératogènes tels que des malformations, des retards intellec-

tuels, des retards de marche, des fausses couches et des cas d'autisme chez les enfants exposés in utero.

Ces effets tragiques connus depuis au moins 2008, déjà mis à jour par l'Agence européenne du médicament dès 2014 et dans la presse française et nationale au début de l'année, sont actuellement médiatisés en France suite à des révélations d'un hebdomadaire satirique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Existe-t-il des chiffres ou une étude au Luxembourg concernant le nombre d'enfants exposés in utero au valproate?

2. Combien d'enfants nés au Luxembourg souffrent d'effets tératogènes tels que des malformations et troubles de développement appelés «Syndrome Valproate» (Belgique) ou «Syndrome de l'Anti-Convulsant» (France, pays anglophones)?

3. Existe-t-il au Luxembourg une association de victimes ou de parents de victimes de l'usage de ces médicaments pendant la grossesse? Si oui, dans quelle mesure cette association est-elle soutenue par des aides étatiques? Si non, comment l'État apporte-t-il son aide à ces familles?

4. Une brochure d'information à l'attention des médecins ainsi qu'aux femmes sous traitement a-t-elle été éditée et distribuée à l'instar de ce qui a été fait dans nos pays voisins? Est-il envisagé d'interdire ce médicament?

5. La justice luxembourgeoise a-t-elle déjà été saisie par des victimes? Comment les victimes sont-elles indemnisées? Est-il envisagé de créer un fonds d'indemnisation?

Réponse (13.09.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Vu que les questions parlementaires n^{os} 2311 et 2312 traitent du même sujet et se recoupent partiellement au niveau des points soulevés par les honorables Députés, je me permets de prendre position par une réponse commune.

Je suis en mesure de fournir les chiffres concernant l'exposition de la population résidente aux spécialités valproate pour les dix dernières années au moins.

En 2015, le nombre de patients ayant reçu au moins une prescription de valproate s'élève à 1.974 (893 sexe féminin, 1.081 sexe masculin). Le volume de prescriptions s'élève à 377.562 DDDs (Defined Daily Doses) pour le valproate et à 2.560.860 DDDs pour l'ensemble des médicaments classés comme antiépileptiques.

Il résulte du tableau ci-dessous que l'exposition des personnes de sexe féminin à du valproate, notamment les femmes en âge de procréer, diminue pendant la période considérée.

Tableau 1 - Évolution du nombre de personnes de sexe féminin selon l'âge exposées à une prescription de valproate pendant l'année en cours pour la période de 2006 à 2015

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Comme les données provenant de la base de données de l'IGSS (Inspection générale de la sécurité sociale) ne permettent cependant pas l'identification des prescriptions médicamenteuses aux femmes enceintes, aucune estimation quant à l'exposition des femmes enceintes au valproate ne peut être fournie.

Le système national de surveillance de la santé périnatale au Luxembourg (SUSANA) recueillant des données de santé de la femme enceinte, de la naissance et du bébé, n'inclut pas encore le recueil systématique de toutes les données relatives à la santé, aux pathologies respectivement aux thérapies dès le début de la grossesse.

L'exposition des femmes avant, pendant et après la grossesse aux médicaments épileptiques ne saura être étudiée qu'à l'aide d'un croisement de plusieurs sources de données. En France par exemple, les données de prescription des médicaments de l'assurance maladie ont été chaînées aux données standardisées d'hospitalisation du Programme de médicalisation des systèmes d'informations (PMSI) qui permettent de recueillir toutes les informations concernant les interruptions de grossesse (date d'interruption volontaire de grossesse, fausse couche, spontanéité, interruption médicale de grossesse, mort intra-utérine, enfant mort-né).

Une démarche similaire au Luxembourg nécessiterait impérativement l'autorisation d'accès aux banques de données concernées, ainsi que l'autorisation par la Commission nationale d'éthique de recherche.

Le registre SUSANA (2011-2015) ne recense aucun cas d'enfant malformé né de femme épi-



leptique. Selon l'année, deux à cinq malformations du tube neural ont été répertoriées, mais aucun cas chez une femme pour laquelle une épilepsie était signalée, sous réserve de la non-exhaustivité des données relatives aux pathologies non reliées à la grossesse, fournies par le registre SUSANA.

Nous n'avons pas connaissance d'une association de victimes ou de parents de victimes de l'usage de ces médicaments pendant la grossesse. Dans ce contexte, j'attire l'attention des honorables Députés notamment sur la convention entre le Ministère de la Santé et l'asbl «Hëllef fir de Puppelchen - Service de rééducation précoce», asbl qui assure la prise en charge de tous les enfants de un à quatre ans présentant un problème de développement indépendamment de son origine.

Quant à savoir si des victimes ont saisi la justice, je ne suis pas à même d'y apporter une réponse et j'invite les honorables Députés à saisir le ministre compétent de cette question.

Les risques associés au valproate, commercialisé depuis 1967, sont clairement identifiés depuis plusieurs décennies et sont connus des professionnels de santé.

Depuis 2014, à la suite d'un arbitrage rendu au niveau européen, la mise sur le marché du médicament valproate est assortie de certaines conditions. La notice pour le public et le RCP (résumé des caractéristiques du produit destiné plus particulièrement aux professionnels de la santé) doivent être assortis de la mise en garde suivante: «le valproate peut provoquer des malformations et des troubles du développement psychomoteur chez l'enfant s'il est pris pendant la grossesse. Si vous êtes une femme en âge de procréer, vous devez utiliser une contraception efficace pendant votre traitement.» L'Agence européenne du médicament (EMA) préconise de ne plus prescrire le valproate en traitement de l'épilepsie et des troubles bipolaires aux femmes enceintes ou qui pourraient le devenir, sauf si les alternatives thérapeutiques sont inefficaces ou non tolérées. Le médicament n'est pas non plus recommandé en prévention de la migraine.

Le fabricant du médicament en question s'est par ailleurs engagé à fournir une brochure d'information à destination des patientes et un guide destiné aux professionnels de la santé et à apposer une mise en garde sur la boîte de l'antiépileptique. Toutes ces mesures sont destinées à assurer encore davantage l'information des patientes et des professionnels de santé quant au risque lié à la prise du valproate pendant la grossesse et à le minimiser.

Question 2313 (12.08.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** (DP) concernant le **test prénatal NIFTY**:

Il s'avère que depuis deux ans un test, dénommé NIFTY, est fréquemment proposé aux femmes enceintes afin de dépister des anomalies chromosomiques auprès du fœtus. Il s'agit d'un test prénatal non invasif (NIPT) qui permet d'évaluer le risque des trisomies fœtales 13, 18 et 21 par analyse de l'ADN cellulaire dans le sang maternel. Ainsi, une simple prise de sang suffit pour obtenir un résultat fiable à 99%.

Par rapport à l'amniocentèse, utilisée comme moyen de diagnostic prénatal pour évaluer, entre autres, le risque de trisomies fœtales, le test prénatal non invasif a comme avantage qu'il ne provoque ni fausse couche ni infection intra-utérine. De plus, il permet d'obtenir un diagnostic plus précoce que l'analyse par amniocentèse et d'une façon beaucoup plus confortable pour la femme enceinte.

Actuellement, le test NIFTY n'est pas remboursé par la sécurité sociale. Ainsi, certaines femmes enceintes renoncent à ce test à cause du coût élevé. Cela risque d'entraîner une médecine «à deux vitesses» avec d'un côté les femmes qui peuvent se payer ce nouveau dépistage non invasif et de l'autre côté celles qui, par manque de moyens, doivent y renoncer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les Ministres peuvent-ils chiffrer le recours à cette méthode de dépistage non invasive?

- Les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les coûts actuels de ce test?

- Est-ce que les Ministres sont d'avis que le test NIFTY pourrait être considéré comme complément d'analyse préalable à la décision de pratiquer une amniocentèse? Ou est-ce que ce test peut même être considéré comme alternative remplaçant l'amniocentèse?

- Les Ministres ne jugent-ils pas que ce test devrait être remboursé par la sécurité sociale? Dans la négative, ne jugent-ils pas opportun de rembourser les frais du test au moins aux femmes à risque?

Réponse commune (14.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le test appelé NIFTY (ou NIPT, non invasive prenatal testing) est destiné au dépistage prénatal non invasif des trisomies 13, 18 et 21 chez le fœtus. Il n'a été développé qu'en 2011. Il présente une performance nettement améliorée par rapport aux tests de dépistage en usage jusqu'alors - c'est-à-dire le triple test et l'analyse par ultrason de la clarté nucale - réduisant d'une manière significative les faux-positifs, qui entraînent des amniocentèses non nécessaires.

À l'heure actuelle, l'amniocentèse reste cependant nécessaire en tant que confirmation diagnostique d'un test NIFTY positif indiquant une pathologie donnée.

Les services du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne disposent pas de chiffres relatifs à l'utilisation actuelle de ce test, étant donné qu'il n'est pas remboursé et qu'il est demandé auprès de différents laboratoires étrangers.

Le coût de ce test se situerait entre 350 et 900 euros en fonction de l'amplitude des analyses demandées et du laboratoire qui les effectue.

Un groupe de travail a été chargé fin 2015 de donner un avis concernant une sollicitation du Contrôle médical de la sécurité sociale visant à savoir si ce test correspond aux critères formulés à l'article 23, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale qui dispose que «les prestations à charge de l'assurance maladie (...) doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.» Ce groupe de travail rassemble des représentants des gynécologues, des généticiens et des spécialistes en biologie moléculaire du LNS, des représentants du Contrôle médical de la sécurité sociale et de la Direction de la santé.

Le groupe de travail supporte d'une manière unanime les efforts pour une prise en charge de ce test de dépistage par la CNS. Il est toutefois d'avis de réserver la prise en charge du NIPT aux femmes à risque. Les gynécologues sont en train d'élaborer, sur base des recommandations des sociétés scientifiques et des associations professionnelles, les critères d'éligibilité pour les femmes qui devraient bénéficier d'un NIPT.

Dans une préoccupation de qualité des soins, le groupe de travail procède à une analyse comparative concernant les critères et indicateurs de qualité des différents laboratoires qui offrent les tests NIPT dans les pays avoisinants, afin de mieux pouvoir orienter les patientes et les professionnels dans leur choix.

Le groupe de travail prévoit de soumettre des propositions concrètes pour la fin de l'année.

Question 2314 (12.08.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **redistribution de certaines armes à feu au sein de la Police grand-ducale**:

La presse d'aujourd'hui s'est fait l'écho que certaines unités de la Police grand-ducale auraient été appelées à remettre, avant la fin du mois de septembre, leur pistolet-mitrailleur (du type MP5A3) et la munition correspondante afin qu'il puisse être procédé à une redistribution de cette arme à feu.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer ces propositions?

- Quelles unités sont concernées par cet appel?

- Il est rapporté que le retrait de cette arme a été communiqué dans un document datant du 6 décembre 2012 et qu'il n'est exécuté qu'à ce moment-ci. Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il informer quant à la cause de cette exécution décalée?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que certaines divisions n'auront plus à leur disposition de pistolet-mitrailleur? Une telle décision ne compliquera-t-elle pas bonne exécution de leurs missions policières?

- Il semble que des réflexions budgétaires soient à la base de la redistribution de cette arme à feu. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces propos et sera-t-il en mesure, le cas échéant, de fournir des détails à ce propos?

Réponse (16.09.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

En 2012, la police avait décidé, après analyse de la nécessité opérationnelle du pistolet-mitrailleur HK MP5 en armement individuel, et dans le souci d'une gestion efficiente de ses moyens, de revoir le concept de distribution des pistolets-mitrailleurs HK MP5.

Le nouveau concept consiste à distribuer les pistolets-mitrailleurs individuellement ou collectivement, en fonction du type de mission du service dont relève le policier. Seuls les policiers travaillant dans des services purement administratifs n'auront plus de pistolet-mitrailleur à leur disposition.

Contrairement à ce qui est rapporté par la presse, la redistribution des pistolets-mitrailleurs annoncée en décembre 2012 n'a pas commencé à trouver exécution que maintenant, mais elle se fait de manière progressive et continue depuis des années.

La réflexion de la police à la base du nouveau concept avait surtout été une gestion efficiente de ses moyens. La distribution de pistolets-mitrailleurs nécessite en effet des ressources financières pour la gestion administrative et pour la maintenance des armes, des capacités de stockage sécurisé dans les unités et des capacités considérables en termes de formation. Les dépenses budgétaires liées à l'acquisition de telles armes avaient été secondaires dans la décision de la police.

Question 2315 (12.08.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'état de certains sentiers pédestres proposés par les CFL:

Des randonneurs viennent de m'informer que plusieurs sentiers pédestres proposés par les CFL sont soit mal entretenus, soit peu sécurisés en des endroits critiques (signalisation peu visible ou absente, blocage du sentier par des arbres ou de grandes branches). Tel est par exemple le cas des sentiers suivants: Troisvierges-Clervaux (n°1), Drauffelt-Kautenbach (n°4) ou encore Wiltz-Kautenbach (n°8). Le sentier CFL de Michelau vers Ettelbruck (n°10) est actuellement bloqué par un chantier ferroviaire. Or, ces travaux ne sont pas annoncés aux promeneurs qui se voient dès lors obligés de passer par une déviation improvisée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les CFL sont au courant de ces problèmes?

- Ne faudrait-il pas procéder à une vérification générale de l'ensemble des sentiers pédestres proposés par la société des CFL?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à inviter les CFL à informer dans les meilleurs délais le public concerné dès que les travaux de révision voire de réaménagement sont terminés?

Réponse commune (20.09.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Nous avons l'honneur de vous informer que le réseau national des 42 randonnées de gare en gare, entièrement revu quant à ses tracés et doté d'un nouveau balisage en 2015, a été initialement créé par la Direction générale du tourisme du Ministère de l'Économie (DG Tourisme), et ce en collaboration avec la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL). Dans le cadre de la mise en place du guide randonnées «1.000 km Lëtzebuerg», cette collaboration entre les CFL et la DG Tourisme a été réglée de la façon suivante:

- Les CFL ont pris en charge les frais de création, d'édition et de publication du guide susmentionné ainsi que les frais de production des panneaux de signalisation.

- L'entretien des chemins des randonnées et leur balisage au moyen de panneaux et écriteaux fléchés, mis à disposition par les CFL, sont du ressort de la DG Tourisme, à l'exception des panneaux de départ des différents sentiers, qui ont été installés auprès des gares et haltes par les CFL.

En ce qui concerne les observations soulevées par l'honorable Député Monsieur André Bauler, il est vrai que les services de la DG Tourisme ont été mis au courant de la plupart de celles-ci par les différentes instances œuvrant sur le terrain. Il s'agit d'incidents qui ne peuvent être évités en raison de l'activité forestière accrue dans toutes les régions du pays. Dans l'ensemble, les mesures nécessaires ont depuis lors été prises et à l'heure actuelle aucun de ces problèmes ne devrait subsister.

Plus spécifiquement, les problèmes évoqués ont été traités de la manière suivante:

- Sentier Troisvierges-Clervaux (n°1): suite à des travaux de déforestation aux environs de Cinqufontaines, certains signes de balisage sur les arbres ont disparu avec ceux-ci. Les équipes de la DG Tourisme ont placé des poteaux avec la signalisation nécessaire au courant du mois de juin de cette année. Le Syndicat d'initiative de Troisvierges a remis en état le sentier.

- Sentier Drauffelt-Kautenbach (n°4): à hauteur de Lellingen, des travaux de déforestation ont entraîné la disparition de certains signaux de balisage. Les équipes de la DG Tourisme sont intervenues dans ce cas au courant du mois de juillet.

- Sentier Wiltz-Kautenbach (n°8): la DG Tourisme n'était pas au courant de cet incident. Après vérification sur le terrain par l'Office régional de tourisme des Ardennes, un poteau portant des indicateurs de direction «CFL 8» a été trouvé arraché et abîmé. Les équipes de la DG Tourisme ont procédé au remplacement de ce poteau.

- Sentier Michelau-Ettelbruck (n°10): aucun chantier n'est réalisé à l'heure actuelle sous la maîtrise d'ouvrage des CFL dans les environs du sentier 10 entre Michelau et Ettelbruck. Il s'agit en l'occurrence de gros travaux pour l'aménagement d'un chemin forestier près de la localité de Burden, réalisés depuis le mois de février 2016 par l'Administration de la nature et des forêts. Une déviation claire est affichée en amont et en aval de ce chantier qui ne concerne pas uniquement le sentier «CFL 10», mais également le sentier autopédestre de Burden, le sentier national de la Haute-Sûre ainsi que les sentiers locaux «Erpeldange-B» et «Burden-A». Outre les deux panneaux d'information sur le terrain, installés depuis le mois de février, une information figure sous «restrictions temporaires» sur le géoportail dédié au tourisme (<http://map.geoportail.lu/theme/tourisme>).

Les sentiers CFL empruntent toujours des sentiers de randonnée existants et leur entretien est de ce fait organisé en même temps que celui de ces derniers. Il convient de distinguer à ce sujet entre l'entretien des sentiers pour les maintenir dans un état propice et agréable à la marche (tonte des hautes herbes, élagage d'arbres et de buissons, etc.), d'une part, et l'entretien de leur balisage, d'autre part. Si la première tâche est confiée aux différents syndicats d'initiative, ceux-ci sont de plus en plus aidés par les services techniques des communes ou encore par les équipes des centres de triage de l'Administration de la nature et des forêts. Quant à l'entretien du balisage des sentiers, le Département tourisme du Ministère de l'Économie a conclu un contrat avec un organisme de réinsertion sociale pour demandeurs d'emploi. Ainsi, trois équipes assurent au niveau national la pose, la réparation et l'entretien régulier de la signalisation des sentiers de randonnée. Au vu de la taille du réseau de sentiers à entretenir, la DG Tourisme a instauré un système de rotation. Ainsi, en 2015, le balisage des 42 sentiers de gare en gare CFL a été intégralement remplacé. En 2016, l'ensemble des 208 sentiers a été ou sera renouvelé. En 2017, il s'agira de remplacer le balisage vieillissant des 26 sentiers nationaux de randonnée pédestre. Malgré le contrôle permanent par les équipes de la DG Tourisme, celles-ci sont tributaires des informations reçues par les syndicats d'initiative, par les sociétés privées travaillant dans les forêts ainsi que par les avis reçus de la part des agents de l'Administration de la nature et des forêts. La DG Tourisme favorise le retour d'informations en communiquant une adresse courriel à ce sujet sur tous supports qui leur sont destinés (panneaux de départ des randonnées, brochures, sites Internet, etc.): sentiers@eco.etat.lu.

Ayant en charge l'entretien du réseau de sentiers de randonnée, la DG Tourisme publie, pour autant qu'elle en ait connaissance, toutes déviations, voies fermées aux randonneurs ou passages difficiles au moyen de la rubrique «restrictions temporaires» du géoportail tourisme <http://map.geoportail.lu/theme/tourisme>.

Question 2316 (12.08.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **qualité d'officier de police judiciaire dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale**:

D'après la note introductive dans le contexte de la préparation du débat de consultation sur la réforme de la Police grand-ducale, évacué le



28 juin 2016 à la Chambre des Députés, la qualité d'officier de police judiciaire sera attribuée à titre permanent au personnel policier.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est prévu, dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale, que l'ensemble du personnel policier se verra attribuer la qualité d'officier de police judiciaire?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne craint-il pas que les agents, qui ont dû par le passé ou qui doivent actuellement suivre une formation spécifique pour aspirer à cette qualité, pourraient se sentir défavorisés par cette nouvelle disposition?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il, le cas échéant, remédier à cette situation?

Réponse (29.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Il n'est pas prévu, dans le cadre de la réforme de la police, d'attribuer la qualité d'officier de police judiciaire à l'ensemble du personnel policier. L'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire au personnel policier reste subordonnée à la réussite de l'examen de promotion.

Le passage de la note introductive auquel se réfère Madame la Députée «Un autre point de la réforme, réclamé depuis des années par l'Inspection générale, consiste à attribuer à titre permanent la qualité d'officier de police judiciaire au personnel policier et à l'Inspecteur général.» n'a pas trait à la réforme de la police, mais à la réforme de l'Inspection générale de la Police. Il s'agit d'attribuer aux membres du cadre policier de l'Inspection générale la qualité d'officier de police judiciaire de plein exercice, alors qu'actuellement cette qualité leur est accordée au gré des enquêtes pénales qui leur sont confiées par les autorités judiciaires.

Question 2317 (16.08.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **vitesse maximale autorisée sur la route N10 entre Schengen et Remich**:

Am vergangenen Wochenende kam es erneut zu zwei tödlichen Verkehrsunfällen auf der N10 zwischen Schengen und Remich.

Meinen Informationen zufolge hatten in der Vergangenheit die Gemeindeverantwortlichen aus Schengen bereits beim zuständigen Ministerium angefragt, um die zulässige Höchstgeschwindigkeit entlang der Ortschaft Bech-Kleinmacher herunterzusetzen.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, warum hat der Minister sich bislang gegen ein Herabsetzen der Geschwindigkeit auf besagter Strecke ausgesprochen?

- Gedenkt der Minister, seine Meinung aufgrund der rezenten tragischen Ereignisse zu ändern?

Réponse (23.09.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Zuerst möchte ich darauf hinweisen, dass die Verkehrssicherheit eine der Prioritäten der Regierung ist, was deren Aufnahme in das Regierungsprogramm von 2013 sowie die Unterzeichnung der nationalen Charta der Verkehrssicherheit durch sämtliche Regierungsmitglieder am 31. März 2015 untermauern, und ich kann versichern, dass sie mir persönlich sehr am Herzen liegt.

Zudem möchte ich darauf hinweisen, dass die Orte der beiden tragischen Unfälle vom 13. August 2016 zwischen Schengen und Remich (N10 - PR 1.770) und zwischen Bech-Kleinmacher und Remich (N10 - PR 7510) außerhalb der angefragten zulässigen Höchstgeschwindigkeiten der Gemeindeverantwortlichen aus Schengen liegen und meinem Kenntnisstand zufolge auch nicht auf überhöhte Geschwindigkeit zurückzuführen waren.

Es ist also richtig, dass die Gemeinde Schengen in einem Schreiben vom 24. September 2014 verschiedene Geschwindigkeitsbegrenzungen entlang der Moselstraße angefragt hat, unter anderem eine zulässige Höchstgeschwindigkeit

von 50 km/h auf der Nationalstraße N10 entlang der Ortschaft Bech-Kleinmacher. Des Weiteren schlägt die Gemeinde Schengen vor, die Geschwindigkeit zwischen Bech-Kleinmacher und der Aktivitätszone „Tellefeld“ auf 70 km/h zu begrenzen.

Die Nationalstraße N10 entlang der Ortschaft Bech-Kleinmacher kann nicht als Ortsdurchfahrt angesehen werden, da sich hier nur sehr wenige Zufahrten befinden und die Straße sich deshalb laut Artikel 2 der Straßenverkehrsordnung „Code de la route“ außerorts befindet. Aus diesem Grund wurde die Anfrage der Gemeinde Schengen bisher nicht zurückbehalten. Dagegen ist eine Geschwindigkeitsbegrenzung auf der Nationalstraße N10 auf Höhe der Aktivitätszone „Tellefeld“ auf 70 km/h unter Umständen möglich, wobei jedoch das großherzogliche Reglement über abweichende Geschwindigkeitsbegrenzungen außerorts abändert werden müsste.

Zwecks tiefgründiger Analyse mit Stellungnahme habe ich die Anfrage der Gemeinde Schengen übrigens am 18. Juli 2016 an die staatliche Verkehrskommission weitergeleitet.

Question 2318 (17.08.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **armes de service de la Police grand-ducale**:

En 2015, Monsieur le Ministre avait annoncé que les armes de service de la Police grand-ducale seront bientôt remplacées. Les revolvers utilisés depuis des décennies devraient être remplacés par des pistolets modernes de calibre 9 mm. À noter qu'à part la police, toutes les autres forces armées du Luxembourg sont équipées de pistolets d'une entreprise autrichienne.

Selon mes informations, les responsables de la police sont actuellement en train de tester deux pistolets afin de décider de la future arme de service. Parmi les deux armes en question, le pistolet utilisé par les autres forces armées ne figurerait apparemment pas.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelle raison le pistolet de service des autres forces armées n'est-il plus dans la course? Les autres corps ne seraient-ils pas satisfaits du pistolet en question? Si tel est le cas, les autres forces armées seront-elles aussi équipées de nouveaux pistolets?

- Dans la négative, ne serait-ce pas plus efficace et économique d'équiper toutes les forces armées du même pistolet?

Réponse (16.09.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Conformément à la législation sur les marchés publics, l'acquisition de pistolets de calibre 9 mm x 19 pour les besoins de la Police grand-ducale a fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres européenne.

Comme les armes sont devenues un matériel hautement technique et sophistiqué et en l'absence de normes générales sur les armes utilisées dans le cadre de missions policières, la police s'est basée sur le référentiel technique des polices allemandes pour élaborer le cahier des charges.

Le délai de soumission étant à présent expiré, je peux confirmer que l'entreprise autrichienne visée par l'honorable Député n'a pas remis d'offre.

Conformément aux dispositions du cahier des charges, la police est en train d'effectuer des tirs d'évaluation avec les armes proposées par les deux soumissionnaires qui ont remis une offre. Les résultats sont attendus pour la fin de l'année.

Question 2319 (17.08.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **rapport confidentiel du Gouvernement allemand sur une plate-forme du terrorisme islamique en Turquie**:

Selon un rapport confidentiel du Gouvernement allemand, devenu public hier, la Turquie serait une plate-forme centrale du terrorisme islamique. En effet, d'après ce même rapport, environ un quart des terroristes islamiques connus des autorités allemandes sont d'origine turque. Si ces informations s'avéraient comme exactes, elles seraient d'une gravité particulière alors qu'elles mettraient à jour une véritable collaboration entre les autorités

turques et divers mouvements terroristes islamiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Le Gouvernement a-t-il connaissance de ces informations?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport à ces reproches d'une gravité particulière et comment entend-il réagir le cas échéant, notamment au niveau de l'Union européenne?

Réponse (19.09.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le Gouvernement a eu connaissance de ces informations à travers la couverture médiatique de la presse allemande qui s'en est faite un large écho.

ad 2. L'établissement d'une relation générale entre la nationalité d'un individu et son éventuelle appartenance à un mouvement terroriste est tendancieux et réfuté par les faits. Par exemple, les combattants de Daech viennent de pays différents.

Il est à souligner que la République de Turquie fait beaucoup d'efforts pour lutter contre le terrorisme. Dans ce contexte, le Luxembourg a pris note du fait que la Turquie s'est engagée dans la lutte sur le terrain contre Daech, en concertation avec les autres membres de la coalition anti-Daech.

Question 2321 (17.08.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**agritourisme au Luxembourg**:

L'agritourisme est une forme de tourisme dont l'objet est la découverte des savoir-faire agricoles d'un territoire, des pratiques sociales et des spécialités culinaires découlant de l'agriculture locale. Il va sans dire que ce type de tourisme constitue une réelle opportunité pour diversifier l'offre en matière d'hébergement et d'animation touristiques tout en générant, le cas échéant, des revenus complémentaires pour les exploitations agricoles qui sont disposées à investir dans ce domaine précis. L'Italie, la France ou le Portugal sont des pays dans lesquels l'agritourisme s'est fortement développé ces dernières années pour devenir un pilier du tourisme, surtout dans les zones rurales. Or, au Luxembourg, il semble que l'agritourisme demeure encore à l'état embryonnaire.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur le nombre d'établissements du genre «agritourisme» existant au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques sur le développement de l'agritourisme au Luxembourg depuis l'an 2000 en termes d'emplois et de chiffre d'affaires?

- Messieurs les Ministres sont-ils disposés à promouvoir davantage la création d'établissements de type «agritourisme»? Un label du type «Bienvenue à la Ferme», «Accueil Paysan» ou «agriturismo italia», permettant de pouvoir identifier les structures concernées, est-il envisageable?

- Quelles sont les aides qui sont actuellement prévues pour les exploitations désireuses de créer des chambres d'hôtes de type agritourisme?

Réponse commune (06.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Le tourisme rural et actif représente un potentiel de croissance considérable. Son développement est fortement lié à une offre authentique au niveau de l'hébergement ainsi qu'à des activités pouvant être pratiquées en nature. Ce genre d'offre se prête aussi idéalement à une clientèle familiale recherchant une expérience authentique de vie à la campagne et souhaitant se familiariser avec les modes de vie et de travail à la ferme.

Le Ministère de l'Économie encourage donc la création d'offres attrayantes et de qualité, combinant par exemple un séjour à la ferme avec des activités telles que des randonnées, des activités de découverte à la ferme, de fabrication de produits locaux, de participation à des récoltes, des ateliers, etc., qui s'adressent notamment aux enfants. Ainsi, les parcs naturels et les centres touristiques comme par exemple la Robbesscheier à Munshausen sont des attractions déjà bien sollicitées par les touristes

qui recherchent un séjour dans le milieu rural. Parallèlement, la participation aux événements champêtres typiques ajoute une note d'authenticité à toute offre agritouristique

Le tourisme actif est un autre élément clé dans la promotion du Luxembourg et des séjours ruraux. Les différents offices de tourisme et leurs partenaires dans les régions doivent s'engager à développer continuellement leur offre en ce qui concerne le cyclisme et les randonnées pédestres par exemple et à promouvoir le Luxembourg en tant que destination attractive dans ce créneau.

La concurrence étant très élevée sur le thème des séjours nature et activités en plein air, il sera primordial de proposer des activités et produits complémentaires comme la gastronomie ou les produits du terroir afin de mieux profiler notre destination. Il faudra également veiller à établir un lien avec la consommation et la vente de produits régionaux dans le cadre de l'offre agritouristique, cet élément étant très demandé par les clientèles cibles de cette forme de tourisme.

Les ministères concernés s'engagent à soutenir des initiatives de propriétaires d'hébergements souhaitant moderniser leurs infrastructures et diversifier leur offre. Ce genre de reconversion économique qui donne une nouvelle affectation à certaines maisons rurales permet également le maintien, voire la création d'emplois, surtout dans les régions rurales. Vu la demande accrue pour des hébergements insolites, comme les pods ou les tentes safari sur les campings, le Ministère de l'Économie encourage le développement de ce genre d'offres.

Pour inciter le développement de l'agritourisme une aide est accordée aux particuliers qui aménagent des logements en milieu rural destinés aux vacanciers dans le cadre du 9^e plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. Le Gouvernement entend soutenir le développement des gîtes ruraux et des gîtes chez le vigneron, à la ferme, etc. dans le cadre de son 10^e plan quinquennal. En plus, dans le cadre de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, des aides peuvent être accordées pour la mise en place et le développement de structures d'hébergement pour personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de l'enquête annuelle sur la structure des exploitations agricoles, le Statec et le Service d'économie rurale recueillent des données statistiques sur les activités non agricoles liées à l'exploitation dont notamment la catégorie «tourisme, hébergement, loisirs». Pour 2015, 36 exploitations agricoles ont renseigné mener des activités de tourisme, d'hébergement ou de loisirs. Les ministères concernés ne possèdent pas de statistiques sur le développement de l'agritourisme en termes d'emplois et de chiffre d'affaires. L'Association pour la promotion du tourisme rural (APTR - association sans but lucratif - www.gites.lu), accorde une classification allant de 1 à 4 épis, classification à laquelle participent une fonctionnaire du Ministère de l'Économie respectivement du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Question 2322 (18.08.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **site „Schëttermarjal“**:

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert den neie PAG vun der Stad Lëtzebuerg gouf ech op déi speziell Problematik vum Site „Schëttermarjal“ opmierksam, deem och nationalpolitesch Bedeutung huet.

Beim „Schëttermarjal“ handelt et sech no mengen Informatiounen ëm en ekologesch eemoleg wäertvollen, strukturräiche Biotop (mat fir d'Stad Lëtzebuerg typesche Fielslandschaften, hallefdréchene Wäsen, ale Beem...), deem zum Deel ganz mat Bësch bewuess ass an dee mat senger ganz ënnerschiddleche Vegetationszone fir vill Déierenzorten e wichtege Liewens- a Brutraum duerstelt. Et fënnt een hei rar an och gesetzlech geschützte Planzen- an Déierenarten (wéi Orchideeën, ma och jorhonortal Eechen, Ulmen...) a Reptilienarten (Schlingnatter, Mauereidechs, Blannschlécher) souwéi eng Hällewull vu (Bësch)-Fliedermausaarten, donieft awer och eng sëllegen Heelkraider, mat deenen ënner anerem och dee lokaltypeschen, medezinnesche Likör („Schaettermarjal“ (sic!)) gemaach ginn ass. Et wier iwwerdeems och en Duerchgangskorridor fir Déiere vun den „Dräi Eechelen“ bis an de Gréngewald an dofir och wëldbiologesch vun onschätzbarem Wäert.

De Jean-Jacques Kariger huet a senger Etüd (1997) op der „Schëttermarjal“ net manner wéi 60 Bam- a Strauchaarte bei engem Total



vun 350 verschiddene Planzenzorten nowise kënnen!

D'Biologen Yves Krippel a Guy Colling hunn d'Virkomme vun eenzelne menacéierten Aarten um Site virun e puer Joer am Opdrag vum Lëtzebuerger Naturmusée och nogewisen.

Sollt et am Kader vun der geplangter Bebauung vum Site vum PAG/PAP (KI 7) zu enger Zerstéierung vun deemem Areal kommen, muss een dovun ausgoen, datt gläichwäerteg Kompensationsmesuren net méiglech sinn.

Dowéinst wollt ech der Madamm Ëmweltministesch an dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1) Ass déi „Strategesch Umweltpüfung“ (SUP), déi an deemem Kontext ëmmer ugeféiert gëtt, tatsächlech op deemem ökologeschen eemoleg wäertvolle Site selwer gemaach ginn, oder gouf et just eng allgemeng Etüd? Wéi ass et ze erklären, datt d'„Umwelterheblichkeitsprüfung“ hei just eng „incidence moyenne sur la nature“ festgestallt huet?

2) Huet dee Büro, deem déi Etüd gemaach huet, dofir déi néideg wëssenschaftlech Kompetenzen?

3) Wéi gouf dës Etüd gemaach? Wat waren d'Methodologie an d'Kritären?

4) Läit eng ökologesch „Levée initiale“ vum Site vir? Ass déi dem Public zougänglech gemaach ginn? Kann d'Regierung dës Dokumenter der Chamber matdeelen?

5) Wéi ass de Bësch op der „Schëttermarjal“ klasséiert?

6) Ass eng Etüd iwwert d'Vullen an d'Fliedermaïs gemaach ginn? Ass déi dem Public zougänglech gemaach ginn? Kann d'Regierung der Chamber dës Etüd communicéieren?

7) Gouf vu säite vun den zoustänneg Verwaltungen den Objektionen zum Bebauungsplang vu Mouvéco, Natur&Ëmwelt respektiv Centrale ornithologique Luxembourg (COL) Rechnung gedroen?

8) Ass d'Regierung gewëllt, d'„Schëttermarjal“ grad wéi de Kuebeberg (2002) integral als Réserve naturelle ze klasséieren, am Sënn vum Erhale vun der Biodiversitéit vum Lëtzebuerger Patrimoine naturel?

Réponse commune (03.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

1) De Site „Schëttermarjal“ ass op d'mannst scho säit dem sougenannten „Joly“-Plang, d. h. dem PAG, deem Enn der 80er Joren ausgeschafft gouf, als Bauland klasséiert.

An de Joren 2013-2014 ass e Projet de modification ponctuelle um Site „Schëttermarjal“ lancéiert ginn, ouni datt d'Délimitation vum Site geännert ginn ass. An deemem Kontext huet d'Gemeng, als responsabel Autoritéit vum Plang, eng „Strategesch Umweltpüfung“ (SUP) duerchgefuert, konform vum modifizéierte SUP-Gesetz vum 22. Mee 2008.

An der „Umwelterheblichkeitsprüfung“, déi 1. Phas vun der Elaboration vum Ëmweltbericht (rapport sur les incidences environnementales), huet de Bureau d'études festgestallt, datt „incidences notables“ net kënnen ausgeschloss ginn an dowéinst d'Noutwendegkeet fir d'Erstelle vun engem Ëmweltbericht festgestallt. Dës ass vum Ëmweltministère a sengem Avis vum 30. Mee 2013 confirméiert ginn (Artikel 6.3 vum SUP-Gesetz).

Doropshin ass en Ëmweltbericht ausgeschafft ginn a mat der Délibération vum 27. Januar 2014 huet d'Gemeng d'Prozedur an d'Enquête publique lancéiert (Artikel 7.1 vum SUP-Gesetz) souwéi den Ëmweltministère pour Avis saisiert (Artikel 7.2 vum SUP-Gesetz). Dësen Avis gouf de 16. Juni 2014 der Gemeng matgedeelt. Den Ëmweltbericht ass generell fir gutt befont ginn an et ass weiderhin op d'Noutwendegkeet vun eventuelle Moosname fir den Aarteschutz opmierksam gemaach ginn.

Well d'SUP-Direktiv an och d'SUP-Gesetz d'Zilsetzung hunn, fir Duebelprüfungen ze vermeiden an domadder och den Ufuerderungen vun der „Simplification administrative“ gerecht ze ginn, ass dës Site am Kader vun der Reform vum Gesamt-PAG, déi aktuell jo nach amgaang ass, net nach eng Kéier gekuckt ginn. Den Artikel 6.2 vum SUP-Gesetz bitt déi Méiglechkeet.

Am Kontext vun der aktuell nach lafender PAG-a SUP-Prozedur huet d'Gemeng ënner anerem opgrond vum Avis am aktuelle Projet de PAG virgesinn, iwwer eng Servitude am Süden an am Norde vum Site eng Pufferzon ze erhalen an duerch d'Identifikatioun vun de Biotopen transparent ze maachen, datt Kompensationsmoosnamen nom Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum Bauhär geleescht musse ginn, wann do e Projet realiséiert gëtt.

Well dës Prozedur nach „en cours“ ass, huet den Ëmweltministère nach keen Avis iwwert den Ëmweltbericht zum Gesamt-PAG geschriwwen. Den Délai heifir leeft nach bis de 15. Oktober 2016. Gläichermoossen huet d'Bevëlkerung erëm d'Méiglechkeet gehat, der Gemeng Observatiounen a Suggestiounen zoukommen ze loos-sen. Dës sinn an der weiderer Bearbechtung vum Plang vun der Gemeng ze considéieren.

D'Beispill vum „Schëttermarjal“ ass dofir e gutt Beispill, fir d'Plus-value vun der SUP-Prozedur ze illustréieren. Et entsteet net nëmme fir d'Gemeng an d'Autoritéiten, mä och fir de Bierger a besonnesch fir de spéidere Bauträger Transparenz a méi Planungssécherheet, wann et drëms geet, Ëmweltaspekter an de finale Bauprojekt ze integréieren an déi gesetzlech Dispositionen a puncto Aarteschutz ze respektéieren.

2) Laut dem Artikel 6.1 vum SUP-Gesetz muss den Ëmweltbericht erschafft gi vun engem Bureau d'études, deem dofir nom Gesetz vum 21. Abrëll 1993 agreéiert ass. De Bureau d'études, deem den Ëmweltbericht zum „Schëttermarjal“ erschafft huet, huet deem Agrément.

3) D'Etüd gouf gemaach op Basis vun dem Leitfaden, deem de Ministère 2010 publizéiert huet.

4) Am Ëmweltbericht vun 2013 ass eng flächendeckend Biotopbilanzéierung gemaach ginn, compte tenu vum Projet de PAP, wéi en zu deem Zäitpunkt am Raum stoung. Dës ass, eise Wëssensstand no, an der Prozedur, déi d'Gemeng 2014 lancéiert huet, dem Public zougänglech gemaach ginn. Den Ëmweltbericht vun 2013 ass an der Annex vun der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro.

5) Laut der phytosoziologescher Kartéierung vun der Administration de la nature et des forêts vun 2014 ass de Bësch ronderëm de Site en Echebësch (Stieleiche, „Quercus robur“). Heira sinn am Dossier vun 2013 keng Konstruktiounen virgesi gewiescht. Am Projet de PAG ass eng Zone forestière ausgewisen. Doriwwer eraus huet sech um südlechen an um südwestlechen Rand innerhalb vum Site e Sukzessionsbësch entwéckelt, deem als Biotop nom Artikel 17 ze considéieren ass.

6) Den Ëmweltbericht vun 2013 ass ergänzt ginn duerch eng Fliedermasetüd. Dës ass, eise Wëssensstand no, an der Prozedur, déi d'Gemeng 2014 lancéiert huet, dem Public zougänglech gemaach ginn.

7) Well d'Prozedur zum Gesamt-PAG nach leeft, kann dës Fro am Moment net beäntwert ginn. Laut Artikel 9 vum SUP-Gesetz sinn den Ëmweltbericht, d'Avis vun den Ëmweltautoritéiten an d'Observatiounen an d'Suggestiounen aus der Enquête publique vun der responsabel Autoritéit fir de Plang, spréich d'Gemengen, am Kader vum PAG ze considéieren.

8) Et ass an der Vergaangenheet net virgesi gewiescht, dës Site als nationaal Naturschutzgebitt auszewisen, an et ass och net virgesinn, dës zu Zukunft ze maachen, well dat Gebitt net déi national erausstechend ökologesch Wichtegkeet opweist wéi aner Sitten, déi klasséiert solle ginn. Doriwwer eraus ass et net d'Politik vum MDDI, fir Naturschutzgebitt op Sitten auszewisen, déi an engem PAG en vigneur legal als Bauland ausgewise sinn. Natierlech sinn awer déi relevant ökologesch Aspekter vum Site bei der weiderer Planung ze berücksichtegen a besonnesch de Bauträger muss sécherstellen, datt hien net an e Konflikt mam Naturschutzgesetz kënn.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2323 (18.08.2016) de **Mmes Octavie Modert** et **Martine Hansen** (CSV) concernant les **transports illégaux d'animaux**:

Gemäß der „Neuen Osnabrücker Zeitung“ werden seit Wiedereinführung der Grenzkontrollen in Deutschland im September vergangenen Jahres immer häufiger illegale Tiertransporte an Deutschlands Außengrenzen entdeckt. Die Entwicklung sei besorgniserregend. Allein im ersten Halbjahr 2016 seien mehr als 350 Welpen bei Kontrollen entdeckt worden. Dies seien mehr als im gesamten Jahr 2015.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz sowie an den Herrn Finanzminister stellen:

- Ist in Luxemburg eine ähnliche Entwicklung festzustellen?

- Kann der Herr Finanzminister uns Zahlen der letzten fünf Jahre über die Kontrollen und die festgestellten Illegalitäten im Bereich Tiertransporte zukommen lassen?

- Kann der Herr Finanzminister uns Zahlen der letzten beiden Halbjahre über die Kontrollen und die festgestellten Illegalitäten im Bereich Tiertransporte zukommen lassen?

- Welche Tierarten waren in den letzten fünf Jahren am meisten von solchen in Luxemburg entdeckten illegalen Tiertransporten betroffen?

- Welche Tierarten waren in den letzten beiden Halbjahren am meisten von solchen in Luxemburg entdeckten illegalen Tiertransporten betroffen?

- Werden diese Tiere systematisch beschlagnahmt und, falls ja, wo werden sie untergebracht und für wie lange? Was geschieht danach mit diesen Tieren?

- Welche anderen Strafen erwarten in der Regel die Urheber dieser illegalen Tiertransporte?

Réponse commune (26.09.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Im Rahmen der allgemeinen Transportkontrollen, welche die Zollverwaltung alltäglich durchführt, wird auch die Einhaltung der europäischen Verordnung 1/2005 des Rates vom 22. Dezember 2004 über den Schutz von Tieren beim Transport kontrolliert.

Bei diesen allgemeinen Kontrollen waren in den letzten fünf Jahren in 33 Fällen Tiertransporte betroffen, davon fünf Fälle in den letzten beiden Halbjahren.

Insgesamt kam es in vier Fällen zu einer Strafanzeige seitens des Zolls. In einem Fall wegen Verdachts auf illegalen Hundewelpentransport und Handel, zweimal wegen festgestellter Überfrachtung mit Nutz- und Schlachtieren und in einem Fall wegen fehlender mitzuführender Transportdokumente betreffend den Tierhalter.

Über die Nutztiertransportkontrollen hinaus arbeitet der Zoll im Rahmen des Gesetzes vom 15. März 1983 über den Tierschutz, welches das Strafmaß und die Möglichkeit der Beschlagnahmung von Tieren vorsieht, mit der Veterinärverwaltung zusammen, welche die richtungsweisende Kompetenz besitzt.

In Fällen, wo Informationen betreffend etwaige Verstöße gegen den Tierschutz von Dritten der Zollverwaltung zugetragen werden, befasst der Zoll immer die Veterinärverwaltung, insbesondere um eine einheitliche Anwendung des Gesetzes zu gewährleisten.

Offizielle, gewerbliche Transporte unterliegen der Direktive 92/65/EEC; die von der Veterinärverwaltung regelmäßig kontrollierten Tiere, die über das TRACES-System vor ihrer Abreise im Ursprungsland registriert werden müssen, waren bisher alle konform.

Nicht hinter jedem illegal einreisenden Heimtier steckt eine böswillige Absicht; oftmals kennen Tierhalter die genauen gesetzlichen Bestimmungen nicht, die zu erfüllen sind, wenn man mit einem Hund, einer Katze oder einem Frettchen einreisen möchte. So werden oft streunende Tiere im Urlaubsland aufgenommen und somit in den Augen der Tierhalter gerettet und mit nach Hause genommen, ohne sich vorher über die Gesetze zu informieren. Diese Tiere haben oft weder Mikrochip, Tollwutimpfung noch einen Pass. Anderes Beispiel: Jungtiere, die z. B. bei einem Züchter im Ausland gekauft werden und noch keine gültige Tollwutimpfung haben, dürfen nach Luxemburg einreisen, wenn sie drei Bedingungen erfüllen: Mikrochip, EU-Heimtierausweis und eine schriftliche Erklärung des Tierbesitzers, dass das Tier keinen Kontakt zu Wildtieren hatte, die Tollwut übertragen können; auch hier führt die Unkenntnis der Gesetzeslage oft zu Problemen. Solche nicht konformen Hunde werden durch die enge Zusammenarbeit mit den praktizierenden Tierärzten entdeckt und gemäß der EU-Verordnung 576/2013 über die Verbringung von Heimtieren zu anderen als zu Handelszwecken entweder in ihr Ursprungsland zurückgeschickt, unter offizieller Kontrolle isoliert oder, in seltenen Fällen, z. B. bei akutem Verdacht auf Tollwut, euthanasiert.

Wird aber der Betrug durch Kontrollen von Polizei, Zoll oder Veterinärinspektion aufgedeckt, werden die Tiere beschlagnahmt und in einem der Tierheime in Luxemburg untergebracht, solange, bis die Staatsanwaltschaft eine Entscheidung getroffen hat, was mit den Tieren geschieht. Manche Tiere werden in ihr Ursprungsland zurückgeschickt, andere bleiben in der Quarantänestation des Tierheims unter Beobachtung und können später, falls sie gesund sind, weitervermittelt werden, je nach Entscheidung der Staatsanwaltschaft.

Bei Vorliegen einer illegalen Handlung muss geprüft werden, ob ein Verstoß gegen das Tierschutzgesetz vorliegt (loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la

vie et le bien-être des animaux) oder ob eventuell Bestimmungen des großherzoglichen Beschlusses über den Tiertransport nicht eingehalten werden (règlement grand-ducal du 30 juillet 2007 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n°1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et déterminant les sanctions applicables en cas d'infraction aux prescriptions de ce règlement communautaire).

Je nach Verstoß erwarten die Urheber der illegalen Tiertransporte Geld- oder Gefängnisstrafen. Handelt es sich um professionelle Tiertransporter, können diese ihre Lizenz entzogen bekommen.

Question 2324 (19.08.2016) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant le **maintien d'un commerce de proximité dans les centres-villes et consolidation d'une offre commerciale variée**:

Le développement et la gestion des centres des villes moyennes revêtent une importance capitale pour un aménagement harmonieux du territoire. Le maintien d'un commerce de proximité dans les centres-villes et la consolidation d'une offre commerciale variée ne sont réalisables que par le biais d'une politique volontariste au niveau local combinant initiative privée et engagement des pouvoirs publics.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport à l'idée d'introduire, à l'instar de ce qui existe d'ores et déjà dans d'autres pays et notamment en France depuis 2005, une forme de droit de préemption au bénéfice des communes concernant la vente de locaux commerciaux dans différents quartiers respectivement au centre des villes.

- Une autre initiative pourrait consister à créer une agence immobilière commerciale permettant à intervenir activement sur le marché des surfaces commerciales. Le Gouvernement soutient-il un tel projet permettant de lutter contre les espaces commerciaux vides et le manque de diversité de l'offre commerciale dans certaines localités?

Réponse commune (12.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

L'honorable Député Alex Bodry relève à juste titre dans sa question l'importance du commerce urbain pour les villes, tant au niveau de l'animation de la vie urbaine que de l'aménagement du territoire.

L'activité commerciale dans les centres-villes est un point saillant de l'initiative «Pakt PRO Commerce», une émanation directe du «4^e Plan PME», lancée le 15 avril 2016 par la Secrétaire d'État à l'Économie Francine Closener. D'un côté, la part croissante du commerce électronique pose des défis importants pour l'ensemble du commerce de détail. Par ailleurs, il faut assurer un juste équilibre entre les commerces de détail des centres urbains et les centres commerciaux en périphérie. L'objectif du «Pakt PRO Commerce» est de revitaliser le commerce urbain ensemble avec les responsables communaux.

En effet, les communes jouent un rôle crucial dans cette revitalisation des centres urbains et dans le maintien d'un commerce de proximité. Des entrevues ont eu lieu avec un certain nombre de communes, représentées tant par leur bourgmestre que par les responsables communaux en charge de l'activité économique, pour définir ensemble une stratégie de développement urbain. La Confédération luxembourgeoise du commerce épaula le Ministère de l'Économie dans cette démarche, tant au niveau individuel qu'au sein d'un groupe d'échange d'expériences.

Dans le cadre de cet effort, la Chambre de Commerce est en train de mettre à jour le «cadastre du commerce» qui permettra de mieux gérer les espaces commerciaux au niveau national. Le cadastre du commerce fournira les données statistiques nécessaires pour affiner les analyses.

L'approche prônée par l'honorable Député vise à mettre les communes davantage en mesure de racheter des surfaces commerciales ou des locaux vides pour garder un tissu de commerce urbain au sein des communes.

L'État, ainsi que de nombreuses communes, gèrent déjà aujourd'hui des surfaces commer-



ciales ce qui contribue à l’animation du tissu urbain. Toutefois, en tant qu’entités publiques, ils sont soit tenus de respecter les règles d’aides d’État, soit d’assurer une location des locaux au prix du marché. Afin de garantir que le loyer correspond au prix de marché, il y a lieu de procéder à un appel d’offre conformément aux dispositions européennes en la matière. Ce dernier permet souvent de cibler un certain type d’activités, comme, par exemple, le commerce de détail ou la vente de produits locaux, tandis que le critère du prix doit rester déterminant pour la sélection du bénéficiaire.

Par ailleurs, le «Pakt PRO Commerce» prévoit une meilleure gestion des surfaces de commerce qui restent vides. Le lancement de boutiques éphémères (pop-up stores) permet également de profiter des espaces commerciaux vacants. Le cadastre du commerce permettra une meilleure vue et une analyse plus fine des commerces faisant défaut dans une agglomération.

Au vu de ce qui précède, la mise en place d’un droit de préemption en faveur des communes paraît à ce stade prématurée. La création d’une agence immobilière étatique spécifique dédiée aux surfaces commerciales n’est pas prévue.

Question 2325 (22.08.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant les «Assises du Tourisme»:

Mon interpellation à la Chambre des Députés au sujet de l’évolution du secteur touristique le 20 juin 2013 (cf. *compte rendu n°12/session ordinaire 2012-2013*) était l’occasion pour discuter de vive voix de ce secteur créateur d’emplois et de richesses lequel est un vecteur fédérateur et porteur d’avenir pour nos régions, voire le pays entier. Même si le secteur est en progression, le débat en séance plénière a également permis d’identifier ce jour-là diverses faiblesses. À l’instar d’autres secteurs, je pense qu’il serait judicieux d’aborder ces défis ensemble avec les acteurs concernés.

En France, l’ancien Premier Ministre avait lancé des «Assises du Tourisme» fin novembre 2013 dans le but de mobiliser les acteurs publics et privés, professionnels et bénévoles afin d’adapter ainsi l’offre touristique aux souhaits et aspirations des visiteurs nationaux et étrangers.

Voilà pourquoi j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Économie:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à organiser, tout comme dans le domaine de la culture et de la recherche, des «Assises du Tourisme»? Dans l’affirmative, quand ces assises pourraient-elles avoir lieu au plus tard et à quel rythme?

- Le Ministère aurait-il déjà réfléchi, le cas échéant, sur un concept de travail qui pourrait servir de cadre à de telles assises?

- Selon l’avis de Monsieur le Ministre, quels pourraient être les grands pôles thématiques à élucider? Est-il envisageable de définir dans ce contexte un programme d’action pour le tourisme?

- Monsieur le Ministre envisagerait-il de mettre en place, après la tenue des assises, une structure qui assurerait le suivi des conclusions retenues? Pour ce faire, est-ce que la démarche engagée suite aux «Assises de la Culture» tenues en juillet 2016 à Luxembourg pourrait être considérée comme un modèle à suivre dans le secteur du tourisme?

Réponse (23.09.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l’Économie*:

Le Ministère de l’Économie a prévu d’organiser tous les deux ans une conférence nationale du tourisme dont la première édition aura lieu au premier trimestre 2017. L’objectif est de réunir les différents acteurs du secteur afin de les sensibiliser et de les informer sur des sujets d’actualité dans le domaine du tourisme, de leur offrir une plate-forme d’échange et de susciter une discussion constructive.

L’événement sera axé sur une thématique concrète d’intérêt général pour le secteur. Pour la première édition, il est envisagé de se focaliser sur l’évolution digitale du secteur avec une attention particulière sur «l’évaluation par le client». Cette thématique concerne de nombreux acteurs touristiques (hébergement, restauration, attractions, etc.). D’autres axes thématiques potentiels sont: le tourisme actif, le secteur MICE, les aides financières. Le tourisme est un secteur dynamique et très varié. Il faudra

veiller à éviter les thèmes de niches trop spécifiques, qui se prêtent moins à une discussion à large échelle au niveau national, mais aborder des sujets touchant de façon générale le secteur et la majorité de ses acteurs.

Les sujets seront identifiés en amont de chaque édition, selon l’actualité et la pertinence pour le secteur.

Au-delà de cette conférence, le secteur du tourisme dispose déjà d’une structure de coordination et d’échange, sous forme du GIE Luxembourg for tourism, qui regroupe tous les acteurs majeurs du secteur.

Question 2326 (22.08.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **familles d’accueil**:

Le Gouvernement avait déclaré en septembre 2015, que la raison pour laquelle parfois des nouveau-nés sont gardés durant les premiers mois de leur vie au sein d’hôpitaux suite à une mesure de garde provisoire prononcée par le juge de la jeunesse, est lié à un manque de familles d’accueil prêtes à offrir un milieu familial sécurisant.

Sachant que récemment le Gouvernement a lancé une campagne de sensibilisation afin de trouver davantage de familles d’accueil, j’aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Combien de nouvelles familles se sont déclarées prêtes à accueillir un enfant?

2. Combien de nouveau-nés ont été placés dans des familles d’accueil en 2016?

3. Qu’en est-il de la construction annoncée en 2015 d’une nouvelle pouponnière pour la Maison Françoise Dolto prévue pour accueillir 48 enfants de moins de trois ans?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. L’activité «d’accueil socio-éducatif en famille d’accueil» ou «placement familial» constitue une mesure d’aide à l’enfance au sens de l’article 11 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l’aide à l’enfance et à la famille et ce en faveur d’enfants en situation de détresse psychosociale. En date du 1^{er} avril 2016, 494 enfants étaient accueillis dans une famille d’accueil «jour et nuit» dont 201 auprès d’un membre plus ou moins éloigné de leur famille.

J’ai lancé avec mes collaborateurs de l’Office national de l’enfance la campagne «Gitt Fleegefamill!» en date du 23 mai 2016 pour sensibiliser le grand public et recruter de nouvelles familles d’accueil.

Cette campagne a suscité de nombreuses manifestations d’intérêt: 137 appels téléphoniques au mois de mai et 99 au mois de juin 2016 sur le numéro d’appel gratuit, 200 «page views» en moyenne par jour du site Internet spécifique et présence de 99 personnes intéressées lors des deux séances d’information les 16 juin et 7 juillet 2016. Retenons aussi que la presse s’est largement impliquée dans la campagne.

En date du 20 septembre 2016, 37 dossiers de candidature formalisés ont été envoyés suite à la campagne. En général les familles intéressées ont besoin d’un certain temps de réflexion avant de s’engager dans un projet «famille d’accueil». Ainsi le Ministère va probablement encore recevoir un certain nombre de candidatures au cours des prochains mois. Le même nombre de familles ont été mises en contact avec un service d’accompagnement pour accomplir la procédure de sélection, d’initiation et de formation.

ad 2. Depuis le premier janvier 2016, onze nouveaux placements en familles d’accueil agréées d’enfants de moins de trois ans ont pu être mis en œuvre. Deux de ces enfants ont été accueillis en famille d’accueil à leur naissance. Les neuf autres enfants ont bénéficié de mesures d’aide préalables à l’accueil en famille. Ainsi quatre enfants ont bénéficié d’un court séjour dans un centre d’accueil spécialisé pour enfants de moins de trois ans et un enfant a transité par une famille d’accueil de dépannage. En ce qui concerne quatre enfants sur les onze un essai de réintégration familiale a été mis en œuvre.

Il y a lieu de souligner que l’Office national de l’enfance a mis en place, dans le même intervalle de temps, six nouveaux suivis de situations d’accueil en famille «proche» d’enfants de moins de trois ans. Ainsi un total de 17 enfants de moins de trois ans ont ainsi pu être intégrés dans un encadrement de type familial en 2016, alors que 16 autres enfants de moins de trois ans sont toujours accueillis dans un centre d’accueil.

Indiquons à titre d’information que les enfants de moins de trois ans représentent en 2015 7,2% des enfants bénéficiant d’une mesure d’accueil jour et nuit.

Pour promouvoir l’accueil en famille et pour mieux encadrer les différentes situations d’accueil en famille, le Gouvernement entend déposer au cours des prochains mois un projet de loi spécifique.

ad 3. La Maison Dolto a été créée en 2007 afin de répondre à une situation d’urgence. Elle accueille des nouveau-nés et des enfants en bas âge avec des besoins médicaux spécifiques ainsi que des difficultés de développement.

Actuellement, la Maison Dolto est organisée sur deux sites géographiques distincts et peu appropriés pour l’accueil des bébés. C’est la raison pour laquelle le Gouvernement prévoit la construction de la nouvelle Maison Dolto à Pétange.

La nouvelle construction prévoit 32 places pour des bébés âgés de zéro à trois ans et 16 places pour les enfants de plus de trois ans. L’Administration des bâtiments publics coordonne le projet dont question et actuellement, l’élaboration de l’avant-projet sommaire est en cours.

Question 2327 (22.08.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **l’intégration des réfugiés sur le marché du travail**:

Selon la législation en matière d’asile et de protection internationale, les demandeurs de protection internationale peuvent se voir délivrer sous certaines conditions une autorisation d’occupation temporaire. Les bénéficiaires du statut de réfugié sont autorisés à exercer une activité salariée immédiatement après que le statut de réfugié leur a été octroyé.

Au vu de ce qui précède, j’aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l’Intégration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire:

- Le Gouvernement peut-il m’informer sur le nombre de demandeurs de protection internationale en cours de procédure ayant obtenu une autorisation provisoire de travail temporaire depuis 2014?

- Combien de demandeurs de protection internationale ayant obtenu le statut de réfugié possèdent un contrat de travail et occupent actuellement un emploi?

- Quel est le taux d’emploi des réfugiés reconnus?

- Quels moyens sont mis en œuvre par le Gouvernement en vue de soutenir l’intégration des réfugiés sur le marché du travail?

Réponse commune (20.09.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l’Intégration*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire*:

En réponse à la question parlementaire de l’honorable Député, la Direction de l’immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes, qui délivre les autorisations provisoires de travail temporaire aux demandeurs de protection internationale, a fourni les chiffres ci-dessous:

	Nombre de premières délivrances	Nombre de renouvellements	Nombre total
2014	5	18	23
2015	3	4	7
2016 (janvier - juin)	/	3	3

Une intégration réussie des réfugiés nouvellement arrivés sur le territoire passe avant tout par une intégration réussie sur le marché du travail. Ainsi, dans la suite d’une décision du Gouvernement en Conseil, la Direction de l’immigration ainsi que l’OLAI recueillent des informations concernant le niveau de qualification ainsi que les connaissances linguistiques des demandeurs de protection internationale qui arrivent au Luxembourg. Ces données seront utiles pour l’ADEM et le SNAS dans l’accompagnement des réfugiés reconnus. Par ailleurs, l’ADEM développe ensemble avec la FEDIL ainsi qu’avec le Luxembourg Centre for Systems Biomedicine de l’Université du Luxembourg (LCSB) un système d’évaluation des compétences théoriques et techniques, ce qui permettra à l’ADEM de mieux orienter ces personnes et de leur proposer, le cas échéant, des formations ou des mesures en faveur de l’emploi, conformément à la législation en vigueur.

Actuellement, les données disponibles ne permettent pas encore de connaître le nombre de réfugiés sous contrat de travail, ni de déterminer un taux d’emploi des réfugiés.

Question 2328 (22.08.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** (CSV) concernant les **étudiants en médecine dans une université francophone belge**:

La Fédération Wallonie-Bruxelles a instauré à partir de l’année académique 2015-2016 un examen de sélection dans les universités belges francophones entre la première et la deuxième année de médecine afin de limiter le nombre d’étudiants admis en deuxième année et de respecter ainsi les quotas de numéro INAMI (Institut national d’assurance maladie-invalidité) fixés par le Gouvernement fédéral. Pour rappel, afin de pouvoir exercer sa profession en Belgique, chaque médecin se voit attribuer un numéro INAMI qui permet aux patients de se faire rembourser les soins de santé.

Saisi par huit étudiants qui avaient réussi la session d’examens de première année en médecine mais qui avaient raté «le concours bouche-rie», le Conseil d’État vient de se prononcer en faveur d’une suspension du classement du nouveau concours considérant comme arbitraires le contingentement fédéral et par effet de ricochet le quota d’étudiants décidé par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour s’y conformer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que l’article 5§7 de l’arrêté royal du 12 juin 2008 visant à délivrer un numéro INAMI aux étudiants en médecine qui prévoit une dérogation pour les étudiants originaires d’États membres de l’Union européenne dont les universités n’offrent pas de cycle de formation complet en médecine a été transposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles?

- Plus concrètement, les étudiants luxembourgeois sont-ils dispensés de l’examen-concours lors de leur passage en deuxième année d’études dans une université francophone belge dans la mesure où ils sont à considérer à part de la procédure réglementaire d’attribution des numéros INAMI?

- Si tel n’est pas le cas, quelles sont les conséquences exactes de cet arrêt du Conseil d’État belge pour tous les étudiants en médecine et plus précisément pour les étudiants luxembourgeois?

- Le Ministre n’estime-t-il pas qu’il est impératif d’intervenir auprès des autorités belges compétentes afin que les étudiants luxembourgeois issus ou non de l’Université du Luxembourg ne soient pas soumis à la procédure réglementaire en question pour les années académiques à venir?

Réponse (28.09.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l’Enseignement supérieur et à la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés au sujet des étudiants en médecine dans une université francophone belge, j’ai l’honneur d’apporter les précisions suivantes.

Pour pouvoir être diplômés en Belgique, les aspirants médecins doivent obtenir à la fin de la

	Nombre de premières délivrances	Nombre de renouvellements	Nombre total
2014	5	18	23
2015	3	4	7
2016 (janvier - juin)	/	3	3

sixième année d’études un numéro de l’Institut national d’assurance maladie-invalidité (INAMI). Il s’agit d’une immatriculation du médecin en Belgique, condition pour que les patients puissent obtenir le remboursement des soins. Depuis des années, le nombre de médecins sortant des universités francophones en Belgique a dépassé le nombre de numéros INAMI alloués. La Flandre a réglé la question en instaurant dès 1997 un examen à l’entrée des études de médecine. Divers systèmes ont été essayés en Communauté française de Belgique puis abandonnés. Il y a lieu de noter que, libre-circulation de l’UE oblige, chaque médecin venant de l’étranger reçoit automatiquement son numéro INAMI, ce qui entraîne une discrimination à rebours à l’encontre des étudiants résidents belges. Jusqu’en 2015, les responsables des universités francophones ont puisé dans les numéros INAMI des futures générations pour pouvoir donner à tous les étudiants franco-



phones un numéro INAMI. Or, la Ministre fédérale de la Santé Maggie De Block n'a plus accepté cette situation et a menacé de ne plus accorder de numéros INAMI aux universités francophones de Belgique. En 2015-2016, 280 résidents luxembourgeois ont étudié la médecine (premier et deuxième cycles et spécialisations) dans les universités francophones de Belgique, dont 80% ont commencé leurs études en médecine dès la première année d'études en Belgique.

Il y a lieu de souligner que la Communauté française de Belgique, par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, a abrogé la dérogation du décret du 25 mai 2007 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur qui permettait chaque année à 15 étudiants de l'Université du Luxembourg d'obtenir une attestation d'accès à la deuxième année d'études du premier cycle en médecine. Je me dois de constater que l'honorable Députée Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Gouvernement à l'époque, n'est pas intervenue auprès des responsables politiques de la Communauté française de Belgique contre l'abrogation de cette dérogation en faveur des étudiants luxembourgeois. Selon les informations dont disposent les services du Ministère, une réunion bilatérale entre le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles Rudy Demotte, le Premier Ministre Juncker et la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Martine Hansen a eu lieu à la date du 17 juin 2013. Lors de cette réunion, la question des études en médecine en Belgique a été effleurée mais les discussions se sont limitées à la question de la ventilation des étudiants luxembourgeois sur les cinq universités de la Communauté française de Belgique.

Par conséquent, l'abrogation de cette dérogation a eu comme conséquence que, si en septembre 2013 dix étudiants de l'Université du Luxembourg ont encore obtenu une attestation d'accès à la deuxième année d'études en médecine dans les universités francophones belges, le nombre d'étudiants de l'Université du Luxembourg bénéficiant d'une telle attestation d'accès a baissé à trois unités en septembre 2014 et à deux unités en septembre 2015.

Une fois que j'ai pris connaissance, fin 2014, des problèmes d'accès à la deuxième année d'études en médecine dans une université francophone belge de nos étudiants ayant fait leur première année d'études à l'Université du Luxembourg, 19 entrevues ont eu lieu avec les différentes instances politiques belges afin de permettre de nouveau à nos étudiants d'avoir accès à la deuxième année d'études en médecine dans une université francophone belge et de profiter de l'exemption des étudiants luxembourgeois du quota fédéral selon l'article 5, point 7 de l'arrêté royal de 12 juin 2008.

Lors de la huitième réunion dite «Gäichel», le 5 février 2015 à Bruxelles, le Gouvernement luxembourgeois est intervenu la première fois auprès du Gouvernement belge et la déclaration commune a retenu que: «Un échange sur la politique fédérale belge en matière d'accès aux études de médecine pour les étudiants luxembourgeois ainsi que sur les décisions prises en ce qui concerne l'attribution de numéros INAMI a eu lieu. Il a été retenu que les étudiants luxembourgeois qui ont initié leur formation de base en 2014 ou avant se voient attribuer des numéros INAMI jusqu'en 2020.»

Lors d'une entrevue du 18 mai 2015 à Bruxelles, j'ai fait part de nos inquiétudes au Ministre Jean-Claude Marcourt de la Communauté française de Belgique concernant l'introduction d'un filtre en fin de première année d'études en médecine et les éventuelles conséquences pour les étudiants luxembourgeois ayant fait leur première année d'études en médecine à l'Université du Luxembourg et souhaitant accéder à la deuxième année d'études en médecine dans une université francophone belge.

Face à la pression du Gouvernement fédéral, la Communauté française de Belgique a finalement introduit, par le biais du décret du 8 juillet 2015 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, un filtre en fin de première année d'études en médecine. Ce nouveau filtre est une autre façon de coter les examens de première année, et permet d'établir des listes d'étudiants en ordre décroissant. Ces listes permettent de sélectionner les étudiants pouvant poursuivre en deuxième année d'études, le nombre total de places ouvertes étant calculé sur le nombre de numéros fixés par le Gouvernement fédéral. Ce système est structuré dans le même esprit que le décret du 7 novembre 2013, de telle manière qu'il n'est pas possible actuellement pour un étudiant ayant réussi sa première année de médecine à l'Uni-

versité du Luxembourg de poursuivre le reste de sa formation en médecine dans une université francophone.

Or, selon l'article 5, point 7 de l'arrêté royal de 12 juin 2008, les étudiants luxembourgeois sont exemptés du quota fédéral: «Ne sont pas comptabilisés dans les chiffres visés à l'article 3 les candidats et les titres professionnels particuliers suivants:

(...)

7° Le titre professionnel particulier de médecin généraliste et le titre professionnel particulier de médecin spécialiste pour les candidats disposant d'un diplôme d'études secondaires octroyé par un État membre de l'Espace économique européen qui n'organise pas de formation complète menant au diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements.»

Il y a lieu de souligner que l'exemption de l'article 5, point 7 couvre uniquement les étudiants qui ont terminé leurs études secondaires au Luxembourg.

Toutefois, le décret du 8 juillet 2015 ne reprend pas explicitement les exemptions de l'arrêté royal du 12 juin 2008. Mais il prévoit que le Gouvernement de la Communauté française, en fixant le nombre de places en deuxième année, tiendra compte de la législation fédérale sur la planification de l'offre médicale (article 4 du décret et modifiant l'article 110/3 du décret du 7 novembre 2013).

Les agents du Ministère de l'Enseignement supérieur et de l'ambassade du Luxembourg à Bruxelles se sont rendus conjointement au cabinet du Ministre Marcourt le 28 août 2015, afin d'avoir confirmation que la Communauté française respectera l'exemption que le Luxembourg a reçue du Gouvernement fédéral dans la mise en œuvre de la législation fédérale sur la planification médicale.

La réaction du cabinet fut évasive, car, selon lui, le Gouvernement fédéral serait en train de réviser l'arrêté royal de 2008, révision qui pourrait être publiée dans les mois à venir, et qu'il n'est donc plus sûr que l'exemption de l'article 5, point 7 subsisterait dans le nouveau texte. C'est pourquoi, dans une première réaction, le cabinet a proposé comme solution que tous les résidents luxembourgeois souhaitant poursuivre des études de médecine en Belgique commencent leurs études dès la première année en Belgique. Le côté luxembourgeois a contesté cette solution, et le cabinet de la Ministre De Block nous a assuré par la suite qu'il n'a pas prévu de réviser l'exemption de l'article 5, point 7 pour le moment.

Lors d'une rencontre du 10 septembre 2015 entre le Ministre-Président Rudy Demotte et le Premier Ministre Bettel, il a été retenu de créer un groupe de travail chargé d'élaborer un accord pour que les étudiants résidents luxembourgeois bénéficient, dans la mise en œuvre du décret du 8 juillet 2015, de l'exemption du quota INAMI accordée par le pouvoir fédéral. Lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace le 21 septembre 2015, j'ai fait un rapport succinct sur l'état de la situation et sur les démarches entreprises depuis le début de l'année 2015 auprès des autorités belges compétentes afin de maintenir un régime favorable aux étudiants ayant accompli leur première année d'études à l'Université du Luxembourg et souhaitant poursuivre leur parcours académique en Belgique.

Jusqu'en décembre 2015, ce groupe de travail s'est réuni à trois reprises et a élaboré un projet de protocole relatif à la coopération universitaire en formation médicale entre le Gouvernement luxembourgeois et celui de la Communauté française de Belgique. Ce projet de protocole propose qu'un maximum de 32 étudiants de l'Université du Luxembourg, qui ont réussi la première année et se sont classés en rang utile, peuvent obtenir une attestation d'accès en deuxième année d'études en Communauté française de Belgique. Ce projet d'accord reconnaîtrait également que des étudiants/médecins stagiaires des universités belges soient accueillis au Centre Hospitalier du Luxembourg dans le cadre de leur formation de deuxième et troisième cycles d'études médicales.

Toutefois, la Communauté française de Belgique a demandé des assurances que les étudiants luxembourgeois issus de la première année de l'Université du Luxembourg ou les étudiants ayant obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires au Luxembourg et qui commencent leur première année en Communauté française de Belgique continuent à être exemptés par le Gouvernement fédéral du quota INAMI à l'avenir, et surtout que le Gouvernement fédéral accepte qu'ils soient exemptés durant leurs études des quotas annuels d'attestations d'accès à l'année d'étude suivante que délivre la Communauté française de

Belgique. La Communauté française de Belgique craint que le Gouvernement fédéral lui tienne rigueur si le nombre d'étudiants en deuxième année est supérieur au nombre d'attestations d'accès et soupçonne la Communauté française de Belgique d'essayer de flouer par ce moyen son nouveau filtre. Mais l'option d'inclure les étudiants dans le quota d'attestations d'accès (tout en les dispensant du filtre vu leur exemptions INAMI) est rejetée par la Communauté française de Belgique car cela équivaldrait à une réduction de facto des numéros INAMI que la Communauté française de Belgique recevrait in fine pour ses propres résidents.

À défaut d'une telle confirmation par le Gouvernement fédéral, la Communauté française de Belgique estime qu'il lui est impossible de signer le protocole négocié en commun, de sorte que l'option de poursuivre les études en médecine en Belgique après une première année d'études à l'Université du Luxembourg serait de facto exclue.

Le 26 janvier 2016, j'ai eu l'occasion d'aborder cette question avec la Ministre fédérale de la Santé Maggie De Block, qui a estimé devoir soulever au sein du Gouvernement fédéral la question de savoir s'il serait disposé à accepter que le numerus d'allocations d'accès, fixé par la Communauté française de Belgique en application du décret du 8 juillet 2015, soit augmenté d'un nombre égal aux étudiants luxembourgeois bénéficiant de l'exemption du contingentement INAMI.

Le Premier Ministre Bettel a écrit le 3 février 2016 à son homologue belge à ce même sujet. Le Premier Ministre Charles Michel lui a répondu le 20 avril 2016, confirmant que l'exemption de l'article 5, point 7 de l'arrêté royal de 2008 sera bien maintenue, mais que la question d'accorder un quota séparé pour les étudiants luxembourgeois tombant sous l'exemption de l'arrêté royal de 2008 (peu importe s'ils sont passés par l'Université du Luxembourg ou s'ils ont débuté directement leurs études en Belgique) devra être traitée en même temps que la Commission de la planification médicale fixe les nouveaux quotas INAMI et que le Gouvernement fédéral discute avec les communautés française et flamande d'une modification de l'arrêté royal de 2008.

L'ambassade du Luxembourg en Belgique a visité ces derniers mois les conseillers de santé publique des cabinets des Vice-Premiers Ministres fédéraux flamands De Croo et Kris Peeters et de la Vice-Ministre-Présidente flamande Crevits. Tous furent d'accord qu'il serait logique - si les étudiants luxembourgeois sont exclus du contingentement INAMI en fin d'études de médecine - qu'ils auront aussi accès en deuxième année pour un maximum de 32 étudiants.

Lors de la neuvième réunion dite «Gäichel», le 4 juillet 2016, la déclaration commune a retenu que les deux gouvernements ont abordé la question de l'accès aux études de médecine pour les étudiants luxembourgeois en Belgique et ont noté avec satisfaction que l'exemption du contingentement INAMI des étudiants ayant obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires au Luxembourg sera maintenue.

En ce qui concerne les conséquences exactes de l'arrêt du Conseil d'État belge, le Ministre Marcourt a attendu les décisions finales des tribunaux, saisis par plusieurs étudiants pour passer en deuxième année de médecine. Les tribunaux ont estimé que l'accès en deuxième année ne pourrait être refusé aux étudiants ayant réussi leur première année d'études et ont ordonné l'inscription de ces étudiants en deuxième année.

Pour conclure, je peux donc vous assurer que durant les 20 derniers mois, l'actuel Gouvernement est intervenu à diverses reprises et à plusieurs niveaux auprès des instances belges et continue de se pencher très activement sur ce dossier afin de permettre de nouveau aux étudiants luxembourgeois ayant fait leur première année d'études en médecine à l'Université du Luxembourg d'avoir accès à la deuxième année d'études en médecine dans une université francophone belge.

Question 2329 (23.08.2016) de M. Roy Reding (ADR) concernant les prix de l'essence et du diesel:

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, bidden ech lech, dës parlamentaresch Fro un den Här Finanzminister weiderzeleeden.

Laut „Essentiel Online“ vun haut goufen déi nei Präisser fir Bensinn an Diesel ab dem 23.08.2016 vum Stat esou festgeluecht:

Prix du litre de diesel

- 0,941 euro

Prix du litre de l'essence

- Sans-plomb 95: 1,104 euro

- Sans-plomb 98: 1,166 euro

Et gëtt net nëmmen TVA op Bensinn an Diesel, mä de Stat kasséiert och Akzisen.

Vill Bierger si sech net bewosst, wéi de Präis vu Bensinn an Diesel op der Tankstell sech zesummesetzt.

- Kënnt Dir mir soen, wéi dee Präis sech genau zesummesetzt, dat heescht, ganz konkret, wéi vill Cent pro Liter Bensinn, mat oder ouni Bläi, a wéi vill Cent pro Liter Diesel um 23.08.2016 vum Präis op der Tankstell un de Stat ginn, sief et als TVA oder als Akzisen, a wéi vill Cent schlussendlech bei der Pétrolsfirmen bleiwen?

Réponse (22.09.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

D'Äntwert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro ass an dësem Tableau zesummegefaasst. Déi spezifesch Akzisentaxe vun de Pétrolsproduite ginn ëmmer pro Unitéit vun 1.000 Liter definéiert, mä fir d'Fro par rapport zum Liter-Präis ze beäntweren, ass dës Charge fiscale op de Liter erofgerechent.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dem Finanzminister si keng kommerziell Parametere vun de Pétrolsfirmen bei der Struktur vum Präis ouni Taxe bekannt.

Question 2330 (23.08.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement fondamental:

Le recrutement d'instituteurs fonctionnaires se fait par voie de concours, organisé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Il s'agit d'un concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. Les candidats qui se placeront en rang utile selon leurs résultats aux épreuves seront admis au stage pédagogique dans la limite des postes disponibles, indépendamment des notes obtenues.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre exact d'instituteurs fonctionnaires qui seront engagés pour l'année scolaire 2016-2017?
2. Quel est le programme de recrutement pour les prochaines années?
3. Quel est le nombre de candidats qui seront admis au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2016-2017?
4. Combien de candidats à la fonction d'instituteur ont participé au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental?
5. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de candidats classés en rang utile et donnant accès au stage préparant à la fonction d'instituteur qui avaient une note insuffisante dans une des deux épreuves écrites (méthodologie-didactique/culture luxembourgeoise)?
6. Dans quelles épreuves les candidats ont-ils rencontré les plus grandes difficultés?

Réponse (07.09.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1. et 3. Pour l'année scolaire 2016-2017, 192 instituteurs sont admis au stage pédagogique dont dix pour le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique et 182 pour l'enseignement fondamental.

ad 2. Le programme de recrutement pour l'enseignement fondamental est conforme au plan de recrutement adopté par le Conseil de gouvernement dans sa séance du 17 juin 2016 et se présente comme suit:

Année scolaire 2016-2017: 182 postes

Année scolaire 2017-2018: 239 postes

Année scolaire 2018-2019: 241 postes

Année scolaire 2019-2020: 245 postes

Année scolaire 2020-2021: 250 postes



ad 4. 234 candidats se sont présentés aux épreuves du concours, un s'est désisté en cours de route.

ad 5. et 6. Parmi les 193 candidats classés en rang utile lors du concours, session 2016, 65 ont obtenu une note insuffisante en méthodologie-didactique, 49 en culture luxembourgeoise, parmi ceux-ci, 24 candidats ont obtenu deux notes insuffisantes.

Question 2331 (23.08.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les remplacements temporaires de membres du personnel enseignant dans les écoles fondamentales:

Pour effectuer des remplacements temporaires de membres du personnel enseignant dans les écoles fondamentales (congé de maladie, congé de maternité etc.), le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse engage des remplaçants temporaires qui doivent disposer d'une attestation habilitant à faire des remplacements. L'attestation à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental peut s'obtenir suite à un stage de quatre semaines dans l'enseignement fondamental, validé par l'inspecteur. Il me revient dans ce contexte que certains enseignants cherchaient activement sur les réseaux sociaux un remplaçant temporaire pour la prise en charge de leur classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement est-il au courant de cette situation?

- Monsieur le Ministre est-il confronté à des problèmes au niveau du recrutement de remplaçants temporaires et le cas échéant Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le besoin en remplaçants temporaires jusqu'à la rentrée scolaire?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à ce manque éventuel de remplaçants temporaires dans l'enseignement fondamental?

- Quel est le nombre de remplaçants temporaires actuellement disponibles?

- Combien des remplaçants temporaires sont intervenus l'année dernière dans l'enseignement fondamental?

- Selon quelle procédure l'affectation du personnel remplaçant est-elle opérée?

Réponse (21.10.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Le remplacement temporaire des membres du personnel enseignant est régi par les chapitres V et VI de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et notamment par ses articles 15 et 27.

Ainsi fût créée une réserve de suppléants dont les membres «ont pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur (...)» et dont des membres sont affectés aux bureaux régionaux en vue du remplacement des absences de longue durée. Parallèlement à ces affectations, un certain nombre d'instituteurs a été affecté aux communes qui ont choisi d'organiser elles-mêmes les remplacements nécessaires.

Finalement, «à défaut de disponibilité de membres de la réserve de suppléants, l'État peut procéder au remplacement temporaire d'un instituteur ou pourvoir à une vacance de poste en cours d'année par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental délivrée par le ministre». Il convient de noter que chaque remplaçant potentiel doit disposer de l'attestation mentionnée ci-dessus; les détenteurs de cette attestation sont gérés dans une base de données centrale de mon Ministère.

L'article 61 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental attribue l'organisation du «remplacement en cours d'année du personnel enseignant» aux inspecteurs de l'enseignement fondamental qui sont épaulés dans cette tâche par les agents administratifs de leurs bureaux respectifs.

Pour seconder les inspecteurs E.F. et leur personnel administratif dans cette tâche, mon département a mis en place depuis quelques années un système informatisé permettant permettant la gestion des remplacements (confi-

guration des disponibilités et desideratas des remplaçants potentiels, recherche de remplaçants disponibles et affectation de l'agent choisi au remplacement à effectuer).

En ce qui concerne les absences, il y a lieu de distinguer entre les absences de courte durée et les absences de longue durée; ces dernières sont engendrées notamment par les congés de maternité, les congés parentaux et les congés pour travail à mi-temps ou les congés sans traitement qui débutent au courant de l'année scolaire ou encore les congés pour maladie grave. Le remplacement de ces congés de longue durée est effectué de préférence par des agents de la réserve de suppléants.

Les congés de courte durée sont imprévisibles et des impasses dans le remplacement peuvent être liées à des épidémies survenant à certaines périodes de l'année et touchant un grand nombre d'enseignants simultanément. Dans de tels cas, les enfants d'une classe pour laquelle un remplacement ne peut plus être organisé, sont répartis sur d'autres classes ou bien sont pris en charge par des enseignants disponibles pendant certaines plages horaires.

Au cours de l'année scolaire 2015-2016, 1.080 personnes ont effectué des remplacements ou ont été disponibles pour effectuer des remplacements.

À la rentrée scolaire 2016-2017 et suite à une information de la part des inspecteurs de l'enseignement fondamental, 285 absences de longue durée sont en cours, dont le remplacement est assuré par 189 agents, membres de la réserve de suppléants et par 92 agents qui bénéficient d'un contrat à durée déterminée en vertu de l'article 27 mentionné ci-dessus; dans six cas le remplacement n'est pas nécessaire suite à une réorganisation interne des enseignements.

Il faut convenir qu'à l'heure actuelle un certain manque d'agents disponibles à effectuer des remplacements doit être constaté. Cependant, au cours du mois d'octobre, un nombre élevé de candidats entameront le stage pour l'obtention de l'autorisation de remplacement.

Question 2332 (23.08.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la base nautique de Lultzhausen:

Pendant les mois d'été, le lac de la Haute-Sûre attire les adeptes des sports aquatiques. Dans ce contexte, la base nautique à Lultzhausen offre des formations relatives à plusieurs activités sportives, comme la voile, le canoë, le kayak, le Stand Up Paddling etc. Or, ni la plupart des touristes, ni les habitants de la région ne peuvent profiter de cette offre de matériel nautique, car la base nautique ne fait en principe pas de location de matériel. En effet, il s'agit d'une infrastructure gérée en coopération par le Ministère des Sports et le Service national de la jeunesse pour offrir des activités de plein air aux jeunes et aux adolescents. Sont visés les classes scolaires de l'enseignement fondamental, de l'enseignement ainsi que des groupes de jeunes hébergés souvent à l'auberge de jeunesse de Lultzhausen.

Dans le but d'agrandir l'offre touristique et de loisirs dans le nord-ouest du Luxembourg, il serait souhaitable que les touristes et les habitants de la région puissent également profiter de cette infrastructure et de cette offre de sports nautiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Le Gouvernement envisage-t-il de mettre à disposition d'utilisateurs externes le matériel nautique de la base nautique à Lultzhausen? Sous quelles conditions cette «mise à disposition» respectivement la location du matériel seraient-elles possibles?

2. Le Gouvernement envisage-t-il la participation de touristes (non hébergés à l'auberge de jeunesse) ainsi que des habitants de la région aux cours organisés par la base nautique? Sous quelles conditions cette participation serait-elle possible?

3. Sous quelles conditions une personne physique ou morale est-elle autorisée à offrir des activités de sports nautiques telles que le canoë-kayak, le surf, la planche à voile, la voile, etc. au lac de barrage de la Haute-Sûre?

4. Combien d'autorisations donnant droit à ces activités ont été accordées?

5. Existe-t-il une limite du nombre total d'autorisations? Laquelle?

Réponse commune (03.10.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de Mme

Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

La base nautique de Lultzhausen, qui se trouve dans la zone de protection II du barrage d'Esch-sur-Sûre, est gérée par le Service national de la jeunesse (SNJ) en partenariat avec le Ministère des Sports. Alors que le SNJ assure la coordination des activités sur le site, le Ministère des Sports est responsable de l'entretien des infrastructures et du matériel. Il est à noter qu'il n'y a pas de relation directe entre la participation aux activités de la base nautique et le fait de séjourner à l'auberge de jeunesse de Lultzhausen, c'est-à-dire qu'il ne faut pas séjourner à l'auberge, gérée d'ailleurs par l'association des Auberges de jeunesse luxembourgeoises, pour pouvoir profiter de la base nautique, gérée par l'État.

La capacité maximale de la base nautique est de trois à quatre groupes ou classes simultanément.

ad 1. Depuis de longues années la base nautique accueille des groupes externes qui profitent du matériel nautique. Depuis la fin des travaux de rénovation de la base nautique en 2010, le nombre de groupes externes a connu une progression importante. En effet, alors que pour la saison 2009-2010, il y avait 30 groupes externes, ce nombre est de 82 pour la saison 2015-2016.

Par groupes externes, on entend des groupes qui ne sont ni des classes scolaires, ni des groupes organisés directement par le SNJ (p. ex. des groupes de colonies). Il s'agit par contre de groupes provenant de services communaux, centres de vacances, associations, maisons de jeunes, foyers de jeunes, maisons relais ou services sociaux.

En termes de fréquentation, la proportion des groupes externes est de 25% sur un total de 4.800 participants uniques pendant la dernière saison.

La base nautique ne fait pas de mise à disposition de matériel sans encadrement vu qu'il faut aussi assurer la sécurité sur l'eau et veiller à l'état du matériel nautique. Par contre l'équipe sur place adapte son intervention aux demandes et besoins des groupes.

À noter qu'une partie des infrastructures est utilisée par un club de plongée sportive.

ad 2. L'accueil de touristes à la base nautique n'est actuellement pas prévu. Ceci est dû au fait que la base nautique a été initiée à partir de 1975 par des enseignants d'éducation sportive qui ont voulu offrir à leurs élèves des activités nautiques. Ainsi les deux ministères en charge de la base nautique ont donné la priorité aux groupes de jeunes et le programme de rénovation de la base nautique prévoyait l'accueil de groupes inscrits d'avance et non l'accueil d'individus faisant une demande spontanée. Ainsi il n'y a ni de guichet d'accueil, ni de vestiaires individuels en place. En outre, les circulations ne sont pas adaptées à des groupes non accompagnés et le matériel en place n'est adapté qu'à une tranche d'âge assez limitée (env. dix ans à 18 ans).

L'accueil de touristes - souvent individuels et spontanés - nécessiterait une toute autre sorte d'organisation administrative (secrétariat, accueil, comptabilité) et logistique (sanitaires, vestiaires, casiers, matériel, tailles vestes de sécurité ou néoprènes, surveillance, encadrement) que celle en place. Aussi faudrait-il clarifier la question des responsabilités en cas de location et la compatibilité avec les mesures de protection du réservoir en eau potable (voir point 3).

Vu la demande importante de la part des groupes de jeunes et vu les capacités d'accueil et d'encadrement limitées, l'accueil de touristes se limite actuellement à quelques groupes constitués par l'auberge de jeunesse de Lultzhausen.

En ce qui concerne les habitants de la région, on peut noter que de nombreux enfants et jeunes participent aux activités de la base nautique, soit avec leur classe scolaire, soit à travers un service communal, une maison relais ou une association. La base nautique ouvre annuellement ses portes à tous les habitants pendant la Nuit des sports.

La base nautique obtient régulièrement des demandes de location, surtout pendant les périodes de vacances et pour la plupart spontanées. Il n'y a cependant pas de statistiques sur les besoins réels. Une concertation entre les ministères concernés pour analyser les besoins et la faisabilité d'un accueil de touristes est envisagée.

ad 3. La pratique d'activités sportives et de loisirs sur le plan d'eau est régie par la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection sanitaire du barrage d'Esch-sur-Sûre, le règlement grand-ducal modifié du 12 novembre

1971 relatif à l'utilisation du plan d'eau du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre et le règlement grand-ducal du 14 juin 1994 relatif à la pratique de canotage sur les plans d'eau.

Les activités sportives et de loisirs sont autorisées dans la zone de protection II du barrage d'Esch-sur-Sûre. L'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 1971 relatif à l'utilisation du plan d'eau du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre précise que les bateaux ou engins doivent être autorisés par le Ministre de la Santé publique. L'article 5 stipule que «l'embarquement, le débarquement, la mise à l'eau et la mise à terre des bateaux et engins, soumis à l'autorisation du Ministre de la Santé publique, ne pourront se faire qu'aux endroits aménagés à cet effet et délimités par des panneaux spéciaux.» L'article 8 ajoute une contrainte supplémentaire: «...La location de bateaux ou engins contre rémunération est interdite. Elle pourra toutefois être autorisée sur la partie supérieure du lac de Bavigne par le Ministre de la Santé publique, sur demande à présenter par l'exploitant».

La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau précise dans l'article 23 que les activités à l'intérieur des zones de protection sont soumises à une autorisation par le ministre qui a la gestion de l'eau dans ses compétences.

À noter que les activités indiquées ne tombent pas sous la nomenclature actuellement en vigueur et de ce fait ne sont pas soumises à autorisation au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

ad 4. Une demi-douzaine d'autorisations par an selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ont comme objet des activités aquatiques: natation (triathlon), plongé, kayak,... Le nombre d'autorisations peut varier fortement d'une année à l'autre. Il est fort probable que pas toutes les activités organisées sur le plan d'eau du lac sont couvertes par une autorisation tel que prévu par la loi relative à l'eau.

ad 5. Les lois ne fixent pas de limites au nombre total d'autorisations. Toutefois l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 1971 relatif à l'utilisation du plan d'eau du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre stipule: «Le Ministre de la Santé publique a le droit de limiter le nombre total des bateaux et engins à évoluer sur le lac...»

Question 2333 (23.08.2016) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant l'accueil des jeunes au pair:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil des jeunes au pair, le Service national de la jeunesse (SNJ) est l'organe de coordination, de gestion et de contrôle de l'accueil au pair.

Il assure aussi la gestion des demandes d'agrément des familles et des demandes d'approbation des jeunes au pair et propose une médiation en cas de divergences entre la famille d'accueil et le jeune au pair.

Un site Internet est en ligne et des dépliants ont été distribués en 2014.

Il ressort du rapport d'activités du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de 2015 ce qui suit, sans autre précision:

En 2015, 88 familles et 106 jeunes ont obtenu l'agrément comme famille d'accueil respectivement l'approbation comme jeune au pair de la part du Ministère.

En 2015, le SNJ a organisé 13 sessions d'information obligatoires, auxquelles 106 jeunes ont participé.

Le SNJ a organisé trois rencontres informelles et facultatives entre jeunes au pair; 90 jeunes y ont pris part.

Les agents du SNJ, dans leur mission de contrôle de l'accueil au pair au Luxembourg, ont effectué deux visites de familles d'accueil afin de vérifier si les conditions d'agrément prévues par la loi étaient remplies.

Le rapport de 2014 renseigne des chiffres similaires, outre la précision des continents desquels proviennent les jeunes ainsi accueillis au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Une évaluation de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil des jeunes au pair est-elle prévue?

2. Existe-t-il des précisions et des chiffres concernant le résultat des missions du SNJ dans ce domaine (nombre de visites du site Internet, durée de séjour des jeunes, évaluation des logements et de la prise en charge des jeunes, assiduité et



fréquentation aux cours de langues, tâches ménagères attribuées, conditions de travail, etc.)?

3. Existe-t-il des données concernant le nombre de jeunes résidents luxembourgeois qui à leur tour deviennent au pair à l'étranger?

4. Une nouvelle campagne d'information sur ce mode d'échange international en faveur des jeunes est-elle prévue?

Réponse (15.09.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Chaque année une évaluation est réalisée par les responsables du Service national de la jeunesse avec l'agent chargé du traitement des dossiers relatifs à l'accueil au pair. Suite à ces évaluations des efforts supplémentaires ont régulièrement été réalisés au niveau de la promotion du dispositif et de l'information des jeunes accueillis au pair respectivement des familles d'accueil. Une évaluation par un organisme externe n'est pas prévue à l'heure actuelle.

ad 2. L'article 6 de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair charge le Service national de la jeunesse (SNJ) de la gestion, du contrôle et de la coordination des accueils au pair. Ses tâches sont les suivantes:

1° être intermédiaire entre candidats et familles d'accueil;

2° gérer les demandes d'agrément des familles d'accueil et les demandes d'approbation des jeunes au pair;

4° organiser les sessions d'information obligatoires pour les jeunes accueillis au pair au Luxembourg;

5° mettre en place un numéro d'appel d'urgence pour jeunes au pair;

6° assurer une médiation en cas de divergences entre famille d'accueil et jeune au pair au Luxembourg;

7° donner des informations sur leurs droits et devoirs aux jeunes venant du Luxembourg, désireux de partir à l'étranger dans le cadre d'un accueil au pair.

En ce qui concerne la promotion du dispositif, le SNJ a mis en place un site Internet pour lequel on a compté 6.000 visites pour les huit premiers mois de l'année 2016 (en 2015 on a compté au total 7.000 visites). En outre, le dispositif est promu par le biais d'un envoi annuel d'affiches et dépliants à un grand nombre de structures qui sont en contact avec les parents (services communaux, maternité, crèches, services de relocalisation,...). Finalement, le SNJ a fait des efforts pour atteindre le grand public à travers la presse nationale (communiqués, interviews).

Pour l'année 2016 on aura une croissance du nombre de jeunes accueillis au pair puisqu'au cours des huit premiers mois, on compte déjà 132 approbations de jeunes au pair (contre un total de 106 jeunes pour l'année 2015) et 60 agréments pour familles d'accueil (contre un total de 88 familles en 2015). Pour 70% des jeunes au pair, le séjour a une durée allant de neuf à douze mois. Seulement 10% des jeunes au pair restent moins de six mois.

Au cours des huit premiers mois de 2016, le SNJ a organisé 16 sessions d'information et deux rencontres informelles pour jeunes au pair. Il y a eu 18 entrevues individuelles avec des familles et 27 entrevues individuelles avec des jeunes au pair.

L'inscription aux cours de langues est contrôlée systématiquement par le SNJ. Les contrôles sur place ont été renforcés: il y a eu sept visites à domicile, sept autres sont prévues pour les mois restants de l'année 2016 (contre deux visites en 2015). L'évaluation des logements, des tâches attribuées aux jeunes et de la prise en charge est assurée pendant ces visites, mais fait également partie des sujets de discussion lors des rencontres avec jeunes au pair.

Le SNJ a assuré six médiations entre jeune au pair et famille d'accueil en 2016. Au cours des huit premiers mois de l'année 2016, on a compté 14 départs anticipés de jeunes au pair.

ad 3. Il n'existe actuellement pas de données sur les jeunes résidents luxembourgeois qui sont au pair à l'étranger. L'envoi de jeunes au pair ne fait l'objet du cadre légal.

ad 4. En mars 2016, un guide pratique pour les familles a été édité en langue française. Il est en cours de traduction vers la langue anglaise. Il est prévu d'utiliser le moment de la sortie du guide pratique en langue anglaise pour communiquer à nouveau sur l'accueil au pair au Luxembourg.

Question 2334 (24.08.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **reconnaissance de mariages impliquant des mineurs**:

Suivant divers médias allemands dont notamment «Die Welt» on peut constater une

forte hausse des mariages de mineurs en Allemagne. En réponse à ma question parlementaire n°2145 du 13 juin 2016 (*cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2015-2016*), Monsieur le Ministre de la Justice avait précisé qu'il a été saisi de trois demandes de reconnaissance de mariage impliquant des mineurs dans notre pays. Dans la même réponse, Monsieur le Ministre a précisé qu'en ce qui concerne les demandes de transcription de mariage d'étrangers à Luxembourg les conjoints devraient respecter les conditions du Code civil luxembourgeois. Or, tel n'est apparemment pas le cas en ce qui concerne la reconnaissance d'un mariage contracté par des non-Luxembourgeois à l'étranger alors que suivant les principes de droit international privé ce sont les conditions de leur loi nationale qui y sont applicables à condition qu'ils aient la même nationalité bien entendu.

Pour empêcher la reconnaissance de tels mariages impliquant des mineurs le Gouvernement allemand a annoncé diverses mesures excluant expressément la reconnaissance de tels mariages en Allemagne.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'un mariage contracté par des non-Luxembourgeois à l'étranger, est-il exact que les conditions de leur loi nationale s'y appliquent à condition qu'ils aient la même nationalité?

- En cas de réponse affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que la législation luxembourgeoise devrait être complétée afin d'empêcher la reconnaissance de mariages impliquant des mineurs à Luxembourg?

- Est-ce que le Gouvernement a reconnu jusqu'à ce jour des mariages conclus à l'étranger impliquant des mineurs n'ayant pas la nationalité luxembourgeoise?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait uniquement reconnaître les mariages qui répondent strictement aux dispositions de l'article 144 alinéa 1^{er} du Code civil?

Réponse (30.09.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

L'article 144 du Code civil prévoit que: «Nul ne peut contracter mariage avant l'âge de dix-huit ans.»

Or, cette prohibition peut être levée par le juge des tutelles pour motifs graves (article 145 du même code). L'interdiction de se marier au Luxembourg avant l'âge de 18 ans n'est donc pas absolue au Luxembourg.

L'article 375 alinéa 2 du Code pénal érige cependant en viol «toute pénétration sexuelle, de quelque nature qu'elle soit et par quelque moyen qu'elle soit, commise sur la personne d'un enfant âgée de moins de seize ans».

En tout état de cause, la reconnaissance d'un mariage peut toujours être refusée s'il est réputé être contraire à l'ordre public international tel qu'il est expressément prévu à l'article 170-1 du Code civil introduit par la loi du 23 mai 2016 sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg (numéro du dossier parlementaire: 6908).

L'article 170-1 précité du Code civil dit ce qui suit: «Le mariage contracté en pays étranger, entre étrangers, est valable au Grand-Duché de Luxembourg s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, et si les deux conjoints remplissent soit les conditions de fond exigées par la loi applicable à leur statut personnel sous réserve du respect de l'ordre public international ou si les deux conjoints satisfont aux conditions de fond de la loi luxembourgeoise.»

Le commentaire de l'article 170-1 du Code civil fourni par le Gouvernement lors du dépôt du projet de loi n°6908 est explicite sur ce point:

«(...) En même temps, le Gouvernement juge utile de proposer une référence à l'ordre public international dans le texte permettant d'écarter l'application de la loi étrangère en cause, qui autorise par exemple la bigamie, la polygamie ou le mariage d'un enfant mineur, et de substituer à sa place la loi luxembourgeoise.»

Les conditions de fond à remplir par les étrangers pour la reconnaissance de leur mariage contracté à l'étranger sont donc appréciées par rapport à leur loi nationale ou par rapport à la loi luxembourgeoise lors de la reconnaissance de leur mariage au Luxembourg mais ne doivent en tout état de cause pas heurter l'ordre public international luxembourgeois.

L'absence éventuelle du consentement d'un des époux (mineurs ou non) à la célébration du mariage est également considérée comme une violation de l'ordre public international luxembourgeois et le mariage d'un mineur qui a été forcé et dont le consentement n'a pas été libre, ne serait pas reconnu.

La loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage a introduit les articles 146-2 dans le Code civil afin de protéger les époux, mineurs ou non, d'un éventuel mariage forcé. L'article 146-1 du Code civil introduit par cette même loi, fait en plus expressément référence au mariage blanc.

Il n'existe pas de statistique en la matière et suivant les informations fournies par le Parquet de Luxembourg, le chiffre de trois demandes de reconnaissance de mariage impliquant des mineurs d'âge n'a été dépassé par an et ce chiffre n'a pas augmenté avec le nombre croissant de réfugiés ces dernières années. Cette réponse a déjà été fournie à la question parlementaire n°2145 du 13 juin 2016 posée par l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar.

À relever encore que les autorités judiciaires étant les autorités de référence en la matière, le Gouvernement n'est pas compétent pour reconnaître des demandes de reconnaissance de mariage conclus par des étrangers à l'étranger.

Question 2335 (24.08.2016) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **réalisation de logements locatifs sociaux au cours des dernières années**:

En réponse à ma question parlementaire n°2214 du 8 juillet 2016 (*cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2015-2016*) concernant l'augmentation de l'offre de logements locatifs, Monsieur le Ministre du Logement a précisé qu'entre l'année 2013 et la première moitié de l'année 2016, un total de 660 unités de logements locatifs sociaux ont été réalisés, achetés ou transformés par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Fonds du logement), par la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), ainsi que par diverses communes du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Le nombre de 660 unités de logements locatifs sociaux contient-il également des logements étudiants ou s'agit-il en exclusivité de logements locatifs sociaux?

- Si tel était le cas, parmi ces 660 nouvelles unités, combien de logements sont conçus pour répondre aux besoins en logements étudiants et combien de logements sont destinés aux logements locatifs sociaux?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir le détail de la création de nouveaux logements locatifs sociaux par maître d'ouvrage, à savoir le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) et des communes respectives endéans cette période?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des chiffres détaillés répartis par commune sur le nombre de logements locatifs sociaux créés endéans cette période?

Réponse (28.09.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Entre l'année 2013 et la première moitié de l'année 2016, les promoteurs publics, à savoir le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Fonds du logement) et la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), ensemble avec les communes, ont réalisé, acheté ou transformé un total de 660 unités de logements locatifs sociaux.

À la suite de sa question parlementaire du 8 juillet dernier, l'honorable Député Marc Lies demande dans la question parlementaire du 24 août de lui préciser le nombre de 660 logements locatifs sociaux réalisés entre 2013 et 2016, par maître d'ouvrage, par commune, respectivement la proportion des logements destinés à des étudiants:

Parmi les 660 logements locatifs sociaux, 179 unités sont conçues pour répondre aux besoins en logements étudiants.

Parmi les 660 logements locatifs sociaux, 205 unités ont été réalisées par le Fonds du logement, 55 unités par la SNHBM ainsi que 400 unités par les diverses communes du pays. S'ajoutent à ceux-ci les 496 unités réalisées pour la vente subventionnée, à savoir 282 par la SNHBM, 148 par les communes et 66 par le Fonds du logement.

Le tableau en annexe reprend le détail des chiffres répartis par communes et par promoteur public ainsi que par typologie de logement, à savoir logements sociaux locatifs et logements pour étudiants.

Sans être complet, je me permets de vous livrer une indication des grands projets de logements locatifs en me limitant à ceux que les deux pro-

moteurs publics préparent actuellement, à savoir celui de «Neischmelz» à Dudelange, «Wunne mat der Wooltz» à Wiltz ainsi que le grand projet d'envergure à Olm qui vont à terme abriter un total d'environ 3.000 logements, avec une proportion élevée de logements locatifs.

PROJET	LOGTS	Étudiants
Communes		
Beckerich	6	
Betzdorf	3	
Diekirch	4	
Differdange	3	
Dudelange	15	
Esch	25	17
Flaxweiler	10	
Garnich	2	
Goesdorf	5	
Grevenmacher	6	
Hesperange	16	
Koerich	5	
Luxembourg	65	8
Mondercange	74	15
Mondorf	7	
Niederanven	9	
Putscheid	3	
Sanem	12	
Schuttrange	4	
Useldange	2	
Wiltz		72
Wiltz/Eschweiler	12	
Sous-total	288	112
TOTAL	400	
Fonds		
	138	67
TOTAL	205	
SNHBM		
	55	
TOTAL	55	
Grand total	660	
Logements étudiants		179

Question 2336 (24.08.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant le **système de localisation ITCS dans les autobus**:

La flotte d'autobus de la Ville de Luxembourg est équipée du système de localisation ITCS - (I)ntermodal (T)ransport (C)ontrol (S)ystem qui permet de localiser les bus, de calculer les décalages des bus par rapport à l'horaire prévu et d'afficher les horaires en temps réel sur des panneaux d'affichage installés à côté d'une grande partie des arrêts de bus dans la ville de Luxembourg, ou encore sur Internet et des applications mobiles.



Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'équiper également les autobus privés circulant pour compte du Département ministériel des transports du système ITCS?

- Est-il prévu d'équiper les arrêts de bus les plus utilisés à travers le pays de panneaux d'affichage comme dans la ville de Luxembourg? Dans l'affirmative, quel est le timing pour l'installation des panneaux respectifs?

- Les panneaux d'affichage pourront-ils être utilisés pour informer la population en situation d'urgence?

Réponse (20.09.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les autobus circulant pour le compte du Département des transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures (lignes RGTR) sont tous équipés d'un système ITCS (Intermodal Transport Control System).

Sur le réseau du TICE (Transport intercommunal de personnes dans le canton d'Esch-sur-Alzette) dans la région Sud du pays, financé en grande partie par le Département des transports, le «temps réel» est déjà opérationnel depuis 2014.

En ce qui concerne le réseau régional dit «RGTR», ses 300 lignes sont actuellement en phase d'encodage et de test afin de fournir aux utilisateurs des informations hautement qualitatives et précises. Il est prévu que, pour la semaine de la mobilité et notamment à partir du 26 septembre 2016, une cinquantaine de lignes soient opérationnelles en temps réel à travers le pays. Selon l'avancement du contrôle des données, des lignes additionnelles vont se rajouter dans les mois à venir.

Des afficheurs dynamiques, tels qu'on les trouve sur le territoire de la Ville de Luxembourg, sont prévus à travers tout le pays, sachant que dans la région Sud (sur le réseau du TICE), cette installation est déjà opérationnelle depuis fin 2014 et les afficheurs y afférents se trouvent à la gare routière d'Esch-sur-Alzette, à proximité de l'administration communale d'Esch-sur-Alzette et auprès des gares de Belval, de Rodange et de Dudelange.

Dès que le temps réel de l'ITCS est disponible sur une ligne entière du réseau RGTR, différents arrêts à travers le pays seront équipés avec de tels afficheurs, ce qui est prévu pour fin 2016 et au cours de l'année 2017. À ce jour, des afficheurs sont installés en vue de leur activation, à Walferdange près de l'administration communale et près de la gare, à différents endroits à Bereldange, Hesperange, Howald, Strassen, ainsi qu'au Findel et à la gare routière de Luxembourg.

Enfin, je me permets de confirmer que les panneaux d'affichage pourront être utilisés pour informer la population en cas de situation d'urgence.

Question 2337 (24.08.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant le **service wi-fi dans les bus et les trains**:

L'attractivité des transports en commun au Luxembourg dépend de plusieurs facteurs, dont le prix et la fiabilité du service, mais également le confort offert pour la durée des trajets en bus et en train. Afin d'améliorer le confort dans leurs trains, plusieurs sociétés des chemins de fer européennes, dont celles dans nos pays voisins, ont décidé d'installer un service de wi-fi gratuit pour une partie de leur réseau.

Dans ce contexte, nous aimerons poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en place d'un service wi-fi dans les bus et trains opérés par les CFL ainsi que dans les bus privés circulant pour compte du Département ministériel des transports?

Réponse (06.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire n°2337 du 24 août 2016, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant le service wi-fi dans les bus et les trains.

Au cours du mois de janvier 2017, la première des onze nouvelles automotrices du type KISS sera livrée aux CFL par le constructeur Stadler.

Cette automotrice sera équipée aussi bien d'une connexion Internet wi-fi que de répéteurs 3G/4G, afin d'acquérir, durant une phase d'essai qui s'étendra sur plusieurs mois, des expériences en matière de conception, de convivialité et d'aptitude à l'usage au quotidien des deux systèmes à bord des trains du service régulier.

Sur base des résultats de ces essais, une décision sur l'équipement des autres automotrices KISS en wi-fi et/ou en répéteurs 3G/4G sera prise. Le déploiement d'un des deux systèmes sur l'ensemble du matériel roulant des CFL sera décidé sur base des expériences relatives à la fonctionnalité, la performance et la fiabilité du système mis en place aux automotrices du type KISS de la série 2300.

Il est évident que le succès dépendra de la qualité de la couverture du réseau ferré par les opérateurs de téléphonie mobile. En fonction des expériences recueillies sur base des essais susmentionnés et afin d'assurer aux clients du rail un service wi-fi sans interruption, une amélioration de la couverture du réseau de téléphonie mobile sur les lignes ferroviaires nationales sera recherchée d'une manière active par les CFL.

En ce qui concerne la flotte des autobus exploitant les lignes publiques du RGTR, je tiens à informer les honorables Députés qu'à l'heure actuelle, le cahier des charges pour ces autobus ne prévoit pas d'équipement wi-fi. Toujours est-il qu'un exploitant offre déjà actuellement depuis 2012 et de sa propre initiative un service wi-fi aux passagers sur les lignes 202 et 203, en accord avec mon département. Cependant, une mise en place systématique n'est pas envisagée à court terme alors que les contrats de concession RGTR viennent à terme fin 2018. Une installation systématique est susceptible d'être prévue alors dans les nouveaux contrats de concession à conclure.

Question 2338 (24.08.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les **conséquences d'une mise en vente des laboratoires d'analyses médicales Cerba**:

Selon les informations de la presse internationale, les laboratoires d'analyses médicales Cerba, détenus par le Fonds d'investissement PAI Partners, seront mis en vente en automne. À savoir que depuis 2011, les laboratoires Ketterthill du Luxembourg sont intégrés au réseau «Cerba HealthCare» et représentent 53% des parts de marché du secteur privé des analyses de biologie médicale au Luxembourg.

La Convention entre la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales et la Caisse nationale de santé prévoit dans son article 2 que le «laboratoire s'engage à notifier de suite tout changement au niveau de la situation du laboratoire, de son statut ou de ses responsables pouvant impacter les relations du laboratoire par rapport à la Caisse nationale de santé ou la prise en charge des prestations».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le Gouvernement est-il au courant des informations décrites ci-dessus?

2. Une telle mise en vente du réseau Cerba pourrait-elle avoir comme conséquence que les laboratoires Ketterthill ne perdent leur statut de prestataire?

Réponse commune (23.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1. Suite aux informations parues dans la presse internationale et auxquelles fait référence l'honorable Député, la Ministre de la Santé a contacté par écrit la société L.L.A.M. Project SA, société exploitant les laboratoires Ketterthill, afin de savoir si l'opération de vente évoquée par la presse aura des répercussions sur les statuts respectivement l'exploitation des laboratoires de ladite société, ouverts au Luxembourg.

Dans sa réponse écrite, la société L.L.A.M. Project SA a confirmé que le projet de vente du groupe «Cerba HealthCare», s'il devait aboutir, n'aura des répercussions ni sur les statuts de ladite société, ni sur l'exploitation des laboratoires d'analyses médicales Ketterthill.

ad 2. Le Code de la sécurité sociale prévoit le principe du conventionnement général et obligatoire de tous les prestataires exerçant légalement leur profession au Luxembourg dans leurs relations avec les personnes protégées.

En vertu de l'article 1^{er} de la convention conclue entre la CNS et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales, elle s'applique aux

«1. laboratoires d'analyses de biologie médicale du secteur extrahospitalier, exploités

a) soit à titre personnel par une ou plusieurs personnes physiques, qui alors ont toutes la qualité de directeur de laboratoire et doivent exercer effectivement la fonction de responsable;

b) soit par une personne morale de droit privé ou de droit public.

2. laboratoires d'analyses de biologie médicale du secteur hospitalier fonctionnant sous forme de service intégré à l'établissement ou sous forme de structure commune à part, pour autant qu'ils dispensent en milieu extrahospitalier des actes et des prestations figurant dans la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses de biologie médicale conformément à l'article 74 du Code de la sécurité sociale

à condition:

1° que le laboratoire dispose pour chaque discipline dans le cadre de laquelle il exerce ses activités de l'autorisation d'exploitation et

2° que le laboratoire soit dirigé par un ou plusieurs responsables dont un au moins dispose pour chacune des disciplines de la biologie médicale, dans le cadre desquelles le laboratoire exerce ses activités, de l'autorisation d'exercer la fonction de responsable de laboratoire d'analyses de biologie médicale, établie par le ministre ayant la Santé dans ses attributions,

et

dans la mesure où les activités de ces laboratoires sont exercées pour compte des personnes protégées par l'assurance maladie et l'assurance contre les accidents professionnels dans le cadre de la nomenclature des actes et services prévue à l'article 65 du Code de la sécurité sociale.»

Afin de vérifier que toutes ces conditions sont remplies, la convention de la CNS avec la FLAM prévoit en son article 2 que

«Le laboratoire s'engage à notifier de suite tout changement au niveau de la situation du laboratoire, de son statut ou de ses responsables pouvant impacter les relations du laboratoire par rapport à la Caisse nationale de santé ou la prise en charge des prestations.

Au cas où une des conditions prévues à la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales n'est plus remplie, la Caisse nationale de santé procède de suite au retrait du code prestataire. La décision de retrait est notifiée par lettre recommandée au détenteur du code prestataire. La perte du code prestataire implique le refus de la prise en charge par l'assurance maladie des factures relatives aux prestations effectuées après la notification du retrait du code prestataire.»

Si toutes les conditions prévues au niveau de la loi modifiée du 16 juillet 1984, du CSS et de la convention sont remplies, les prestations déléguées par le laboratoire en question sont susceptibles d'être prises en charge par l'assurance maladie.

Question 2339 (25.08.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **teneur en sucre dans les boissons**:

Laut einer aktuellen Studie der Verbraucherorganisation Foodwatch enthält mehr als jedes zweite Erfrischungsgetränk in Deutschland zu viel Zucker.

Der Studie zufolge enthielten 274, und damit knapp 60 Prozent der untersuchten Produkte, mehr als fünf Prozent Zucker. Ab diesem Wert gilt ein Getränk als überzuckert. Flüssiger Zucker in Form von Getränken erhöht das Risiko von Fettleibigkeit, Typ-2-Diabetes und anderen Krankheiten.

In Großbritannien müssen Hersteller ab 2018 eine Sonderabgabe für zuckerreiche Produkte zahlen. Getränkehersteller in Großbritannien, deren Produkte einen Zuckeranteil von mehr als fünf Gramm pro 100 Milliliter haben, müssen innerhalb von zwei Jahren ihre Rezepturen anpassen. Gelingt ihnen das bis 2018 nicht, sind sie zu einer Abgabe verpflichtet, deren Höhe sich nach dem Zuckeranteil des Produkts bemisst. Deutsche Verbraucherschützer fordern nun ein ähnliches Gesetz auch in Deutschland. Auch die Weltgesundheitsorganisation empfiehlt in ihrer jüngsten Richtlinie aus dem Jahr 2015 nicht mehr als sechs Teelöffel (25 Gramm) Zucker in verarbeiteten Lebensmitteln pro Tag. Das reduziere das Risiko von Übergewicht, Fettsucht und Karies.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin stellen:

1. Wie sieht die Ministerin den Vorstoß der britischen Regierung, eine Sonderabgabe auf zuckerhaltige Getränke zu erheben?

2. Gedenkt die Ministerin, auch auf den Weg einer solchen Sonderabgabe zu gehen?

3. Sind Präventions- und Aufklärungsprogramme vorgesehen, insbesondere in Schulen, um auf die gesundheitlichen Folgen von überhöhtem Zuckerkonsum aufmerksam zu machen?

Réponse (21.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1. Zuckergesüßte Getränke fördern nachweislich die Entstehung von Adipositas (Fettleibigkeit), Typ-2-Diabetes und anderen chronischen Krankheiten. In der Kindheit entwickeltes Übergewicht wird oft ein Leben lang beibehalten. Darum nimmt das Gesundheitsministerium das Thema Prävention von Übergewicht und Adipositas bei Kindern und Jugendlichen sehr ernst. Gesundheitsförderung und Vorbeugung sollen so früh wie möglich im Leben ansetzen und die Kinder und Jugendlichen in ihren Lebenswelten erreichen. Der Konsum von Zucker ist ein wesentlicher Faktor für Übergewicht bei Kindern. Zuckergesüßte Softdrinks stellen heute die größte Einzelquelle für den Zuckerkonsum von Kindern und Teenagern dar. Sachverständige für öffentliche Gesundheit haben zuckergesüßte Getränke als einen wesentlichen Faktor für übermäßigen Zuckerkonsum und eine Ursache von Übergewicht bei Kindern identifiziert. Der oberste britische Gesundheitsbeamte stellt die Reduzierung des Zuckergehalts insgesamt sowie der Portionsgrößen als eine Priorität für die öffentliche Gesundheit dar.

Über 60 Einrichtungen des öffentlichen Gesundheitswesens Großbritanniens fordern daher eine Steuer auf zuckerhaltigen Getränken. „Public Health England“, „The British Medical Association“, „The Royal Society for Public Health“ sowie das „Common Health Select Committee“ sprechen sich geschlossen für eine solche Abgabe aus. Der britische Finanzminister hat vor kurzem öffentlich bekannt gegeben, dass die neue Abgabe auf zuckergesüßte Getränke im April 2018 eingeführt wird und für Produzenten und Importeure von Softdrinks mit Zuckerzusatz gilt.

Das unabhängige „Office for Budget Responsibility“ (Büro für Budgetverantwortung) erwartet, dass Hersteller ihr Verhalten in Bezug auf den Zusatz von Zucker dank dieser Abgabe ändern werden. Die Folge wäre, dass der Konsum von Softdrinks mit hohem Zuckergehalt mit der Zeit zurückgehen wird. Dies wäre natürlich auch in Luxemburg erwünscht.

ad 2. Im Kampf gegen den Anstieg chronischer Krankheiten setzen weltweit zahlreiche Regierungen und Behörden auf Maßnahmen zur Reduzierung des Konsums zuckergesüßter Getränke. Luxemburg ist keine Ausnahme.

In Anbetracht dieser Situation zielt die Regierung des Großherzogtums Luxemburg in ihrem Regierungsprogramm 2013-2017 darauf ab, konkrete Maßnahmen zur Prävention chronischer Krankheiten zu fördern und dadurch zu einer Verbesserung der Gesundheit der luxemburgischen Bevölkerung beizutragen.

In Luxemburg sieht das Regierungsprogramm die Einrichtung eines „Fonds pour la santé“ vor, der zur Finanzierung der Präventions- und Promotionsaktivitäten im Bereich Gesundheit beitragen soll. Dieser „Fonds“ soll mittels Steuern, die beim Verkauf von Lebensmitteln anfallen, die besonders gefährlich für die Gesundheit sind, finanziert werden. Zu diesen Lebensmitteln gehören auch stark zuckerhaltige Produkte.

Ziel ist es, in einer ersten Phase der Analyse, auf Grundlage vergleichbarer Erfahrungen und lokaler Datenanalysen, die sozioökonomischen Auswirkungen zu klären, die bei der Einführung einer neuen Steuer auf zuckergesüßte Getränke zu Veränderungen der Konsumgewohnheiten und des Produktionsbereiches führen würden.

ad 3. Präventions- und Aufklärungsprogramme sind im Rahmen des nationalen Aktionsplanes GIMB („Gesond lessen, Méi Bewegen“) vorgesehen. Das interministerielle Komitee GIMB vereint das Ministerium für Gesundheit, das Ministerium für Sport, das Ministerium für die nationale Erziehung, für die Kindheit und für die Jugend sowie das Ministerium für Familie, für die Integration und für die Großregion. Das Label GIMB unterstützt und finanziert zahlreiche Projekte zur Förderung einer gesunden Ernährung und Bewegung, sei es in Schulen, Maisons d'accueil, Gemeinden, in der Arbeitswelt, im Sportsektor, im Jugendsektor, in sozialen Strukturen sowie in Krankenhäusern.

Question 2340 (25.08.2016) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **visa du type «work & travel»**:

En dehors des visas touristiques et des permis de travail pour étrangers, il existe également



des visas du type «work & travel» qui permettent à une personne non seulement de visiter le pays en question, mais également d’y travailler pour une durée déterminée (six ou douze mois en général). Les conditions à satisfaire sont souvent liées à l’âge du requérant (en dessous de 30 ou 35 ans) et à ses capacités d’autofinancement. Ce type de séjour est populaire dans de nombreux pays comme l’Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, le Japon, les États-Unis ou encore le Chili.

À ce sujet j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Vos Ministères reçoivent-ils des demandes d’information de jeunes personnes résidentes voulant voyager et travailler à l’étranger lors d’un tel séjour?

2. Vos Ministères sont-ils contactés par des personnes étrangères dans le but d’obtenir un visa du type «work & travel» pour le Grand-Duché?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils m’informer s’il existe des accords avec les pays en question, facilitant les démarches liées à un tel séjour?

4. Le cas échéant, Messieurs les Ministres comptent-ils entamer des démarches pour signer de tels accords?

Réponse commune (22.09.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes ainsi que le Ministère de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse ont reçu directement et via d’autres administrations un nombre de demandes de jeunes luxembourgeois qui souhaitent utiliser cette formule et séjourner un an dans des pays énumérés par l’honorable Député. Il n’existe cependant pas de statistiques sur le nombre de demandes.

ad 2. Les Ministères n’ont pas encore été contactés par des ressortissants étrangers à ce sujet.

ad 3. Actuellement, il n’existe aucun arrangement avec un pays tiers.

ad 4. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes a entrepris les démarches nécessaires en vue de conclure de tels arrangements avec plusieurs pays. Des arrangements seront signés sous peu avec l’Australie et avec la Nouvelle-Zélande. Il faudra attendre l’accomplissement des formalités nécessaires avant de pouvoir bénéficier de ces arrangements.

Question 2341 (26.08.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **prêts hypothécaires pour des acquisitions d’objets immobiliers à l’étranger**:

Il me revient que des banques luxembourgeoises refusent de contracter des prêts hypothécaires pour des acquisitions d’objets immobiliers à l’étranger, en particulier en Allemagne, si le client réside à l’étranger (en Allemagne) et ne peut donc pas présenter une adresse de résidence au Luxembourg. Pour contourner ce problème le risque existe que les personnes résidant par exemple en Allemagne déclarent leur présence sur le territoire luxembourgeois sur des adresses auprès d’un tiers (p.ex. grands-parents, amis, etc.). Or, cette «résidence» ne correspond pas à la résidence effective, qui se trouve à l’étranger.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l’Intérieur:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de cette situation?

- Dans l’affirmative, est-ce que cette problématique tient à la législation étrangère, en particulier allemande, ou à la législation luxembourgeoise?

- Dans l’affirmative, Messieurs les Ministres n’estiment-ils pas que cette pratique est contraire au droit communautaire?

- Dans le cadre de la constatation de la résidence principale, les communes ont-elles le droit de demander, voire vérifier que les citoyens habitent effectivement à l’adresse renseignée afin d’éviter une sorte de «forum shopping»?

- Si les communes n’ont pas ce droit, est-ce que le risque n’existe pas qu’une fois les personnes inscrites auprès d’une commune luxembourgeoise, elles pourront aussi invoquer le bénéfice des droits et avantages, notamment sociaux?

Réponse commune (23.09.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l’Intérieur*:

L’honorable Député fait référence à la situation d’un résident allemand qui voudrait contracter un prêt hypothécaire pour l’acquisition d’un bien situé en Allemagne, et ce non pas auprès d’une banque allemande, mais d’une banque luxembourgeoise.

La décision d’accorder ou non un prêt hypothécaire relève de la politique commerciale de chaque banque, qui la définit librement en fonction de sa politique de gestion des risques. Le lieu de résidence du client et la localisation du bien font partie des éléments pris en compte pour l’évaluation du dossier. D’une manière générale, aucun principe du droit communautaire ou national n’oblige une banque à accorder un prêt hypothécaire à un client qui ne remplit pas les conditions prévues.

En ce qui concerne le lieu de résidence, il est à relever que l’article 22, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l’identification des personnes physiques prévoit que les autorités communales peuvent, en cas de doute sur la réalité de l’existence d’une résidence habituelle sur le territoire de la commune, inscrire la personne concernée sur le registre d’attente et lui demander de prouver les faits remis en cause. La preuve de la résidence habituelle peut être apportée sur la base de tous documents émanant d’un service public ou des mentions figurant dans les registres, documents, bordereaux imposés par la loi ou consacrés par l’usage et régulièrement tenus ou établis.

La preuve de la résidence habituelle peut également être établie à partir d’autres éléments, tels que le lieu rejoint régulièrement après les occupations professionnelles, le lieu de fréquentation scolaire des enfants, les consommations en énergie domestique, les frais de téléphone, le contrat de bail, l’accord du propriétaire ou de l’occupant du logement, la résidence habituelle du conjoint, du partenaire ou de tout autre membre de la famille. Les moyens de preuve restent soumis à l’appréciation des autorités communales, à défaut de preuve suffisante, les autorités communales peuvent demander à la Police grand-ducale d’effectuer une enquête administrative. En fonction du résultat de cette enquête administrative, la personne concernée est soit radiée, soit inscrite sur le registre principal.

Finalement, il y a lieu de préciser que l’inscription sur le registre d’attente dans un endroit qui ne saurait servir à cette fin parce qu’une disposition légale ou réglementaire y interdit la résidence habituelle pour des motifs de sécurité, de salubrité, d’urbanisme ou d’aménagement du territoire ne confère à elle seule aucun droit ni l’accès aux services communaux.

Les explications afférentes, comme d’ailleurs d’autres informations utiles au sujet de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l’identification des personnes physiques, ont été transmises aux communes par la circulaire n°3360 du 29 mars 2016.

Question 2342 (29.08.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l’**acte de vandalisme au Centre Héliar à Weilerbach**:

RTL-Télee huet den 18. August 2016 am Owesjournal gemellt, datt, nodeems zwou chrëschtlech Hellegestatu geäpft goufen, den OLAI RTL den Accès op de Site vum Centre Héliar an der Weilerbaach refuséiert hätt. D’Police seet an hirem Communiqué: „Der Hausmeister meldete der Polizei zwei beschädigte Statuen an einem angrenzenden öffentlichen Fußweg hinter dem Centre Héliar.“

An deem Zesummenhank hätt ech eng Rei Froen, déi ech heimat deenen zoustännge Membere vun der Regierung wëllt stellen:

1. Wéi ass dee geneeë rechtleche Status vun där Plaz, wou den Akt vu Vandalismus geschitt ass? Ass et en „ëffentleche Wee hannert dem Centre Héliar“ oder ass dee Wee en Deel vum Centre Héliar ënnert der direkter Autoritéit vum OLAI?

2. Firwat huet den OLAI - trotz „Nofro“, wéi RTL seet - dem Kameratteam den Accès verbueden? Wat war heifir déi rechtlech Grondlag? Wat war speziell déi rechtlech Grondlag vum OLAI an dem Fall, wou de Wee en „ëffentleche Wee hannert dem Centre Héliar“ si sollt?

3. Ass d’Madamm Minister fir Integratioun oder iergendeen anere Minister vum OLAI gefrot ginn, ob RTL Accès kéint kréien oder net? Wien huet déi Décisioun, RTL keen Accès ze ginn, geholl?

4. Ass d’Regierung der Meinung, datt d’Fräiheet vun der Press hei respektéiert gouf?

5. Wat si konkret déi Direktiven, déi d’Press concernéieren, wat d’Struktur vum OLAI oder méi allgemeng Froen am Zesummenhank mat där aktueller Migratiounspolitik ugeet?

6. Wéi eng Konsequenzen zitt d’Regierung aus deem Tëscheffall, fir datt d’Press an Zukunft ongehënnert hir Aarbecht ka maachen, och am Zesummenhank mat der Migratiounskris an op dem Site vum OLAI?

Réponse commune (16.09.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l’Intégration*:

D’Statuen, déi beschiedegt gi sinn, si keen Deel vum Site vum Centre Héliar, deen den OLAI géréiert. Si sinn accessibel iwwer e Wanderwee, deen duerch d’Weilerbaach féiert. Deemno brauch d’Press keng Autorisatioun vum OLAI, fir déi Statuen ze filmen.

Den OLAI huet den Accès op de Site vum Centre Héliar refuséiert, well keng Demande am Viraus gemaach gi war an deemno d’Awunner vun deem Foyer net konnte gefrot/informéiert ginn. D’Press wollt d’Statue filmen, déi eben net um Site vun der „Structure d’hébergement pour DPI“ sinn an deemno huet d’Press dofir keen Accès op de Site musse kréien. Et ass wichteg, dass d’Privatlieue vun de Bewunner vum Centre Héliar geschützt gëtt, esou wéi all private Wunnraum.

D’Press ass informéiert, dass eng Ufro fir den Accès op de Site vun enger Struktur fir DPI am Viraus muss gemaach ginn, fir dass d’Leit, déi op de verschiddene Sitte wunnen, kënnen informéiert ginn an hiren Accord kënnen ginn. E Foyer ass keng ëffentlech Platz, wou jidderee kann eragoen. Den OLAI kann den Accès z. B. aus Sécherheetsgrënn oder aus Grënn vun der Santé publique refuséieren. D’Awunner kënnen selwer decidéieren, ob si averstane sinn, gefilmt oder interviewt ze ginn, oder net.

Den OLAI huet mat senger Partner des Regelen zesummen ausgeschafft a si sinn och festgehalten an de Kollaboratiounsaccorden.

De Familljeministère an den OLAI schaffe ganz transparent mat der Press zesummen. D’Regele sinn opgestallt ginn, fir d’Bewunner ze schützen, net fir d’Press ze hënnere. Den OLAI huet eng Cellule Kommunikatioun, déi dat Néidegt mécht, fir all Ufro ze beäntweren, am Respekt vun der Dignitéit an der Privatsphär vun de Bewunner vun de Strukturen.

Question 2343 (29.08.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d’investissement (TTIP) entre les États-Unis d’Amérique et l’Union européenne**:

Dans une interview télévisée, le Vice-Chancelier et Ministre allemand de l’Économie Sigmar Gabriel a déclaré hier que les négociations commerciales entre les États-Unis et l’Union européenne en vue de parvenir à un accord de libre-échange ont «de facto» échoué. «Nous, les Européens, nous ne voulions pas nous soumettre aux exigences américaines. Les choses ne progressent pas sur ce front» a précisé le Ministre. Selon le Vice-Chancelier aucun accord n’a encore pu être dégagé après 14 séances de négociation et 27 chapitres.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelle est la réaction de Monsieur le Ministre par rapport aux déclarations du Ministre allemand de l’Économie?

- Monsieur le Ministre partage-t-il la position du Vice-Chancelier allemand?

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre estime-t-il toujours possible que les discussions soient bouclées avant la fin de l’administration Obama à la fin de l’année 2016?

- En supposant que l’accord ne se réalise pas avant la fin de l’ère Obama est-ce que Monsieur le Ministre estime qu’il y ait encore des chances que l’accord se fasse avec un président Clinton ou Trump alors que les deux se sont prononcés contre le TTIP?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement luxembourgeois suite aux déclarations du Vice-Chancelier allemand?

Réponse (27.09.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Le bilan global dressé par le Ministre allemand de l’Économie sur l’état des lieux des négociations sur le TTIP et qui consiste à juger les progrès réalisés jusqu’ici insuffisants afin d’aboutir à un accord, est largement partagé par l’en-

semble des États membres de l’UE ainsi que par la Commission et le Parlement européen. Ainsi, les offres du partenaire américain ne correspondent actuellement toujours pas aux attentes de l’UE, y compris dans les domaines où l’UE a des intérêts offensifs. Les États-Unis devront bouger et faire preuve de plus d’engagement sur plusieurs questions-clés, telles notamment l’accès au marché ou encore la protection des investissements afin que les négociations puissent avancer au rythme souhaité.

Le Gouvernement a toujours défendu [voir la réponse à la question parlementaire n°1724 du 20 janvier 2016 (*cf. compte rendu n°7/session ordinaire 201-2016*)] la position que la substance, donc en clair, les résultats obtenus dans le cadre de ces pourparlers, l’emporte sur le calendrier et que, par conséquent, l’UE ne saurait réduire ses ambitions afin de conclure ces négociations sous l’administration du Président Obama. Cela étant dit, et en tenant compte des progrès réalisés à ce stade, une conclusion d’ici la fin de l’année n’est plus réaliste.

La question sur les chances de conclure un accord avec le prochain Président américain reste hypothétique dans ce sens qu’il faudra attendre en premier lieu le programme gouvernemental du prochain Président afin de pouvoir mieux juger l’importance stratégique que la prochaine administration américaine accordera aux questions liées au libre-échange en général et aux négociations sur le TTIP en particulier.

Question 2344 (29.08.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **prélèvement des contributions sociales sur les revenus du patrimoine des résidents français qui travaillent dans un autre État membre de l’Union européenne**:

En 2013, La Commission européenne a ouvert une procédure d’infraction contre la France pour violation du droit européen. La France a prélevé des contributions sociales sur les revenus du patrimoine de résidents français soumis au système de sécurité sociale d’un autre État membre.

La Cour de justice de l’Union européenne (CJUE) a rendu un arrêt en février 2015 selon lequel la France ne peut pas prélever des contributions sociales sur les revenus du patrimoine des personnes soumises au système de sécurité sociale d’un autre État membre. Selon la jurisprudence européenne, un contribuable ne doit pas payer des contributions sociales de plusieurs pays sur ces revenus.

Après la condamnation de la France par la CJUE et la confirmation de cette condamnation par le Conseil d’État, le Ministère des Finances a publié le 20 octobre 2015 un communiqué de presse indiquant les personnes et les revenus concernés, les périodes susceptibles de remboursement et les modalités de dépôt des réclamations.

Or, selon nos informations, le Gouvernement français continue, malgré la condamnation par la CJUE, à prélever des contributions sociales sur les revenus du patrimoine des travailleurs frontaliers.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique?

- Le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire d’aborder ce sujet avec son homologue français lors d’une prochaine rencontre, dans le but de protéger les intérêts des salariés frontaliers qui viennent travailler au Luxembourg?

Réponse (19.09.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

La problématique soulevée par Monsieur le Député est connue et a déjà fait l’objet de questions parlementaires antérieures, notamment la question n°1814 (*cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*).

Je me permets de rappeler les termes de ma réponse à cette dernière question parlementaire par laquelle je précisais que suite à l’arrêt de la Cour de justice du 25 février 2016, la loi française de financement de la sécurité sociale 2016 a opéré une modification de l’affectation des prélèvements sociaux qui étaient en cause dans l’affaire jugée par la Cour de justice et qui sont opérés sur base de la résidence. Ces prélèvements sont dorénavant spécifiquement affectés au financement de prestations sociales non



contributives, principalement les dépenses du Fonds de solidarité vieillesse.

Le Gouvernement français considère que, dès lors que ces prélèvements sont affectés au financement de prestations sociales non contributives, ils ne sont plus visés par la jurisprudence de la Cour susmentionnée. Il estime par conséquent que ces prélèvements opérés sur la base de la loi de financement modifiée peuvent l'être sur les revenus de personnes résidant en France, même si elles sont soumises au régime de sécurité sociale d'un autre État membre.

Comme je le précisais dans la réponse à la question n°1814, il n'appartient pas au Ministère de la Sécurité sociale de se prononcer sur la conformité de la législation française à l'égard du droit communautaire, cette prérogative revenant à la Cour de justice de l'Union européenne.

Dans ces conditions, il ne me semble dès lors pas opportun d'aborder cette question avec mon homologue français.

Question 2345 (30.08.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant l'impact du «White Paper» du Trésor américain sur les accords BEPS (Base Erosion Profit Shifting):

Le Trésor américain vient de publier, le 24 août 2016, un «White Paper» qui critique dans des termes non équivoques la démarche de la Commission européenne visant à imposer aux États membres la taxation (même rétroactive) de certaines entreprises multinationales américaines sur base de la législation communautaire prohibant les aides d'État.

Le même papier blanc a été interprété par de nombreux commentateurs comme une attaque contre les efforts de l'OCDE et de la Commission européenne dans la lutte contre la structuration fiscale agressive des multinationales et en particulier contre le paquet de mesures BEPS (Base Erosion Profit Shifting) adopté par l'OCDE et ayant conduit à plusieurs initiatives législatives de la Commission européenne, dont la directive ATAD (Anti-Tax Avoidance Directive) adoptée le 21 juin 2016 au Conseil ECOFIN.

Dans ce contexte et vu les accords BEPS qui ont été négociés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son évaluation de l'impact que le «White Paper» du Trésor américain pourrait avoir sur les efforts entrepris par l'OCDE et l'UE dans le cadre du paquet BEPS?

2. En l'absence d'un «level playing field» entre les entreprises américaines et européennes, quelle position le Gouvernement luxembourgeois entend-il défendre dans ce dossier?

3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur un potentiel impact négatif dudit «White Paper» sur les accords bilatéraux existants en matière de non-double imposition entre les États-Unis et le Luxembourg, au cas où un vrai conflit en matière d'imposition des multinationales surviendrait entre les États-Unis et l'UE?

Réponse (30.09.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. En publiant le 24 août 2016 le «White Paper» portant sur les enquêtes d'aides d'État lancées par la Commission européenne dans le domaine de la fiscalité des entreprises, les autorités américaines ont entendu exprimer leurs inquiétudes sur l'impact que ces enquêtes pourraient avoir sur les réformes engagées dans le domaine de la fiscalité internationale des entreprises. Il est cependant important de noter qu'il ne s'agit en tant que tel pas d'une différence de vues relative à l'orientation que devraient prendre les travaux BEPS de l'OCDE, mais plutôt d'un différend lié au bien-fondé juridique de la pratique décisionnelle de la Commission européenne en matière d'aides d'État fiscales. Il n'appartient pas aux autorités luxembourgeoises de commenter l'analyse faite à ce sujet par les autorités américaines, ce d'autant plus que la Cour de justice de l'Union européenne n'a pas encore eu l'opportunité de se prononcer sur le bien-fondé de l'approche retenue par la Commission dans sa récente pratique décisionnelle.

ad 2. Le Gouvernement luxembourgeois accorde une grande importance au maintien d'un «level playing field» entre les entreprises américaines et européennes, y compris dans le domaine de la fiscalité internationale.

En ayant pour objectif que les transactions entre entreprises liées soient pleinement conformes au principe de pleine concurrence, tel que développé par l'OCDE, les travaux de l'OCDE en matière de règles de prix de transfert sont justement destinés à garantir le maintien de ce «level playing field» au niveau international. Dans ce contexte, le Gouvernement luxembourgeois veille à mettre en œuvre le plan BEPS de l'OCDE, y compris dans le domaine des règles de prix de transfert.

ad 3. Il n'appartient pas aux autorités luxembourgeoises de spéculer sur l'impact que des divergences de vue quant à la pratique décisionnelle de la Commission européenne en matière d'aides d'État pourraient avoir sur la résolution des différends en matière de double imposition.

Eu égard à leur impact négatif sur les investissements internationaux, des situations de double imposition doivent être évitées dans la mesure du possible. Pour le cas où un véritable conflit en matière d'imposition des multinationales surviendrait entre les États-Unis et un membre de l'Union européenne, il y aura d'abord lieu de déterminer si la convention tendant à éviter les doubles impositions est susceptible de résoudre la problématique de double imposition. Pour le reste, il s'agit d'essayer de trouver des mécanismes de règlement de différends efficaces, en cohérence avec les travaux de l'OCDE en la matière. Ainsi, la mise en œuvre de l'action 14 du plan BEPS, visant à rendre plus efficaces les mécanismes de résolution des différends en matière d'application des conventions de non-double imposition, est également susceptible de contribuer le cas échéant à la résolution de potentiels conflits de double imposition en rapport avec l'imposition d'entreprises internationales.

Question 2346 (31.08.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le paiement de l'allocation familiale à l'égard de personnes handicapées:

La loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées a mis en place un système de rémunération dans les ateliers protégés en créant un revenu pour les personnes handicapées qui, en raison de leur déficience, sont dans l'impossibilité de gagner leur vie.

Avec l'introduction d'un revenu pour personnes handicapées, le paiement de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire sans limite d'âge a pris fin pour les personnes handicapées entrées au bénéfice des allocations familiales après l'entrée en vigueur de la loi précitée en date du 1^{er} juin 2004.

Une situation de droit transitoire a été pourtant mise en place pour les personnes handicapées bénéficiant des allocations familiales avant l'entrée en vigueur de la loi. Le paiement de l'allocation familiale sans limite d'âge et de l'allocation spéciale supplémentaire sans limite d'âge est maintenu à l'égard des personnes qui étaient bénéficiaires de ces prestations à la date du 1^{er} juin 2004, date d'entrée en vigueur de la loi relative aux personnes handicapées.

Suite à l'adoption du projet de loi portant réforme des prestations familiales du 23 juillet 2016, entré en vigueur le 1^{er} août 2016, il m'est parvenu qu'un nombre non négligeable de personnes handicapées se voient privées du paiement de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire sans limite d'âge.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la période transitoire pour le paiement de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire sans limite d'âge à l'égard des personnes bénéficiaires de ces prestations à la date du 1^{er} juin 2004 n'a-t-elle pas été maintenue?

- Combien de personnes sont concernées?

- Pour quelles raisons les personnes concernées n'ont pas été mises au courant de ce changement avant le vote du projet de loi en question?

- En tenant compte de l'aggravation de la situation financière de ces personnes, est-ce que des nouvelles mesures compensatoires sont prévues?

- Dans la négative et dans ce contexte, Madame la Ministre ne dément-elle pas ses propres affirmations selon lesquelles «mir huele kengem eppes ewech»?

Réponse (02.09.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Les allocations familiales et l'allocation spéciale supplémentaire sont destinées aux enfants et jeunes gens jusqu'à l'âge de 25 ans qui sont scolarisés.

Les personnes handicapées peuvent profiter du Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) qui est bien plus élevé que la somme des allocations familiales et de l'allocation spéciale supplémentaire.

169 personnes handicapées entre 30 et 64 ans et 54 personnes handicapées entre 65 et 92 ans ont encore profité des allocations familiales et de l'allocation spéciale supplémentaire.

Les personnes concernées peuvent introduire une demande en obtention du RPGH, qui s'élève à 1.348,18 euros par mois, auprès du secrétariat de la Commission médicale de l'ADEM. La Commission médicale transmet par la suite le dossier au Fonds national de solidarité qui examine si les conditions d'obtention sont remplies et décide si la personne a droit au RPGH. Par ailleurs, ces personnes peuvent également, en cas de besoin, demander un soutien auprès de l'assurance dépendance.

Question 2347 (31.08.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le paiement de l'allocation familiale au-delà de 25 ans pour raisons de santé:

No dem Artikel 271 Paragraf 2 vum Code iwwert déi sozial Sécherheet kann een „allocations familiales“ bis zum Alter vu 25 Joer kréien. Dat géllt och fir d'„allocation spéciale supplémentaire“. Dat neit Gesetz iwwer d'„prestations familiales“ schreift och eng Altersgrenz vu 25 Joer fir esou Leeschtunge fest.

Well verschidde Leit, déi méi al wéi 25 Joer sinn an aus gesondheetleche Grënn bis elo nach Kannergeld kruten, déi Ennerstëtzung elo net méi kréien, wollt ech der Madamm Familljeminister dës Froe stellen:

1. Ass der Madamm Minister bekannt, datt verschidde Leit, déi méi al wéi 25 Joer sinn a bis elo nach Kannergeld kruten, z. B. wéinst Faiten am Zesummenhank mat hirer geeschterger Gesondheet, déi Ennerstëtzung elo net méi kréien? Wéi vill Leit sinn dovun betroff?

2. Ass et de politesche Wëlle vun der Regierung, datt déi Leit an d'Familljen, déi se ennerstëtzen an/oder bei sech wunnen hunn, déi Suen net méi solle kréien?

3. Kënnen déi betraffe Leit eventuell mat aneren an op d'mannst equivalente Forme vu materieller Ennerstëtzung rechnen? Wa jo, wéi eng, a wouhi müssen déi betraffe Leit sech adresséieren?

4. Wann neen, wat wëllt d'Regierung maachen, fir en eventuellen Oubli ze behieven a fir déi betraffe Leit nees an de Genoss vun enger op d'mannst equivalenter Ennerstëtzung kommen ze loossen?

Réponse (02.09.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

D'Kannergeld an d'Allocation spéciale supplémentaire si geduecht fir Kanner a jonk Erwuesener bis 25 Joer, déi nach an d'Schoul ginn. Et goufen och 169 behënnert Persounen tëscht 30 a 64 Joer a 54 Persounen tëscht 65 an 92 Joer, déi also wäit iwwert deem Alter eraus nach d'Kannergeld an d'Allocation spéciale supplémentaire kruten. Si kënnen allerdéngs eng Demande erareechen, fir de Revenu pour personnes gravement handicapées ze kréien, deen ëm e Villfaches méi héich ass ewéi d'Kannergeld an d'Allocation spéciale zesummen. Deen RPGH kann ab 18 Joer bei der Commission médicale vun der ADEM ugefrot ginn. De Fonds national de solidarité kritt duerno den Dossier, fir ze iwwerpréifen, ob déi iwwreg Konditiounen vum Gesetz erfüllt sinn. De Montant vun deem Revenu läit bei 1.348,18 Euro.

Fir weider Detailler zum RPGH verweisen ech op d'Gesetz vum 12. September 2003 (Loi relative aux personnes handicapées).

Et ass der Regierung wichteg, dass déi concernéiert behënnert Leit gehollef kréien, wa se Hëllef brauchen. Nieft dem RPGH kënnen déi Leit och Hëllef am Kader vun der Fleegeversécherung ufroen.

Duerch d'Reform vun de Familljeleeschtungen ass fir Kanner an Erwuesener bis 25 Joer mat enger Behënnerung de Montant vun der Allocation spéciale supplémentaire op 200 Euro eropgesat ginn.

Question 2348 (05.09.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la réforme des finances communales:

Les 7 et 14 juillet 2016, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a présenté aux membres de la Commission des Affaires intérieures les grandes lignes de la réforme du système de financement des communes avec une juxtaposition de la situation avant et après la réforme selon laquelle certaines communes seraient per-

dantes et d'autres gagnantes. Or, lors de ces réunions Monsieur le Ministre n'a pas fourni les variables, les paramètres et le détail de ses calculs.

Afin de pouvoir apprécier en toute transparence les modifications proposées au niveau des finances communales, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir pour le Fonds communal de dotation financière le détail par commune du calcul du montant de la dotation pour 2015 se composant (i) de la participation des communes aux trois impôts étagés et du détail de l'établissement du montant forfaitaire et (ii) du tableau détaillé par commune avec ses variables (population, superficies...) et paramètres de ventilation des différentes tranches revenant aux communes?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues et le détail de leur redistribution aux communes du pays en application des règles de la péréquation en vigueur avec les variables (population, taux...) à la base des opérations?

3) Au niveau de l'impôt foncier Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau détaillé des bases, des taux et des produits par commune pour les différents sous-groupes de cet impôt?

4) Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution pour les trois derniers exercices (2013 à 2015) au financement des frais du personnel enseignant?

5) Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au financement pour les trois derniers exercices (2013 à 2015) des dépenses de la Caisse de prévoyance ainsi que les contributions annuelles de l'État pour la même période aux dépenses de cette Caisse de pension du secteur communal?

6) Sur base des données de 2015, Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau détaillé par commune et par tranche de revenus résultant de la modification des variables et des paramètres de ventilation aux communes des sommes leur réservées en dehors de celles résultant de l'abolition de la contribution des communes aux frais du personnel enseignant et de leur contribution supplémentaire à la Caisse de prévoyance et ce tant pour le Fonds communal de dotation financière que pour l'impôt commercial communal et l'impôt foncier?

7) Monsieur le Ministre peut-il fournir une série de trois années au moins des nouvelles variables ainsi que les auteurs de ces variables, leur mode d'établissement et les références de publication de ces variables?

8) Quel est l'effet de l'abolition de la contribution aux frais du personnel enseignant et de l'intégration de la contribution supplémentaire à la Caisse de prévoyance sur chaque commune, en d'autres termes, quelle est la décharge et quelle est la charge supplémentaire pour chaque commune?

9) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le détail des revenus par commune et m'informer sur la statistique de la population par commune prise en considération pour le calcul du revenu par habitant des différentes communes?

10) En complément du «ratio revenu par habitant» Monsieur le Ministre peut-il également fournir le ratio «revenu par superficie de terrain vert», un ratio qui informe sur les disparités éventuelles en matière de dotation des communes pour prendre en charge l'entretien des infrastructures de communication entre les localités?

11) Pourquoi Monsieur le Ministre supprime-t-il la dotation administrative de base variable calculée par commune (fixe) et fonction du nombre de conseillers communaux (variable) notamment pour les petites communes (< à 1.000 habitants), alors que le coût de la gestion administrative de base a massivement augmenté les dernières années en raison du personnel communal obligatoire et du coût du congé politique des élus locaux pour chaque commune, aussi pour celles dépassant les 3.000 habitants?

Réponse (10.10.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, je tiens tout d'abord à préciser que les variables, paramètres et résultats des calculs ont été exposés lors de la présentation de la réforme des finances communales à l'occasion des réunions de la Commission des Affaires intérieures les 7 et 14 juillet 2016. Ont d'ailleurs été distribués des tableaux présentant les effets de la réforme projetée.

Qui plus est, et dans un esprit de pleine transparence, je me dois de rappeler que maintes



statistiques demandées par l’auteur de la question parlementaire sont publiées sur la plateforme de communication «CIRCALUX» accessible à chaque agent et élu communal.

Je tiens par ailleurs à préciser que le projet de loi n°7036 instituant la réforme des finances communales a été déposé à la Chambre des Députés en date du 29 août 2016, comprenant un exposé des motifs, le texte du projet de loi, le commentaire des articles et la fiche financière. Tous ces documents sont consultables et téléchargeables sur le site Internet de la Chambre des Députés.

ad questions 1, 2, 3, 4

Les tableaux afférents sont joints à la présente.

ad question 5

Le tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au financement (20,3%) des dépenses de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux de 2013 à 2015 est joint en annexe.

Les contributions annuelles de l’État (14,7%) aux dépenses de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux s’élèvent à 43.580.658,65 euros en 2013, 45.265.612,02 euros en 2014 et à 47.282.016,98 euros en 2015.

ad question 6

Il y a lieu d’informer l’honorable Député que le projet de loi n°7036 n’affecte pas l’impôt foncier. Il est donc impossible de présenter le tableau demandé.

ad question 7

L’honorable Député s’enquiert des nouveaux critères de distribution du futur Fonds de dotation globale des communes (FDG) qui sont: la population ajustée, les emplois salariés, l’indice socio-économique, les logements sociaux et la superficie ajustée.

Pour ce qui est des explications afférentes, je me permets de renvoyer l’honorable Député à l’exposé des motifs et au commentaire des articles du projet de loi n°7036 instituant la réforme des finances communales.

Pour ce qui est tableaux demandés par l’auteur de la question, il échet d’informer l’honorable Député que les données relatives à l’Indice socio-économique sont fournies par l’Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg (Statec) et celles relatives aux emplois salariés par l’Administration des contributions directes et ce pour les besoins de la réforme des finances communales. Je joins dès lors en annexe (annexes 6.1 et 6.2) les données relatives à l’année 2015.

ad question 8

Le tableau ayant trait à l’abolition de la contribution aux frais du personnel enseignant par commune est joint à l’annexe 4. Le tableau relatif à la contribution supplémentaire par commune à la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux ne peut être produit, comme la somme globale afférente fait l’objet d’un abattement au niveau du montant forfaitaire du FDG, comme il ressort d’ailleurs de l’exposé des motifs et de la fiche financière du projet de loi n°7036.

ad question 9

L’honorable Député demande de plus amples détails sur les revenus par commune, sans pour autant préciser sa requête, ni d’ailleurs spécifier l’année de référence.

Pour ce qui est des chiffres de la population prise en compte, je tiens à renvoyer au projet de loi n°7036 qui précise à l’article 3 (2) que sont pris en compte les chiffres de la population de résidence la plus récente calculée par le Statec.

ad question 10

Le tableau reprenant le «ratio revenu par habitant» pour l’année de référence 2015, joint en annexe (annexe 7.1), a été distribué lors de la séance de la Commission des Affaires intérieures en date du 14 juillet 2016. Comme le «ratio par superficie de terrain vert» n’a pas d’importance dans la future réforme des finances communales en projet, je joins pour autant en annexe (annexe 7.2) le dernier tableau, d’ailleurs disponible sur CIRCALUX, ayant trait à l’année 2012.

ad question 11

L’honorable Député déplore que le projet de loi n°7036 prévoie d’abolir le système de la dotation administrative de base du Fonds communal de dotation financière (FCDF), composée d’une partie fixe et d’une partie variable pour chaque conseiller communal dépassant le nombre de 7. En effet, une somme fixe qui s’élève à 99.157 euros est actuellement allouée à chaque commune. Elle est majorée d’une somme supplémentaire de 18.592 euros pour

chaque conseiller communal dépassant le nombre de sept.

Il y a tout d’abord lieu d’informer l’honorable Député que les communes de moins de 1.000 habitants ne profitent actuellement pas de cette partie variable comme leur conseil communal se compose de sept membres. Ensuite, je tiens à préciser que le nombre de conseillers communaux ne varie que tous les six ans et ce à l’occasion des élections communales ordinaires.

Comme le coût de la gestion administrative de base dépend notamment du chiffre de la population, le projet de réforme prévoit une dotation forfaitaire graduelle en fonction de la population de chaque commune à partir de 1.000 habitants, chiffre qui est adapté chaque année.

Par ailleurs, je tiens à informer l’honorable Député qu’actuellement seules cinq communes ont une population de moins de 1.000 habitants, dont une future commune fusionnée et une autre qui dépassera le cap de 1.000 habitants vraisemblablement en 2017.

Le système de la dotation forfaitaire graduelle préconisé par le projet de réforme est dès lors bien plus équitable et effectif, tout en constituant un incitatif supplémentaire pour engager les communes de moins de 3.000 habitants dans un processus de fusion.

(Annexes à consulter auprès de l’Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2349 (31.08.2016) de **Mme Martine Hansen** et de **M. Marco Schank** (CSV) concernant la **peste porcine africaine**:

Die afrikanische Schweinepest (ASP) ist eine schwere Virusinfektion, die als gefährliche Krankheit bei Haus- und Wildschweinen gilt und welche in den vergangenen Jahren in mehreren europäischen Ländern aufgetreten ist. Diese Thematik war Gegenstand der parlamentarischen Anfrage Nummer 0487 vom 27. August 2014 (cf. *compte rendu n°1, session 2014-2015*).

Laut neuesten Medienberichten scheint die afrikanische Schweinepest sich immer mehr in den osteuropäischen Ländern sowie Russland auszubreiten. Russland hat in der ersten Hälfte dieses Jahres 25 Ausbrüche in Schweinebeständen registriert, in der Ukraine waren es im gleichen Zeitraum 13 Fälle. Aber auch in den osteuropäischen EU-Mitgliedstaaten häufen sich die Seuchenfälle. Im Osten Polens mussten in den ersten beiden Augustwochen bei 6 Ausbrüchen rund 700 Tiere gekeult werden. Laut EU-Kommission wurden im ersten Halbjahr elf Ausbrüche bei Hausschweinen in Litauen, aber auch 18 Fälle in Sardinien registriert. Die afrikanische Schweinepest breitet sich aber insbesondere bei Wildschweinen aus. Die EU-Kommission spricht seit Jahresanfang von 1.412 bestätigten Infektionen, davon 666 in Estland und 510 in Lettland.

Vor dem Hintergrund neuer Ausbrüche der afrikanischen Schweinepest in den baltischen Staaten und in Polen hat das Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft Mitte August auf Maßnahmen zur Seuchenverhinderung hingewiesen. Der Appell richtet sich an Verbraucher, Tierhalter, Viehhändler und Jäger. Das Ministerium betont, dass die Schweinepest über größere Distanzen durch Menschen ausgebreitet werden könne, insbesondere, wenn Erzeugnisse von infizierten Haus- oder Wildschweinen unachtsam entsorgt würden, zum Beispiel auf Autobahnparkplätzen oder Picknickplätzen. Des Weiteren dürften Hausschweine und Wildschweine auf keinen Fall mit Küchenabfällen gefüttert werden. Auch Tierhalter und Viehhändler sollen Vorsichtsmaßnahmen einhalten. Dazu zählen insbesondere einfache Biosicherheitsmaßnahmen wie der Einkauf von Schweinen aus Beständen mit einem gesicherten Tiergesundheitsstatus, die Abschotung des Bestandes und der Futterlager gegenüber Wildschweinen sowie die konsequente Reinigung und Desinfektion von Fahrzeugen unmittelbar nach jedem Transport.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

1) Hat die Regierung vor, präventive Maßnahmen zu treffen sowie ähnlich dem Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft die Verbraucher, Tierhalter, Viehhändler und Jäger über Vorsichtsmaßnahmen zu informieren, um die Einschleppung der Seuche so zu verhindern?

2) Was passiert, wenn die afrikanische Schweinepest in Luxemburg festgestellt wird?

3) Wie viel Schweinefleisch wird aus den baltischen Staaten und Polen importiert und werden diese Schweine auf die afrikanische Schweinepest getestet?

4) Welche Impulse gibt die Regierung innerhalb der EU, um eine weitere Ausbreitung der afrikanischen Schweinepest in der Europäischen Union zu verhindern?

Réponse (03.10.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

1) Die afrikanische Schweinepest ist eine Virusinfektion, die sowohl Wildschweine als auch Hausschweine befällt und im Fall von letzteren einen großen ökonomischen Schaden anrichten kann.

Da es im Gegensatz zur klassischen Schweinepest keine Impfung gegen die afrikanische Schweinepest gibt, beruhen die Maßnahmen hauptsächlich auf der Kontrolle des Verkehrs von Tieren, von Futtermitteln sowie von Personen und der damit verbundenen Biosicherheit in den Schweinebetrieben.

Die Veterinärverwaltung nutzt bei jedem Treffen mit den Tierhaltern, Viehhändlern und Jägern die Gelegenheit, um auf die Risiken einer Einschleppung des Virus aufmerksam zu machen. Gelegentlich werden auch in der Fachpresse Mitteilungen veröffentlicht.

2) Falls in Luxemburg ein Verdachtsfall gemeldet wird, treten die Bestimmungen des „Règlement grand-ducal du 28 novembre 2003 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine“ in Kraft. Wird dieser Verdacht durch Laboruntersuchungen bestätigt, treten weitere Maßnahmen des oben erwähnten großherzoglichen Reglements in Kraft, wie z. B. das Töten der Schweine in den betroffenen Betrieben, das Ausweisen eines Sperrgebietes sowie einer Überwachungszone, die epidemiologische Untersuchung sowie die Reinigung und Desinfektion der geräumten Betriebe.

Alle diese Maßnahmen sowie das Ausfuhrverbot von lebenden Schweinen wie auch von Schweinefleisch hätten verheerende Konsequenzen für die nationale Schweineproduktion.

3) Die eingeführten Mengen von Schweinefleisch aus den baltischen Staaten und aus Polen sind mit großer Wahrscheinlichkeit eher gering. Zudem bleibt zu betonen, dass aus Ländern oder Regionen, in denen Fälle von afrikanischer Schweinepest festgestellt wurden, die Ausfuhr von lebenden Schweinen sowie von Fleisch und Fleischprodukten gemäß der europäischen Richtlinie 2002/60/CE verboten ist. Diese Maßnahme gilt als Schutz gegen die Einschleppung des Virus in schweinepestfreie Länder.

4) Das Thema „afrikanische Schweinepest“ steht regelmäßig auf der Tagesordnung der Sitzungen der europäischen Landwirtschaftsminister und bei diesen Gelegenheiten unterstützt der luxemburgische Landwirtschaftsminister die Bestrebungen der Europäischen Kommission und der Mitgliedstaaten, um die Verbreitung des Virus zielstrebig einzudämmen.

Question 2351 (01.09.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **congés collectifs**:

Les travaux sur les chantiers du secteur de l’assainissement aux communes se déroulent en règle générale à l’extérieur des localités. Les projets tels que la construction d’une station d’épuration ou la mise en position de collecteurs nécessitent souvent la traversée des habitats naturels et des terrains agricoles. Des périodes de restriction pour réaliser ces travaux sont prévues afin de protéger la flore et la faune sauvages. Dès lors, il est interdit de déranger l’hibernation des chauves-souris durant l’automne et l’hiver ainsi que la couaison des oiseaux durant le printemps.

En outre, il convient d’y ajouter les congés collectifs des entreprises de construction. Il s’ensuit que la marge de manœuvre pour réaliser les travaux nécessaires est très limitée dans le temps. Il faut préciser que c’est notamment durant la phase du congé collectif d’été que les travaux pourraient avancer plus rapidement à cause des conditions météorologiques favorables par rapport au reste de l’année.

En raison de ces nombreuses contraintes, les travaux sur les chantiers concernés peuvent accumuler des retards conséquents. L’avancement des travaux sur ces chantiers pendant le congé collectif d’été permettrait une progression plus rapide des travaux.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Economie sociale et solidaire et à Madame la Ministre de l’Environnement:

- Les Ministres sont-ils d’avis que la suspension du congé collectif d’été pour les travaux sur les chantiers du secteur de l’assainissement pourrait constituer une mesure envisageable afin d’éviter des retards?

- Le cas échéant, quelles autres mesures seraient concevables?

Réponse commune (04.10.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l’Emploi et de l’Economie sociale et solidaire* et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l’Environnement*:

Comme le principe de la fixation du congé collectif et des dérogations éventuelles dans le secteur du bâtiment, des installateurs sanitaires, de chauffage et de climatisation ainsi que des plafonneurs-façadiers relève de l’autonomie tarifaire, il n’appartient pas aux ministres interpellés de prendre position par rapport à la question parlementaire.

Question 2352 (01.09.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **services des urgences médicales**:

Wie in der Vergangenheit schon häufiger bemängelt, hat die „Patiente Vertriedung“ erneut festgestellt, dass der ländliche Raum und hier vor allem der Osten des Landes benachteiligt ist, was die medizinische Notfallversorgung angeht. Der Osten ist immer noch die einzige Region des Landes, in der es keine „Maison médicale“ gibt.

In den anderen Regionen des Landes muss man aber auch feststellen, dass die Notfallversorgung zwischen 18:00 (Schließen der Arztpraxen) und 20:00 (Öffnen der Maisons médicales) nicht garantiert ist.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

- Kann die Ministerin uns mitteilen, ob mittlerweile Vorschläge vorliegen, wie man auch im Osten des Landes eine effiziente medizinische Notfallversorgung, insbesondere außerhalb der Öffnungszeiten der Arztpraxen, garantieren kann?

- Erachtet die Regierung es als sinnvoll, die Öffnungszeiten der Maisons médicales auf 18:00 Uhr vorzuschieben? Würde dies nicht ein Aufsuchen der Notaufnahme in den Kliniken zu diesen Uhrzeiten verringern?

Réponse (03.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Les maisons médicales, qui ont été créées en 2008 et qui sont implantées dans chacune des trois régions hospitalières du pays à proximité des hôpitaux d’Esch/Alzette, Luxembourg et Ettelbruck, ont pour mission d’assurer le service de remplacement en médecine générale, garantissent la continuité des soins des patients en dehors des heures d’ouverture du cabinet de leur médecin.

Le système des maisons médicales constitue dès lors un élément important du service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, sans toutefois s’apparenter à un service médical d’urgence proprement dit. Ainsi, le système mis en place prévoit une maison médicale pour chaque région hospitalière.

Chaque maison médicale est localisée utilement dans les alentours d’un hôpital de garde. Le fonctionnement d’une maison médicale près d’un hôpital de garde permet de décharger les policliniques de ces hôpitaux, mais facilite également au patient le passage de la maison médicale vers les services spécialisés de l’hôpital en cas de pathologie nécessitant notamment des analyses de laboratoires ou des prestations d’imagerie médicale.

Le programme gouvernemental prévoit que «sur base du résultat d’une évaluation à laquelle sera soumis le concept des maisons médicales, le Gouvernement engagera des réflexions en vue de désengorger les services des urgences des hôpitaux. Une meilleure collaboration entre services d’urgence et maisons médicales sera poursuivie. La question de la responsabilité en cas de transferts entre hôpitaux et maisons médicales est à régler.»

Actuellement un groupe de travail, composé de membres du Ministère de la Santé, de la Direction de la santé, de la Caisse nationale de santé, des médecins coordinateurs des maisons médicales, de même que des représentants de tous les hôpitaux qui participent au service de



garde sont en train d'évaluer l'activité du service maisons médicales de même que d'examiner la problématique du désengorgement des services d'urgence des hôpitaux et l'amélioration de la collaboration entre les maisons médicales et ces services d'urgence.

Sans vouloir anticiper les conclusions de ce groupe de travail, j'ai pu constater personnellement, en m'étant rendue dans chaque maison médicale, que le service s'avère être un succès, même s'il est vrai que la fréquentation pourrait éventuellement encore être accrue.

Par ailleurs, le prédit groupe de travail sera amené à examiner certaines pistes de réflexion visant à améliorer le système de prise en charge en médecine générale des patients en dehors des heures d'ouverture des cabinets médicaux. Certaines de ces pistes de réflexion, parmi de nombreuses autres, seront l'étude de l'utilité de l'élargissement des heures d'ouverture des maisons médicales, leur localisation géographique ou l'idée de compléter le service des maisons médicales par des cabinets médicaux de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale.

Je ne souhaite dès lors pas anticiper les conclusions de ce groupe de travail, qui, je l'espère, me parviendront dans les prochaines semaines et j'en tirerai les conclusions adéquates.



Question 2353 (01.09.2016) de **Mme Cécile Hemmen (LSAP)** concernant le **Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé**:

Dans le cadre de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, un Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé a été mis en place.

Au printemps 2015, le médiateur a été nommé et le service a été ouvert.

Ce service peut être saisi par les patients et les professionnels de la santé et a pour objectifs:

- l'information;
- la prévention des conflits;
- le rapprochement des parties pour trouver une résolution extrajudiciaire d'un conflit dans un esprit de dialogue et de compréhension mutuelle;
- être un point de contact national en cas de soins transfrontaliers.

Le rapport d'activité 2015 du Ministère de la Santé reste muet sur les activités de ce service qui ne dispose pas non plus de site Internet propre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Une évaluation du chapitre 3 de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé est-elle prévue?
2. Existe-t-il des précisions et des chiffres concernant le résultat des missions du service (nombre d'appels, de rendez-vous et d'entrevues, nombre de plaintes et de dossiers en cours, nombre de dossiers clôturés, cas aboutissant à des procédures, nombre de recommandations émises, etc.)?
3. Est-il prévu que le médiateur en santé rende un rapport d'activités? À quelle date? Ce rapport sera-t-il annuel? Sera-t-il publié?
4. Combien de dossiers concernant le remboursement de soins transfrontaliers ou d'autres difficultés transfrontalières ont été traités? Quelles enseignements peut-on tirer de cette partie de l'activité du service jusqu'à ce jour?
5. Quels sont les besoins financiers et le budget du service?
6. Une campagne d'information sur les missions du médiateur en santé et ce mode de règlement de conflits en faveur des patients est-elle prévue?

Réponse (29.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**:

ad 1. L'évaluation externe du Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé pourra être envisagée à partir du moment où celui-ci aura achevé sa phase de développement et de consolidation de son mode de fonctionnement.

La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient prévoit à son article 20 (5) que le rapport annuel du Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé établit un bilan de son activité, qui peut contenir des recommandations et exposer des difficultés éventuelles que le service a rencontrées dans l'exercice de ses missions. Cette disposition permet au service de signaler de son point de vue une difficulté de fonctionnement par rapport à sa base légale. A ce stade le service ne constate pas de difficulté majeure en rapport avec le chapitre 3 de la loi.

ad 2. Le service remplit pour les patients et pour les prestataires de soins de santé trois missions principales:

- point d'information et d'accès au droit;
- gestion de plaintes et centre de médiation;
- point de contact soins-transfrontaliers avec la CNS.

Actuellement, le service ne répertorie pas les sollicitations ponctuelles dans le cadre de sa mission d'information et d'accès au droit, qui se font la plupart du temps par téléphone ou e-mail. La fréquence étant très variable avec des périodes creuses notamment pendant les vacances.

Pour ce qui est de ces sollicitations avec ouverture d'un dossier de plainte ou de médiation, le service a ouvert pendant la période mi-mai 2015 à mi-septembre 2016 au total environ 172 dossiers, dont la majorité concerne l'activité hospitalière (médicale, soins, organisation). Pour l'activité extrahospitalière, environ 80% des dossiers concernent les soins dentaires.

Sur ces 172 dossiers, 18 ont abouti à un processus complet de médiation avec au moins une réunion commune des parties.

Dans plus de 80% des 172 dossiers, il y a eu un entretien préalable permettant d'être à l'écoute, de discuter le contexte de la plainte ou demande de médiation, d'entendre les attentes des parties et d'expliquer le processus de la médiation. Dans la majorité des cas ce sont les patients qui contactent en premier le service.

Après ce moment intense d'écoute et d'échange, les patients se sentent souvent mieux informés et apaisés et décident alors d'«en rester là» ou de rechercher dans un premier temps le dialogue direct avec le prestataire.

Dans d'autres cas, le médiateur s'adresse comme suite à la demande de médiation au prestataire de soins concerné. Cette prise de contact amène alors souvent à chercher une solution en dehors de la présence d'un tiers médiateur, et il y alors soit un rendez-vous avec le prestataire concerné ou éventuellement reprise du dossier par le gestionnaire des plaintes si le prestataire en dispose (établissements hospitaliers, réseaux de soins...) avec possibilité pour les parties de décider à tout moment de s'adresser au médiateur s'ils estiment, d'un commun accord, avoir besoin d'un médiateur externe.

Dans ces cas, même s'il n'y a pas eu médiation au sens stricte, le service remplit sa mission d'information, de prévention des conflits et de promotion de la communication en offrant un espace d'écoute, d'information et de guidance.

ad 3. Conformément à la loi précitée, le service élabore un rapport annuel qu'il adresse au ministre ayant la Santé dans ses attributions. La loi ne précise pas si le rapport annuel doit être public. Il sera toutefois rendu public dès sa présentation, que le service souhaite organiser à la fin du mois d'octobre 2016.

Le premier rapport annuel concernera la première année du mandat du médiateur de la santé, c'est-à-dire la période du 1^{er} avril 2015 au 1^{er} avril 2016. Il est en cours de finalisation.

ad 4. Le Luxembourg dispose de deux points de contact en matière de soins transfrontaliers, à savoir un point de contact établi auprès de la CNS et un deuxième point de contact établi auprès du Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé.

La Caisse nationale de santé remplit la fonction de point de contact pour ce qui concerne la tarification et le remboursement des soins transfrontaliers (niveau de remboursement, autorisation préalable, règlements de coordination de la sécurité sociale).

L'activité du service concerne avant tout l'information sur les soins de santé transfrontaliers, lorsque le traitement à lieu au Luxembourg; soins de santé disponibles; médecins et établissements de santé autorisés; accessibilité, qualité et sécurité; droits des patients; statut des prescriptions établies à l'étranger; règlement des plaintes et litiges. Cette activité s'adresse ainsi avant tout aux patients affiliés à l'étranger qui sont traités ou envisagent d'être traités au Luxembourg.

Dans l'exercice de cette mission, le service collabore avec la CNS et avec les points de contact en matière de soins transfrontaliers désignés par les autres États membres en application de la directive 2011/24/UE.

En cas de difficulté ou de différend liés à des soins transfrontaliers à l'étranger, les patients luxembourgeois peuvent se mettre en relation avec le point de contact national du pays dans lequel ces soins de santé ont été dispensés afin de connaître leurs droits et moyens d'action.

Au besoin, le service peut assister les patients dans ces démarches, le cas échéant en contactant le point de contact étranger ou en contactant le prestataire étranger pour une prise de position ou en proposant une médiation transfrontalière.

Six dossiers concernant des difficultés à l'étranger ont ainsi été ouverts. Ils concernaient notamment l'accès au dossier patient, des incidents associés à des soins à l'étranger et l'absence de réalisation d'un traitement programmé.

Le service constate, à l'instar de l'ensemble des points de contact qui ont été désignés par les États membres, que cette fonction est très peu sollicitée (environ un appel par mois). Une campagne d'information à mener ensemble avec la CNS pourrait ici augmenter la visibilité des points de contact nationaux.

ad 5. L'article budgétaire 14.0.12.345 Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé couvre les besoins liés au fonctionnement du service, à l'exception des salaires (fonctionnaires et employés de l'État) et des locaux mis à disposition par l'État. Il est doté pour l'année 2016 d'un montant de 100.000 euros. Cet article budgétaire couvre ainsi des frais divers (nettoyage, achat de matériel; frais de route; frais de formation, de supervision et d'experts...).

Conformément à la loi, l'État met à disposition du service des locaux sis au 73, rue Adolphe Fischer, à Luxembourg-ville. Le service bénéficie au niveau de son personnel d'un poste à plein temps dans la carrière supérieure des fonctionnaires de l'État (poste du médiateur de la santé), d'un poste dans la carrière supérieure des employés de l'État (médiatrice et juriste) et d'un poste à mi-temps dans la carrière moyenne des employés de l'État (secrétariat).

ad 6. Le service a élaboré une présentation de base sensibilisant aux droits et obligations du patient et présentant le service, son fonctionnement et ses missions. Cette présentation met un accent particulier sur la médiation comme mode de règlement amiable de conflits et son intérêt pour les prestataires et les patients. Il s'agit d'une offre de formation - sensibilisation de +/- deux heures, avec laquelle le service intervient avant tout auprès des prestataires ou d'autres acteurs en contact régulier avec des patients.

Un flyer destiné à informer le grand public sur les missions du service, avec un accent particulier sur la médiation comme mode de règlement amiable de conflits a été élaboré. Il est déjà disponible au format PDF. Il sera présenté ensemble avec le rapport annuel et distribué par la suite.

Pour l'année 2017, le service prévoit une présence Internet améliorée avec un site Internet propre.

À moyen terme, des campagnes de sensibilisation sur les droits et obligations du patient et les missions du service pourraient être envisagées en collaboration avec le Ministère de la Santé et d'autres acteurs, à l'instar de ce qui se fait par exemple en Belgique (édition et diffusion de brochures, campagne de courts films pédagogiques...).



Question 2354 (02.09.2016) de **M. André Bauler (DP)** concernant la **rénovation du Monument national de la grève du 31 août 1942**:

L'on sait que le revêtement du parvis devant le Monument national de la grève du 31 août 1942, érigé sur initiative nationale en l'an 1955 à Wiltz, dessiné par Jean Wercollier, architecte, et orné de sculptures de son frère, l'artiste Lucien Wercollier, se trouve en état de dégradation.

Depuis des années, les pavés et les escaliers sont glissants. L'eau de pluie entre dans le sol par les joints fissurés si bien que de plus en plus de pavés sont déchaussés. Pire encore, l'eau pénètre également dans la crypte située sous le monument à proprement parler, endroit où ont été attachées les plaques commémoratives sur lesquelles figurent les noms et prénoms des victimes de la guerre. A ne pas perdre de vue

que l'effet conjoint des pluies et du gel risquent de détériorer progressivement l'état de ce lieu de mémoire (dalles et parvis). C'est pourquoi, en janvier 2013, la commune avait prié Madame la Ministre de la Culture à la soutenir dans la rénovation de la place publique devant ce monument national.

Venant d'apprendre que le chantier en question pourrait être entamé dans peu de temps si bien que les travaux seraient finalisés avant la célébration du 75^e anniversaire de la grève de 1942, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État et Ministre de la Culture:

- La rénovation en question sera-t-elle réalisée sous l'égide du Gouvernement?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser, le cas échéant, si un devis estimatif des travaux de rénovation à réaliser en vue de la conservation de ce monument national a été établi? Les coûts de rénovation seront-ils répartis entre l'État et la Ville de Wiltz? Dans l'affirmative, dans quelle proportion?

- Monsieur le Ministre estime-il qu'il serait opportun de procéder à un classement de ce lieu de mémoire comme monument national?

Réponse (30.09.2016) de **M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture**:

Une procédure de protection nationale du Monument national de la grève conformément à la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux est actuellement en cours.

C'est grâce à cette procédure, et suite à son aboutissement, que l'État pourra venir à charge pour faire réaliser les travaux de réfection de ce monument sous l'égide du Service des sites et monument nationaux. Avant de faire établir des devis, une étude devra déterminer les causes des dégâts et en définir les remèdes.



Question 2355 (02.09.2016) de **Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marco Schank, Emile Eicher (CSV)** concernant la **ligne ferroviaire Liège-Gouvvy**:

Selon des informations parues dans la presse belge, la SNCB est en train d'étudier la possibilité d'augmenter la cadence de circulation des trains sur la ligne ferroviaire Liège-Gouvvy à un train toutes les heures. Actuellement les deux villes sont reliées par une voie ferrée dans un rythme de deux heures seulement. Cette adaptation des horaires permettra de mieux répondre aux besoins des utilisateurs des chemins de fer dont notamment les nombreux travailleurs frontaliers et étudiants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des plans susmentionnés de la SNCB?

- Dans l'affirmative, quelles pourraient être les répercussions d'une telle décision pour la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois et notamment sur la ligne Gouvvy-Luxembourg?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu des pourparlers avec son homologue belge et le cas échéant quelles ont été les conclusions prises?

Réponse (17.10.2016) de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

Par leur question parlementaire n°2355 du 2 septembre 2016, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant la ligne ferroviaire Liège-Gouvvy.

D'après nos informations, le contrat de gestion de la SNCB, qui fixe les objectifs de l'État pour l'entreprise publique, est échu depuis 2012.

Se pose actuellement en particulier la question comment la SNCB et Infrabel vont se partager l'effort de faire des économies à concurrence de trois milliards d'euros, tel que commandé par le Gouvernement fédéral selon les informations parues dans la presse belge. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement fédéral a chargé la SNCB et Infrabel d'évaluer plusieurs scénarios budgétaires dont certaines idées ont d'ailleurs été publiées dans la presse belge.

Les discussions au sujet du groupe ferroviaire SNCB/Infrabel ne sont pas encore terminées et se poursuivent à tous les niveaux en Belgique.

De façon générale, toutes les réunions régulières que j'ai avec mon homologue belge, Monsieur le Ministre François Bellot, sont mises à profit pour notamment faire avancer tous les dossiers ferroviaires entre la Belgique et le Luxembourg.



Question 2356 (02.09.2016) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant **l'installation de la Maison du Parc naturel Mëllerdall dans le Château Renaissance de Beaufort**:

En date du 10 juin 2016, le Parc naturel Mëllerdall a été présenté au public. Le point de départ idéal pour tous les visiteurs du parc devrait être la Maison du Parc naturel en offrant des informations, expositions, guides et attractions. Pas encore désigné pour le Parc naturel Mëllerdall, il se pose dès lors la question de l'emplacement de la future Maison du Parc naturel Mëllerdall.

Un site potentiel est le Château Renaissance de Beaufort. Depuis 1981, l'État est propriétaire du site. C'est en 2012, après la mort de la dernière occupante, que le Ministère de la Culture a pris l'initiative d'ouvrir le château au public pour des visites guidées, ceci avec l'aide du Service des sites et monuments nationaux et des Amis des Châteaux de Beaufort. Il s'agit d'un monument remarquable, notamment parce qu'il n'a jamais connu de grands dégâts. En dehors de quelques ajouts et transformations mineurs, ce patrimoine est resté plus ou moins intact depuis plus de 360 ans.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les dépendances du Château Renaissance de Beaufort constituent-elles un emplacement approprié pour l'hébergement de la Maison du Parc naturel Mëllerdall?

2. Dans la négative, quels sont les sites favorisés par les Ministres et pour quelles raisons?

3. Vu qu'une partie des dépendances du Château Renaissance de Beaufort ne sont pas encore utilisées. Monsieur le Ministre de la Culture n'estime-t-il pas opportun d'élaborer un concept de valorisation de cette partie du patrimoine, même hormis l'aménagement de la Maison du Parc naturel?

4. De quelle manière Monsieur le Ministre de la Culture entend-il continuer à développer l'offre culturelle au Château Renaissance de Beaufort afin de valoriser son potentiel et de rendre hommage à ce patrimoine impressionnant?

Réponse commune (30.09.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Localisé au cœur du Parc naturel Mullerthal, l'ensemble des châteaux de Beaufort constitue sans contredit un des fleurons patrimoniaux de la région du Mullerthal.

Suite au décès de la dernière occupante. Madame Anne-Marie Linckels-Volmer, le Ministère de la Culture a pris l'initiative, d'ouvrir le Château Renaissance, propriété d'État depuis 1981, au grand public pour des visites guidées, ceci avec le concours du Service des sites et monuments nationaux (ci-après SSMN) et l'asbl les Amis des Châteaux de Beaufort. Ainsi, le site patrimonial - à savoir les ruines du Château-fort, le Château Renaissance ainsi que la plupart des dépendances et jardins - est devenu accessible au public et accueille dès lors un nombre de visiteurs qui va en grandissant.

Les auteurs de la question parlementaire soulignent très justement que le Château Renaissance de Beaufort est un monument remarquable resté dans un état plus ou moins authentique depuis sa construction. Le respect devant ce patrimoine exceptionnel pour le Luxembourg impose qu'une réflexion approfondie soit menée quant à son affectation et à sa destinée.

L'installation de la future Maison du Parc naturel Mëllerdall dans les dépendances du Château Renaissance de Beaufort est certes envisageable. Ceci présupposerait toutefois d'importants investissements. En premier lieu, il reviendrait au syndicat intercommunal mixte, responsable de la gestion du Parc naturel, de présenter une demande formelle à l'État si tel était le souhait. Ce n'est qu'à la suite d'une telle demande que l'État pourrait procéder à l'analyse des opportunités et suites à y donner.

ad 2. Un Parc naturel est un instrument de l'aménagement du territoire pour assurer le développement des espaces ruraux sensibles du point de vue écologique et qui dispose d'un riche patrimoine culturel. Les objectifs d'un Parc naturel sont fixés dans la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

La Maison du Parc naturel constitue généralement le siège administratif du Parc. Elle devrait être un lieu d'information pour les habitants, les écoliers et les associations de la région. Ainsi, il est important qu'elle soit située à un

endroit bien visible et accessible au public. Elle doit accueillir des expositions temporaires sur des sujets de la région et offrir suffisamment d'espaces pour des rencontres (salles de séjour, espaces verts, etc.). Pour les visiteurs venant de l'étranger, la Maison du Parc naturel est généralement considérée comme une porte d'entrée au territoire. Ainsi, il est judicieux de combiner la Maison du Parc naturel avec un centre d'information pour les touristes, une exposition avec les points d'intérêts de la région et, le cas échéant, un magasin avec des produits régionaux.

Les sièges des parcs naturels au nord du pays se situent respectivement dans le bâtiment de l'ancienne draperie à Esch-sur-Sûre (Parc naturel de la Haute-Sûre) et au centre écologique du Parc Hosingen (Parc naturel de l'Our). Ils remplissent la fonction de siège administratif et de lieu de rencontre.

Au Parc naturel du Mëllerdall plusieurs communes ont déjà manifesté leur intérêt pour accueillir la Maison du Parc naturel. Toutes ces propositions nécessitent des investissements au niveau de l'architecture. Jusqu'à présent aucune décision n'a été prise pour l'une ou l'autre solution.

Le Parc naturel du Mëllerdall a été déclaré par règlement grand-ducal du 17 mars 2016. Selon l'arrêté grand-ducal du 10 juin 2016 autorisant la création du Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel du Mëllerdall, le siège du Parc naturel se trouve à Beaufort, 9 rue de l'église. Un changement du siège du Parc naturel nécessitera une modification des statuts du syndicat et sera à approuver par les douze communes membres du Parc naturel.

ad 3. Fortement engagé dans la valorisation de ce patrimoine, l'État a fait entreprendre depuis 2012 des travaux destinés e. a. à améliorer l'accueil du public.

Dans la logique du concept touristique tracé par l'État et les Amis des Châteaux de Beaufort, un projet est actuellement en cours d'élaboration pour rendre utilisable la grande grange au-dessus des étables. Ainsi, des manifestations ponctuelles, à savoir des concerts, des conférences ou des rendez-vous culinaires pourront s'y tenir dans un futur proche.

ad 4. Les Amis des Châteaux de Beaufort organisent une panoplie d'animations et d'activités mettant en valeur le site féodal des deux châteaux. Le Ministère de la Culture et son Service d'animation culturelle régionale sont d'ailleurs représentés au sein du conseil d'administration de l'asbl y apportant avis et conseil afin de promouvoir le site en une destination culturelle de premier choix.

L'asbl entretient également de très bonnes relations avec l'Office régional du tourisme du Mullerthal avec le concours duquel elle offre des visites guidées et animations pour enfants. Après une vaste action de promotion, lancée pour le début de la saison touristique de cette année et au vu des premiers chiffres, il s'avère que l'afflux des visiteurs s'est encore amplifié: l'association a pu compter une hausse du nombre de visiteurs de plus ou moins 10%, soit de 23.959 à 26.350 visiteurs.

Marqueur de l'identité locale, d'une part, et carte de visite culturelle du pays, d'autre part, l'ensemble des châteaux de Beaufort constitue donc un important maillon tant pour le développement de la région que pour la promotion du tourisme culturel au Luxembourg. Dans cette perspective, l'État, représenté par son Ministère de la Culture, a signé en 2015 une convention avec l'association des Amis des Châteaux de Beaufort afin de pérenniser les activités qu'elle entreprend au bénéfice de la conservation et de l'animation de ce site patrimonial. En outre, des travaux de consolidation et de mise en état des deux châteaux sont inscrits au budget pluriannuel du Fonds pour monuments historiques jusqu'en 2018.

Question 2357 (02.09.2016) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **dépassement à droite**:

Il me semble qu'une tendance dangereuse commence à se répandre sur nos autoroutes, celle de certains chauffeurs, souvent jeunes et inexpérimentés, de dépasser à droite et de zigzaguer entre les différentes files pour avancer plus vite.

Or, l'article 125 du Code de la route a la teneur suivante: «Le dépassement doit se faire à gauche. Toutefois, il doit se faire à droite, lorsque le conducteur à dépasser a indiqué son intention d'effectuer un changement de direction vers la gauche et s'est porté vers l'axe de la chaussée ou, dans une chaussée à sens unique, à gauche de celle-ci, en vue d'effectuer

cette manœuvre.» De plus, l'article 126 prévoit qu'«il est interdit de dépasser ou de tenter de dépasser: a) si cette manœuvre peut être de nature à mettre en danger ou à gêner la circulation des autres usagers (...).»

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- La Police grand-ducale procède-t-elle à des contrôles particuliers sur les autoroutes, en particulier par rapport à cette pratique? Le cas échéant, combien de procès-verbaux ont été établis?

- Comment ce comportement est-il sanctionné dans les pays limitrophes?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'une campagne de sensibilisation serait opportune afin d'informer les automobilistes quant à cette pratique dangereuse?

- Il arrive également souvent que des camions dépassant l'un l'autre entravent le flux sur les autoroutes. La Police grand-ducale est-elle en mesure de contrôler ce phénomène, par exemple à l'aide d'un hélicoptère, en particulier en ce qui concerne la distance de sécurité entre ces véhicules en motion?

Réponse commune (07.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le dépassement à droite sur les autoroutes.

La Police grand-ducale, et en particulier l'Unité centrale de Police de la route, assure une surveillance générale du réseau routier et autoroutier. Dans ce contexte, elle recherche et verbalise, parmi d'autres infractions, les dépassements contraires aux dispositions du Code de la route. Depuis le début de l'année en cours, 29 conducteurs ont été verbalisés pour dépassement à droite non autorisé, neuf conducteurs pour circulation abusive sur la voie de gauche et 39 conducteurs pour dépassement dangereux.

Le dépassement à droite sur une autoroute est interdit dans tous les pays limitrophes et les sanctions varient selon les barèmes des amendes y applicables et sont sujettes à la gravité des suites éventuelles de l'infraction, aux conditions de paiement, au système répressif ou à d'autres éléments. En général, le dépassement à droite est réprimé en Allemagne par l'ajout d'un point sur le permis de conduire et par une amende de 100 €. En Belgique, ce comportement est puni par une amende forfaitaire de 135 € qui peut être minorée ou majorée, alors qu'en France il est sanctionné par une amende de 90 à 135 € et par le retrait de trois points du permis de conduire.

Une campagne de sensibilisation dans ce contexte n'est pas prévue actuellement. À noter cependant que, conformément au plan d'action «sécurité routière», l'amélioration continue et répétée des connaissances du Code de la route est recherchée.

Enfin, il convient de relever que la Police grand-ducale déploie des moyens importants pour constater et verbaliser les dépassements non autorisés et les non-respects des distances de sécurité par les chauffeurs routiers. Cependant, le recours à l'hélicoptère n'est pas jugé comme approprié dans ce contexte.

Question 2358 (05.09.2016) de **M. Alexander Krieps** et de **M. Edy Mertens** (DP) concernant les **médecines dites «parallèles»**:

De nombreuses études internationales montrent que la prévalence du recours à des médecines dites «parallèles» est plus importante chez les patients atteints de cancer que dans toute autre catégorie de patients. En effet, les traits caractéristiques de cette maladie, ses incertitudes, de même que les effets secondaires de son traitement sont autant de facteurs qui semblent pousser de plus en plus de patients à emprunter des voies non conventionnelles.

Or, la presse allemande s'est récemment fait l'écho de plusieurs patients oncologiques qui sont décédés après avoir reçu des médicaments alternatifs. D'après les premières informations, ceux-ci auraient été prescrits par un «guérisseur» (Heilpraktiker).

À noter encore que ni l'homéopathie, ni les autres pratiques de la médecine parallèle n'ont réussi à convaincre, jusqu'à présent, les milieux scientifiques de leur efficacité thérapeutique. Ceux-ci ne leur accordent généralement qu'un effet placebo.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état des travaux relatifs à la reconnaissance des traitements homéopathiques au Luxembourg? Qu'en est-il des autres pratiques dites «parallèles»?

2) Quelle sera l'étendue du pouvoir de prescription de ces praticiens?

3) Sur quelles études scientifiques les Ministres se basent-ils pour justifier la reconnaissance de ces pratiques? Quelles en sont les conclusions?

4) Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, envisage-t-il de faire rembourser les pratiques parallèles par la Caisse nationale de santé?

5) D'une manière générale, le Ministre est-il disposé à faire rembourser des traitements dont l'efficacité thérapeutique fait défaut et qui peuvent même être dangereux pour les patients?

Réponse commune (04.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé* et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Actuellement, seulement certains traitements médicamenteux homéopathiques sont pris en charge par l'assurance maladie-maternité. La condition en est qu'ils soient inscrits dans la liste positive qui reprend les médicaments qui sont pris en charge par l'assurance maladie. Or, peuvent seuls être inscrits sur la liste positive les médicaments homéopathiques unitaires fabriqués à partir d'une souche végétale, minérale ou chimique et commercialisés sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes.

Entre 2013 et 2015, ces types de traitement ont été pris en charge en moyenne pour environ 8.300 patients par année pour un coût annuel net moyen d'environ 56.000 euros.

Des données relatives aux indications dans lesquelles ces traitements sont utilisés ne sont pas disponibles à la Caisse nationale de santé (CNS).

Pour ce qui est de cas semblables à ceux de l'étranger que citent Messieurs les Députés concernant des patients oncologiques, il est précisé qu'en vertu de la législation existante seuls des médecins autorisés à exercer au Luxembourg peuvent prescrire des médicaments soumis à prescription et que la CNS ne rembourse que ces médicaments.

L'exercice d'une activité médicale (établissement d'un diagnostic, prescription de médicaments) est subordonné à une autorisation du Ministre de la Santé qui est délivrée, sur avis du collège médical, si le candidat est porteur de diplômes, certificats ou autre titre de médecin visés à la directive 2005/36/CE telle que transposée par la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, médecin-dentiste et médecin vétérinaire.

Comme le précise l'article 7 de cette même loi, exerce illégalement la médecine «toute personne qui pratique ou prend part, même en présence du médecin, à l'établissement d'un diagnostic ou au traitement d'affections pathologiques, réelles ou supposées, ou à un accouchement, par actes personnels, consultations verbales ou écrites ou par tous autres procédés quels qu'ils soient, sans remplir les conditions prévues aux articles 1 et 2 de la présente loi, sauf le cas d'urgence avérée».

Cette disposition a été inscrite pour protéger les particuliers contre les risques liés à l'établissement de diagnostics erronés, la méconnaissance de maladies graves, et/ou l'incitation à des traitements inefficaces voire dangereux par des personnes n'ayant pas suivi la formation nécessaire pour une telle activité.

Par ailleurs, l'article 11 du Code de déontologie de la profession de médecin précise que «sont interdites toutes les supercheries et tromperies propres à nuire aux personnes prises en charge et notamment toute pratique de charlatanisme et les pratiques qui y ont recours. Le professionnel de santé ne doit en aucun cas faciliter ou couvrir directement ou indirectement l'exercice illégal d'une des professions de santé».

Il n'y a actuellement pas de travaux en cours visant la reconnaissance de pratiques dites parallèles.

Question 2359 (05.09.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **soutien des vigneron**s:

À l'occasion du «Schwéidsbenger Wäifesch» le 4 septembre 2016, Madame la Ministre de



l'Environnement, lors de son discours, indiquait que récemment une visite des vignobles avec un groupe d'experts ainsi que des discussions entre ce groupe et des représentants des vignerons ont eu lieu et qu'un accord aurait pu être trouvé quant au soutien des vignerons et en particulier quant à l'utilisation de l'hélicoptère.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent fournir des détails par rapport à cet accord?

Réponse commune (10.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs* :

Dans le cadre de la transposition de la «directive 2009/128/CE instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable» le Gouvernement avait opté pour l'introduction d'un régime d'autorisation généralisé pour la pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques. Cette approche nécessitait la définition dans un texte réglementaire de distances minimales à respecter par rapport à toutes sortes d'éléments dignes d'être protégés tels que localités, maisons isolées, ruisseaux, captages d'eau, sources, zones naturelles, etc.

Or, cette réglementation s'est avérée être très rigide, alors qu'elle ne permet pas de prendre en compte les caractéristiques très variables du terrain. C'est pourquoi la Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection de consommateurs ont, d'un commun accord, pris l'initiative d'élaborer une nouvelle réglementation plus adaptée aux spécificités du vignoble luxembourgeois et chargé leurs services respectifs de définir, en accord avec les règles communautaires, un périmètre endéans duquel la pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques sera autorisée, et ceci par exception à une interdiction générale pour le reste du territoire national. Cette interdiction générale sera implantée dans la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques et reprendra fidèlement le texte de la directive 2009/128/CE à ce sujet.

Pendant l'été le Département de l'environnement et le Département de l'agriculture ont effectué des visites systématiques sur le terrain et l'Institut viti-vinicole a procédé à des essais «in situ» pour déterminer le risque de dérive des produits phytopharmaceutiques pulvérisés par l'hélicoptère.

Les résultats seront concrétisés sur une carte et dans un nouveau projet de règlement grand-ducal exécutant la prédite loi une fois qu'elle aura été modifiée. Il est prévu de soumettre les nouveaux textes législatifs et réglementaires au Gouvernement en conseil encore cette année.

Question 2360 (05.09.2016) de **Mme Cécile Hemmen** (*LSAP*) concernant le **coavionnage**:

Le titulaire d'une licence de pilote privé (avion), PPL(A) en abrégé, peut exercer, sans rémunération, les fonctions de pilote commandant de bord ou de copilote de tout avion effectuant des vols non payants, à condition d'avoir les qualifications nécessaires.

Les pilotes de petits avions privés voyagent souvent avec des places vides. Alors qu'une heure de vol coûte cher (carburant, redevances de route et d'atterrissage, location de l'aéronef), le «vol à frais partagés» est une pratique courante qui existe depuis longtemps et est assimilée au transport à titre gratuit.

Reprenant le concept éprouvé du covoiturage, il existe des sites Internet de coavionnage qui permettent aux pilotes de partager leur passion ainsi que leurs frais en publiant leur plan de vol futur et en offrant à des passagers d'embarquer et de partager les frais de ces vols.

Le règlement (UE) n°965/2012 du 5 octobre 2012 modifié par le règlement (UE) n°379/2014 du 7 avril 2014 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes prévues par le règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil autorise l'exploitation «d'aéronefs à motorisation non complexe» sous la forme de «vols à frais partagés effectués par des particuliers, à condition que

le coût direct soit réparti entre tous les occupants de l'appareil, y compris le pilote, et que le nombre de personnes supportant le coût direct ne dépasse pas six».

En France, la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) estime que le coavionnage public s'apparente à du transport aérien public ce qui implique pour les sites Internet en question d'obtenir un certificat de transport aérien (CTA) et une licence d'exploitation et doivent fonctionner comme fonctionnent les compagnies aériennes.

Cependant, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Portugal notamment les sites Internet de partage de frais de vols sont autorisés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. La Direction de l'aviation civile (DAC) luxembourgeoise s'est-elle prononcée sur la nature du transport intéressé ou participatif par le biais d'une plateforme de mise en relation pilote/passagers sur Internet à Luxembourg?

2. Le coavionnage au moyen d'une plateforme Internet de mise en relation est-il considéré par la DAC comme un transport à titre onéreux même s'il respecte les critères précités du vol à frais partagés? Quelle est dès lors la réglementation applicable?

3. Quelles sont les sanctions pour non-respect des conditions du vol partagé pour le pilote?

Réponse (17.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La Direction de l'aviation civile (DAC) a été approchée par un opérateur portugais en février 2016 aux fins de s'exprimer sur la nature du transport intéressé ou participatif. Cependant, il n'était nullement question dans ce contexte d'une mise en place d'une interface de mise en relation à Luxembourg. Au vu des éléments soulevés par le demandeur, dont notamment des fréquences régulières sur certains services de vol, la DAC opte plutôt pour un service de vol à titre onéreux, tombant, le cas échéant, sous les dispositions du règlement (CE) n°1008/2008 du 24 septembre 2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté.

Même en respectant les dispositions du règlement (UE) n°965/2012 tel qu'amendé par le règlement (UE) n°379/2014, des risques de divergences d'interprétation persistent, notamment avec les exigences du règlement (CE) n°1008/2008 précité. C'est pourquoi un alignement de ces deux textes s'impose au niveau européen.

Toutefois, il faut reconnaître que les restrictions apportées en France par la Direction générale de l'aviation civile à l'activité de coavionnage sont pertinentes et compréhensibles pour garantir un niveau de sécurité et de sûreté acceptable, y compris pour les personnes transportées.

En cas de non-respect des conditions de vol partagé, le pilote encourt, le cas échéant, les sanctions prévues à l'article 15 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Question 2361 (06.09.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** et de **M. Max Hahn** (*DP*) concernant la **rébellion au Centre pénitentiaire à Schressig**:

La presse s'est fait l'écho d'une mutinerie qui avait lieu en date du 5 septembre 2016 au Centre pénitentiaire de Schressig. Selon les premières informations, une vingtaine de prisonniers auraient bloqué l'accès aux cellules et incendié une salle commune.

Suite à cet incident, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Comment les événements relatés se sont-ils déroulés exactement? Est-ce qu'il y avait aussi une tentative d'évasion? Est-ce que le personnel de la prison était en danger?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur la motivation qui a poussé les détenus à se soulever?

3) Messieurs les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures afin d'améliorer le dispositif de sécurité au sein de la prison?

4) Quelles seront les sanctions disciplinaires prises à l'égard des responsables de la mutinerie?

Réponse commune (07.10.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Les honorables Députés s'enquière sur l'incident étant survenu au Centre pénitentiaire de Luxembourg le 5 septembre 2016.

À titre de complément par rapport aux informations déjà fournies lors de la réunion conjointe de la Commission juridique et de la Commission de la Force publique de la Chambre des Députés en date du 15 septembre dernier, les questions des honorables Députés appellent les réponses suivantes:

1) Le lundi 5 septembre 2016, lors de la fermeture des cellules à la section A vers 21.30 heures, deux agents pénitentiaires ont constaté que les portes d'accès à l'unité Sud au 1^{er} étage avaient été barricadées par les détenus et que par conséquent l'accès était impossible. Cette unité hébergeait à ce moment 19 détenus. Deux agents pénitentiaires contrôleurs se sont rendus sur place et ont constaté que les portes avaient été bloquées avec des manches à balai, la machine à laver, le séchoir et les poubelles. Les détenus circulant dans le couloir ont refusé toute communication avec les agents. Ils ont ensuite recouvert les vitres des portes avec des draps de lits pour empêcher la vue dans le couloir. Il a été constaté que de l'huile avait été déversée dans le couloir et que deux détenus s'en étaient enduits le corps pour ainsi se préparer à une intervention. Le directeur adjoint, ayant assuré la permanence ce soir-là, s'est rendu sur les lieux à 22.25 heures et a informé le directeur du Centre pénitentiaire de Luxembourg et la police à 22.30 heures.

Après évaluation de la situation avec le membre du Parquet général de permanence, le commandant de l'UGRM de la Police, le représentant du Contrôleur externe des lieux privés de liberté et le directeur du Centre pénitentiaire de Luxembourg, il a été décidé d'un commun accord de requérir, par précaution, l'intervention de la police conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police. L'unité spéciale de la police (USP) a entamé son intervention vers 01.30 heures. Une grenade de désencerclement a été amorcée dans le couloir après ouverture de la porte.

Les agents de l'USP ont immobilisé et menotté chacun des 19 détenus présents dans l'unité avant de les remettre aux agents pénitentiaires qui les ont placés dans les cellules de sécurité. Seuls trois détenus se sont opposés aux ordres donnés, tous les autres détenus ont obtempéré et se sont rendus dans leurs cellules de leur plein gré. L'intervention était terminée vers 02h30.

Pendant toute la durée de l'incident, les services de secours se trouvaient sur place pour intervenir en cas de besoin. Les services d'incendie sont brièvement intervenus pour éteindre le matelas mis à feu par les détenus. La police judiciaire et le Service de police technique ont été diligentés sur les lieux pour procéder aux constatations indiquées.

Il n'y avait pas de tentative d'évasion. En raison du professionnalisme des agents étant intervenus, tant du Centre pénitentiaire de Luxembourg que de la police, le personnel du Centre pénitentiaire de Luxembourg n'était pas en danger. Cependant, un agent pénitentiaire a été blessé au genou lors de l'intervention.

2) À aucun moment, les détenus ont formulé des revendications. L'enquête interne menée ultérieurement a permis de conclure à l'implication active de trois détenus, ils n'ont pas motivé leurs gestes, si ce n'est que par un vague désespoir en relation avec leur situation personnelle. L'acteur principal de l'incident souffre de troubles graves de la personnalité et était déjà connu pour ses comportements violents et intempestifs et pour avoir déjà été à l'origine de nombreux incidents disciplinaires. Il aurait été encouragé et soutenu par les deux autres détenus. Aucun indice n'a laissé présumer un contexte de radicalisation.

3) Le dispositif de sécurité d'une prison n'est jamais figé et se trouve en constante évolution afin de répondre aux besoins de sécurité changeants. Ainsi, la sécurité périmétrique a tout récemment été amenée à un niveau très élevé et un groupe d'intervention de crise a été mis sur pied. Un plan d'intervention est en cours d'élaboration en coopération avec le HCPN. Ce plan d'intervention régit l'articulation des différentes forces d'intervention (prison, police, services de secours) en cas d'incident grave dépassant les moyens de l'administration pénitentiaire. Lors de l'événement du 5 septembre, cette synergie a fonctionné et l'incident a pu être géré avec un professionnalisme affirmé.

4) Conformément à l'article 197 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, les trois détenus dont la responsabilité était avérée ont été sanctionnés du chef d'atteinte à l'ordre interne, atteinte à la sécurité, refus d'ordre, menaces à

l'encontre d'un membre du personnel, détention d'un objet interdit, détérioration du matériel de l'établissement, participation à une émeute et incendie volontaire.

Les sanctions prononcées étaient celles d'un placement en cellule de sécurité pendant 14 jours, d'un retrait des récompenses antérieurement accordées pendant 30 jours, d'un retrait d'accès aux articles de la cantine à quatre reprises, d'un éloignement définitif de l'atelier, d'un retrait des activités en commun pendant 30 jours et d'un déclassement au régime D pendant 60 jours.

Question 2362 (08.09.2016) de **Mme Cécile Hemmen** (*LSAP*) concernant le **pictogramme d'avertissement pour femmes enceintes**:

En France, depuis octobre 2007, les boissons alcoolisées doivent obligatoirement porter un pictogramme appelé «zéro alcool pendant la grossesse» destiné à mettre en garde contre les risques de la consommation d'alcool pendant la grossesse.

Il s'agit d'un cercle rouge barré d'une ligne rouge dans lequel figure une femme enceinte en train de boire, représentée en noir.

Alternativement, le pictogramme peut aussi être remplacé par le message suivant sur l'étiquette: «La consommation de boissons alcoolisées pendant la grossesse, même en faible quantité, peut avoir des conséquences graves sur la santé de l'enfant.»

En 2015 toujours en France, le même pictogramme a été repris sur les paquets de cigarettes.

En Belgique, après avoir été accueilli favorablement par le Sénat en juin 2009, un projet de loi afin d'attirer l'attention sur les risques liés à la consommation d'alcool pendant la grossesse a été rejeté par la Commission de la Santé publique de la Chambre des Représentants.

Néanmoins, ce pictogramme a été utilisé en Belgique par le Ministère de la Santé sur du matériel éducatif distribué aux patientes et aux professionnels de la santé et fait actuellement l'objet d'une proposition de loi visant à apposer un avertissement visuel sur l'emballage des médicaments ayant des effets tératogènes.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Vos services ont-ils examiné l'utilité ou la pertinence d'un tel pictogramme sur les produits de tabac à l'instar de ce qui a été fait en France?

2) Est-il envisagé de prévoir un pictogramme pour mettre en garde les femmes sur les conséquences de la consommation d'alcool pendant la grossesse? A défaut, une campagne de prévention du syndrome d'alcoolisation fœtale telle que la campagne française «Zéro alcool pendant la grossesse» est-elle prévue?

3) Ne serait-il pas utile d'étudier l'opportunité de l'utilisation d'un tel pictogramme visuel au Grand-Duché à titre préventif sur des médicaments, des produits ou des loisirs ou activités dangereuses pour l'enfant à naître?

Réponse (04.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Au Luxembourg le pourcentage de femmes qui déclarent fumer quotidiennement pendant la grossesse a légèrement diminué entre 2011 et 2015 d'après les données de SUSANA «Surveillance de la Santé autour de la Naissance». Néanmoins, en 2015, 10,7% des femmes déclaraient fumer quotidiennement au premier trimestre de la grossesse, et 8,9% des femmes déclaraient fumer quotidiennement au troisième trimestre. Ce sont des chiffres encore trop élevés.

Les effets de l'exposition in utero à la cigarette sont nombreux, à savoir un risque de fausse couche, de grossesse extra-utérine, de morbidité et mortalité périnatales. Le tabac peut également causer un risque accru de prématurité et un retard de croissance in utero du fœtus. Le fœtus reçoit de l'oxygène par le sang de sa mère. Inévitablement, quand la mère fume, son sang se charge de monoxyde de carbone, un gaz particulièrement toxique, qui peut affecter à la baisse le poids du bébé, sa taille et son périmètre crânien.

L'utilisation des e-cigarettes n'est pas non plus recommandée pour les femmes enceintes ou allaitantes du fait de l'absence de toute donnée démontrant leur totale innocuité dans ces conditions.

Malheureusement, la connaissance de ces risques n'entraîne pas automatiquement une modification des comportements et pour que



l'introduction de ces pictogrammes ne soit pas une mesure isolée, il faut qu'elle s'inscrive dans une approche globale, accompagnée par d'autres mesures complémentaires. Mesurer chez toute femme enceinte fumeuse le taux de monoxyde de carbone dans l'air expiré serait par exemple une mesure plus concrète pour faciliter cette prise de conscience.

Par ailleurs, il est difficile de prévoir l'efficacité de cette mesure, car peu de pays ont à ce jour adopté un tel pictogramme et nous disposons de peu de recul pour en évaluer l'efficacité.

Actuellement le pictogramme sur les produits du tabac n'a que peu d'intérêt, au vu de l'application de la nouvelle directive européenne, qui prévoit des avertissements sanitaires avec photos choc couvrant plus de 65% de la surface de conditionnement, dont des photos parlant aux femmes enceintes et aux jeunes mères.

Néanmoins, le Ministère de la Santé souhaite sensibiliser les femmes enceintes aux dangers du tabagisme pendant la grossesse. Une brochure concernant les méfaits du tabac pendant la grossesse est actuellement en cours d'élaboration. Elle contiendra des conseils pour arrêter ou réduire le tabagisme lors de la grossesse et donnera un aperçu des bienfaits d'un éventuel arrêt.

Cette brochure servira aussi à engager la conversation avec les femmes enceintes au sujet de leur dépendance et servira de support d'accompagnement dans le sevrage.

La consommation d'alcool pendant la grossesse, causant une alcoolisation fœtale, est la première cause non génétique de handicap mental chez l'enfant. Le message sanitaire permettra donc une meilleure information des femmes en âge de procréer sur les risques induits par la consommation d'alcool sur le fœtus pendant la grossesse.

Une consommation d'alcool, même ponctuelle ou modérée, pendant la grossesse n'est pas anodine et peut entraîner des risques importants pour l'enfant à naître. L'alcool passe du sang maternel au sang du fœtus au travers du placenta; ainsi, lorsqu'une femme enceinte boit un verre d'alcool il y a rapidement autant d'alcool dans le sang de son bébé que dans le sien.

Le plan d'action luxembourgeois de réduction du mésusage de l'alcool est actuellement en cours de finalisation. Il prévoit de renforcer la prévention du mésusage de l'alcool auprès de toute femme en désir de grossesse, pendant la grossesse et pendant l'allaitement, en renouvelant notamment la campagne de sensibilisation «Pas d'alcool pendant la grossesse et l'allaitement».

Il s'agira de collaborer avec tous les acteurs intervenant auprès des femmes en désir de grossesse, enceintes ou allaitantes, afin de mettre en place des actions collectives auprès de cette population cible. Il faudra diffuser de manière systématique auprès de la population cible de femmes enceintes et des conjoints une information précise sur l'impact de l'alcool pendant la grossesse chez l'enfant à naître. Des ateliers seront organisés avec le Planning familial, les SPOS et l'université afin de sensibiliser les jeunes femmes avant toute grossesse. Des conférences seront organisées dans les maternités lors des cours prénataux et des projets pilotes avec les médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique et avec les maternités verront le jour pour promouvoir des grossesses sans alcool.

Par ailleurs, une campagne «0% d'alcool pendant la grossesse et l'allaitement» a été lancée en 2013 par le Ministère de la Santé. L'objectif de cette campagne était d'informer sur l'ampleur et la gravité de ce phénomène et de communiquer le message que le syndrome d'alcoolisation fœtale est à 100% évitable.

La campagne «0% d'alcool pendant la grossesse et l'allaitement - la meilleure décision pour votre enfant!» est répétée chaque année, comportant une affiche, une brochure en allemand et en français, un guide de recommandations pour les professionnels de la santé et un dossier Internet sur: <http://www.sante.public.lu/fr/campagnes/2013/zero-alcool-grossesse/index.html>.

La diffusion de ces outils est réalisée auprès des médecins généralistes et les gynécologues, les sages-femmes, les maternités, les pharmaciens, les maisons médicales et les associations médico-psycho-sociales œuvrant pour la santé et le bien-être des femmes et futures mères, telles l'«Initiativ Liewensufank», l'Association pour la vie naissante asbl, le Planning familial, la Ligue médico-sociale, la Ligue de santé mentale.

Le projet de plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool prévoit d'adapter le cadre législatif réglementant la mise sur le marché de l'alcool, dans un contexte de politique européenne d'harmonisation, visant à en

réduire les dommages. Et plus précisément l'avis des membres du groupe de travail a prévu dans le projet de plan, dont l'élaboration est fort avancée, d'améliorer la réglementation de la publicité et du marketing concernant les produits alcoolisés pour en faire un véritable outil de communication et de prévention:

- en limitant le sponsoring de l'alcool dans le domaine du sport et des loisirs,

- en introduisant un pictogramme «alcool et grossesse» obligatoire,

- en encadrant les plages horaires et lieux de diffusion des publicités sur l'alcool,

- en introduisant un avertissement sanitaire «L'abus d'alcool est dangereux pour la santé» dans chaque publicité pour des produits alcoolisés.

Au préalable, il est prévu qu'un comité d'experts émettra un avis argumenté quant à l'amélioration de la réglementation de la publicité et du marketing concernant les produits alcoolisés en tant que mesure efficace contre le mésusage de l'alcool. Cet avis devrait être présenté et amendé/validé par une plateforme de coordination du plan contre le mésusage de l'alcool, puis approuvé par les ministres concernés.

Finalement, l'éventuelle mise en place du pictogramme ne sera en aucun cas une mesure isolée (car l'efficacité de cette mesure - non accompagnée - n'a pas encore été prouvée, et il ne pourra s'agir d'une mesure unique), mais prendra place dans le cadre d'une stratégie globale de santé publique qui devra être accompagnée par un programme de prévention ou plan d'action en la matière.

Question 2363 (07.09.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant la **capacité d'accueil des refuges d'animaux**:

Selon un article paru récemment dans un quotidien luxembourgeois, les refuges d'animaux luxembourgeois semblent avoir atteint leurs limites concernant leur capacité d'accueil. Surtout le nombre de chats abandonnés a considérablement augmenté pendant les derniers mois.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Suite au nombre croissant de chats abandonnés, est-ce que le Ministre compte sensibiliser davantage le public concernant la responsabilité qu'incombe au propriétaire d'un animal domestique, notamment concernant la castration des chats mâles?

- Que compte faire le Ministre au sujet des chats sauvages non castrés? Est-il envisageable que les services du Ministère capturent ces chats dans le but de les faire castrer?

- Quel est l'avis du Ministre concernant une éventuelle introduction de l'obligation de l'identification électronique des chats comme cela est le cas pour les chiens?

Réponse (22.09.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

La période des vacances est celle qui correspond traditionnellement au surpeuplement des refuges pour animaux puisque, malheureusement, certains propriétaires les abandonnent au lieu de les confier à une autre personne ou à une pension pour animaux durant leur séjour en vacances. Force est aussi de constater que des chats voire des chiens sont abandonnés tout au long de l'année pour diverses raisons.

La nouvelle réglementation ayant pour objet d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux, qui est actuellement en discussion à la Chambre des Députés, se propose à responsabiliser davantage le détenteur d'un animal en offrant à l'animal des conditions de détention adéquates. Un projet de règlement grand-ducal fixant ces conditions prévoit la castration respectivement la stérilisation des chats ainsi que l'identification par puce électronique des chats ayant accès à l'extérieur.

Concernant les chats sauvages, les associations de protection animale réalisent des campagnes de castration de ces chats après les avoir capturés à l'aide de pièges. Ces actions se font souvent en concertation avec les administrations communales et les vétérinaires-praticiens. Tandis que les communes participent financièrement à ces campagnes, les vétérinaires pratiquent leurs actes de castration/stérilisation à des prix préférentiels afin de minimiser les coûts pour les organisations de protection animale.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs envisage d'organiser une campagne de sensibilisation auprès du public après l'adoption et la mise en application de la nouvelle réglementation relative au bien-être animal.

Question 2364 (07.09.2016) de **M. Gusty Graas** et de **M. André Bauler** (DP) concernant les **perturbations causées par le nouveau bassin canoë-kayak à Diekirch**:

Selon un article paru dans l'édition du Fëscher, Jeeër an Hondsfrenn n°4, août 2016 (page 39), le nouveau bassin canoë-kayak au site «Al Schwämm» à Diekirch aurait causé fin juillet la mort de poissons suite à un manque d'eau dans le canal. De plus, la revue a fortement critiqué le nouveau passage à poissons. Il est en outre vivement conseillé de surveiller régulièrement l'installation afin que le débit d'eau soit suffisant pour assurer le passage des poissons.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- 1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les assertions faites par l'auteur de l'article en question?

- 2) Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre peut quantifier le dégât causé au cheptel piscicole?

- 3) Est-ce que des mesures contraignantes seront prises afin de protéger davantage les poissons nageant à proximité de cette piste?

- 4) Quelles règles doivent être observées généralement par les utilisateurs de la piste afin de ne pas perturber le milieu aquatique?

Réponse (10.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

- 1) L'Administration de la gestion de l'eau ne peut pas confirmer la présence de poissons morts au niveau du nouveau bassin canoë-kayak «Al Schwämm» à Diekirch à la fin du mois de juillet de cette année, vu que les faits observés n'ont pas été portés à la connaissance des agents de l'administration.

- 2) Par conséquent l'effet des dégâts de l'incident mentionné reste inconnu. L'administration est cependant en connaissance de la problématique existante et suit de près les informations concernant le fonctionnement de la passe à poissons «Al Schwämm».

- 3) L'autorisation ministérielle relative à l'eau pour l'exploitation de la piste canoë-kayak «Al Schwämm» (Autorisation N° AUT/EAU/15/0014 du 21 décembre 2015) est valable pour deux ans pendant la phase d'essai initiale.

L'Administration communale de la Ville de Diekirch est l'exploitant de l'installation au site appelé «Al Schwämm» à Diekirch, se composant du barrage souple, d'une passerelle pour cyclistes et d'un parcours canoë-kayak. Ce dernier est conçu de façon à pouvoir servir aussi comme passe à poissons. L'autorisation ministérielle précitée pour l'exploitation du site n'est valable que pour une durée de deux ans. Cette phase initiale sert à rassembler les données hydrologiques et à l'essai de réglages permettant de garantir le bon fonctionnement de l'intégralité de l'installation. L'installation devra garantir la franchissabilité biologique et son bon fonctionnement devra être démontré par un contrôle adapté. Avant l'expiration de l'autorisation, une nouvelle demande d'autorisation devra être introduite auprès de l'Administration de la gestion de l'eau pour l'exploitation du barrage «Al Schwämm». Une nouvelle autorisation ministérielle relative à l'eau contiendra des conditions adaptées sur base des données obtenues lors de la phase d'essai initiale. Il est dès lors important de signaler les incidents tels que celui repris par l'article cité.

- 4) L'exploitant du bassin canoë-kayak est responsable d'assurer le bon fonctionnement de cet ouvrage non seulement du point de vue nautique, mais également du point de vue de la continuité écologique, vu que cet ouvrage a été planifié dans l'optique de satisfaire à ces deux besoins. Afin de pouvoir autoriser l'exploitation de l'ouvrage après la phase initiale, le passage des poissons devra satisfaire aux exigences de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau), ce qui signifie en d'autres termes que la communauté piscicole normalement établie dans des cours d'eau semblable à la Sûre à Diekirch devra pouvoir se déplacer sans difficultés vers l'amont et l'aval du barrage. Il faudra assurer en plus que les grands migrateurs comme le saumon ou les anguilles devront pouvoir franchir cet obstacle dans les deux sens sans être gênés, blessés ou arrêtés par cet ouvrage.

Le réglage des débits devra assurer que les poissons puissent franchir l'obstacle sans être blessés pendant toute l'année vers l'amont et l'aval du barrage. La continuité écologique qui permettra d'atteindre le bon état écologique, comme l'exigent la directive-cadre sur l'eau et la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, sera rétablie si les impacts négatifs du barrage seront minimisés:

- a) en restaurant un courant de l'eau repérable par les poissons en aval et directement en amont du barrage;

- b) en permettant aux organismes benthiques, comme les larves d'insectes ou autres, de se déplacer de l'aval à l'amont;

- c) par une gestion adéquate des sédiments qui ont tendance à s'accumuler en amont du barrage et à faire défaut en aval du barrage et

- d) par une restauration des flux saisonniers «naturels» vers l'aval, nécessaires au bon développement d'une flore et d'une faune aquatiques devant normalement être établies dans une rivière comme la Sûre à Diekirch.

Question 2365 (07.09.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **concours de pêche**:

La Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs asbl a récemment publié un communiqué de presse relatif à l'organisation des concours de pêche. Dorénavant les organisateurs d'une telle manifestation sont obligés d'introduire une autorisation préalable en joignant au formulaire un extrait d'une carte topographique et un plan cadastral indiquant le tronçon exact du cours d'eau où le concours aura lieu. Finalement cette demande doit être complétée par un mémoire explicatif et établie en cinq exemplaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons justifiant cette nouvelle procédure administrative?

- Est-ce que ces obligations ne risquent pas d'entraver le bon déroulement des concours de pêche?

- Sachant que la saison des concours de pêche touche à sa fin, est-ce qu'un premier bilan concernant le nouveau régime administratif à appliquer peut d'ores et déjà être établi?

Question 2366 (08.09.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **concours de pêche**:

Selon un article de presse, la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs se plaint de nouvelles contraintes administratives pour l'organisation de leurs concours de pêche. Jusqu'ici, ses responsables auraient simplement informé l'Administration de la gestion de l'eau une fois par an des dates et lieux des concours, et cette pratique aurait toujours été acceptée par celle-ci. Or, selon cet article, depuis cette année l'Administration de la gestion de l'eau obligerait les organisateurs à demander une autorisation pour chaque concours. La fédération estime que cette procédure administrative est excessivement lourde et non justifiée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les faits relatés par la presse?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour l'introduction de cette nouvelle procédure administrative? Est-ce que les mêmes objectifs n'auraient pas pu être atteints en appliquant une procédure moins lourde?

Réponse (10.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Les deux questions ont pour objet l'obligation de soumettre une demande d'autorisation pour l'organisation des concours de pêche.

- Les réclamations publiées dans la presse en date du 6 et du 7 septembre 2016 reflètent uniquement la vue de la part de la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs et ne sont pas tout à fait justifiées. Une première prise de position de la part de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été publiée par le «Luxemburger Wort» dans son édition du 9 septembre 2016. Les questions des honorables Députés me permettent de fournir des éléments de clarification.



- L'obligation d'introduire une demande d'autorisation pour certaines activités qui présentent un risque potentiel d'impacter l'état écologique des eaux de surface d'une manière ou d'une autre est fixée par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Ainsi, suivant l'article 22 point 1 de la susdite loi, tout déversement direct ou indirect de substances solides ou gazeuses ainsi que de liquides pollués, polluantes ou susceptibles de polluer dans les eaux de surface (ou dans les eaux souterraines) est interdit et soumis à autorisation suivant l'article 23 point (1) d) de la même loi. Force est de constater que lors des concours de pêche une masse considérable de produits d'appâts à base chimique ou organique est déversée dans les cours d'eau, ce qui risque d'altérer les conditions chimiques ou biologiques des eaux de surface. À titre illustratif, en introduisant par exemple jusqu'à 17 litres de produits d'appâts par participant dans l'eau (d'après les observations des pêcheurs mêmes), en présence de 100 à 200 participants par concours de pêche, l'impact sur la qualité d'eau n'est pas négligeable et le déversement peut être considéré comme «susceptible de polluer».

Dans ce contexte, il est indispensable de rappeler l'objectif environnemental de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau) et de la loi modifiée relative à l'eau précitée qui consiste à atteindre le bon état écologique des eaux de surface. Or, le bon état écologique d'un cours d'eau dépend des conditions physico-chimiques, écologiques et hydromorphologiques auxquelles cet écosystème est exposé.

À la fin de l'année 2015, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau ont sensibilisé la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs sur les dispositions légales des concours de pêche. En effet ce point a été discuté en marge de la réunion du Comité supérieur de la pêche et un courrier a été envoyé en date du 19 novembre 2015, donc bien avant le début de la saison des concours de pêche. En l'espèce il faut souligner qu'il ne s'agit nullement d'une nouvelle procédure administrative, mais uniquement d'un rappel des obligations légales, c'est-à-dire l'introduction d'une demande d'autorisation au préalable d'un concours de pêche.

- Du point de vue logistique, cette obligation de demande d'autorisation est une démarche préalable au concours de pêche qui n'interfère nullement avec l'activité du concours-même. Le bon déroulement des concours de pêche est sous la responsabilité de l'organisateur de tels concours. Il faut également souligner que les agents de l'Administration de la gestion de l'eau ont proposé à plusieurs reprises d'assister la Fédération dans la démarche en question.

- La procédure concernée est fixée par la loi et se base sur l'article 24 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, qui est susceptible d'être appliquée par tout demandeur d'autorisation quel que soit l'objet de la demande.

En début de l'année en cours, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau ont sensibilisé la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs sur les dispositions légales concernant les concours de pêche.

Ainsi les organisateurs de concours de pêche doivent introduire une demande d'autorisation conformément à l'article 23 paragraphe 1 point d) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ainsi que conformément à l'article 19 du règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 déterminant les installations, travaux et activités interdites ou soumises à autorisation dans la zone de protection sanitaire II du barrage d'Esch-sur-Sûre. Les extraits de cartes demandés par l'Administration de la gestion de l'eau sont disponibles sur le géoportail et accessibles gratuitement à toute personne ayant accès à un réseau Internet.

- À l'heure actuelle, il faut constater qu'aucune demande d'autorisation répondant aux critères recevables d'un dossier d'autorisation n'a été introduite de la part de la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs, bien que l'Administration ait proposé son assistance lors du processus de procédure afin d'établir un dossier complet. L'Administration de la gestion de l'eau a reçu un courrier de la Fédération statuant qu'elle ne serait pas en mesure de fournir les informations demandées. Ce refus d'introduire des demandes d'autorisation pour des activités soumises à autorisation, contrevient donc à la législation en vigueur. Par ailleurs, l'AGE regrette le manque de communication directe entre les agents de l'Administration et les représentants de la FLPS, en vue de se rendre conforme à la loi relative à l'eau.

Dans ce contexte, il est à souligner que depuis des années certaines associations sportives de

pêche locale (clubs de pêche locaux) introduisent des demandes d'autorisation relatives à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau pour l'organisation de concours de pêche, notamment pour les concours de pêches organisés dans la zone de protection du lac de la Haute-Sûre. Indice supplémentaire que les informations requises pour compléter les demandes d'autorisation ne constituent pas d'obstacles infranchissables.

Question 2367 (08.09.2016) de **M. Alexander Krieps** et de **M. Claude Lamberty (DP)** concernant le **trafic routier au niveau du rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»:**

L'état du trafic routier en périphérie de Luxembourg-ville, plus précisément au niveau du rond-point Robert Schaffner (dit «Irrgarten»), est actuellement plus qu'alarmant. Même en dehors des heures de pointe et en période de vacances scolaires, des embouteillages se produisent tous les jours et à toutes heures bloquant l'entrée et les sorties de la ville, incluant les bus du réseau public. Cette situation impacte sur la qualité de vie des automobilistes concernés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il mettre en œuvre pour le futur immédiat et éloigné pour remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre avait annoncé fin 2015 que le rond-point en question serait transformé en rond-point turbo. Le turbo semble avoir été perdu en route depuis lors. Est-il en mesure de nous renseigner sur l'état d'avancement du planning de ce projet? Quand ce nouvel aménagement pourrait-il être opérationnel?

Réponse (19.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés voudraient avoir des informations au sujet du rond-point Robert Schaffner.

Le rond-point Robert Schaffner constitue un carrefour à six branches, dont deux sont des accès et sorties directs de l'autoroute A1. Des by-pass ont déjà été construits pour tous les mouvements de tourne-à-droite où l'importance des flux justifiait cet investissement. Toutefois le giratoire est entre-temps venu à sa limite de capacité.

Le projet du réaménagement du giratoire prévoit effectivement la transformation en «turbo rond-point» et l'élargissement des branches aboutissant au rond-point pour permettre d'y ajouter des voies pour le prétriage. L'automobiliste choisira donc à l'approche du giratoire la voie qui le mène, sans changement de voie supplémentaire, à la sortie du rond-point qu'il veut emprunter. Le giratoire sera également équipé de feux de signalisation tricolore et de boucles de détection afin de permettre une meilleure adaptation et priorisation des différentes branches en fonction de la situation de trafic.

Cet aménagement prend en compte les impératifs de sécurité sur l'autoroute A1, en évitant des reflux de voitures des sorties d'autoroute sur les voies de circulation, comme c'est actuellement le cas dans le tunnel du Cents.

Lors de l'élaboration du projet il s'est avéré que son envergure dépassait les prévisions. En effet, l'ajout d'environ 10.000 m² de surface de circulation sur l'ensemble du projet nécessite la construction d'un nouveau bassin de rétention. Il est inévitable de déplacer certains réseaux d'eau de la Ville de Luxembourg et du Syndicat des Eaux SEBES. En plus, les changements de géométrie de certaines branches nécessitent le déplacement de réseaux d'assainissement. S'y ajoutent le déplacement des réseaux des différents concessionnaires et de l'éclairage public.

Le projet a donc dû être adapté, et sous réserve de l'obtention des autorisations environnementales et de l'acquisition des emprises nécessaires, le dossier de soumission du projet pourra être présenté fin 2016, de sorte que le chantier pourra commencer mi-2017. La circulation sera garantie tout au long du chantier, dont la durée est estimée à 15 mois.

Question 2369 (12.09.2016) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant la **surface agricole:**

Dans ma question parlementaire n°2233 datée du 18 juillet 2016 (*cf. compte rendu n°1 session*

ordinaire 2016-2017), j'avais posé à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement une série de questions au sujet de la surface agricole au Luxembourg et à l'étranger.

Dans leur réponse commune du 6 septembre 2016 Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et Madame la Ministre de l'Environnement ont donné des explications et précisions sur la situation au Luxembourg. Je constate toutefois que je n'ai pas reçu de réponse concrète à la question de la situation de la surface agricole dans nos trois pays voisins.

Dans ce contexte, je me permets dès lors de reposer la question laissée sans réponse aux Ministres concernés:

„- Kann die Regierung mir den Ist-Zustand in unseren drei Nachbarländern beschreiben?“

Réponse commune (10.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Die an die Minister für Landwirtschaft und für Umwelt gerichtete Frage der ehrenwerten Abgeordneten betrifft Geodaten aus dem Zuständigkeitsbereich der belgischen, deutschen beziehungsweise französischen Behörden. Da die luxemburgischen Regierungsmitglieder über keinerlei Zugang zu den nationalen GIS Datenbanken der Nachbarländer verfügen, ist es nicht möglich, die gewünschten Informationen bereitzustellen. Aufgrund der länderspezifischen Bestimmungen zum Datenschutz ist es ratsam, die entsprechenden begründeten Informationsgesuche auf direktem Weg an die jeweils zuständigen Landesbehörden zu richten.

Question 2370 (12.09.2016) de **M. Laurent Mosar** et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)** concernant le **droit de superficie:**

Dans les zones d'activités économiques à caractère communal ou régional, les parcelles de terrains sont cédées contre paiement d'une contribution financière aux entreprises éligibles sous forme de contrats de concession d'un droit de superficie d'une durée de 30 années. Le terrain appartient au propriétaire tandis que les constructions appartiennent au superficiaire jusqu'à l'expiration du droit de superficie. A l'expiration du droit de superficie au terme des 30 ans, le droit de superficie peut être renouvelé expressément suivant accord entre le propriétaire et le superficiaire. Or, la loi du 22 octobre 2008 sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie ne précise pas si le superficiaire est tenu ou non de payer une nouvelle contribution financière en cas de prolongation du droit de superficie.

Au vu du fait que de nombreux droits de superficie vont arriver à échéance dans les prochaines années, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si le superficiaire est tenu ou non de payer une nouvelle contribution financière en cas de renouvellement du droit de superficie?

- Quel est le nombre d'entreprises pour lesquelles les contrats de droit de superficie vont arriver à échéance dans les cinq prochaines années?

Réponse (13.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie:*

La loi du 22 octobre 2008 dite «pacte logement» stipule en son article 14-1. que le droit de superficie est conféré moyennant paiement d'une contribution financière à convenir entre le propriétaire et le superficiaire. Selon l'article 14-3. de la même loi, le droit de superficie peut être renouvelé expressément suivant accord entre le propriétaire et le superficiaire. Cependant elle n'apporte pas davantage de précisions quant aux conditions de fixation de cette contribution financière, ni pour les nouveaux droits de superficie, ni en cas de renouvellement de droits de superficie.

En effet, il est d'usage dans les zones d'activités économiques de fixer une contribution financière servant à couvrir aussi bien les coûts d'aménagement de la zone que les coûts de fonctionnement. Cette contribution n'inclut cependant pas les éventuels coûts relatifs à des gros travaux de réparation des infrastructures communales d'envergure ou à des mises en conformité aux normes de ces installations en raison de législations ou réglementations nou-

velles, coûts qui sont par ailleurs difficiles à évaluer d'avance.

Ces coûts pourraient cependant, le cas échéant, être couverts par les contributions financières dont devront s'acquitter les entreprises en cas de renouvellement du droit de superficie.

Les zones d'activités économiques communales sont gérées ou bien par des communes ou bien par des promoteurs privés et relèvent donc uniquement de leur autorité. Partant, le Ministère de l'Économie ne dispose pas d'informations quant au nombre de droits de superficie qui viendront à échéance au cours des prochaines années. Par ailleurs, les modalités de renouvellement des droits de superficie leur incombent également.

Pour ce qui est des zones d'activités économiques régionales, un certain nombre de droits de superficie viendront à échéance au cours des prochaines années. Ces zones sont gérées par des syndicats intercommunaux qui disposent des données relatives aux échéances des différents droits de superficie qu'ils ont concédés.

Le Ministère de l'Économie assiste les syndicats intercommunaux dans la mise en œuvre et la gestion des zones d'activités économiques régionales et dispose d'un droit de regard en ce qui concerne les activités éligibles. Afin de trouver une solution cohérente pour l'ensemble des zones d'activités économiques régionales, les services du Ministère de l'Économie sont en train d'élaborer un modèle de calcul pour déterminer les contributions financières à payer par les entreprises en cas de renouvellement du droit de superficie. Ce modèle qui tiendra compte, dans la mesure du possible, des coûts réels à charge des syndicats, sera présenté au préalable aux syndicats au cours de l'année 2017. Si le souhait en est formulé, les communes et les promoteurs privés pourront s'inspirer de ce modèle pour les zones d'activités économiques communales.

Question 2371 (12.09.2016) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser (ADR)** concernant le **taux d'intérêt des emprunts de l'État:**

Lëtzebuerg ass houfreg a mécht dowéinst och déi néideg Efforten, fir vun de Ratingsagencë mat AAA agestuuft ze sinn. Dëst misst als Konsequenz hunn, datt de Lëtzebuerger Stat zu bonesnesch gönschtege Konditiounen Geld um internationalen an nationale Marché kéint léine goen.

Däitschland, dat och als AAA agestuuft ass, kann esou mat engen Taux vun 0% Geld léinen an huet souger 10-järeg Statsemprunte mat Negativzëns placéiert. Dat heescht, datt den däitsche Stat Zësen op den Emprunt bezuelt kritt.

Aus Ärer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2192 (*cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2015-2016*) geet ervir, datt de Lëtzebuerger Stat, trotz dem AAA, aktuell en duerchschnëttlechen Zënssaz vun 2,546% op sengen Emprunte bezilt. Op Obligatiounen, déi bis 2043 (!) lafen, bedréit den Zënssaz 2,75%. Bankkreditte hunn Zënssätz vun iwwer 4%. D'Resultat ass, datt de Stat zanter 2011 all Joer ronn 200 Milliounen un Zënse muss zrëckbezuelen.

Dowéinst wéilt mir dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Ass de Stat gewëllt, mat de Banke Kontakt opzehuelen, fir d'Emprunten nei ze verhandelen oder fréizäitig zrëckbezuelen an esou op en Taux ze kommen, deem dem AAA-Rating entsprecht? Wa jo, a wéi engem Délai? Wann neen, wéisou net?

2. Ass de Stat bereet, d'Statsobligatiounen, déi mat iwwer 2% Zënse belaascht sinn, zrëckzekafen an dës duerch nei Obligatiounen oder Emprunte géigenzefinanzéieren? Wa jo, a wéi engem Délai? Wann neen, wéisou net?

Réponse (30.09.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

Esou wéi déi honorabel Deputéiert dat an hirer Fro undeiten, gehéiere Lëtzebuerg an Däitschland zu deene wéinege Länner, déi nach een AAA-Rating virweise kënnen.

Trotzdem kann een d'Bundeswertpapiere net direkt mat de Kreditte oder Emprunte vergläichen, déi de Lëtzebuerger Stat opgehoelt huet. Donieft muss ee wëssen, dass den Taux, zu deem Däitschland léine kann, net fir all Pabeier d'selwecht ass. Esou sinn z. B. d'Bund30-Obligatiounen, déi vum 27.07.2016 bis den 15.08.2046 lafen, mat 2,5% d'Joer verzéinst.

Den Zënssaz, dee Lëtzebuerg bezilt, baséiert op verschiddene Faktoren. Dozou gehéieren d'Lafzäit, d'Tauxen um Marché zu deem Zäit-



punkt wou den Emprunt, respektiv de Kredit opgehooll gouf, d'Bonitéit, déi am AAA hiren Ausdrock fënn, awer och d'Liquiditéit. Am internationale Verglach geet Lëtzebuerg nëmme seele léinen, an och nëmme relativ niddreg Montanten, soudass d'Liquiditéit vun de Lëtzebuerger Titren op de Marchéen net héich ass, wat tendenziell méi een héijen Zënssaz mat sech bréngt.

Am selwechte Sënn sinn d'Taxe vun Emprunten a Kreditter, déi d'Méiglechkeet vun engem virzäitege Remboursement virgesinn, am Prinzip méi héich wéi déi, déi dat net erlaben. Well Lëtzebuerg och an der Vergaangenheet ëmmer probéiert huet, zu all Moment dee gënschtegsten Taux ze négociéieren, ass déi Méiglechkeet generell net virgesinn, wat also d'Méiglechkeet vun engem fréizäitegen Zréckbezuelen, esou wéi déi honorabel Deputéiert et proposéieren, ausschléisst. Et soll och ënnerstrach ginn, dass déi weénegst Länner virzäiteg Remboursementsklauselen virgesinn.

Wann een iwwert dee Sujet verhandelt respektiv déi entspriechend Titren iwwert d'Marchéen zréckkaf wéilt, da misst een a Betruecht zéien, dass de Präis dem lafenden Taux Rechnung droe misst, soudass een dovunner ausgoe kann, dass ee Gewënn fir de Stat als Resultat vun esou enger Operatioun wuel auszeschléisse wär. Et ass nämlech kaum probabel, dass een Investisseur bereet wier, een Titer, bei deem e vun engem méi héijen Taux wéi dem aktuelle Marchés-Taux profitéiert, zur Valeur nominale ze verkaufen.

Ofschléissend sief ënnerstrach, dass dës Regierung, säit se ugëttueden ass, eréischt een eenzeggen Emprunt opgehooll huet, an dat ënner der Form vun engem Sukuk, iwwer eng Durée vu fënnf Joer an 200 Mio EUR, fir ee Käschtepunkt vun 0,436% d'Joer, wat deem niddregsten Taux entsprécht vun allen Engagementer, déi momentan lafen.

D'Regierung huet also bis elo iwwerhaupt keen Emprunt obligataire à long terme gemaach.

Question 2372 (12.09.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le détournement de millions d'euros au profit du Hamas:

Laut mengen Informatiounen sinn zeg Milliounen Euro un Hëllefsgelder, déi fir d'Palästinenser bestëmmt waren, détournéiert ginn an un d'Terrororganisatioun Hamas weidergeleet ginn. Dëst Geld war ënner anerem benotzt ginn, fir Waffen ze kafen, Tunnelen ze bauen a Salairë vun Hamas-Fonctionnairen ze bezuelen.

Ënner anerem waren Hëllefsgelder iwwert d'Associatioun „World Vision International“ détournéiert ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Uschëllegung vum Détournement vu Gelder iwwert d'Associatioun „World Vision International“ bestätegen?
2. Huet dës Associatioun, direkt oder indirekt, Hëllefsgelder vun der Lëtzebuerger Regierung kritt? Wa jo, wéi vill, wéini an zu wéi engem Zweck?
3. Wéi vill Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg ass zanter 2006 an de palästinenseschen Territoire gefloss? U wéi eng Organisatiounen ass dës Hëllef ausbezuelte ginn? Kann een eng Opschlësslung maachen, wéi vill dovunner direkt fir d'Gazasträif bestëmmt war?
4. Wéi eng Mëttelen huet d'Lëtzebuerger Regierung, fir sécherzegoen, datt d'Hëllefsgelder fir Palästina exklusiv fir humanitär Zwecker a fir déi ekonomesch Entwécklung agesat ginn?
5. Sinn der Lëtzebuerger Regierung Fäll bekannt, wou Geld aus Lëtzebuerg un terroristesch Vereenegunge weidergeleet ginn ass? Wa jo, wat huet d'Regierung an esou Fäll ënnerhollt?

Réponse commune (12.10.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

Obwuel d'palästinensesch Gebidder (TPO) kee Partnerland vun der Lëtzebuerger Kooperatioun sinn, gi se awer deementspriechend behandelt. Dës speziell Partnerschaft dréckt sech souwuel an der Coopération multilatérale wéi an der Coopération bilatérale mat lokalen a Lëtzebuerger ONGen aus.

1. D'Regierung ass net en mesure, Informatiounen ze bestätegen iwwer Associatiounen, déi net vun hir offhänken.
2. Dës Associatioun krut keng Hëllefsgelder vun der Lëtzebuerger Regierung.
3. An der Coopération multilatérale subventionéiert de Ministère haaptsächlech d'UNRWA an

de CICR mat Contributions volontaires, souwéi spezifesch Projeten à long terme.

Kontributionen vun den internationalen Institutionen (Budget général a Projeten)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Lëtzebuerg klasséiert sech domat op Platz 18 vun 32 Memberen, déi bei der UNRWA Contributions volontaires abezuelen an absolutten Zuelen. A relativen Zuele gëtt et keng Statistik. Beim CICR steet Lëtzebuerg um 9. Rang vun 13 fir d'Kontributionen an d'Regioun TPO.

An absolutten Zuelen, mä nach méi a relativen Zuelen, ass Lëtzebuerg ee ganz wichtege Partner fir d'UNRWA. D'UNRWA weess déi Lëtzebuerger Hëllef an hir Previsibilitéit ze schätzen. Zanter 2007, op der Paräiser Konferenz, huet Lëtzebuerg sech engagéiert, pro Joer siwe Milliounen Euro fir d'TPO auszeginn, an eis Kontributionen si säitdeem stabil. Zanter 2009 ass Lëtzebuerg och duerch seng Kontributionen am Comité consultatif vun der UNRWA vertrueden, deem zweemol am Joer zu Amman zesummekënnt. Nieft der Contribution multilatérale ënnerstëtzt Lëtzebuerg och nach eng Rei ONGen am bilatérale Secteur, souwuel lokal ONGe wei och Lëtzebuerger ONGen, déi an de Gebidder aktiv sinn. D'Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt momentan dräi lokal ONGen; AMAN (Secteur bonne gouvernance, lutte contre la corruption), PMRS (Palästian Medical Relief Society am Secteur santé) a PARC (Palästian Agriculture Relief Committee am Secteur agriculture).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Nieft de lokalen ONGen ënnerstëtzt d'Kooperatioun och eng Rei ONGe vu Lëtzebuerg aus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Lëtzebuerg huet also an der Zäitspan vun 2005 bis 2016 iwwer 64,83 Milliounen Euro ausgi fir TPO.

4. D'Projeten, déi vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt ginn, sinn an Accord-cadre oder Memorandum of understanding festgeluecht. Dës Kontrakter gesinn ënner anerem vir, dass all Institution oder ONG een detailléierte Rapport muss virleeën iwwer hir Aktivitéiten an zousätzlech en externen Audit vun hire Konte maache muss, an dat all Joer. All déi Kontrakter gi mat den Agencen oder ONGen direkt ënnerschriwwen, ouni iergendwelch Amëschung vun der palästinensescher Regierung. D'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef entscheet onofhängeg vun der palästinensescher Eenheitsregierung, wat fir eng Projete si ënnerstëtzt (ausser fir de Méchanisme PEGASE, wou déi Suen iwwert d'Europäesch Kommissioun un d'Eenheitsregierung fléissen). De Risiko null gëtt et bekanntlech net. Och wa Lëtzebuerg net vertrueden ass an den TPO, esou sinn d'Mataarbechter vun der Lëtzebuerger Kooperatioun regelméisseg an den TPO, fir déi Projeten ze kucken. Zum Beispill ass Lëtzebuerg ee- bis zweemol am Joer bei der Commission consultative vun der UNRWA vertrueden a kann op der Plaz nofroer respektiv kontrolléieren, ob alles richteg ëmgesat gëtt. Ausserdeem gi vun der UNRWA all Joer zwou Visites de terrain organiséiert, wei dat de Fall war de 17. an den 18. Juni an de palästinensesche Flüchtlingslageren am Libanon an den 18. an 19. November 2015 zu Gaza. Bei deene Visite konnt festgestallt ginn, wou déi Sue vun der Kooperatioun investéiert goufen, a virun allem, wei néideg se waren. Am Mäerz 2015 ass och d'ONG AMAN vun der internationaler Consultingfirma COWI op hir Aktivitéite gepréift gi mat engem ganz positive Resultat. AMAN gëtt ausserdeem vun Norwegen an Holland, déi op der Plaz eng Vertriedung hunn, mat finanzeiert, zesummen an engem Konsortium mat Lëtzebuerg. AMAN ass och Member vun „Transparency International“. Déi Lëtzebuerger humanitär Hëllef gëtt duerch international unerkannten humanitär Organisatiounen an Institutionen an no internationale Kritäre vun Transparenz an Accountability ëmgesat.

5. Der Lëtzebuerger Regierung si keng Fäll bekannt, wou Geld aus Lëtzebuerg un terroristesch Vereenegunge weidergeleet gi wier.

Question 2373 (12.09.2016) de M. Gilles Roth et de Mme Diane Aehm (CSV) concernant la réception des bagages à l'Aéroport de Luxembourg:

L'Aéroport de Luxembourg reçoit de plus en plus de passagers et c'est le premier contact de

nombreux visiteurs étrangers avec notre pays. Un service de qualité offert aux clients contribue à la bonne réputation de l'Aéroport de Luxembourg et permet également d'améliorer l'image de marque du pays. La société privée lux-Airport, détenue entièrement par l'État luxembourgeois, est responsable de l'exploitation de l'aérogare et du terminal petits porteurs.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le délai de délivrance moyen des bagages?

- Quels sont les délais d'attente des passagers pour la réception des bagages par rapport à d'autres aéroports de capacité semblable?

- La société lux-Airport envisage-t-elle d'améliorer son service et de réduire le temps de délivrance des bagages et, le cas échéant, par quels moyens?

Réponse (04.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes concernant la question parlementaire sous rubrique.

Selon la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, la gestion des bagages à l'aéroport tombe dans les tâches réservées aux prestataires de l'assistance en escale, dont l'habilitation prend la forme d'un agrément décerné par le ministère ayant les transports dans ses attributions sur recommandation de la société de l'Aéroport de Luxembourg SA ci-après «lux-Airport» et à l'issue d'un appel d'offres publié au niveau européen.

À cet agrément sont associés des engagements contractuels envers lux-Airport déterminant les conditions opérationnelles générales ainsi que le niveau de service minimal.

lux-Airport a profité du récent appel d'offres en la matière pour mettre à jour les conditions opérationnelles générales et rehausser le niveau de service minimal. Il est dorénavant, notamment, exigé des assistants en escale qu'ils délivrent le premier bagage endéans les 15 minutes depuis l'arrêt des moteurs des aéronefs en position de parking. Ils disposent de dix minutes pour délivrer l'ensemble des bagages pour un avion régional (par exemple Bombardier Q400), respectivement de 20 minutes pour les bagages d'un avion moyen-courrier (Boeing 737/Airbus A320). Ces objectifs doivent être atteints dans 95% des cas tous vols confondus.

Les conditions de la prise en charge des passagers et de leurs bagages pour chaque vol dépendent encore des contrats de prestation de services que les assistants en escale négocient librement avec les compagnies aériennes sans ingérence de lux-Airport. Les compagnies aériennes peuvent ainsi exiger de leurs co-contractants des niveaux de service plus élevés.

À l'heure actuelle, deux compagnies sont habilitées pour prester les services d'assistance en escale passagers à l'Aéroport de Luxembourg: il s'agit, d'une part, de la société luxembourgeoise de navigation aérienne SA dite «Luxair» et, d'autre part, récemment de la société Aviapartner. Étant donné qu'Aviapartner a reporté apparemment le début de ses opérations sans indication quant à une date exacte, Luxair assure pour le moment seule les services d'assistance en escale pour l'ensemble des passagers de l'Aéroport de Luxembourg. À noter encore que l'agrément décerné à Aviapartner a une durée de validité de sept ans.

Outre les obligations légales de mener les procédures d'appel d'offres et de recommander le ou les finalistes au Ministère pour l'obtention des licences, la mission de lux-Airport, telle que définie dans son contrat avec l'État sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg publié et coordonné par règlement grand-ducal du 19 décembre 2008, se limite à la supervision du respect des contrats de concession d'assistance en escale en matière de passagers et de fret. À ce jour, lux-Airport n'a pas reçu de plainte substantielle de la part des compagnies aériennes en ce qui concerne les services prestés par leur assistant en escale passagers. Les statistiques sur les indicateurs clé de performance à fournir mensuellement par l'assistant en escale à lux-Airport ne montrent pas d'irrégularité.

Pour l'année 2016, la durée de la délivrance des bagages pour les avions régionaux se situait entre neuf et 14 minutes entre le premier respectivement le dernier bagage, alors que la durée pour les avions moyen-courrier se situe entre dix et 20 minutes.

En ce qui concerne la comparaison avec d'autres aéroports de capacité semblable, lux-Airport ne dispose pas de chiffres, étant donné que ces données sont directement liées aux activités aéroportuaires et à ce titre gardées confidentiel. Il n'existe pas non plus de publications fiables sur ces chiffres pour pouvoir faire des comparaisons.

S'il s'avère à l'avenir que les statistiques sur les indicateurs clé de performance fournis par l'assistant en escale renseignent des anomalies persistantes après mise en demeure préalable d'y remédier, le Ministère pourrait, le cas échéant, suspendre voire révoquer les agréments qu'il a décernés. À cette sanction de dernier recours viennent s'ajouter les clauses pénales prévues dans les contrats de prestation de services conclus entre les compagnies aériennes et l'assistant en escale.

Question 2374 (13.09.2016) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le budget de la Société nationale de crédit et d'investissement:

Suivant les informations parues dans la presse dont notamment le «Lëtzebuerger Land», le Gouvernement aurait transféré 33 millions d'euros de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) au budget de l'État pour alimenter le Fonds souverain intergénérationnel. Cet argent serait issu de la vente des droits de souscription de l'État à la SNCI dans le cadre de la hausse de capital d'ArcelorMittal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer la transaction susmentionnée?

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à autoriser la SNCI à acheter les droits de souscription de l'État dans le contexte de la recapitalisation d'ArcelorMittal?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la SNCI dispose de 33 millions d'euros de moins à accorder en crédit d'équipement et d'investissement à l'économie nationale et en particulier aux PME?

Réponse commune (05.10.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En droit luxembourgeois, l'article 32-3 de la loi modifiée de 1915 sur les sociétés commerciales dispose que chaque actionnaire a le droit de souscrire par préférence à un nombre d'actions déterminé proportionnellement au nombre d'actions qu'il détient. Ce droit, si la société émettrice le propose, ne peut pas être réduit. Il permet ainsi à l'actionnaire de conserver son pourcentage du capital dans la société, sans se faire diluer dans le cadre d'une augmentation de capital.

Le droit de préférence pour la souscription est détachable de l'action et peut ainsi être vendu à un nouvel investisseur souhaitant acquérir des actions. En effet, les actionnaires ne sont pas obligés de souscrire aux actions nouvelles auxquelles ils ont droit. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, vendre leurs droits à des personnes qui voudraient s'assurer une possibilité de souscription.

Dans le cas de l'augmentation de capital d'ArcelorMittal SA (ci-après «ArcelorMittal»), l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 10 mars 2016 a approuvé le principe de l'augmentation de capital qui avait été annoncé le 5 février 2016. Le conseil d'administration d'ArcelorMittal a par ailleurs été autorisé par l'assemblée générale à supprimer le droit préférentiel des actionnaires. Toutefois, les actionnaires ont reçu en compensation un droit de type «bon de souscription d'action» comparable à un droit préférentiel de souscription. Cette technique a permis de s'affranchir du délai d'un mois pour exercer les droits de préférence, prévu à l'article 32-3 précité

Un droit fut attribué à chaque action détenue par un actionnaire en date du 14 mars 2016, le détachement de l'action intervenant le 15 mars 2016. Dix droits permettaient de souscrire à l'augmentation de capital d'ArcelorMittal dans une proportion de sept actions nouvelles en contrepartie du paiement d'un prix d'exercice de 2,2 EUR par action. Les droits ont été cotés et négociés à la Bourse de Luxembourg du 15 au 24 mars 2016 inclus, tandis que les droits avaient une période d'exercice jusqu'au 30 mars



2016, avec une date de livraison des actions nouvelles fixée au 8 avril 2016.

La valeur d'un droit est égale à la valeur théorique de l'action (valeur avant l'augmentation de capital) moins la valeur de l'action après l'augmentation de capital, rapporté à la proportion d'attribution. Sur la base du cours de clôture d'ArcelorMittal à la Bourse d'Amsterdam le 10 mars 2016, le prix théorique d'un droit était de 0,84 EUR.

La valeur du droit préférentiel de souscription évolue en fonction des conditions de l'émission et en fonction de la valeur boursière. En Bourse de Luxembourg, le premier cours du droit était de 0,786 EUR et le plus élevé sur la période du 15 au 24 mars 2016 fut de 1,014 EUR.

En début de l'année 2016, l'État luxembourgeoise et la SNCI détenaient respectivement quelque 2,16% et quelque 0,02% d'Arcelor-Mittal, soit 38.965.330 actions détenues par l'État et 430.989 actions détenues par la SNCI. En date du 14 mars 2016, l'État et la SNCI ont donc reçu un montant équivalent de droits préférentiels de souscription.

L'État a cédé ses droits à la SNCI pour une somme de 32,7 millions EUR, soit pour un montant égal à la valeur théorique du droit de 0,84 EUR figurant dans le prospectus daté du 11 mars 2016 et publié par ArcelorMittal dans le cadre de l'offre de 1.803.359.338 droits de souscription préférentiels pour l'émission d'un maximum de 1.262.351.531 nouvelles actions.

La SNCI a exercé les droits ainsi acquis pour un montant de 60 millions EUR ce qui représente un investissement total de la SNCI de 92,7 millions EUR pour 27.275.731 actions soit un prix de revient unitaire de 3,40 EUR. Force est de constater que le cours de bourse de l'action était de 4,275 EUR le 1^{er} avril 2016 et de 4,925 EUR le 15 avril 2016. Il note au jour de la présente réponse autour de 5,50 EUR.

Il n'aurait pas été responsable, ni conforme au principe «at arm's length», selon lequel des opérations même entre entités liées doivent être effectuées aux conditions du marché, si l'État avait cédé à la SNCI des droits d'une valeur 32,7 millions EUR pour un montant inférieur, voire à titre gratuit.

Grâce à l'opération décrite ci-devant, l'État a réussi à maintenir le niveau de sa participation directe et indirecte dans le capital d'ArcelorMittal, sans devoir effectuer le moindre déboursement. En complément, le produit exceptionnel résultant de la cession des droits de l'État à la SNCI a permis d'alimenter le Fonds souverain intergénérationnel.

Il résulte des comptes et des rapports d'activités de la SNCI que l'établissement, même après cette opération, continue à disposer de moyens suffisants pour satisfaire sa mission de promouvoir la création, l'extension, la conversion, la réorientation et la rationalisation d'entreprises, et notamment de PME en utilisant les différents instruments développés par la banque,

Rappelons dans ce contexte que la SNCI accorde des prêts de création-transmission à des PME nouvellement créées ou reprises, des crédits d'équipement, des prêts à l'investissement ainsi que des financements à l'étranger aux entreprises luxembourgeoises désireuses de se développer sur les marchés internationaux.

En 2014, la SNCI a élargi ses financements à la Recherche, Développement & Innovation, aux Entreprises novatrices et aux projets de développement des entreprises via trois nouveaux types de prêt.

En 2015, la SNCI, avec le Fonds européen d'investissement (FEI), a rendu opérationnel le Luxembourg Future Fund doté d'un capital de 150 millions EUR. Il s'agit d'un instrument de financement complémentaire aux outils existants de la SNCI qui vise les entreprises étrangères apportatrices d'activités au Luxembourg qui ont le potentiel de soutenir de manière significative la diversification et le développement durables de l'économie luxembourgeoise. Autre fait marquant de l'année 2015, la SNCI et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé une déclaration d'intention par laquelle les deux institutions s'engagent à collaborer dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe, dit «plan Juncker», et ce notamment dans le contexte de l'enveloppe de 80 millions EUR prévue pour le financement de projets compatibles avec la mission de la SNCI.

En 2016, la SNCI a participé au lancement du Digital Tech Fund. Ce fonds d'amorçage a été créé par le Gouvernement et un groupe d'investisseurs privés pour soutenir le financement et le développement de start-up actives dans le do-

maine des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

La mise en place de tous ces nouveaux instruments a complété la gamme de produits de la SNCI qui dispose désormais d'une palette de financements couvrant l'ensemble des phases dans le cycle de développement d'une entreprise - création, développement, innovation, investissement et transmission.

Question 2375 (13.09.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant le **remboursement des soins de médecine dentaire**:

Les soins de médecine dentaire sont pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS) suivant les conditions fixées par la convention des médecins-dentistes, les statuts de la CNS et la nomenclature des actes et services des médecins-dentistes.

Alors que la plupart des obturations sont faites aujourd'hui avec des composites, ces derniers, sont toujours repris dans la nomenclature par le code CP8 (convenance personnelle) et ne sont dès lors pas remboursés par la Caisse nationale de santé.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Quels sont les matériaux prévus et remboursés pour les obturations? S'agit-il encore d'amalgame? Dans l'affirmative, y a-t-il encore des dentistes utilisant de l'amalgame? Existe-t-il des statistiques?

2. Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la nomenclature devrait prévoir et rembourser de matériaux couramment utilisés comme p. ex. les composites?

Réponse commune (28.09.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1. En relation avec les obturations dentaires, la nomenclature des actes et services des médecins dentistes prévoit les tarifs suivants:

- DS14 - «obturation, une face»

- DS15 - «obturation portant sur deux faces d'une dent»

- DS16 - «obturation portant sur trois faces ou plus, par dent».

Par conséquent, la nomenclature différencie uniquement quant à l'étendue anatomique d'une obturation, non pas quant aux matériaux d'obturation utilisés.

Le code CP8 (convenance personnelle) n'existe pas en nomenclature et n'est pas remboursé; il s'agit d'un code non spécifique défini par l'art. 50 de la Convention des médecins-dentistes (Convention entre l'Union des caisses de maladie et l'Association des médecins et médecins-dentistes, conclue en exécution de l'art. 61 et suivants du Code des assurances sociales) et libellé comme suit: «prestations et fournitures dentaires convenues avec la personne protégée et délivrées en dépassement des tarifs de prise en charge de l'assurance maladie ou de l'assurance contre les accidents».

En pratique, dans un nombre important de cas d'obturations en composite, des médecins-dentistes facturent un CP8 avec une ou plusieurs obturations.

Dans un nombre restreint de cas et dans un ordre de grandeur décroissant, il s'agit encore d'amalgame et il y a un nombre restreint de dentistes qui utilisent encore de l'amalgame.

En effet, l'avis de la Direction générale «Health and Food Safety» de la Commission européenne du 8 mai 2015, évaluant l'évidence scientifique entre amalgames et matériaux d'obturation alternatifs, d'une part, et allergies, désordres neurologiques ou autres effets secondaires, d'autre part, retient les conclusions suivantes:

- l'évidence scientifique n'exclut ni l'utilisation de l'amalgame, ni celle de matériaux alternatifs d'obturation;

- le choix des matériaux utilisés devrait être adapté individuellement aux patients (dents permanentes ou dents de lait, femmes enceintes, allergies au mercure ou à d'autres composants des matériaux d'obturation, insuffisance rénale);

- pour dents de lait et femmes enceintes, des matériaux alternatifs devraient être de première intention;

- il y a nécessité de davantage de recherche sur les dangers potentiels des amalgames et sur la toxicité des matériaux alternatifs d'obturation ainsi que de développement de nouveaux maté-

riaux d'obturation alternatifs haut degré de biocompatibilité.

Vu que la nomenclature ne différencie pas entre les différents matériaux d'obturation utilisés et que le code CP8 est un code non spécifique, il n'existe pas de statistiques à ce jour.

ad 2. Actuellement des discussions sont en cours au sujet de la révision de certains tarifs en matière de soins dentaires. Mais la décision définitive y relative sera prise dans le cadre de la réunion quadripartite du 26 octobre 2016, à laquelle le Département de la sécurité sociale présentera, en accord avec les partenaires sociaux et les prestataires, la liste des nouveaux traitements remboursés par l'assurance maladie.

Question 2377 (13.09.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs**:

En effet, la Commission européenne vient de proposer une liste européenne commune de pays d'origine sûrs qui devrait remplacer les listes nationales dans trois ans. Dans une première étape, la Commission propose d'y inclure l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Kosovo, le Monténégro, la Serbie ainsi que la Turquie. Dans ce contexte, il faut souligner que la Turquie ne figure pas - contrairement aux autres pays proposés par la Commission - sur la liste nationale luxembourgeoise de pays d'origine sûrs.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Monsieur le Ministre soutient-il la liste proposée par la Commission notamment en ce qui concerne l'octroi du statut de pays d'origine sûr à la Turquie?

2) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer également la position officielle du Gouvernement sur cette question?

Réponse (07.10.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

1) Le Luxembourg soutient le principe d'une approche harmonisée en matière d'asile par le biais de l'introduction d'une liste européenne commune sur les pays tiers d'origine sûrs.

2) Le 9 septembre 2015, la Commission européenne a présenté sa proposition de règlement établissant une liste commune de l'Union de pays tiers présumés «d'origine sûrs». Elle a pour objectif de renforcer les dispositions existantes concernant les pays d'origine sûrs figurant dans la directive 2013/32/UE relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (dite «Directive Procédure»). Les pays tiers énumérés par l'honorable Député figurent à l'annexe I de la proposition législative. Afin de pouvoir se prononcer sur cette liste, les colégislateurs ont demandé des avis sur les différents pays tiers proposés tant à l'agence européenne des droits fondamentaux qu'au bureau européen d'appui en matière d'asile. Ils sont encore dans l'attente de l'avis du bureau européen d'appui en matière d'asile, qui est essentiel pour pouvoir se prononcer sur le bien-fondé de l'inclusion de ces pays tiers dans cette liste.

Question 2378 (14.09.2016) de **M. Gilles Roth** et de **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant le **permis à points**:

Au Luxembourg le permis à points possède un capital initial de douze points. À chaque infraction au Code de la route constatée et donnant lieu à des réductions de points, des points sont retirés du permis de conduire. La législation actuelle sur le permis à points prévoit que le contrevenant est dûment informé, par lettre recommandée, de toute diminution du nombre de points de sorte à être régulièrement tenu au courant du niveau actuel de son capital de points. Il nous revient dans ce contexte qu'en cas d'omission de retirer la lettre recommandée dans le délai indiqué, le contrevenant ne se verrait pas retirer des points de son permis de conduire.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de lettres recommandées qui n'ont pas été retirées par les contrevenants et qui ont été par conséquent retournées au destinataire?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre cette problématique?

Réponse (04.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur le permis de conduire à points.

Conformément à l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, la réduction de points suite à un avertissement taxé intervient de plein droit au moment du paiement de la taxe. La réduction de points suite à une décision judiciaire a lieu au moment où cette décision devient irrévocable.

Avant de décerner un avertissement taxé en relation avec une contravention donnant lieu à une réduction de points, le membre de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises avise le contrevenant de la réduction de points qu'entraîne le règlement de cet avertissement taxé. En cas d'une décision judiciaire, le parquet compétent informe les personnes concernées sur le fait qu'une condamnation judiciaire irrévocable pourra faire l'objet d'une déduction de points subséquente.

Toute réduction de points donne lieu à une information écrite de l'intéressé sur la ou les infractions à l'origine de la réduction de points ainsi que sur le nombre de points dont le permis de conduire concerné reste affecté. Cette information se fait par courrier recommandé à l'adresse officielle de la personne concernée. Au cas où le destinataire du courrier recommandé omet de retirer ou refuse le pli, l'information est réputée être faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes, voire le jour où le courrier recommandé est retourné à l'expéditeur.

Par conséquent, le fait de ne pas retirer la lettre recommandée qui contient l'information relative à une perte de points n'entraîne en aucun cas une annulation, voire un non-retrait de points.

Pour l'année 2015, 22.343 courriers recommandés ont été envoyés suite à une réduction de points, dont 6.503 (29,10%) lettres à destination d'adresses étrangères. Il n'existe pas de chiffres sur le nombre de lettres retournées.

Question 2379 (14.09.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **drone «ambulance» équipé d'un défibrillateur**:

Selon les statistiques officielles, au moins une personne par jour est victime au Luxembourg d'un arrêt cardiaque soudroyant en dehors du milieu hospitalier. En l'absence d'une prise en charge immédiate, plus de 97% des personnes concernées meurent des suites de cet arrêt cardiaque. Alors que dans d'autres pays 30 ou 40% des victimes d'un arrêt cardiaque peuvent être réanimées, seulement environ 4% des victimes ont cette chance au Grand-Duché de Luxembourg.

Le Ministère de la Santé envisage de sensibiliser la population au travers de campagnes d'information sur les emplacements des défibrillateurs externes automatisés disséminés à travers tout le Grand-Duché.

Selon mes informations il existerait dorénavant un drone «ambulance» équipé d'un défibrillateur. Quand le Central des secours d'urgence reçoit un appel pour un arrêt cardiaque et qu'aucun défibrillateur n'est disponible à proximité, elle peut envoyer directement un drone sur les lieux et donner les instructions nécessaires aux témoins qui se trouvent sur place.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de cette nouvelle technologie?

- Le Gouvernement estime-t-il que cette technologie pourrait sauver davantage de patients victimes d'un arrêt cardiaque?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il acquérir de tels drones?

Réponse commune (18.10.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur* et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Marc Spautz souhaite obtenir des informations relatives à un drone «ambulance» équipé d'un défibrillateur.

L'Administration des services de secours offre depuis des dizaines d'années des cours de premiers secours à la population visant à l'initier aux gestes de premiers secours, dont ceux de la prise en charge d'un arrêt cardiaque.

Actuellement toutes les ambulances des services de secours publics sont dotées d'un défi-



brillateur et les équipes sont formées au manie- ment de cet appareil. Parallèlement et suite aux initiatives d'autres partenaires, comme le projet «Réagis» du «Luxembourg Resuscitation Council», de nombreuses communes ont déci- dé d'implanter des défibrillateurs sur leur ter- ritoire. À cela s'ajoute que les opérateurs du Central des secours d'urgence du 112 sont for- més à assister les témoins en situation d'ur- gence, en leur donnant des instructions pour les gestes de réanimation à exercer sur la vic- time («Phone-CPR»).

Le drone «ambulance» trouve son origine aux Pays-Bas, qui font en effet régulièrement appel à cet instrument pour permettre à la popula- tion un accès plus facile et rapide en cas d'un arrêt cardiaque. La réalisation d'un tel projet nécessite cependant d'importants moyens techniques et un personnel formé à cet effet. De plus, il faut savoir que le périmètre d'action d'un drone est limité.

Considérant ces contraintes techniques et pra- tiques, le Gouvernement est d'avis qu'à ce stade il n'est pas utile de mettre en place un tel système de drones livreurs.

Rappelons qu'avec la mise en place du service «First Responder» en 2013, en étroite collabo- ration avec les autorités communales, un nou- vel acteur de la chaîne des secours est en mesure de prodiguer les actes de premiers se- cours dans les plus brefs délais à la population locale. Nous comptons à ce jour 47 services de «First Responder» implantés principalement dans les régions rurales du pays.

Cependant il est évident que le Gouvernement continuera à soutenir toute initiative en faveur de la qualité de la prise en charge des arrêts cardiaques au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2380 (14.09.2016) de **Mme Diane Adehm** et de **M. Gilles Roth** (CSV) concer- nant la **radicalisation des femmes**:

D'après la Deutsche Presse Agentur (dpa), de plus en plus de jeunes femmes seraient en train de se radicaliser en Allemagne. À la différence des garçons, la radicalisation religieuse des jeunes femmes se ferait en silence. La radicalisa- tion s'observerait par ailleurs déjà chez des filles de 13 ans.

En France, dans le contexte d'un attentat ré- cemment déjoué, le procureur de Paris a évoqué «un commando terroriste composé de jeunes femmes totalement réceptives à l'idéologie mor- tifère de Daech». Dans une interview accordée au Monde, le procureur de Paris indique par ail- leurs une accélération des dossiers de jeunes filles mineures, avec des profils très inquiétants, des personnalités très dures qui seraient parfois à l'origine de projets terroristes intellectuelle- ment très aboutis.

Selon certains, des femmes prêtes à une action kamikaze resteraient un phénomène nouveau pour l'État islamique, alors qu'elles ont jusqu'à présent surtout servi comme vecteurs de trans- mission culturelle et religieuse via leurs enfants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) En ce qui concerne la radicalisation de jeunes femmes, le Gouvernement constate-t-il une évo- lution similaire à celle observée en Allemagne?

2) Quelle est la stratégie du Gouvernement pour endiguer ce phénomène?

3) Le Gouvernement a-t-il connaissance de jeunes femmes résidentes parties en Syrie sinon dans les pays limitrophes de la Syrie pour s'en- gager aux côtés de Daech? Qu'en est-il des hommes? Combien de ces personnes ont entre- temps quitté ces territoires en direction de l'Eu- rope? Combien de ces personnes se trouvent actuellement au Luxembourg?

4) Alors qu'en France, 59 femmes sont actuelle- ment mises en examen dans des dossiers de fi- lières djihadistes ou de projets d'attentats, Mes- sieurs les Ministres peuvent-ils nous relater les chiffres luxembourgeois en la matière? Qu'en est-il des hommes?

- En Allemagne, on évoque la présence de 520 «Gefährder» islamistes, de même que de 360 personnes qualifiées de «relevant». Une classi- fication similaire existe-t-elle au Luxembourg? Dans l'affirmative, combien de personnes sont actuellement fichées comme telles au Luxem- bourg?

Réponse commune (18.10.2016) de **M. Xa- vier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étran- gères et européennes, de **M. Etienne Schnei- der**, Ministre de la Sécurité intérieure et de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

1) Les honorables Députés renvoient au cas de l'Allemagne où il a pu être constaté que des

jeunes filles s'intéressent à l'idéologie salafiste qui constitue la base idéologique pour le djha- disme. Au Luxembourg, ni le parquet, ni les autorités policières ne constatent à l'heure ac- tuelle une évolution comparable à celle en Alle- magne, et notamment une radicalisation de jeunes femmes à un point tel qu'elles seraient prêtes à une action kamikaze.

2) Des mesures plus générales ont été mises en place par le Gouvernement pour prévenir les phénomènes de la radicalisation. Une sensibili- sation et une formation d'enseignants no- tamment a été mise en route.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} octobre la Police grand-ducale se charge d'informer et d'orien- ter les personnes en voie de radicalisation ainsi que leurs familles et leurs proches au numéro de téléphone 2477-2477.

Prochainement, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région mettra en place un service d'écoute et d'accompagne- ment de personnes qui sont confrontées de quelque manière que ce soit à l'extrémisme et à une radicalisation violente.

3) En ce qui concerne le nombre de femmes et d'hommes partis en Syrie pour s'engager aux côtés de Daech, nous pouvons fournir l'infor- mation qu'actuellement moins d'une dizaine de personnes ont quitté le Luxembourg vers la Syrie. Parmi ces personnes, il y a au moins une femme, mais dont l'engagement aux côtés de Daech n'a pas pu être confirmé.

Nous voudrions renvoyer dans ce contexte à la réponse à la question parlementaire n°0734 du 21 novembre 2014 (*cf. compte rendu n°5 / ses- sion ordinaire 2014-2015*) de Monsieur le Dé- puté Laurent Mosar.

4) À l'heure actuelle, il n'y a pas de mise en examen en relation avec des dossiers de filières djihadistes ou de projets d'attentats.

5) Le Luxembourg ne connaît pas de classifica- tion similaire à celle existant en Allemagne.

Question 2383 (16.09.2016) de **M. André Bauler** et de **M. Gusty Graas** (DP) concer- nant la **signalisation d'interdiction de bai- gnade dans le Lac de la Haute-Sûre**:

En date du 31 août 2016, vos services ont pu- blié un communiqué déconseillant la baignade dans le Lac de la Haute-Sûre suite à la proliféra- tion d'algues. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a confirmé cette information le 13 septembre.

Au vu de cette situation, une compétition de triathlon programmée pour le 17 septembre a été réduite à un duathlon afin de ne pas mettre en danger la santé des athlètes inscrits. Or, se- lon nos informations, aucune signalisation ap- propriée n'aurait été aménagée, ni à la plage, ni aux alentours de celle-ci.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les ques- tions suivantes à Madame la Ministre de l'Envi- ronnement:

1) Madame la Ministre est-elle en mesure d'in- former sur l'évolution récente dans ce dossier?

2) Madame la Ministre peut-elle confirmer l'ab- sence de panneaux d'information installés aux endroits stratégiques du lac afin de sensibiliser les baigneurs potentiels? Pourquoi les autorités responsables n'ont-elles pas réagi adéquate- ment face à cette situation?

3) Madame la Ministre est-elle disposée à insi- ster également sur l'interdiction de consommer les poissons pêchés au lac et d'en informer les pêcheurs concernés par le biais de panneaux placés aux endroits critiques?

Réponse (14.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

1) En ce moment, début octobre 2016, les ef- florescences des cyanobactéries sont toujours bien présentes dans le Lac de la Haute-Sûre. Les colonies se maintiennent et leur dégrada- tion n'est pas attendue dans les prochaines se- maines. Les efflorescences observées lors des années précédentes se sont maintenues jusqu'en novembre et les concentrations de toxines dans les couches supérieures du Lac de la Haute-Sûre sont restées à un niveau élevé jusqu'au «retournement» du Lac. Ce phéno- mène physique se produit lorsque l'eau à la surface du lac se refroidit et qu'elle atteint une densité supérieure à celle de l'eau encore plus chaude des couches plus profondes.

Tout contact de personnes ou d'animaux avec l'eau du Lac de la Haute-Sûre est à éviter jusqu'à ce que les résultats prouvent une concentration en toxines en dessous des limites prescrites par l'Organisation mondiale de la santé. Les premiers résultats des analyses tech- niquement très complexes sont attendus dans les prochains jours.

2) La directive 2006/7/CE concernant la ges- tion de la qualité des eaux de baignade prévoit l'installation de panneaux près des plages offi- cielles afin d'informer le public et les usagers de l'eau de la qualité des eaux de baignade. La qualité des eaux de baignade est évaluée sur base de la qualité bactériologique et les pan- neaux ont été installés en 2010 sur les six plages officielles du Lac de la Haute-Sûre: Rommwiss, Burfelt, Insensborn, Lultzhausen, Liefrange et Fuussefeld. La directive 2006/7/CE a été transposée en droit national par le règle- ment grand-ducal modifié du 19 mai 2009 dé- terminant les mesures de protection spéciale et les programmes de surveillance de l'état des eaux de baignade. La procédure de signalisation et de contrôle lors d'apparition d'efflorescences de cyanobactéries n'est pas clairement définie par la directive précitée et le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas non plus réglementé la dé- marche. Pour des raisons de ressources hu- maines et financières et vu le fait que les efflores- cences massives étaient survenues les années précédentes en dehors de la saison balnéaire of- ficielle qui se termine chaque année le 31 août, la signalisation de l'interdiction de baignade a été affichée sur les panneaux mentionnés ci-des- sus.

3) Le mardi 30 août 2016, il a été signalé à l'Ad- ministration de la gestion de l'eau qu'une efflo- rescence d'algues bleues était en train de se for- mer. L'Institut de recherche public LIST a tout de suite été contacté dans le cadre du contrat de coopération pour le suivi des efflorescences de cyanobactéries dans le Lac de la Haute-Sûre. Ce contrat est en vigueur depuis 2010. L'adminis- tration a été informée le jour même en fin d'après-midi par l'expert en charge que des poissons morts avaient été observés près de la plage de Rommwiss. Le soir de la même jour- née, un communiqué de presse a été publié par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures que la baignade était fortement déconseillée dans tout le Lac de la Haute-Sûre. Il n'y a pas eu d'interdiction stricte puisque la base légale ne prévoit pas d'interdiction lors d'efflo- rescence de cyanobactéries.

Dès le lendemain un agent de l'Administration de la gestion de l'eau s'est rendu au Lac de la Haute-Sûre afin de fixer des panneaux d'inter- diction de baignade. Une partie de ces pan- neaux a été enlevée par la suite par des incon- nus.

Le suivi des cyanobactéries est toujours en train d'être réalisé et les personnes qui ont pris contact avec l'Administration de la gestion de l'eau ou avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ou encore avec le LIST ont reçu une réponse dans les meilleurs dé- lais.

4) Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a aussi déconseillé de consommer des poissons, vu que les toxines s'accumulent apparemment dans les poissons. Cependant ce n'est pas dans la compétence de la Ministre de l'Environnement de prononcer des interdictions de consommation, mais dans celle de la Ministre de la Santé. Par conséquent, la Division de la sécurité alimentaire et la Divi- sion de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé ont confirmé par la suite que la consom- mation des poissons et la pratique de toute acti- vité aquatique étaient dangereuses pendant les efflorescences des cyanobactéries.

Il est indispensable après une efflorescence de cyanobactéries d'une envergure telle qu'elle s'est produite pendant cet été que les différents acteurs, en l'occurrence les communes autour du Lac de la Haute-Sûre, la Direction de la santé, l'Administration des ponts et chaussées et les ac- teurs locaux présents sur place puissent mieux réagir et observer les évolutions au niveau d'ef- florescences. L'Administration de la gestion de l'eau organisera durant les mois à venir des réu- nions de concertation avec les acteurs concernés précités afin d'établir une procédure d'alerte et de suivi pour l'année prochaine. D'autre part, l'administration a été mandatée d'étudier des al- ternatives pour faciliter l'information en cas d'in- terdiction de baignade.

Question 2385 (16.09.2016) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **semaine de la sécurité au travail**:

Le rapport annuel de l'Inspection du travail et des mines (ITM) présenté récemment fait état de quelque 27.000 accidents du travail par an, dont environ la moitié concernent le secteur de la construction. En 2015 onze accidents du tra- vail étaient mortels, alors que près de 1.200 provoquent chaque année des lésions perma- nentes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Écono- mie sociale et solidaire les questions suivantes:

- Dans l'esprit d'une sensibilisation renforcée et d'une meilleure prévention, l'idée d'une se- maine spécifique de la sécurité au travail pour le domaine de la construction a été mention- née. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que l'organisation d'une telle initiative est en préparation?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner plus d'informations sur le détail de cette manifesta- tion?

- Quels autres moyens Monsieur le Ministre en- tend-il déployer afin de réduire les accidents du travail?

Réponse (17.10.2016) de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Le secteur de la construction représente actuel- lement plus d'un quart des accidents du travail et a connu ces derniers temps de nouveau un certain nombre d'accidents graves, voire tra- giques.

Par conséquent, nous souhaitons renforcer la sensibilisation des entreprises et des salariés de ce secteur pour réduire le nombre des accidents de travail, en organisant au courant de l'année prochaine une semaine de la sécurité au travail, en étroite collaboration avec les représentants des employeurs, les chambres professionnelles, les syndicats, l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB) et l'Association d'assurance acci- dent (AAA) et l'Inspection du travail et des mines (ITM). Cette initiative s'inscrit dans la stra- tégie de prévention en sécurité et santé au tra- vail «VISION ZÉRO».

Une première réunion entre les parties di- rectement concernées en présence des ministres ayant le Travail et la Sécurité sociale dans leurs attributions a eu lieu en date du 6 octobre 2016 au cours de laquelle ont été déterminées les mo- dalités préliminaires relatives à cette initiative.

Il a notamment été déterminé qu'un groupe de travail sous la direction de l'ITM et composé d'un membre de chaque partie est chargé de définir l'ensemble des mesures à mettre en place dans le cadre de cette semaine de la sécurité dans le secteur de la construction, qui doit être pragmatique et accompagnée notamment par des actions de sensibilisation sur le chantier.

Il s'agit de mettre en œuvre des synergies en vue de contribuer au succès de la semaine de sécurité au travail dont l'objectif sera de prévenir et de sensibiliser de façon durable les em- ployeurs, les salariés, les salariés désignes ainsi que les délégués à la sécurité et à la sante en matière de conditions de travail et surtout en matière de sécurité et de santé au travail.

À cet effet, il est prévu de multiplier les contrôles sur les chantiers pour attirer l'attention des em- ployeurs comme des salariés sur les risques po- tentiels et les mesures de prévention.

Dans ce contexte, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire soutient activement la formation des délégués à la sécurité et à la santé, pour qu'ils puissent mieux accomplir leur tâche dans l'intérêt de la sécurité de tous les salariés.

Question 2386 (19.09.2016) de **Mme Mar- tine Hansen** (CSV) concernant la **Lycée tech- nique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH)**:

Dans sa réponse à ma question orale n°212 du 5 juillet 2016 (*cf. compte rendu n°15/session or- dinaire 2015-2016*), Monsieur le Ministre a fait préciser qu'il convient de repenser l'offre en formations répondant aux besoins du secteur Horeca, essentiellement assurée par le Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) à Die- kirch.

Dans ce contexte, le Ministre a annoncé élabo- rer «un concept national» pour l'ensemble du secteur Horeca en collaboration avec des parte- naires externes et les lycées concernés.

Concernant la démission de la directrice du Ly- cée technique hôtelier Alexis-Heck, le Ministre souligne qu'un nouveau directeur ne sera pro- posé qu'après la mise en place du concept na- tional.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'élaboration du concept national? Quels en sont les objectifs principaux?



- Le Ministère a-t-il déjà consulté des partenaires externes? Dans l'affirmative, quels ont été ces partenaires? Quelles sont les conclusions tirées de ces consultations?

- Pour quelles raisons le poste de nouveau directeur ne sera-t-il occupé qu'après l'élaboration du concept national? Les exigences requises pour le poste en question varient-elles en fonction du concept national?

- Quand le Ministre envisage-t-il de nommer un nouveau directeur?

- Monsieur le Ministre a annoncé que le LTHAH se verrait attribuer la qualité d'un centre d'excellence. Le Ministre peut-il me fournir des informations supplémentaires sur le centre d'excellence?

- Quelles seront ses fonctions?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Suite à la question de l'honorable Députée, je peux fournir les renseignements suivants concernant l'avancement des réflexions autour de l'offre scolaire dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme.

Un groupe d'échange a été instauré impliquant des représentants de l'Horesca et de la Chambre de Commerce. Ledit groupe élaborera:

- une stratégie nationale en définissant les différentes formes de formations, les domaines de formation phares ainsi que les niveaux des diplômes visés;

- les nouvelles formations à organiser;

- les écoles qui s'impliqueront dans ces domaines de formation à travers tout le pays;

- le fonctionnement futur du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck.

Le même groupe fera une proposition quant aux dispositions légales régissant le LTHAH.

À court terme, le LTHAH s'engage dans la formation en concomitant. À moyen terme, un BTS pourrait être offert au LTHAH. La mise en place d'un hôtel d'application serait également envisageable.

Finalement, je tiens à réagir aux nombreuses rumeurs qui circulent en précisant que le LTHAH est une école ayant des mérites innombrables, qu'il maintiendra son indépendance et qu'il restera évidemment implanté à Diekirch.

Question 2387 (21.09.2016) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant le **déversement du liquide AdBlue à l'aire de Berchem et la pollution de l'Alzette**:

Dans sa réponse du 4 août 2016 (*cf. question parlementaire n°2253, compte rendu n°1/session ordinaire 2016-2017*), Madame la Ministre confirme que la pollution constatée de l'eau de l'Alzette non loin de l'aire de Berchem pourrait être en lien avec le déversement de quantités importantes du liquide AdBlue qui s'est produit en juillet sur un tuyau du réseau de distribution de ce produit lié à la piste camion d'une station-service située sur l'aire de Berchem Sud (en direction de Luxembourg). Au moment de l'envoi de la réponse de Madame la Ministre, des mesures pour examiner ce lien éventuel auraient toujours été en cours sur le site.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que vous pouvez entre-temps confirmer avec certitude que la pollution de l'Alzette était bien due au déversement du produit AdBlue à la station de l'aire de Berchem Sud?

2. Est-ce que le déversement d'AdBlue en juillet 2016 était le premier accident de ce type sur l'aire de Berchem?

3. Si non, quand est-ce que le premier déversement d'AdBlue a eu lieu?

4. Est-ce que l'exploitant de la station-service a respecté les exigences légales très strictes concernant le matériel de stockage d'AdBlue ainsi que son contrôle et son entretien?

Selon mes informations, des forages ont été réalisés à côté des pompes pour automobiles et camions à la station-service de l'aire de Berchem Sud.

5. À quoi visaient ces forages? Quelle était la profondeur des forages effectués? Quels en sont les résultats?

6. Les résultats des analyses seront-ils communiqués au public?

Vu qu'il existe une deuxième station-service en face en direction de Dudelange les questions suivantes s'imposent:

7. Est-ce que cette station-service a également déjà été concernée par un déversement du liquide AdBlue ou d'une autre substance nocive?

8. Est-ce que les eaux usées de ce site font l'objet de contrôles avant de couler dans le Bibeschbaach?

Concernant les sanctions encourues par l'exploitant dans le cas où un lien entre la pollution de l'Alzette et le déversement d'AdBlue est effectivement établi, je voudrais demander les précisions suivantes:

9. Est-ce que les frais pour les examens réalisés dans le cadre du déversement du liquide seront mis à charge de l'exploitant de la station-service?

10. Est-ce que le principe du pollueur-payeur sera appliqué?

Finalement il faut noter que le cours de l'Alzette où la pollution a été constatée se trouve à environ deux kilomètres de l'endroit où le déversement d'AdBlue s'est produit. Si un lien entre la pollution de l'Alzette et le déversement d'AdBlue est confirmé, l'effluent contaminé aura donc traversé des prés sur une distance de plus d'un kilomètre avant de couler dans l'Alzette. Ce secteur se distingue notamment par la présence de gibier et de vaches au pâturage.

11. Dans l'affirmative à la question 1, est-ce que les prés concernés ont fait l'objet d'examen? Si oui, quels sont les résultats?

12. Au vu des poissons retrouvés morts dans l'Alzette, est-ce Madame la Ministre peut donner des indications sur l'impact de l'absorption de l'eau contaminée sur la faune précitée?

Réponse (17.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Les investigations menées au courant des derniers mois ne me permettent pas de confirmer avec certitude que la pollution de l'Alzette provenait uniquement du déversement de produit AdBlue, mais elles ont permis d'identifier et de confirmer une source de pollution du ruisseau traversant le lieu-dit Méckenheck et de l'Alzette liée à des valeurs très élevées en ammonium, nitrites et nitrates.

ad 2. et 3. Il s'agit en effet du premier déversement accidentel d'AdBlue qui a été communiqué aux autorités.

Notons que des premiers indices ponctuels de teneurs en nitrates dans le sol ont été documentés en 2013 sur la plate-forme Shell. Pourtant, un lien avec le produit AdBlue a été écarté à ce moment par le bureau d'études. Suite aux événements récents cette conclusion a été rectifiée.

Sur base des données récoltées, on ne peut donc pas exclure qu'il n'y a pas eu de déversement accidentel avant cette première communication envers les autorités publiques.

ad 4. Il est à relever que l'exploitant n'a pas rempli toutes les conditions d'exploitation de l'arrêté d'autorisation du 30 juillet 2015 (p. ex.: réseau de distribution entier à double parois).

À noter par ailleurs que les installations de stockage et de transvasement d'AdBlue, considérées seules, ne figurent pas dans le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés. C'est ainsi que les installations d'AdBlue sont considérées comme éléments connexes dans le sens de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Il faut préciser que le produit AdBlue est une solution aqueuse d'urée se composant d'urée (32,5%) et de l'eau (67,5%) et selon les dispositions réglementaires en matière de substances chimiques et de produits dangereux, la solution aqueuse d'urée n'est pas classée comme étant dangereuse. Cette substance est utilisée pour les besoins de réduction des émissions en oxydes d'azotes des poids lourds. Les installations de distribution furent introduites à l'aire de Berchem en 2005. Cette installation a été modifiée une dernière fois en juillet 2015 avec des conditions d'exploitations qui ont été mises à jour.

ad 5. Les forages se sont faits dans le cadre de «l'étude relative à la détermination de la pollution éventuelle du sol, du sous-sol et des eaux souterraines, à une détermination du produit AdBlue et de ses produits de décomposition via toutes les voies de propagation possibles, telles que gaines techniques, canalisations, drainages, etc.», telle qu'exigée à l'article 1^{er}, point 3) de l'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016.

La réalisation de tels forages fait partie de la procédure pour l'élaboration d'études diagnos-

tiques de pollution des sols souvent exigées, notamment en cas de pollutions ou en cas de cessations d'activités définitives d'établissements classés.

Dans la période du 5 au 12 septembre 2016, 26 sondages carottés battus ont été réalisés sous surveillance de l'organisme agréé en charge. Ainsi des profondeurs allant de 2,2 m à 7,2 m ont été atteintes.

Actuellement, l'organisme agréé estime que 40.000 m³ de terres ont été impactés par le déversement d'AdBlue. Or, des forages supplémentaires sont encore requis pour obtenir des résultats plus détaillés.

ad 6. La date butoir pour la remise des études servant à l'évaluation de l'état du site et les mesures d'assainissement était fixée au 30 septembre 2016 par l'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016. L'analyse de toutes les données fournies en exécution de l'arrêté précité ainsi que la concertation entre acteurs publics sont encore en cours. Suite à cet exercice technique, les conclusions seront communiquées au public.

ad 7. Des analyses de sol réalisées en 2013-2014, ont permis de documenter des pollutions dues aux produits pétroliers et ceci sur les deux aires de service. Une grande partie de ces pollutions sont confinées par des mesures de sécurisation en place ou programmées.

Même si un déversement AdBlue d'une envergure comparable au cas présent n'est pas connu pour la station-service en face, les administrations concernées restent vigilantes et ont effectué des analyses de l'eau de ce côté.

ad 8. Il faut d'abord préciser que les eaux usées de l'aire de Berchem ne sont pas déversées dans les ruisseaux Méckenheck ou Bibeschbaach, mais elles sont raccordées à la station d'épuration de Bettembourg. Les eaux déversées dans les cours d'eau longeant l'aire de Berchem sont des eaux dites pluviales (originaires des aires de stationnement, toitures et des drainages).

Avant l'incident les eaux déversées vers la Bibeschbaach, en provenance de la station de service en direction de Dudelange, donc de l'autre côté de la station Shell, n'ont pas fait objet d'un contrôle supplémentaire régulier en ce qui concerne la présence d'urée, d'ammonium, de nitrites ou nitrates dans les eaux rejetées. Néanmoins, il faut préciser que l'Administration de la gestion de l'eau a procédé à des contrôles réguliers dans le Bibeschbaach à hauteur du croisement avec l'autoroute A3 qui n'ont jusqu'à présent pas montré des valeurs anormales. Des contrôles supplémentaires sont et seront exécutés. En outre, des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la teneur en hydrocarbures, matières décantables et matières en suspension dans la sortie de l'installation de traitement des eaux pluviales. Ce sont d'ailleurs ces polluants pour lesquels l'installation de traitement est conçue.

En ce qui concerne le déversement des eaux pluviales vers la Méckenheck, donc du côté de la station Shell, la situation se présente différemment. En effet, en exécution de l'arrêté de mise en demeure, un monitoring en continu est obligatoire pour l'urée, l'ammonium, les nitrites ou les nitrates. Il y a lieu de préciser que dans les conditions actuelles les eaux pluviales sont récoltées sur le site et prises en charge par une entreprise spécialisée. Finalement l'exploitant a la charge de présenter aux autorités un concept approprié pour la gestion des eaux pluviales.

ad 9. et 10. L'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016 a imposé à la société Shell Luxembourgeoise sàrl d'effectuer différentes mesures (monitoring, rapports, études, etc.) qui sont donc à leur charge. Dans ce sens le principe du pollueur-payeur est appliqué. À ceci s'ajoute que selon les dispositions du contrat de concession, cette même société devra prendre en charge tous les dommages subis et les réparations y relatives.

ad 11. - 12. En complément à ma réponse à la question parlementaire n°2253 du 27 juillet 2016 de l'honorable Député Monsieur Gusty Graas, je souhaite préciser que l'urée présente dans le produit AdBlue se transforme en milieu naturel en ammonium, nitrites et nitrates qui sont également des substances chimiques très solubles dans l'eau et omniprésentes dans notre environnement.

Après la notification de l'incident, l'Administration de la gestion de l'eau a procédé à des analyses de l'eau déversée vers la Méckenheck et les valeurs mesurées étaient évidemment élevées. Or, dans le cadre de l'exécution de la mise en demeure, il a été décidé de limiter voire d'interdire tout déversement d'eaux chargées avec ces substances chimiques vers la Méckenheck/Alzette. Par ailleurs, il faut préciser qu'une grande partie du ruisseau est canalisé et ainsi le contact avec la faune est limité.

Pour rappel, les substances précitées sont seulement toxiques pour la santé de l'homme si elles étaient présentes à des concentrations très élevées et si l'eau en question était destinée à la consommation humaine ce qui n'est pas le cas pour l'eau de l'Alzette.

Question 2389 (19.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **droits de l'homme et la liberté de religion en Iran**:

Den nationale geeschtleche Rot vun de Lëtzeburger Baha'i huet der Chamber, a méiglecherweis aneren Autoritéiten, eng Kopie vun engem Bréif zoukomme gelooss, deem déi international Communautéit vun de Baha'i un de President vun der Islamescher Republik Iran geschéckt huet.

An deem Bréif gëtt op déi staark Oppressioun opmierksam gemaach, déi d'Baha'i am Iran duerchmaachen. Et geet virun allem dorëms, datt de Kanner a Jugendlechen aus dëser Communautéit den Accès un d'Bildung verbuede gëtt, an datt et de Baha'i am Iran ganz schwéier bis onméiglech gemaach gëtt, e Beruff auszeüben an esou fir de Liewensënnerhalt vun hirer Famill ze suergen. Am Bréif un de President vun der Islamescher Republik Iran steet den Ausdrock vun „ekonomescher Apartheid“.

Dowéinst wëllt ech dem Här Bausseminister dës Fro stellen:

- Wéi eng konkret Schrëtt ënnerhëlt d'Regierung op bilateralem Plang bannent der europäescher Baussepolitik an op internationalem Plang (UNO...), fir datt d'Mënscherechter an déi reliéis Fräiheeten am Iran gesécher ginn, dëst fir d'Baha'i an all aner reliéis Communautéiten?

Réponse (19.10.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Den Ausseminister a seng Servicer si beschtens informéiert iwwert d'Situatioun vun de Baha'i, notamment am Iran, mä och am Jemen.

Beim allgemengen Débat vun der 31. Sessioun zum Mënscherechtsrot den 29. Februar dëst Joer zu Genève hunn ech en direkten Appell un d'Autoritéite vum Iran lancéiert, fir jiddwerengem seng Rechter ze garantéieren, notamment déi vun der Baha'i-Communautéit, deenen hir Situatioun inakzeptabel ass («En Iran, le Gouvernement devrait saisir la nouvelle dynamique politique et garantir les droits de tous, notamment de la communauté des Baha'i, dont la situation est intenable.»).

A menge bilaterale Gespréicher mat mengem iranischen Homolog an aneren Interlocuteurs weisen ech drop hin, dass den Iran d'Obligatioun huet, d'Mënscherechter vun de Baha'i an allen anere Communautéiten ze protégéieren a si virun alle Forme vun Diskriminatioun an anere schlechte Behandlungen ze schützen, dat Ganzt am Respekt vum Iran sengen internationale Mënscherechtsobligatiounen.

Wat déi europäesch Aussepolitik ugeet, assuréiere meng Servicer an hirer Bedeelegung an den Aarbechtsgruppe vun der gemeinsamer Aussena Sécherheetspolitik, notamment dem Aarbechtsgrupp iwwert d'Mënscherechter (CO-HOM), dass d'Situatioun vun de Baha'i an anere Glawens- oder Reliounsgemeinschaften déi néideg Opmierksamkeet kritt. Dat applizéiert sech och bei der Koordinatioun vun de Positiounen vun der Europäescher Unioun an deene verschiddenen internationalen a multilaterale Gremien, wéi de Mënscherechtsrot vun der UNO oder déi drëtt Kommissioun vun der UNO-Generalversammlung, déi sech ëm sozial, humanitär a kulturell Sujete këmmert - virun allem ëm d'Mënscherechter.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt och d'Aarbecht vum Héije Commissaire fir Mënscherechter a vu sengem Bureau, gradesou wéi d'Aarbecht vun deene verschiddene spezielle Prozedure vum Mënscherechtsrot, an dësem Kontext virun allem de spezielle Rapporteur iwwert d'Reliouns-an d'Glawensfräiheet, den Heiner Bielefeld. Den Här Bielefeld ass ganz sensibel fir d'Situatioun vun de Baha'i a weist regelméissig a senge Rapporten an Deklaratiounen drop hin.

Meng Servicer assuréieren doriwweier ausser a regelméissege Kontakt mat der Assemblée spirituelle nationale des Baha'is du Luxembourg, gradesou wéi mat allen anere reliése Gemeinschaften, déi de Bäistand vu Lëtzebuerg froen.

Question 2391 (19.09.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **mesures compensatoires environnementales**:

L'article 12 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des res-



sources naturelles impose à tout demandeur d'autorisation des mesures compensatoires en cas de réalisation d'un projet ou plan dans une zone protégée en dépit de conclusions négatives de l'évaluation des incidences sur la zone protégée et en l'absence de solutions alternatives. Ces mesures doivent contribuer à assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000, si le projet ou plan portent atteinte à la conservation de zones faisant partie d'un tel réseau.

Dans la même veine, l'article 17 de la loi interdit la destruction de biotopes. Cette interdiction de principe peut toutefois être levée exceptionnellement pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, le Ministre imposera des mesures compensatoires comprenant, si possible, des restitutions de biotopes et d'habitats quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés.

Au titre de ces mesures compensatoires, il semble que divers demandeurs aient été invités à dédommager financièrement les atteintes à de telles zones en vertu d'un système d'écopoints.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer que les mesures compensatoires peuvent d'ores et déjà prendre la forme d'une indemnisation financière?

2. Madame la Ministre peut-elle nous indiquer si les dispositions légales susmentionnées représentent une base légale suffisante pour exiger le paiement de telles indemnités?

3. Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que le paiement de ces indemnités augmente les prix immobiliers?

4. Suivant quels critères le mode de compensation («en nature»/par équivalent) et le niveau des mesures compensatoires sont-ils déterminés? Qui détermine ces critères? Quelle en est la base légale? À défaut de base légale, Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que la détermination de ces mesures se fasse de manière arbitraire et en violation de l'article 102 de la Constitution?

5. Les mesures compensatoires peuvent-elles également se faire sur des terrains sis à l'étranger?

Réponse (25.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Contrairement à l'affirmation avancée par les honorables Députés dans le préambule à leurs questions conjointes, il n'y a pas eu d'exigence de la part de la Ministre de l'Environnement à l'adresse d'un tiers pour payer une indemnité financière qui se substituerait à une mesure compensatoire.

ad 1. Il est rappelé et mis en exergue que la législation actuelle ne prévoit pas la possibilité de remplacer la réalisation de mesures compensatoires par le biais d'un simple paiement en faveur de l'État.

Dans le cadre des autorisations pour la destruction de biotopes ou d'habitats d'espèces la Ministre de l'Environnement exige une compensation écologique qualitativement et quantitativement au moins équivalente aux biotopes détruits ou dégradés, tel que le stipule la loi.

Toujours est-il que nous observons dans la pratique que certains acteurs - privés, promoteurs, entrepreneurs - éprouvent des difficultés à trouver les terrains nécessaires pour la réalisation des mesures compensatoires exigés par la loi et figurant comme conditions dans leurs autorisations respectives. Ce fait est d'autant plus remarquable, voire incompréhensible, que ces mêmes acteurs n'ont apparemment pas de difficultés d'acquiescer des terrains pour y implanter des projets de construction ou d'urbanisation, terrains pourtant beaucoup plus rares sur le marché et par conséquent beaucoup plus onéreux aussi. Ceci dit, il arrive qu'un maître d'ouvrage cherche l'aide et le concours d'un tiers pour assurer la réalisation des mesures compensatoires lui prescrites par le Ministre. Ce tiers peut être une personne ou un organisme privés ou encore un organisme public. L'engagement qui se fait entre le maître d'ouvrage, bénéficiaire d'une autorisation ministérielle conditionnée, et ce tiers, qui se charge de l'exécution des mesures compensatoires, est d'ordre contractuel ou conventionnel et trouve sa base dans le droit privé et non pas dans la loi sur la protection de la nature.

Il est encore rappelé que la loi modifiée du 19 janvier 2004 exige une compensation écologique et ne limite pas la façon dont celle-ci est effectivement réalisée, notamment au niveau des conditions de propriété.

Concernant les engagements que certains requérants pourraient avoir conclu avec un tiers, pour qu'il se charge à leur place et pour leur compte de la réalisation de mesures compensa-

toires, le Ministre ne dispose pas d'informations relatives aux arrangements conclus entre parties.

ad 2. Il s'avère que la question des honorables Députés repose sur une fausse allégation.

ad 3. Étant donné qu'il n'y a pas d'exigence de paiement d'indemnités il ne peut y avoir une augmentation des prix immobiliers qui s'y dégraderait.

Tout en faisant abstraction des supposées indemnités financières, je me permets d'étendre la réflexion faite par les honorables Députés aux coûts liés à la réalisation des mesures compensatoires. En considération des prix moyens payés pour des terrains situés en zone verte et aptes à accueillir des mesures compensatoires, l'impact financier sur les coûts d'un projet immobilier réalisé en zone constructible est très réduit. La quote-part des coûts liés aux mesures compensatoires pour un projet immobilier est estimée à moins d'un pour cent du prix final du projet.

ad 4. La loi modifiée du 19 janvier 2004 stipule dans son article 17 que: «(...) Le Ministre imposera des mesures compensatoires comprenant, si possible, des restitutions de biotopes et d'habitats quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés.» La distinction faite par les honorables Députés entre un soi-disant mode de compensation «en nature» et un hypothétique «mode de compensation par équivalent» apparaît donc vaine; la loi ne connaît que la restitution de ce qui a été détruit ou endommagé.

Pour des raisons de transparence, le Ministre de l'environnement de l'époque avait commencé vers 2005 à appliquer de plus en plus souvent l'approche scientifique élaborée en Bade-Wurtemberg pour exprimer la valeur d'un biotope spécifique en écopoints. Cette approche, entre-temps appliquée dans la plupart des Länder allemands, consiste en la quantification systématique de la valeur écologique des biotopes. Elle simplifie la complexité des écosystèmes et permet de comparer l'impact généré par une activité sur le terrain avec la valeur écologique potentielle d'une mesure écologique planifiée. Elle facilite également la communication entre experts d'un côté et maîtres d'ouvrage de l'autre. Les expériences positives des dernières années montrent le bien-fondé et l'efficacité du système de quantification de la valeur des biotopes. D'ailleurs la plupart des demandes de destruction de biotopes introduites au Ministère comportent d'office un calcul effectué par un bureau agréé pour le compte du demandeur.

ad 5. En guise de réponse à la dernière question des honorables Députés je me permets de citer l'article 1^{er} du Code civil: «Les lois sont exécutoires dans tout le territoire luxembourgeois, en vertu de la promulgation qui en est faite par le Grand-Duc. Elles seront exécutées dans chaque partie du Grand-Duché, du moment où la promulgation en pourra être connue.» La loi modifiée du 19 janvier 2004 s'applique par principe sur l'ensemble du territoire luxembourgeois et elle s'y limite pour autant.

Question 2393 (19.09.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **collaboration entre l'ITM et l'Administration des douanes et accises**:

Lors de la conférence de presse du 14 septembre 2016, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a annoncé qu'il compte renforcer les effectifs de l'Inspection du travail et des mines (ITM), afin de mieux lutter contre le nombre élevé d'accidents du travail au Luxembourg.

En effet, après un premier recrutement de 14 inspecteurs en 2015, l'ITM envisage d'embaucher encore 36 nouveaux agents à court terme. À moyen terme, l'objectif est de doubler les forces et d'atteindre au moins 200 agents d'ici 2025.

Dans le contexte de la restructuration de l'ITM, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Après les recrutements récents de l'ITM, Messieurs les Ministres envisagent-ils toujours de maintenir la collaboration étroite entre l'ITM et l'Administration des douanes et accises?

2) Dans l'affirmative, combien d'agents de l'Administration des douanes et accises seront détachés à l'ITM? Quelles sont les conditions préalables à un tel détachement? Devront-ils tous suivre une formation spécifique?

Réponse commune (19.10.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire* et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. La coopération entre les deux administrations met aujourd'hui l'accent plutôt sur la

complémentarité de leurs compétences légales respectives que sur un dédoublement de celles de l'une de l'autre.

En effet, au début de l'année 2016 l'Administration des douanes et accises (ADA) et l'Inspection du travail et des mines (ITM) se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles notamment en matière de détachement de salariés, qui se pratique surtout dans le secteur de la construction, afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

À la suite d'une formation en matière de détachement de salariés, qui a été dispensée par des membres de l'inspectorat du travail en faveur des agents de terrain tant de l'ADA que ceux de l'ITM au cours du mois de juillet 2016, cette coopération en matière de contrôle des entreprises détachantes et des salariés détachés a été entamée à partir du 1^{er} août 2016.

Par ailleurs, il est envisagé de développer cette coopération dans d'autres domaines tels que l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, la sécurité et la santé sur le lieu de travail, les établissements classés, etc.

Aussi a-t-il été envisagé de concrétiser cette coopération par la signature d'une convention entre les ministres de tutelle des deux administrations au début de l'année 2017.

ad 2. Par le passé quatre agents de l'ADA avaient leurs bureaux au sein du bâtiment «Gutenberg» de l'ITM à Strassen, mais n'étaient pas détachés auprès de l'ITM conformément à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Ceci avait pour conséquence que les agents précités ne relevaient en fin de compte pas de l'autorité hiérarchique du directeur de l'ITM et les expériences qui ont pu être obtenues de cette sorte de coopération n'avaient pas engendré de plus-value pour le compte des deux administrations.

C'est pourquoi l'ADA et l'ITM se sont accordées de ne plus procéder de la sorte.

Au vu de la collaboration désormais établie et d'une utilisation opérationnelle efficiente des ressources humaines existant de part et d'autre, un détachement d'agents des douanes et accises auprès de l'ITM est considéré comme inopportun.

Les deux administrations concernées estiment en effet que les agents de l'ADA ne devraient pas être détachés auprès de l'ITM, mais qu'ils devraient rester des agents de l'Administration des douanes et accises à part entière.

Ceci ne devrait ni porter préjudice à une coopération fructueuse entre les deux administrations, ni les empêcher de conjuguer leurs forces notamment en vue de combattre plus efficacement le dumping social au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ce faire, la «nouvelle» coopération entre l'ADA et l'ITM a été édictée sur de nouvelles bases moyennant lesquelles l'ITM s'engagera notamment à assurer la formation de base et continue des agents de l'ADA et à assurer en cas de besoin l'encadrement des agents concernés en réalisant de façon périodique des contrôles communs coordonnés afin d'assurer une uniformité des procédures de contrôle.

Actuellement 16 douaniers se trouvent, entre autres, formés plus spécialement en la matière visée et traitent dans leur travail quotidien, parmi d'autres tâches, aussi les dossiers confiés par l'ITM à l'ADA.

Question 2394 (19.09.2016) de **MM. Gusty Graas, Max Hahn** et **Alexander Krieps** (DP) concernant le **bureau de recrutement pour l'Armée, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises**:

En juin 2016, la Secrétaire d'État à la Défense a présenté lors d'une conférence de presse différentes mesures pour rendre le recrutement de l'Armée plus effectif. Parmi elles figurent un «Bureau d'information de l'Armée» qui devra ouvrir ses portes cette semaine au Boulevard Royal à Luxembourg-ville.

Selon le communiqué de la Direction de la défense, le bureau en question devra «informer le public et notamment les jeunes sur les carrières, les missions, le matériel et les activités de l'Armée. La mission de cette infrastructure permanente est complémentaire aux campagnes de promotion et aux stands d'informations déjà organisés régulièrement par l'Armée dans les écoles et les centres commerciaux ou lors

de différentes foires et autres événements majeurs».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas opportun de prévoir une pareille initiative dans le cadre du recrutement de la Police grand-ducale respectivement de l'Administration des douanes et accises?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils envisager un bureau commun de recrutement pour les trois corps?

Réponse commune (25.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Il importe en premier lieu de relever que la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises, ci-après désignée «ADA», n'ont pas les mêmes modes de recrutement. En effet, la police organise des examens-concours pour le recrutement du personnel du cadre supérieur de la police, du personnel de la carrière des inspecteurs et du personnel de la carrière du brigadier. Les conditions d'admission à ces examens-concours, leurs modalités et les conditions de réussite sont fixées par le règlement grand-ducal modifié du 27 avril 2007 déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier. L'ADA recrute parmi les candidats se présentant aux examens-concours organisés et centralisés par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

L'effort de communication de la police en matière de recrutement mise avant tout sur le contact proactif direct. La police va à la rencontre de la population cible. À cet effet elle invite chaque année, au cours du premier semestre de l'année scolaire, plus d'une douzaine d'établissements de l'enseignement secondaire à des séances d'information à la Cité policière.

La police participe par ailleurs aux différents «Job Deeg» et informe sur ses propres plateformes de communication, notamment sur les réseaux sociaux, avec des clips vidéo. Elle marque aussi une présence régulière aux stands d'information multithématiques dans certaines grandes surfaces commerciales du pays.

La police dispose avant tout de plus d'une cinquantaine de points de contact direct, en l'occurrence ses commissariats, qui disposent de toute la panoplie de matériel d'information susceptible d'intéresser des candidats potentiels.

Par l'ensemble de ces moyens la police touche, de manière ciblée, un grand nombre de jeunes intéressés, comme le démontre d'ailleurs le nombre de candidatures introduites chaque année. Il importe de rappeler dans ce contexte que le Ministère de la Sécurité intérieure avait reçu 411 candidatures pour le dernier examen-concours organisé au mois de juillet 2016.

L'ADA recherche à recruter des futurs fonctionnaires motivés et engagés parmi les candidats ayant réussi l'examen-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État. Dans ce cadre et afin d'orienter les candidats utilement dans leur choix de carrière auprès de la fonction publique, il est impératif qu'ils soient sensibilisés aux spécificités qui se posent à eux en rejoignant le corps des douanes et accises. Ainsi, s'ils s'intéressent à un poste auprès de l'ADA ils sont informés dans des sessions d'informations spécifiques des impératifs attendus d'eux particulièrement en termes de disponibilité, de flexibilité et d'astreinte par rapport à d'autres administrations.

De temps en temps à différentes occasions et par différents moyens, l'ADA se présente au public en l'informant, entre autres, sur les compétences légales lui confiées, les tâches et les missions diversifiées assumées par elle et aussi sur les possibilités de carrière qui existent auprès du corps des douanes et accises.

Enfin, puisque les informations circonstanciées visées s'adressent plutôt aux personnes qui expriment le souhait de rejoindre les rangs de l'ADA, un contact avec un responsable du service du personnel étant toujours possible, l'ADA n'éprouve actuellement pas le besoin d'un bureau d'information/de recrutement spécifique.



Question 2395

(20.09.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **déchets de verdure**:

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert de stroferechtliche Verbuet vum Verbrenne vun Heckeschnëtt sot den Här Statssekretär Gira, laut mengen Informatiounen, datt bis den Oktober d'Éwechhuelen an den Transport vun Heckeschnëtt, speziell bei Bauerebetriber, wou d'äers jo etlech ufält, organiséiert wier. Déi Be-
traffe wëssen awer den Ament nach ëmmer net, wéi dat dann elo soll oflafen.

- Kann d'Madamm Ëmweltministesch eis do opklären?

Réponse (17.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

D'Ëmweltverwaltung schafft zurzäit mat engem spezialiséierte Büro un engem Konzept fir eng landeswäit a kohärent Logistik fir d'Entsuegung vu gréisserer Quantitéiten u Gréngeschnëtt aus dem landwirtschaftleche Beräich souwéi dem Uebst- a Wäibau. Dës soll de Bedierfnesser vun deene verschiddene Betriber Rechnung droen. Well dës Quantitéiten an der Vergaangenheet deels verbrannt oder deels op der Plaz weiderverschafft gi sinn, war et bis ewell nach ni méiglech, déi ufalend Quantitéiten ze erfassen. Dës Bilanzéierung stellt awer e wichtegen, mä och opwendege Schrëtt fir eng funktionéierend Logistik duer.

Fir d'Ausschaffe vun esou engem Konzept ginn all d'Akteuren, wéi zum Beispill Gemengen, Syndikater, Bedreiwer vun Tëschelageren a Behandlungsanlage wéi och Offallproduzente mat agebonnen. Dës Logistik soll, wéi vum Statssekretär Camille Gira ugekënnegt, am Laf vun der aktueller Saison bis Enn Februar 2017 konzipéiert sinn.

An Tëschenzäit gi kuerzfristeg Iwwergangsléisungen ausgeschafft. Entsprechend Verhandlungen lafen. Soubal dës Léisunge prett sinn, ginn déi betreffend Leit an de beruffleche Sektour kontaktéiert, fir se iwwert d'Modalitéiten ze informéieren.

Question 2397 (20.09.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **déchets de verdure**:

En réponse aux questions parlementaires n°2020 (cf. *compte rendu n°17/session ordinaire 2015-2016*) du 20 avril 2016 et n°2081 du 23 mai 2016 (cf. *compte rendu n°14/session ordinaire 2015-2016*) au sujet des déchets de verdure, Madame la Ministre de l'Environnement a précisé que le Département de l'environnement a entamé les travaux pour établir au niveau national un système de collecte en vue de la valorisation des déchets de verdure. Ce système devrait être opérationnel à partir de l'année prochaine. Un groupe de travail constitué par les acteurs principaux du secteur a eu lieu en date du 2 juin 2016. Les participants ont proposé plusieurs pistes de solutions qui devraient être analysées en détail dans une analyse du potentiel pour déterminer les quantités et la qualité des déchets verts disponibles. Selon mes informations, les personnes privées rencontrent actuellement de sérieux problèmes pour évacuer leurs déchets de verdure.

Au vu du fait que l'automne est proche et que l'automne est une des meilleures saisons pour procéder à un élagage des haies et arbres et que les travaux forestiers viennent de commencer dans les bois, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les diverses solutions qui ont été identifiées lors du workshop du 2 juin 2016?

- L'étude du potentiel de la valorisation des déchets de verdure a-t-elle déjà été réalisée et le cas échéant qui était responsable de son élaboration et quelles en sont les conclusions?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur la quantité annuelle produite de déchets de verdure?

- Le matériel en question peut-il être utilisé dans les chauffages aux copeaux de bois? Les acteurs du terrain ont-ils participé au workshop du 2 juin 2016?

- Quand Madame la Ministre entend-elle présenter le concept d'un système national pour la

collecte et la valorisation de déchets de verdure?

- Quels sont les ponts essentiels de ce concept?

Réponse (17.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

L'atelier du 2 juin 2016 a réuni plus de 70 acteurs concernés par la gestion des déchets de verdure afin d'aborder les problèmes qui se posent sur le terrain et de discuter les possibilités de la mise en place d'une logistique de collecte et de traitement de ces déchets au niveau national. Le compte rendu de ce workshop avec la liste des personnes qui y ont participé est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante: <http://www.environnement.public.lu/dechets/dossiers/Gestion-des-dechets-de-verdure/index.html>.

Une des conclusions essentielles concerne la nécessité d'une étude du potentiel de valorisation énergétique de la biomasse ligneuse au niveau national.

Cette étude a pour premier objectif la détermination des quantités et natures de déchets verts disponibles, des capacités de traitement, de valorisation et de collectes existantes et des besoins éventuels en capacités supplémentaires. Étant donné qu'au passé les déchets de verdure étaient souvent soit incinérés, soit réutilisés sur place, il n'était jusqu'à présent pas possible de répertorier les quantités produites. Or, cette quantification constitue une étape importante dans la mise en œuvre d'une logistique performante.

Actuellement l'Administration de l'environnement a chargé le bureau d'étude IGLux avec l'élaboration de cette étude de potentiel. Outre la détermination des quantités, l'étude devra également concevoir la mise en place d'une logistique cohérente à l'échelle nationale pour des quantités plus substantielles de déchets de verdure émanant de la viticulture, de la sylviculture et de l'agriculture ainsi que des vergers. Afin de prendre en compte les besoins des différents acteurs, les organismes concernés tels que les communes, les syndicats, les opérateurs de traitement et les opérateurs des points de collecte, ainsi que les producteurs de déchets sont contactés et associés à l'élaboration du concept.

Le concept vise une utilisation écologique et optimisée de la matière première et la valorisation de la biomasse produite sur le territoire-même du Luxembourg ainsi qu'une meilleure qualité de l'air. Les copeaux de bois produits à partir de déchets de verdure peuvent être utilisés dans certaines installations de chauffage pourvu qu'elles soient dotées de la technique nécessaire. Dans tous les cas, la mise en œuvre n'occasionnera des coûts supplémentaires pour les producteurs de déchets de verdure.

Jusqu'à la mise en œuvre du concept, des solutions transitoires sont prévues. Une fois celles-ci sont prêtes, les parties intéressées seront contactées pour les informer des modalités exactes du concept. Par ailleurs, une communication afférente pour en informer tant la population que les milieux professionnels concernés vient d'être faite au courant de la semaine du 3 octobre 2016 moyennant un communiqué de presse.

Question 2398 (20.09.2016) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **présence annoncée des «Hells Angels» comme invités d'honneur lors d'un événement sous le haut patronage du Gouvernement**:

Suite à un article paru dans la presse le lundi 19 septembre concernant la présence annoncée des «Hells Angels» comme invités d'honneur lors du gala «Luxembourg Marketing & Communication Awards» sous le haut patronage du Gouvernement, nous entendons poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre dans sa fonction de Ministre de la Communication et des Médias:

1. Monsieur le Premier Ministre a-t-il eu connaissance de la présence des «Hells Angels» comme invités d'honneur lors de cet événement?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre le juge-t-il opportun que le Gouvernement soutienne un événement qui accueille ouvertement une organisation soupçonnée d'activités liées au crime organisé?

3. Dans la négative, Monsieur le Premier Ministre va-t-il tirer les conséquences qui s'imposent et retirer son soutien à l'événement précité?

Réponse (04.10.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Le Premier Ministre n'avait pas eu connaissance de l'implication des «Hells Angels» à l'événement «Luxembourg Marketing & Communication Awards» au moment d'accorder son patronage, la lettre d'invitation adressée en juillet 2016 au Premier Ministre n'en faisant aucune mention.

Dès que le Gouvernement en a eu connaissance via la presse, l'organisateur a été contacté pour l'informer que, vu les circonstances, le Premier Ministre envisage de retirer son patronage.

Le 21 septembre 2016, l'organisateur a informé le Gouvernement de sa décision de renoncer à l'association des «Hells Angels» à l'événement et le patronage a pu être maintenu.

Question 2400 (21.09.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** (DP) concernant le **trafic journalier sur l'A7 et dans la vallée de l'Alzette**:

Le 23 septembre 2016 cela fera exactement un an que le dernier tronçon «Waldhaff - Lorentzweiler» de la Route du Nord A7 a été ouvert au public. Le premier comptage du trafic, qui a été réalisé entre le 23 septembre et le 16 octobre 2015, montrait une baisse du trafic dans la vallée de l'Alzette. Il serait intéressant d'analyser les flux des voitures utilisant la «Nordstrooss» ainsi que la répercussion sur les autres routes de la vallée de l'Alzette une année après l'ouverture complète de l'A7.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du trafic journalier moyen enregistré mois par mois sur l'A7 direction Luxembourg depuis son ouverture complète le 23 septembre 2015? Quel est le trafic enregistré direction Mersch?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du trafic journalier moyen enregistré mois par mois sur les diverses routes de la vallée de l'Alzette notamment sur la N7, la N11 et sur les CR123, CR125, CR126, CR181 avant et après l'ouverture complète de l'A7?

Réponse (04.11.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée voudrait avoir des informations supplémentaires concernant le trafic sur la Route du Nord A7 depuis son ouverture et l'évolution du trafic dans la vallée de l'Alzette.

Depuis l'ouverture complète de la Route du Nord A7 le 23 septembre 2015, le trafic journalier moyen (TJM) enregistré sur l'A7 se présente de la manière suivante:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne le trafic journalier moyen enregistré mois par mois sur les diverses routes de la vallée de l'Alzette avant et après l'ouverture complète de l'autoroute A7, je joins à la présente les graphiques mensuels détaillés des points de comptages permanents et ponctuels de l'Administration des ponts et chaussées reprenant les moyennes journalières et les maxima journaliers recensés aux endroits suivants:

- N7 à Rollingen, Lorentzweiler, Heisdorf et Eich,

- N11 à Dommeldange,

- CR123 à Prettingen, Müllendorf et Bereldange,

- CR125 à Helmsange,

- CR126 à Waldhaff,

- CR181 à Biergerkräiz.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2401 (21.09.2016) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **statut de centre de développement et d'attraction (CDA) d'ordre moyen des six communes de la «Nordstad»**:

Selon le programme directeur de l'aménagement du territoire de 2003, il y a trois pôles urbains au Luxembourg: l'agglomération monocentrique de la capitale (Luxembourg-ville) et

deux agglomérations polycentriques, l'une au sud dans l'ancien bassin minier (englobant les villes d'Esch-sur-Alzette, de Differdange et de Dudelange) et l'autre au nord, à savoir la «Nordstad». Suite à l'étude IVL de 2004, le Gouvernement a défini la «Nordstad» autour du bi-pôle Ettelbruck-Diekirch par les communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren.

Ce programme directeur nomme les 15 centres de développement et d'attraction (CDA) qui sont d'ordre supérieur (la capitale), d'ordre moyen (la ville d'Esch-sur-Alzette et le bi-pôle Ettelbruck-Diekirch) et douze centres régionaux.

En 2006, l'État luxembourgeois avait signé la convention de la composition de la «Nordstad» avec les six communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Ettelbruck, Erpeldange, Diekirch et Schieren. La convention actuelle a été conclue par ces six communes avec le Gouvernement représenté par Monsieur François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, en avril 2014. Elle spécifie l'attente du Gouvernement à l'égard de la «Nordstad», son importance pour le développement national et son processus d'intégration.

Au regard de l'importance de la «Nordstad» pour l'aménagement du territoire, on pourrait s'attendre à ce que les deux CDA d'ordre moyen précités soient traités de la même importance dans le cadre de la réforme des finances communales et d'appliquer les critères aux six communes de la «Nordstad».

Selon les explications du Ministre de l'Intérieur à la conférence de presse sur la réforme des finances communales du 5 juillet 2016, aucune des six communes de la «Nordstad» ne fait plus partie des quinze CDA. En effet, les efforts de l'aménagement du territoire des dernières années, le résultat de maintes études, les déclarations gouvernementales et attentes risquent d'être anéantis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Malgré la convention signée avec le Gouvernement actuel en 2014 portant sur la «Nordstad», pourquoi est-ce que les six communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren n'ont pas le statut de CDA d'ordre moyen voire aucun statut de CDA dans la réforme des finances communales tel que prévu par Monsieur le Ministre de l'Intérieur?

2. Est-ce qu'il n'est pas contradictoire de promouvoir la «Nordstad», d'une part, (Ministre du Développement durable et des Infrastructures) et de l'ignorer, d'autre part (Ministre de l'Intérieur)?

3. Le Gouvernement reconnaît-il l'importance des six communes de la «Nordstad» pour l'aménagement du territoire et l'accomplissement des missions importantes dans les domaines administratifs, économiques, sociaux et culturels?

4. Comment est-ce que les six communes de la «Nordstad» devraient accomplir des missions régionales voire nationales sans les moyens financiers nécessaires en raison du retrait du statut de CDA d'ordre moyen?

5. Si Monsieur le Ministre de l'Intérieur ne respecte pas les conclusions de l'IVL du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en refusant le statut de CDA aux six communes de la «Nordstad», quelle vision aura-t-il pour la «Nordstad»?

6. Au cas où le nouveau projet d'aménagement du territoire, annoncé pour le mois de novembre par le Gouvernement, prévoirait d'autres communes à développer de façon prioritaire et chargées de missions collectives régionales, Monsieur le Ministre entendrait-il adapter la clé de répartition des finances communales en conséquence?

Réponse commune (26.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marco Schank, il y a lieu de préciser que le projet de loi n°7036 ayant pour objet d'amorcer la réforme des finances communales, entend créer un Fonds de dotation globale des communes (FDG) qui regroupera une partie des recettes provenant du produit de l'impôt commercial communal (ICC) et du produit de la participation des communes aux trois impôts de l'État auquel interagit le mécanisme du montant forfaitaire établi sur base de certains abattements et compensations adaptés annuellement dans la loi budgétaire. Après déduction de la partie de l'ICC directement attribuée aux communes en tant que participation directe résultant du produit de l'ICC généré sur



leur territoire, le solde de l'ICC, ensemble avec le FDG, est censé être réparti suivant des critères uniformes et actualisés. Il est envisagé de répartir une grande partie (82%) de cette somme, déduction faite de la dotation forfaitaire, d'après le critère de la «population ajustée», cet ajustement étant défini en fonction de critères d'aménagement du territoire et de densité.

Le critère d'aménagement du territoire retenu est l'appartenance à une des trois catégories de centres de développement et d'attraction (CDA) pour la définition desquelles le projet de règlement d'exécution de la loi en expectative s'inspire du programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) arrêté par le Gouvernement en conseil le 27 mars 2003.

Aux fins de pouvoir réduire les effets négatifs de l'évolution spatiale tendancielle et de favoriser une meilleure répartition des activités humaines sur le territoire ainsi qu'un regroupement des flux de trafic, le PDAT revendique la mise en place d'une armature urbaine concentrée autour de plusieurs pôles de développement décentralisés, définis par le système des centres de développement et d'attraction (CDA). C'est ainsi que le bi-pôle Ettelbruck-Diekirch, le noyau urbain de la «Nordstad», est qualifié de centre de développement et d'attraction d'ordre moyen. Il convient de remarquer ici qu'à ce stade le PDAT ne confère pas le statut de CDA aux six communes de la «Nordstad».

Étant donné que le projet de règlement grand-ducal portant exécution de la future loi portant création d'un FDG a pour objet le financement des communes, seules des communes peuvent être considérées comme CDA alors qu'au sens du programme directeur, un CDA est une localité ou un centre urbain. Il convient cependant de rappeler que la réforme des finances communales a notamment pour objectif de contrebalancer les disparités du système actuel. Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de constater que, suivant les simulations de calcul, les six communes précitées auraient vu leurs avoirs disponibles pour 2015 augmenter après la réforme ce qui leur permettra de continuer à assumer les missions régionales et nationales, voire à les renforcer.

En effet, la réforme prévoit l'attribution d'une dotation forfaitaire variant entre zéro euros pour les communes de moins de 1.000 habitants et 300.000 euros pour les communes de plus de 3.000 habitants. Pour les communes dont la population se situe entre 1.000 et 2.999 habitants, la dotation augmente graduellement de 150 euros par habitant supplémentaire à partir d'une population de 1.000 habitants.

De ce fait, les communes de l'espace «Nordstad» se seraient vu attribuer pour 2015 respectivement les montants suivants en euros:

Bettendorf (244.500), Colmar-Berg (166.200), Diekirch (300.000), Erpeldange-sur-Sûre (211.350), Ettelbruck (300.000) et Schieren (127.050), soit au total 1.349.100 euros, alors qu'en tant qu'entité unique, elles ne se verraient attribuer qu'un forfait de 300.000 euros. Ajoutons à titre d'information que la Ville de Luxembourg et la Ville d'Esch-sur-Alzette, comme d'ailleurs toutes les autres communes avec une population supérieure à 3.000 habitants, seront dotées, par ce biais, chacune d'un montant de 300.000 euros.

Qui plus est, suivant les simulations précitées, les six communes en question auraient vu leurs avoirs disponibles augmenter au total de quelque 7,4 millions d'euros pour 2015, majoration substantielle qui approche sensiblement celle de la Ville d'Esch-sur-Alzette, CDA d'ordre moyen. Cette hausse équivaut pour les six communes au total à une hausse de 307 euros par habitant, la hausse par habitant pour la Ville d'Esch-sur-Alzette étant de 239 euros!

Par ailleurs, lors de la présentation de la réforme des finances communales à la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des Députés en date du 7 juillet 2016, le Ministre de l'Intérieur n'a pas exclu la possibilité de reconsidérer la détermination actuelle des CDA, notamment en fonction de l'évolution de la politique générale de l'aménagement du territoire.

Pour conclure, le Gouvernement confirme l'importance des communes formant la «Nordstad» dans le cadre général d'un aménagement du territoire durable en vue d'un développement intercommunal coordonné et intégratif. La «Nordstad» est et restera un pôle de développement majeur soutenu et encouragé par le Gouvernement. C'est ainsi que le développement du territoire de la «Nordstad» en tant que zone urbaine multifonctionnelle figure parmi les travaux de la convention de coopération territoriale État-communes «Nordstad» et plus spécifiquement l'actualisation récente du concept urbanistique visant le renouvellement urbain de l'axe Ettelbruck-Erpeldange-Diekirch.

Également, le Gouvernement prévoit d'investir plus de 500 millions d'euros dans les infrastructures de transport et dans les bâtiments publics de la «Nordstad», dont presque 300 millions jusqu'en 2020.

Il convient pourtant de préciser que le fait d'être partenaire d'une coopération territoriale conventionnée ne confère pas automatiquement le statut de CDA. Par contre, les travaux menés au sein de la coopération «Nordstad» ayant comme but la création d'une seule entité juridique «Nordstad» peuvent, le cas échéant, contribuer à une considération future de l'ensemble de la «Nordstad» comme un seul CDA.

Question 2402 (21.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **Master en langues, cultures et médias - Lëtzebuerg Studien**:

Laut mengen Informatiounen sinn d'Coursë fir de Master a Lëtzebuerg Sprooch a Kultur, déi dëst Semester sollten op der Universiteit ufänken, ofgesot ginn, dëst, well net genuch Kandidaten ageschriwwen sinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Héichschoul a Recherche dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister dës Informatioun bestätegen?

2) Wann d'Informatioun richteg ass, wéi vill Kandidaten waren ageschriwwen a wat ass de Minimum, fir dës Formationen ze organisieren?

3) Ass no Ursache gesicht ginn, wéi esou weénege Kandidaten fir dës Cours ageschriwwen sinn?

4) Gëtt fir dës Formationen Promotioun gemaach?

5) Wat sinn d'Débouchées fir d'Studenten, déi dës Formationen mat Erfolleg ofschléissen?

Réponse (10.10.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Ech reagieren op dem honorablen Deputéierten seng Froe mat dëse Präzisiounen, déi sech op Informatiounen vun der Uni Lëtzebuerg basieren.

D'Coursë fir de „Master en langues, cultures et médias - Lëtzebuerg Studien (académique)“ sinn effektiv zum Wintersemester 2016-2017 net ugelaft, well den Interessi un dësem Studiengang ze kleng war. Et goufen insgesamt véier admissibel Demanden zum Zäitpunkt wou de Studiendirekter bei der Unisverwaltung ugefrot huet, fir de Master weinst engem Mangel u Kandidaten auszesetzen. En äänlecht Aussetze vun dësem Masterstudiegang weinst engem Mangel u Kandidaten ass et och schonns am Wintersemester 2013 ginn. Iwwregens sinn aus den nämlechte Grënn de „Master in engineering sciences, option design and construction“ am Joer 2009-2010 respektiv de „Master in social sciences and educational sciences“ am Joer 2015-2016 net ugelaft.

Den Informatiounen vun der Uni Lëtzebuerg no handelt et sech also net ëm en Ofschaf vum dësem Studiengang, mä nëmmen ëm en Aussetzen. De Studiengang gëtt am Wintersemester 2017-2018 nees ugebueden. Ech ka bäifügen, dass d'Uni Lëtzebuerg awer weiderhin d'Formation continue „Lëtzebuerg Sprooch a Kultur“ ubitt.

D'Uni huet kee festgeschriwwene Minimum vun Aschreiwungen, ab deem e Studiengang net méi géif ulafen. Falls e Studiendirekter awer no engem pädagogesche Modell verfiert, wou et zum Beispill vill Aarbechten a kleng Gruppen gëtt, déi e Minimum vu Studenten viraussetzen, da kann hien eng entspréchend Demande fir d'Aussetze vum Studiengang un den Doyen vu senger Fakultéit an un den akademesche Vize-Rektor riichten, fir de Studiengang zäitweilig auszesetzen. Dat ass an dësem Fall och geschitt.

Et gëtt keng speziell Ursach fir déi kleng Unzuel vun Aschreiwungen zum Wintersemester 2016-2017, well dës Studiengang traditionell e limitéierte Public interesséiert an et och an der Vergaangenheet scho Schwankungen an der Unzuel vun den Aschreiwungen gi sinn. D'Unzuel vun den Aschreiwungen läit meeschtens tëscht zwielef an 20 Kandidaten.

Dës Master gëtt, wéi all Studieprogramm vun der Uni Lëtzebuerg, iwwer Zeitungsannoncen, sozial Medien, Broschüren, Internet-Opdrët, Presentatioun bei Porte-ouverten promovéiert.

Als beruflech Perspektive vun dësem Master kann een, nieft de klaseschen Debouchéen (Masterformation fir en A1 Poste beim Staat oder am Privatsektor), folgend Haaptdebouchée gesinn:

- Professer fir d'Lëtzebuergesch am Enseignement secondaire an am Enseignement secondaire technique (am Kader vum Gesetz vum 22. Mee 2009 iwwer „b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise“);

- Formateur d'adultes - Lëtzebuergesch;

- Recherche am Kader vun engem Doktorat;

- Politesch a kulturell Institutiounen;

- Redaktioun a Lektorat an den Editiouns- a Pressehaier, Theateraarbecht a -kritik.

Question 2403 (22.09.2016) de **M. Yves Cruchten** (*LSAP*) concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise dans le secteur de la santé et des soins**:

Depuis quelques jours, émanant d'une pétition déposée à la Chambre des Députés, une discussion quant à l'usage et l'importance attribuée à la langue luxembourgeoise aussi bien dans la communication officielle, i. e. administrative que dans la communication usuelle, enflamme les médias et plus particulièrement les réseaux sociaux.

Force est de constater que de nombreuses prises de position se caractérisent par une généralisation de certains faits isolés voire se basent sur des éléments peu précis et parfois même, relatent des informations carrément erronées.

Vu l'importance et la complexité du sujet, une telle discussion quant au rôle à attribuer à la langue luxembourgeoise dans un contexte d'identité nationale mais aussi et surtout comme élément d'intégration et de cohésion sociale, nécessite un minimum d'objectivité basée sur des faits prouvés et incontestables.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Existe-t-il des statistiques quant à l'usage de la langue luxembourgeoise dans les secteurs de la santé et des soins respectivement la maîtrise de la langue luxembourgeoise par le personnel dans ces secteurs?

2. Sachant que la communication entre les professionnels des secteurs de la santé et des soins et les citoyens/patients revêt une importance particulière, dans quelle mesure la maîtrise de la langue luxembourgeoise est-elle un critère d'embauche d'une personne pour un métier dans les secteurs de la santé et des soins?

3. Quelle est la position du Gouvernement quant à l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans les secteurs mentionnés?

4. Le Gouvernement a-t-il pris respectivement envisagé-t-il de prendre des initiatives afin de promouvoir l'usage de la langue luxembourgeoise dans les domaines de la santé et des soins? Dans l'affirmative, quelles sont ces initiatives?

Réponse (25.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1. S'il est vrai qu'il n'existe pas de statistiques exactes sur l'usage de la langue luxembourgeoise dans les secteurs de la santé et des soins, il échet de relever que tous les hôpitaux et réseaux de soins font des efforts en organisant des cours de langue luxembourgeoise à l'intention de leur personnel étranger.

Pour l'année 2015, sur un échantillon de trois établissements hospitaliers, 130 diplômes de luxembourgeois ont été délivrés à l'issue de cours de langue luxembourgeoise organisés à la demande des employeurs respectifs.

ad 2. Les dispositions législatives, tant pour les médecins que pour les professions de santé, prévoient que ceux-ci sont tenus d'acquérir les connaissances linguistiques nécessaires à leur activité au risque de voir engagée leur responsabilité disciplinaire, civile ou pénale.

La vérification de ces conditions légales lors du recrutement des salariés est la responsabilité de l'employeur.

ad 3. Pour qu'une bonne communication entre le patient et le médecin respectivement le personnel soignant soit assurée, ceux-ci sont évidemment tenus de disposer d'un niveau satisfaisant de connaissances linguistiques.

Parfaitement conscient de la nécessité de l'échange entre le personnel de soins et le patient, la législation applicable à l'exercice des professions médicales ainsi que celle applicable à l'exercice des professions de santé reprend l'exigence d'un niveau satisfaisant de connaissances linguistiques.

ad 4. Dans le domaine de la promotion de l'usage de la langue luxembourgeoise dans les domaines de la santé et des soins, tous les cours de langue luxembourgeoise destinés aux professionnels de santé et proposés par les acteurs du terrain, sont agréés à titre de forma-

tion continue par le Gouvernement. En ce qui concerne plus particulièrement la profession médicale, le candidat qui sollicite une autorisation d'exercer la médecine auprès du Ministre de la Santé peut être soumis à une vérification de ses connaissances linguistiques à la demande du Ministre de la Santé par le président du Collège médical.

Question 2405 (22.09.2016) de **M. Yves Cruchten** (*LSAP*) concernant la **langue luxembourgeoise dans la fonction publique**:

Depuis quelques jours, émanant d'une pétition déposée à la Chambre des Députés, une discussion quant à l'usage et l'importance attribuée à la langue luxembourgeoise aussi bien dans la communication officielle, i. e. administrative que dans la communication usuelle, enflamme les médias et plus particulièrement les réseaux sociaux.

Force est de constater que de nombreuses prises de position se caractérisent par une généralisation de certains faits isolés voire se basent sur des éléments peu précis et parfois même relatent des informations carrément erronées.

Vu l'importance et la complexité du sujet, une telle discussion quant au rôle à attribuer à la langue luxembourgeoise dans un contexte d'identité nationale mais aussi et surtout comme élément d'intégration et de cohésion sociale, nécessite un minimum d'objectivité basée sur des faits prouvés et incontestables.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Quelle est la réglementation en vigueur concernant l'usage des langues au niveau de la communication administrative, i.e. dans quelle langue sont formulées les lettres, informations, communications adressées aux citoyens? Une personne s'adressant à une administration dans une des trois langues officielles du pays recevra-t-elle d'office une réponse dans cette même langue?

2. Monsieur le Ministre peut-il rappeler les règles en vigueur en matière de maîtrise des langues en rapport avec le recrutement dans la fonction publique? Quels sont les taux de réussite/d'échec dans les examens-concours de langue luxembourgeoise?

3. Comment Monsieur le Ministre définirait-il, de manière générale, le rôle de la langue luxembourgeoise dans le contexte de la fonction publique?

Réponse (24.10.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

En réponse aux questions précitées, je tiens à rappeler que l'article 4 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dispose que: «Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant.» Par conséquent, si une personne s'adresse dans une des trois langues officielles du pays à une administration, elle reçoit en principe une réponse dans la langue dans laquelle est rédigée la requête.

Pour ce qui est du recrutement dans la fonction publique, les candidats à l'examen-concours ainsi que les candidats à un poste d'employé de l'État doivent faire preuve d'une connaissance adaptée au niveau de carrière des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 susmentionnée. Il existe certaines dérogations à ce principe. D'une part, un règlement grand-ducal du 5 mars 2004 énumère certains emplois dans le secteur de l'enseignement pour lesquels la connaissance de l'une ou de l'autre langue n'est pas reconnue nécessaire. D'autre part, sur base des lois relatives au statut général des fonctionnaires de l'État, respectivement au régime des employés de l'État, le Gouvernement en conseil peut, en cas de nécessité de service, décider d'accorder une dispense de la connaissance de deux des trois langues administratives pour le recrutement d'agents hautement spécialisés.

La vérification de la connaissance adéquate des trois langues administratives se fait sous forme d'épreuves préliminaires qui ont lieu devant le comité d'évaluation prévu à l'article 2 paragraphe 2 de la loi modifiée du 15 juin 1999



portant organisation de l’Institut national d’administration.

À noter que le candidat ayant obtenu le certificat d’études ou ayant accompli la dernière année d’études dans le système d’enseignement public luxembourgeois est dispensé des trois épreuves préliminaires.

Au niveau de la partie générale de l’examen-concours, deux épreuves portent sur les connaissances linguistiques des candidats en langue luxembourgeoise. Il s’agit en premier lieu d’une épreuve de traduction d’un texte luxembourgeois en langue française ou allemande. Par ailleurs, pour l’épreuve d’histoire et de culture luxembourgeoises, les candidats doivent répondre en langue luxembourgeoises pour la moitié du total des points attribués.

Le tableau ci-dessous reprend par groupe de traitement les taux de réussite à l’épreuve de luxembourgeois pour la session d’hiver 2015 et la session d’été 2016.

Traduction d’un texte luxembourgeois en langue française ou allemande

	Session hiver 2015	Sesssion été 2016
A1	86%	99%
A2	99%	100%
B1	89%	94%
C1	87%	86%
D1	98%	98%
D2	95%	pas d’examen
D3	88%	pas d’examen

Finalement, j’estime que la langue luxembourgeoise occupe un rôle central en tant que principale langue de communication des agents de l’État entre eux et avec les citoyens/usagers, même si, au vu des échanges de nos administrations avec nos partenaires européens et internationaux et au vu de l’évolution économique et sociale de notre pays, la maîtrise des langues française et allemande voire anglaise devient de plus en plus indispensable.

De manière générale, je tiens à souligner qu’il est du devoir des tous les agents de l’État de recourir dans la mesure du possible à un langage simple et compréhensible pour garantir un accès à l’information pour tous. Étant donné que seule une partie de nos citoyens utilisent le luxembourgeois au travail, à l’école ou à la maison, cet effort ne peut cependant pas se limiter au luxembourgeois, mais doit se faire dans les trois langues administratives du pays. Dans ce contexte, je tiens d’ailleurs à rappeler qu’une majeure partie des informations transmises moyennant des brochures, des formulaires, des avis ou les sites Internet étatiques sont déjà actuellement disponibles en plusieurs langues, permettant de présenter l’information de façon plus claire et plus transparente et permettant ainsi à tous les citoyens un accès aux informations.

Question 2408 (22.09.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la «**Luxembourg Medical School**»:

Lors de la réunion de la Commission de l’Enseignement supérieur en date du 14 mars 2016, Monsieur le Ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l’Espace nous a informé que des études étaient en cours en vue d’analyser l’opportunité d’une «Luxembourg Medical School» ou d’un modèle alternatif avec une coopération renforcée avec une ou plusieurs universités de la Grande Région. Les conclusions de ces études devaient être présentées au cours de l’été 2016.

Dans ce contexte, j’aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l’Espace:

- Monsieur le Ministre, quelles sont les conclusions tirées de ces études?

Réponse (19.10.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l’Enseignement supérieur et à la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire de l’honorable Députée Martine Hansen au sujet de la formation en médecine à l’Université du Luxembourg, j’ai l’honneur d’apporter les précisions suivantes.

Lors de la réunion de la Commission de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, des Mé-

dias, des Communications et de l’Espace du 14 mars 2016, j’ai informé les membres que «la question de la „Luxembourg Medical School” (formation de base de six ans) ou d’un modèle alternatif en partenariat (entre la formation actuelle d’un an et celle de six ans) doit être abordée en vue du contrat d’établissement pour la période 2018-2021. Actuellement, des études sont en cours. Une coopération renforcée avec une ou plusieurs universités de la Grande Région a été favorisée par les députés des différents partis lors de la réunion du 16 mars 2015. Les conclusions de ces études devraient être présentées au cours de l’été 2016.»

À l’heure actuelle, les analyses des deux groupes de travail chargés d’examiner le développement de la formation médicale au Luxembourg sont encore en cours. Les groupes de travail précités, rassemblant des représentants de l’Université du Luxembourg, du Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Santé et des hôpitaux luxembourgeois ont pour mission de remettre, avant la fin de cette année, leurs rapports aux deux membres du Gouvernement plus directement concernés, à savoir la Ministre de la Santé et le Ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche, afin de mettre le Gouvernement en mesure de prendre une décision.

Le développement de la formation médicale au Luxembourg et dans les pays limitrophes nécessite en effet une analyse détaillée à plusieurs niveaux, de sorte que je ne saurais devancer les conclusions des rapports qui ne sont pas encore disponibles. Dans un dossier revêtant une importance primordiale non seulement pour l’Université mais aussi pour l’ensemble du pays, le Gouvernement s’accorde le temps nécessaire pour prendre une décision en toute connaissance de cause, sans qu’il soit pour autant question de retarder outre mesure ce processus.

Toutefois, je peux rappeler à l’honorable Députée Martine Hansen que le contrat d’établissement avec l’Université du Luxembourg pour la période de 2010 à 2013 prévoyait que: «À la demande du Gouvernement, l’Université étudie la mise en place d’un dispositif de formations pour la médecine et certaines professions de santé.»

Selon les informations dont disposent mes services, une première réunion en vue de développer la formation médicale au Luxembourg s’est tenue le 24 mars 2011 et avait pour objet le développement d’un bachelor en médecine. Cependant, fin 2013, le Ministère ne disposait ni d’un rapport de synthèse ni d’analyses détaillées. Les études et analyses détaillés ont été initiés en 2014 et ont pour but de permettre la prise d’une décision qui tient compte aussi bien des évolutions au niveau des formations médicales des pays limitrophes, du développement de l’Université du Luxembourg et des hôpitaux au Luxembourg que des principes de gestion des deniers publics en bon père de famille.

Question 2409 (22.09.2016) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l’**araignée venimeuse chircanthe ponctué**:

Récemment, plusieurs médias ont fait état de la recrudescence de la chircanthe ponctué, une araignée venimeuse, en Europe centrale. Il paraît qu’elle est également présente au Luxembourg et que des résidents ont déjà rencontré des problèmes de santé suite à une morsure.

Dès lors, j’aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l’Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que cette araignée existe au Luxembourg? Dans l’affirmative, son apparition est-elle limitée à la saison d’été et/ou à des régions spécifiques?

- Quels sont les symptômes et les risques pour la santé liés à une morsure par cette araignée désignée par les médias comme «la plus dangereuse d’Europe»? Selon Madame la Ministre, quelles sont les mesures immédiates à prendre par une personne qui s’est fait mordre par cette araignée?

Réponse (13.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l’Environnement*:

L’espèce cheiracanthium punctorium existe au Luxembourg. Ces araignées sont surtout actives dans leur période de maturation qui dure en moyenne de juin à octobre. Il n’existe que très peu d’occurrences prouvées de cette espèce au Grand-Duché. Elle a été trouvée aux endroits ci-dessous:

- Réserve naturelle «Aarnescht», près d’Oberanven (1996)

- Réserve naturelle «Haard», près de Dudelange (2014)

- Commune de Remerschen («Weekend de la Biodiversité» 2010)

- Commune de Flaxweiler (2005)

Les biotopes préférés sont des pelouses sèches et ouvertes, de préférence hors de bourgades. L’espèce est assez thermophile et de ce fait plus probable de faire occurrence dans la moitié sud du pays.

Il faut d’ailleurs se rendre compte du fait que la détermination exacte de l’espèce peut être assez difficile. Même si cheiracanthium punctorium est bien l’espèce la plus grande qui est présente dans nos régions, il existe plusieurs espèces de chircanthes indigènes pareilles et plus communes. Une détermination absolument sûre ne peut donc être obtenue que par l’analyse génitale de spécimens matures par un spécialiste en la matière.

Les symptômes provoqués par la morsure d’une chircanthe ponctué peuvent varier en fonction de la disposition corporelle de la personne mordue, de la taille de l’araignée et de la quantité de venin effectivement injectée.

Généralement, une morsure provoque des douleurs, rougeurs et enflures assez fortes. Les douleurs peuvent déborder sur toute l’extrémité portant la morsure et rendre les ganglions lymphatiques sensibles à toute pression. Dans certains cas rares, des réactions plus fortes comme des troubles circulatoires, des vertiges, de la fièvre à frémissements, des nausées et des vomissements peuvent être possibles. La durée de guérison peut s’élever à plusieurs jours.

Un traitement, si nécessaire, devrait être symptomatique. Après une morsure, le plus important est de rester calme. Au-delà, le mieux serait probablement d’observer le déroulement des symptômes et de se rendre en traitement médical si ces derniers se révélaient plus importants. Ni des dommages persistants ni des cas mortels n’ont jamais été signalés.

La formulation de l’araignée «la plus dangereuse» de l’Europe est à voir en relation avec d’autres espèces. En Méditerranée, les malmignattes (genre Latrodectus) et recluses (genre Loxosceles) présentent sûrement un risque plus élevé pour la santé humaine que la chircanthe ponctué. Par contre, en Europe centrale, cette dernière devrait effectivement avoir un venin plus fort que toutes les autres rares espèces capables de mordre des personnes. Néanmoins, ce fait ne la rend pas vraiment dangereuse, même si bien désagréable.

Question 2410 (23.09.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **suppression de la durée du contrat d’apprentissage**:

Avec la mise en vigueur de la loi du 24 août 2016 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle sera supprimée la durée maximale de la formation de l’élève en formation professionnelle.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Education nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse:

- Quelles seront les conséquences de cette suppression sur la durée du contrat d’apprentissage?

- Qu’est-ce que cela signifie concrètement pour les patrons?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l’Education nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse*:

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, en vigueur depuis la rentrée scolaire 2016-2017, vise à remédier à des incohérences et difficultés organisationnelles nées de la réforme de 2008.

Il est vrai qu’entre autres elle ne prévoit plus de durée maximale pour une formation professionnelle, et ceci pour éviter le décrochage scolaire. Dorénavant, les élèves entamant une formation professionnelle disposent, si nécessaire, de plus de temps pour la finaliser. En effet, l’obligation qu’un élève doit terminer une formation en ne disposant que d’une seule année au-delà de la durée normale de sa formation est supprimée, étant donné qu’il s’est avéré comme étant trop strict comme ladite durée ne répond pas aux principes didactiques de la différenciation ni de l’évaluation formative.

Je tiens à souligner que toutefois, il n’y a pas de modification de la législation concernant le contrat d’apprentissage.

Des adaptations plus approfondies de la formation professionnelle sont actuellement préparées en concertation avec tous les partenaires de la formation professionnelle. Elles entreront progressivement en vigueur à partir de la rentrée 2017-2018.

Dans ce même contexte, j’ai également demandé aux chambres professionnelles, patronales et salariale de me faire une proposition consensuelle relative au contrat d’apprentissage et sa durée.

Finalement, je tiens à préciser que les principes du contrat d’apprentissage peuvent être résumés comme suit:

- Le contrat d’apprentissage est conclu entre l’organisme de formation et l’apprenti ou son représentant légal s’il est mineur.

- Le patron formateur signe le contrat d’apprentissage pour l’organisme de formation.

- Si l’apprentissage se fait selon le système pluriel de lieux de formation, une convention séparée est à signer entre l’organisme de formation initial et l’organisme de formation accessoire. Le contrat d’apprentissage initial reste en vigueur tout au long de l’apprentissage.

Il s’ensuit que la responsabilité relative au contrat d’apprentissage revient aux chambres professionnelles et patronales respectives servant d’intermédiaire entre l’organisme de formation et l’apprenti, le cas échéant au représentant légal si l’apprenti est mineur.

Au vu de ce qui précède, il est clair que mon Ministère ne souhaite pas s’immiscer dans les compétences clés des partenaires de la formation professionnelle.

Question 2411 (23.09.2016) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** (*déi gréng*) concernant les **abattoirs mobiles**:

Les abattoirs mobiles, qui existent déjà dans quelques pays européens, dont notamment la Suède, offrent une alternative aux dispositifs traditionnels. Le principe de ces abattoirs est que les animaux sont abattus à la ferme à laquelle ils ont été tenus pendant toute leur vie. L’objectif est clair: limiter le stress provoqué par les multiples chargements et déchargements, les heures de transport et d’attente dans l’abattoir. La viande produite est naturellement de meilleure qualité.

En France, une commission d’enquête parlementaire a été créée à la suite des nombreux scandales de maltraitance animale dans les abattoirs qui ont été révélés en février 2016. Le 20 septembre, cette commission a rendu son rapport dans lequel elle préconise de tester ce dispositif.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Est-ce que vous avez connaissance de l’existence de tels types d’abattoirs?

2. Dans l’affirmative, quelles sont les possibilités d’implémenter cette méthode d’abattage au Luxembourg?

Réponse (24.10.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Les conditions de protection animale à respecter lors de l’abattage d’un animal sont fixées par le règlement grand-ducal du 12 avril 2013 fixant les modalités d’application du règlement (CE) n°1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort. Le vétérinaire-inspecteur de l’abattoir surveille le respect des dispositions de cette réglementation de même que celui des conditions de transport des animaux destinés à l’abattage.

Vu le faible nombre d’abattoirs au Luxembourg, les contrôles sont effectués par des vétérinaires-inspecteurs dont la présence est assurée pendant toute la durée des activités d’abattage permettant ainsi de réaliser les contrôles exigés par la réglementation communautaire.

En effet, plusieurs États membres utilisent ces types d’abattoirs mobiles et la Commission européenne a fixé certaines conditions d’utilisation de ces sites mobiles.

Ces installations sont considérées en tant qu’abattoir nécessitant, d’après la réglementation communautaire, un agrément répondant aux dispositions du règlement (CE) n°853/2004 fixant des règles spécifiques d’hygiène applicables aux denrées alimentaires d’origine animale. En outre, les dispositions de la réglementation concernant le bien-être à l’abattage doivent être respectées, sans distinction qu’il s’agit d’un site mobile ou d’une infrastructure fixe. La seule différence pour les deux infrastructures d’abattage réside dans le fait qu’il n’y a pas de transport pour l’abattage dans les abattoirs mobiles.

Actuellement, il n’y a pas de demande pour l’utilisation de tels abattoirs mobiles au Luxembourg. Pour ce motif, les animaux sont abattus dans les abattoirs agréés au Luxembourg dans le strict respect des conditions de protection animale.



Question 2414 (26.09.2016) de **M. Laurent Mosar** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la récente visite de M. le Vice-Premier Ministre turc à Luxembourg:

Le Vice-Premier Ministre de la République de Turquie, Monsieur Mehmet Şimşek, s'est rendu le vendredi 23 septembre à Luxembourg, en présence d'une large délégation économique. La communication du Gouvernement luxembourgeois s'est limitée à un communiqué de presse officiel après la visite. Selon ce même communiqué, Monsieur Şimşek fut reçu au Grand-Duché dans le cadre d'une «visite de travail» par les Ministres de l'Économie et des Affaires étrangères et européennes. Or, selon certains articles de la presse luxembourgeoise (wort.lu du 23.09.), la Turquie «attendait des autorités luxembourgeoises qu'elles „aident la Turquie en bloquant les fonds des sociétés liées au mouvement FETÖ“». Et d'ajouter lors d'une conférence de presse, organisée unilatéralement par l'Ambassade de Turquie, que le Luxembourg «est bien sûr un État de droit, mais oui nous voulons que nos amis nous aident» (Monsieur Şimşek cité par le «Wort» dans le susdit article).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire si le Vice-Premier Ministre turc s'est rendu au Luxembourg sur invitation du Gouvernement ou si la visite a eu lieu sur demande expresse des autorités turques? Peuvent-ils, le cas échéant, confirmer ce que la presse luxembourgeoise a qualifié de «Charme-Offensiv» (rtl.lu du 23.09.)?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils dès lors nous éclairer sur le véritable objectif de la précitée visite et nous en communiquer, le cas échéant, les résultats politiques, diplomatiques et économiques?

3. De surcroît, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer une demande présumée de la Turquie dans le but de bloquer les fonds du mouvement religieux de Fethullah Gülen - le «mouvement FETÖ» selon le terme lié directement au terrorisme utilisé par le Vice-Premier Ministre turc - au Luxembourg? Dans l'affirmative, quelle en fut la réponse du Gouvernement luxembourgeois?

4. Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer la raison pour laquelle le Gouvernement a renoncé à une conférence de presse conjointe? Quelles furent, pour le reste, les raisons plus générales pour lesquelles le Gouvernement a pratiqué, contrairement à ses habitudes diplomatiques, une politique de communication pour le moins très discrète?

Réponse commune (26.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Initialement le Ministre de l'Économie de la Turquie devait se rendre au Luxembourg pour une visite de travail à l'invitation du Gouvernement luxembourgeois. Pour des raisons d'agenda, il est finalement revenu au Vice-Premier Ministre en charge de l'Économie, Monsieur Mehmet Şimşek, de prendre la relève et d'effectuer ce déplacement le 23 septembre dernier, accompagné d'une grande délégation économique.

2. L'ensemble des entrevues s'est déroulé dans une atmosphère cordiale. Tous les sujets d'actualité ont été abordés sans tabou et un dialogue confiant a eu lieu tant sur le plan bilatéral que sur les questions régionales. Cette visite a également été l'occasion de tenir une table ronde économique avec la participation conjointe des milieux d'affaires des deux pays. La Turquie étant un partenaire important pour le Luxembourg, il est primordial d'intensifier nos liens par des échanges et une coopération renforcée dans le domaine économique, au vu de la multitude d'opportunités que la Turquie peut offrir.

3. Une demande de blocage de fonds tel que relevé par les honorables Députés n'a été formulée à aucun moment par la partie turque au cours des différentes entrevues.

4. Les autorités turques ont fait part - en amont de la visite - de leur intention de tenir une conférence de presse pour informer les médias luxembourgeois sur l'évolution de leur situation politique nationale tout comme de leur disponibilité à répondre à toutes les questions qui pourraient surgir. De son côté, le Gouvernement luxembourgeois a informé les médias par voie de communiqué de presse.

Question 2418 (26.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'enseignement de la langue luxembourgeoise dans l'École européenne:

An engem Interview op RTL huet d'Madamm Direkter vun der Europaschoul gesot, datt d'Lëtzebuurger Sprooch am Ament net kann an den „klenge Klassen“ geléiert ginn, wëll dofir eng offiziell Demande vum Lëtzebuurger Stat muss gemaach ginn. Esou eng Demande läit awer net vir.

Ech ginn dovunner aus, datt d'Madamm Direkter sech bei dëser Ausso op déi allgemeng Regele fir de Sproochenunterrecht an den Europaschoule bezitt. Dee gesäit speziell Dispositione vir, fir den Unterrecht „an enger anerer nationaler Sprooch“ („ONL other national language“ oder autre langue nationale). Dëst sinn am Ament Irlännesch, Maltesesch, Finnesch a Schwedesch.

D'Bestëmmunge fir d'Horairë fir déi „aner national Sproochen“ sinn am Artikel 2.4 vum den allgemenge Regele fir de Sproochenunterrecht virgesinn.

Dowéinst wëllt ech dem Här Éducationnsminister dës Fro stellen:

- Wéini denkt den Här Minister, eng Demande un d'Europaschoulen ze stellen, fir datt d'Lëtzebuergesch als „aner national Sprooch“ an den Europaschoulen opgeholl gëtt, konform zu den allgemenge Regele fir de Sproochenunterrecht an den Europaschoulen?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ech erlabe mer, dem honorablen Här Députéerten déi interessant Informatioun ze ginn, datt e. a. d'Europaschoulen zu Lëtzebuerg gäre géifen eis Sprooch optional ubidden. Duerfir gëtt am Kontext vum der EIDD zu Déifferdeng vum SCRIPT e Programm „Lëtzebuergesch als Friemsprooch“ ausgeschafft, dee mir dann hanneno den Europaschoulen an allen aneren internationale Schoulen hei am Land als didactesch Material zur Verfügung stellen.

Esou wéi op anere Plazen ugekënnegt, schafft mäin Departement och un der Revisioun vum Privatschoulgesetz. Do wäert virgesi ginn, datt an Zukunft all Privatschoul fir en Agreement ze kréien, muss d'Lëtzebuurger Sprooch ubidden. An déi besteeënd Privatschoule kréien eng gewëssen Zäit, fir sech konform ze maachen.

Question 2420 (26.09.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le projet intégré intermédiaire:

Selon la loi du 24 août 2016 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, les projets intégrés intermédiaires (PII) sont maintenus pour les formations concomitantes.

Or, selon les grilles horaires de l'année scolaire 2016-2017 fixées par règlement grand-ducal, le PII n'est plus inclus dans les diverses grilles horaires pour les formations concomitantes. La Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et la Chambre des Salariés ont fait remarquer dans leurs avis à plusieurs reprises, qu'elles souhaitent conserver le PII pour les formations sous régime concomitant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelle est la position du Ministère par rapport aux avis des chambres professionnelles, partenaires dans la mise en œuvre de la formation professionnelle? Pour quelles raisons les revendications des chambres sont restées lettre morte?

2. Pour quelles raisons le PII ne se trouve-t-il plus dans la grille horaire?

3. De quelle manière le Ministre envisage-t-il garantir que le PII sera maintenu s'il ne se trouve plus dans la grille horaire?

4. Si le PII est organisé, malgré sa suppression dans la grille horaire, existe-t-il toujours un référentiel d'évaluation, condition essentielle pour pouvoir organiser un PII? Quelle est la base légale qui permet d'établir ce référentiel? Est-ce que l'indemnisation des évaluateurs est garantie même sans base légale?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

ad 1. Le système de la formation professionnelle repose sur un partenariat entre l'État, les chambres professionnelles patronales et les chambres professionnelles salariales qui sont les

porteurs du système. Il mise sur un concept de partenaires égaux qui en assument ensemble la responsabilité.

Ce partenariat se définit aussi comme une association active de différents intervenants qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser une formation professionnelle de qualité, voire d'excellence.

Chacun des partenaires possède ses propres champs d'action, ses domaines de compétences et ses spécialités.

Les modifications de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, en vigueur depuis la rentrée scolaire 2016-2017, tombent sous les compétences-clés de mon Ministère.

Toutefois, une adaptation plus approfondie de la formation professionnelle est actuellement préparée en concertation avec les partenaires, à savoir les chambres professionnelles, patronales et salariale, ainsi que les directions et les enseignants des lycées. Elle entrera progressivement en vigueur à partir de la rentrée 2017-2018.

Dans ce même contexte, je me suis également adressé, par exemple, aux chambres professionnelles, patronales et salariale concernant certains articles de la loi modifiée de 2008 portant réforme de la formation professionnelle à adapter lors de la prochaine modification de la loi, des sujets relevant de leur «core business» à savoir:

- le contrat d'apprentissage et leur durée,

- le droit de former,

- la prise en compte des besoins des entreprises,

- le carnet d'apprentissage.

Je suis en attente des propositions communes et consensuelles des chambres à ce sujet.

Pour les autres sujets, qui ne relèvent pas des spécialités de l'un ou l'autre partenaire, il va sans dire que je me concerte avec tous les partenaires de la formation professionnelle afin de soumettre une proposition de cadre législatif reflétant un consensus.

Dès lors, je ne considère pas que les revendications des chambres soient restées lettre morte, bien au contraire.

ad 2. Si les projets intégrés intermédiaires se sont avérés utiles pour les formations concomitantes, ils ne le sont pas pour les formations à plein temps où leur organisation pèse lourdement sur les ressources humaines et infrastructurelles des lycées. Les projets intégrés intermédiaires sont maintenus pour les formations sous contrat d'apprentissage, mais ne sont plus considérés en tant que module. Ceci explique pourquoi ils ne figurent plus dans la grille horaire.

ad 3. La garantie se fait par la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle qui stipule dans l'article 32: «(...) Chaque formation comprend obligatoirement un projet intégré final qui est un module fondamental. Pour les formations sous contrat d'apprentissage, un projet intégré intermédiaire est organisé au milieu de la formation (...)»

ad 4. La même loi stipule dans l'article 33: «(...) Les lignes directrices et les modalités du contrôle continu à l'école et en milieu professionnel sont proposées par les équipes curriculaires respectives, en coopération avec les commissions nationales de formation. Elles sont arrêtées sous forme de référentiel d'évaluation par le ministre.

L'évaluation des projets intégrés se fait par les équipes curriculaires concernées (...)»

Au vu de ce qui précède, la base légale permettant l'établissement de ce référentiel est donnée. Il va sans dire que, vu l'existence d'une base légale, que l'indemnisation des évaluateurs est également garantie.

Question 2424 (27.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'accès de Taiwan à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI):

Taiwan betreit eng Fluchzon vun 180.000 Séimeilen, wou am Joer ronn 1,53 Milliounen Fluchbewe-gunge stattfanne mat 58 Milliounen Passagéier. Déi zoustänneg Autoritéite vun der Insel, déi sech ëm d'Sécherheet vun der Aviatioun bekëmmern, sinn awer net Member an de OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), déi stänneg d'Norme fir d'Sécherheet vun der Fligerei upasst. D'OACI ass eng spezialiséiert Institutioun vun de Vereenegten Natiounen.

No der Meinung vun den Autoritéiten an Taiwan wär et wichteg, schonns eleng wéinst der Sécherheet, datt d'Autoritéite vun Taiwan, déi sech ëm de Fluchverkéier këmmern, Accès zur OACI kréichen.

Dowéinst wëllt ech dem Här Bausseminister dës Fro stellen:

- Ass Lëtzebuerg bereet, d'Kandidatur vun der ziviller aeronautescher Autoritéit vun Taiwan an der OACI ze ënnerstëtzen?

Réponse (21.10.2016) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Déi taiwanesch Autoritéiten hu bis ewell keng Kandidatur gestallt, fir an der OACI Member ze ginn. Déi taiwanesch Autoritéiten hunn d'Ënnerstëtzung vun de Lëtzebuurger Autoritéite gefrot, fir kënnen als Gaascht bei der 39. Assemblée générale vun der OACI, déi vum 27. September bis de 7. Oktober stattfonnt huet, invitéiert ze ginn. Et ass dëst d'Responsabilitéit vum Conseil vun der OACI, fir esou Invitatiounen erauszeginn. Dozou muss ee soen, datt de Conseil vun der OACI 36 Memberen zielt, wourënner Lëtzebuerg net vertrueden ass.

Question 2427 (28.09.2016) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le commissariat de police Gare-Hollerich:

Le 16 septembre 2016, la police a inauguré officiellement en présence de Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg et de Madame la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure les nouveaux locaux du commissariat Gare-Hollerich dans la rue Glesener à Luxembourg-ville.

Madame la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure a souligné dans son discours que la police lutte très activement contre la problématique de la drogue dans le quartier de la gare ainsi que la criminalité et les nuisances y liées, notamment par une présence renforcée et des actions d'envergure dirigées contre les dealers. Madame la Secrétaire d'État a assuré que les efforts engagés depuis le début de l'année se poursuivront, en laissant par ailleurs entendre des renforts supplémentaires en personnel.

Force est cependant de constater que les personnes qui habitent ou travaillent dans le quartier de la gare ressentent toujours une grande insécurité, surtout la nuit, et doutent que la présence dans la rue Glesener d'un commissariat ne fonctionnant que pendant la journée apporte une grande plus-value.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il indiquer concrètement quelles sont les mesures prises depuis le début de l'année?

2. Ces mesures sont-elles jugées suffisantes?

3. Le commissariat de la rue Glesener ne devrait-il pas fonctionner 24h/24?

4. De manière plus générale, quelle est la situation de la criminalité sur le territoire de la Ville de Luxembourg?

Réponse (05.10.2016) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

Au début de l'année 2016 j'ai annoncé différentes mesures destinées à rétablir l'ordre et la sécurité dans le quartier de la gare, parmi lesquelles l'ouverture d'un commissariat de police dans la rue Glesener, une présence policière renforcée et des actions d'envergure contre les vendeurs de drogue et les établissements tolérant la vente de drogues.

Depuis janvier 2016, la police marque une présence renforcée sur le terrain et a réalisé dix actions d'envergure ciblées dans différents bars du quartier de la gare, la dernière ayant eu lieu en date du 20 septembre 2016. Les actions d'envergure ont permis d'arrêter et de déferer devant le juge d'instruction 65 personnes pour détention et trafic de stupéfiants.

Au total, la police a arrêté 114 personnes pour détention et trafic de stupéfiants dans le quartier de la gare au cours des neuf derniers mois. Les actions de la police ont par ailleurs conduit à la fermeture de plusieurs débits de boissons qui toléraient des trafics de stupéfiants.

Tout en étant conscient qu'il est difficile, voire impossible, d'éradiquer définitivement la problématique de la drogue, ensemble avec la police et la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, nous poursuivons nos efforts pour rétablir le sentiment de sécurité dans le quartier de la gare.

Dans l'immédiat, le Centre d'intervention - Groupe Gare, qui compte un effectif de 28 policiers est renforcé de manière à pouvoir assurer encore une plus grande présence sur le terrain la nuit.

Avant son déménagement vers la rue Glesener, le commissariat de proximité Gare-Hollerich fonctionnait avec un effectif de huit policiers. Le commissariat compte désormais douze policiers et fonctionne de 7.00 heures du matin à 19.00 heures du soir.



Le commissariat de la rue Glesener présente la particularité, par rapport à d'autres commissariats de proximité, qu'il fonctionne déjà à deux roulements, système qu'il est prévu de généraliser dans le cadre de la réforme de la police, et qu'il a principalement pour mission d'assurer des patrouilles dans le quartier, en particulier dans les rues avoisinantes du commissariat.

Les missions du commissariat de la rue Glesener sont complémentaires par rapport à celles du Centre d'intervention de Luxembourg qui fonctionne 7j/7 et 24h/24 et dont les services sont répartis sur deux sites - la gare centrale et la rue Marie Curie.

Vu toutefois la situation particulière dans le quartier de la gare et vu les doléances des citoyens, j'ai invité la police à étudier les possibilités d'une éventuelle extension des heures de fonctionnement du commissariat de la rue Glesener.

Concernant la criminalité sur le territoire de la Ville de Luxembourg, les statistiques de la police disponibles pour 2016 indiquent une nette tendance à la baisse, notamment en ce qui concerne les cambriolages, les vols avec violences et les actes de vandalisme.

Question 2429 (28.09.2016) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant la **construction d'un nouveau rond-point sur la N14 à la hauteur du chemin Kreiwenkel à l'entrée de Diekirch**:

Dans le cadre de la construction du nouveau Lycée technique agricole à Gilsdorf, il est prévu de construire un nouveau rond-point sur la route de Larochette N14 à la hauteur du chemin Kreiwenkel à l'entrée de Diekirch pour donner accès au futur campus scolaire. Dans ce contexte, il est prévu que la N14 sera barrée complètement au trafic jusqu'à la fin des travaux et qu'un itinéraire de déviation à partir et vers Diekirch sera mis en place via le lieu-dit Broderbour (CR356) et la localité de Gilsdorf.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que la N14 sera complètement fermée au trafic pendant la construction du nouveau rond-point et que la totalité du trafic sera déviée via le lieu-dit Broderbour et la localité de Gilsdorf?

- Est-il prévu d'aménager des mesures de sécurisation supplémentaires dans la localité de Gilsdorf pendant la durée du chantier et notamment au niveau de la sécurité sur le chemin de l'école et le cas échéant lesquelles?

- Quand les travaux de construction débiteront-ils et quelle est leur durée probable?

- Afin de limiter au minimum les perturbations de la circulation, ne serait-il pas envisageable de construire pour la durée du chantier un by-pass provisoire à hauteur du nouveau rond-point?

- Quelles seraient les raisons qui empêcheraient une telle solution?

- Comment la desserte du chantier du nouveau Lycée technique agricole à Gilsdorf sera-t-elle organisée pendant la phase de construction du nouveau rond-point?

Réponse (25.10.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant la construction d'un nouveau rond-point sur la N14 à la hauteur du chemin Kreiwenkel à l'entrée de Diekirch.

Effectivement il faudra fermer au trafic la N14 entre les points kilométriques PK 1.200 et 5.100, donc de la sortie de Diekirch jusqu'au carrefour avec le chemin CR347 menant vers Broderbour, pendant la construction du nouveau rond-point. D'un diamètre de 45 mètres, le nouveau rond-point sera élevé quatre mètres en dessous de la voirie actuelle, ce qui rendra impossible le maintien du trafic en ces endroits. Le trafic dévié par Broderbour se limitera aux véhicules en dessous de 3,5 tonnes, les autres véhicules et poids lourds devront faire le détour par Schieren. À noter qu'une étude de faisabilité menée par un bureau d'études était arrivée à la même conclusion que l'administration, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible de laisser le tronçon de route en question sous circulation durant les travaux.

Une réunion aura lieu avec les responsables communaux de Bettendorf pour discuter des mesures de sécurisation supplémentaires à prendre dans la localité de Gilsdorf pendant la durée du chantier. Vu l'augmentation du trafic, il est prévu de renforcer le dispositif de protection des piétons avec

l'installation d'une glissière provisoire de type Mini-GUARD pendant toute la phase chantier. Aussi des pourparlers seront menés avec la Police grand-ducale pour une augmentation de la fréquence des contrôles périodiques.

En ce qui concerne le début des travaux, il faudra d'abord attendre l'achèvement des travaux de réhabilitation du pont OA158 sur la Sûre à Diekirch. Ensuite il faudra encore procéder à des travaux d'assainissement du CR356 menant de Broderbour vers Gilsdorf et attendre la réalisation de travaux à ces endroits par la société Creos, avant que les travaux pour le giratoire pourront commencer ou bien fin 2016 ou bien début 2017. La durée totale du chantier est de 200 jours. Toutefois la période, pendant laquelle la N14 sera barrée à toute circulation, pourra être limitée à quatre mois (sous condition d'une météo favorable).

La construction d'un by-pass provisoire à hauteur du nouveau rond-point n'a pas pu être retenue pour diverses raisons. D'un côté, une pente trop raide le rend techniquement impossible. De l'autre côté, il y a un manque d'espace et pour y remédier il faudrait procéder à un important déboisement. En outre, la route N14 passe en ces lieux au bord d'un réservoir d'eau potable et vu la proximité de sources captées servant pour l'approvisionnement de l'eau potable, le versant est délimité d'une zone de protection d'eau potable.

Enfin, l'organisation de la desserte du chantier du nouveau Lycée technique agricole à Gilsdorf durant la construction du nouveau rond-point, se fera en concertation avec l'Administration des bâtiments publics et les entreprises responsables pour les chantiers respectifs.

Question 2442 (05.10.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**éventuelle amende à payer par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE)**:

D'après des informations rapportées d'abord par la «Süddeutsche Zeitung», puis relayées par les organes de presse luxembourgeois, la BCEE devrait payer au Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie environ 14 millions d'euros pour complicité de fraude fiscale. Comme l'indique «Le Quotidien», «s'il s'agit bien d'un accord amiable, cela signifie que la Spuerkeess reconnaît implicitement sa complicité de fraude fiscale, alors même qu'elle avait formellement contesté il y a moins d'un an».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer depuis quand il était au courant des soupçons de complicité de fraude fiscale dont était accusée la BCEE?

- Alors que la BCEE est placée sous la «haute surveillance du ministre ayant le Trésor dans ses attributions» et que cinq membres au conseil d'administration représentent l'État et y sont nommés par le Gouvernement en conseil. Monsieur le Ministre a-t-il été informé, voire impliqué dans les négociations ayant abouti à l'accord à l'amiable susmentionné? Dans l'affirmative, depuis quand? Toujours dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant amené la BCEE à accepter cet accord à l'amiable?

Réponse (12.10.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Dans le cadre de procédures de redressement fiscal en Allemagne, notamment quand elles sont initiées suite à des dénonciations volontaires de la part de clients eux-mêmes («Selbstanzeigen»), il n'est pas inhabituel pour les autorités allemandes d'examiner également la question de la responsabilité éventuelle de la banque du client et des employés de celle-ci. Dans un tel contexte, et sans considération du pays d'établissement de cette banque et du domicile de ses employés, la qualification des faits relève de la seule loi allemande.

En l'occurrence, certains clients de la BCEE, résidents allemands, ont pu faire l'objet de telles procédures. C'est dans ce contexte que la BCEE a été approchée par les autorités allemandes.

Le Ministre des Finances, représentant l'État en tant qu'actionnaire unique de la banque, a été régulièrement informé de l'évolution, tant par la direction de la banque, que par les administrateurs représentant l'État au conseil d'administration et par le Commissaire de surveillance.

Eu égard aux procédures transactionnelles prévues par la loi allemande, la BCEE a pour objectif de ne pas exposer son personnel à de quelconques procédures judiciaires en Allemagne. Cette approche est justifiée d'autant plus par le fait que la BCEE considère que ses employés n'ont aucune irrégularité à se reprocher par rapport à la législation luxembourgeoise.

L'accord en question est en cours de négociation et il n'est dès lors pas possible d'en donner une appréciation à ce stade.

Question 2444 (05.10.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (CSV) concernant la **fermeture et interdiction de chaînes de télévision et de radiodiffusion kurdes en Turquie**:

Selon les informations diffusées par la presse allemande, plusieurs chaînes de télévision et de radio-diffusion turques, défendant l'identité, la langue et la cause de la population kurde, ont récemment été fermées et leurs licences d'exploitation retirées par les autorités gouvernementales. Avec cette nouvelle vague de fermetures, il n'existerait plus de médias représentant les intérêts de la population kurde en Turquie, portant ainsi atteinte à la liberté d'expression.

Il est rappelé dans ce contexte que la liberté d'expression, constituant par ailleurs une des 72 conditions exigées par l'Union européenne dans le cadre de la libéralisation des visas pour les ressortissants turcs, présuppose la pluralité d'opinion et partant le pluralisme des médias.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il de renseignements plus précis au sujet de ces faits relatés par la presse allemande?

2. Quelles démarches Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre au niveau communautaire?

3. Dans les conditions données, Monsieur le Ministre estime-t-il encore réaliste que la libéralisation des visas intervienne dans les prochains mois?

Réponse (25.10.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le décret-loi 668 du Gouvernement turc du 25 juillet 2016 a décidé de la fermeture d'une série d'organes de presse, dont des agences de presse, des chaînes de télévision, des chaînes de radiodiffusion, des journaux, magazines et maisons d'édition. Le décret-loi indique par ailleurs que le ministre compétent pourra décider de la fermeture de tout autre organe de presse qui n'est pas sur la liste, mais qui constitue une menace pour la sécurité nationale ou qui a des liens avec des groupes terroristes.

En application du décret susmentionné, ce sont des organes de presse et chaînes de TV-radio proches de Fethullah Gülen qui ont été dans un premier temps fermés. Les personnes proches du prédicateur Gülen sont considérées par le Gouvernement turc comme les principaux responsables de la tentative de coup d'État. Dans une deuxième phase, à partir du mois de septembre, les autorités turques ont étendu leurs mesures restrictives à certains médias d'opposition. Depuis, plusieurs chaînes de télévision et de radiodiffusion populaires auprès des communautés kurdes, aléviées mais aussi des supporters des partis d'opposition ont été fermées. Dans ce contexte, les médias kurdes semblent avoir été plus spécifiquement ciblés.

ad 2. L'état d'avancement de la Turquie au regard des préparatifs visant à satisfaire aux critères d'adhésion à l'UE, dont notamment le respect de la primauté du droit et des droits fondamentaux, est actuellement analysé par la Commission européenne en vue de la finalisation de son rapport annuel dont la publication est attendue pour le début du mois de novembre. Le rapport que la Commission européenne a publié en novembre dernier a déjà constaté une tendance négative globale dans le respect de la primauté du droit et des droits fondamentaux en Turquie et il est à craindre que cette tendance ait été accentuée à la suite des mesures prises par les autorités turques à la suite de la tentative de coup d'État. Comme chaque année, le Conseil de l'Union européenne aura une discussion sur ce rapport et arrêtera la voie à suivre sous forme de conclusions au mois de décembre. Parallèlement, il convient de suivre de près la coopération entre la Turquie et le Conseil de l'Europe en ce qui concerne le respect de l'État de droit, une coopération que le Luxembourg salue vivement. Début septembre, la session extraordinaire du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en présence des Ministres turc et luxembourgeois des Affaires étrangères a été l'occasion d'insister sur la responsabilité collective que les 47 États membres du Conseil de l'Europe assument dans la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme et dans l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

Les mesures prises par les autorités turques à la suite de la tentative de coup d'État sont également abordées dans nos contacts bilatéraux avec les autorités turques. Dans ce contexte, le Luxembourg ne cesse de rappeler la nécessité d'un respect des critères de Copenhague, en particulier l'importance du respect des droits de l'homme et de l'État de droit. De plus, nous avons exprimé le souhait que l'unité entre les partis politiques au Parlement turc, survenue suite à la tentative de coup d'État, puisse mener à l'élaboration de politiques inclusives et que le Gouvernement turc puisse abroger l'état d'urgence.

ad 3. Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n°2276 déposée par l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar (CSV) (*voir ci-dessus*). La libéralisation des visas sera accordée une fois que la Turquie respectera tous les critères. La Turquie doit encore satisfaire cinq conditions sur 72, qui concernent notamment des questions liées à la protection des données ainsi que les législations antiterroristes. Le troisième rapport de suivi de la Commission européenne publié le 28 septembre dernier encourage la Turquie dans ses efforts pour achever le plus rapidement possible la mise en œuvre des critères en suspens. Par ailleurs, la Commission européenne a souligné l'importance de poursuivre le dialogue avec la Turquie en la matière.

Le processus de libéralisation requiert en principe l'accomplissement de tous ces critères. À ce stade, il est prématuré de vouloir se prononcer sur l'issue du processus et il convient de suivre de près l'évolution du contexte politique en Turquie. De plus, il est à noter que le quatrième rapport sur la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie sera publié en décembre 2016.

Question 2446 (06.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **cours à option en langues**:

Ëmmer nees héiert ee vu klassesche Lycéeën, an deenen eng Klass vun den Optiounssproochen op der Sproochesektioun (Spuenesch oder Italienesch) ewechfält, well net genuch Schüler sech derfir interesséieren. Anschienend ginn elo op d'mannst op enger Plaz am Land, wou net genuch Schüler sech fir eng vun deene Sproochen interesséieren, fir eng ganz Klass zesummenzekréien, Sproocheklasse vu verschiddenen Niveauen zesummegeluecht, wat also bedeit, datt Schüler vun ënnerschildlechtem Niveau a mat verschiddene Programmer an enger Klass zesumme setzen. Déi Kanner vum ieweschten Niveau kréien dann deen Deel vun hirem Programm, deen an esou enger zesummegesatener Klass ze kuerz kënn, no deenen normale Schoulstonne vermëttelt, an zwar a sougenannten „Cours de rattrapage“. A Wierklechkeet sinn dat also keng Cours de rattrapage, mä just normal Stonne mat deem Programm, dee fir déi betrafte Schüler souwiso virgesinn ass.

Dës Solutioun werft eng Rëtsch vu Froen op, déi ech heimat wëllt dem Här Schoulminister stellen:

1. Ass dem Här Minister déi Praxis, d'Optiounssprooch an enger gemeinsamer Klass vun ënnerschildlechtem Niveau ze enseignéieren an a sougenannten Nohëllefstonnen deen Deel vum Programm nozehuelen, dee fir déi ieweschte Schüler virgesinn ass, bekannt?

2. Op wéi ville Plaze geschitt dat am Land a wéi vill Schüler sinn heivu betrafft?

3. Huet den Här Minister eng Erklärung, firwat op déi Bezeichnung vun „Rattrapage“ zréckgegraff gëtt? Huet dat eventuell budgetär Grënn?

4. Gëtt den Asaz vum Léierpersonal an deene Cours de rattrapage eventuell méi bëlleg wéi d'Bäibehale vun normale Coursen, also am Verglach mat enger normaler Klass, an där d'Mindestzuel vu Schüler erreecht ass?

5. Féiert déi Praxis, fir d'Cours de rattrapage fir den normalen Unterrecht ze benotzen, eventuell zu Schwieregkeeten oder Aschränkunge fir déi Schüler, déi wierklech zousätzlech Léierstonnen an deem engen oder anere Fach géife brauchen?

6. Kënnen dës Problemer duerch eng Ännerung an der Schoulorganisatioun behuewe ginn a wëllt den Här Minister dat maachen?

Réponse (15.11.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Et ass eng gängeg Praxis, datt bei Course mat ganz klengen Effektiver verschidde Joergäng zesummegeluecht ginn, fir d'Offer awer regional bäizebehalen an esou ze verhënnern, datt d'Schüler de Lycée musse wiesselen.

Dat geschitt op zwou Plazen am Land an et betrëfft knapps eng Dose Schüler.

Am konkrete Fall zu Dikrech ass den Italieneschcours vu 1^{re} A an 2^e A zesummegeluecht gi mat am Ganze fënnf Schüler. Am Prinzip hunn déi Schüler fënnf Stonnen Italienesch d'Woch.

Fir de Schüler entgéintzekommen an dem Proff ze erlaben, spezifesch op déi eenzel Joergäng anzegoen, ginn elo dräi Stonne fir déi fënnf Schüler zesummen organiséiert an dann nach all Kéier zwou Stonne fir de Grupp 1^{re} an zwou Stonne fir de Grupp 2^e. Et ginn also am Ganze siwe Stonnen organiséiert. Zwou vun deene Stonnen huet d'Schoul elo administrativ als APPUI libelléiert.

Dat huet awer weder en Afloss op d'Qualitéit vum Cours nach op de Budget. Ech sinn iwwerzeegt, datt dës Léisung e gudde Kompromëss tëschent enger effizienter Organisatioun an enger breeder lokaler Offer ass.